

LE DISTRICT DE SAINT-LO

PENDANT LA

RÉVOLUTION

1787 — AN IV

THÈSE

PRÉSENTÉE POUR LE DOCTORAT ÈS-LETTRES

devant la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

Madeleine DERIES

LICENCIÉE ÈS-LETTRES

Professeur à l'Institut Sévigné à Roubaix

PARIS

AUGUSTE PICARD, ÉDITEUR

82, rue Bonaparte, 82

—
1922

LE DISTRICT DE SAINT-LO
PENDANT LA RÉVOLUTION

1787 — AN IV



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE DISTRICT DE SAINT-LO

PENDANT LA

RÉVOLUTION

1787 — AN IV

THÈSE

PRÉSENTÉE POUR LE DOCTORAT ÈS-LETTRES

devant la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

Madeleine DERIES

LICENCIÉE ÈS-LETTRES

Professeur à l'Institut Sévigné à Roubaix

PARIS
AUGUSTE PICARD, ÉDITEUR

82, rue Bonaparte, 82

—
1922

AVANT-PROPOS

La Constituante pour unifier la France la divisa en départements. Elle subdivisa les départements en districts. Après avoir joué à l'origine un rôle assez effacé, les districts, sous le gouvernement révolutionnaire, en vertu du décret du 14 frimaire an II, reçurent et transmirent du centre à la périphérie le mouvement imprimé par le Pouvoir central. C'est la vie d'un de ces districts, celui de Saint-Lo, que je me suis efforcée de retracer. Si étroit que soit le cadre, il est encore assez vaste pour contenir les principales scènes du grand drame de la Révolution.

De 1787 à 1790, s'ouvre une période étroitement unie à celle qui la suit et dont elle est le prologue. Pour bien comprendre le rôle politique et administratif du District, il faut connaître les vœux exprimés dans les Cahiers des Etats Généraux, comme aussi ceux de l'Assemblée d'élection de 1787 à 1790. Il faut également avoir une idée de la situation de l'élection de Saint-Lo à la veille de la Révolution, puisque, à quelques paroisses près, l'arrondissement du district fut le même que celui de l'élection. Les émeutes relatives aux grains à la veille de 1789 annoncent la crise du ravitaillement qui sera plus tard pour les autorités de tout ordre un si grave objet de préoccupation. Les Comités nationaux réprimèrent les premiers troubles révolutionnaires.

J'ai traité l'histoire du district de Saint-Lo, par grandes questions en me conformant pour les différentes phases de

chacune d'elles à l'ordre chronologique. J'aurais pu traiter à tour de rôle les diverses matières au cours d'une première période pour les reprendre au cours d'une seconde, d'une troisième et ainsi de suite, mais les périodes ne concordent pas entre elles et en fragmentant ainsi mon étude, j'aurais risqué de lui enlever son côté vivant. Une raison d'un autre ordre m'a fait adopter cette méthode, c'est l'analogie entre la récente guerre mondiale et l'époque de la Révolution pour la défense nationale, la crise de la monnaie, la vie économique. Vue sous ce jour l'Histoire acquiert un caractère d'actualité.

Il y a des lacunes dans mon travail.

Une de ces lacunes est volontaire. Je n'ai pas parlé de la vente des biens nationaux dans le district de Saint-Lo. C'est un gros et complexe sujet qu'on ne peut aborder en passant. Il demanderait tout un volume ou plutôt tout un recueil de documents comme les recueils qu'a publiés la Commission de l'Histoire économique de la Révolution.

D'autres lacunes sont indépendantes de ma volonté.

Les hommes de valeur ne firent pas plus défaut à l'Administration du district qu'à l'Administration du département et il eût été intéressant d'évoquer au moins quelques-unes des plus importantes et des plus caractéristiques de ces personnalités comme celles de Le Menuet de la Juganière, de Charles Caillemer, de Boudent-Godelinière, de Lescot de la Bigne, de Letellier du Hutrel, de Gonfrey, de Bourdon, de Burnel, de Cauchard-Chambert, de Vieillard-Boismartin, des curés Moriet et Guillebert-Duperron et de bien d'autres encore. Mais ces personnalités n'étaient pas seulement trop nombreuses, elles sont depuis longtemps trop effacées. Peu de personnages politiques, même parmi les plus notables, se survivent à eux-mêmes. Ils n'appartiennent pas à l'histoire générale, parce qu'ils ont été trop petits, et l'histoire locale dont ils relèvent est impuissante,

faute de documentation, à les ressusciter. Etiam perierunt umbrae.

J'aurais désiré, dans cette région essentiellement agricole de la Basse-Normandie, présenter un chapitre sur l'agriculture. Les documents m'ont manqué. Les seuls qu'il m'ait été donné de retrouver portent sur l'époque de l'Assemblée d'élection et postérieurement à l'époque du District il n'existe que des indications trop sommaires de l'enquête de l'an IX. On n'a rien sur la formation des Gardes nationales. Aucun registre des Sociétés populaires n'a subsisté. On a ceux des sociétés de Coutances, de Cherbourg et de Valognes, mais ceux de Saint-Lo ont sans doute été détruits. Je n'ai pu que mêler les rares pièces qui les concernent au dossier général de l'histoire politique. Pour les Comités de surveillance, seul le registre du Comité de Saint-Lo a été conservé.

La vie ne réside pas seulement dans les villes. Si les cités ont plus d'exubérance que les campagnes, si, avec leurs cortèges populaires prêts à toutes les manifestations, elles donnent un caractère plus bruyant à toutes les crises, l'âme du pays, en cette partie de la Normandie, est réellement loin des foules. Elle est dans les modestes municipalités rurales. J'ai donc dépouillé les registres des petites communes du district de Saint-Lo, mais ils livrent peu de secrets car ils se bornent souvent à enregistrer des décrets. Les procès-verbaux des élections notent seulement les faits matériels. De temps en temps, s'élève la voix d'un maire ou d'un procureur de la commune. Malgré la sécheresse des archives municipales, au travers de leurs registres, de ceux du District et du Département, des correspondances administratives, on perçoit ce que fut la vie du district de Saint-Lo. Pour la France entière les décrets furent les mêmes, mais l'application de ces décrets différa beaucoup suivant les régions. Ce fut la même Révolution qui se déchaîna

à Marseille, à Bordeaux, au fond de la Vendée, au cœur même de la Bretagne, dans les marches de l'Est et dans ce coin de Basse-Normandie. Et cependant quelles différences ! C'est l'empreinte de la petite patrie dans l'histoire de la grande que je me suis efforcée de fixer¹.

1. Qu'il me soit permis en parlant des Archives, d'adresser à M. Lecacheux, archiviste de la Manche, mes respectueux remerciements pour l'aide que sa haute érudition a bien voulu prêter si aimablement à mes recherches.



BIBLIOGRAPHIE

- P.-D. Bernier (abbé)*. Essai sur le Tiers Etat rural ou les paysans de Basse-Normandie au XVIII^e siècle (Ouvrage un peu vieux). Delhomme et Bréguet. Paris 1892.
- Bridrey (Emile)*. Cahiers de doléances du bailliage du Cotentin pour les Etats Généraux de 1789. Tome III. Paris. Imprimerie Nationale 1914.
- Deries (Léon)*. La vie religieuse à Torigni-sur-Vire sous la Révolution et le Consulat. Le curé de Saint-Amand et de Saint-Laurent-de-Torigni, Aimé Victor François de Marguerit. Saint-Lo, Barbaroux 1921, in-8°.
- Deschamps*. Notice historique sur la ville de Torigni-sur-Vire et sur ses barons féodaux, Saint-Lo, Delamare sans date, in-8°.
- Houel*. Le Bon-Sauveur de Saint-Lo. Notices, mémoires et documents publiés par la Société d'Agriculture, d'Archéologie et d'Histoire naturelle du département de la Manche, t. IV.
- Lebaindre*. La formation du département de la Manche. Caen, Jouan 1911. 1 volume in-8°.
- Lecacheux (Paul)*. Archives départementales de la Manche. Répertoire numérique de la Série L. Saint-Lo, Barbaroux 1920.
- Lechevallier (Hippolyte)*. La propriété foncière du Clergé et la vente des biens ecclésiastiques dans le District de Saint-Lo. Saint-Lo, Jacqueline 1920, 1 volume in-8°.
- Le Clerc (Docteur)*. Relevé des rues de Saint-Lo fait d'après des indications d'actes de naissances. Communication faite à la Société d'Archéologie de Saint-Lo.
- Lepingard*. L'élection de Saint-Lo. Notices, mémoires et documents publiés par la Société d'Agriculture, d'Archéo-

logie et d'Histoire naturelle du département de la Manche, t. XIV.

Marie-Cardine (Wilfrid). Histoire de l'enseignement dans le département de la Manche de 1789 à 1808. Saint-Lo, Prevel 1888-1889, 2 volumes in-8°.

Mourlot (Félix). La fin de l'ancien régime et les débuts de la Révolution dans la généralité de Caen. Edition de la Société d'Histoire de la Révolution. Paris 1913, 1 volume in-8°.

Sevestre (Abbé), Notes et documents sur le Fédéralisme en Normandie. Extrait du bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques. Année 1912.

Idem. L'organisation du clergé paroissial à la veille de la Révolution. Paris, Picard 1911, in-8°.

Idem. Essai sur les Archives Municipales et les Archives judiciaires. Paris, Picard, 1912, in-8°.

Idem. Etude critique des Sources de l'histoire religieuse. Paris, Picard 1916, in-8°.

Sources imprimées

Archives Municipales de Saint-Lo. — Réponse de la Municipalité de Saint-Lo, à la requête présentée au département au sujet du Collège de Saint-Lo. Saint-Lo, imprimerie Gomont sans date.

Discours du Citoyen Burnel. Imprimerie Gomont, an II.

Sources manuscrites

Archives Nationales

C 91 (73), (75), C 105.

D III, 147.

D IV 1, D IV 2, D IV bis 10, D IV bis 27, D XL 3, D XL 12, D XL 21.

II. — Archives Départementales

Archives du Calvados, — C 2677 (Rapport du Subdélégué à l'intendant).

Archives de l'Eure. — Chartrier du Champ de Bataille. E (non inventorié).

Archives de la Manche

Archives Manche. — C 63 — C 142 — C 154 : registre des délibérations de l'assemblée d'élection de Saint-Lo. — C 155 : registre des délibérations du bureau intermédiaire de Saint-Lo. — C 153. — C 150.

E : Communes et Corporations 1946-1948. — E : Registre des marchands merciers et drapiers de la ville de Saint-Lo.

L 1. Ordonnances, proclamations et lettres patentes du Roi (Imprimerie royale), 10 août 1789 — 29 octobre 1790.

L 2. Ordonnances, proclamations et lettres patentes du Roi (Imprimerie Joubert, de Coutances), 11 avril 1790 — 20 juillet 1792.

L 48. Délibérations et arrêtés du Conseil du département, 20 juillet 1790 — 2 décembre 1792, 1 reg. 191 fol.

L 49. Idem, 2 décembre 1792 — 27 juillet 1793, 1 reg. 190 fol.

L 50. Idem. 28 juillet 1793 — 1^{er} frimaire an II. 1 reg. 159 fol.

L 51. Procès-verbaux des séances du Conseil du département 1790-1793 (Imprimés). — Extraits des registres des délibérations (25 juillet 1792-1793). — Arrêtés du Conseil du département (1792-1793). — Lettre du Comité de Salut public aux administrateurs (17 avril 1793). — Lettre du Directoire du district de Mortain au Conseil du département (1793).

L 52. Délibérations et arrêtés du Directoire du département 21 juillet 1790 — 20 septembre 1791, 1 reg, 283 fol,

L 53. Idem. 20 septembre 1791 — 18 octobre 1792, 1 reg. 297 fol.

L 54, Idem. 19 octobre 1792 — 16 octobre 1793, 1 reg. 287 fol.

L 55 Idem. 24 vendémiaire an II — 29 ventôse an III, 1 reg. 294 fol.

L 56. Délibérations et arrêtés du Directoire du département 1^{er} germinal an III — 5 brumaire an IV, 1 reg. 196 fol.

L 57. Instruction adressée par ordre du Roi au Directoire du département de la Manche 1790 (Imprimé). — Compte-rendu par le Directoire au Conseil, 15 novembre 1791 (Imprimé). — Liste des membres du Directoire 1791. — Extraits des registres des délibérations du Directoire, 1790. — Arrêtés du Directoire, 16 septembre 1790 — 27 brumaire an IV. — Circulaires du Directoire, 2 août 1791. — Adresse du Directoire aux habitants de la Manche, 1791.

L. 75 Arrêtés sur pétitions du Directoire et de l'Administration centrale du département. Contributions (district de Saint-Lo), 5 novembre 1791 — 15 fructidor an VI, 1 reg. 130 fol.

L 79. Enregistrement des pétitions adressées au Directoire du département au sujet des impositions, 19 novembre 1790 — 31 octobre 1791, 1 reg. 238 fol.

L 80. Arrêtés sur pétitions du Directoire et de l'Administration centrale du département. Contributions. 2 septembre 1790 — 2 brumaire an VIII, 1 reg. 186 fol.

L 89. Idem. Travaux publics, 19 novembre 1790 — 30 mars 1793, 1 reg. 192 fol.

L 90. Idem. Travaux publics, 19 janvier 1793 — 5 pluviôse an III, 1 reg. 161 fol.

L 104. Idem. Objets divers (district de Saint-Lo), 30 janvier 1792 — 12 frimaire an IV, 1 reg. 167 fol.

L 112. Adresses, proclamations, avis des Administrateurs du département à leurs administrés (Imprimés), 30 mars 1792 21 nivôse an VIII.

L 119. Actes des représentants du peuple en mission dans la Manche : lettres, discours, proclamations et arrêtés de Legot (2 janvier-17 mars 1795) ; de Jeanbon Saint-André (27 novembre-

1793-8 mars 1794) ; de Lecointre et Prieur de la Marne (24 mai-26 juin 1793) ; de Romme, Dentzel, Guimberteau, Garnier de Saintes, Rochegude, Defermon et Prieur, Laplanche, Beauprey, Ruault, Le Tourneur, Bourdon, Frémont, Porcher, Alquier, Bailleul.

L 121. Actes des représentants du peuple en mission près les armées des côtes de Brest et de Cherbourg : Brice, Guezno et Guerneur, Ruelle, Bollet et Boursault, Chaillon, Jarry, Merruau, Morisson, Dornier, Pomme l'Américain, Lofficial, Delaunay, Guernot, Defermon, Lanjuinais, Corbel, Topsent, Mathieu, Bodin, Lindet et Oudot, Lindet, Duroy et Bonnet, Romme (1793-1796). — Lettres et circulaires de Hoche (1793).

L 122. Registre général du département pour l'enregistrement des requêtes. 22 juillet 1790-14 novembre 1790. 1 reg. 133 fol.

L 123. Registre pour les affaires du Bureau d'administration intéressant les sept districts. 20 novembre 1790-25 janvier 1792. 1 reg. 189 fol.

L 124. Registre contenant l'analyse des pièces adressées au département et la date de leur envoi aux districts. (Administration générale). 4 mai 1791-14 avril 1792. 1 reg. 136 fol.

L 125. Registre contenant l'analyse des pièces adressées au département et la date de leur envoi aux districts. (Administration générale). 16 avril 1792-19 septembre 1793. 1 reg. 285 fol.

L 126. Registre contenant l'analyse des lettres et circulaires envoyées par le département. 6 juillet 1792-16 thermidor an II. 1 reg. 210 fol.

L 192. Formation du département : Procès-verbal de division du département du Cotentin ; arrêté du Comité de Constitution de l'Assemblée Nationale, le 26 février 1790. — Registre des délibérations de la Commission royale établie à Coutances pour la formation du département de la Manche. 22 mars 1790-2 octobre 1790 (141 fol.). — Lettres patentes du Roy, du 4 mars 1790, pour la division de la France en 83 départements.

L 194. Formation du département. Affaire de la fixation du chef-lieu à Saint-Lo. An IV.

L 199. Limites des communes : projets, rapports, arrêtés. 1791 an V.

L 213. Assemblées primaires : tableau du département de la Manche divisé en districts, cantons et assemblées primaires, avec le nombre de leurs citoyens actifs et électeurs 1790.

L 214. Assemblées primaires : extrait des procès-verbaux des assemblées primaires du département de la Manche contenant la liste des électeurs du département. 14 juin 1790.

L 244. Procès-verbal de l'assassinat de M. de Launey, lieutenant de gendarmerie à Saint-Lo. (Imprimé). 1792.

L 264. Chouannerie : Tableau des crimes et délits commis dans le département de la Manche au cours des années III, IV et V.

L 271. Chouannerie : district de Saint-Lo. Mouvements de Chouans à Cerisy-la-Salle (arrêtés du district de Saint-Lo) ; troubles dans les cantons de Percy, Tessy et Torigni ; lettres des généraux Lebley et Carteaux. An II-an IV.

L 370. Travaux aux tribunaux du département (tribunaux de Coutances, Mortain et Saint-Lo. 1791-an VII.

L 371. Travaux aux prisons du département : Prisons de Cherbourg, Valognes, Saint-Lo, Coutances, Avranches et Mortain. 1791-an VIII.

L 375. Pensions, secours et indemnités accordés aux familles des défenseurs de la patrie (district de Saint-Lo). an II. 1 reg. 46 fol.

L 377. Registre d'inscription des états des municipalités pour les parents des Volontaires qui réclament des secours. 1793. 1 reg. 146 fol.

L 378. Secours accordés sur certificats et requêtes aux familles nombreuses. 13 janvier 1792-14 mai 1792. 1 reg. 162 fol.

L 392. Traitement du clergé : arrêtés sur pétitions du Directoire du département (district de Saint-Lo) 10 janvier 1792 — 14 brumaire an IV. 1 reg. 15 fol.

L 393. Traitement du clergé : enregistrement des mandats (district de Saint-Lo). 1791. 1 reg. 192 fol.

L 394. Traitement du clergé : enregistrement des mandats expédiés aux ci-devant ecclésiastiques (district de Saint-Lo). An II — an III. 1 reg. 46 fol. Suppl. 4 fol.

L 395. Traitement du clergé et dépenses du culte : enregistrement des mandats. 1791 — 1792. 1 reg. 188 fol.

L 397. Traitement du clergé : enregistrement des requêtes, certificats et compte-rendus des titulaires (1^{er} reg.). 1790 — 1792. 1 reg. 188 fol.

L 398. Traitement du clergé : enregistrement des requêtes, certificats, déclarations et comptes-rendus des titulaires (2^e reg.). 1792 — 1793. 1 reg. 200 fol.

L 403. Adjudications relatives aux subsistances militaires : ordonnances de paiement de l'Administration. 18 thermidor an VII. — 15 ventôse an VIII. 1 reg. 43 fol. ; 76 pièces justificatives.

L 404. Adjudications des travaux à faire aux grandes routes : mandats de paiement. 8 mai 1792 — 4 ventôse an II. 1 reg. 241 fol.

L 405. Adjudications des travaux d'entretien aux routes : mandats de paiement. 8 mai 1792 — 4 ventôse an II. 1 reg. 241 fol.

L 414. Biens communaux : états, règlements, pétitions relatives au partage. 1790-an VII.

L 415. Biens communaux. Idem, 1790-an VII.

L 452. Assignats : Instructions, correspondances, émission et répartition, 1790-an VII.

L 462. Recrutement : lois et instructions (correspondance du département), répartition des recrues, 1792-1793.

L 469. Volontaires de la Manche : Enrôlements (district de Saint-Lo). 1792-1793.

L 481. Volontaires de la première réquisition, district de Saint-Lo, an II-an VI.

L 482. Levée de 300.000 hommes : correspondance 1793.

L 507. Déserteurs : instructions, correspondance, an II-an VIII.

L 530. Poudres et salpêtres : circulaires de l'administration générale des armes portatives ; de l'administration centrale de la fabrication des fusils et sabres ; et de l'agence révolutionnaire des poudres et salpêtres, an II.

L 531. Poudres et salpêtres : correspondance de l'administration centrale du département, an II, an VI.

L. 533. Poudres et salpêtres : ateliers de fabrication (district de Saint-Lo), 1792, an IV.

L 534 Remonte de l'armée : vente des étalons appartenant à la nation ; vente des chevaux des émigrés ; achats des chevaux, 1790-1793.

L 542. Remonte de l'armée : dépôt de Saint-Lo, étalons et juments poulinières, états par communes, 1793, an III.

L 543 Remonte de l'armée : dépôt de Saint-Lo ; étalons et juments poulinières ; états par communes, an III.

L 544 Remonte de l'armée : dépôt de Saint-Lo, correspondance de l'agent national du district au sujet des chevaux.

L 545 Remonte de l'armée ; dépôt de Saint-Lo : palefreniers maréchaux-ferrants et autres employés, comptabilité, an III.

L 546 Remonte de l'armée : dépôt de Saint-Lo ; états des chevaux, an II-an IV.

L 547 Remonte de l'armée : dépôt de Saint-Lo ; soins donnés aux chevaux ; mandats de dépenses pour médicaments, pansements, ferrures, etc, an II, an III.

L 555. Etapes et convois, transports et subsistances des troupes (districts de Coutances et Saint-Lo), 1790-an II.

L 556. Idem. (district de Saint-Lo), an III-an V.

L 560. Fabriques d'armes, manufacture de Saint-Lo correspondance et états divers, cuivre, métal de cloches, état des objets propres à fabriquer de la mitraille, 1791-an IV.

L 561. Fabriques d'armes : Manufacture de Saint-Lo (instructions, correspondance, états des armes existant dans

les communes, armement, désarmement, états de matières métalliques). 1792, an III.

L 562. Fabriques d'armes : manufacture de Saint-Lo (correspondance du Comité des armes, états divers), 1792, an II.

L 563. Fabriques d'armes : Idem, an II, an III.

L 564. Ibidem.

L 565. Fabriques d'armes : manufacture de Saint-Lo, an III.

L 565. Idem, an II, an III.

L 567. Fabriques d'armes ; manufacture de Saint-Lo, comptabilité du Comité des armes (dépense de la fonderie de canons, forage, limage, charronnage, ferrure des affûts, fabrique ds sabres, pièces justificatives), an II-an III.

L 568. Fabriques d'armes : manufacture de Saint-Lo (registres des délibérations et arrêtés ou mémorial du Comité de surveillance), 19 avril 1793, 12 frimaire, an III, 1 reg. 94 fol.

L 569. Fabriques d'armes : manufacture de Saint-Lo (registre des délibérations et arrêtés du Comité des armes), 25 frimaire an II, 23 frimaire an III, 1 reg. 246 fol.

L 570. Fabriques d'armes : manufacture de Saint-Lo (registre servant à inscrire l'état des cloches, (cuivre métal, fer, apportés des différentes communes, et leur poids.) Septembre 1793-12 frimaire an III. 1 reg. 20 fol.

L 571. Fabriques d'armes : manufacture de Saint-Lo (registre de livraison du charbon de terre pris à la mine de Littry. 6 fructidor an II-28 germinal an III. 1 reg. 199 fol.

L 593. Hôpitaux militaires : hôpital de Saint-Lo, états de journées des militaires hospitalisés à l'hospice civil de Saint-Lo, an III.

L 617. Ateliers de charité. Requête des officiers municipaux de Saint-Lo. 1790-1791.

L 628. Routes nationales et départementales : district de Saint-Lo. 1790-an III.

L 629. Idem. 1793.

L 633. Routes départementales.

L 637. Ponts : réparation du pont de Gourfaleur. An III.

L 646. Mines : mémoires et règlements ; mines de Pierre-ville, de La Chapelle-Enjuger, de Littry et Moon ; fourneau de Bourberouge. 1791^{re}-an V.

L 674. Constitution civile du clergé : loi du 24 novembre 1790 ; instruction pastorale de M. de Talaru, évêque de Coutances, 18 mars 1791 ; bulle du pape Pie VI (*Novæ hae litterae*), 19 mars 1792. (Imprimé). Arrêtés et circulaires relatifs aux cultes. 1790-1793.

L 676. Clergé constitutionnel : évêque (élection et réception de Bécherel, évêque de la Manche ; lettre pastorale de Bécherel du 2 juin 1791 ; correspondance. 1791-an VIII). Curés dossiers Moriet, curé de Saint-Lo, etc.) 1790-an VIII.

L 678. Prestation du serment constitutionnel (correspondance, procès-verbaux de prestation et de rétractation, listes d'ecclésiastiques fonctionnaires publics et de religieuses, renseignements divers). 1791-an VI.

L 727. Hospices : Hospice de Saint-Lo (correspondance, états divers, suppression des droits de havage, service des enfants trouvés — lois du 10 avril 1791, des 22 janvier et 12 août 1792). 1770-1793.

L 728. Hospices. Hospice de Saint-Lo (correspondance, états divers, compte de l'actif et du passif, application de la loi du 23 messidor an II, subsistances). An III-an IV.

L 732. Orphelins de la patrie, enfants trouvés : instructions, correspondance (hospices de Carentan, Coutances, Montebourg et Saint-Lo ; états trimestriels pour servir au paiement des nourrices (hospice de Mortain) 1793-an VII.

District de Saint-Lo

L 1004. Procès-verbaux des sessions du Conseil du district. 19 du 15 au 29 septembre 1790. 29 du 15 au 30 octobre 1791. 39 du 5 au 16 octobre 1792. 4 cahiers.

L 1005. Délibérations et arrêtés du Conseil du district. 4 juillet 1790-16 octobre 1792. 1 reg. 100 fol.

L 1006. Idem. 21 novembre 1792-24 brumaire an II. 1 reg. 101 fol.

L 1007. Idem. 25 brumaire an II-18 nivôse an II. 1 reg. 142 fol. (45 écrits).

L 1008. Idem. 21 nivôse an II-7 germinal an II. 1 reg. 141 fol.

L 1009. Idem. 8 germinal an II-9 messidor an II. 1 reg. 120 fol.

L 1010. Idem. 11 messidor an II-27 vendémiaire an III. 1 reg. 144 fol.

L II 1011. Idem. 28 vendémiaire an III-5 pluviôse an III. 1 reg. 160 fol.

L 1012. Idem. 6 pluviôse an III-19 prairial an III. 1 reg. 94 fol. (47 inscrits).

L 1013. Délibérations et arrêtés du Conseil du district formé en Comité secret (affaires de police). 27 ventôse an II-28 fructidor an II. 1 reg. 92 fol. (50 inscrits).

L 1014. Délibérations et arrêtés du Directoire du district. 6 août 1790-19 juillet 1791. 1 reg. 127 fol.

L 1915. Idem. 19 juillet 1791-16 mai 1792. 1 reg. 137 fol.

L 1016. Idem. 21 mai 1792-17 novembre 1792. 1 reg. 93 fol.

L 1017. Idem. 30 novembre 1792-13 juin 1793. 1 reg. 130 fol.

L 1018. Idem. 17 juin 1793-20 septembre 1793. 1 reg. 104 fol.

L 1019. Idem. 24 septembre 1793-15 nivôse an II. 1 reg. 110 fol. (63 écrits).

L 1020. Idem. 23 nivôse an II-13 ventôse an III. 1 reg. 145 fol. (91 écrits).

L 1021. Idem. 16 ventôse an III-3 thermidor an III. 1 reg. 145 fol. (91 écrits).

L 1022. Idem. 4 thermidor an III-1^{er} nivôse an IV. 1 reg. 129 fol. (90 écrits).

L 1023. Pétitions adressées au Directoire du district, avis du district et arrêtés du département (affaires diverses). 2 décembre 1791-12 janvier 1793. 1 reg. 171 fol.

L 1024. Idem. 11 janvier 1793-28 pluviôse an II. 1 reg. 46 fol.

L 1025. Demandes en réduction d'impôts : délibérations et arrêtés du Directoire du district. 3 janvier 1791-14 avril 1792. 1 reg. 68 fol.

L 1026. Idem. 28 août-1793-9 ventôse an III. 1 reg. 116 fol.

L 1027. Idem. 17 ventôse an III-5 frimaire an IV. 1 reg. 154 fol.

L 1028. Enregistrement des demandes en réduction d'impôts et des décisions du district. 1790-an IV. 1 reg. 72 fol.

L 1029. Requêtes en réduction d'impôts adressées au Directoire du district, avis du district et arrêtés du département. 15 janvier 1792-2 frimaire an IV. 1 reg. 46 fol.

L 1030. Traitements ecclésiastiques : délibérations et arrêtés du Directoire du district. 20 novembre 1790-6 novembre 1792. 1 reg. 78 fol.

L 1032. Arrêtés sur pétitions. Subsistances. 12 ventôse an II-6 fructidor an II. 1 reg. 86 fol.

L 1032. Idem. 5 fructidor an II-8 prairial an III. 1 reg. 140 fol.

L 1033. Idem. 8 prairial an III-21 frimaire an IV. 1 reg. 96 fol.

L 1034. Enregistrement des pétitions relatives aux routes et chemins avis et arrêtés du district (travaux publics). 26 janvier 1791-4 prairial an III. 1 reg. 46 fol.

L 1035. Pétitions relatives aux Travaux publics, avis du district et arrêtés du département. 11 février 1793-21 messidor an III. 1 reg. 23 fol.

L 1036. Arrêtés sur pétitions : affaires militaires 6 nivôse an II-19 frimaire an IV. 1 reg. 104 fol.

L 1037. Enregistrement des pétitions et des décisions du district : affaires militaires (hopitaux et secours aux parents des défenseurs de la patrie). 21 pluviôse an II-19 germinal an III. 1 reg. 48 fol.

L 1038. Enregistrement des pétitions et des décisions du

district : secours et indemnités pour pertes et autres causes etc. 12 juin 1792-7 fructidor an III. 1 reg. 48 fol.

L 1039. Enregistrement des pétitions et des décisions du district. Secours publics. 26 germinal an III-4 frimaire an IV, 1 reg. 15 fol.

L 1040. Enregistrement des pétitions adressées au district par les prêtres et religieux au sujet de leur traitement, 28 janvier 1792-14 brumaire an IV, 1 reg. 29 fol.

L 1041. Enregistrement des pétitions des détenus et des décisions du district, 19 octobre 1793-1^{er} nivôse an IV, 1 reg. 47 fol.

L 1042. Enregistrement des pétitions et des décisions du district. Affaires diverses, 20 janvier 1791-10 juillet 1792, 1 reg. 55 fol.

L 1043. Idem. 10 juillet 1792-21 ventôse an II, 1 reg. 93 fol.

L 1044. Idem. 22 ventôse an II-9 frimaire an IV, 1 reg. 145 fol.

L 1045. Comptes décadaires du district et des municipalités et état des arrêtés pris par l'administration du district, an II-an IV, 1 reg. 243 fol.

L 1046. Correspondance de l'administration du district avec les représentants du peuple Lecarpentier, Bouret et Legot, 26 nivôse an II-29 fructidor an III, 1 reg. 32 fol.

L 1047. Correspondance du Directoire du district avec l'administration du département, 30 novembre 1791-13 mai 1793, 1 reg. 173 fol.

L 1048. Idem. 27 décembre 1892-1^{er} nivôse an II, 1 reg. 92 fol.

L 1049 Idem. 25 nivôse an II-1^{er} nivôse an IV, 27 avec le Comité de Salut Public, 19 pluviôse an II-7 vendémiaire an IV, 1 reg. 96 fol.

L 1050 Idem avec les autres districts du département 1792-an II, 1 reg. 12 fol. (6 écrits) 9 minutes.

L 1051 Idem avec les autres districts du département et

des départements étrangers, 24 pluviôse an II-17 thermidor an III, 1 reg. 52 fol. (14 écrits).

L 1052 Idem avec les autres municipalités, 7 décembre 1792-24 floréal an II, 1 reg. 90 fol.

L 1053 Idem (circulaires) 1792-an II, 1 reg. 20 fol. (10 écrits) et 20 minutes de lettres.

L 1054 Idem. Canton de Canisy, 1792-an II, 1 reg. 12 fol. (6 écrits) 6 minutes.

L 1055 Idem. Canton d'Esglandes, 1792-an II, 1 reg. 16 fol. (8 écrits) 6 minutes.

L 1056. Idem. Canton de Marigny, 1792-an II, 1 reg. 10 fol. (5 écrits, 8 minutes).

L 1057. Idem. Canton de Percy, 1792-1793, 1 reg. 4 fol. (2 écrits).

L 1058. Idem. Canton de Saint-Clair, 1792-an II, reg. 6 fol. (3 écrits), 12 minutes.

L 1059. Idem. Canton de Saint-Jean-des-Baisants, 1792 an II, 1 reg. 6 fol. (3 écrits), 8 minutes.

L 1060. Idem. Canton de Saint-Lo, 1792-1793, 5 reg. 2 fol. (1 seul écrit).

L 1061. Idem. avec les officiers municipaux de la ville de Saint-Lo, 1792-an II, 1 reg. 31 fol.

L 1062. Idem. Canton de Tessy, 5 janvier 1793-4 avril 1793, 1 reg. 5 fol.

L 1063 Idem. Canton de Torigni, 1792-an II, 1 reg. 16 fol. (8 écrits) 47 minutes.

L 1064. Correspondance de l'administration du district avec les comités de surveillance, 26 nivôse an II-12 pluviôse, an III, 1 reg. 120 fol.

L 1065. Correspondance du Bureau d'administration du district adressée 1^o) à différents citoyens, 24 nivôse an II-28 brumaire an IV ; 2^o) à différentes municipalités, 26 nivôse an II-28 brumaire an III, police et administration générale, 1 reg. 195 fol.

L 1066. Correspondance des administrateurs du district

relative aux subsistances, 1^{er} thermidor an II-24 vendémiaire 1 reg. 172 fol.

L 1097. Idem. relative aux contributions, 18 ventôse an III-28 brumaire an IV, 1 reg. 15 fol.

L 1068 Idem. relative aux affaires militaires, 27 frimaire an II-15 ventôse an III, 1 reg, 91 fol.

L 1069. Correspondance des administrateurs du district avec les officiers de gendarmerie, 1792-an II, 1 reg. 6 fol. (2 écrits), 24 minutes.

L 1070. Correspondance de l'agent national et du procureur syndic du district, 29 ventôse an III-19 frimaire an IV, 1 reg. 124 fol.

L 1071. Correspondances diverses : lettres du Directoire du district à l'Inspecteur général des rôles du département et au visiteur du district, 1792, 1 reg. 2 fol.

L 1072. Correspondances diverses : lettres du Directoire du district aux juges et commissaires du pouvoir exécutif près le tribunal du district de Saint-Lo, 1792-an II, 1 reg. 2 fol. 5 minutes.

L 1073. Correspondances diverses : lettres du Directoire du district à divers fonctionnaires et à diverses administrations des départements, 1792-an II, 1 reg. 2 fol. écrits, 11 minutes.

L 1074. Correspondances diverses : lettres du Directoire du district aux receveur et régisseur des droits d'enregistrement et domaines nationaux, 1792-an II, 1 reg. 12 fol. 6 écrits, 2 minutes.

L 1075 Correspondances diverses ; lettres du Directoire du receveur du district, 1792-an II, 1 reg. 9 fol.

L 1076. Correspondances diverses : Minutes de lettres des administrateurs du district, 1793, an II.

L 1077. Administration et police générale : circulaires et arrêtés de l'administration du district, correspondance de l'agent national, décrets de la Convention nationale imprimés à Saint-Lo, affiches et avis, 1791-an III.

L 1077 *bis*, Idem : nomination et destitution de fonction-

naires, arrestation et surveillance des suspects ; correspondance, passeports, affaires diverses, 1792, an III.

L 1078. Subsistances : enregistrement des grains pour Port-Malo. 17 frimaire an III-18 vendémiaire an IV, 1 reg. 44 fol.

L 1080. Mémoires de dépenses et quittances, 1792-an IV.

L 1081. Idem. 1^{er} germinal an II-1^{er} nivôse an IV, 1 reg. 49 fol.

L 1082. Idem. 11 décembre 1792-1^{er} floréal an III, 1 rég. 65 fol.

L 1083. Mandats concernant les levées de troupes et autres dépenses relatives à la guerre, 14 mars 1793-2 nivôse, 1 reg. 84 fol.

L 1084. Mandats pour les dépenses relatives aux levées de troupes, an II-an-III, 1 reg. 46 fol.

L 1085. Mandats délivrés pour fournitures de souliers et d'effets d'habillement à l'usage des Volontaires du district (exécution de l'arrêté du département du 29 mai 1793), 1793-an II, 1 reg. 94 fol.

L 1086 Mandats relatifs aux dépenses d'habillement et d'équipement des hommes de la 1^{re} réquisition, 7 floréal an II-1^{er} nivôse an IV, 1 reg. 46 fol.

L 1087. Solde des cavaliers, palefreniers et de la 1^{re} réquisition (enregistrement des mandats, an II, 1 reg. 31 fol.

L 1088 Mandats expédiés pour solde à des militaires du district. 1793. 1 reg. 54 fol.

L 1089. Solde des militaires convalescents (enregistrement des mandats). 16 brumaire an III-1^{er} nivôse an III. 1 reg. 16 fol.

L 1090. Traitements ecclésiastiques. 4 janvier 1791-4 janvier 1793. 1 reg. 96 fol. (25 écrits). Suppl^t 65 fol.

L 1092. Contributions : Impôt territorial et impôt pour les bâtiments de justice (mendatements adressés aux communautés par le Bureau intermédiaire de Saint-Lo). Correspondance du Directoire du département. Remise des contributions à l'hos-

pice de Saint-Lo. Postes (taxe des paquets administratifs). 1790 an V.

L 1094. Instructions, correspondance ; armement ; pétition de la citoyenne Genet ; états et correspondance du 34^e régiment d'infanterie, ci-devant régiment d'Angoulême, en garnison à Saint-Lo ; affaire des Volontaires du bataillon de Marat, 1789 an IV.

L 1095 Délibérations et arrêtés du Directoire du district concernant l'enrôlement et l'équipement des volontaires ; soumissions et livraisons d'effets, 28 juillet 1792-1^{er} septembre 1792, 1 reg. 49 fol.

L 1096. Equipement du 1^{er} bataillon de la 1^{re} réquisition de Saint-Lo, 16 nivôse-28 germinal an II. Enregistrement des bons de vivres et de fourrages pour la place de Saint-Lo, 1 reg. 145 fol.

L 1097. Réquisitions faites pour les étapiers, 11 pluviôse an II-18 vendémiaire an IV, 1 reg. 39 fol. Suppl^t 20 fol.

L 1098. Congés accordés aux militaires malades et convalescents (application de la loi du 10 thermidor an III), 1 reg. 9 fol.

L 1099. Adjudication des matériaux à employer sur les grandes routes du district. (Ingénieur) an II.

L 1100. Constitution civile du clergé : correspondance ; érection et suppression des cures ; procès-verbaux et élection des curés et de prise de possession des bénéfices ; pétitions de curés déplacés. 1791-1793.

L 1101. Cessation du culte catholique ; prêtres réfractaires et déportés ; affaires Véniard, curé de Saint-Germain-d'Elle, Lerouvillois, curé de Carantilly, ex-député à l'Assemblée constituante ; traitements et pensions ecclésiastiques (dossier Cambacérès, prieur de Saint-Fromond). 1790-an III.

L 1102. Prisons : mémoire sur les prisons de la ville et district de Saint-Lo. 1791.

L 1386. Délibérations et arrêtés du Comité de surveillance de Saint-Lo.

L 1455-1477. Jugements divers du Tribunal du district.

L 1489 ¹⁻⁷. Tribunal du district. Affaires religieuses.

Archives Municipales de Saint-Lo

B B 27. Registre des délibérations de l'Hôtel-de-Ville de Saint-Lo. (1777-1780).

D : Registre des délibérations du Conseil de la commune 1790-an IV.

Registre de la police municipale.

(Fonds non classé).

Registre des mercuriales des marchés de Saint-Lo depuis la suppression du maximum.

Registre du bureau d'administration de l'hospice.

B-B. Collège de Saint-Lo.

Registres des Délibérations des Communes

(1790-An IV)

Agneaux; Amigny;

Bahais; Baudre; Beaucoudray; Bérigny; Beuvrigny;
Biéville; Brectouville;

Canisy; Carantilly; Cavigny; Cerisy-l'Abbaye; Chevry;
Condé-sur-Vire; Couvains;

Domjean;

Esglandes;

Fervaches; Fourneaux;

Giéville; Gourfaleur; Gouvets; Guilberville;

Hébécrevon;

La Barre-de-Semilly; La Chapelle-du-Fest; La Chapelle-
Enjuger; La Chapelle-Heuzebroc; La Colombe; La Haye-
Bellefonds; La Luzerne; La Mancellière; Lamberville; La
Meauffe; Le Désert; Le Guislain; Le Hommet; Le Perron;

Margueray; Marigny; Maupertuis; Mesnil-Amey; Mesnil-
Angot; Mesnil-Opac; Mesnil-Raoult; Mesnil-Rouxelin; Mesnil-

Véneron ; Mesnil-Vigot ; Montabot ; Montbray ; Montaigu ;
Montrabot ; Montreuil ; Moon ; Morigny ; Moyon.

Notre-Dame de Beslon ; Notre-Dame des Bois ;

Percy ; Placy ; Pont-Brocard ; Précorbin ;

Quibou ;

Rampan ; Remilly-sur-Lozon ; Rouxeville ;

Savigny ; Soulles ; Saint-Amand ; Saint-André-de-l'Epine ;
Saint-Aubin-de-Losques ; Saint-Clair ; Saint-Ebremond-de-
Bonfossé ; Saint-Fragaire ; Saint-Fromond ; Saint-Georges-
d'Elle ; Saint-Georges-de-Montcocq ; Saint-Germain-d'Elle ;
Saint-Gilles ; Saint-Jean-de-Daye ; Saint-Jean-des-Baisants ;
Saint-Louet-sur-Vire ; Sainte-Marie-des-Monts ; Saint-Martin-
de-Bonfossé ; Saint-Pierre-d'Arthenay ; Saint-Pierre-de-Semilly ;
Saint-Quentin-d'Elle ; Saint-Romphaire ; Saint-Samson-de-
Bonfossé ; Sainte-Suzanne-sur Vire ; Saint-Symphorien ; Saint-
Vigor-des-Monts ;

Tessy ; Torigni ; Troisgots ;

Vidouville ; Villebaudon ; Villiers-Fossard.



PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I^{er}

I. — Tableau d'ensemble de l'élection de Saint-Lo à la veille de la Révolution. — II. L'Assemblée d'élection ou de département de Saint-Lo. — III. La Convocation des Etats-Généraux. Les cahiers.

— I —

L'élection de Saint-Lo était l'une des neuf élections et des onze subdélégations dont se composait la généralité de Caen qui avec les généralités de Rouen et d'Alençon formait la province de Normandie¹. Créée en 1639, supprimée en 1663 et rétablie définitivement en 1691, elle fut constituée aux dépens des élections de Carentan, de Coutances et de Bayeux². Située dans la partie occidentale de la presqu'île du Cotentin et arrosée par la rivière de Vire, elle était limitée par les élections de Carentan, Coutances, Vire, Bayeux et Caen. Elle comprenait 103 paroisses³ et 2 bailliages. Sa population évaluée en feux d'après la géographie descriptive de Dumoulin

1. F. Murlot : La fin de l'Ancien Régime et les débuts de la Révolution dans la généralité de Caen (1787-1790), p. 41.

2. Ibid., p. 5 — E. Lepingard : L'Election de Saint-Lo. Notices, Mémoires et Documents publiés par la Société d'Archéologie et d'Histoire naturelle du département de la Manche 14^e vol., pp. 120, 121, 122.

3. Paul Le Cacheux : Arch. départementales de la Manche, période révolutionnaire 1789-1800. Répertoire numérique de la Série L. Administration de 1789 à l'An VIII, p. 13.

atteignait en 1765 le chiffre de 14.250 ¹. Le bailliage de Saint-Lo, beaucoup plus petit que l'élection, comptait en 1787 20.904 habitants ².

L'élection de Saint-Lo était avant tout agricole. Cependant à la fin de l'Ancien Régime, malgré des progrès considérables, l'agriculture n'y donnait pas tous les avantages qu'on en devait attendre. Un quart du pays offrait une bonne terre labourable portant blés, herbages, pâturages et plants; les trois autres quarts étaient couverts de bruyères et de mauvais pâtis ³. L'insuffisance des voies de communication rendait difficile le transport des engrais. Elle entravait l'écoulement des produits et l'essor commercial. « En résumé les populations rurales de ce pays à la fin du XVIII^e siècle ne semblent pas avoir connu une bien grande prospérité. Elles avaient à cultiver pour la plupart un sol naturellement peu fertile.... Et à ces conditions peu favorables il faut encore ajouter — pour avoir un tableau complet — les maladies qui s'abattaient fréquemment sur les animaux, la sécheresse, l'excès d'humidité ou les inondations qui ruinaient parfois les récoltes » sans compter les lourds impôts ⁴.

L'élection ne renfermait que deux villes : Saint-Lo et Torigni.

Chef-lieu de l'élection et du bailliage du même nom, Saint-Lo s'étendait sur le sommet et aux pieds d'un rocher dominant la rivière de Vire. C'était à la veille de la Révolution une ville de 3.774 habitants, si l'on s'en rapporte à l'état de population des villes de France pour 1789. Un dé-

1. E. Bridrey : Cahiers de doléances du Bailliage de Cotentin (Coutances et secondaires) pour les Etats généraux de 1789, t. III, p. 5, Note (2).

2. Ibid. p. 5.

3. Abbé P. D. Bernier : Essai sur le Tiers Etat rural ou les paysans de Basse-Normandie au XVIII^e siècle, p. 22.

4. Hippolyte Lechevallier : La propriété foncière du clergé et la vente des biens ecclésiastiques dans le district de Saint-Lo, pp. 23, 24.

nombrement de 1764 porte le chiffre de la ville et bourgeoisie à 6.878 habitants (2.855 hommes, 4.023 femmes), probablement parce qu'il comprend les paroisses de Sainte-Croix et de Saint-Thomas ¹.

Le mouvement de la natalité et de la mortalité en 1786 était pour la ville de Saint-Lo de 155 naissances et de 136 décès ².

Il y avait trois paroisses à portion congrue, dont l'abbé de Saint-Lo était commandataire : Notre-Dame, Sainte-Croix et Saint-Thomas. Notre-Dame, la paroisse urbaine proprement dite appartenait à l'archidiaconé du Val de Vire et au doyenné de Saint-Lo. Elle comptait 4.287 habitants ³. Sainte-Croix et Saint-Thomas étaient des paroisses mi-urbaines, mi-rurales, qui s'étendaient à la fois sur les faubourgs de la ville et sur des hameaux.

Saint-Lo possédait une abbaye de Réguliers de l'ordre des Génovéfains ⁴. Avec celle de Cerisy et les prieurés de Saint-Fromond et de la Perrine (paroisse du Désert), elle était une des grandes congrégations de l'élection ⁵. En outre de son abbaye sise sur la paroisse Sainte-Croix dans l'un des faubourgs ⁶ la ville comprenait encore dans ses murs les couvents des Pénitents (hommes), du Bon Sauveur (femmes) et des Nouvelles Catholiques (femmes). Le Bon Sauveur disposait d'une pharmacie dans laquelle on soignait, pansait les malades. On y distribuait des médicaments aux pauvres de la ville et de la campagne. Ses religieuses faisaient la visite journalière des

1. E. Bridrey : Cahiers de Doléances du Bailliage de Cotentin (Coutances et secondaires) pour les Etats généraux de 1789, t. III, p. 9, Note 4.

2. Arch. Manche, C. 597, Election de Saint-Lo.

3. E. Sevestre : L'organisation paroissiale à la veille de la Révolution, p. 91, Note 3.

4. E. Bridrey (Cahiers de Doléances, t. III, p. 42, Note 1).

5. Ibid., p. 43 (2) II, III.

6. Arch. Manche (Abbaye de Saint-Lo), H 63 (Notre-Dame de Saint-Lo).

pauvres, celle des prisonniers et trois fois par semaine organisaient une distribution de bouillon, de viande et de pain. Le Bon Sauveur s'occupait aussi d'enseignement. Il avait une classe d'externes où l'on recevait gratuitement tous les enfants et où l'on instruisait des jeunes filles destinées à tenir des écoles dans les campagnes ¹. L'établissement des Nouvelles Catholiques, dit aussi de l'Union Chrétienne, recevait des pensionnaires payantes en dehors des enfants de protestants qui y étaient envoyés par mesure administrative ². Il y avait à Sainte-Croix de Saint-Lo de petites écoles pour les garçons entretenues par l'abbaye de Saint-Lo. L'instruction des filles était également donnée par les religieuses de la Providence ³.

Enfin Saint-Lo possédait un collège qui avec le minuscule établissement de Bérigny représentait ce que nous appelons de nos jours l'enseignement secondaire. Dans ce collège, fondé en 1609 par maître Jean Dubois, protestant converti, on enseignait les humanités. Il y avait une chaire de philosophie depuis 1708 ⁴ en plus des classes de rhétorique, seconde, troisième, quatrième, cinquième, sixième et septième ⁵. Les professeurs devaient faire bourse commune avec 10 livres d'honoraires par écolier, ces 10 livres étant prélevées sur les 12 livres perçues sur chaque élève. Ils avaient l'administration spirituelle de l'hôpital avec les honoraires qui y étaient attachés et participaient aux revenus particuliers du collège ⁶. Ils étaient

* 1. Houel : Le Bon Sauveur. Notices, mémoires et documents publiés par la Société d'Agriculture, d'Archéologie et d'Histoire naturelle du dép. de la Manche, 4^e vol. pp. 98, 99.

2. E. Bridrey, Cahiers de Doléances, t. III, p. 39, Note 2 § 2.

3. Ibid., p. 39, Note (2).

4. Arch. municipales Saint-Lo, BB 27, Reg. délibérations de l'Hôtel de Ville de Saint-Lo, 1777-1780, f^o 4.

5. Ibid., f^o 89, 71.

6. Ibid., f^o 70.

nommés par la communauté de la ville qui délibérait sur les nominations proposées ¹.

Saint-Lo avait un hospice-hôpital établi en 1217 par les bienfaits des habitants de la ville. Il recevait les enfants trouvés, les pauvres valides ou malades et servait aussi d'hôpital militaire. Les religieuses qui le desservaient étaient des Filles de la Sagesse ². La ville de Saint-Lo avait pour seigneurs les princes de Monaco de la famille des Matignon-Grimaldi ³. Elle avait sa municipalité avec son maire, ses quatre échévins, ses notables son procureur-syndic, les députés de ses corps et communautés ⁴. Elle était aussi dotée d'une milice bourgeoise ⁵.

Saint-Lo avait été jadis une cité florissante par son industrie et son commerce. On y trouvait des passementiers dont les comptes révèlent l'existence de 130 métiers en 1779 ⁶, des toiliers ⁷, des teinturiers ⁸, des sergers.

En 1770, Godinor de Ferrière, sous-inspecteur des manufactures de la Généralité de Caen, constate que la manufacture de serges de Saint-Lo fabrique beaucoup moins d'étoffes qu'autrefois ⁹. Le 25 octobre 1787, dans son mémoire lu à l'Assemblée d'élection de Saint-Lo, Le Menuet de la Jugannière juge ainsi la situation économique passée et présente de la ville : ¹⁰

« En 1661, la ville de Saint-Lo était florissante, renommée

1. Arch. Manche, L 727.

2. Arch. Manche, L 727.

3. Arch. Manche, C 142, Election de Saint-Lo.

4. Arch. municipales Saint Lo, BB 27, Reg. Délibérations de l'Hôtel de Ville de Saint-Lo, 1777-1780, f° 89.

5. Arch. Manche, E 1 1946, Saint-Lo, Reg. des Passementiers commencé le 14 mars 1765, f° 80, 81.

6. Ibid., f° 77.

7. Arch. Manche, E 1 1948, Lettres patentes et Règlement de 1740.

8. Arch. Manche, E 1 1948, Teinturiers, 10.007, 10.010.

9. Arch. Manche, E 1 1751, Reg. des marchands merciers, drapiers, de la ville de Saint-Lo, f° 53.

10. Nota : Saint-Lo avait trois marchés par semaine, et cinq foires par année, celles de la Mi-Carême, du Sacre, de la Madeleine, de la Saint-Gilles, de la Saint-Mathieu (Arch. Manche, C 153, 622, Election de Saint-Lo, tableau).

par l'activité de ses habitants, l'importance et la multiplicité de ses manufactures. Les rois l'avaient comptée parmi le petit nombre des bonnes villes du royaume. On y battait monnaie. Elle avait une manufacture de draps, une manufacture encore plus importante de serges, une manufacture de rubans de fil, une infinité de tanneurs et de mégisseurs qui apprêtaient des cuirs de la meilleure qualité et très recherchés par l'étranger. Ces industries attiraient beaucoup de bras, une population nombreuse. La Vire portait des bateaux assez considérables. La ville était entourée de fortifications. Au centre de la Basse-Normandie Saint-Lo était plein d'avenir. Mais la cité était devenue en grande partie protestante. En 1685, la Révocation la dépeupla. Les commerçants emportèrent à l'étranger capitaux et industrie. La Monnaie fut supprimée » ¹.

La seconde ville de l'élection était Torigni, petite ville fière de ses seigneurs les Matignon-Grimaldi, princes de Monaco qui possédaient son château. Torigni avait le droit de bourgeoisie ². Il s'enorgueillissait aussi de son bailliage et de deux hautes justices ³. L'évêché dont il dépendait était celui de Bayeux alors que Saint-Lo faisait partie du diocèse de Coutances. A ses deux églises Notre-Dame et Saint-Laurent, on peut ajouter si l'on se place au point de vue de l'histoire, celle de Saint-Amand qui en fut l'église primitive ⁴. Torigni renfermait un couvent de Bernardines ⁵. On y trouvait un hôpital comme à Saint-Lo. Il n'en existait que deux dans l'élection. Il y avait des écoles ⁶. Torigni présentait un carac-

1. Arch. de la Manche, C 628. Reg. délibérations de l'Assemblée d'Election de Saint-Lo, de f^o II à f^o XVIII inclus.

2. F. Deschamps. Notice historique sur la ville de Torigni-sur-Vire et sur ses barons féodaux, p. 178.

3. Ibid., p. 174.

4. Ibid., p. 172, 173.

5. Ibid., p. 167, 168.

6. Ibid., p. 171.

tère un peu spécial en raison de ses juridictions et de ses seigneurs. « Le bailliage royal et les deux cours d'ancienne et nouvelle haute justices établis à Torigni et dont le ressort était très étendu l'avaient peuplé d'une foule d'hommes attachés professionnellement à la justice. L'état de maison presque royal que tenaient les princes de Monaco y faisait affluer la noblesse du pays. Même un assez grand nombre de gentils-hommes y avaient établi leurs résidences. Très riches pour la plupart, leurs dépenses et surtout celles du château, suffisaient largement aux désirs d'un commerce exercé par un petit nombre d'individus. Le surplus des habitants vivait de ses revenus, ou des produits de professions presque toutes classées parmi celles qu'on appelle libérales. Quant aux prolétaires, le manoir seigneurial ne les laissait manquer ni de travail, ni d'aliments, ni de feu, ni de soins pendant leurs maladies » ¹.

Tel était le tableau d'ensemble qu'offrait l'élection de Saint-Lo à la fin de l'Ancien Régime.

— II —

A la fin de l'Ancien Régime, il existe une période de transition entre la Monarchie absolue et la Révolution. Ce fut l'époque où la royauté affaiblie, dans sa détresse financière sentit le besoin de s'appuyer sur des assemblées et créa le système des Assemblées provinciales qui fonctionna de la fin de 1787 au mois de juillet 1790 ; essai timide puisque le rôle de ces Assemblées était surtout la répartition et l'assiette des impôts, les travaux publics et qu'elles se bornaient à formuler des représentations ², mais essai qui permit au Tiers-Etat de faire

1. F. Deschamps, opus. cit. p. 485.

2. A. Aulard, Histoire politique de la Révolution française, p. 17.

connaître les aspirations du pays avant même la convocation des Etats Généraux.

D'après ce système il y eut :

1° Dans chaque communauté n'ayant pas de municipalité, une assemblée municipale composée du seigneur et du curé membres de droit, et de citoyens élus par un suffrage censitaire ;

2° Des assemblées secondaires dites de district, d'élection ou de département, issues des assemblées municipales par un mode à demi-électoral ;

3° Une assemblée provinciale dont au début le roi nommait la moitié des membres ; ceux-ci se complétaient eux-mêmes ; puis trois ans plus tard, il y aurait un renouvellement annuel par quart, et ce quart serait élu par les Assemblées secondaires. Des commissions intermédiaires surveillaient et opéraient l'exécution dans l'intervalle des sessions ¹.

« Aux termes du règlement du 15 juillet 1787, le ressort de l'Assemblée provinciale de Basse-Normandie, correspondant à celui de la Généralité de Caen, avait été divisé en 9 circonscriptions absolument identiques aux anciennes élections » ². La vieille division financière de la généralité étant prise pour cadre de l'administration, Saint-Lo eut son « assemblée d'élection ».

Les Assemblées d'élection de la Basse-Normandie se réunirent pour la première fois en octobre 1787. Comme l'Assemblée provinciale, elles tinrent deux sessions. Les assemblées préliminaires eurent lieu au début du mois ; les assemblées définitives à la fin, quelques jours seulement avant l'ouverture de l'Assemblée provinciale plénière. Des instructions, rédigées par le contrôleur général Lambert, avaient réglé l'ordre

1. A. Aulard, opus cit. p. 17.

2. F. Mourlot : La fin de l'ancien régime et les débuts de la Révolution dans la généralité de Caen (1787-1790) p. 41.

de leurs travaux avec la plus grande précision pour établir une certaine uniformité dans leur mode de formation et leur tenue. Elles arrivèrent trop tard à leur destination, au milieu d'octobre, après la clôture des premières assemblées » ¹.

Le 2 octobre 1787, l'Assemblée d'élection de Saint-Lo ², réunie à 10 heures du matin dans une des salles de l'Hôtel de Ville, procéda à la distribution de l'élection en 5 arrondissements : celui de Saint-Lo avec Saint-Lo pour chef-lieu, composé de 23 paroisses ; celui de Canisy (chef-lieu Canisy) formé de 20 paroisses ; celui de Tessy (chef-lieu Tessy) comprenant 21 paroisses ; celui de Torigni (chef-lieu Torigni) comptant 21 paroisses ; celui de Cerisy l'Abbaye (chef-lieu Cerisy) avec ses 20 paroisses. L'Assemblée de l'arrondissement de Saint-Lo devait se tenir à l'Hôtel de Ville sous la permission des officiers municipaux ; celle de Canisy, dans la salle du Bureau ou ancienne Manufacture ; celles de Tessy, Torigni et Cerisy dans les salles des juridictions des dits lieux. On nomma ensuite les membres qui devaient la compléter en tenant compte de la représentation déjà existante ³ des divers arrondissements et en déclarant qu'à l'avenir il serait pris 4 membres dans chacun d'eux ⁴. Il y aurait un député pour le Clergé, un pour la Noblesse et deux pour le Tiers Etat par arrondissement. L'Assemblée plénière se trouvait donc composée des vingt membres suivants :

Arrondissement de Saint-Lo :

D'Auxais de Montfarville, président, seigneur du Mesnil-Véron, représenté par le subdélégué comme un « cultivateur, observateur fort instruit, parfait honnête homme, lettré, riche,

1. F. Murlot opus cit. pp 42, 43.

2. Composée de 9 membres dont 7 présents.

3. Par exemple, l'un des députés de Saint-Lo fut « réputé » comme député de Tessy.

4. Arch. de la Manche, C 628, rég. des délibérations de l'Assemblée d'élection de Saint Lo, f^{os} 2, 3, 4.

mais mal à son aise » ¹; l'abbé de la Bazonnaire, curé de Rampan ; Michel Courtin de la Gervaisière, conseiller du Roi, élu en l'élection de Saint-Lo ; Pierre Le Menuet de la Jugannière, syndic du Collège des avocats et 1^{er} échevin de l'Hôtel de ville de Saint-Lo ². Ce dernier se retrouvera lors de la convocation des Etats Généraux ; plus tard il fera partie de l'administration du district. Après avoir été député au Conseil des Anciens, il deviendra premier président de la Cour impériale de Caen ³.

Arrondissement de Canisy :

Le Planois, curé de Saint-Martin-de-Bon'ossé, Le Verrier seigneur d'Amigny ; Marcambie de la paroisse du Mesnil-Herman, Houssin du Manoir ou en cas de démission Dorée la Perelle.

Arrondissement de Tessy :

Barbe, curé du Mesnil-Opac ; Du Chemin de la Tour, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, commandeur de l'ordre de Saint-Lazare, seigneur de Bahais et commandant pour le roi à Saint-Lo ; Godard, de Tessy, Eudeline de Saint-Romphaire.

Arrondissement de Torigni :

Le curé de la Chapelle Heuzebrocq ; de la Gonnivière du Butel ; Osmond, bailly de Torigni ; Guerard, d'Arganchy ; Laboureur, de Condé-sur-Vire.

Arrondissement de Cerisy :

Marguerie, curé de La Meauffe ; de Couvains ; Bosquet, Laisné d'Avril ; Boyvin La Caserie, de la paroisse de Saint-Ebremond de la Barre ⁴.

1. F. Murlot opus cit., p. 50, Note (1).

2. Arch. de la Manche C 628, rég. des délibérations de l'élection de Saint-Lo, f^o 1.

3. F. Murlot, opus cit. p. 52, Note (2).

4. Arch. de la Manche, C 628, rég. des Délibérations de l'Election de Saint-Lo, f^o 1, 6.

Le 3 octobre 1787, l'Assemblée, après avoir délibéré prit des arrêtés au sujet de la Commission intermédiaire chargée de l'administration entre les sessions. Elle lui fixait ainsi son rôle : « 1° La Commission intermédiaire s'assurera de la somme d'impôts que paie l'élection, de leur nature, elle remarquera les abus qui se commettent dans la perception. S'il y en a, elle fera auprès de l'Assemblée provinciale les tentatives nécessaires pour solliciter de la justice du Roi un arrêt qui ordonne que tous les fonds indistinctement paient les impôts dans leurs paroisses comme un moyen plus sûr de connaître la valeur réelle de chaque communauté ; 2° les communications étant la source des richesses d'un pays, la Commission s'occupera des grandes routes ou commencées ou projetées ; elle s'informera pour quelle somme l'élection y est comprise et si les fonds qu'elle paie sont employés dans l'élection même ; elle examinera avec soin quelles routes de communication intérieure sont dans le cas de solliciter les secours les plus prompts, les travaux que l'on pourrait faire à la Vire pour en rendre le cours plus libre et plus utile à la ville. Elle ne perdra pas de vue que ce canal, depuis l'embouchure des Veys, est la source vivifiante de l'élection, par l'apport des tangues, le plus précieux soutien de son agriculture ; 3° La Commission intermédiaire s'occupera, autant qu'elle le pourra, de la vérification de l'étendue des paroisses de l'élection, de leur valeur foncière, des secours qu'elles sont en mesure d'attendre de leur commerce, des malheurs qu'elles peuvent éprouver habituellement, de la population, du genre de travail ou d'agriculture ; elle prendra une note exacte des revenus domaniaux s'il y en a. Vis à vis de la ville de Saint-Lo, son rôle sera le suivant. Elle se fera remettre un état détaillé des droits perçus dans cette ville, et des impositions qu'elle paie, en s'efforçant d'en diminuer le fardeau. Elle étudiera les encou-

ragements à donner au commerce, les établissements à former pour les nombreux nécessiteux. L'Assemblée déplore un luxe scandaleux à Saint-Lo et dans les environs, qui a perdu le commerce de cette ville jadis renommée et florissante par ses manufactures. Elle terminait en sollicitant l'aide des lumières du maire de Saint-Lo, de l'avocat du roi, députés à l'Assemblée provinciale et celle des officiers municipaux pour la Commission intermédiaire¹.

Les membres que l'Assemblée d'élection nomma pour former avec les syndics la Commission intermédiaire² furent : l'abbé de la Bazonnrière, député du clergé, de la Tour, député de la noblesse, Le Menuet de la Jugannière et Courtin de la Gervaisière, députés du Tiers-Etat. Les procureurs syndics étaient Philippe Nicolas Le Monnier, président du siège de l'élection de Saint-Lo pour le Tiers-Etat, et Bonaventure de Saint-Gilles, seigneur de Graignes, pour le clergé et la noblesse. Le président était naturellement d'Auxais de Montfarville. Jacques Vieillard, fils, que nous retrouverons à l'Assemblée Constituante³ accepta la fonction de secrétaire greffier, remplie provisoirement par Le Menuet de la Jugannière⁴.

Le 25 octobre 1787, la Commission intermédiaire déclara à l'Assemblée plénière qu'elle n'avait pas eu le temps d'achever son programme dans le court intervalle des deux sessions. Elle se borna à fournir le tableau des impositions de l'élection en 1787. Leur total s'élevait à 757.982 livres 17 sols 10 deniers, dont 215.242 livres 18 sols pour la taille, 135.382 livres 14 sols pour les impositions accessoires de la taile, 128.822 livres 19 sols, pour

1. Arch. Manche, C 628 reg. des Délibérations de l'Assemblée d'Election de Saint-Lo, f^o 7, 8.

2. A partir de 1788, la Commission est presque partout désignée sous le nom de Bureau Intermédiaire. Arch. Manche, C 629, reg. Délibérations du Bureau Intermédiaire de Saint-Lo.

3. E Bridrey, opus cit t. 3, p. 15, note 1.

4. Arch. Manche, C.628; reg. cit. f^o 7.

la capitation, y compris les impositions établies au marc la livre de la capitation ; 164.298 livres 15 sols 3 deniers pour les 2/20 ; 13.803 livres 3 sols pour l'imposition territoriale de l'élection ; 70.000 livres pour la confection et la réparation des grandes routes ¹. Saint-Lo et Torigni étaient tarifés. Sur ces impositions, Saint-Lo payait 15.000 livres de tarif, 7.107 livres 15 sols de capitation bourgeoise, y compris une imposition relative au casernement ; 1.293 livres 10 sols pour les vingtièmes de son industrie (ville et faubourgs) ; 3.000 livres pour la confection et réparation des grandes routes ; en outre 10 sols pour livre au roi du principal du produit de son tarif, et 6 sols pour livre du même produit sous le titre d'octroi municipal et un autre petit octroi affermé à 150 livres par an, dont le roi a pris la moitié ². Le mémoire de Le Menuet de la Jugannière, lu à l'Assemblée, déplora la détresse financière de Saint-Lo et réclama l'allègement de la ville écrasée par le poids des impôts. Il demandait la réduction du tarif de 15.000 livres, en fait de 10.000 livres, 5.000 livres étant payées sur les fonds libres de la généralité, car la ville était en déficit. Ce déficit en 1785 de 5.050 livres 3 sols 7 deniers, atteignait en 1786 5.764 livres 17 sols 7 deniers. Torigni payait pour son tarif 4.500 livres 10 sols pour livre au roi du principal du produit de son tarif ; 3.892 livres 11 sols pour sa capitation bourgeoise, y compris une imposition relative au casernement ; 4.458 livres 13 sols pour les deux vingtièmes ; 545 livres pour les auditoires et prisons ³. L'Assemblée décida l'envoi du mémoire de Le Menuet de la Jugannière à l'Assemblée provinciale de Caen, et se sépara après avoir siégé une journée ⁴.

1. Arch. Manche, reg. Delibérations de l'Assemblée d'Election de Saint-Lo, f° 18, 19, 20.

2. Ibid. C 628, reg. cit. f° 19, 20.

3. Ibid. C 628, reg. cit. f° 19, 20.

4. Ibid. C. 628 f° 11.

La session de 1788 s'ouvrit le 10 octobre, pour se clore le 20 du même mois. Tous les membres assistèrent à la messe du Saint-Esprit en l'église Notre-Dame, le 11 octobre ¹. L'Assemblée de Département ² fut divisée en quatre bureaux : bureau de l'Impôt, des Travaux Publics, de l'Agriculture et du Commerce, du Bien Public, des Fonds et de la Comptabilité ³.

Pour l'année 1788, voici l'Etat des dépenses occasionnées par cette Assemblée. Leur total s'élevait à 4203 livres : 100 livres pour chaque procureur syndic, 803 livres pour le secrétaire, 400 livres pour frais de bureau, 600 livres pour loyer de bureau et gages de concierge, 400 livres pour le logement des membres de l'Assemblée actuelle ⁴.

Le 10 octobre fut lu le rapport des procureurs syndics sur l'état de l'élection. Les impositions étaient passées au chiffre de 767.607 livres 17 sols 6 deniers pour 1788 ⁵. Les municipalités chargées par ordre de la Commission intermédiaire provinciale de rédiger des tableaux et d'indiquer les contributions de chacun, avaient rempli leur tâche. Le brevet de la taille pour 1789 était parvenu au Bureau intermédiaire de Saint-Lo le 30 septembre. Une lettre du Directeur général des Finances et une autre des Procureurs syndics provinciaux avaient imposé à ce bureau de faire le répartition avant la tenue de la séance actuelle en prenant pour règle les impositions de l'année précédente. Les accessoires de la taille étant diminués de 2.219 livres 7 sols 6 deniers et la capitation de 211 livres 17 sols, il y avait une diminution totale de 4.331 livres 4 sols 6 deniers. Le bureau n'ayant pu se procurer les renseignements locaux nécessaires en vue d'une répartition

1. Arch. Manche, C 628, reg. cit. f° 57.

2. On lui donna désormais cette dénomination.

3. Arch. Manche, C 628, reg. cit. f° 21.

4. Ibid. f° 45

5. Ibid. f° 39

plus exacte, avait préféré suivre pour cette année les anciennes dispositions. La taille servant de base à plusieurs autres impôts, savoir les accessoires, la capitation roturière et la prestation en argent représentative de la corvée, il était intéressant de s'assurer de l'équité de sa répartition. En conséquence les syndics demandaient le règlement de la taille d'après les vingtièmes dont on vérifierait d'ailleurs le répartition. Ce serait lent mais sûr. Ils critiquaient l'arrêt du 8 août déclarant que les seuls membres tailliables de l'assemblée municipale pourraient s'occuper à la répartition de la taille. Ils s'élevaient contre le système de la collecte. Ils considéraient juste et désirable l'arrêt du 10 août défendant aux collecteurs de traiter avec des huissiers ou sergents pour le recouvrement. Ils déploraient l'ignorance de ces collecteurs et, avec les arrondissements de Tessy et de Torigni, formaient le vœu que l'on n'en prît plus d'insolvables. Le moyen d'améliorer le système de la collecte serait qu'un collecteur seul se chargeât de « ramasser les deniers » de toutes les impositions d'une paroisse. Chaque année, à jour fixe et marqué par des affiches, on bannirait la collecte au rabais, l'adjudicataire donnant d'ailleurs bonne et suffisante caution. Le montant de cette adjudication serait réparti au marc la livre entre les contribuables. Devenu le commis de la communauté et adopté par elle, l'adjudicataire aurait près de l'église son bureau auquel chaque contribuable porterait sa contribution à jour marqué dans la semaine. Le travail devenu moindre diminuerait les frais de perception. Ils protestaient contre les taxes d'office dont l'Assemblée provinciale avait demandé au roi la suppression¹. Le rapport étudiait la prestation représentative de la corvée. Cet impôt avait pour base le principal de la taille

1. Arch. Manche C 628. Reg. cit ; f^o 23, 24, 25, 26, 27

et son taux excédait généralement celui fixé par l'arrêt de la Cour de Parlement de la province, c'est à dire un maximum de 5 sols pour livre du principal de la taille. On constatait en outre des inégalités choquantes entre les arrondissements, voire même à l'intérieur d'un arrondissement. Ainsi l'arrondissement de Saint-Lo payait quant aux paroisses taillables 6 sols 9 deniers $\frac{1}{8}$ pour livre du principal de sa taille, alors que ceux de Cerisy et de Canisy versaient l'un 6 sols 8 deniers $\frac{5}{7}$, et l'autre 6 sols 7 deniers $\frac{1}{4}$. Celui de Torigni payait 6 sols 7 deniers $\frac{2}{3}$ à l'exception de la partie tarifée taxée à raison de 4 sols pour livre de son tarif. Dans l'arrondissement de Saint-Lo, la paroisse de Graignes payait 6 sols 8 deniers et celle d'Agneaux 6 sols 5 deniers $\frac{1}{3}$. Le rapport protestait contre ces différences et réclamait que cet impôt fût supporté par les trois ordres¹. Enfin était renouvelée la demande de l'abaissement du tarif de Saint-Lo à 10.000 livres². L'Assemblée forma des vœux conformes aux vues financières de ses syndics.

Les syndics firent un exposé très détaillé de l'état agricole de l'élection. Ils démontraient qu'il y avait un espace suffisant de terres cultivées, mais que les « tacs ou maons »³ causaient des désastres dans les récoltes, en indiquant une méthode pour les détruire. Ils constataient avec regret l'épuisement du sol par huit ou neuf ans consécutifs de labourage. Ils déploraient l'insuffisance des engrais due à l'affermage à deux seuls fermiers du transport des tangles sur la rivière de haut, d'où un prix exorbitant qui depuis 15 ans a fait diminuer de moitié la quantité livrée. L'Assemblée émit en conséquence les vœux suivants :

1. Arch. Manch. C 628. Reg. cit. f° 34, 35, 36.

2. Ibid. de f° 29 à 32 inclus

3. Larves de hanneton.

1° Obliger les habitants de la campagne à pratiquer sur leurs terres la destruction du « tac » ;

2° Accorder sur les fonds libres de la Généralité des gratifications aux pauvres qui s'occuperaient de la cueillette du « tac » ;

3° Assurer la liberté de navigation sur toute la rivière de Vire ;

4° Inciter par le Bureau intermédiaire les municipalités à s'efforcer de faire reposer les terres par les cultivateurs ;

5° Favoriser l'établissement et la bonne répartition d'étalons, taureaux, béliers pour augmenter le bétail, (le Bocage avait peu de bestiaux), et accorder la liberté d'avoir un étalon ;

6° Hâter l'exécution de l'arrêté au sujet des chemins d'église.

Après le rapport du bureau des Travaux Publics dans lequel on faisait remarquer la disproportion entre les sommes que payait ce département pour la confection et l'entretien des grandes routes, et celles qui y étaient employées, l'Assemblée forma le vœu que tout fût dépensé à cet effet¹. Elle forma également le vœu de procéder à la confection de la route de Saint-Lo en Bretagne, de la faire passer par le pont de Candol, de la prolonger jusqu'au Mesnil-Herman et de la faire aboutir soit jusqu'à Villedieu, soit jusqu'à Torigni, d'achever la route de Saint-Lo à Torigni².

L'Assemblée s'occupa aussi de la mendicité et décida que l'Assemblée provinciale serait priée de solliciter le Gouvernement de remettre en vigueur les dispositions de la déclaration du roi du 25 juillet 1700 enjoignant aux mendiants, vagabonds, etc. de se retirer dans leur lieu de naissance. Cette loi devrait en outre faire défense à tout particulier de sortir de sa paroisse

1. Arch. de la Manche C 628 f° 76 et 80.

2. Arch. Manche. C 628, f° 105.

pour s'établir dans une autre sans un certificat de bonnes vie et mœurs délivré par les membres de sa municipalité. Il serait interdit aux officiers municipaux des villes comme aux membres des municipalités des campagnes de recevoir qui que ce soit et de permettre l'établissement dans les villes et campagnes sans ce certificat. Aux particuliers il serait défendu de louer aucun appartement à un étranger sans présentation du dit certificat, sous peine d'amende au profit des pauvres. Les indigents seraient obligés de rester dans leurs paroisses où ils trouveraient du secours quand ils le méritent ¹.

Jugeant les hôpitaux des villes insuffisants même pour la population urbaine, on exprima ensuite le vœu qu'il fût formé de distance en distance un hôpital général pour recevoir des orphelins, des pauvres invalides ou infirmes des villes ou des campagnes. En raison de l'existence de plusieurs maisons religieuses habitées par deux ou trois religieux à peine, on demanda par l'exécution rigoureuse de l'édit de mars 1768 sur les Congrégations l'évacuation de ces monastères. Distraction faite des sommes nécessaires à l'acquit des fondations, les biens de la manse seraient appliqués à l'entretien d'établissements pour « l'éducation de la pauvre noblesse » et surtout d'hôpitaux. L'évêque de Coutances éclairerait le Gouvernement sur cette opération. Enfin l'hôpital de Saint-Lo accorderait six lits aux pauvres de la campagne ².

Fut aussi émis le vœu de « permettre aux communautés de faire procéder par leurs trésoriers ou syndics aux ventes et adjudications des objets leur appartenant. » En même temps la suppression des offices de priseurs vendeurs était réclamée.

L'Assemblée arrêta que l'Assemblée provinciale serait sollicitée de demander au roi le renouvellement de sa déclara-

1. Arch. Manche. C 628. Reg. cit. f° 59.

2. Arch. Manche. C 628. Reg. cit. f°s 59, 60, 61.

tion du 2 octobre 1703 en y apportant cette modification que le Commissaire départi de la Généralité serait tenu de viser et autoriser les délibérations des communautés « pour intentèr ou défendre d'une action », chaque fois que les formes légales auraient été observées et que les dites délibérations ne contiendraient aucune disposition incivile ou contraire aux lois et bonnes mœurs. Il serait enjoint à l'Intendant d'expliquer les causes du refus d'autorisation lorsqu'il se déterminerait à refuser ¹. L'Assemblée réclama un traitement de 600 livres pour les membres du Bureau intermédiaire ².

Elle émit un vœu en vue du rétablissement des Etats provinciaux, avec une composition analogue à celle des Etats du Dauphiné. Le Clergé y entrerait pour un sixième, la Noblesse pour deux sixièmes; le Tiers-Etat en nombre égal à celui des deux autres ordres. Tout droit héréditaire de séance dans les Etats serait abrogé et il n'y aurait plus aucun droit hors celui résultant d'une élection libre. Tous les ordres concourraient à la nomination des représentants; les voix ne seraient pas prises par ordre aux Etats ³.

Avant de se séparer, appelée à réfléchir au sujet des Etats généraux, l'Assemblée exprima ses vœux avec une force qu'elle n'avait pas encore montrée. Elle désirait en particulier qu'il fût ordonné à toutes les municipalités de chaque élection de nommer deux députés pris dans les ordres du Clergé et de la Noblesse et deux dans celui du Tiers-Etat. Ceux-ci se rendraient au chef-lieu de l'élection porteurs de la délibération de leur Municipalité prouvant leur nomination. Rendus au chef-lieu le jour indiqué, ils se présenteraient devant les maires et officiers municipaux présidant leur Assemblée et nommeraient

1. Arch. Manche. C 628, f^{os} 93, 103.

2. Ibid. f^o 105.

3. Ibid. f^o 107, 108.

en vertu de leurs pouvoirs quatre députés dont deux pris dans les ordres du Clergé et de la Noblesse et deux dans celui du Tiers Etat, lesquels se rendraient eux-mêmes dans la ville principale de la Généralité pour nommer 12 députés : deux du Clergé, quatre de la Noblesse, six du Tiers-Etat ¹. A ce vœu elle ajouta celui de ne point recueillir les voix par ordre à l'Assemblée prochaine des Etats généraux mais de confondre les vœux de chaque corps dans un seul ².

Epris de légalité, respectueux de la tradition, en affirmant que l'on n'altérera pas « les principes constitutionnels », soumis au roi auquel ils adressent « les sentiments de reconnaissance dont l'Assemblée est pénétrée », les députés en se recueillant dans la gravité de la veille de 1789, n'en ont pas moins en ce petit coin du Cotentin élevé leur voix, une des innombrables voix de France qui résonneront plus poignantes encore dans les Cahiers de Doléances et qui proclameront la volonté d'une modification profonde du régime par la représentation et par l'ascension du Tiers Etat au Pouvoir

Telle fut la brève existence de l'Assemblée de département de Saint-Lo dont les membres se révélèrent hommes de ce XVIII^e siècle passionné du progrès politique, social, agricole, commercial, en un mot du progrès sous toutes ses formes qu'ils aimèrent d'un amour tempéré par la prudence, la modération, et le sens des réalités propre à leur race.

Le Bureau intermédiaire subsista jusqu'au 4 mai 1790³.

1. Arch. de la Manche C 628 reg. cit. f^o 109, 110).

2. Arch. de la Manche C 628, reg. cit. f^o 110.

3. Arch. de la Manche, C 629, registre délibérations du Bureau intermédiaire de Saint-Lo, f^o 23.

La fin de 1788 et les premiers mois de 1789 furent une période de préoccupation au sujet de la convocation des Etats-Généraux. C'était un événement capital. La nation escomptait déjà la disparition de tous les abus et l'inauguration d'une ère de félicité publique. La question de la forme même de ces Etats agitait les esprits justement alarmés par la nouvelle des avis donnés au roi par les Notables ¹. Des divers points de la Normandie, jaillirent les pétitions, les adresses et les mémoires portant à Louis XVI les revendications du Tiers.

Dès le 26 octobre 1788, le Corps Municipal de Saint-Lo avait pris une délibération réclamant l'admission du Tiers aux Etats-Généraux avec des députés en nombre égal à ceux des autres ordres et le rétablissement des Etats provinciaux. Cette délibération adoptait entièrement les vues de l'Assemblée du département de Saint-Lo. Le duc d'Harcourt et le duc de Coigny, auxquels elle avait été envoyée, avaient promis leur appui en vue des Etats de Normandie ². Le 7 décembre, les officiers municipaux avaient adressé au « Directeur des Finances » un mémoire du Tiers-Etat de la Ville demandant l'égalité de représentation du Tiers aux Etats. Nombre de villes et de bourgs qui le reçurent, l'accueillirent avec enthousiasme en particulier les villes de Sées, de Pont-Audemer et de Carentan qui déclarent avoir agi de même ³. Le 16 décembre, le Collège

1. F. Mourlot ; *La fin de l'ancien régime et les débuts de la Révolution dans la généralité de Caen*, p. 171.

2. Arch. municipales, Saint-Lo, AA 6 1788-1789.

3. Ibid. Ces villes et bourgs étaient, Nantes, Rouen, Gisors, Les Andelys, Dieppe, Eu, Arques, Fécamp, Montivilliers, Le Havre de Grâce, Harfleur, Caudbec, Neufchâtel, Lisieux, Pont-l'Evêque, Honfleur, Pont-Audemer, Bernay, Evreux, Vernon, Louviers, Conches, Verneuil, Sées, Alençon, Argentan, Domfront, Falaise, Bayeux, Vire, Caen, Coutances, Granville, Carentan, Valognes, Cherbourg, Avranches, Mortain, Torigni, Périers, Saint-Sauveur-le-Vicomte.

des avocats au bailliage de Saint-Lo, envoya au roi, par l'intermédiaire du Garde des Sceaux, un mémoire contenant des revendications semblables. Ce mémoire qui approuvait celui des avocats au Parlement de Normandie, soutenait énergiquement les droits du Tiers à l'égalité de représentation qui « n'est opposée à aucune loi constitutionnelle et fondamentale. Si cette loi existait, ajoutaient-ils, il faudrait la réformer comme injuste, barbare et contraire au droit naturel et public, ainsi qu'aux règles nécessaires de toute association civile » ¹. Le 19 janvier 1789, les officiers municipaux de Saint-Lo rédigeaient une adresse, hommage de leur reconnaissance au roi pour sa décision du 27 décembre 1788 attribuant au Tiers la parité du nombre des représentants avec les deux autres ordres. Ils rappelaient leur respect de la distinction des ordres déjà exprimé dans le mémoire du Tiers-Etat de Saint-Lo, en déclarant assez hardiment : « Fidèles à ce principe, les communes de votre royaume se borneront certainement à demander la suppression des abus au moyen desquels elles se trouvent, pour ainsi dire, seules chargées du fardeau des impôts, sans prétendre anéantir la gradation des ordres. Le Tiers-Etat se contentera d'envier l'admission aux honneurs lorsqu'il y sera appelé par le mérite et la vertu, et la noblesse est elle-même trop intéressée à se perpétuer de cette manière pour qu'elle cherche à priver le dernier ordre de cet espoir qui pourra seul faire des citoyens et des héros jusqu'à ce qu'enfin le véritable patriotisme soit développé dans toute son énergie » ².

La période proprement dite de la convocation des Etats-Généraux s'ouvrit en février 1789. A l'instar de plusieurs villes

1. Arch. Nationales, B A 35.

2. Arch. Nationales, B A 35,

de Basse-Normandie, Saint-Lo demanda une représentation directe, mais ses prétentions furent rejetées. En Basse-Normandie, le règlement du 24 janvier 1789 fut appliqué à la lettre. D'après ce règlement, les deux premiers ordres ne devaient tenir qu'une seule réunion électorale au chef-lieu des baillages principaux ¹, Coutances pour celui de Saint-Lo, Caen pour celui de Torigni. « Tous les nobles, en personne ou par procureur, étaient convoqués à l'assemblée de la noblesse. Les ecclésiastiques bénéficiers avaient voix individuelle dans celle du clergé ; les non bénéficiers, ainsi que les membres des communautés séculières et régulières, n'avaient droit d'y être représentés que par députés. Ces assemblées devaient nommer directement leurs députés aux Etats-Généraux ; le clergé et la noblesse avaient droit, dans le bailliage de Cotentin, chacun à 4 députés ; dans celui de Caen, chacun à 3 » ². Le mécanisme était plus compliqué pour l'élection du Tiers-Etat. Les assemblées primaires des campagnes devaient nommer 2 députés en raison de 200 feux au moins, 3 au-dessus de 200 feux, etc ; celles des villes où les délégués des corps et corporations venaient se joindre aux citoyens indépendants du Tiers-Etat, avaient droit à 4 députés, cas qui fut celui de Saint-Lo et de Torigni ³.

Le bailliage secondaire de Saint-Lo ne comprit pour la convocation que 36 communautés de villes et paroisses dont aucune, aux termes du règlement, n'était appelée à tenir des assemblées préparatoires de corporations. Les paroisses, si l'on s'en rapporte aux registres de l'Assemblée de département de Saint-Lo, faisaient partie de l'élection. Il appartenait entièrement au diocèse de Coutances et comprenait 44 ecclé-

1. F. Mourlot : opus cit. pp. 180, 181.

2. F. Mourlot : opus. cit. p. 181.

3. Ibid.

siastiques bénéficiers ; la noblesse comptait 46 gentilshommes dont 31 possédant fiefs ¹.

Le 27 février 1789, à Saint-Lo, en l'église Notre-Dame, l'assemblée du Tiers-Etat de la ville se forma sous la présidence du lieutenant général civil et criminel du bailliage de Saint-Lo, François Robillard. Les deux discours du président exprimèrent la nécessité de choisir pour les États-Généraux des hommes sages qui soient en même temps « d'honnêtes gens dans les affaires publiques » et mirent l'assistance en garde contre la prétention de fixer l'attention de la Nation sur des objets « qui ne se rapporteraient qu'à l'utilité de cet arrondissement. » Ensuite eurent lieu la lecture du règlement, des ordonnances du bailli de Cotentin et du lieutenant général de Saint-Lo et la nomination de six commissaires : Le Menuet de la Jugannière, Vieillard fils, Bernard, avocat du roi, Vieillard de Boismartin, Le Monnier, président d'élection et Vieillard père, pour la rédaction du cahier.

Le 6 mars 1789, l'assemblée du Tiers-Etat se réunit pour examiner le projet de cahier dressé par les six commissaires, et pour l'élection de quatre députés devant s'inscrire pour le Tiers-Etat de la ville à l'assemblée préliminaire du 10 mars. Le projet de cahier fut unanimement adopté à quelques légères additions près. Les quatre députés furent : Le Menuet de la Jugannière, Vieillard fils, Bernard et Vieillard de Boismartin. ²

« Cette assemblée, écrivait le 7 mars Robillard au Garde des Sceaux, s'est tenue dans la plus grande harmonie et j'ai vu tous les esprits disposés aux plus grands sacrifices pour le rétablissement des finances de l'Etat et pour lui procurer une constitution solide et durable. ». ³

1. E. Bridrey : Cahiers de doléances du bailliage de Cotentin (Coutances et secondaires) pour les Etats-Généraux de 1789, t. 3 pp. 5-6.

2. E. Bridrey, opus. cit., de p. 9 à p. 15 inclus.

3. Arch. nationales, B A, 35.

L'assemblée préliminaire du Tiers-Etat du bailliage de Saint-Lo, réunie en l'hôtel commun sous la présidence de Robillard, et composée de 77 députés présents sur 78, nomma 20 députés. Ce furent Le Mennet de la Jugannière et Vieillard fils, déjà connus à l'assemblée de département de Saint-Lo ; Groualle, laboureur ; Saint, docteur en médecine de la Faculté de Montpellier, domicilié à Saint-Lo, qui avait été nommé en 1779 médecin des épidémies de l'élection et avait montré le plus grand dévouement dans ses fonctions : Dufour, avocat ; Poisson de Coudreville, avocat au bailliage qui deviendra en 1790 président du Tribunal du district de Saint-Lo, puis en 1792, député à l'Assemblée Législative, et successivement membre de la Convention, du Conseil des Anciens, du Corps Législatif, procureur Impérial à la Cour d'appel de Caen de 1813 à 1816 ; Dorée la Pesrelle, laboureur, nommé en 1788 membre de l'Assemblée de département de Saint-Lo ; Bernard, avocat du roi, Pézeril, procureur en l'élection de Saint-Lo ; Desperelles, laboureur ; Dubail ; Lemonnier de Gouville, conseiller du Roi ; L'Ecuyer-Montamy ; Colleville, négociant ; Gonfrey, avocat ; Osmond ; Lécuyer ; Dufour de Précanville. Ces députés furent chargés de réunir en un seul tous les cahiers ¹.

Le cahier de doléances du Tiers-Etat du bailliage de Saint-Lo, exprimait les volontés suivantes : « Le but le plus important à atteindre est de procurer à la nation une constitution solide, durable, et qui en assurant les droits de la couronne fixe invariablement ceux du peuple. Les députés aux Etats-Généraux devraient donc faire consacrer de nouveau ces maximes :

« Que la France est une monarchie, que le roi est le chef de

1. E. Bridrey, opus. cit., t. 3, de p. 67 à p. 81 inclus.

la nation, qu'en lui réside sans partage le pouvoir souverain, pouvoir non arbitraire et absolu, mais limité seulement par la loi, ce qui règle et ne diminue pas l'usage légitime de l'autorité souveraine.

« Que la nation française est libre et franche sous son roi, l'autorité souveraine ne pouvant s'exercer en matière d'impôt que par le consentement de la nation et avec le secours de ses délibérations et de son conseil en matière de législation.

« Que chaque citoyen français est personnellement libre et franc, sous la protection du roi et la sauvegarde des lois, en sorte que toute atteinte portée soit à la liberté individuelle, soit à la stabilité des propriétés autrement que par l'application des lois et l'intervention des tribunaux ordinaires, est illicite et inconstitutionnelle.

« Que si la famille régnante masculine venait à s'éteindre, il n'appartiendrait qu'à la nation assemblée de se choisir un roi dans la famille duquel le trône deviendrait de nouveau héréditaire. »

On réclamait en outre le retour périodique des Etats-Généraux, la division du royaume en un nombre déterminé de districts dans lesquels les élections se feraient de manière à donner à chaque district sa députation complète. Pour les délibérations aux Etats-Généraux, tous les ordres seraient réunis et on compterait les suffrages par tête. A l'avenir aucun emprunt, aucune levée de deniers n'auraient lieu que par le concours de l'autorité du roi et du consentement libre de la nation. Celle-ci ne reconnaîtrait désormais aucun impôt comme légalement établi et ne se réputerait garante et prenable d'aucun emprunt, lorsque n'ayant pas été accordés ni autorisés par elle en assemblée d'Etats-Généraux, ils ne seraient revêtus que d'un simple enregistrement dans les Cours.

Il était demandé d'autre part :

L'établissement d'Etats provinciaux.

La suppression du don gratuit ; celle de l'octroi municipal de Saint-Lo.

La suppression des annates et du droit de déport. En matière de dîmes, la restriction du droit décimal dans de justes bornes.

La dispense pour les communautés de l'entretien des maisons presbytérales.

La remise en vigueur des lois relatives à la multiplicité des bénéfices et l'augmentation des portions congrues.

La suppression des monastères presque vides.

La faculté de se rédimier des droits de banalités, corvées, etc... moyennant une redevance foncière et seigneuriale fixée par estimation.

L'abolition de la vénalité des charges.

La réduction du nombre des tribunaux et la formation d'arrondissements plus analogues à l'avantage et à la commodité des justiciables.

La liberté personnelle et la liberté de la presse.

La lutte contre la corruption des mœurs.

L'amélioration des chemins publics et vicinaux ¹.

Plusieurs de ces revendications ne sont que la reproduction de celles de la ville de Saint-Lo.

La plupart des cahiers des paroisses n'ont pas été retrouvés. On peut cependant noter quelques particularités intéressantes dans le seul que l'on possède, celui de Saint-Jean-d'Agneaux qui adressa directement un exemplaire de son cahier par « crainte que ces doléances de notre paroisse d'Agneaux ne soient pas lues par la commission réglée par le bailliage secondaire de Saint-Lo pour refondre en un seul cahier celui de toutes les

1. E. Bridrey, opus cit., t. 3, de p. 81 à p. 98 inclus.

paroisses du bailliage d'autant que plusieurs avocats sont membres de cette commission et qu'ils verront peut-être avec peine l'article de suppression des avocats¹. « La suppression de tous avocats et procureurs est le moyen le plus propre à arrêter le cours des procès » déclarait l'Assemblée d'Agneaux. « Il est révoltant de voir des hommes dans cet Etat en outre la tenue de leur maison, laisser à leurs héritiers des fortunes considérables. Il peut y avoir des jurisconsultes pour le conseil seulement, mais il est du bien public de les empêcher d'approcher des tribunaux². » Et elle ajoutait : « Enfin le roi est très humblement et très instamment supplié, par sa suprême autorité, sa profonde sagesse et par l'exemple de sa cour, d'anéantir le faste et le luxe de son royaume comme l'ennemi destructeur des empires les plus affermis, des fortunes particulières, contraire aux bonnes mœurs, aux mariages, à l'utile population et à la félicité publique³. »

L'Assemblée du bailliage de Cotentin siégea tout le mois de mars. Les pouvoirs furent donnés par les trois ordres, la Noblesse le 1^{er} avril 1789 ; le Clergé le 28 mars ; le Tiers-Etat le 30 mars.

Parmi les députés nommés, on peut noter comme appartenant à l'élection de Saint-Lo : Luc-René-Charles-Achard de Perthus de Bonvouloir, seigneur du Désert sa résidence, et Pierre-François de Beaudrap de Sotteville, seigneur de Hébécrevon, mais résidant en l'élection de Valognes.

Au nombre des huit députés du Tiers-Etat figure Vieillard, fils. Il n'y a personne pour le Clergé⁴.

Le Clergé du bailliage de Saint-Lo fut représenté à l'assemblée plénière de la manière suivante :

2. Arch. Nationales, BA 35, lettre d'envoi du cahier.

3. Arch. Nationales, BA 35.

4. Ibid.

1. E. Bridrey, opus. cit., t. 3, pp. 563-564-565-566.

Sur 33 curés, 22 comparurent en personne, et 9 furent représentés par procureur-fondé de leur ordre. Sur 5 chapelains 3 furent déclarés absents, un comparut personnellement, un fut représenté.

Pour les abbayes ou communautés : l'abbé de Saint-Lo, M. de Brandis, fut absent ; les prieur et religieux furent représentés par le prieur. Le couvent des Nouvelles Catholiques ou Union Chrétienne fut absent ; celui du Bon-Sauveur fut représenté par son chapelain. Les prieurés de la Perrine et de Saint-Fromond furent représentés.

Pour les prieurs-curés : Les curés réguliers au nombre de 5 furent représentés 2 en personne, 3 par procureurs-fondés. Les prêtres habitués de Notre-Dame et de Sainte-Croix-de-Saint-Lo, furent représentés ¹.

Quant à la Noblesse, sur 46 gentilshommes, 30 possédaient fief. Sur ces 30, 10 comparurent personnellement et 18 furent représentés ² Le comte de Valentinois fut absent ³, 15 gentilshommes étaient présents.

Le bailliage de Torigni composé de 53 paroisses n'appartenait qu'en partie à l'élection de Saint-Lo. La réunion des députés des paroisses pour la lecture des cahiers de doléances eut lieu à Torigni les 5, 6 et 7 mars 1789 dans la nef de l'église Saint-Laurent de Torigni « prise pour hôtel de ville pour plus grande commodité ». Le lieutenant général du roi, de Vaulaville, étant indisposé, l'assemblée siégea devant Louis-François Pain, conseiller du roi au bailliage du lieu, Fleury de Saint-Ouen, conseiller du roi et procureur au siège avec Isaac Dufresne, greffier ordinaire. 136 députés étaient présents.

Le 5 mars eut lieu la nomination de 16 commissaires pour

1. E. Bridrey, opus. cit. t. 3, pp. 372, 373, 374.

2. Parmi ces nobles il y avait 9 « dames de fief ». Les « dames de fief », étaient forcément représentées ou absentes.

3. E. Bridrey, opus cit., t. 3, pp. 403, 404.

procéder à la lecture de tous les cahiers et à leur réunion. Les commissaires nommés furent : Fleury de Saint-Ouen ; Lescot de Cretteville ; Heuðeline, avocat à Torigni que l'on retrouve membre de l'Administration du département ; Lepetit de la Pommeraye ; Leguelinel de Lignerolles ; Ameline ; Guérard d'Arganchy ; Pannier ; Thomasse ; Godey du Breuil, laboureur à Saint Jean-des-Baisants qui sera membre de l'administration du district de Saint-Lo ; Rouland ; Leduc ; Jean Tricard ; Charles Beaussire ; Denise, médecin ; Sébastien André.

Le 7 mars, les commissaires apportèrent le cahier unique pour le bailliage, qu'ils avaient rédigé. Après lecture et approbation, l'assemblée générale nomma le quart de ses membres (36) pour aller porter à Caen, à l'assemblée des Trois Ordres, ce cahier ¹.

Dans presque tous les cahiers des paroisses dont certains sont remarquablement rédigés, on retrouve les grandes revendications du Tiers-Etat : le retour périodique des Etats Généraux, le rétablissement d'Etats Provinciaux, l'égalité devant l'impôt, une constitution fixe, la liberté individuelle, la suppression des aides, de la gabelle et aussi celle des dîmes ; « On fixerait aux curés, dit la paroisse de Moon, un sort capable de les faire vivre et de secourir les pauvres. On rétablirait la confiance perdue par l'opposition des intérêts et tout rentrerait dans l'ordre prescrit par la religion et la morale. » ¹ Les habitants de la Luzerne espéraient que la prospérité générale naîtrait « par la libération des entraves du sel, des boissons, qui ne font qu'exposer à chaque instant les sujets de Sa Majesté à la rapacité d'une espèce d'hommes antropophages qui, sans apporter un bien réel à l'Etat, ne se

1. Arch. Manche, série B. Etats-Généraux, Torigni.

2. Ibidem.

nourrissent que de la subsistance du pauvre et de l'indépendu. » ¹ La suppression de la vénalité des charges, devrait être opérée « de telle sorte, dit la paroisse de La Meauffe, que les magistrats parviennent aux fonctions de juge non de l'argent à la main, mais par leurs lumières et leurs vertus ». ²

Le cahier-type reproduit par beaucoup de paroisses (celui de Vidouville, élection de Bayeux) s'élevait contre les privilégiés : « Depuis 1706 date à laquelle Louis XIV dans un édit déclarait le nombre des privilégiés tel qu'il ne restait plus de contribuables pour acquitter les impôts portés à un taux effrayant, la plupart de ces impôts viciens dans leur régime, malfaisants dans leurs effets, créés dans des temps de guerre, rendus perpétuels pendant la paix, pèsent en majeure partie sur le peuple qui est le nerf d'un Etat. Les impôts perçus jusqu'à ce jour devront être supprimés et remplacés par d'autres arrêtés par les Etats. Nul individu des Trois Ordres ne devra en être exempté. » ³

Les assemblées des paroisses attaquaient âprement les droits seigneuriaux, comme celui de colombier « qui fait la désolation du pays », disait la paroisse de Clouai ; comme les banalités : « S'agit-il du morceau de pain pour nous nourrir, s'écriaient les habitants de Saint-Ebremond et de La Barre-de-Semilly, un moulin banal auquel nous sommes assujettis contribue à notre malheur. Habile ou ignorant meunier, honnête homme ou non, il faut lui porter notre grain pour le moudre. Pourquoi nous mettre des entraves ? Pourquoi ne pas nous laisser libres de moudre où nous voulons ? » ⁴

Quant au cahier unique du bailliage de Torigni ⁵, il était le

1. Arch. Manche. Série B, Etats-Généraux, Torigni.

2. Ibidem

3. Ibidem.

4. Arch. Manche, B. Etats-Généraux, Torigni.

5. Arch. Calvados (non inventorié).

résumé sec des demandes générales des cahiers particuliers des paroisses.

Comme on le constate dans les « cahiers uniques » ou dans les cahiers de paroisses plus colorés, les deux bailliages de l'élection de Saint-Lo unissaient impérieusement leurs voix à celles du reste du royaume pour réclamer l'avènement de la liberté et de l'égalité.



CHAPITRE II

I. La disette des subsistances. Troubles à Saint-Lo et aux environs - II. Le maintien de l'ordre. Les comités et les milices nationales, — III. La formation des municipalités.

— I —

La convocation des Etats Généraux s'opérait. La nation dans l'attente de temps meilleurs vivait en une sorte de fièvre, prompte à l'enthousiasme et prompte aux colères. L'hiver avait été particulièrement rigoureux, la récolte de 1788 insuffisante. Sur les divers points de la Généralité la misère était à son comble. A Saint-Lo, au printemps, autant de pauvres demandaient l'aumône qu'aux jours les plus froids. Peu de personnes faisaient travailler. Les ateliers des grandes routes chômaient parce que les entrepreneurs, eux-mêmes non payés, ne pouvaient payer leurs ouvriers ¹. La spéculation qui sévit plus que jamais aux époques de crise, se donnait libre cours et excitait la haine. Dès 1784, à Saint-Lo, des épiciers, des marchands de vin et d'eau-de-vie s'improvisaient revendeurs de blé au milieu du mécontentement général chez les riches comme chez les pauvres. Les grains en passant de main en main atteignaient un prix quadruplé. Profitant de la récolte mauvaise, les blatiers, comme on les appelait alors, édifiaient leur fortune sur la faim. Des « calomnies atroces » circulaient. Le peuple s'imaginait que l'Administration et le Parlement étaient d'accord pour le renchérissement des grains. Dans une

1. Arch. Calvados C 2675. Rapport du subdélégué à l'intendant.

telle atmosphère, l'émeute était à la merci d'un propos malveillant ou seulement imprudent, d'un incident malheureux. « Ce n'est pas simplement la disette de blé qui est cause de la révolte », disait une lettre du duc de Beuvron ; « cette révolte est suscitée par des malintentionnés. Il est aisé d'apercevoir qu'elle s'est manifestée partout dans le même instant » ¹.

En effet, les troubles éclataient de toutes parts. Le 5 janvier 1789, c'était l'insurrection à Caen. Le 26 mars, elle se propageait de Carentan à Saint-Lo, où, intermittente, elle dura jusqu'en juillet. A Villedieu, au début de mai, des ouvriers s'attroupaient, cabalaient et exerçaient des violences pour fixer à leur gré le prix de leurs salaires. A Creully, le 5 mai, l'agitation se manifestait ; le 3 juillet une grave révolte se déclarait à Mortain ; le 3 août on parlait d'une fermentation vite réprimée à Valognes ².

Le 26 mars, le peuple de Saint-Lo fit main basse sur le grain emporté de cette ville pour Bayeux par les blatiers ainsi que sur les grains des bailliagers étrangers. L'émeute dura de midi à 8 heures du soir sans avoir toutefois de suites fâcheuses. Le subdélégué Robillard paya de sa personne et donna quelque argent à ceux qui n'avaient pu se procurer de grain au marché et n'avaient pas pillé. Il déclarait ne pouvoir autoriser l'exportation sous peine de perdre tout empire sur le peuple. Le 11 avril, sa présence sur le marché contint la populace qui se porta ensuite vers les faubourgs sur le passage des blatiers. Les troubles étaient dûs aux excitations de deux femmes. Sous la menace d'un transport à la prison de Beaulieu, elles cessèrent leurs manœuvres et la tranquillité reparut.

L'effervescence restait cependant latente, et le 26 avril il faillit y avoir une émeute. Un individu qui transportait du

1. Arch. Eure, Chartrier du Champ de bataille, E (non inventorié).

2. Arch. Eure, Chartrier du Champ de bataille E (non inventorié).

blé à Coutances pour la garnison s'était arrêté à une auberge de Saint-Lo avec son chargement. Menacé, il vendit ce blé, le disant destiné aux habitants de la ville. Le 28 avril le marché fut assez calme. Le prix du froment diminuait même, car les blatiers n'osaient plus se présenter aux halles, redoutant la populace. La vente s'opérait plus loyalement. A Saint-Lo le froment était moins cher qu'à Torigni et Cerisy, où, n'étant pas intimidé par la police « l'avidé laboureur » portait ses blés aux blatiers.

La campagne n'était pas à l'abri de l'agitation. Le bruit ayant couru que le curé de La Barre avait ses greniers pleins, 25 à 30 hommes firent une incursion nocturne à son presbytère. Les habitants rassemblés au son du tocsin réprimèrent l'agression. Cette bande, prétendait-on, allait provoquer une émeute à Marigny et à Cerisy l'Abbaye.

Le grain ne pouvait plus voyager sans escorte. Devant ces menées le cultivateur abandonna le marché de Saint-Lo. Le 8 mai la disette était telle que les bourgeois et encore moins les pauvres ne pouvaient s'approvisionner. 400 personnes arrivèrent chez Robillard pour lui demander « du grain ou la permission d'aller en prendre dans les campagnes pour de l'argent ». Dans la crainte d'une incursion le subdélégué manda aux syndics d'ordonner aux laboureurs d'apporter leur grain à Saint-Lo. Après trois marchés tranquilles il y eut un soulèvement contre un nommé Fontaine, propriétaire d'un magasin de froment et d'orge. Il fallut mettre cette réserve en vente. La foule murmurait accusant le procureur du roi et le subdélégué de complicité avec cet individu. Robillard dut se rendre au marché et dissiper les calomnies ¹. Le commandant du régiment de la Reine fit publier un ban pour tranquilliser le peuple, car hommes et femmes s'armaient de couteaux,

1. Arch. Calvados C 2675.

N'ayant que ses seules troupes pour maintenir l'ordre, il eût voulu voir marcher la milice bourgeoise, mais le colonel en était absent et la zizanie régnait entre les officiers, tous membres du Tiers ¹. Robillard constatait l'impossibilité de s'en servir. Il la jugeait spirituellement « une milice très distinguée, intrépide s'il fallait aller à l'ennemi et charmante quand il s'agit de fêter un notable du royaume arrivant à Saint-Lo », et ajoutait : « mais je me tiens bien sûr qu'elle ne tournerait pas ses armes contre ses concitoyens quoique d'une classe un peu supérieure à ceux-ci » ². Le 14 mai arriva Dumouriez alors commandant de la place de Cherbourg, qui conféra avec les officiers municipaux et les officiers du bailliage au sujet de la situation. En raison de l'impuissance des pouvoirs existants, un comité fut créé à Saint-Lo pour diriger le ravitaillement. Il fonctionna dès le lendemain. Un magasin devait être établi à Caen pour approvisionner la ville. Comme il eût été dangereux de laisser croire que les blés avaient été fournis par le Gouvernement, la municipalité ou toute autre notabilité, des particuliers de Caen prêteraient leur nom pour l'opération.

Les paroisses du bailliage de Saint-Lo en majeure partie plantées en herbage ne suffiraient même pas avec le blé étranger à la subsistance de la cité. On demanderait au Parlement de Rouen d'attribuer à ce bailliage la faculté d'intervenir dans les paroisses dépendant du bailliage de Torigni, au point de vue de la police. Informé de l'intention de la Cour de Rouen de poursuivre les gens compromis dans l'émeute du 26 mars, le Comité fit observer que les poursuites auraient des effets plus funestes que le délit. D'ailleurs, remarquait-il, les excès du 26 mars, quoique reprehensibles, s'expliquent et s'excusent par les emmagasinevements et des enlèvements énor-

1. Arch. Eure. Chartrier du Champ de bataille E (non inventorié),

2. Arch. Calvados C. 2675.

mes de grains qui ont empêché les habitants de se fournir au marché. Il préférerait qu'on oubliât le passé de part et d'autre. Il décida donc d'envoyer à Rouen au premier président un double du procès-verbal pour « le supplier de ne point ordonner d'instruction d'office, sauf aux blatiers et magasiniers qui se sont déjà portés partie civile de poursuivre la réparation des torts qu'ils ont éprouvés ¹ ». L'intendant loin d'approuver la conduite de son subdélégué, critiqua son attitude vis-à-vis des blatiers. Le comité d'approvisionnement à ses yeux était trop nombreux. Robillard, de son côté, rejetait la responsabilité de la formation de ce comité sur Dumouriez. Il n'avait au reste eu garde, déclarait-il, de contrarier ses vues, car s'il s'élevait de nouveaux troubles, un comité composé de personnes prises dans toutes les classes représenterait le vœu du général de la ville.

Le 12 juin, le pain avait enchéri. Huit femmes furent arrêtées pour avoir crevé quatre sacs de la voiture de deux blatiers. On les conduisit à Coutances comme chefs du complot. Il y avait foule devant la prison de Saint-Lo et le régiment était sous les armes. Par suite de la progression générale du prix du blé, il devint nécessaire d'augmenter celui du pain. Le 1^{er} juillet, la valeur du boisseau de blé montait à 11 livres et 11 livres 10 sols ; le lendemain, elle s'élevait à 12 livres. La cupidité des vendeurs grandissait ; le peuple s'inquiétait et les faux bruits jetaient l'alarme. Une lettre anonyme timbrée de Caen et remplie de faits dénués de fondement, tels que l'incendie de l'hôtel de l'Intendant, excitait les esprits. La populace ne cessait de s'attrouper sur les places. Il y avait quinze sacs à la halle au lieu de cent. Les curés réclamaient à grands cris du riz pour les pauvres qui « périssaient » de faim.

1. Arch. Calvados C 2675.

L'Intendant écrivait au subdélégué que la position était malheureusement analogue à celle de tout le royaume, mais il persistait dans ses critiques du comité. « D'après tous les rapports qui me sont faits, disait-il, je vois qu'à Saint-Lo on ne se conduit que de manière à faire manquer la ville. On s'isole, on contrevient aux règlements, on gêne la circulation, et les blatiers, même les propriétaires, n'y trouvent plus le secours des lois et des magistrats. Ils abandonnent ce marché et vont porter leur subsistance partout où ils trouvent la liberté du commerce ¹ ». Il ne sait pas ce que c'est que le comité de Saint-Lo. Tout ce qu'il sait, c'est qu'il appartient au pouvoir judiciaire, c'est-à-dire au bailliage et à la police qui en fait partie, de surveiller les marchés, de juger les coupables. Le pouvoir militaire doit manifester pour l'exécution des lois et non autrement. Le pouvoir de l'administration civile dont le subdélégué est le représentant doit agir enfin pour ce qui la concerne ².

Le 3 juillet 1789, tout en promettant du riz et du seigle à son subdélégué, l'Intendant exposait la réglementation en vertu de laquelle les blatiers devaient se munir d'un passeport et se pourvoir d'un certificat du juge dans les marchés où ils achèteraient, toute acquisition chez un fermier ou un propriétaire mettant l'acheteur en faute dans l'impossibilité de s'en servir. Les blatiers présenteraient leurs passeports aux halles. C'était un moyen d'approvisionner tout le monde. Et dans cette lettre écrite de sa main, Cordier de Launay ajoutait : « Assurément on est bien embarrassé pour manœuvrer au milieu de la disette, car plus on fait pour le peuple, plus on le trouve mutin et déraisonnable ³ ». Ainsi se termine le dossier des troubles de Saint-Lo au sujet des grains.

1. Arch. Calvados C 2675.

2. Ibid.

3. Ibid.

Dans les révoltes de Saint-Lo, le subdélégué Robillard joua le principal rôle. Le lieutenant général civil et criminel du bailliage qui représentait l'Intendant dans l'élection de Saint-Lo ne manquait pas, on l'a vu, d'esprit. Il ne manquait pas davantage d'indépendance si l'on en juge d'après sa réponse très digne à Cordier de Launay qui lui adressait le reproche mal fondé de s'être absenté plusieurs fois pendant les troubles : « Si on me tracasse, écrivait-il, l'absence que je n'ai jamais eu l'intention de faire s'effectuerait, car quant à servir sa patrie au détriment de sa fortune, de son repos et au péril de sa vie et éprouver des inquiétudes de la part de supérieurs qui n'apprécient pas nos services, le seul parti est la retraite. C'est être récompensé que de pouvoir se la procurer » ¹.

Les blatiers ayant déposé une plainte au sujet des violences dont ils avaient été l'objet, le Premier Président du Parlement de Rouen et Robillard se trouvèrent en conflit. Ce dernier n'avait cessé d'exposer le pour et le contre des poursuites au point de vue de l'ordre public. Il avait demandé des instructions. On lui avait opposé le silence : « Quand l'autorité, déclarait-il, est dans le cas de se réunir à la liberté des versions, il n'y a pas de subalterne qui ne doive trembler ² ». En face de la misère générale, il se montra de plus homme de cœur. Dans ces circonstances difficiles et périlleuses pour lui, il fut conciliant, plus hostile aux blatiers qu'au peuple, faible même, si l'on en croit l'avocat du roi, Bernard ³, mais d'une faiblesse commune aux autres autorités de la ville et au Comité. A cette époque où la Monarchie chancelait, les agents de la royauté en cette petite circonscription de la Normandie pouvaient-ils plus en face du peuple qu'en son palais de Versailles le roi Louis XVI

¹ Arch. du Calvados, C. 2675.

² Ibid.

³ Arch. Eure, Chartrier du Champ de Bataille, E. (non inventorié).

en face des représentants de ce même peuple. Inconsciemment et par la force des choses ils suivirent la politique de timidité du Gouvernement qui douze jours plus tard arborait la cocarde créée sur les ruines fumantes de la Bastille.

— II —

Les antiques bases de l'Ancien Régime venaient de s'écrouler. Les événements se succédaient avec une incroyable rapidité. Le 14 juillet, la prise de la Bastille symbolisait la fin de l'arbitraire. Moins d'un mois après, dans la nuit du 4 août, saisie d'un généreux vertige, l'Assemblée donnait l'égalité aux Français. Les anciens pouvoirs s'effondraient en ce tourbillon qui arrachait aux uns leurs privilèges pour donner aux autres des droits. Intendants et subdélégués ¹ étaient impuissants : Le secrétaire de l'Intendance de Caen dirigeait les bureaux en attendant l'heure prochaine de la liquidation ². Le bureau intermédiaire de Saint-Lo, dont la dernière délibération est datée du 4 mai 1790 ³, n'avait jamais fait allusion aux émeutes des grains. La désorganisation administrative était complète. Les troubles de Paris et de la province avaient jeté l'inquiétude à travers le pays entier. Dans l'affolement général naquit la « Grande Peur », semeuse d'anarchie et d'agitation, mais en même temps et par suite même, génératrice des mesures d'ordre extra légales : Ainsi naquirent les milices citoyennes et les Comités Nationaux ⁴.

Il se forma deux Comités Nationaux dans l'élection de

1. L'Intendant Cordier de Launay, quitta Caen en juillet 1789. Cf. F. Mourlot : *La fin de l'Ancien Régime et les débuts de la Révolution dans la généralité de Caen*, p. 329.

2. Ibid. p. 330.

3. Arch. Manche, C. 629.

4. F. Mourlot, opus. cit. pp. 324, 325.

Saint-Lo, celui de Saint-Lo dont on ne connaît l'existence que par des pièces de correspondance et une adresse ; celui de Torigni dont le registre des arrêtés et délibérations a été conservé ¹.

Le 5 août 1789, les citoyens des trois ordres de Torigni « désirant rétablir la sûreté publique » constituèrent « par une délibération du jour d'hier un Comité ». Les membres élus par voie de scrutin étaient : Chaillot, vicaire, pour le clergé ; de Bretfer et Duplein, pour la noblesse ; Duval de Précourt, Potier de Glatigny, Cauchard de Chambert, Rouland et Cauchard de la Moissonnière, pour le Tiers-Etat. L'hôtel de Bretfer, son président, était le siège des séances ².

A peine formé, ce comité se mit à agir. La ville étant désarmée « dans les circonstances malheureuses où le citoyen est en danger pour ses biens et sa personne, rapport au brigandage qu'on rapporte être exercés de tous côtés », il décida le 6 août de supplier le Gouvernement de la province de donner des armes aux maires et échevins. Il résolut de faire la même demande à la ville de Saint-Lo ³. Le 12 août il envoyait à l'Assemblée Nationale une adresse rédigée dans le style du temps où il comparait Louis XVI à « Henri IV » homme, père, citoyen, le restaurateur de la Liberté et le dieu de la Nation ⁴ », attestant ainsi son loyalisme. Le bruit ayant couru que Villers et ses environs avaient été incendiés et pillés, une députation alla à Saint-Lo renouveler la demande d'armes. Le 15 août, un inconnu armé de pistolets s'était présenté aux environs de Torigni. On l'arrêta, mais sur la menace par lui faite que

1. Arch. Municip. Torigni : Reg. arrêtés et délibérations du Comité National de Torigni, fo 2

2. Arch. Municip. Torigni ; Reg. cit.

3. Il y en eut même un à La Haye-Bellefond : Arch. municip. La Haye-Bellefond. Reg. paroiss. La Haye-Bellefond.

4. Arch. Nationales, C 91 (73).

1.500 hommes allaient tout mettre à feu et à sang, on le délivra. Deux heures après une grange fut brûlée. Le 16 août arrivèrent les fusils de Saint-Lo. On fit une distribution de baïonnettes fournies par l'arsenal de cette ville, que l'on devait remettre en dehors du service. Les citoyens avaient placé des chandelles allumées sur leurs croisées pour éclairer les rues et permettre aux patrouilles de la milice de se reconnaître, de circuler partout et de prendre les mesures nécessaires en cas d'attaque. Un habitant fut cité devant le Comité pour n'avoir pas éclairé sa maison,

A la question du maintien de l'ordre s'ajoutait celle du ravitaillement. Le Comité se préoccupait beaucoup du pain. Il fit opérer des visites chez les boulangers pour s'assurer de leurs approvisionnements. Le commandant de la milice était chargé d'envoyer des détachements dans les paroisses du ressort afin de visiter les greniers, dresser procès-verbal de leur contenu, interdire aux cultivateurs de vendre chez eux. Défense était faite aux boulangers de mettre en vente des gâteaux et des pâtes amendées sous peine de confiscation et de 10 livres d'amende, jusqu'à ce que les circonstances le permettent. Des arrêtés furent pris pour éviter que meuniers, blatiers et marchands forains n'empêchent par des signaux convenus les laboureurs ayant des grains exposés de les vendre. Le 18 août, le prix du pain était fixé pour le pain blanc à 3 sols 6 deniers la livre, pour le pain second à 3 sols 6 deniers et pour le pain troisième à 3 sols et demi. Le 20 août, le pain blanc de 1^{re} qualité valait 4 sols la livre le pain de deuxième qualité, 3 sols 9 deniers ; le pain de troisième qualité 3 sols 6 deniers. Une distribution de 400 livres de pain eut lieu pour les pauvres.

Une amende fut infligée à un boulanger qui avait vendu à Caumont du pain au-dessus du prix fixé. Un boulanger

nommé Heussebrot ayant, malgré l'interdiction, mis en vente du pain « amendé » fut cité devant le Comité. Il déclara que tout en respectant ces messieurs du Comité il ne les reconnaissait pas comme juges. Ce même boulanger ayant de propos délibéré récidivé fut condamné à 10 livres d'amende. En cas de non paiement de cette amende, il serait arrêté et conduit au corps de garde. Le 26 août, à l'occasion d'un décret de l'Assemblée Nationale, le Comité multiplia ses objurgations de calme et d'union. « Le calme et la liberté, déclarait-il, naissent du sein de l'orage et de la servitude. Les sacrifices se multiplient. Généralement tous les privilégiés cèdent aux droits de l'homme. Enfin tous ne font qu'un ». Le Comité défendait toute violence ou voie de fait sous prétexte d'exécution du décret de l'Assemblée. Il mettait sous sa sauvegarde et sous celle de la Milice Nationale « tous les citoyens quelconques qu'il défend d'insulter et d'attaquer dans leurs propriétés comme dans leurs personnes sous peine de punition exemplaire ¹ ».

Le même jour se formait une compagnie de volontaires dont les membres exprimaient leur désir formel de contribuer au bonheur de la patrie, d'assurer aux citoyens « une tranquillité certaine » en prenant les armes pour être toujours prêts à combattre les perturbateurs du repos public et les ennemis de la nation. Cette compagnie de volontaires nationaux, en principe compterait 50 hommes, mais serait censée complète avec 20 hommes. L'organisation présentait ce fait en apparence contradictoire d'être égalitaire et antidémocratique. En effet les statuts disent que les volontaires pourront prendre entre eux les arrêtés qu'ils jugeront convenables parce que les voix des officiers n'auraient aucune prépondérance sur celles

1. Arch. Municipales Torigni, rég. cit. f° 19.

des simples volontaires. Aucun volontaire de complément ne pourrait être admis sans l'approbation des autres volontaires réunis en assemblée générale. Il y aurait seulement deux officiers : un capitaine et un lieutenant, un maréchal des logis et un fourrier nommés au scrutin. Les autres volontaires feraient chacun à leur tour le service de brigadiers. Il y aurait entre les volontaires la plus parfaite égalité même avec les officiers et bas-officiers. Lorsqu'il s'agirait de service, ceux-ci seraient obéis avec la plus grande exactitude. La compagnie de volontaires servirait sous les ordres du commandant de la milice. Chacun fournirait à ses frais un habit d'uniforme, les armes nécessaires, c'est-à-dire fusil ou mousqueton, sabre, ceinture, pistolet, poudre et balles. Les volontaires ne pourraient exiger ni même accepter de la bourgeoisie aucune rétribution en dédommagement des dépenses causées dans l'exercice de leurs fonctions par leurs déplacements. Leur service était gratuit et bénévole. La compagnie serait composée seulement de personnes à même de supporter ces dépenses. Comme elle devait faire à l'instar des dragons du service à la fois à pied et à cheval, les volontaires possédant des chevaux ne pourraient se refuser à former un corps ou détachement à cheval pour les corvées et services commandés en cas d'alerte. Elle serait toujours prête à voler au secours des villes et campagnes du voisinage, ayant été établie pour la défense générale de la Patrie et l'aide des bourgeois. En cas de dissolution les volontaires rentreraient dans la milice.

Le 1^{er} septembre, le Comité National, en attendant les dispositions de la nouvelle Constitution qui allait régir le royaume, invita les citoyens à ne pas anticiper sur les décrets. Tous les citoyens sujets aux droits d'entrée, d'aide et de détail devaient donc les payer, se soumettre aux règlements et ne se livrer à aucun acte de violence. La cessation des paiements, ajoutait-

il; serait plus onéreuse que la perception des droits parce qu'il faudrait y suppléer ¹. Le 10 septembre, informé qu'il se répand journellement dans les campagnes de ce district des gens malintentionnés qui sans respecter les propriétés, pillent et ravagent les grains, menacent, insultent, attaquent ceux qui voudraient arrêter leurs « projets désastreux », craignant tout de la violence d'un « pareil despotisme », le Comité défendit de la façon la plus formelle « d'attenter en aucune manière aux propriétés de qui que ce soit, de piller les grains, même sous prétexte de chasse ou autre en abusant d'une liberté que l'Assemblée Nationale n'a jamais accordée qu'aux propriétaires de leurs fonds, une conduite aussi condamnable ne tendant qu'à l'anarchie et au renversement de l'harmonie sociale. C'est pourquoi il est déclaré que tout contrevenant sera poursuivi par la justice la plus rigoureuse comme perturbateur du repos public, traître à la patrie et dégradé du titre de citoyen » ².

Le 14 septembre, un certain nombre de mégissiers et peausiers allaient à la rencontre des gens apportant des peaux au marché pour devancer les acheteurs. Le Comité interdit cette pratique sous peine d'une amende de 50 livres au profit des pauvres. Défense également était faite aux chandeliers de vendre la chandelle plus de 16 sols la livre sous peine de confiscation.

Le 3 octobre, communication fut faite à Tourni d'une adresse du Comité National de Vire intitulée « Confédération patriotique de la ville de Vire ». Lecture fut donnée de cette adresse au milieu de la troupe de la milice et des volontaires sous les armes. Lechartier de la Varinière, commandant de la milice, l'épée nue, prononça ce discours : « Le bon ordre, dit-il, est la base de la tranquillité publique, c'est l'âme de la Société,

1. Arch. Municipales. Tourni, Reg. cit. f° 32.

2. Ibidem, f° 39.

mais il faut l'affermir par une douce subordination. Sans cette heureuse intelligence s'élèvent par degrés la confusion et l'anarchie, système d'insurrection, destruction de toute Société. La fraternité constitue l'invincibilité de la force commune. Les citoyens de la ville de Vire offrent leurs secours, leurs vies. Il faut s'allier à eux en acceptant ce don si précieux ». A la suite de ce discours, tous les citoyens de la milice, joints aux membres du Comité National jurèrent ensemble « de bien et fidèlement servir pour le maintien de la paix, la défense des citoyens contre les perturbateurs du repos public ». Armes hautes, tous les assistants au nom de la Patrie et de l'honneur, renouvelèrent le même serment de fidélité et d'amour pour leurs frères de Vire et tous les bons Français. Ce serment fut scellé par l'accolade nationale ¹. Le 4 octobre, l'Etat-Major et le Comité de Torigni considérant que la Confédération patriotique dont le plan avait été conçu par le Comité et l'Etat-Major de Vire devait être adopté partout, que « la confraternité est le bouclier contre les ennemis de la Nation », que toute la force est dans l'union et le concours des citoyens en général ont accepté avec transport et reconnaissance le projet de Vire ². Le procès-verbal serait communiqué à toutes les paroisses du ressort de Torigni « afin que le tout soit notoire et impulsif d'une généreuse émulation » ³.

Par un arrêté du 1^{er} septembre 1789 le Comité, on l'a vu, avait rappelé aux citoyens que les droits d'entrée, de détail, n'étant pas supprimés, il fallait les payer comme précédemment. Cet arrêté avait d'abord été exécuté, mais « par une contre révolution surprenante », les abus qui avaient cessé se renouvelaient et l'on ne voulait plus payer aucun droit. Le

1. Arch. Municipales, Torigni, Reg. cit. f^{os} 59, 60.

2. Ibid., f^o 61.

3. Ibid.

Comité enjoignit aux bouchers, aubergistes et à tous les assujettis de payer ces droits, et de se prêter aux exercices nécessaires à la perception. Défense était formulée de faire violence aux inspecteurs et commis préposés. Les auteurs de violences seraient punis comme perturbateurs de l'ordre public. Les receleurs de choses sujettes à l'inspection seraient punis de même ¹. Le 21 octobre, un citoyen de la Besace fut l'objet de menaces violentes de la part de gens de cette paroisse et forcé d'abandonner l'administration de ses affaires. Le Comité prit un arrêté rappelant que tous les citoyens étaient sous la sauvegarde des lois, que personne ne devait se livrer à la violence, et que les perturbateurs seraient poursuivis et condamnés à une punition exemplaire. Cet arrêté serait lu au prône de la Besace ².

Le 7 septembre 1789 le Comité s'adjoignit 4 nouveaux membres par voie d'élection : Fleury, procureur du roi, Roulland, avocat, Duchaufour, Bucaille et Chirée. Il y avait également à remplacer un membre démissionnaire. Fleury n'ayant pas accepté, Leprovost de Saint-Jean fut élu à sa place.

Le 15 novembre, le Comité dans ces temps désastreux « occupé sans relâche aux mesures propices à détourner la disette au sein de l'abondance, considérait que sans approfondir les causes de la révolution de la cherté des grains, il était urgent de scruter la conduite des accapareurs qui au mépris des droits de l'humanité souffrante, des déclarations du roi, arrêts et règlements de la police sagement perpétués, vendent, achètent et mesurent dans les greniers, suivant qu'on a été informé, des grains de toute espèce, pour dénuder les halles des approvisionnements nécessaires à la subsistance des citoyens par la concurrence des vendeurs et acheteurs qui achètent et vendent

1. Arch. Municipales, Torigni, Reg. cit. f^o 67.

2. Ibid., f^o 70.

librement, de gré à gré, chacun à sa convenance. Le Comité, la troupe nationale et les citoyens ont toujours appelé par des actes de douceur et de justice l'homme qui les nourrit ». En raison de ces abus, le Comité, arrêta les dispositions suivantes :

1° Interdiction à tous marchands, propriétaires, laboureurs, fermiers et autres personnes, quelles qu'elles soient, de vendre en dehors des halles et marchés publics aucuns blés, farines, froment, seigle, sarrasin, orge, etc ; d'envoyer des échantillons pour vendre ensuite sur le tas dans des greniers ou chambres sous peine de confiscation et d'une amende de mille livres.

2° Défense de resserrer des grains sans une autorisation du Comité.

3° Dépôt au corps de garde de tous les blés non vendus pour être exposés à la halle suivante.

4° Défense de vendre dans leurs greniers aux détenteurs de grains sinon aux pauvres sur un certificat du curé et du syndic de la municipalité.

5° Défense de pénétrer dans les halles avant l'heure de l'ouverture et d'y rester après la fermeture.

6° La fixation du prix du pain serait faite chaque lundi soir sur le prix des halles précédentes d'après les prix d'achat des bourgeois connus pour vrais consommateurs et non des boulangers. Défense aux boulangers d'acheter par personnes interposées.

7° Les volontaires du Comité National seraient invités à organiser des patrouilles dans les campagnes et à prendre des renseignements sur l'étendue des propriétés des cultivateurs. Ils interrogeraient les voituriers sur les destinations des blés qu'ils transportent ¹.

1. Arch. Municipales, Torigni, reg. cit. f^{os} 96, 97.

Le Comité ayant été informé d'après des bruits colportés daas la ville de Torigni que deux personnes avaient été payées pour mettre le feu à la cité à l'occasion de la messe de minuit et ayant procédé à une enquête au sujet de ces bruits, arrêta qu'il ne serait pas célébré de messe de minuit dans les églises de Torigni. Il portait à la connaissance « en toute honnêteté » de MM. les curés, ordres religieux et prier de l'hôpital, cet arrêté imposé par « les craintes inspirées aux villes et campagnes voisines ». « Sans manquer au respect dû au culte, mais pour prévenir tout danger », il était défendu en outre de sonner les cloches après la retraite bourgeoise sous peine pour les contrevenants « d'être poursuivis comme perturbateurs de l'ordre public ». « Il serait donné main forte au besoin pour arrêter le son des cloches, sauf à en être statué ultérieurement suivant la gravité du délit ».

Le 24 décembre, 324 cartouches furent délivrées au commandant de la Milice Nationale pour la sûreté de la ville, par ordre du Comité.

Or, pendant la nuit de Noël, l'arrêté avait été violé. Une telle insubordination fut jugée « mortelle » pour l'autorité des corps administratifs et le Comité décida de procéder à une information « contre les séditeux qui par voie d'insinuations » et par des discours « indiscrets » troublent l'ordre. Ces propos « indiscrets », c'était le curé de la paroisse Saint-Laurent de Torigni qui, à la grand'messe de Noël les avait lancés du haut de sa chaire. Contrairement à l'arrêté du Comité National, il avait, en effet, célébré la messe de minuit. Pour l'empêcher de sonner les cloches, des membres de la milice avaient été envoyés dans l'église, y avaient pénétré en armes et avaient réclamé au « custos » les clefs de la tour pour relever les cordes des cloches et prévenir toute sonnerie. Le curé avait violemment protesté en chaire contre cette invasion de son église par la force

armée. Les dépositions des témoins, fort longues et très circonstanciées concordaient au sujet des faits. Le curé avait prononcé les paroles « incriminées » : « Personne, avait-il dit, pas même l'évêque, n'avait le droit de l'empêcher de faire l'office qui avait existé dans tous les temps, qu'il faudrait pour cela que toute l'Église se rassemble... qu'on avait ôté au clergé ses biens, qu'il n'y était pas plus attaché qu'à la boue, qu'il y avait parmi les gens chargés d'assurer le bon ordre, des gens respectables, mais qu'il y en avait aussi qui venaient à l'église pour y mettre le trouble, qu'on avait voulu l'empêcher, qu'il recommencerait ». D'après la déposition d'un prêtre de la paroisse, il avait déclaré qu'il irait jusqu'à l'Assemblée Nationale. Il n'avait pour arme que son bréviaire, mais cependant il avait des pistolets et s'en servirait à l'avenir si on l'attaquait.

A la suite de cette information, le Comité National décida, le 1^{er} janvier 1790, d'adresser à l'Assemblée Nationale, un mémoire précis sur ces événements, pour la supplier de « décréter elle-même les moyens propres à réprimer avec efficacité les coupables, qui par leurs ascendants et leurs propos séditieux portent atteinte directement et indirectement à l'administration de la police et à la sécurité des corps et membres auxquels elle est confiée ¹ ».

Le même jour, le Comité « envisageant les suites funestes de la suppression qu'on fait appréhender du bailliage de Torigni, considérant que son ancienneté, son étendue et sa position sont des motifs puissants pour le conserver, considérant le déplacement des citoyens de la ville et des habitants des paroisses voisines pour la défense de leurs propriétés et de leurs droits, si cette suppression avait lieu, considérant enfin que la position de la ville comporte un arrondissement de district »,

1. Arch. Torigni, reg. cit. de f^o 116 à f^o 133.

décida d'envoyer une adresse à l'Assemblée Nationale par les soins de Plouain du Breuil, conseiller au bailliage de Torigni et de Lechevalier de la Varinière, actuellement à Paris.

Pendant ce temps des troubles du même genre éclataient dans les environs de Saint-Lo, si l'on en juge d'après les rares pièces de correspondance retrouvées. Le 18 août 1789, les paysans de Saint-Fromond persistaient dans leur intention de culbuter les colombiers, comme on l'avait fait dans plusieurs autres paroisses. Le 23, un gentilhomme du lieu se plaignait d'avoir été l'objet d'injures. Le syndic de la Chapelle-Enjuger était insulté.

A Saint-Lo la visite des passeports devait être minutieuse puisque le 28 août, Dumouriez écrivait aux officiers municipaux que M. de Chabanon, inspecteur général des domaines du duc d'Orléans, avait été arrêté et soupçonné en passant par cette ville malgré la régularité de ses passeports. D'ailleurs un certain nombre de personnes y furent arrêtées et interrogées comme suspects.

Le 30 août, les membres de la municipalité de Tessy demandaient à Saint-Lo des fusils et réclamaient ceux des habitants des environs de leur localité pour maintenir le bon ordre, « car beaucoup d'étrangers y passent plus que jamais de jour et de nuit » ¹.

Le Comité de Bayeux proposa au Comité de Saint-Lo que les volontaires à cheval de Saint-Lo se rendissent à l'entrée de la forêt vers Bayeux afin d'entretenir la chaîne de sûreté et la correspondance des deux Comités » ².

On ignore la date de la formation du Comité National de Saint-Lo, mais on est sûr qu'il existait avant le 8 août puisqu'une adresse manifestant son respect à l'égard du Souverain

1. Arch. Municipales, Saint-Lo (non inventorié).

2. Ibid.

et de l'Assemblée nationale porté la mention « présentée le 8 août 1789 »³. A cette adresse on doit encore de connaître les noms des membres du Comité, pour la plupart déjà rencontrés dans l'histoire du Tiers-Etat: Laval, président, chevalier de Saint-Louis; Moriet, curé de Notre-Dame; Le Meteier fils, capitaine d'infanterie; Duchemin de la Tour, chevalier de Saint-Louis; Le Tellier de Pierrefitte, garde du corps du roi; Le Page de Vavancé, curé de Saint-Thomas; Poisson, de la Capelle; De Launey, de Saint-Thomas, ancien gendarme de la garde; Denier Desfrene, lieutenant particulier criminel au bailliage; Le Monnier de Gouville, conseiller au bailliage; Gohier, chevalier de Saint-Louis; Saint-Gilles, écuyer; Delalande-Dumaine, chevalier de Saint-Louis; Dubuisson, capitaine de la milice nationale; Le Menuet, 1^{er} échevin; Vieillard, avocat; 2^e échevin effectif; Osmond, lieutenant particulier du bailliage; Bernard, conseiller et premier avocat du roi au bailliage; Guillot, notable; Léonord Picquenard, notable; Vennié; Savary de Devanne, capitaine; Lanos, receveur particulier des finances; Marin, prêtre et notable électif de la ville; Ph. Vaultier, fabricant, notable; Menil, ancien avocat de l'élection; Denis de Silly, avocat, notable; Foucher, lieutenant d'élection; Saint-Gilles, major de la milice nationale; Le Tellier Duhutrel, premier et ancien avocat du roi du bailliage, vice-président.

Quant aux milices nationales, les lacunes des archives laissent leur naissance dans l'obscurité. Elles se formèrent dans le courant d'août, et cette formation fut probablement plutôt une transformation comme en maints endroits, puisque à Torigni et à Saint-Lo existaient déjà des milices bourgeoises.

3. Arch. Nationales, C. 91 (75).

Secondées à Saint-Lo ¹ et à Torigni par des volontaires, elles durent être le bras des comités.

Les Comités Nationaux avec l'aide des milices nationales et des volontaires nationaux, dans les temps troublés de 1789 accomplirent avec énergie leur double tâche, la lutte contre les deux grands ennemis publics de l'heure : la faim et l'anarchie. Alliés des pouvoirs existants à Saint-Lo où Le Menuey était à la fois échevin, membre du Bureau intermédiaire et membre du comité, ou bien comme à Torigni, ennemis du Bureau intermédiaire, reconnus officiellement le 3 décembre 1789 seulement, par lettres patentes, ils déployèrent la plus grande vigilance et la plus grande fermeté. Perquisitionnant, fixant les prix, poursuivant l'accapareur, ils approvisionnèrent leurs concitoyens. S'érigeant en tribunal, ils jugèrent les affaires les plus variées depuis de minces litiges jusqu'à de graves délits. Ayant discipliné la force armée, défenseurs de la propriété et de l'ordre, ils se dressèrent devant « une populace effrénée » qui n'écoutait « que sa fureur » et « une vassalité tellement révoltée qu'elle est prête à commettre les plus grands excès » ².

— III —

Au moment de la Révolution, les administrations municipales étaient très variées. En dehors des villes, les assemblées paroissiales anciennes et les municipalités créées en 1787 étaient les plus répandues. Après le 14 juillet beaucoup de comités ou conseils élus plus ou moins régulièrement fonctionnèrent à

1. Arch. municipales Saint-Lo (non inventorié)

2. Arch. municipales Saint-Lo (non inventorié). Cette pièce est de fin juillet ou commencement d'août. On ne sait ni par qui ni à qui elle fut adressée.

côté des assemblées existantes ou les remplacèrent. Les décrets dits du 4 août 1789 maintinrent en fonctions les officiers municipaux tout en supprimant la vénalité de leurs offices. Celui du 14 août sur le rétablissement de l'ordre et de la tranquillité dans le royaume renforça même leur autorité en leur donnant le droit de requérir la force armée. Mais, à la suite du décret du 12 novembre annonçant la formation d'une municipalité nouvelle dans chaque ville, bourg, paroisse ou communauté, des tentatives pour renverser et remplacer ces administrations provisoires se produisirent et la Constituante rendit le décret du 2 décembre 1789 : « Les officiers municipaux actuellement en exercice dans toutes les villes et communautés du royaume et même les corps, bureaux ou comités qui ont été établis par les communes ou municipalités pour administrer seuls ou conjointement avec les officiers municipaux, continueront d'exercer les fonctions dont ils sont en possession. »

Le décret du 14 décembre 1789 constituait ainsi quelques jours après les municipalités nouvelles :

Tous les citoyens actifs de chaque ville, bourg ou paroisse pourraient concourir à l'élection du corps municipal : les officiers municipaux et les notables ne pourraient être nommés que par les citoyens éligibles de la commune. Les membres des corps municipaux seraient au nombre de 3 y compris le maire, lorsque la population serait au-dessous de 500 âmes, de 6 y compris le maire, depuis 500 âmes à 3.000 ; de 9 de 3.000 à 10.000. Il y aurait dans chaque municipalité un procureur de la commune, sans voix délibérative chargé de défendre les intérêts et de poursuivre les affaires de la communauté. Il serait élu un nombre de notables double de celui des membres du corps municipal. Ces notables formeraient avec les membres du corps municipal le conseil général de la commune. Ils ne seraient appelés que pour les affaires

importantes ¹. Ce décret ne fut appliqué que vers la fin de février 1790 ².

Les élections municipales de Saint-Lo eurent lieu les 27 et 29 janvier 1790 sans trouble et conformément à la loi. Le serment des maire, officiers municipaux, procureur de la commune et des 18 notables eut lieu le 1^{er} février, en l'église Notre-Dame de Saint-Lo, dans les termes prescrits par l'article 48 des lettres patentes de décembre 1789.

Le 12 février 1790, le discours du roi du 4 février à l'Assemblée Nationale fut lu à l'assemblée composée du Corps Municipal et des Notables adjoints en présence du procureur de la commune. Pour solenniser cet évènement, il fut arrêté qu'il y aurait le 14 février un *Te Deum* à Notre-Dame. Des invitations seraient adressées aux officiers d'élection, du bailliage, de la garde nationale, du régiment du duc d'Angoulême en garnison à Saint-Lo, politesse toute naturelle, puisque ces personnages étaient venus lors de l'installation de la municipalité apporter leurs compliments et renouveler leur serment. Les citoyens seraient priés d'illuminer ; l'illumination de l'hôtel de ville « serait faite en la manière pratiquée dans les circonstances les plus solennelles » et il serait ajouté une légende en lettres de feu, portant ces mots « Séance à jamais mémorable du 4 février 1790 » avec les cris « de Vive la loi, Vive la nation, vive le roi ». Les ecclésiastiques seraient invités.

Le discours du 4 février fut lu, le 14, au prône des quatre paroisses de la ville. Le curé Moriet, à Notre-Dame, prononça « une exhortation très touchante et très patriotique analogue à la circonstance » ; il prêta ensuite en son nom et en celui de

1. Cahen et Guyot : L'œuvre législative de la Révolution, p. 147, 148, 149, 150, 151.

2. Ibid, p. 148.

ses paroissiens le serment civique à la Constitution acceptée par le roi. Le *Te Deum* fut chanté par tout le clergé de la ville et répété par la foule immense. L'illumination fut brillante. De toutes parts éclataient les cris de « Vive le roi » ¹.

La nomination des maires, officiers municipaux et notables des communes, s'opéra sans nulle difficulté ni contestation si l'on s'en rapporte aux procès-verbaux consignés dans les registres des délibérations. On n'aperçoit nulle part aucune compétition, aucune brigue personnelle.

1. Arch. Nationales, C. 105 (205 2).



DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I^{er}

Aperçu de l'Histoire administrative du District

I. — La formation du district et la lutte pour le chef-lieu du département. — II. L'administration du district. Sa composition. Son action. Ses transformations. La fin du district.

— I —

Le 19 novembre 1789, l'Assemblée nationale avait décrété la division du royaume en départements dont le nombre pourrait varier entre 75 et 85, et chargé son Comité de constitution d'en établir le plan. Un Comité de division se mit aussitôt à l'œuvre. A ses travaux présida le respect des droits des anciennes provinces. Deux opérations successives étaient nécessaires : la délimitation des provinces entre elles, puis la division intérieure de chacune d'elles en départements. Les députés des provinces limitrophes devaient se concerter pour la première opération et ceux de chaque province particulière pour la seconde. ¹

Ce fut vers la fin de novembre que les députés des bailliages normands commencèrent à délibérer sur la division intérieure. ² La première division en quatre départements

1. F. Mourlot, *La fin de l'Ancien Régime et les débuts de la Révolution dans la généralité de Caen*, p. 400.

2. Ibid., p. 403.

n'offre qu'un intérêt purement historique. Mais le 12 décembre, les députés de Normandie réunis sous la présidence du duc de Coigny, par 37 voix contre 17, adoptèrent le plan divisant la Normandie en cinq départements. Ce fut là le plan définitif. ¹ Le 17 décembre, ils se rendirent au Comité de constitution en vue de simples rectifications de détail. ²

L'un des cinq départements, celui borné par la mer de la Manche au Nord, à l'Est et à l'Ouest, par les futurs départements d'Ille-et-Vilaine, de l'Orne et du Calvados au Sud et Sud-Est, fut désigné au début sous le nom de Cotentin.

Le Cotentin, à l'instar des autres nouvelles circonscriptions du royaume se passionna pour ses futures destinées. Villes et bourgs rêvèrent d'être chef-lieu du département ou tout au moins de district, en un déchainement d'amour du clocher et d'ambition locale. Certaines cités se contentèrent de la sollicitude de leurs députés à l'Assemblée nationale, telle Saint-Lo. D'autres, comme Coutances, envoyèrent des ambassadeurs extraordinaires pour disputer la proie à laquelle un moment Avranches et Carentan avaient elles aussi songé. Fièvre de son bailliage qui avait compté 21 avocats, Torigni délégua deux membres de son Comité national, le 3 janvier 1790, pour porter ses revendications aux représentants de la nation. ³ Le 7 janvier, c'était à Caen qu'il envoyait deux députés chargés eux aussi de réclamer un district et le maintien du bailliage. ⁴ Quant aux petites paroisses, pour des motifs de commodité, elles demandaient à faire partie d'un district plutôt que d'un autre. ⁵

Guidés par un esprit de tradition, les députés du Cotentin

1. F. Mourlot, opus. cit., p. 403, 404.

2. Ibid., p. 405.

3. Arch. Municipales Torigni, Reg. délibéra. comité nationale, D 3, fo 135.

4. Ibid.

5. Arch. Nationales, D IV bis 10.

attribuèrent les chefs-lieux de district aux sièges d'élection : Saint-Lo, Coutances, Carentan, Valognes, Avranches, Mortain, le 18 Décembre 1789.¹ Le 24, à la suite de protestations, Cherbourg se voyait accorder un district.²

La lutte pour le chef-lieu du département fut très âpre entre Saint-Lo et Coutances. Le 17 décembre, trois députés extraordinaires de Coutances avaient produit un *factum* intitulé : « Observations sur le chef-lieu du Cotentin ». Le siège du présidial et des assemblées pour les Etats Généraux n'obtiendrait-il pas le chef-lieu ? Morne et dépourvue de commerce que deviendrait cette ville sans le prestige officiel ?³ Le 18, l'assemblée des députés du Cotentin mit aux voix la question. Vieillard, député de Saint-Lo, s'éleva contre une proposition d'alternat⁴ entre les deux villes. Il exposa les inconvénients qu'entraînerait le déplacement perpétuel des administrateurs et des archives. Son observation prévalut. On se bornerait à désigner le siège provisoire du Directoire, laissant le choix de l'alternat ou d'un chef-lieu définitif à la 1^{re} assemblée administrative du département. Sur 14 votants, Coutances et Saint-Lo recueillirent respectivement sept suffrages. On émit un projet de tirage au sort, mais les députés de Coutances s'y opposèrent.⁵ En attendant la décision de l'assemblée des députés normands du 23 décembre,⁶ Vieillard, en réponse au *factum* coutançais, rédigea une « réfutation de l'imprimé ayant pour titre : Observations sur le chef-lieu du département de Cotentin ». Coutances, disait-il, était plus

1. F. Murlot, op. cit, p. 418, 419.

2. Ibid.

3. A. Lebaindre ; La formation du département de la Manche, p. 106, 107, 108.

4. L'alternat était un expédient pour ménager les susceptibilités des villes rivales, supprimé en septembre 1791. En Rhône-et-Loire. l'administration du département alterna entre quatre villes, Ibid. p. 104, note 1.

5. F. Murlot, op. cit., C. 411.

6. Ibid. p. 412.

frontière que Saint-Lo puisque plus près de la mer. Sa population était moins nombreuse. Le commerce du Cotentin avec la Bretagne se faisait en passant par Saint-Lo ; Coutances qui devait d'abord envoyer des députés, s'était déterminée ensuite à ne point paraître..... « Il n'en reste pas moins vrai que le choix fait de la ville de Saint-Lo fait preuve qu'elle est centrale et que la commodité de tous a déterminé cette réunion. » ¹ Les efforts de Vieillard furent vains. Le 23 décembre, l'assemblée des députés normands par 41 suffrages contre 30, déclara Coutances chef-lieu provisoire. ²

Le 22 juin 1790, l'assemblée administrative de la Manche fixa définitivement le chef-lieu du département à Coutances ³. Le 26 février 1790, le département jusqu'ici désigné sous le nom de Cotentin prenait celui de Manche ⁴.

Le district de Saint-Lo avait pour limites « au nord, les paroisses d'Airel, Saint-Jean-de-Dais, Mesnil-Véron, Mesnil-Angot, Saint-Pierre-d'Arthenay, L'Hommet, Saint-Aubin-de-Losque, Remilly ; au sud, Saint-Fraguaire et Notre-Dame-de-Beslon ; à l'est, la limite qui termine le département du Cotentin, c'est-à-dire la Manche, l'embouchure de la Vire et son cours jusqu'aux limites d'Airel ; à l'ouest, Le Mesnil-Euri, Mesnil-Vigot, La Chapelle-Enjager, Le Mesnil-Amé, Marigny, Carantilly, Dangy, Le Pont-Brocard, Le Guislain, Maupertuis, Percy, Le Chefresne, Margueray, La Colombe ⁵ ». Les districts limitrophes étaient ceux de Carentan, Coutances, Avranches, Mortain, Vire et Bayeux.

Le district de Saint-Lo comptait 109 communes. 91 paroisses appartenaient à l'élection de Saint-Lo ; 8 sortaient de celle

1. Arch. Nationales, D IV bis (224-234) 10.

2. F. Mourlot, op. cit. p. 412.

3. Ibid. p. 469.

4. A. Lebaindre, op. cit. , pp. 100-101.

5. Arch. Nationales. D IV bis, (390-399) 27.

de Vire ; 5 de celle de Bayeux et 5 de celle de Coutances ¹.

Le décret du 22 décembre 1789 décidait la division des districts en cantons d'environ 4 lieues carrées (lieues communes de France). Au début, cette petite unité administrative fut destinée à servir de circonscription électorale au chef-lieu de laquelle se réuniraient les assemblées primaires. Le décret du 16 août 1790 en fit le ressort judiciaire du juge de paix ².

Parallèlement à la division du département en districts s'était opérée celle des districts en cantons. D'après le décret du 26 février 1790, celui de Saint-Lo en comprenait 9 : Saint-Lo, Esglandes, Canisy, Marigny, Saint-Clair, Percy, Torigni, Saint-Jean-des-Baisants, Tessy ³. Là encore il y eut une déception. La commune de Cerisy-l'Abbaye avait rêvé elle aussi de devenir chef-lieu de canton. Elle dut rester dans le rang des simples communes ⁴, comme Torigni dut se résigner à voir remplacer son bailliage par une justice de paix. L'étendue du district était de 59 lieues carrées. Chaque canton avait 6 lieues et 5/9 de superficie. La population était de 69.366 habitants, soit 1.179 par lieue carrée, alors que le département tout entier en avait 463.320 ⁵.

Tel était le district de Saint-Lo, lors de sa formation.

— II —

Les opérations électorales de la Manche s'étaient échelonnées de fin avril à fin juin 1790 ⁶. Le 6 mars 1790, 3 commissaires, Fremin de Beaumont, maire de Coutances, Le Tullier,

1. Paul Le Cacheux, Arch. départementales de la Manche, répertoire numérique de la série L. p. 13.

2. A. Lebaindre. op. cit. pp. 149-150.

3. Ibid. p. 151 Cette division fut maintenue par le Directoire de district.

4. Arch. Manche, L. 48, reg. Conseil général, départ. Manche, f° 53.

5. Ibid.

6. F. Mourlot. op. cit. p. 456.

procureur de l'élection de Coutances et Bernard, avocat du roi à Saint-Lo, avaient été chargés de diriger l'exécution de la loi relative à la formation des assemblées administratives ¹. Dans aucune des assemblées primaires les citoyens actifs n'avaient représenté, conformément aux décrets, l'extrait de leur déclaration pour la Contribution patriotique. Frémin de Beaumont trembla à l'idée de faire procéder à une nouvelle convocation de près de 800 électeurs et de mettre en mouvement, pour la deuxième fois, une masse de 80.000 citoyens. Il en fut quitte pour la peur ². L'assemblée électorale de la Manche siégea du 14 au 23 juin 1790 ³.

Le district de Saint-Lo au cours de son existence de cinq années environ, devait connaître deux régimes : la Monarchie et la République. Il traversa lui-même quatre phases : La 1^{re} va de juin 1790 à juillet 1792, date de la proclamation de la Patrie en danger. Ce fut la période régulière proprement dite de l'Administration du district. La 2^e s'étend de juillet 1792 époque où le Conseil devint permanent ainsi que les autres autorités constituées, au mois de ventôse an II, date de l'application de la loi de frimaire qui accrut singulièrement ses pouvoirs. La 3^e signalée par son activité se prolongea jusqu'à fructidor an III. La 4^e phase comprit seulement 3 mois. L'Administration du district, le 1^{er} nivôse an IV, s'éteignit après avoir consacré ses derniers efforts à organiser en partie les administrations municipales de canton créées par la Constitution de l'an III.

L'existence de l'Administration du district fut brève, mais elle fut du moins bien remplie et, si l'on peut lui appliquer ce mot peu administratif, dramatique. Ce fut en effet une vie bien remplie, celle d'une administration qui dut : en premier lieu

1. F. Mourlot, *op. cit.*, p. 450.

2. *Ibid.* pp. 459-460.

3. *Ibid.* p. 467.

ravitainer ses concitoyens, ravitailler d'autres districts, et ravitailler la troupe au milieu de la plus affreuse disette ; armer et équiper ses volontaires et avant de les armer et de les équiper, les recruter ; lutter contre les rebelles de la Vendée menaçant le pays à l'égal d'une invasion étrangère ; maintenir le moral des populations ; surveiller les suspects ; combattre les Chouans ; exécuter les travaux publics et secourir les pauvres ; s'occuper des impositions ; entretenir avec le Gouvernement central et les municipalités, une correspondance incessante, le tout sans une minute de défaillance, sous menace d'encourir les peines prévues par le décret du 14 frimaire.

Cette tâche multiple il conviendra de l'étudier sous chacune de ses formes.

Une chose surprendra peut-être : l'absence de manifestations d'enthousiasme à la suite des grandes journées telles que celles du 10 août. Il ne faut point trop s'en étonner. Les administrateurs étaient hommes d'une race d'esprit positif, pratique, plus éprise de réalités que de paroles. Ce caractère que l'on retrouvera dans toute l'histoire du district, ils l'eurent au plus haut point. Leur civisme réel, quoique silencieux, empreint du sceau de leur petite patrie ne les empêcha pas, on le verra, de servir la grande.

Le samedi 6 juin 1790, en vertu d'un arrêté pris par les électeurs du district en présence de Frémin de Beaumont et de Bernard, lors de l'assemblée du département, l'assemblée électorale du district de Saint-Lo se réunit en l'église de l'abbaye de cette ville à 8 heures du matin. Elle nomma ses doyens d'âge président et scrutateurs provisoires. Le président provisoire, le curé de Tessy, désigna le secrétaire. Puis l'assemblée assista à la messe du Saint-Esprit célébrée par le prieur de l'abbaye. Après la messe, le président prit place à

son bureau avec les scrutateurs et secrétaires à ses côtés, et ouverture fut faite d'un paquet adressé au doyen d'âge par les commissaires du roi au département de la Manche. Il contenait des précis des décrets de l'Assemblée nationale concernant la formation des administrations du district, une instruction sur les assemblées primaires arrêtée par les mêmes commissaires, avec formule de serment dont lecture fut faite par le secrétaire.

L'assemblée procéda à la nomination du président définitif par scrutin individuel. Appel nominal ayant été fait, les électeurs remirent leurs bulletins aux scrutateurs qui les déposèrent dans le vase placé sur le bureau. On fit ensuite un second appel des électeurs absents ; après quoi le président déclara le scrutin clos et fermé. Vérification et recensement des bulletins déposés dans le vase, ainsi que des votants ayant été opérés ostensiblement et à haute voix, il fut trouvé 104 votants et 103 bulletins. Le nombre des bulletins ayant été constaté inférieur à celui des votants, le président déclara le scrutin légal et arrêta qu'on allait procéder au dépouillement. Un des scrutateurs retira les bulletins les uns après les autres. Ils furent ouverts et vérifiés un à un par tous les scrutateurs en présence de l'assemblée. Après la lecture de chacun d'eux le secrétaire écrivit le nom de la personne désignée et tira autant de lignes qu'il était répété de fois. Les scrutateurs ayant compté le nombre de lignes tracées à la colonne de chaque nom, on se trouva en présence du résultat suivant :

Heudeline, 68 voix ; Duhutrel, 23 voix ; Le Monnier, 7 voix ; Badin, 3 voix ; Coudreville, 2 voix. Heudeline qui avait réuni la majorité absolue, fut proclamé président définitif. Dans les mêmes formes, Chirée, avocat, fut nommé secrétaire définitif.

A 2 heures d'après-midi, l'assemblée reprit séance. Le président provisoire remit les pièces des commissaires du roi

au président définitif. Ce dernier et le secrétaire définitif, s'assirent au bureau.

Le président, la main levée, prêta serment de maintenir de tout son pouvoir la constitution du royaume, d'être fidèle à la nation, à la loi et au roi, de choisir en son âme et conscience les plus dignes de la confiance publique et de remplir avec zèle et courage les fonctions publiques qui pourront lui être confiées. Après quoi, il fit prêter le même serment au secrétaire. Il jura ensuite de ne jamais se déterminer dans aucun de ses actes, par dons, promesses, sollicitations ou menaces. Ce serment ultérieur fut également prêté par le secrétaire, et le tableau du serment civique fut placé ostensiblement sur le bureau pour y rester pendant toute l'assemblée.

Alors le président ouvrit un paquet à lui adressé par les commissaires du roi contenant un autre paquet destiné à être remis au procureur-syndic quand il serait nommé. C'était une lettre par laquelle ils recommandaient aux administrateurs nommés de commencer leur première session après la clôture de l'assemblée. Il donna lecture de cette lettre. Ensuite après avoir pris la parole il reçut le serment individuel de toute l'assemblée. Il le prononça au nom de tous, et les citoyens, appelés les uns après les autres par le secrétaire, répondirent en levant la main : « Je le jure. »

Dans les mêmes formes mais au scrutin de liste simple et à la pluralité des voix, on procéda à la nomination de trois scrutateurs. Les scrutateurs définitifs furent : Poisson de Coudreville, Le Gorju et Hubert-Dumanoir. L'assemblée décida de commencer ses élections par celle du procureur-syndic. Cette nomination fut faite selon les mêmes règles : Duhutrel fut élu.

Enfin, le président proposa à l'assemblée de décider si elle nommerait les douze administrateurs à la fois ou si elle divi-

serait cette nomination en plusieurs élections. Elle arrêta qu'il serait d'abord procédé au choix de neuf administrateurs par un seul et même scrutin de liste double et à la pluralité absolue. L'heure tardive n'ayant pas permis d'opérer cette nomination, sur la demande qui en fut faite, l'assemblée fut renvoyée au lendemain à 8 heures du matin, dans le cloître de l'abbaye, le service divin ayant lieu dans l'église.

Le dimanche 27 juin, l'assemblée reprit ses opérations. Dans les formes précédentes furent nommés : Bourdon, avocat, Coullera y-Desmarets, La Croix-Bequet, Lécuyer, Havin, avocat, Denier-Desfresnes, Godey du Breuil et Beau-fils, avocat. Comme les électeurs ayant la majorité absolue n'étaient que huit, on procéda à un second tour de scrutin pour la nomination du neuvième administrateur par bulletin de liste double. Ainsi fut élu Jean Tricard. L'assemblée décida de nommer les trois derniers administrateurs par un seul et même scrutin de liste double et à la pluralité absolue. Alors furent élus : Sevaux de la Valette, Lescot de la Bigne, avocat, Courtin de la Briaudière. La séance fut renvoyée au lendemain à 8 heures du matin.

Le président fit observer que toutes les élections étaient terminées et prononça l'éloge du procureur-syndic et de l'assemblée. Le procès-verbal fut remis au procureur-syndic. Deux doubles en seraient envoyés, l'un au commissaire du roi, l'autre au bureau du Département ¹. Dans une lettre du 28 juin, Bernard écrivait : « Cette assemblée a été tranquille et a fini aujourd'hui ses opérations ². »

Aussitôt après la clôture de l'assemblée électorale, les membres élus pour composer l'administration du district se

1. Arch. Manche, L II 4005, Conseil Reg. délibérat. et arrêtés du district de Saint-Lo, f^{os} 3, 4, 5, 6, 7.

2. Arch. nationales, D IV (9-16) 2.

réunirent dans la grande salle de l'abbaye provisoirement choisie comme lieu des séances du Conseil. Tous étaient présents, sauf Beaufile. Le doyen d'âge, Sevaux de la Valette, siégea comme président d'âge provisoire. Le procureur syndic invita l'assemblée à nommer son président. Les trois plus âgés après Sevaux de la Valette, Tricard, La Croix Bequet et Courtin de la Briaudière, remplirent l'office de scrutateurs. Les bulletins (12) reconnus en nombre égal au nombre des personnes présentes, furent dépouillés. Courtin de la Briaudière, à la pluralité absolue, fut proclamé président définitif et accepta cette fonction. Gonfrey, avocat et officier municipal, fut nommé aussi au scrutin individuel, secrétaire ¹.

Le 4 juillet, le Conseil du district s'assembla pour élire son Directoire. Seul l'administrateur Bourdon était absent. Le secrétaire prêta serment et remercia l'assemblée de sa confiance, puis le président Courtin de la Briaudière prononça le discours suivant auquel l'assemblée ne refusa ni ses applaudissements, ni l'honneur de la transcription à la suite du procès-verbal de la séance :

« Messieurs,

Depuis le moment où l'heureuse Révolution qui régénère l'Empire Français s'est opérée, les vrais amis de la Patrie désirent l'établissement des corps administratifs ; ils les regardent comme un des principaux instruments du bonheur des citoyens, comme un des plus fermes appuis de la Constitution. Avec quelle activité l'Assemblée n'a-t-elle pas fait les lois qui doivent diriger ces corps ? Avec quel empressement ne les a pas fait exécuter notre auguste monarque ? Ah ! Messieurs, qui de nous peut prononcer son nom sans les plus vives émotions d'amour et de respect ? Qui de nous ne remercie pas le

1. Arch. Manche, L II 1005, Reg. cit. f^{os} 7, 8.

Ciel à chaque instant du jour d'avoir donné Louis XVI à la France dont il est le premier citoyen par ses vertus : leur éclat éclipse celui du trône de l'Empire Français. »

Les fonctions d'administrateur, ajoutait-il, n'ont été confiées qu'à des hommes ayant déjà l'expérience des affaires publiques. Il remercia de l'honneur qu'on lui avait fait en l'appelant à la présidence et fit l'éloge du procureur-syndic. Il évoqua le souvenir des administrateurs qui avaient précédé ceux du district dont il avait été le collaborateur. Il termina en gémissant sur les mille entraves qui s'étaient opposées au bien public et que la « régénération de la France » venait de faire disparaître ¹.

Les quatre membres du Directoire furent élus au scrutin individuel. Ce furent : Denier-Desfresnes, Havin, Lescot de la Bigne et Beaufls. Denier-Desfresnes, fut nommé suppléant du procureur-syndic en cas d'absence légitime.

La présente session fut prorogée au 15 septembre ².

L'administration du district comprenait :

Le Conseil formé par ces douze membres, qui constituaient le corps délibérant ; il tenait deux sessions.

Le Directoire composé de quatre des administrateurs ; il était permanent, et exerçait le pouvoir exécutif.

Le procureur syndic suivait les affaires dans l'intervalle des sessions

Les administrations de district avaient des fonctions administratives : la police, la répartition des impositions entre les municipalités, les travaux publics, l'assistance publique, la surveillance de l'éducation publique. Le décret du 22 décembre 1789 ajouta aux fonctions attribuées aux districts, l'aliénation des domaines nationaux.

1. Arch. Manche, L II 1005, Conseil Reg. délibérat. et arrêtés district Saint-Lo, f^{os} 2, 3.

2. Arch. Manche, L II 1005, Reg. cit. f^{os} 1, 2.

Les administrations de district servaient en outre d'intermédiaires entre les municipalités et les administrations de département. Ainsi que leurs directoires elles étaient entièrement subordonnées aux administrations et directoires de département.

Les conseils de district ne pouvaient tenir leur session annuelle que pendant quinze jours au plus, et l'ouverture de cette session précéderait d'un mois celle du Conseil de département. Ils avaient seulement à s'occuper de la préparation des requêtes formulées dans l'intérêt du district, de leur présentation à l'administration de département, de la recherche des voies et moyens d'exécution et de l'examen des comptes de gestion de leur directoire.

Les directoires de district étaient chargés de l'exécution, même dans le ressort de leur district, sous la direction et l'autorité de l'administration du département et de son directoire. Il leur était interdit de faire exécuter aucun arrêté du conseil de district, en matière d'administration générale, sans l'approbation de l'administration de département ¹.

Selon la remarque très juste de Mlle Rocher, « la compétence des districts était fort étendue et leurs pouvoirs très bornés ² ».

Le Conseil dont la véritable session s'ouvrit le 15 septembre pour se clore le 29, était au complet. Il siégeait toujours à l'abbaye en vertu de l'arrêté du directoire du département du 18 août ³. Le procureur-syndic commença par présenter un rapport dans lequel il résumait l'œuvre du Directoire :

Le Directoire avait été consulté sur une foule de requêtes,

1. Cahen et Guyot : L'œuvre législative de la Révolution, pp. 157, 158, 160.

2. Mlle G. Rocher : Le district de St-Germain-en-Laye pendant la Révolution, p. 82.

3. Arch. Manche. L 52, Reg. Directoire Département, f° 17.

dont la liste et le sujet seraient mis sous les yeux du Conseil. Différents états avaient été demandés. Il avait surveillé la recette des finances. Il avait été chargé des soumissions pour l'acquisition des biens nationaux. Il avait appliqué ses soins à la vérification de plusieurs rôles d'imposition. Il s'était occupé des ouvrages publics commencés dans le district. Il avait enfin fait parvenir et exécuter les ordres de l'administration supérieure dans cent neuf municipalités.

Le Conseil du district faisait connaître à l'Assemblée nationale les impôts directs et indirects à la charge de chaque municipalité, la masse totale payée par le district, leur rapport avec les impositions des autres districts du département. A ce travail s'ajoutaient des aperçus sur la population, les cultures, les engrais, la main-d'œuvre, les accidents qui détruisent la culture, des observations sur la nécessité de réparer les grandes routes anciennes, d'en construire de nouvelles et de rendre les vicinales praticables. Il dressait les listes partielles des enfants hors d'état de travailler, des mendiants et des vagabonds. Il donnait des détails sur les hôpitaux, prisons, collèges et maisons d'éducation. En un mot il renseignait l'assemblée sur tout ce qu'elle avait intérêt à connaître. Il devait enfin apporter ses soins aux « biens ci-devant ecclésiastiques, restitués à la nation » auxquels est attaché le salut de l'Empire, puisqu'ils permettraient d'échapper à la banqueroute. Il y avait déjà une foule de soumissions.

L'assemblée adopta la division en bureaux proposée par le procureur-syndic. Ces bureaux étaient ainsi composés :

Bureau de l'impôt : La Croix-Bequet, Bourdon, Godey du Breuil, Havin.

Bureau des travaux et établissements publics : Courtin, Tricard, Denier, Lescot.

Bureau d'aliénation des domaines nationaux : Sevaux de la Valette, L'Ecuyer, Coullerau, Beauvilliers¹.

Les commis du Directoire étaient au nombre de deux².

A la date du 3 octobre, la correspondance du département avec les directoires de district était réglée de la manière suivante.

Elle était directe pour tous les objets sur lesquels le Département consultait les directoires, les demandes de renseignements.

Elles s'opéraient par l'intermédiaire du procureur général-syndic avec les procureurs-syndics pour la transmission des décrets³.

Vieillard fils, accepta, le 19 octobre, par la voix de son père, la place de receveur du district⁴.

Le 5 juin 1791, en séance du directoire, lecture avait été donnée d'un arrêté du Département du 4 juin portant : 1°) que les assemblées primaires seraient incessamment convoquées et se tiendraient dans tout le département le lundi 20 juin pour nommer de nouveaux électeurs ; 2°) que les assemblées primaires se tiendraient dans chaque canton aux mêmes lieux où elles s'étaient tenues pour nommer les électeurs actuels ; 3°) que chaque assemblée primaire nommerait le même nombre d'électeurs que précédemment pour la formation des Corps administratifs ; 4°) que l'assemblée électorale aurait lieu à Coutances le mercredi 29 du présent mois de juin ; 5° que le procureur général-syndic adresserait sans délai aux directoires et procureurs-syndics des districts, la loi relative à la convocation de la législature et le présent arrêté, et prendrait les mesures les plus promptes pour leur exécution⁵.

1. Arch. Manche, L. II 1005, reg. cit, f^{os} 9, 10, 11, 12.

2. Ibid. f^o 35.

3. Ibid. f^o 36.

4. Ibid. f^o 37.

5. Arch. Nationales, D IV, (1-8) 1.

Par décret du 24 juin, les élections furent ajournées, puis fixées, par décret du 5 août, du 25 août au 5 septembre ¹.

Le 14 août, le Département décida que l'assemblée électorale serait convoquée pour le 4 septembre 1791 ². Le 20 août 1791, le directoire du district constatant que le plus grand nombre des municipalités de ce district avaient fixé uniformément la journée de travail dans leur territoire à 20 sols et jugeant cette estimation uniforme avantageuse arrêta que pour toutes les municipalités le taux de la journée de travail à proposer au directoire du département serait évalué à 20 sols.

Le 24 septembre, en exécution du décret du 15 juin 1791, on procéda au tirage au sort de la moitié des membres de l'administration qui devraient être remplacés aux termes de la loi sur la convocation de la première législature ³. Le public en fut averti par affiches apposées trois jours à l'avance. Le tirage fut effectué en présence du public et portes ouvertes. Les noms de Denier, Havin, Lescot et Beaufile, membres du directoire ayant été inscrits chacun sur un bulletin séparé, et les bulletins ayant été déposés dans un vase, il en fut extrait deux contenant les noms de Havin et Denier, sortants ⁴.

Le 25 septembre 1791, l'assemblée électorale du district nomma administrateurs : Louis-Alexandre-Félix Courtin, Léonor Havin, Jean Guérard, Gilles-François Aubril, Thomas Bauquet, Pierre Le Menuet ; procureur-syndic, Denier. Après quoi on procéda de même pour les autres administrateurs, Tricard, Becquet, Courtin et Sevaux de la Valette, sortirent également de l'urne. Le Tellier, procureur-syndic, donna sa démission à partir du 1^{er} octobre 1791 ⁵.

1. Arch. Manche, L. II 1014, reg. délibér. Directoire, f^o 12.

2. Ibid., L. II 1014, reg. direct. dép. f^o 110.

3. Cahen et Guyot : L'œuvre législative de la Révolution, p. 163.

4. Arch. Manche, L. II, 52, reg. directoire dép. f^o 251.

5. Arch. Manche, L. II 1015, reg. district, f^{os} 36, 37.

Le 26 septembre eut lieu l'élection du président et du directoire. Il fallut trois scrutins pour nommer le président de l'assemblée. Ce fut Courtin. Les deux membres qui entrèrent au directoire furent Havin et Le Menuet. L'assemblée s'ajourna au 15 octobre pour se clore le 30¹.

A l'ouverture de la session, le 15 octobre, le Directoire commença par remercier de leur zèle les municipalités. Il présenta son compte jusqu'au mois de décembre 1790 : 320 livres pour 6 mois de traitement avaient été payées aux quatre membres du Directoire, aux procureur-syndic et secrétaire ; 110 livres 16 sols et 8 deniers pour un mois dix-neuf jours de traitement aux juges, commissaire du roi et greffier du tribunal. ² Il constatait que « l'opération intéressante » de la circonscription des paroisses n'était point exécutée dans le district. On espérait beaucoup des mémoires des municipalités sur cet objet. Cette attente avait été déçue car sur 109 municipalités, 32 seulement en avaient envoyé. Leurs travaux ne présentaient ni sincérité, ni impartialité. Ils témoignaient seulement « l'attachement au clocher ». La carte géographique de la Généralité de Caen avait fait défaut ; le bureau n'avait pu l'obtenir ³. De graves inconvénients résultaient de l'incertitude de limites entre des paroisses du district de Saint-Lo et celles du district de Bayeux⁴.

Le 18 octobre, le Conseil fut divisé en trois bureaux :

1^o Le bureau des impositions et de la comptabilité, composé de Guérard, Le Menuet, Coulleray, Bauquet ;

2^o Le bureau des domaines nationaux et de la circonscription des paroisses, comprenant Beaufiles, Lecuyer, Aubril, Bourdon ;

1. Arch. Manche, L II 1005, reg. cit, f^{os} 38, 39.

2. Ibid. L. II 1005, reg. cit, f^{os} 40, 41.

3. Ibid. f^{os} 49, 50.

4. Ibid. f^{os} 70, 71, 72, 73.

3°) Le bureau des travaux publics avec Courtin, Lescot, Havin, Godey ¹.

Le 28 octobre, Bourdon et Guérard furent élus suppléants de deux membres du Directoire tandis que Havin était élu suppléant du procureur-syndic. On nomma un « confectionnaire des rôles et archiviste du district » : ce fut Raoult, greffier au ci-devant bailliage ².

Le 13 juillet 1792, Le Menuet déclara au Directoire que pour raisons de santé, il invitait son collègue Bourdon à fixer sa résidence à Saint-Lo et à accepter son traitement pour le remplacer en partie, ce qui fut adopté ³.

Le 14 juillet eut lieu la prestation du serment fédératif des gardes nationales du département en exécution de la loi du 14 octobre 1791 et conformément à l'arrêté du Département du 12 juin, entre les mains du Directoire du district. Cette solennité avait été annoncée la veille par des coups de canon et des sonneries de la principale cloche de la ville. Un autel de la Patrie avait été dressé sur le Champ de Mars où le curé de Sainte-Croix devait célébrer la messe. Toutes les autorités, Conseil général de la commune, membres du tribunal du district, juges de paix de la ville et du canton, membres du bureau de conciliation revêtus de leurs insignes, allèrent chercher le Directoire à l'Abbaye. Les maires et officiers municipaux de nombreuses communes les accompagnaient, ceints de leurs écharpes. Un détachement de la garde nationale vint prendre le cortège et le conduisit sur le Champ de Mars au milieu des salves d'artillerie. Les gardes nationales de la ville et du canton de Saint-Lo, les députés des bataillons des autres cantons du district, étaient rangés autour de l'autel placé au

1. Arch. Manche, L II, 1005, reg. cit. f° 50.

2 Ibid. L II 1005, reg. cit, f° 73.

3. Ibid. L II 1016, reg. direct. district, f° 8.

piéd de l'arbre de la Liberté. La brigade de gendarmerie nationale et le brigadier de celle de Torigni, étaient présents. Les troupes rendirent les honneurs militaires aux autorités. Après la messe, le curé de Sainte-Croix prononça un discours « rempli des sentiments du plus pur patriotisme ». Le Menuet monta ensuite à l'autel et adressa aux troupes l'allocution suivante :

« Citoyens Soldats,

« Un germe de division s'était développé parmi nos représentants. Les suites pouvaient en devenir funestes et cette perspective affligeait tous les bons citoyens. Mais à la voix de la Patrie en danger, tous se sont ralliés autour de la Constitution, et ont de nouveau juré de la maintenir tout entière. Comme par un mouvement involontaire, ils se sont respectivement serrés dans leurs bras; des larmes de joie ont coulé de tous les yeux, le représentant héréditaire de la Nation est venu lui-même participer à cette scène attendrissante, et toutes les autorités constituées ont été appelées à y prendre part et invitées à faire succéder à une trop longue anarchie le régime de la loi.

« Citoyens, le renouvellement du pacte fédératif, de ce serment auguste qui fait de tous les Français un peuple de frères, vous rassemble aujourd'hui autour de l'autel de la Patrie. Vous avez invoqué l'Eternel, comme témoin des engagements que vous allez réitérer entre les mains des magistrats de votre choix ! Le parjure pourrait-il même se soupçonner ?

« D'un bout de l'Empire à l'autre, les mêmes serments vont être prononcés. Vous allez jurer de demeurer à jamais unis. Souvenez-vous que votre union seule fait votre force. Souvenez-vous que cette union ne peut exister que par l'obéissance à la loi ; souvenez-vous enfin que c'est sur cette obéissance même que la liberté se fonde.

« Citoyens, cette liberté que vous avez acquise au prix de tant de sacrifices, est menacée par des ennemis nombreux. Nos braves frères d'armes volent aux frontières pour leur en interdire l'accès. Leur courage, leur patriotisme et leur discipline, sans laquelle il n'est point d'armée, nous assurent contre les dangers qui nous entourent. Voulez-vous seconder ces braves défenseurs ? Soutenez-vous dans une attitude ferme mais calme et imposante. La paix intérieure sera le prélude assuré de leur triomphe.

« Pénétrés de ces grandes vérités, vous allez donc jurer :

« De rester à jamais fidèles à la Nation, à la Loi et au Roi.

« De maintenir de tout votre pouvoir la Constitution décrétée par l'Assemblée Nationale et acceptée par le roi.

« De protéger, conformément aux lois, la sûreté des personnes et des propriétés, la libre circulation des grains et subsistances dans l'intérieur du royaume, et la perception des contributions publiques, sous quelque forme qu'elles existent.

« De demeurer unis à tous les Français par les liens indissolubles de la fraternité. »

De multiples applaudissements accueillirent ces paroles.

Des coups de canon annoncèrent la prestation du serment fédératif et le Directoire, accompagné des autres corps civils, se transporta à la tête de la première légion. Là, l'administrateur Le Menuet réitéra la lecture de la formule de serment à laquelle les commandant, adjudant général et sous-adjudant général répondirent : « Nous le jurons. » Dans le plus profond silence, la formule du serment fédératif fut répétée par chaque détachement de députés des bataillons des gardes nationaux du district et de chaque compagnie des bataillons de la ville et du canton de Saint-Lo, de la deuxième légion, de la gendarmerie nationale. Tous répondirent : « Nous le jurons ».

Alors, au milieu du bruit du canon qui tonnait, de la

principale cloche de la ville sonnant à toutes volées, les cris de vive la nation, vive la loi, vive le roi, sortirent de tous les bataillons et dans l'enthousiasme général les chapeaux furent portés au bout des épées et des baïonnettes. Les troupes défilèrent devant les corps civils et reconduisirent les autorités jusqu'au lieu des séances de l'administration du district ¹.

Le lendemain, à 2 heures du matin, l'acte du corps législatif du 12 juillet déclarant la Patrie en danger, parvenait au district. Le 16, à 6 heures du matin, le Directoire avait invité le corps municipal de Saint-Lo à se rendre au lieu des séances de l'Administration. Le Conseil de la commune avait fait assembler les bataillons de la garde nationale de Saint-Lo. Dans la nuit du 16 au 17, à 4 heures du matin un courrier extraordinaire du Département avait apporté un certain nombre d'exemplaires en placards de l'acte du corps législatif du 12 juillet et de la loi du 8, pour être distribués aux municipalités, ce qui fut exécuté.

Convoqué immédiatement, le Conseil du district, avec neuf membres présents, se réunit. Le procureur-syndic donna lecture de la loi du 8 juillet 1792 fixant les mesures à prendre quand la Patrie est en danger et l'acte du Corps législatif du 12 déclarant la Patrie en danger, et exposa les mesures prises. Il ajoutait : « Les sentiments qui animent tous les citoyens et les gardes nationales des différents cantons assurent que les décrets de l'Assemblée nationale dictés par l'empire des circonstances vont imprimer un mouvement rapide pour la réunion des gardes nationales à offrir leur bras pour le maintien de la Constitution et de la Liberté. » Après quoi il conclut qu'aux termes de l'article 2 de la loi du 8 juillet le Conseil de ce district se constituait en assemblée de surveillance perma-

1. Arch. Manche, L II 1016, reg. directoire district, f^{os} 16, 17, 18.

nente. Le Consetl lui donna son entière approbation ¹.

Le 31 juillet, les administrateurs envoyaient à leurs administrés une adresse dans laquelle ils les pressaient de s'enrôler pour voler au secours de la Patrie et de la Liberté menacées, et faisaient appel à leurs sentiments de Français et à leur attachement de paysans à la terre : « La liberté, dont vous commencez à jouir, est attaquée par des ennemis nombreux, disaient-ils. L'Assemblée nationale a déclaré que la Patrie est en danger. Le roi appelle tous les Français à la défendre.... Citoyens, la plus précieuse de vos propriétés, votre liberté est menacée. Hommes timides vous serez avilis par l'esclavage ; vos champs que vos pères vous ont transmis, que vos travaux ont fécondés, passeront en des mains ennemies. Citoyens, vos sentiments repoussent un tel outrage ; défenseurs de la cause commune, vous en partagerez les dangers et la gloire ² ».

A la date du 21 septembre, l'administration du district se trouvait singulièrement réduite. Quatre de ses membres étaient réputés démissionnaires : Le Menuet, nommé accusateur public près le tribunal criminel de la Manche ; Godey et Beauquet, devenus maires, l'un de la municipalité de Saint-Jean-des-Baisants, l'autre d'Airel ; Havin, élu député à la Convention nationale. En outre, Aubril, juge de paix du canton de Marigny, donnait la préférence aux fonctions judiciaires ³.

Le 24, le District écrivait au Département qu'avec son autorisation il se transporterait à la maison de l'Union Chrétienne située au centre de la ville ⁴.

Le 5 octobre, le procureur-syndic requit qu'aux termes de

1. Arch. Manche, L II 1005, Reg. cit., f^{os} 75, 76.

2. Arch. Manche, L II 1077, Administration et Police générale (1791, an III) non folioté.

3. Arch. Manche, L II 1005, Reg. cit. f^{os} 77, 78.

4. Ibid. L II 1047, Reg. corr. avec département, 24 septembre 1792.

la loi du 27 août 1792 relative à la publicité des séances des Corps administratifs et municipaux, [les jours et heures des séances du Conseil fussent indiqués par affiche, que les membres de l'administration prêtassent le serment prescrit par la loi du 15 août 1792. Le Conseil décida de siéger tous les jours à 10 heures du matin, sauf le dimanche, et de prêter le serment prescrit le lundi suivant. ¹ Le 8 octobre, le président, les membres du Conseil, le procureur-syndic et le secrétaire jurèrent individuellement « d'être fidèles à la Nation et de maintenir la liberté et l'égalité ou de mourir à leur poste ². »

Ce même jour, le Conseil se divisa en 3 bureaux :

1^o) le bureau d'administration avec Aubril, Guérard.

2^o) le bureau des contributions avec Bourdon, Beaufiles, Coulleray.

3^o) le bureau des travaux publics avec Lescot, Courtin, Lecuyer ³.

Le président ³ prononça un discours dans lequel il faisait connaître l'état des contributions et insistait sur le besoin de voies de communication. « Les grands événements déclarait-il, qui depuis quelque temps se succèdent comme à l'envi, ont nécessité l'emploi de grands moyens. De violentes commotions se sont fait sentir. Il est peu de contrées qui n'aient été le théâtre de quelques événements. Applaudissons-nous de ce qu'au milieu de ce mouvement général la tranquillité de ce district n'a été que faiblement altérée ».

Le 21 novembre, tous les membres de l'assemblée prêtèrent le serment de maintenir la liberté et l'égalité ou de mourir en les défendant ⁴.

1. Arch. Manche, L. II 1005, reg. cit. f^o 79.

2. Ibid. L. II 1005, reg. cit. f^o 87.

3. L'assemblée, qui le 5 octobre devait nommer un nouveau président, pria son président actuel de continuer ses fonctions, ce qu'il accepta.

4. Arch. Manche, L. II 1017, Reg. direct. district, f^o 13.

Le 19 décembre, le Directoire se réunit pour la première fois en séance ¹.

Un décret de la Convention en date du 22 septembre 1792 avait décidé le renouvellement des corps administratifs, municipaux, judiciaires, des juges de paix et de leurs greffiers.² Ces élections générales modifièrent l'administration du district : les quatre membres du Directoire étaient : Beaufile, Bourdon, Cauchard, Groualle ; le procureur-syndic : Denier-Desfrenes ; le secrétaire : Gonfrey ; les autres administrateurs : Pierre Le Gorju, Aubril qui devint président, Pierre Capelle, J.-B. Le Prêtre, J.-B. Lecuyer, François Lescot, Godey, Lefebvre. Seul Godey se retira le 18 nivôse an II ayant opté pour la place de greffier du juge de paix du canton de Saint-Jean-des-Baisants et Denier-Desfresnes échangea son titre de procureur-syndic contre celui d'agent national. Cette administration subsista jusqu'à l'application de la loi du 14 frimaire an II sur le gouvernement révolutionnaire ².

Le 13 juillet 1793, l'administration du district réunit pour la publication de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen et de l'acte constitutionnel, le conseil de la commune, le tribunal du district, les membres du comité de la commune, le juge de paix et ses assesseurs, le président et les membres du bureau de conciliation, les citoyens de la Société Populaire de Saint-Lo. La garde nationale et l'escadron de cavalerie de la garnison furent requis en outre pour procéder à cette grande manifestation. Tous les corps se mirent en marche au milieu de cet appareil militaire. Sur chacune des places de la ville, le procureur-syndic du district annonça successivement aux citoyens que la Déclaration des Droits de l'homme et du

1. L. Cahen et R. Guyot : L'œuvre législative de la Révolution, p. 64.

2. Paul Le Cacheux : Arch. départementales de la Manche, Répertoire numérique de la Série L pp. 64, 65.

citoyen et l'acte constitutionnel étaient soumis à l'acceptation du peuple français. Les assemblées primaires, ajoutait-il, seraient convoquées le dimanche 21 juillet pour délibérer. Il donna lecture du titre de la Déclaration des Droits et de l'Acte Constitutionnel. Chaque lecture fut suivie des cris mille fois répétés de vive la République ! Le cortège se rendit de nouveau au siège de l'Administration et se sépara aux cris toujours aussi vifs de vive la République ¹ !

Des motifs d'économie avaient empêché la division définitive par bureaux de l'Administration, mais la multiplicité des affaires rendit cette division indispensable. Le 2 août, le Conseil arrêta que l'Administration serait ainsi divisée en bureaux : Bureau de l'administration avec Groualle ; Bureau des contributions publiques avec Bourdon ; Bureau des biens des émigrés et domaines nationaux avec Cauchard.

Il y aurait des commis dont un attaché au bureau du procureur-syndic et un au secrétariat. En cas d'absence non autorisée, les commis perdraient sur leur traitement le double d'une journée par journée d'absence ².

Le décret de la Convention du 19 vendémiaire an II (10 octobre 1793) déclarait le gouvernement provisoire de la France révolutionnaire jusqu'à la paix ³. Celui du 14 frimaire de la même année transformait les attributions des autorités constituées. Les administrations réduites à leur directoire, privées de leur procureur général syndic supprimé, ne retenaient plus que les fonctions administratives relatives aux contributions, aux établissements publics. Elles étaient pour ainsi dire un « office policial d'ordre et de paix ⁴ » Dégagés

1. Arch. Manche, L II 1006, reg. Conseil district, f° 26.

2. Arch. Manche, L II 1006, Reg. Conseil district, f°s 36, 37, 38.

3. P. Mautouchet : le Gouvernement révolutionnaire, pp. 201-202.

4. Ibid. Circulaire du Comité du Salut Public aux districts, p. 246.

pour tout ce qui regarde l'ordre révolutionnaire de la dépendance des administrations départementales, les Districts devaient exclusivement surveiller l'exécution des lois révolutionnaires, des mesures de gouvernement, de sûreté générale et de salut public dans leur arrondissement. L'application de ces lois, de ces mesures, était confiée aux municipalités et aux comités de surveillance ou révolutionnaires dans l'étendue de leur ressort ¹. « Ainsi, continuait la circulaire, se développe l'ordre révolutionnaire : il aboutit, par l'impulsion au centre du gouvernement, par la surveillance simple aux districts, par l'exécution aux communes et à leurs comités, de manière que, prenant pour ainsi dire tout à coup une voix, des yeux et des bras, le corps politique prononce, regarde et frappe à la fois ² ».

Le 30 frimaire an II, l'administration s'était ainsi divisée en 7 bureaux :

- 1^o) Administration, surveillance de l'exécution des lois révolutionnaires et correspondance, avec Godey et Capelle;
- 2^o) Travaux publics, avec Aubril et Lefebvre ;
- 3^o) Bureau militaire, avec Beaufile, Groualle, Le Gorju ;
- 4^o) Domaines nationaux et émigrés, avec Cauchard ;
- 5^o) Contributions, avec Bourdon ;
- 6^o) Subsistances, avec Lescot et Le Prêtre ;
- 7^o) Secours ³ aux parents des défenseurs de la patrie et autres, avec Lecuyer ³.

Le Conseil du district avait établi un bureau d'envoi des lois composé d'un chef et d'un commis pour accélérer l'expédition des lois aux municipalités. Il prit des mesures dans ce but ⁴.

La réorganisation des autorités constituées dans le district

1. P. Mautouchet, opus cit., p. 246.

2. Ibid. p. 247.

3. Arch. Manche, L II 1007, Reg. Conseil district, f^{os} 26, 27.

4. Ibid., f^{os} 39, 40.

de Saint-Lo, s'opéra par les soins du représentant du peuple Bouret, envoyé par la Convention nationale dans le département de la Manche.

Le 21 nivose, l'épuration de l'administration du district commença. Ce jour même, l'agent national (puisque'il n'y avait plus de procureur-syndic) donna lecture de l'arrêté de Bouret du 19 de ce mois sur l'exécution du décret du 14 frimaire. L'administration était modifiée de la manière suivante :

Directoire : Cauchard, Heudeline, Durier, Bourdon.

Conseil de district : Groualle, Beaufiles, Leprêtre, Lécuyer, Lescot, Samson, Le Page.

Agent National : Denier.

Secrétaire : Gonfray ¹.

A cette séance du 21 nivôse, le citoyen Le Gorju exprima le regret des administrateurs qui cessaient leurs fonctions, de quitter des collègues qui avaient fait preuve de tant de courage et de patriotisme dans les circonstances difficiles où s'était trouvé le district. Rentrés dans leurs foyers, ils tâcheraient de montrer à leurs concitoyens avec quel empressement les vrais Républicains devaient exécuter les lois. Sans autre discours il quitta son fauteuil.

Le président sortant déclara que les ex-administrateurs, par leur conduite, avaient mérité l'estime et la reconnaissance de ceux qui avaient partagé leurs travaux, que le représentant du peuple avait rendu le témoignage le plus avantageux sur leur compte dans la séance de la Société Populaire où avaient été lus ses arrêtés sur la nouvelle organisation des autorités constituées. Ils devaient être reçus, avait-il dit, avec les sentiments dûs aux vrais Républicains. Puis il donna au citoyen Le Gorju le baiser fraternel. Une expédition du procès-

1. Paul Le Cacheux, opus cit, p. 65.

verbal serait délivrée à chacun des anciens administrateurs.

Sur la réquisition de l'agent national, il fut procédé à la nomination d'un président qui fut Heudeline. Celui-ci prononça un discours dans lequel il rappela que le département de la Manche avait pu « sauver deux fois la République ». « Les pieux scélérats de la Vendée, grossis des débris hideux du Fédéralisme, dit-il, sont venus creuser leur tombeau dans la Manche ». « Le district de Saint-Lo vola au secours de Granville. Il y a eu des innocents d'arrêtés, mais leur innocence sera reconnue. « Mais les amis sincères de la Patrie ne gémiront pas toujours dans la détention. La pénétration des lumières du représentant du peuple verra percer leur justification à travers les nuages dont on avait voilé leurs actions et la juste et impartiale humanité des Corps Constitués responsables fera délivrer les victimes des passions individuelles en même temps qu'ils se tiendront en garde contre le système d'élargir les gens réellement suspects pour les remplacer par des patriotes révolutionnaires ». « La Constitution est scellée dans l'arche jusqu'à la paix, parce que dans un temps de révolution, il est des lois sociales que les ennemis de la Société exécuteraient pour les détruire elles-mêmes, et tel est le tempérament de celles du moment actuel que ce qui serait un crime de lèse liberté dans les jours d'une paix profonde devient le plus saint des devoirs. » A son tour, le citoyen Durier, l'un des membres du Directoire, prit la parole : « Citoyens, dit-il, il est peu flatteur pour moi d'entrer dans une administration aussi distinguée, aussi éclairée que la vôtre, pour déplacer ou déranger des membres que le mérite, l'expérience et les connaissances y avaient appelés et de n'avoir à vous offrir en remplacement que les plus faibles moyens réunis à la meilleure volonté de faire le bien. » Il vanta les « lumières d'un nouveau collègue, d'un membre du premier mérite du Département », le pré-

sident. Il exprima ses regrets aux membres du Conseil que leurs affaires appelaient dans leurs foyers. ¹

L'agent national remit sur le bureau cinq arrêtés du représentant du peuple relatifs à la réorganisation de l'administration du district, de la municipalité et du comité de surveillance de la commune de Saint-Lo, du tribunal du district, du tribunal de Paix de la commune de Saint-Lo et du bureau de Conciliation. Le Conseil décida de déposer ces arrêtés aux Archives. ²

Le 22 nivôse, les bureaux furent ainsi réorganisés :

1°) Bureau de surveillance révolutionnaire chargé de la surveillance prescrite par la loi du 14 frimaire relative au gouvernement provisoire et aux mesures de sûreté générale, avec Heudeline et Le Page.

2°) Bureau militaire, chargé de l'habillement, de l'équipement, de l'armement et de la remonte des troupes, avec Groualle, Beaufils, Sanson, Loisel, Lecuyer.

3°) Bureau des subsistances et de l'agriculture, chargé en outre de la partie des convois militaires, avec Lescot et Leprêtre.

4°) Bureau des contributions qui répartirait les impôts, presserait les recouvrements, avec Bourdon.

5°) Bureau des Travaux publics et bureau des Secours, chargé également du casernement, avec Durier.

6°) Bureau des domaines nationaux, chargé d'accélérer la vente ou location des biens nationaux, de la liquidation des créanciers, etc., avec Cauchard.

7°) Bureau de comptabilité, chargé de l'expédition des mandats en distinguant les différentes natures de dépenses.

1. Arch. Manche, L II 1008, Reg. Conseil district, f^{os} 1, 2, 3.

2. Ibidem, f^o 5.

Les comptes seraient présentés à la séance du 9 de chaque décade. Il serait tenu par Martin, chef du bureau des impositions sous la surveillance de l'administration de ce bureau et de l'agent national.

8^e Bureau d'envoi des lois qui serait surveillé par l'agent national.

9^e Bureau de correspondance, avec le président de chaque mois.

La police de l'administration serait la suivante :

Les séances du Directoire se tiendraient tous les jours de 10 heures du matin à 11 heures celles du Conseil de 11 heures du matin à 1 heure de l'après-midi. La permanence serait observée par chaque administrateur et un commis, alternativement. Il rendrait compte, à chaque séance, des événements de la nuit et indiquerait son successeur. Les bureaux seraient ouverts du 1^{er} vendémiaire au 30 thermidor, de 8 heures du matin à midi et de 2 heures à 8 heures du soir. Le président et l'agent national seraient chargés de la surveillance générale des bureaux et l'administrateur de la surveillance particulière de son bureau.

Le président et l'agent national tiendraient des notes sur l'exactitude et l'inexactitude des bureaux et en rendraient compte à la fin de chaque décade. Celui qui, par absence ou négligence, aurait occasionné quelque retard dans les expéditions, serait soumis à la responsabilité déterminée par la loi du 14 frimaire ¹.

Le 26 nivôse, l'Administration écrivait au représentant du peuple Bouret : « Reçois le procès-verbal d'installation de l'administration de ce district que tu viens de réorganiser pour l'exécution des lois révolutionnaires et crois que nous sommes

1. Arch. Manche, L II 1008, reg. Conseil district, f^{os} 5, 6, 7.

de vrais républicains sans culottes ; tu le verras par nos actions » ¹.

Le 6 pluviôse, le Conseil arrêtait qu'aucun administrateur ne pourrait s'absenter sans en avoir obtenu la permission en séance publique du Conseil. ² Le 25, pour assurer l'exactitude dans les bureaux de l'Administration, il fut prescrit de dénoncer les commis négligents ³.

Des plaintes avaient été portées contre les autorités constituées de quelques communes du district, et l'agent national, sur l'ordre de Bouret, était occupé à se renseigner sur leur bien fondé. Le 18 pluviôse, le Conseil l'invita à se transporter dans ces communes pour se documenter sur place ⁴.

Cependant l'épuration des autorités ne s'opérait pas assez vite au gré des Administrateurs, et le 3 ventôse ils écrivaient à Bouret : « Il est grand temps que les épurations s'opèrent et que les autorités constituées prennent l'essor vers la montagne, car la fange du marais pourrait contagier l'air de la Liberté » Dans plusieurs communes en effet les comités de surveillance étaient réduits à deux ou trois membres. Des municipalités étaient défectueuses parce que composées de frères, de parents, etc. Le District suppliait Bouret de prendre dans sa sagesse un moyen prompt pour assurer une réorganisation au moins provisoire de ces autorités qui, se trouvant paralysées, arrêtaient le mouvement révolutionnaire ⁵. Cela n'empêchait pas d'ailleurs le District d'agir par lui-même. Le 18 ventôse, le Conseil rédigeait une instruction au sujet du décret du 14 frimaire destinée aux municipalités, comités de surveillance et agents nationaux des communes.

1. Arch. Manche, L II 1046, reg. corr. avec repr. du peuple, n° 1, f° 1.

2. — — L II 1008, reg. cit, f° 24.

3. Ibid., f° 62.

4. Ibid. reg. Conseil district, f° 42.

5. Ibid., L II 1046, reg. cit., n° 10, f° 3.

Des comptes par décade et par mois lui seraient rendus selon un modèle donné par lui. Cette instruction comportait une division en paragraphes ; la manière de traiter chaque paragraphe y était indiquée ¹. Le District éclairait enfin les communes. C'est ainsi qu'il écrivait à la municipalité de Torigni : « Nous vous observons républicainement que les fonctions d'agent national étant distinctes et séparées de celles des municipalités, puisqu'ils sont chargés de les surveiller et de presser l'exécution des lois, les actes des uns et des autres ne peuvent se cumuler ².

Malgré tant de ponctualité, le directoire du département chargea le district du Rocher de la Liberté ³ de rechercher la cause du retard de la promulgation de cette loi ⁴.

Le 13 messidor, on annonça en conseil de district la bataille gagnée le 8 dans la plaine de Fleurus. Cette nouvelle excita la joie la plus vive ⁵. Le 24, l'Administration décida d'assister en corps à la fête célébrée le 26 en mémoire du 14 juillet 1789 ⁶.

Le 9 thermidor marqua la fin de la Terreur. Le 18 parvenait à l'Administration du district une proclamation de la Convention Nationale sur la conspiration de Robespierre, Couthon, Saint-Just, Le Bas, Henriot contre la République. A la suite de cette lecture, les cris de « Vive la République ! Vive la Convention Nationale ! Périssent les tyrans et les traîtres ! » éclatèrent de toutes parts ⁷.

Le 22 thermidor, le Conseil décida d'assister en corps à la fête commémorative de la Journée du 10 Août.

1. Arch. Manche, L II 1008, reg. Conseil district, f° 106 à 110 inclus.

2. Ibid. L II 1065, reg. corr. bureau d'administr. f° 21.

3. Le nom de Saint-Lo était ainsi changé.

4. Arch. Manche, L 55, reg. direct. département., f° 104.

5. Ibid. L II 1070, reg. conseil district, f° 5.

6. Ibid., L II 1010, reg. cit, f° 49.

7. Ibid., f° 55,

Le 26 vendémiaire an III, il déclara siens les principes d'une adresse de la Société populaire du Rocher de la Liberté à la Convention. « Il avait déjà exprimé ses sentiments le 18 thermidor en demandant la punition de Robespierre, déclarait-il, et son dernier cri serait pour l'affermissement de la République, purgée de tout despotisme et de toute faction, basée sur le respect à la Convention Nationale ¹ ».

Le 1^{er} brumaire, le District avait envoyé une adresse de félicitations à la Convention. Elle y fut lue et l'Assemblée lui décerna la mention honorable et l'insertion au Bulletin ².

Le 4 brumaire, le Conseil s'occupait de nouveau de la police des bureaux. Il allait jusqu'à la menace du congédiement et faisait allusion aux sanctions prévues par la loi de frimaire ³.

Le 26 brumaire et le 12 frimaire, l'Administration se réjouissait de la prise de Nimègue et des victoires remportées sur les Espagnols.

L'Administration révolutionnaire du district subit une nouvelle réorganisation, celle du représentant du peuple Legot. L'arrêté de Legot, daté du 14 nivôse an III, portait comme unique considérant « qu'il est de l'intérêt public que les gens vertueux et éclairés soient à leur tour appelés aux fonctions publiques ». Le Conventionnel fit choix des membres suivants :

Directoire : Le Blanc, Martin, « ex-confectionneur des rôles », Le Jolis de Villiers, Fossard, Chirée (de Torigni).

Conseil du district : Dufour-Précanville, de Saint-Samson-de-Bonfossé ; Culleron, nommé président par le conseil ; Le Prêtre, du Mesnil-Raoult ; Le Page, Lécuyer, Laforge-Desjardins, de Condé-sur-Vire ; Fay ou de Fay, de la Mancellerie ; Etienne, maire de Cerisy-la-Forêt.

1. Arch. Manche, L II 1010, fos 141, 142.

2. Arch. Manche, L II 1011, reg. conseil district, fo 39.

3. Ibid.. L II 1011, reg. conseil district, fo 89.

Agent national : Antoine Vieillard.

Secrétaire : Gonfrey ¹.

Par un arrêté du 15 ventôse an III, Legot autorisa Denier, l'ex-agent national, et Le Prêtre chargé du bureau des subsistances, à remplir leurs fonctions jusqu'à l'arrivée de Vieillard et de Chirée ². Comme Vieillard ne pouvait devenir agent national en raison de sa nomination d'élève de l'Ecole Normale, Legot, par son arrêté du 28 ventôse, dut le remplacer par Le Cardonnel, ex-officier municipal.

Le 16 ventôse, le directoire du district délibéra sur le mode d'organisation de ses bureaux. Il l'arrêta ainsi qu'il suit :

1° Les différents objets de la compétence de l'administration seraient répartis en quatre bureaux.

2° Il y aurait un administrateur spécialement chargé de chaque bureau.

3° La division des objets serait faite de la manière suivante :

1^{er} bureau : Police générale, sûreté publique, maisons d'arrêt, hospices civils. — Secours aux indigents ; formation du livre de bienfaisance ; postes de messageries ; surveillance des municipalités, de l'exécution et de l'envoi des lois.

2^{me} bureau. — Contributions publiques ; comptabilité ; remplacement du commissaire des guerres en cas d'absence ; Casernement ; gendarmerie ; secours aux parents des défenseurs de la Patrie.

3^{me} bureau. — Travaux publics ; règlement des indemnités pour terrains pris pour ouvrages publics ; distribution des fonds accordés pour travaux de secours ; subsistances.

4^{me} bureau. — Domaines nationaux de 1^{re} origine ; biens des émigrés condamnés et déportés.

1. Paul Le Cacheux, opus cit, p. 66 et 67.

2. Arch. Manche, L II 1021, reg. direct. district, f° 1.

Le citoyen Le Blanc était chargé du 1^{er} bureau ; Martin du 2^{me} ; Le Jolys du 3^{me} ; Chirée du 4^{me}.

Chaque bureau tiendrait la correspondance relative aux parties qui lui étaient attachées et il y aurait à cet effet dans chacun un registre où les lettres seraient enregistrées par numéro en suivant la date de la réception ; il serait fait mention en marge du registre de la réponse qui aurait été faite.

La correspondance serait ouverte chaque matin par le président et le secrétaire qui remettraient dans chaque bureau les lettres et pétitions le concernant. Le membre du bureau ferait la lecture des lettres à la séance du jour et présenterait le projet de réponse ou d'arrêté soit à la même séance soit à une séance suivante.

Les séances se tiendraient tous les jours à 11 heures du matin. Les règlements précédemment établis pour la police intérieure de l'administration seraient maintenus en tant qu'il n'y serait pas dérogé par le présent ¹.

Le décret du 27 germinal an III en rapportant la loi du 14 frimaire an II dans ses articles qui concernaient les administrations de département et de district leur rendait leurs fonctions primitives ². Le 3 floréal suivant, la correspondance du procureur-syndic succédait à celle de l'agent national ³. Les procès verbaux du conseil de district interrompus le 17 ventôse an III avaient repris le 19 prairial. A cette date l'assemblée s'était réunie sous la présidence provisoire de Le Blanc son doyen d'âge et avait élu de Fay comme président ⁴.

Le 21 prairial, le District écrivait aux officiers municipaux de Torigni que le bonnet rouge étant considéré comme l'éten-

1. Arch. Manche L II 1021, Reg. directoire district f° 1.

2. Cahen et Guyot : l'œuvre législative de la Révolution, p. 174.

3. Arch. Manche L II 1070, Reg. corr. Agent national et procureur-syndic district f° 22.

4. Arch. Manche L II 1012, Reg. cons. district f° 47.

dard du terrorisme il ne voyait aucune difficulté à ce qu'il fût banni. « Vous pouvez le supprimer de votre clocher quand vous le jugerez à propos, le plus tôt sera toujours le meilleur » ¹.

Le 5 fructidor an III, la Convention avait adopté définitivement la constitution de l'an III et l'acte du 13 fructidor. Ils devaient être soumis à l'acceptation du peuple français. Le 15 fructidor, le procureur-syndic avait écrit aux municipalités en leur envoyant un exemplaire de la Constitution : « Vous devez surtout vous pénétrer de la loi du 5 fructidor mise à la suite de l'acte constitutionnel parce qu'elle est la régularité de la tenue des assemblées primaires. Je suis chargé de vous avertir de convoquer ces assemblées pour le 20 » ². Tous les Français qui avaient voté dans les dernières assemblées primaires y seraient admis. Les assemblées primaires rejetteraient ou accepteraient la constitution. Elles se tiendraient dans les mêmes lieux que les dernières c'est à dire dans les chefs-lieux de canton ³.

Le 12 vendémiaire an IV, le directoire se réunit au lieu de ses séances pour proclamer suivant l'arrêté du Département du 6 vendémiaire l'acceptation par le peuple français, de la constitution. Le conseil de la commune, le tribunal du district, la justice de paix, le bureau de conciliation s'y rendirent. La pluie abondante ne permit pas de faire cette proclamation dans les différents quartiers de la ville : le directoire décida donc de l'effectuer dans la ci-devant église Notre-Dame. Les troupes s'y réunirent avec les autorités constituées. Etaient sous les armes le bataillon de la Garde nationale de Saint-Lo, le 24^e régiment de cavalerie, la compagnie de la garde territoriale du district, la brigade de gendarmerie. Un grand nombre de citoyens

1. Arch. Manche L II 1065, Reg. corr, du bureau d'administration f^o 75.

2. Arch. Manche L II 1070, Reg. corr. agent national et procureur-syndic f^o 89.

3. Cohen et Guyot op. cit p. 139.

assistaient à la cérémonie. Le vice-président du Directoire, Martin donna lecture des décrets du 1^{er} vendémiaire qui proclamaient que le peuple français avait accepté la constitution, des décrets des 5 et 13 fructidor et de l'adresse du Département à ses administrés du 6 de ce mois. Cette lecture écoutée dans le plus respectueux silence fut suivie des cris de : Vive la Constitution ! Vive la République ! Vive la Convention ! Vive l'Union ! qui s'élevèrent de toutes parts. Le procureur-syndic du district prononça un discours dans lequel il peignit « avec autant d'énergie que de sensibilité » les horreurs du gouvernement anarchique et le bonheur dont jouiront les Français en maintenant la constitution républicaine qu'ils viennent d'accepter. Les cris de Vive la République ! Vive la Constitution ! éclatèrent de nouveau avec enthousiasme. Les différents corps de la force armée défilèrent, puis les autorités constituées se séparèrent. Le directoire rentra au lieu de ses séances afin de rédiger le procès-verbal ¹.

La Constitution de l'an III supprimait les administrations de district, D'après le titre VII il y aurait dans chaque département une administration centrale et dans chaque canton une administration municipale au moins. Chaque administration de département serait composée de cinq membres. Toute commune d'une population de 5.000 à 100.000 habitants aurait pour elle seule une administration municipale. Dans chaque commune de moins de 5.000 habitants, il y aurait un agent municipal et un adjoint. La réunion des agents municipaux de chaque commune formerait la municipalité de canton. Il y aurait de plus un président de l'administration municipale choisi dans tout le canton ². Au près de chaque administration

1. Arch. Manche L II 1022, Reg district f^o 58.

2. Cahen et Guyot opus cit. p. 123.

départementale et municipale siégerait un commissaire nommé par le Directoire exécutif.

La loi du 19 vendémiaire an IV qui fixait définitivement les chefs-lieux de département établissait à Saint-Lo le siège de l'administration centrale du département de la Manche. Ce changement ne s'opéra pas sans plaintes et sans protestations. Coutances, la rivale de Saint-Lo, qui avait triomphé lors de la formation du département, n'avait pas perdu son esprit d'intrigue. Cette commune était allée jusqu'à charger ses députés de réclamer auprès de la Convention le retrait du décret choisissant Saint-Lo comme chef-lieu, prétendant qu'il n'y avait pas dans cette ville de local convenable et que l'installation coûterait des sommes énormes. Le 5 brumaire an IV le directoire du district protesta contre cette allégation perfide en démontrant que les bureaux du conseil d'administration du district y étaient installés pendant sa permanence. Le tribunal civil, le greffe du tribunal, le bibliothécaire, le bureau de paix, les magasins d'effets militaires des dépouilles des églises n'occupaient pas tous les appartements de la communauté des « ci-devant Nouvelles Catholiques » situés au centre de la cité dans lesquels le Département serait placé. Quoiqu'il en fut, ajoutait-il, il était nécessaire d'établir la vérité à cet égard ». Il se fit fort de prouver qu'il y avait plus du double de logement nécessaire à l'établissement du Département dans la dite communauté et décida de mettre sous les yeux de la Convention nationale copie du procès-verbal dressé par l'ingénieur du district à l'effet d'aviser au moyen d'arranger et nettoyer les appartements utiles à l'administration du département ¹.

Les officiers municipaux et le commissaire du pouvoir

1. Arch. Manche L II 1022 Reg. direct. départ. f^{os} 72, 73.

exécutif écrivaient le 16 brumaire an IV : « L'amour-propre, l'esprit de localité et l'idée d'une réunion de tous les établissements dans un même lieu ont fait fermenter les têtes dans la ville de Coutances. Sept pages de signatures pouvaient séduire; mais nous qui venons de recevoir à l'instant un exemplaire de la réclamation des citoyens de Coutances, nous déclarons que nous n'avons recours en ce moment ni à la sonnerie du tocsin, ni à un appel à la souscription pour défrayer les députés de de notre commune. Nous n'en enverrons pas : la justice de la cause du département triomphera et ce sera un exemple pour les gens qui croient que comme autrefois l'intrigue l'emportera sur la justice. Les députés d'une commune ! Ce serait admettre qu'une commune par son propre intérêt pût faire la loi aux autres communes du département. La commodité des administrés doit toujours être en pareil cas la première et l'unique raison déterminante. Ainsi nous n'usurperons pas le pouvoir dont semble s'être investi le citoyen Costin ci-devant religieux bénédictin ». Que le système dominateur, ajoutait-on, que celui de tout envahir, de tout attirer dans son sein cesse de guider Coutances ».

Le 5 brumaire an IV avait lieu l'installation des membres de l'administration départementale ¹.

Le District s'efforçait d'organiser les administrations nouvelles dans ses 9 cantons. D'après une lettre du procureur-syndic du 18 brumaire an IV au commissaire suppléant du pouvoir exécutif près l'administration du département de la Manche, plusieurs adjoints et agents nommés par leurs communes avaient refusé d'accepter ces fonctions. Le plus grand nombre, lui avait-on assuré, se proposait de suivre cet exemple. De la sorte si ce projet était mis à exécution, comme tout sem-

2. Arch. Manche L 56 Reg direct départ, f^o 195.

blait l'annoncer, les nouvelles municipalités ne se trouveraient jamais entièrement organisées. Quel parti l'administration devait-elle prendre dans cette circonstance ? Resterait-elle à son poste jusqu'à ce que le nouvel établissement fut généralement en activité ? Et ce fonctionnaire se demandait comment allier les fonctions de procureur-syndic avec celles de commissaire provisoire du Directoire exécutif près le canton, qui lui avaient été déléguées. La municipalité du canton à laquelle il était attaché n'était pas, il est vrai formée, par suite du refus formel des deux agents des communes de Sainte-Croix et de Saint-Georges qui étaient parties du canton. Jusqu'ici il avait continué ses fonctions. La municipalité de Saint-Lo, elle, était en activité. Aux termes de la loi elle devait remplacer l'administration dans toutes les attributions qui lui étaient assignées dans son arrondissement. Devait-elle attendre pour remplir ces fonctions que celles du District fussent éteintes par l'entière organisation de toutes les municipalités cantonales ?¹

En fait l'organisation des municipalités de canton rencontrait les plus grandes difficultés. Dans presque toutes les communes les agents et adjoints refusaient d'accepter les fonctions qui leur avaient été déléguées. A côté de refus motivés il y en avait de dénués de fondement et certains choix étaient « marqués au coin de malveillance. » Le procureur syndic ne voyait dans ces choix « qu'un projet de la part d'égoïstes de se soustraire à des fonctions dont l'étendue du travail et des charges les effrayent et qui ne consultant que leur intérêt personnel ne s'inquiètent pas du sort d'une République à laquelle ils sont peu sincèrement attachés. »² A cette époque de Chouannerie les honneurs municipaux n'allaient pas sans danger. Nombre de

1. Arch. Manche L II 4070, reg. cor agent national et procureur-syndic, district, f° 3.

2. Arch. Manche L 56, reg. directoire départemental, f° 195.

modestes officiers furent martyrisés dans l'exercice de leurs fonctions. Le civisme de plus d'un citoyen n'osa affronter semblable perspective.

Devant l'obstination calme des habitants de ce pays les autorités étaient aux abois. Le 17 brumaire an IV, les administrateurss de la Manche adressaient leurs doléances au Directoire exécutif dans une lettre éplorée. « Nous apportons tous nos soins à l'organisation des administrations municipales... Nous sommes sans cesse occupés de réclamations relatives à ce même objet. Ici se trouve nommé un président de canton ou un agent municipal qui n'acceptent point, soit par mauvaise volonté, soit parce qu'il se trouve pourvu d'un emploi incompatible... D'autre part les élections se trouvent illégalement faites. » Et ils terminaient en demandant l'annulation de ces élections et l'autorisation de procéder à de nouvelles ¹.

Le 19 frimaire an IV le District écrivait aux commissaires du Directoire exécutif près les municipalités centrales des cantons de Saint-Lo, Percy, Canisy et Marigny que l'administration du département ayant prolongé ses fonctions jusqu'à l'entière organisation des municipalités, elles devaient le prévenir si elles étaient complètement organisées. Dans le cas contraire le District prendrait avec elles les mesures les plus promptes et les plus efficaces en vue de l'organisation définitive ².

Le 1^{er} nivose an IV le Directoire du district tenait sa dernière séance. Sa fin fut très simple. Il arrêta que l'administration du district de Saint-Lo cesserait à compter de ce jour ses fonctions puisque les administrations municipales des cantons

1. Arch. nationales F i b II Manche 1.

2. Arch. Manche L II 1065 reg. correspondance du bureau d'administration, f^o 63.

étaient en majeure partie en activité et que « si quelques-unes ne sont point totalement organisées, ce n'est que par la difficulté que font éprouver quelques-uns des membres nommés pour les composer, de se réunir aux chefs-lieux et rentrer en fonctions. » Ses fonctions n'avaient subsisté que pour satisfaire à l'arrêté du Département du 15 brumaire an IV, donner le temps aux administrations nouvelles de s'organiser et suivre les affaires courantes qui ne pouvaient souffrir de retard. Les papiers des différents bureaux seraient réunis aux archives pour être remis tant aux administrations de canton qu'au département ¹.

L'administration du district avait vécu. Les cantons étaient loin d'être organisés. Dans un document daté de floréal an IV on constatait que l'administration municipale du canton de Percy n'était pas encore formée. Le 18 thermidor, celle d'Esglandes n'avait pas encore trouvé de commissaire du directoire exécutif ².

1. Arch. Manche, L II 1022, Reg. directoire district, f° 82.

2. Arch. nationales, F I b II, Manche I.



CHAPITRE II

Les grandes crises politiques dans le district

I. 1790-1792. — II. La Patrie en danger. — III. La Terreur. — IV. Les Comités de surveillance. — V. Le Fédéralisme. — VI. La Réaction thermidorienne. — VII. La Chouannerie. — VIII. Les fêtes de la Révolution.

— I —

De la Fédération à la fuite du Roi, l'agitation et le trouble ne cessèrent de grandir. Participant à l'atmosphère générale, l'esprit public du district de Saint-Lo ne différait point de celui de la France entière. Il suivait le même cours. Chaque jour ici ou là se produisaient des incidents plus ou moins graves qui tenaient en éveil la vigilance des autorités et réclamaient leur intervention.

Le 13 février 1790 le Conseil de la commune de Torgni doit interdire la fête du carnaval. Les déguisements dans le « temps actuel avec la licence qui en résulte pouvaient être dangereux »¹. La garde nationale fut chargée de veiller au respect de cette interdiction.

Le 29 octobre, le Directoire du district envoya des détachements de la garde nationale, des troupes de ligne et de la maréchaussée pour protéger la perception des impositions

1. Arch. Municipales Torgni, reg. Cons. g^l Torgni, D I n° 1, f° 3.

indirectes aux foires du Bourguais, de Cerisy-l'Abbaye et de la Saint-Martin à Torigni ¹.

La moindre parole prenait un caractère grave. Le vicaire de Notre-Dame de Saint-Lo, Cauchard, dans les Annales patriotiques du 26 septembre 1790, avait écrit « de redoubler encore de surveillance contre les ennemis de notre sainte révolution, que le pays en fourmillait ». Il fut invité à s'expliquer au sujet de cette accusation injurieuse pour la cité, devant le Conseil de la commune. Faisant amende honorable il déclara n'avoir pas « entendu désigner particulièrement la ville de Saint-Lo. Le mot pays s'entendait génériquement des villes du canton aussi bien de Valognes, de Cherbourg et de toutes les autres villes de la ci-devant province de Normandie ».

Un officier municipal lui fit remarquer qu'il avait voulu expressément désigner Saint-Lo, qu'il s'était proposé de mettre en cause le receveur des tailles du district. Finalement le Conseil décida de ne pas suivre l'affaire. Le procureur de la commune se contenta d'inviter l'inculpé à se montrer plus circonspect à l'avenir. « Afin de faire connaître à l'Europe entière que la ville de Saint-Lo doit être à l'abri de tout soupçon, le Conseil ordonna que la présente sentence fût adressée à M. Lemer cier pour lui démontrer que la commune de Saint-Lo a justement improuvé la lettre de M. Cauchard en tant qu'elle peut frapper sur la ville de Saint-Lo et qu'il est prié d'en faire mention dans le prochain numéro des Annales patriotiques » ².

Le 7 septembre 1790, le Conseil de Saint-Lo assista à l'église Notre-Dame au service pour le repos de l'âme des « guerriers citoyens » morts à la journée de Nancy et se rendit

1. Arch. Manche, L II 1014, reg. Délibérations Directoire district f^{os} 17, 18, 22.

2. Arch. Municipales Saint-Lo, reg. Police Municipale du 19 juin 1790 au 30 mars 1791, non folioté.

à la maison commune où s'étaient réunis la garde nationale et le régiment d'Angoulême. Le maire prononça un discours dans lequel il célébra la discipline militaire. « Je n'ajoute qu'un mot, disait-il, et ce mot doit suffire à des guerriers français. Depuis que nous avons brisé nos fers, il nous est permis de nous comparer à des peuples libres. Tant que Sparte et Athènes furent soumises à la discipline militaire, Sparte et Athènes furent l'effroi et l'admiration du monde connu. Ce fut l'exacte observation de la discipline militaire qui éleva Rome sur le trône de l'Univers. Au moment où l'insubordination prit la place de l'obéissance, Rome devint l'esclave et le jouet des tyrans. Si nous voulons fonder la Constitution sur une base inébranlable, souvenons-nous qu'après l'honneur de conquérir la liberté, le sort le plus glorieux qui puisse tenter l'ambition d'un soldat vraiment français est de mourir pour la conserver ». Ensuite sur la proposition du maire, on arrêta de présenter une adresse à l'Assemblée nationale pour la remercier d'avoir par la sagesse et la fermeté de ses décrets rétabli le calme dans la ville de Nancy et la supplier de faire ériger sur le champ de bataille un monument à la mémoire des frères d'armes morts à la journée du 31 août. On y graverait cette inscription : « Ils moururent pour le rétablissement de la discipline militaire » ! Une autre adresse serait envoyée au roi pour avoir donné sa confiance au « général patriote », qui s'est montré le digne défenseur de la Constitution ». Enfin on écrirait au département de la Meurthe et aux municipalités de Nancy et de Lunéville, pour les complimenter sur leur courage héroïque ¹.

Les élections municipales eurent lieu le 15 novembre dans le calme. Le 4, Courtin de la Gervaisière avait été élu procu-

1. Arch. Manche, L II 1077. Administration et police générale.

reur syndic de la commune de Saint-Lo par 121 voix sur 210 votants en remplacement de Foucher élu juge au tribunal du district ¹. Parmi les 6 officiers municipaux élus on comptait : Letellier, Culleron et Gonfrey. Il y avait seulement 210 votants² Au nombre des trente notables destinés à remplacer les dix sortis par la voie du sort ou décédés et les trois démissionnaires figuraient le curé Moriet, ses deux vicaires Giffard et Cauchard, l'ancien juge de l'élection Lair³.

Le 16 novembre, comme orateur de la députation, Vieillard présenta les nouveaux officiers municipaux et notables. Après les compliments d'usage il fit allusion aux difficultés qu'ils rencontreraient nécessairement. « Ils goûteront, bientôt, dit-il, les douceurs de la nouvelle Constitution, de cette Constitution qui régénère l'Empire, ouvrage immortel qui étonne actuellement l'Univers et qui sera incroyable dans les siècles à venir ».... « Mais elle a encore beaucoup d'ennemis, impuissants à la vérité, mais qui font les derniers efforts du désespoir dans la retraite de l'égoïsme où ils se sont séparés du nombre des bons citoyens ». Il faudra cependant les contenir et les réprimer à l'occasion, mais on a la force publique.

L'orateur prit en particulier à partie ceux qui ne veulent pas renoncer à leurs richesses et essayent de confondre leur cause avec celle de la religion : « Nous n'avons donc rien à craindre, mais deux motifs peuvent cependant affliger encore des cœurs vertueux. De riches impies, serviles adorateurs de l'or qui procure la volupté et alimente l'orgueil, ne sont pas assez courageux pour abandonner leur idole. Ils osent en blasphémant identifier leur honteuse passion avec notre religion qu'ils déshonorent. Elle ne commande cette sainte religion

1. Arch. Manche. Saint-Lo, Reg. délibérations Conseil général, Saint-Lo, D. 28, f^o 4.

2. Ibidem, D 28, Reg. Cit. f^o 5,

3. Ibidem.

que du désintéressement, de la charité, des sacrifices à la paix et de l'obéissance ; et ces tyrans qui ont déjà fait verser le sang le plus pur, voudraient qu'il ne cessât de couler. Heureusement les foyers de ce monstrueux fanatisme sont éloignés de nous ! Mais que votre vigilance ne sommeille pas. Prévenez dans votre sagesse les dangereux effets de son souffle impur afin qu'il ne corrompe jamais les plus faibles et les plus séductibles de nos concitoyens animés du plus pur patriotisme ». Il s'éleva enfin contre la profusion des pamphlets, des propos calomnieux à l'égard de la personne sacrée du plus grand, du meilleur des rois. « On ose offenser la religion de son serment, son amour paternel pour ses enfants qui fait son bonheur, amour pur qui lui fait sentir la différence qu'aucun souverain n'a éprouvée comme lui entre régner dans tous les cœurs ou sur un troupeau d'esclaves abrutis sous l'empire du despotisme. La justice, ses lumières et la bonté de son cœur lui ont fait mépriser les insinuations perfides de ces vils esclaves qui savent ramper pour être tyrans ¹.

Le 20 novembre, Vieillard présidait encore à l'installation des nouveaux juges du district de Saint-Lo. Il prononça à cette occasion une harangue où il établissait un parallèle entre les anciens tribunaux et les nouveaux : « Ils ne sont plus ces temps malheureux où les corps judiciaires tour à tour oppresseurs et opprimés, tour à tour rivaux et victimes de la puissance législative et des agents de l'Administration, consumaient dans les vains débats d'une ambition toujours renaissante et toujours humiliée le temps qu'ils auraient dû employer à juger les différends des citoyens ». « Désormais, ajoutait-il, vous ne serez plus exposés aux caprices orgueilleux de ces corps puissants qui croyaient voir leur grandeur dans l'abaissement,

1. Arch. Municipales Saint-Lo, D 28 Reg. cit. ^o 8.

(j'oserai me servir de l'expression propre), dans l'asservissement des tribunaux qui leur étaient subordonnés. Libres dans vos opinions, maîtres de tout le bien que vous voudrez faire et comme citoyens et comme juges, vous n'éprouverez aucune gêne, aucune contrainte, aucune contradiction parce que purs comme la loi, vous serez tous prêts à lui rendre compte de toutes vos actions, c'est-à-dire, que vous serez toujours aussi libres que les législateurs eux-mêmes, que le dépositaire suprême de la puissance exécutive puisque la loi plane sur leur tête comme sur la vôtre. Nous sommes loin de craindre que jamais vous prétendiez rivaliser avec le pouvoir législatif ni gêner les corps administratifs dans la portion d'autorité qui leur a été assignée par la Constitution puisque en votre qualité de citoyens et à ce titre membres du souverain, vous avez vous même concouru par vos représentants à circonscrire l'autorité de chaque corps dans des limites qu'aucun d'eux ne pourrait franchir sans substituer le désordre, la confusion, l'anarchie à la place de l'ordre, de l'union et de l'harmonie ». Il terminait son discours en déclarant que si jamais le respect et l'obéissance à la loi étaient menacés, toute la force publique se dresserait pour prouver que « le maintien de la liberté dépend d'une parfaite exécution des lois » ¹.

Le 28 novembre 1790, l'élection du juge de paix du canton d'Esglandes était précédée de la messe et d'un *Veni Creator* solennel. Le curé de Mesnil-Angot y prononça un discours ².

En décembre le trouble ne cessait de croître. A Saint-Lo comme dans les autres régions on publiait des imprimés séditieux. Un libelle signé : Achard de Bonvouloir, Arthur de la Villarmois, le baron de Juigné, Le Rouvillois « ne tendait à

1. Arch. Municipales Saint-Lo Rég. délibérations Cons. Gl St-Lo D. 28, f^{os} 9, 10.

2. Arch. Municipales du Désert Rég. Municip. du Désert.

rien moins qu'à séduire les esprits pour les indisposer contre l'Assemblée Nationale ». On perquisitionna chez une dame accusée d'avoir procédé à cette distribution ¹ ».

La Municipalité redoutait des désordres, et, le 26 décembre, prenait des mesures préventives. A un signal d'un coup de canon tous les membres du Conseil se réuniraient à la maison commune et y resteraient jusqu'au rétablissement de l'ordre. Le garde nationale et les troupes de ligne prendraient les armes. La maison commune, l'administration du district seraient gardées militairement. Les autorités municipales et du district se rassembleraient pour délibérer ensemble. Tout séditieux serait arrêté et jugé ².

Le 31 janvier 1791, on mettait en prison à Saint-Lo un nommé Le Maréchal qui avait été admis à la table du curé de Chevry par lequel il était appelé M. Le Chevalier. Cet individu ressemblait à « une foule d'ennemis du bien public qui se sont répandus dans différents cantons de l'empire pour y occasionner des mouvements d'insurrection ³.

Au même moment, les esprits éclairés du district se livraient aux spéculations sociales. L'ancien seigneur de La Haye-Bellefond, maire de la commune, Letellier de Montaure rêvait d'établir l'égalité des partages en Normandie et écrivait un mémoire sur la suppression des coutumes et l'unification légale. Mais tel n'était point l'avis de l'assemblée générale des habitants. « Une pareille réforme d'unification ne serait possible, disaient-ils, pour des esprits éclairés qu'au milieu de la paix la plus complète. Les lois de la Normandie sont indifférentes au reste de la France, mais la Normandie y tient d'une façon toute spéciale parce qu'elles ont assuré sa prospérité...

1. Arch. Municipales Saint-Lo D. 28 Reg. Cit. fo 23.

2. Arch. Municipales Saint-Lo D. 28 fo 27.

3. Arch. Municipales Saint-Lo Reg. Police Municipale Saint-Lo du 19 Juin 1790 au 30 Mars 1791, non folioté.

Le projet d'unification de toutes les coutumes du royaume et de leur remplacement par une législation unique dont la loi sur les successions ab intestat n'est que le prélude est en contradiction absolue avec les principes des lois de la Normandie ».

Les habitants comptaient sur les représentants de l'Assemblée pour combattre ce projet. Ils s'élèvent contre le principe du droit de résistance à l'oppression inscrit parmi les Droits de l'homme et du citoyen. « Cette maxime, disaient-ils, est plus propre à troubler l'ordre public qu'à le conserver. Toute oppression est une violation des droits de l'homme ; mais toute résistance est criminelle quand elle n'est pas conforme aux règles de la loi. Toute loi doit être exécutée quand elle est votée, mais il est nécessaire de tout mettre en œuvre pour éclairer avant qu'elle ne soit votée. Le projet de loi en préparation réduirait à la douleur et à la désolation les habitants de la plus fertile et de la plus soumise des provinces de France ». Les représentants étaient chargés de s'opposer de toutes leurs forces au vote d'un pareil projet ¹.

Le peuple de Saint-Lo était moins discipliné que celui de La Haye-Bellefond. Le Conseil de la commune dut se transporter sur le Champ de Mars le 24 février. Le maire adressa un discours aux ouvriers de l'atelier de charité assemblés. Il rappela ce que le Corps Législatif avait fait pour les Français en général et pour la classe indigente en particulier. Il leur montra qu'en retour ils devaient être « parfaitement subordonnés aux lois, amis de l'ordre et de la tranquillité publique. Le titre d'ouvrier laborieux est un des plus glorieux titres qui puissent flatter leur ambition. Le travail est la source de la prospérité publique ». Pour joindre l'exemple au précepte, le maire et les officiers municipaux se réunirent aux ouvriers et travaillèrent

1. Arch. Municipales La Haye-Bellefond, Reg. f° 33 à f° 38, 6 janvier 1791.

avec eux au déblaiement de la place du Champ de Mars ¹. Le 6 mars, la municipalité de Torigni s'occupait aussi de son atelier de charité ².

Quant aux gardes nationales elles étaient animées d'un esprit de civisme éclatant. Ayant appris que la garde nationale de Cherbourg se proposait d'envoyer à Coutances une députation avec canon, armes et bagages à ses frais pour assister à l'installation de l'évêque Becherel, celle de Saint-Lo décida dès le 28 mars d'en faire autant. Elle déclarait ne jamais laisser échapper une occasion de manifester son civisme » ³. Celle de Torigni suivit cet exemple. Elle acheta même un drapeau sur lequel « brillait le signe glorieux de la Religion » pour figurer à l'entrée de l'évêque. En le remettant le 5 avril aux mains de la municipalité, le lieutenant prononça l'apologie de la Constitution ⁴.

Cette tranquillité n'était qu'apparente. La fuite du roi à Varennes allait bientôt secouer de nouveau la France. Les incendies de châteaux reprirent. Maintenant, la fuite du roi, le complot prêté à toute l'aristocratie contre la nation sont de nouveaux prétextes aux pillages et aux émeutes un peu partout. Les choses se passèrent beaucoup plus tranquillement dans le district de Saint-Lo. La municipalité de Saint-Lo prit les précautions nécessaires. Le 23 juin « en prévision des troubles et désordres que pourraient provoquer les ennemis de l'Etat » le Conseil de la commune requérait du commandant de la garde nationale le placement d'une sentinelle à la porte de l'Hôtel de Ville ⁵. Il adressait également une réquisition au commandant

1. Arch. Municipales Saint-Lo, D 28, Reg. Cit., f° 56.

2. Arch. Municipales Torigni-sur-Vire, Reg. Cons^l. Gl, Torigni D 1, n° 1, f° 161.

3. Arch. Municipales Saint-Lo, D 28, Reg. Cit., f° 59.

4. Arch. Municipales Torigni-sur-Vire, D 1, n° 1, Reg. Cit., f° 175.

5. Arch. municipales Saint-Lo, D 28, reg cit., f° 99.

du 47^e régiment de ligne pour obtenir un détachement de troupes destinées à faire des patrouilles autour de la citadelle, des locaux du district et des corps administratifs. Toute personne voyageant la nuit, à pied, à cheval ou en voiture serait arrêtée ¹.

« La ville de Saint-Lo, déclarait-il le 25, a le bonheur de posséder dans son sein une foule de citoyens autant éloignés de l'esprit de licence que pénétrés de l'amour de la liberté. Cependant, ajoutait-il, il existe autour d'elle quantité de mauvais citoyens qui depuis longtemps soufflent l'esprit de division, principe de la guerre civile. Ils annoncent tout un nouvel ordre de choses qui courberait le pays sous le despotisme. » Le Conseil alarmé fit reconstruire un mur de la citadelle ². Le bruit ayant couru qu'un souterrain existant sous l'arsenal permettrait en cas de contre-révolution de « renverser la cité », sur la demande de la Société des Amis de la Constitution il fit une enquête. Elle démontra l'inanité de ces dires ³.

Le 26 juin, la municipalité de Saint-Lo adressait aux habitants une proclamation : « Citoyens, le roi, vous le savez, est sur le point de rentrer et peut-être même est déjà rentré dans la capitale de l'Empire. Ainsi ont été déjoués par l'union admirable du courage, du patriotisme et surtout par cette confiance qui doit exister entre tous les bons citoyens, les perfides projets des ennemis de la gloire personnelle du roi et du bonheur de tous nos frères les habitants de la France. Nous avons célébré cet événement comme le devaient des citoyens qui, jaloux de conserver la liberté au prix de leur vie se montreront toujours remplis d'un saint respect pour la dignité royale. Mais ne nous abandonnons pas cependant à l'insou-

1. Arch. municipales Saint-Lo, D 28, reg. cit. f^o 100.

2. Ibid., f^o 103.

3. Ibid., f^o 84.

ciance et parce que l'ordre qui n'est dû qu'à l'activité surveillante et combinée des gardes nationales et du 47^e régiment n'a pas été troublé, gardons nous de nous endormir dans une dangereuse sécurité. Continuons à être unis d'esprit et de cœur avec nos braves frères d'armes de la troupe de ligne. Que rien n'altère la confiance mutuelle dont nous avons respectivement donné des preuves. Surveillons conjointement toutes les manœuvres de nos ennemis car nous ne pouvons douter que déjoués dans leurs projets ils ne cherchent à nous précipiter dans de nouveaux embarras pour peu qu'ils puissent parvenir à semer parmi nous l'esprit de division. En conséquence tout le monde est invité à se conformer ponctuellement aux ordres des autorités administratives Les citoyens devront avoir confiance dans les chefs de la municipalité. Les aubergistes, cabaretiers ne devront loger personne sans s'être assurés de leurs nom, profession et avoir averti du tout la municipalité. ¹

Le Conseil de la commune de Saint-Lo montra sans doute d'autant plus de zèle, qu'il avait été accusé le 25 mai par le Directoire du département de témoigner de la préférence pour l'administration sous l'Ancien régime ².

De son côté le 24 juin, le procureur de la commune réclamait que la municipalité s'assemblât tous les jours. Le Conseil décida en conséquence que les officiers municipaux veilleraient chacun leur tour et s'informerait « diligemment de tout mouvement, meurtre et attentat qui pourrait survenir dans les différents quartiers de la commune et même dans les communes voisines et faire le nécessaire pour les arrêter sur le champ » ³.

1. Arch. municipales Saint-Lo D 28 reg. cit, f^o 105.

2. Arch. Manche, L 52, Reg. Direct. départemental, f^o 163.

3 Arch. Municipales Saint-Amand. Reg. des actes et délibérations de Saint-Amand (1790-92) f^o 65.

Torigni était assez troublé. On s'insultait en paroles et par gestes. Le Conseil de la commune dut interdire de tels procédés. Il défendit également les assemblées clandestines, les libelles qui inondaient la petite cité, et la tenue de discours séditieux ¹. La tension des esprits se manifestait jusqu'au sujet de la délimitation des pouvoirs. Le Directoire du département fut obligé d'envoyer à Torigni le procureur-syndic du district de Saint-Lo en qualité de commissaire du département pour rétablir l'ordre et la subordination légale ².

A Saint-Lo même des excitations se produisaient. On prétendait que l'exposition du bétail sur le champ de foire était soumise à des droits très onéreux et que ces droits étaient perçus à leur bénéfice par les officiers municipaux. La municipalité protesta. Les citoyens devaient garder tout leur sang-froid en face de ces menées. Les autres communes seraient averties du caractère mensonger de ces bruits ³.

Le 20 juillet 1791, le Directoire du département prenait un arrêté relatif aux perquisitions faites par nombre d'individus au domicile des citoyens sans autorisation et au préjudice de la tranquillité publique ⁴.

En novembre 1791, eurent lieu les élections municipales à Saint-Lo. Oury fut élu maire. Il y avait 124 votants. Le procureur fut Houel, homme de loi. Vieillard, père et fils, le curé de Sainte-Croix furent élus notables ⁵.

Le 27 novembre et le 4 décembre on procéda à la même opération à Saint-Amand. Là, le procès-verbal ne se borna pas à une froide transcription. Le président de l'assemblée électo-

1. Arch. Municipales Torigni-sur-Vire, D I, n° 2. Reg. Cons^l. G^l Torigni, f° 10.

2. Arch. Manche, L 52, Reg. Direct. Département, f° 192.

3. Arch. Municipales Saint-Lo, D 28, Reg. cit., f° 109.

4. Arch. Manche, L. 52, Reg. Direct. Département, f° 222.

5. Arch. municipales Saint-Lo, Reg. Délibérations Cons^l G^l du 4 nov. 1791 au 3 nov. 1792, D 29, Reg. 42, f° 9, 10.

rale prononça un discours pour encourager les citoyens à accepter les fonctions municipales. « Celui, s'écria-t-il, qui rencontre l'occasion de servir sa patrie, de lui être utile et qui a la lâcheté de ne pas en profiter doit être regardé comme un ennemi du bien public.... Ne mettons pas au nombre des vrais patriotes ceux qui se dérobent. Disons seulement qu'ils sont citoyens parce que la loi ne permet pas de les rayer définitivement de nos tableaux et de les retrancher de nos assemblées. Marquons leur tout le mépris qu'inspire le patriotisme. Soyons persuadés que ces êtres seront toujours de hideuse mémoire ; fuyons ces personnes ou plutôt ces monstres sous la forme humaine qui désirent ardemment faire couler des fleuves de notre sang ». L'orateur terminait par l'éloge enthousiaste de ceux qui se dévouent pour leur Patrie. Il félicitait le nouveau maire. Le son des cloches manifesta la joie et l'allégresse de l'assemblée ¹.

Au début de 1792 les troubles menaçants obligèrent l'Assemblée législative à prendre des mesures de sûreté dont la principale fut l'obligation des passeports instituée par le décret du 1^{er} février 1792. Tout voyageur devait se munir d'un passeport ; faute de quoi, il serait conduit aux officiers municipaux, interrogé par eux, et s'il ne pouvait produire un répondant domicilié dans la commune, mis en état d'arrestation jusqu'à l'arrivée de renseignements suffisants ². Le 21 juin, elle vota un décret relatif aux rassemblements armés ³.

Les premiers mois de l'année 1792 jusqu'à la période de la Patrie en danger, furent des plus troublés. L'animosité contre les « aristocrates » grandissait. Le 30 mars, Cerisy avait été le théâtre d'une émeute populaire « au sujet d'une jeune femme

1. Arch. Municipales Saint-Amand, Reg. Cit., f° 88

2. Cahen et Guyot : L'œuvre législative de la Révolution p. 47.

3. Ibid.

et d'une fille soi-disant aristocrates pour les contraindre par force d'assister à la grand'messe et à la messe militaire et les amener ignominieusement l'une sur un âne et l'autre attachée à la queue par une corde à la croix de ce bourg pour y prêter le serment civique ». Les gardes nationaux appelés firent cause commune avec les émeutiers. Le dimanche suivant, des violences du même genre se renouvelèrent contre plusieurs citoyens et citoyennes. Le procureur de la commune en requérant l'observation des lois pour la protection des personnes signalait la présence dans la garde nationale de citoyens n'ayant pas l'âge légal ¹. C'étaient les plus violents ².

Le 30 avril, les officiers municipaux de Saint-Lo adressaient aux habitants un appel au respect de la loi et à l'union : « Citoyens, nous avons conquis la liberté ; nos amis veulent nous l'enlever et nous replonger dans l'esclavage ; voilà la cause de la guerre. Ils sentent leur impuissance au dehors ; ils n'attendent la victoire que de notre division ; voilà pourquoi ils aveuglent les gens faibles et leur persuadent qu'ils peuvent impunément attenter aux propriétés ou aux personnes de ceux que l'on soupçonne de n'être pas bons patriotes. Voilà la cause des troubles sur lesquels le vrai citoyen gémit ». Voulez-vous donc la conserver votre liberté ? Vous est-elle chère ? Songez, citoyens, qu'elle est inséparable du respect et de l'obéissance aux lois et que tout attentat soit à la personne, soit aux biens même d'un aristocrate est un pas vers l'esclavage. Vous avez juré d'être fidèles à la loi. N'écoutez donc que sa voix, n'agissez que par elle ; elle protège les bons et punit les méchants. Nous n'avons d'ennemis à craindre que les soulèvements qu'on suscite au milieu de nous. Pour n'en avoir aucuns, faisons régner l'harmonie sociale. Foulons tout ce qui pourrait la

1. Arch. Cerisy-la-Forêt, Pièce non classée.

2. Ibid.

troubler et cette union sera la défaite de l'aristocratie et le triomphe de la liberté. Si contre toute attente il en était autrement, jaloux de la confiance que vous nous avez donnée, forts de la loi, nous la ferons exécuter avec une fermeté inébranlable. Il en coûtera cher à notre cœur ; mais quiconque troublera l'ordre en violant soit les personnes, soit les propriétés par action ou par conseils, sera livré au tribunal criminel et puni avec toute la sévérité des lois ¹.

A Tessy, plusieurs individus cherchaient à « égarer le peuple par des complots atroces et soufflaient le vent de la discorde ». On défendit les attroupements sous peine de poursuites ².

A Percy, les incidents prenaient un caractère sanglant. Un officier de gendarmerie nationale de Saint-Lo était tombé aux mains de gens mal intentionnés alors qu'il prêchait l'union et la concorde à l'issue des vêpres de Villebaudon, commune toute proche ; il fut empoigné par des individus qui après l'avoir martyrisé le transportèrent à Percy « où ils lui firent mille horreurs et le laissèrent prêt à expirer ». Prévenu immédiatement le Directoire du district-envoya sur le lieu un citoyen de Percy, l'un de ses membres suppléants, Bourdon, Il devait ramener par la persuasion les esprits égarés et dégager le malheureux officier. Le 2^e bataillon des gardes nationales volontaires de l'Eure en garnison à Saint-Lo se tiendrait prêt à toute réquisition. Le Directoire du département écrivit aussitôt au District. Il le priait instamment de protéger par la force publique l'information nécessaire pour connaître les auteurs de l'attentat commis dans le canton de Percy et réclamait les mesures les plus promptes pour qu'un détachement de la garde

1. Arch. Municipales Saint-Lo, D 29, Reg. délibérations du Conseil général de la commune, du 4 novembre 1791 au 3 novembre 1792.

2. Arch. Municip., Tessy-sur-Vire, reg. municip. des bourg et paroisse de Tessy, 1790-an II, annuaire au f^o 271.

nationale de Saint-Lo et de Torigni se tint prêt à marcher à la première réquisition. Un détachement de la garde nationale de Coutances se joindrait à celle du district. A son retour de Percy le commissaire Bourdon rapporta les déclarations de la victime. Le directoire adressa sur le champ au commandant de la garde nationale de Saint-Lo une réquisition lui enjoignant de faire partir de suite un détachement de 260 hommes, auquel se joindrait un pareil nombre de gardes nationaux de Coutances ¹. Au cours de cette expédition il y eut des blessés. La bravoure des gardes nationaux et des gendarmes mérita les éloges du directoire du département ². Aux blessés, on donna non seulement la cocarde mais un secours pour le temps pendant lequel leurs blessures les empêcheraient de travailler ³. Le 30 mai, le directoire du département pouvait écrire au président de l'Assemblée Nationale : « Nous avons obtenu le plus heureux succès de la grande mesure que nous avons prise pour rétablir l'ordre dans le canton de Percy et pour livrer à la vengeance de la justice les lâches assassins de M. Delauney. Plusieurs particuliers soupçonnés d'avoir participé à cet assassinat sont arrêtés, et le jury d'accusation va remplir les fonctions qui lui sont déléguées par la loi ! ⁴. L'affaire avait été sérieuse mais le dénouement semble en avoir été plus heureux que sur d'autres points de la Manche.

En effet, le 4 juin, le ministre de la Justice Duranthon écrivait : « J'ai eu l'honneur de vous faire part le 11 mai des troubles et des vexations inouïes auxquels étaient livrés plusieurs cantons du département de la Manche. Je viens de recevoir de ce département des détails non moins affligeants. La fermen-

1. Arch. Manche, L II 1016, Reg. directoire district, de f° 1 à f° 5 inclus ; ibid. L 53, Reg. directoire départ. f° 197 à 199 inclus.

2. Arch. Manche, L 53, Reg. cit. f° 202.

3. Ibid. L 53, Reg. cit. f° 230.

4. Arch. Nationales, D XL 12.

tation continue ; les ennemis du bien public propagent la licence et le désordre ; les citoyens armés saisissent, jugent, exécutent leurs concitoyens. Le pouvoir judiciaire est sans force et le mal est au comble ¹ ».

— II —

La Patrie était en danger. Le décret du 10 juillet 1792 en avertissait la France. Sur tous les points du territoire allaient s'exécuter les mesures prescrites par la loi du 8. Les conseils de département et de district devaient, ainsi que les conseils généraux des communes, se tenir en surveillance permanente. Le port de la cocarde nationale était obligatoire. Toute autre cocarde devenait signe de rébellion ².

L'administration du district de Saint-Lo, on l'a vu plus haut, se réunit conformément à la loi. La municipalité de Saint-Lo se rendit auprès du Directoire. Là, elle reçut communication de la susdite loi et recommandation lui fut faite de concourir par tous les moyens au maintien de la tranquillité publique ³. Aussitôt le maire et les officiers municipaux convoquèrent le Conseil de la commune. Le Conseil rassembla de suite la garde nationale pour donner lecture des lois aux citoyens. On battit la générale dans les différents quartiers et le Conseil se rendit sur la place d'armes où l'attendaient les deux bataillons de la garde nationale. La garde nationale d'Agneaux s'était jointe à celle de Saint-Lo. Au milieu des carrés formés par les bataillons, on lut les lois des 8 et 11 juillet en les commentant. On rappelait, « aux citoyens soldats qu'étant dès lors dans un état de réquisition permanent, ils

1. Arch. Manche, L 130, Reg. corr. départ. non folioté à partir de f° 42.

2. Cahen et Guyot. L'œuvre législative de la Révolution, p. 50.

3. Arch. Manche, L II 1016, Reg. directoire district, f° 18.

donneraient certainement de nouvelles preuves de leur amour sincère de la patrie et de la liberté en conservant entre eux l'union et l'harmonie qui fait la force des empires, en entretenant un calme et une tranquillité qui, dans les moments de danger, doivent en imposer aux ennemis de la chose publique. »

De retour à la maison commune, le Conseil général prit plusieurs décisions. Conformément aux prescriptions légales, il y aurait toujours en permanence des officiers municipaux ou des notables, nuit et jour, pour ordonner telles mesures voulues par les circonstances. Le Conseil se réunirait chaque jour à six heures. Enfin on rédigerait une proclamation exhortant « les citoyens à la paix et à l'ordre qui doivent régner afin de déjouer les manœuvres des agitateurs et des ennemis de la chose publique » ¹.... « On veut vous faire rentrer sous le joug du despotisme, disait cette proclamation datée du 16, et vous immoler de nouveau au fanatisme et à la féodalité. L'égalité en matière de privilèges pécuniaires et honorifiques blesse nos ennemis. Suivant eux, les talents, les vertus, doivent céder à un sot orgueil et à l'intrigue.... Songez qu'un courage calme est l'attribut de la véritable force. Songez que pour agir vous devez attendre le signal de la loi. Si ce principe ne s'altère jamais dans vos cœurs, la patrie est sauvée.... Citoyens, vous connaissez vos véritables amis.... Ne perdez jamais de vue que nos ennemis ne craignent rien tant que l'accord et l'harmonie qui règnent parmi vous, mais votre patriotisme, votre discernement et la paix dont nous avons joui jusqu'ici, sont un sûr garant de notre union commune et du maintien de l'ordre »².

Le même jour, le Conseil de la commune prenait un arrêté contenant les articles suivants :

1. Arch. Municipales Saint-Lo, D 29, Reg. délibérations Cons^l G^l Saint-Lo, du 4 novembre 1791 au 3 novembre 1792, f^{os} 71 et 72.

2. Archives Municipales Saint-Lo, D 29, Reg. 42, f^o 73.

Aucun fonctionnaire ne pourra s'éloigner de son poste. — Dans un délai de trois jours, tous les citoyens qui ne l'ont pas encore fait, devront déclarer à la maison commune les armes et munitions qu'ils peuvent posséder, sous peine d'un an de prison. — Tous les citoyens sont invités à voler au secours de la Patrie en danger et à venir à cet effet s'enrôler sur un registre de la maison commune. — Tout le monde doit porter la cocarde nationale. — Tous les citoyens doivent s'acquitter de l'utile et honorable service de la garde nationale ¹.

Le 17 juillet, à Condé-sur-Vire, le procureur de la commune exposait « que le danger auquel la Patrie était exposée était moindre du côté des ennemis de l'extérieur que celui dont la Patrie est menacée du côté des malveillants et factieux qui sont au dedans ». Sur sa requête, le Conseil général décida de se constituer en état de surveillance permanente. « Quoiqu'il leur en coûte à un moment où leurs intérêts particuliers les appellent plus particulièrement aux travaux des récoltes, cependant ils les négligeront pour ne s'occuper que du bien général ». Il était prescrit à chacun de déclarer les armes et munitions qu'il pouvait posséder ².

Autant que l'on peut en juger par les procès-verbaux des conseils généraux, les autres communes suivirent l'exemple dans la mesure que réclamaient les besoins locaux et que permettaient les exigences de la moisson.

Le 19, le conseil de la commune de Torigni ordonnait aux citoyens de porter la cocarde nationale ³.

Le 8 août, nouvelle proclamation du conseil de la commune de Saint-Lo ; C'était un appel à tous les concours : « Dans le moment décisif au salut de la France, chaque habitant de

1. Arch. Municipales, Saint-Lo, D 29, Reg. 42, f° 74.

2. Ibid. Condé-sur-Vire, Reg. de la Municipalité (1792, an IV), f° 12.

3. Ibid. Torigni, Reg. Conseil Général Torigni, D 1 n° II, f° 70 V°.

l'Empire doit des secours à la Patrie. Celui qui fait le sacrifice de sa personne pour voler à la défense de l'Etat, mérite toute notre reconnaissance. Mais si tous les individus ne peuvent quitter leur femme et leurs enfants, personne n'est dispensé de secourir la patrie d'une autre manière. Les braves volontaires qui vont verser leur sang pour notre liberté vont éprouver des besoins urgents. Il leur faut un équipement.... De toutes parts les exemples du désintéressement et de la générosité sont tracés.... Déjà plusieurs de nos concitoyens se sont fait inscrire et ont fait leur offrande....¹ » La population, on le verra, ne fut pas sourde à ces exhortations.

Au cours de cette période qui suivit la déclaration de la Patrie en danger, l'élan patriotique semble avoir existé dans le district de Saint-Lo comme dans la France entière. Il répondit à l'appel aux armes comme on le constatera dans le chapitre consacré à la Défense Nationale. Quant à l'état d'esprit des civils, que fût-il ? Le laconisme des documents municipaux ne le dévoile pas. Il faut s'en tenir aux témoignages du directoire du district dans une lettre au directoire du département. Notre directoire ne s'illusionnait point et ne cherchait point non plus à illusionner les administrateurs de la Manche. Cette page officielle fut franche et fort probablement vraie : « L'acte du Corps Législatif déclarant la Patrie en danger avait donné l'éveil à l'inquiétude des campagnes, et au même moment on avait vu dans les villes et les communes rurales le développement du zèle pour la patrie et des soins empressés pour en ralentir l'ardeur. Il existait indubitablement des émissaires secrets des ennemis déclarés et extérieurs, quoique la situation de ce district promît peu à leurs cruelles espérances. Une force armée était cependant indispensable pour y fixer le repos. La

1, Arch. Municipales, Saint-Lo, D-29, Reg. 42, f° 83.

garde nationale était organisée dans les cantons. Les légions, les bataillons, étaient formés. Cependant tout y annonçait, quant à présent, la paix profonde. Hors le cas extraordinaire d'une attaque combinée, le zèle et le civisme des citoyens armés suffirait pour comprimer les tentatives et les efforts de l'incivisme ». « La seule crainte que nous puissions avoir, ajoutaient les administrateurs, est que le désordre et l'insubordination au moment du trouble, ne se glissent parmi ceux qui doivent à leurs concitoyens l'exemple de la soumission et à la loi force et assistance ¹ ».

Quel retentissement la journée du 10 août eut-elle dans le district de Saint-Lo ? Les archives sont muettes à ce sujet. Des craintes de troubles se dessinèrent à cette époque. Une « assemblée » ² c'est-à-dire une fête, devait avoir lieu le 15 août à Saint-Amand. On y vendait des comestibles et surtout des boissons. Redoutant des désordres, le Conseil général, sur la requête du procureur de la commune, fit appel au commandant de la garde nationale pour détacher des hommes avec mission de veiller à la sécurité publique. Mais les officiers et soldats ne tinrent pas plus compte de ces ordres que d'ordres antérieurs similaires en invoquant la nécessité de s'occuper de leurs récoltes. Le Conseil général prit un arrêté pour suspendre les citoyens qui n'avaient pas obéi, de leur droit de prendre part aux élections. Le procureur de la commune dut annuler, comme illégal, cet arrêté ³.

Le 11 août, un décret avait attribué aux municipalités les fonctions de la police et de la sûreté générale ⁴. Le 14, un acte

1. Arch. Manche, L II 1078, Administ. et police générale.

2. En Normandie l'« assemblée » est la « kermesse » des habitants du Nord.

3. Arch. Municipales Saint-Amand, Reg. des actes et délibérations de la municipalité de Saint-Amand (1790-1792) f° 138.

4. Cahen et Guyot, opus cit., p. 59.

du corps législatif invitant tous les citoyens à respecter les droits de l'homme et les propriétés, était envoyé aux municipalités ^{1.}

Le 16, le maire, les officiers municipaux et notables de Saint-Lo réunis en Conseil, au milieu de détachements de la garde nationale, en présence du peuple assemblé devant les églises, sur les places et en particulier sur le Champ-de-Mars, donnèrent lecture de l'adresse de l'Assemblée Nationale aux Français, de la loi relative à la suspension du pouvoir exécutif et de deux actes du corps législatif du 10 août 1792 ^{2.}

Le 20 août, le Conseil de la commune de Saint-Lo à la suite du décret de l'Assemblée Nationale décidant que les femmes, enfants et parents des émigrés seraient consignés dans les limites de leurs municipalités respectives, arrêta qu'il ne leur serait délivré aucun passeport. Ils seraient retenus, provisoirement comme otages dans la municipalité. Cet arrêté devait être affiché dans la ville entière ^{3.}

Le 22 août, les maire, officiers municipaux et notables de cette même commune prêtèrent le serment de maintenir la liberté et l'égalité ou de mourir en les défendant. Le 23, le président, les juges du tribunal de district, le commissaire du roi, le greffier et les huissiers de service de ce tribunal le prêtèrent à leur tour ^{4.} Parmi les autorités du reste du district, il n'y eut pas un refus.

Peu à peu la méfiance contre les partisans de l'Ancien régime sourdement s'accroissait. Le soupçon « d'incivisme » naissait vite et on épiait les paroles dans la petite ville de Saint-Lo déjà plus émotive, plus fiévreuse que les communes rurales absorbées par les travaux des champs. Le 4 septembre,

1. Arch. Manche, L II 1016, Reg. direct. district, f° 26.

2. Arch. Municipales Saint-Lo, D 29, Reg. 42, F° 91.

3. Ibid.

4. Ibid, f° 93 à 99 passim.

un maçon du chef-lieu avait déposé une plainte contre l'un de ses concitoyens. Ce dernier aurait tenu ce propos : « Je voudrais que la première bataille fût perdue..... Si j'étais obligé de tirer sur les prêtres réfractaires, je me donnerais bien de garde de tirer sur eux. Je tirerais sur les patriotes » Une enquête fut faite. Des témoins déclarèrent avoir entendu dire au prévenu : « L'Assemblée Nationale a décrété la liberté. On devrait laisser les prêtres libres dans leurs opinions. Si l'on prenait les armes contre eux, lui les porterait plutôt contre les patriotes ¹ ». On ignore comment se termina l'affaire.

Cette effervescence latente, cette fièvre faillit transformer les Saint-Lois en septembriseurs. Ce même 4 septembre, à propos d'un fait insignifiant, l'insurrection éclata. Saint-Lo était un centre de Volontaires dont la présence constituait plutôt une cause de désordres qu'une sauvegarde. Leur civisme exalté dont la violence bravait souvent la discipline, rendit plus d'une fois la ville le théâtre d'émeutes. Ce jour-là, leur fureur se tourna contre les fleurs de lys d'un balcon et ils entraînèrent si bien la foule que l'on put craindre une effusion de sang. Il ne s'agissait pourtant point d'une manifestation contre-révolutionnaire du propriétaire du balcon séditieux puisque ce citoyen avait déjà recouvert de planches plusieurs de ses balcons dans le but de les peindre aux trois couleurs de la nation. Quoiqu'il en soit, un attroupement se forma et une vingtaine de citoyens accompagnés de volontaires de la garde soldée pénétrèrent dans la maison et arrachèrent le balcon. La municipalité fit de vains efforts pour réprimer l'émeute. Les manifestants devenaient à chaque instant plus nombreux. « Nombre de voix s'élevaient insolemment, mêlées d'outrages, de propos incendiaires et insubordonnés » et couvraient les

1. Arch. municipales Saint-Lo, Reg. de la police municipale n° 32, f° 18.

paroles des autorités qui rappelaient la foule au respect de la loi. On dût arrêter un volontaire pris en flagrant délit de casser les vitres et de briser les balcons. L'émeute se transporta devant la prison où on l'avait enfermé. La foule réclamait à grands cris le coupable ; il y avait là au moins une centaine d'hommes. Devant les gestes outrageants, les menaces, dans l'impossibilité de contenir les révoltés avec huit hommes armés, la municipalité se sentant « exposée » battit en retraite. Le prisonnier fut délivré. Toute résistance était impossible. Il aurait fallu verser beaucoup de sang. Le peuple se retira vers les casernes. Tout paraissait terminé. Mais ce n'était qu'une accalmie.

Au moment même où les officiers municipaux recommandaient aux capitaines des Volontaires d'éclairer leurs hommes le lendemain « parce qu'il vaut mieux instruire qu'écraser », une troupe d'une centaine de Volontaires arriva à la prison avec un capitaine à leur tête. En vain, la municipalité s'efforça de les ramener au respect de la loi. « Ce n'est pas à la municipalité de nous mener, s'écriaient-ils. Nous verrons donc si elle nous mènera. Nous sommes Volontaires, nous sommes libres. C'est à nous qu'il appartient de juger en pareil cas. Nous n'avons pas de chefs à écouter. C'est à notre capitaine à faire le rapport et à nous de juger ». Impuissante, la municipalité, une fois encore, se retira. Les Volontaires ne se calmaient pas. Parmi les groupes, plusieurs voix avaient crié : « Ces bougres-là veulent que nous restions tranquilles, mais ça ne sera pas. Cette nuit, les couvents, les prêtres non assermentés et les aristocrates vont avoir leur tour. » La ville de Saint-Lo allait-elle connaître en petit les massacres qui salissaient Paris ? Les autorités municipales le redoutèrent. Peu disposées à l'héroïsme par elles-mêmes ou par la force des choses, elles avaient cependant, — tous leurs actes le prouvent,

— le souci de la légalité et de l'ordre. Prudentes, elles prirent des mesures de sûreté. Elles renforcèrent les postes de la garde nationale, organisèrent des patrouilles en particulier autour des maisons religieuses, prescrivirent d'arrêter les Volontaires qui seraient trouvés dans la rue. La nuit se passa tranquillement. Mais pour prévenir le retour de pareils désordres, la municipalité saisit de ces faits l'administration du district et l'administration du département ¹.

Le décret du 28 août autorisait les municipalités à désarmer les citoyens suspects. Le 17 septembre, celle de Torigni arrêtait que dix personnes dénoncées comme suspectes seraient désarmées le jour même. Le 19, elle prenait la même mesure contre six autres suspects ².

Au milieu des secousses qui ébranlaient l'Etat, le district de Saint-Lo avait en somme conservé la tranquillité. Les lois y avaient été exécutées. Le devoir patriotique était rempli. Le dernier mot, dans les heures troublées, était resté aux représentants de l'ordre. L'ère de la Convention allait commencer.

— III —

Par le décret du 10 août 1792, les fonctions de la police de sûreté générale étaient attribuées aux municipalités ³; celui du 26 mars 1793 ordonnait le désarmement des suspects ⁴; celui du 27 mars 1793 mettait hors la loi les aristocrates et les ennemis de la Révolution ⁵. Enfin la Convention, le 28 mars 1793 décrétait des peines contre les émigrés et leurs complices ⁶. Le

1. Arch. Municip. Saint-Lo, D 29, Reg. 42, f° 101, 102, 103, 104. Les reg. du Département et du District ne contiennent rien à ce sujet.

2. Arch. Manche, L 271.

3. Paul Mautouchet. Le gouvernement révolutionnaire, p. 142.

4. Ibid., p. 155.

5. Ibid., p. 156.

6. Ibid., p. 158.

décret du 29 mars concernait les écrits séditieux. Le 6 avril était établi le Comité du Salut Public¹. Le décret du 28 juillet confirmait les mesures prises par le Comité du Salut Public contre les conspirateurs²; celui du 12 août ordonnait l'arrestation des suspects; celui du 17 septembre réglait le mode d'exécution de cette opération³. Enfin le décret du 19 vendémiaire an II déclarait le gouvernement provisoire de la France révolutionnaire jusqu'à la paix.

Les Archives livrent assez peu de secrets sur cette période. Les registres des municipalités sont généralement laconiques et se bornent à enregistrer les lois dont le District a fait l'envoi.

Dès le 9 octobre l'ancien seigneur d'Amigny fut désarmé⁴. Le 19 octobre 1792, le maire de Torigni [adressait à ses administrés, les citoyens et citoyennes de Torigni, une proclamation à l'occasion des succès remportés sur l'ennemi : « Une fête civique se prépare, disait-il, en l'honneur des braves Français qui combattent pour la Liberté, l'Egalité et la République destructive de la Royauté qui transforme en hommes libres les esclaves. Citoyens et citoyennes, écoutez la voix de la Patrie. Pesez vos destinées. La lave des temps a détruit la servitude sous le poids de laquelle vos ancêtres, vos aïeux, vos pères, vos mères ont gémi et sous laquelle vous seriez comme eux impitoyablement réduits depuis le berceau jusqu'à la tombe. La main de l'homme libre effacera jusqu'aux derniers vestiges du despotisme usurpateur de ses droits. Vous jouirez dans son sein d'une pleine sécurité. Ah ! Citoyens ! Les tyrans n'auraient pas respecté votre âge, votre innocence, vos biens, votre sang même. Rien n'est sacré pour eux ! Les féroces

1. Paul Mautouchet. Le gouvernement révolutionnaire p. 173.

2. Ibid., p. 183.

3. Ibid., p. 194.

4. Arch. Municip. Amigny, 1^{er} Reg. municipalité d'Amigny, f^o 121.

tentaient de dépeupler le sol de la Liberté. Ils auraient étouffé jusqu'aux jeunes plantes qui doivent la propager »¹.

Un citoyen de Torigni avait été désarmé comme suspect. Il organisa une pétition en sa faveur (novembre 1792). Sur une soixantaine de témoins, presque tous se rétractèrent, désavouèrent leur signature ou déclarèrent avoir signé sans lire².

Une société populaire avait été créée en octobre au Désert³.

Le 3 décembre 1792, eut lieu le renouvellement de la municipalité de Saint-Lo. Le maire était Antoine Vieillard.

Parmi les officiers municipaux se trouvent les noms de Courtin la Briaudière, Burnel, Oury, Gaugain⁴. Lors de leur installation il fut recommandé aux citoyens « de leur porter l'honneur et le respect dûs aux dépositaires de l'autorité publique »⁵.

Quelques cocardes aux trois couleurs avec les inscriptions « Vive la Nation, la Loi, le Roi » étaient encore en usage ; les officiers municipaux firent connaître aux habitants de Saint-Lo qu'il était défendu de porter et de vendre de pareilles cocardes⁶.

Cerisy veillait au maintien de l'union en rapportant la mesure de désarmement d'un citoyen dont le patriotisme était le plus pur. Le procureur de la commune avait montré, disait-on, de l'hostilité contre cet habitant⁷.

A Saint-Lo, les certificats de civisme exigés par la loi du

1. Arch. Municip. Torigni-sur-Vire, Reg. conseil général Torigni, D I. N° II, f° 112.

2. Ibid., Torigni-sur Vire, Reg. conseil général Torigni, D I. N° II, f° 165 à f° 179.

3. Arch. Municip. Désert, Reg. municipalité Désert.

4. Ibid., Saint-Lo, D 30, Reg. 46, f° 12.

5. Ibid., Saint-Lo, Reg. délibérations du conseil général Saint-Lo, D 30, f° 14.

6. Ibid., Saint-Lo, D 29, Reg. 42, f° 144.

7. Ibid., Cerisy-la-Forêt, 1^{er} Reg. conseil général de Cerisy-l'Abbaye, f°s 149, 155.

29 janvier 1793 « ne seraient expédiés qu'après que le citoyen qui en demandait aurait été à la pluralité jugé digne de l'avoir ¹. Dans sa séance du 4 mars, le Conseil en décernait 30; le 5, 21; le 6, 22 ².

Des violences se produisaient. A Tessy-sur-Vire le 13 mars, un officier municipal considéré comme suspect eut son écharpe arrachée. La même scène se renouvela le 19 ³. Des personnes mal intentionnées parcouraient certaines communes, entraient dans les maisons des particuliers où elles exigeaient de l'argent par la force ⁴. A Saint-Lo, les patrouilles devaient visiter les courriers des « malles qui par un appât sordide contrairement à leurs devoirs les plus sacrés, reçoivent la nuit dans leurs voitures des étrangers, colportent des propos malveillants dans nos villes et compromettent évidemment le dépôt précieux qui leur est confié ». Le Département serait engagé à s'entendre avec le département du Calvados « pour lui faire part des alarmes causées » par l'affluence prodigieuse d'étrangers à Bayeux. « Il serait à craindre que les citoyens de Bayeux dont le civisme est à l'abri de tout soupçon ne devinssent les victimes d'une confiance exagérée » ⁵. Le District exigeait de plus en plus sévèrement les passeports ⁶. Il ordonnait, le 22 mars, d'enlever les armes et munitions des maisons suspectes ⁷.

La Convention ne recueillait pas tous les suffrages. Le 10 janvier 1793, le Comité des Amis de la Liberté de Saint-Lo lui envoyait une adresse dans laquelle elle reprochait à l'assemblée

1. Arch. municipales, Saint-Lo, D 30, Reg. 46, f° 73.

2. Ibid., Saint-Lo, D 30, Reg. 46, f° 73 à f° 76.

3. Ibid., Tessy-sur-Vire, Reg. municipalité des bourg et paroisse de Tessy 1790 an II), f°s 323 et 325.

4. Arch. Manche, L II 1056, reg. corr. aux municipalités (non folioté).

5. Arch. Municipales Saint-Lo, D 30, reg. 46, f° 94.

6. Arch. Manche, L II 1061, reg. corr. avec municipalité Saint-Lo, 22 mars 1793.

7. Arch. Manche, L II 1061, reg. corr. avec municipalité Saint-Lo, 22 mars 1793.

de se laisser conduire par Paris : « Législateurs, nous ne pouvons vous dissimuler l'indignation que nous ressentons des entraves dont se servent les malveillants pour paralyser vos importants travaux ; leurs succès sont effrayans. Nous vous envoyâmes pour sauver la Patrie ; vous débutâtes avec courage et nous conçûmes dès lors les plus flatteuses espérances. Pourquoi vous êtes vous donc arrêtés dès les premiers pas ? Pourquoi n'avez vous pas terrassé par votre fermeté cette faction liberticide qui ne se nourrit et ne s'accroît chaque jour que par votre indulgence ? Nous savons que votre mission est pénible, mais vous l'avez acceptée, et jamais nous ne soupçonnâmes que vous seriez embarrassés sur le choix des moyens pour la remplir. La République est une ; vous avez exprimé notre vœu par votre décret et ce vœu paraît général. Le peuple parisien dont l'influence sur vous ne doit jamais être autre que celle des lumières et du patriotisme, ne peut s'arroger le droit de dicter vos lois et d'entraver la marche de vos délibérations. Nous aimons à croire, et nous pensons en effet, que les Parisiens en général soupirent pour la Liberté dont ils ont eux-mêmes formé le berceau ; mais par quelle fatalité la voix de ces estimables Républicains se trouve-t-elle aujourd'hui étouffée par les vociférations de brigands altérés de sang ? Pourquoi vous même ne faites vous pas exécuter vos propres lois contre les provocateurs au meurtre et à l'assassinat ? Comment voulez-vous que l'ordre renaisse dans la République et que les lois soient respectées, si les infractions les plus criminelles commises sous vos yeux, dénoncées à votre justice et reconnues même par les coupables demeurent impunies ? Vous ne pouvez vous dissimuler combien cette impunité peut avoir de suites et cependant, elle est en quelque sorte proclamée en passant par vous à l'ordre du jour après de longues discussions ». L'adresse reprochait ensuite à la Convention le dénue-

ment des défenseurs de la Patrie. Elle se terminait par une demande d'armes pour résister à la menace anglaise. L'établissement de plusieurs petits camps sur la côte s'imposait ¹.

On continuait à redouter des séditions. Le maire de Saint-Lo déclarait, le 28 mars 1793, que le salut de la cité dépendait d'une union intime, d'une confiance réciproque et véritablement fraternelle entre les corps administratifs, qu'il ne pouvait dissimuler au Conseil général que cette union et cette confiance entre la municipalité et le Directoire paraissaient avoir été altérées sans qu'il fut possible d'en fixer la cause. Tout sujet d'hostilité devait être oublié dans la pensée du salut de la patrie. Le Conseil de la commune décida donc d'envoyer une délégation auprès du Directoire du district pour lui porter l'assurance de ses sentiments fraternels ².

A la suite d'une alarme, le 1^{er} avril, le Conseil de la commune de Saint-Lo fit surveiller toutes les routes aboutissant à la ville. Il sollicita même, en en référant au District, le concours de Saint-Ebremond-de-Bonfossé, Gourfaleur, Esglandes, La Meauffe, Mesnil-Durand, Saint-Fromont, Bahais. Le 17 avril, un piquet de vingt-cinq gardes nationaux gardait les halles de Saint-Lo et assurait la tranquillité publique. « Le bruit court, écrivait la municipalité du district, que depuis Carentan jusqu'à Carteret on embarque des blés. Une foule de nos concitoyens réduits au désespoir plongent la municipalité dans une inquiétude qui ne peut être calmée que par le corps administratif supérieur ».

La municipalité d'Hébécrevon ayant annoncé des mouvements séditieux, tous les citoyens de la ville de Saint-Lo et des campagnes voisines se réunirent sur la place de Saint-Lo. « La majeure partie n'étant point armés réclamèrent des

1. Arch. Nationales, D XL 21 (39-52).

2. Arch. Municipales Saint-Lo, D 30, reg. 46 f^o 94.

piques qui leur furent délivrées immédiatement. C'était une fausse alerte qui avait donné l'éveil dans les communes voisines de Donville. Le tocsin ayant été sonné, l'alarme s'était propagée de proche en proche. Des commissaires de l'assemblée s'étaient transportés aux lieux des séances des municipalités d'Agneaux, Saint-Georges et Sainte-Croix. Elles s'empressèrent de joindre les citoyens de leurs communes à la garde nationale de la ville pour calmer leur inquiétude. Les Saint-Lois leur exprimèrent toute leur satisfaction pour le dévouement qu'ils avaient tous témoigné au salut public ².

Le 3 avril, deux commissaires désignés par le Conseil de la commune de Carantilly, visitèrent scrupuleusement les maisons douteuses et se saisirent des individus suspects et de leurs armes. Douze hommes bien armés de la garde nationale les accompagnaient ².

Le maire de Montbray, Le Rouxel, était venu à Saint-Lo conduire des Volontaires. Il ne portait pas de cocarde nationale. Les gardes nationaux du poste de la citadelle lui ayant adressé des observations à ce sujet, il leur répondit « qu'il était maire de la paroisse de Montbray, qu'il n'avait pas besoin de cocarde, qu'il allait et venait sans s'en décorer encore bien qu'il en eût chez lui ». Les citoyens de la garde nationale lui en ayant offert une au prix qu'il voudrait il l'avait refusée. Il déclara qu'il avait fait le pari de ne pas porter la cocarde sans être arrêté. Admettant qu'un pari de ce genre était la conséquence de l'ivresse, le tribunal de simple police, agissant paternellement, lui infligea seulement 100 livres d'amende et huit jours de prison ³.

2. Arch. Municipales Saint-Lo, D 30, reg. 46 f° 97.

2. Arch. Municipales Carantilly, reg. délibérations Conseil général Carantilly.

3. Arch. Municipales Saint-Lo, reg. police municipale Saint-Lo, n° 32, f°s 86, 87.

Le 4 mai, la municipalité de Saint-Lo publiait le décret du 29 mars enjoignant à tout propriétaire ou principal locataire de faire afficher à l'extérieur de sa maison « les noms, prénoms, surnoms, âge et profession de tous les individus résidant dans leur maison » ¹.

A Tessy la loi du 26 mars sur les visites domiciliaires n'avait pas encore été exécutée. Le 16 mai, en conséquence, on perquisitionna chez un officier municipal suspect. Dans une conversation il avait dit « qu'il n'y avait que les aristocrates qui avaient de l'esprit » ². Le juge de paix n'ayant pas encore statué sur le cas du prévenu, le Directoire du district ordonna de lui laisser provisoirement ses armes ³.

Si les autorités constituées poursuivaient les suspects, elles châtiaient aussi les diffamateurs. A Saint-Lo, un citoyen Pézeril, ayant été traité d'aristocrate par un citoyen Hervieu, porta plainte contre ce dernier. Le diffamateur fut interrogé. Il reconnut « appeler aristocrates tous ceux qui n'allaient pas à la messe et détester cette espèce de gens au point de souhaiter les tuer ». Le 1^{er} juin le tribunal de simple police, avant de le condamner à dix livres d'amende et trois jours de prison, lui dit : « Vous vous croyez en droit de tuer tous ceux qui ne vont pas à la messe et pour cette raison vous les regardez comme des aristocrates. Vous êtes averti que vous ne pouvez attenter à la vie ni même à la liberté d'aucun de vos concitoyens sans vous exposer à la peine de l'échafaud. C'est aux magistrats de juger et de punir les coupables ⁴ ».

1. Arch. Municipales Saint-Lo, D 30, reg. 46, reg. délibérations Conseil général Saint-Lo, fo 119

2. Arch. Municipales Tessy-sur-Vire, reg. municipalité des bourg et paroisse de Tessy (1790, an II), fo 321.

3. Arch. Manche, L II 1017, reg. directoire district, fo 120.

4. Arch. Municipales Saint-Lo, reg. police municipale de Saint-Lo du 14 juillet 1792 au 9 septembre 1793, n° 32.

Dans une réunion du 2 juin, les Conseils d'Agneaux, de Saint-Georges, Sainte-Croix et Saint-Thomas avaient été engagés à former de concert avec le Conseil de Saint-Lo une force armée commune pour surveiller et défendre les entrées de la ville tant du côté de Caen que du côté de la Bretagne. « La tranquillité, disait-on, est le bien le plus précieux que nous puissions avoir ; sans cela il ne peut y avoir de bonheur. Il faut donc se débarrasser des agitateurs qu'à juste titre on doit regarder comme une peste publique, les surveiller et les empêcher de venir empoisonner le bon esprit public qui heureusement règne dans ce canton ». Les citoyens d'Agneaux, de Sainte-Croix et de Saint-Georges refusèrent leur concours. Le Conseil de Saint-Lo décida donc (2 juin) d'écrire une lettre à la Convention pour obtenir de ces communes par voie de réquisition ce qu'elles ne voulaient pas faire de bonne volonté ¹.

À Saint-Lo on continuait à sévir contre les diffamateurs. Un boulanger de Saint-Thomas fut admonesté pour avoir traité un dragon « d'aristocrate ». Le procureur de la commune de Montrabot était dénoncé au Département. L'affaire fut renvoyée devant le District de Saint-Lo ². La municipalité Saint-Loise redoutait toujours de voir troubler la tranquillité. Elle réclama du District, en juillet, une plus ample connaissance des événements ³. C'était cependant le procureur de la commune lui-même qui avait provoqué la fermentation dans les esprits lors de la translation des cloches à la fonderie. Il fut suspendu provisoirement de ses fonctions le 23 août 1793 ⁴.

La zizanie régnait entre le maire et les officiers municipaux

1. Arch. municipales Saint-Lo, D 30, Reg. 46, f° 130.

2. Arch. Manche, L 54, Reg. Directoire département, f° 246.

3. Arch. municipales, Saint-Lo, non classé.

4. Arch. Manche, L 50, Reg. Conseil général département, f° 36.

de La Colombe. Le Directoire du district se vit obligé de les exhorter au calme¹. Certains membres du Conseil de la commune d'Agneaux assistaient irrégulièrement aux séances. Leurs collègues plus zélés firent des démarches pour qu'en cas d'absence injustifiée une peine leur fût infligée².

A Saint-Ouen de Baudre, on désarmait des ci-devant nobles³. A Agneaux, le curé Guillebert-Duperron remit lui-même la seule arme dont il fût possesseur, un fusil de chasse. « Le dit citoyen curé, déclarait la municipalité le 16 septembre 1793, ne pouvait cependant être en aucune manière suspect tant par la conduite, le patriotisme que nous lui avons toujours remarqué, sa bienfaisance envers les pauvres que l'exactitude à ses devoirs⁴ ». A Fervaches un cabaretier dénonça un de ses concitoyens qui avait prononcé plusieurs discours déplacés contre la Constitution⁵.

Il restait encore des armoiries et des insignes de la noblesse. A Amigny⁶ et à Beuvrigny⁷ on acheva de les enlever. Cette besogne s'était déjà faite en juillet 1792. A Saint-Ouen de Baudre, les derniers blasons disparurent⁸. En portant ses titres au bûcher le 20 octobre 1793, le ci-devant noble Kadot déclarait que « rien ne le flattait davantage dans ce brûlement que de se voir réuni au niveau de l'égalité qui doit régner entre des Républicains tous devenus frères et amis »⁹.

Par application de la loi du 17 septembre 1793, le Conseil du district décida le 30 de ce mois la création d'une maison d'arrêt où seraient rassemblés tous les détenus de la circons-

1. Arch. Manche, L II 1018, Reg. directoire district, f^{os} 72, 73.

2. Arch. municipales Agneaux, Reg. municipalité d'Agneaux, f^o 36.

3. Ibid. de Baudre, Reg. délibérations conseil Saint-Ouen de Baudre.

4. Ibid. Agneaux, Reg. municipalité Agneaux, f^o 28.

5. Ibid. Fervaches, Reg. délibérations municipalité Fervaches, f^o 13.

6. Ibid. Amigny, 1^{er} Reg. municipalité Amigny, f^o 21.

7. Ibid. Beuvrigny, Reg. municipalité Beuvrigny.

8. Ibid. Baudre, Reg. délibérations de Saint-Ouen de Baudre.

9. Ibid. Baudre, Reg. conseil général de Saint-Ouen de Baudre, f^{os} 48, 49.

cription. Provisoirement elle serait installée dans le ci-devant château de Torigni.

Les prisonniers jouiraient de la faculté de se procurer des subsistances à leurs frais et la municipalité veillerait à ce qu'ils aient « l'honnête nécessaire sans abus ». « Les hommes seraient séparés des femmes autant qu'elles le voudraient » et l'on pourrait loger ensemble ou séparément. Le gardien soumettrait à la municipalité ou aux commissaires toute requête qui lui serait adressée et dans tous les cas il se comporterait envers chacun avec tous les égards que commande l'humanité ¹. Mais toute communication avec le dehors serait interdite. Un corps de garde serait installé à la porte du château et il serait effectué nuit et jour de fréquentes patrouilles. Le 12 octobre le Directoire compléta ces instructions en chargeant les procureurs syndics des communes de Saint-Lo et de Torigni de prendre les précautions nécessaires pour que le concierge de la maison d'arrêt soit à même de constater l'ordre en vertu duquel lui seraient remises les personnes à incarcérer ².

A Carantilly, le 6 octobre, l'ancien seigneur, de Mons, et ses gens, furent arrêtés comme ayant des parents émigrés ³.

Le huitième jour du deuxième mois de l'an II, le Conseil du district décréta qu'il serait prescrit aux municipalités d'observer la loi de la permanence de manière qu'il y ait à toute heure un membre de la municipalité ou du Conseil pour recevoir les réquisitions et autres dépêches. Plusieurs greffiers des municipalités de canton négligeant de faire parvenir les paquets des

1. Arch. Manche, L II 1006. Conseil district, f^{os} 50, 51, 52.

2. Ibid. II 1019, Reg. directoire district, f^o 48.

3. Arch. Municipales Carantilly, Reg. délibérations Conseil général Carantilly.

districts aux municipalités, le conseil du district prit des mesures à cet égard ¹.

Partout régnait l'inquiétude et grondait une sourde agitation. Les nouvelles venues de la Vendée répandaient à la fois la peur, la colère et la haine.

Le quatorzième jour de l'an II, la municipalité de Saint-Lo redoutant que « des malveillants ne trouvent là l'occasion de satisfaire leurs ressentiments particuliers, de se livrer au pillage ou de sacrifier des otages qui pour être détenus n'en sont pas moins sacrés », envoya un commissaire à Torigni pour recommander aux autorités locales les précautions voulues ².

Le 18 brumaire, des mandats d'arrêts avaient été décernés contre le maire Du Rufé et l'officier municipal Dugardin, d'après les procès-verbaux et mémoires adressés au District par la Société populaire ³. On changeait les noms de communes empreints de fanatisme ou d'aristocratie.

Le 18 brumaire an II, le Conseil de la commune de Cerisy déclarait que les titres de l'ancien régime devaient être à jamais bannis de son sein et Cerisy-l'Abbaye devenait Cerisy-la-Forêt ⁴.

Dès 1793, les rues et quartiers de Saint-Lo avaient pris de nouveaux noms. La ville était divisée en cinq sections : Section de la République, des Armes, de la Convention, de la Concorde, du Commerce. Elle possédait une rue de la Concorde, une rue de la République, une rue de la Fonderie, une rue de la Montagne, une rue des Droits de l'Homme, une rue de la Salpêtrière ⁵.

1. Arch. Manche, L II 1006, f^{os} 59, 60.

2. Arch. municipales, Saint-Lo, Reg. délibérations Corr. Société D 31, f^o 23.

3. Ibid. Cerisy-la-Forêt, 2^e Reg. Conseil général Cerisy-la-Forêt, f^o 56.

4. Ibid. Cerisy-la-Forêt, 2^e Reg. Conseil général Cerisy-la-Forêt, f^o 56.

5. Communication de M. le D^r Leclerc, président de la Société d'Archéologie de Saint-Lo. Relevé fait d'après des indications d'actes de naissance.

A Carantilly, le 22 brumaire, au milieu de l'allégresse publique, on brûlait les titres féodaux de l'ex-seigneur de Mons ¹. A Saint-Pierre-de-Semilly « deux sacs d'une grosseur prodigieuse » contenant des titres féodaux furent brûlés dans le bois du vieux Château ².

Cependant à Saint-Lo on remarquait encore des fleurs de lys sur le pont de Vire et même aux tableaux de la salle de la Société Populaire. ³ A Saint-Samson-de-Bonfossé, le 11 frimaire, on mettait le feu aux papiers féodaux ⁴.

Pendant ce temps, le 12 frimaire, les membres du Conseil de la commune de La Chapelle-Enjuger organisaient entre eux une permanence. Quiconque ne serait pas à son poste paierait une amende de 3 livres entre les mains de ses confrères, tout en demeurant responsable des événements qui pourraient survenir ⁵.

Avec le décret du 14 frimaire an II, comme on l'a vu, l'ordre révolutionnaire prenait pour ainsi dire « tout à coup une voix, des yeux et des bras ⁶ ». Il faut que la loi veille plus que le crime, écrivait le Comité du Salut Public aux communes dans une circulaire pour l'application du décret du 14 frimaire ; il faut que son action puisse s'exercer et frapper à toutes les heures, à tous les instants. Voilà pourquoi les agents nationaux n'ont qu'un pouvoir, voilà pourquoi vous n'avez qu'un cercle, afin que l'exécution de la loi sorte toujours de ce pouvoir qui lui est entièrement destiné » ⁷.

1. Arch. municipales Carantilly, Reg. Conseil général commune.

2. Arch. municipales Saint-Pierre-de-Semilly, Reg. délibérations municipales Saint-Pierre-de-Semilly.

3. Arch. Manche, L II 1076, Minutes de lettres.

4. Arch. municipales Saint-Samson-de-Bonfossé, Reg. municipalité Saint-Samson-de-Bonfossé f^o 50.

5. Arch. municipales La Chapelle-Enjuger, Reg. Conseil de La Chapelle-en-Juger, f^o 52.

6. P. Mautouchet, opus. cit. p. 246, 247.

7. Ibidem, p. 250.

L'application de ce décret dans le district de Saint-Lo, provoqua comme partout une recrudescence du terrorisme. On ne connut pas à loin près dans ce coin de Basse-Normandie la fureur et les violences de certains points de la France. La tension des esprits s'accrut cependant. Malgré la regrettable pénurie de documents relatifs à cette période, et en particulier aux sociétés populaires, on constate de véritables divisions entre les modérés et les ardents.

Dès brumaire, des dissentiments s'élevaient à Cerisy-la-Forêt. Des citoyens avaient pénétré par violence dans la salle du Conseil de la commune. Ils avaient la prétention de faire de ce local le siège de leur société qu'ils « qualifiaient pompeusement de Société des Sans-Culottes, qualité qui ne convient qu'aux vrais patriotes et aux sociétés populaires amies du bon ordre » ¹. La municipalité porta plainte au District. La Société de son côté adressa ses doléances. Le Conseil du district lui donna raison et mit en état d'arrestation le maire et l'officier municipal, fauteurs du trouble ². La discorde acheva de s'accroître en nivôse. Le 25 nivôse cette même société dénonça la municipalité pour avoir, au mépris des décrets, conservé trois cloches. Plusieurs plaintes, observait le Conseil du district, avaient été portées contre la municipalité et le comité de surveillance de Cerisy accusés de « vexations criminelles » contre la Société populaire ³. Evidemment un esprit plus modéré animait le comité de surveillance que la Société populaire. On le voit, à propos d'une dénonciation envoyée par elle au District. Cette dénonciation avait été colportée et signée sans même avoir été lue, par des femmes et jeunes filles. Le comité de surveillance décida de faire connaître ce procédé

1. Arch. Municipales Cerisy-la-Forêt, 2^e Reg. Conseil de Cerisy-la-Forêt, f^o 50.

2. Arch. Manche, L II 1006, Reg. Conseil district, f^o 72.

3. Arch. Manche, L II 1008, Reg. Conseil district, f^o 14, 15.

au District ¹. Sur ces entrefaites une deuxième Société populaire s'était formée. Il y eut ainsi deux partis à Cerisy avec deux sociétés populaires, l'une modérée, l'autre avancée. Les avancés eurent le dessus ². Le District, le 7 ventôse, invita le Conseil de la commune à rétablir la fraternité. Celui-ci répondit par l'adresse suivante : « Le Conseil aime l'union, la concorde, la vérité, la justice et la fraternité. Il désirerait qu'il ne dépendit que de lui de rallier tous les citoyens et de les serrer du lien de la fraternité. Dans cette commune, il y a une société connue sous le nom de société populaire composée d'un petit nombre de citoyens dont la conduite à l'égard des corps constitués a toujours annoncé des sentiments différents. Le Conseil désire l'arrivée dans la commune des commissaires qui pourront se rendre compte de la situation ³ ». Enfin, le 12 ventôse, le maire expose au Conseil que pour opérer l'épuration des autorités constituées prescrite par le représentant Bouret, des commissaires désignés par ce représentant étaient venus dans la commune. Leurs discours ont fait disparaître l'esprit de division et de discorde qui y régnait depuis longtemps. Pour faire renaître l'union ils ont anéanti les deux sociétés de manière à en former sur leurs ruines une seule à laquelle ils ont donné le nom de Société de la Révolution ⁴.

Il régnait, en effet, « des divisions scandaleuses », les sociétés populaires se déchiraient respectivement et n'étaient point d'accord avec les autorités constituées ⁵.

1. Arch. Municipales Cerisy-la-Forêt, 2^e Reg. Conseil général, Cerisy-la-Forêt, f^o 72.

2. Ibid., f^o 73, 74.

3. Arch. Municipales Cerisy-la-Forêt, 2^e Reg. Conseil général, Cerisy-la-Forêt, f^o 78, 79.

4. Arch. Municipales Cerisy-la-Forêt, 2^e Reg. Conseil général, f^o 81.

5. Arch. Manche, L II 1045, Reg. comptes décadaires du 21 nivôse au 1^{er} ventôse. Non folioté.

A Torigni, la discorde était générale. Un nommé Dingot avait dénoncé comme suspect et aristocrate le citoyen Feuillet. Ce dernier porta l'affaire devant la Société des Amis de la Constitution. Dans une séance du 6 nivôse an II, sous la présidence du maire Cauchard, la Société entendit contradictoirement le dénonciateur et le dénoncé. Elle conclut en proclamant que Feuillet était « un bon citoyen, un brave républicain et un vrai sans culottes ». Il fut admis à l'unanimité membre de la société et le président lui donna l'accolade... Le dénonciateur fut flétri. On demanda sa radiation de la société, et en attendant la décision des commissaires chargés de l'épuration on arrêta qu'il ne reparaitrait pas aux séances ¹. « Il y avait toujours eu du patriotisme et de l'énergie, à Torigni, remarquait le District, mais des républicains solides se plaignaient d'y être persécutés depuis quelque temps. La Société populaire y était infiniment trop nombreuse, ce qui « rabaisait visiblement l'esprit public ².

A Tessy, des citoyens avaient tenté de fonder une seconde société populaire. La première avait été créée au moment de la menace d'invasion des rebelles de la Vendée et avait donné des preuves de patriotisme. Le District « jaloux d'entretenir partout la paix et la concorde », s'opposa à la formation de la deuxième afin d'éviter les dissensions nées de cette dualité à Cerisy. Le Département, d'ailleurs, par une mesure générale décida de ne faire aucun envoi à plus d'une société populaire par commune ³. De son côté, la Société populaire du Rocher-la-Liberté avait écrit à celle de Tessy une lettre lui conseillant

1. Arch. Manche, L II 1406. Il n'existe qu'un unique extrait des délibérations de la Société des Amis de la Constitution de Torigni. Il est consacré tout entier à l'affaire Feuillet-Dingot.

2. Arch. Manche, L II 1045, Reg. comptes décadaires du 21 nivôse au 1^{er} ventôse. Non folioté.

3. Arch. Nationales, D III 147.

l'union et ses sages avis avaient été finalement écoutés ¹.

Partout l'épuration des autorités constituées s'opérait.

Le 19 nivôse le représentant du peuple Bouret procédait à celle du Conseil de la commune de Saint-Lo. « Considérant qu'une surveillance active et jamais interrompue, est le seul moyen de parvenir au but que nous nous sommes proposé, que le renouvellement et l'épuration des corps constitués, administratifs, judiciaires et surveillants doit amener le salut public en écartant de ces corps les citoyens faibles, timides, inhabiles ou malveillants qui pourraient s'y trouver pour substituer à leur place des patriotes révolutionnaires, des républicains sans-culottes, dignes d'obtenir le glorieux nom de sauveurs de la Patrie et de le mériter surtout par une conduite ferme, intrépide et véritablement révolutionnaire ; considérant que la commune de Saint-Lo, chef-lieu du district, se trouve dans le voisinage d'un département où le fédéralisme a osé déployer avec audace son caractère hideux, que près d'elle les brigands de la Vendée, sans doute animés par des espérances coupables, sont aussi venus exercer leur ravage, que la prudence et le courage de plusieurs bons citoyens de cette commune ont servi avec efficacité au salut de la Patrie et surtout d'un département le plus intéressant de la République, mais qu'il paraît encore s'y être introduit ou rester dans les administrations des citoyens douteux, que d'ailleurs il en est qui se livrent en même temps à des fonctions incompatibles », Bouret révoqua Antoine Vieillard ², le maire Durier l'agent national Gonfrey. Oury était appelé à la mairie. L'administration municipale épurée devait entrer en fonctions dans les

1. Arch. Municipales Saint-Lo, D 31, Reg. délibérations Conseil général Saint-Lo, f^o 61.

2. Arch. municipales St-Jean-de-Savigny, Reg. municipalité St-Jean-de-Savigny, f^o 3.

24 heures ¹. Le citoyen Oury ne se présenta pas de suite malgré des invitations répétées. Le 23 nivôse seulement, il accepta sa nomination et vint prêter le serment exigé par la loi ².

Le 23 nivôse, le maire de Saint-Jean-de-Savigny donna lecture au peuple de la circulaire relative à l'épuration des autorités constituées. Il demanda ensuite aux assistants de faire connaître leurs sentiments au sujet de la municipalité et du comité de surveillance. Ils répondirent qu'ils n'avaient rien à dire ³.

A Carantilly, Bréard le procureur de la commune, quoique parent d'émigré fut maintenu au nombre des autorités ⁴. A Agneaux, il y eut des remplacements en pluviôse ⁵.

Au même moment on continuait à enlever les emblèmes séditieux. A Saint-Georges-de-Montcocq on effaçait les fleurs de lys de l'église. Le 7 nivôse ⁶ on brûlait des parchemins à Percy ⁷. On contraignait la sœur du curé de Carantilly à porter la cocarde ⁸. A Cerisy, on se dénonçait ⁹. Le nombre des détenus augmentait. On les incarcérait à la maison d'arrêt de Saint-Lo et surtout à celle de Torigni. C'est dans cette dernière que fut envoyé François Robillard, l'ancien subdélégué ¹⁰.

L'administration du district montrait d'ailleurs de l'humanité envers les suspects. Une femme mère de 10 enfants et malade, arrêtée pour cause d'opinions religieuses fut transférée

1. Arch. Municipales Carantilly, Reg. délibérations Conseil général. Carantilly.

2. Arch. Municipales Agneaux, Reg. municipalité, Agneaux f° 51.

3. Arch. Municipales Saint-Lo, D 34, Reg. délibérations Conseil Général, Saint-Lo, f° 61.

4. Ibid. f° 64.

5. Le conseil certifica au représentant du peuple, la manière dont le maire s'était comporté dans sa place, sur la demande de Vieillard. Ibid., f° 59.

6. Arch. Municipales Saint-Georges-de-Montcocq, Reg. Conseil Saint-Georges-de-Montcocq, f° 149.

7. Arch. Municipales Percy, Reg. Conseil Général, Percy, non folioté.

8. Arch. Municipales Carantilly, Reg. Cit.

9. Arch. Municipales Cerisy-la-Forêt, 2^e Reg. Conseil Général, Cerisy-la-Forêt.

10. Arch. Manche, L 2 1008, Reg. Conseil district, f° 21.

chez elle sous la surveillance des autorités ¹. Ce n'était pas là un cas unique. Un certain nombre de suspects étaient renvoyés chez eux pour raison de maladie. Les municipalités devaient rendre compte chaque semaine de l'état de santé de ces citoyens. Très humain, le District redouta de l'avoir trop été. D'après la loi révolutionnaire, il n'appartenait qu'aux représentants du peuple de mettre en liberté les détenus. Le conseil expliqua que s'il avait agi guidé par des sentiments d'humanité, il savait aussi prévenir et réprimer les abus. A l'avenir, aucune cause de maladie ne pourrait « engager l'administration à accorder ce soulagement, à moins que l'officier de santé n'atteste positivement sous sa responsabilité que le détenu court danger pour sa vie en restant à la maison d'arrêt ». Au surplus, l'administration instruirait le représentant du peuple des motifs impérieux qui avaient déterminé sa conduite, « n'ayant jamais eu l'intention d'empiéter sur ses pouvoirs qu'elle ne cessera de respecter » ².

Bouret avait assisté à la séance de la Société populaire de Saint-Lo. Le District, on le voit, lui témoignait le plus grand respect. Cependant les municipalités rurales mettaient assez peu d'empressement aux épurations. « Il est grand temps, écrivait le District au représentant du peuple le 3 ventôse, que les épurations s'opèrent et que les autorités constituées prennent l'essor vers la Montagne, car la fange du Marais pourrait contagier l'air de la Liberté. Nous connaissons plusieurs communes où les comités de surveillance sont réduits à deux ou trois membres et des municipalités également défectueuses

1. Arch. Manche, L II 1007, Reg. Conseil district, f^o 38.

2. Arch. Manche, L II 1008, Reg. Conseil district, f^{os} 37, 38. — Certains détenus ainsi autorisés à rester chez eux se promenaient et faisaient des parties chez leurs amis avec leurs sentinelles « dont ils s'accordent à merveilles en les payant et hébergeant bien » : Arch. Manche, L II 1065, Reg. corr. bureau d'administration, f^o 8.

composées de frères, de parents, etc... Nous désirons fortement que tu veuilles prendre dans ta sagesse un moyen prompt d'une réorganisation au moins provisoire de ces autorités qui, se trouvant paralysées arrêtent le mouvement révolutionnaire »¹.

Sur tous les points du district étaient plantés en grande pompe des arbres de la Liberté. A Saint-Lo on plaça même un factionnaire auprès de l'arbre pour s'opposer à « tout attentat contre un dépôt aussi précieux pour les vrais sans-culottes. »

Des mesures étaient prises pour aviver le civisme des citoyens. Tous les commis et employés devaient avant le 2 germinal justifier d'un certificat de civisme². On construisit à Saint-Lo un échafaud pour exposer les condamnés³. On lut-tait contre les faux bruits d'attaques des Anglais à Cherbourg, Granville, Port-Malo. Le District adressa même à ce sujet une lettre aux sociétés populaires, municipalités et comités. Ce système de propagation de faux bruits, que l'on appelle de nos jours « Défaitisme » était l'œuvre des malveillants. « Tout bon citoyen, disait la lettre, voit avec un sentiment pénible le malheur de sa patrie quand il existe réellement. Il le suspecte et sa douleur est muette. Mais celui qui le prévient, celui qui le présage et le publie est coupable par cela seul qu'il annonce une coupable volonté⁴ ». On dut également sévir contre les somnambules qui profitaient du trouble des esprits pour se livrer à de véritables escroqueries⁵.

Le Conseil du district publia le 18 ventôse pour les municipalités, comités de surveillance et agents nationaux des communes de son ressort une Instruction au sujet du décret

1. Arch. Manche, L II 1046, Reg. corr. avec représentant du peuple, n° 10, f° 3.

2. Arch. Manche, L II 1008, Reg. Conseil district, f° 73.

3. Ibid., f° 56.

4. Arch. Manche, L II 1045, Reg. Comptes décadaires, du 3.

5. Arch. Manche, L II 1065, Reg. corr. du bureau d'administration, f° 34.

du 14 frimaire. Il réclamait des comptes décadaires rédigés sur ce modèle :

Analyse des opérations de la municipalité de....

Exécution des lois. — Esprit public. — Biens nationaux. — Biens des émigrés. — Pères et mères d'émigrés. — Fabriques. Biens communaux. — Salpêtres. — Travaux publics. — Pertes et secours. — Subsistances. — Recrutement. — Marchandises et effets militaires.

L'Instruction expliquait comment devait être traité chaque paragraphe. Celui sur « l'Esprit public » devait comprendre « tout ce qui concerne le progrès des lumières..., faire connaître quelle est l'opinion de la masse du peuple relativement à la Révolution »..., « les opinions religieuses et les mesures prises pour éclairer les esprits faibles ¹ ».

Ces stimulants étaient sans effet. Les municipalités rurales se montraient négligentes et le Conseil du district déplorait leur inertie ². Elles ne comprenaient même pas la différence entre les fonctions d'agent national et celles des officiers municipaux ³.

A la maison d'arrêt de Torigni il s'était produit des abus. Le Comité révolutionnaire prit des mesures pour les réprimer ⁴. Au début de floréal, 5 détenus se soulevèrent. Il fallut réprimer cette insubordination ⁵. On avait libéré quelques suspects en germinal, l'ancien maire de Cerisy et sa femme qui avaient, on le reconnaissait, donné des preuves de civisme ⁶.

Le représentant du peuple Bouret approuva la décision prise par l'administration du district de mettre en liberté deux

1. Arch. Manche, L II 1008, Reg. Conseil district, de f° 106 à 110 inclus.

2. Ibid. f°s 117, 118.

3. Arch. Manche, L II 1065, Reg. cit. f° 21.

4. Arch. Manche, L II 1009, Reg. Conseil district, f° 10.

5. Ibid. L II 1045, Reg. comptes décadaires, du 6.

6. Arch. Municipales Cerisy-la-Forêt, 2^e Reg. Conseil Général Cerisy-la-Forêt, f° 87.

citoyens de Soullès détenus par l'effet de haines particulières ¹. Le conseil de la commune de Saint-Lo défendit le receveur du district Vieillard ² qui avait été l'objet d'une dénonciation anonyme ³.

Les derniers mois de l'an II ne virent pas s'accroître le zèle des municipalités, si l'on en juge d'après les rares documents que l'on possède. Le District exhortait sans cesse les autorités de Torigni à l'observation scrupuleuse de la loi ⁴.

La municipalité de Carantilly, malgré de nombreuses réclamations, négligeait d'envoyer les comptes et états qu'elle devait fournir ¹. Bréard, l'agent national de cette commune, le seul dont on connaisse un peu le rôle, adressa au maire et aux officiers municipaux de très vives observations : « Ce n'est pas les remplir (leurs devoirs) que d'y mettre des entraves ou de les négliger. Le vrai républicain ne connaît jamais d'obstacles qui puissent l'empêcher d'accomplir avec exactitude les devoirs dont il est chargé par la confiance de ses concitoyens qu'il a bien méritée. Ce n'est pas correspondre à cette confiance que d'y manquer aussi essentiellement que l'ont fait chez nous les citoyens depuis l'épurement de la municipalité. Ce corps étant composé de citoyens qui ont la confiance entière de toute la commune, je croyais que l'agent national ne serait seulement que spectateur de toutes les opérations municipales et que la municipalité même dicterait tous les devoirs de l'agent national. Mais au contraire, je vois que volontiers dans toutes les séances il n'y a aucune exactitude. Tantôt c'est l'un qui manque, tantôt les autres. Le Conseil étant réuni fort souvent, plutôt que de

1. Arch. Manche, L II 1009 Reg. Conseil district, f° 52.

2. Arch. Municipales Saint-Lo, Reg. corr. Conseil Général, Saint-Lo, D 31, f° 135.

3. Arch. Manche, L II 1065, Reg. corr. du bureau d'administration.

4. Arch. Municipales Carantilly, Reg. délibérations Conseil Général Carantilly.

s'occuper de son devoir, l'on se met à se disputer, ce qui fait que les opérations de la municipalité restent dans l'inaction. Je vous le répète, citoyens, il ne suffit pas d'être officier municipal ; il faut en remplir exactement les fonctions avec un scrupule religieux et sans aucune partialité. C'est pourquoi, citoyens, je vous invite au nom de la raison à rentrer dans l'ordre et à vous réunir comme frères et vrais républicains de manière à être toujours à la hauteur de remplir votre devoir sans aucun retard. Observez, citoyens, que le glaive de la loi est suspendu sur nous prêt à tomber ¹ ».

A presque toutes les communes le District avait à adresser des observations analogues.

On peut se faire une idée du nombre des détenus en examinant la liste dressée par le comité de surveillance du district, le 9 thermidor an II, après examen des dossiers, conformément à la loi du 21 messidor de la même année permettant la mise en liberté provisoire des cultivateurs et manouvriers domiciliés dans des localités de moins de 1.200 habitants.

Il y avait 61 détenus ainsi répartis :

Cantons de Canisy, 27 ; Percy, 2 ; Jean-des-Baisants, 19 ; Tessy, 6 ; Torigni, 7.

Sur 61 détenus 16 avaient été incarcérés pour « opinions religieuses ; 3 comme suspects » sans autre motif, 1 « pour avoir hanté des suspects ». D'autres avaient été arrêtés pour avoir « refusé de vendre de la chandelle au Comité », pour avoir « tenu des propos violents contre le Comité », s'être déclaré aristocrate, « n'avoir hanté que des émigrés », « avoir montré de l'indifférence pour la révolution », « n'avoir pas voulu marcher lors de la levée en masse », « être belle-mère d'un prêtre déporté ». Un détenu avait traité les membres de

1. Arch. Municipales Carantilly, Reg. Conseil général, Carantilly.

la Convention de fripons et de brigands. Une cultivatrice s'était apitoyée sur la mort du tyran. Un cultivateur s'était montré partisan du Fédéralisme ¹.

En germinal an II, le nombre des détenus s'élevait encore à 20 ².

— IV —

Au nombre des mesures de sûreté générale prises par la Convention pendant le 1^{er} trimestre de 1793, figure le décret du 21 mars, instituant les Comités de surveillance. D'après ce décret, il devait être formé dans chaque commune un comité composé de douze citoyens. Ces comités, dont les membres ne pourraient être choisis ni parmi les ecclésiastiques, ni parmi les ci-devant nobles ou leurs agents et seraient nommés au scrutin et à la pluralité relative des suffrages, étaient chargés de recevoir les déclarations des étrangers dans leur ressort. Tout citoyen d'ailleurs devait se présenter devant lui ou devant le Conseil général de sa commune pour avoir une nouvelle carte civique huit jours après publication du présent décret ³.

Les décrets du 12 août et du 12 septembre 1793, sur les suspects, chargeaient ces Comités de dresser la liste de ces citoyens, de décerner contre eux les mandats d'arrêt et de faire apposer les scellés sur leurs papiers. Les commandants de la force publique seraient tenus de mettre ces mandats à exécution sous peine de destitution ⁴.

D'une façon générale, l'histoire des Comités révolutionnaires, qui seule permettrait de saisir sur le vif l'action quotidienne du gouvernement révolutionnaire sur la foule anonyme,

1. Arch. Manche, L 1386, Reg. du Comité de surveillance du district de Saint-Lo.

2. Arch. Manche, L II 1045, Reg. cit.

3. Cahen et Guyot : l'Œuvre Législative de la Révolution, pp. 78, 79, 80.

4. P. Mautouchet : le Gouvernement Révolutionnaire, pp. 194, 195, 196.

reste encore fort mal connue, dit M. Pariset ¹. Pour le district de Saint-Lo, l'historien n'est pas plus favorisé. Il n'a subsisté qu'un seul registre de délibérations, celui du Comité de surveillance de Saint-Lo, et ce registre ne va que du 30 brumaire au II au 21 fructidor an II. Tous les autres registres dont certains, comme celui de Torgny, devaient être très intéressants, ont disparu. On sait seulement qu'il y eut des comités.

Le 17 avril 1793, sur la lecture de la lettre du procureur général syndic du 16, relative à la formation d'un Comité de surveillance à Saint-Lo, l'administration du district arrêta que copie de cette lettre serait adressée à la municipalité et à la société républicaine ; que la municipalité serait invitée à nommer dans son sein deux citoyens qui, avec les deux citoyens choisis par le Conseil de la commune parmi ses membres et avec Cauchard et Denier, membres du District, formeraient le Comité de surveillance. Le 24, le Comité ainsi constitué, rédigeait une adresse aux habitants, pour leur faire connaître sa formation ².

Le 30 juin, un Comité de surveillance était créé à Carantilly, pour le repos et salut public et pour le maintien et soutien de la constitution et la défense de la liberté et de l'égalité. « Les dits membres de ce Comité seraient obligés de surveiller tout ce que la loi met en leur pouvoir, sans avoir aucun égard, ni respect humain pour qui que ce fut, en se comportant en vrais républicains ³ ».

Ce fut le Comité de surveillance de Saint-Lo qui proposa d'installer la maison d'arrêt dans le château de Torgny. Il s'occupait d'ailleurs sérieusement de l'arrestation des sus-

1. E. Lavisce : Hist. de France contemporaine, t. 2, pp. 183, 184.

2. Arch. Manche, L 560.

3. Arch. Municipales Carantilly, Reg. délibérations Conseil général Carantilly.

pects ¹. Celui de Tessy montrait du zèle. Il exagérait même et le Conseil du district dut le 8 octobre, lui rappeler les devoirs d'humanité : il avait détenu trois jours au corps de garde un suspect de 85 ans ². A La Haye-Bellefonds, loin de remplir leurs obligations, les membres du Comité de surveillance jetaient le trouble dans la localité. Ils insultaient le procureur de la commune, entraînaient des déserteurs dans les cabarets, et « s'arrogeaient une autorité tyrannique pour arrêter les opérations de la municipalité » ³.

Certaines communes, moins ardentes, à la date du 8 octobre, n'avaient pas encore formé de comités. L'administration dut les rappeler à l'exécution de la loi ⁴.

En parcourant les registres du Comité de surveillance de Saint-Lo, on se rend compte de son attitude et de ses opérations. Il exerça ses fonctions avec civisme et zèle, mais sans excès. Parmi les inculpés qu'il interrogea, on trouve un citoyen qui avait tenu des propos propres à jeter l'alarme (1^{er} frimaire an II) ⁵ ; un prêtre chapelain accusé d'avoir voulu, lors de la dernière levée en masse, empêcher les citoyens de partir sans que les officiers municipaux partent avec eux « système contre-révolutionnaire suivi depuis longtemps par le sacerdoce papiste » ⁶ ; un cultivateur qui avait tenu des propos analogues à ceux du prêtre ⁷.

A partir de frimaire, on attribue dans les registres la dénomination de révolutionnaires aux Comités. Les Comités révolutionnaires manquaient probablement de civisme, car le

1. Arch. Manche, L II 1019, Reg. Directoire district, f^o 11, 12.

2. Arch. Manche, L II 1006, Reg. Conseil district, f^o 56.

3. Arch. municipales La Haye-Bellefonds, Reg. municipalité. La Haye-Bellefonds, f^o 72.

4. Arch. Manche, L II 1006, Reg. Conseil district, f^o 54, 55.

5. Arch. Manche, Reg. Comité de surveillance de Saint-Lo L 1386.

6. Ibid.

7. Ibid.

28 nivôse, le District leur adressait des observations ¹.

Si le Comité de Saint-Lo remplissait ses devoirs avec un zèle vraiment républicain ², celui de Torigni n'avait guère « médité la loi du 14 frimaire » Des personnes du dehors communiquaient avec les détenus et la loi du 19 vendémiaire était journellement enfreinte à cet égard. Les sentinelles buvaient avec les détenus, et ces derniers rédigeaient des pétitions pour des gens du dehors. On traitait très inégalement les prisonniers. Le commandant de la garde nationale mangeait avec certains d'entre eux. Au contraire, d'autres, malades, manquaient de place et d'air dans des « appartements incommodés » ³. Le Comité de Rouxville commettait des abus de pouvoir ⁴.

En germinal, on constata des progrès chez les Comités. Quelques-uns étaient « marquants par leur zèle, leur activité et leur républicanisme ». Celui du Rocher la Liberté continuait à accroître ses mérites. Celui de Torigni était à la hauteur des circonstances ⁵. Les commissaires du représentant du peuple Bouret l'avaient réorganisé d'après les renseignements de véritables sans-culottes. Malgré le modérantisme qui sévissait dans la localité, il se montrait actif, et « l'énergie reprenait visiblement dans la commune ». Sa correspondance était « exacte et pleine » ⁶. Le District l'encourageait à découvrir les correspondances suspectes, tout en lui recommandant de respecter en général le secret des postes « qui serait inviolable et sacré dans tout autre moment que celui où les conspirateurs secrets

1. Arch. Manche, L. II 1008, Reg. Conseil district, f° 74.

2. Ibid.

3. Arch. Manche, reg. cor. avec Comités de surveillance, n° 6, 16 pluviôse, an 2.

4. Arch. Manche, L. II 1008, reg. cit. f° 139.

5. Arch. Manche, L. II 1045, reg. comptes décadaires du 10.

6. Arch. Manche, L. II 1046, reg. corr. avec Représentants du Peuple, n° 21, f° 9.

ont forcé la Convention d'établir le gouvernement révolutionnaire pour sauver la Patrie » ¹.

Pendant tout l'été de l'an II, le Comité de surveillance de Saint-Lo déploya son activité. Il ouvrit une enquête sur les faux bruits relatifs à la prétendue mauvaise qualité des canons de la fonderie de la ville ². Il décerna des mandats d'arrêt contre des citoyens qui avaient voulu empêcher des gens de travailler le dimanche ³. Il fit arrêter, le 6 messidor 26 religieuses du Bon Sauveur et 5 de l'Union Chrétienne qui n'avaient pas prêté serment ⁴.

Composé de 11 membres, ce Comité, le 17 thermidor, le 2 et le 17 fructidor, renouvela son bureau. On remarque le nom de Burnel à la présidence ⁵.

Le 9 thermidor, il jugeait sévèrement le comité de Soullès : « Les détenus de cette commune relaxés, disait-il, sont particulièrement nombreux. On n'en compte pas moins de 18, alors que les autres communes en ont au plus 3 ou 4. Par injustice et par passion, il a fait arrêter sans motifs valables et même sans aucun motif ⁶ ».

La majeure partie des Comités de surveillance, à cette date étaient épurés et quelques-uns renouvelés en entier, notamment celui de Soullès ⁷.

Le décret du 7 fructidor an II créait un Comité révolutionnaire dans chaque chef-lieu de district ⁸. Le 22 fructidor, le Comité de surveillance de la commune de Saint-Lo, commença

1. Arch. Manche, L. II 1045, reg. cit. du 29.

2. Arch. Manche, L. 1386, reg. cit.

3. Ibid.

4. Ibid.

5. Arch. Manche, L. 1386, reg. cit.

6. Ibid.

7. Ibid.

8. P. Mautouchet, opus. cit. p. 323.

à exercer les fonctions de Comité de surveillance provisoire du district ¹.

— V —

La majorité des départements français avait protesté contre le Coup d'Etat du 2 juin. La Manche fut du nombre. Dès le 27 mai 1793, les administrateurs du département avaient pris parti dans la lutte qui s'engageait entre la Convention et Paris. En présence des dissensions leur assemblée, dans une adresse à la Convention Nationale, avait manifesté son amour de l'ordre, de l'union et de la paix.

« Etrangers à tous les partis, nous n'en connaissons d'autre que la majorité de la Convention Nationale : Nous ne connaissons de Plaine que celle où nous aurons à combattre les tyrans armés contre la France libre ; nous ne connaissons de *Montagne* que celle où vainqueurs du despotisme et de l'anarchie, ralliés tous autour de la Constitution que vous nous aurez donnée, vous placerez auprès de l'arbre de la Liberté le rameau précieux de l'union et l'olivier de la paix. C'est alors que vous recueillerez les bénédictions de la France, l'admiration de l'Europe et que le peuple, dans l'ivresse de sa gloire et de son bonheur, proclamera de toutes parts que ses représentants ont bien mérité de la patrie ² ».

Dès le 7 janvier 1793 par un arrêté motivé, le Conseil du département faisait un énergique appel éventuel aux armes. Il n'était que temps de mettre un frein aux progrès désastreux des factions dont la capitale était le théâtre. Dans chaque municipi-

1. Arch. Manche, L. II 1821, reg., direct^{re}, district, f^o 8. En avril 1793, le Comité de surveillance du district de Saint-Lo n'ayant plus à remplir les fonctions originaires pour lesquelles il avait été institué (par suite des immenses pouvoirs donnés par la loi au Comité de surveillance de la commune), changea son nom en celui de Comité des armes et se consacra à la Manufacture d'armes de Saint-Lo.

2. Arch. Nationales D XL 21.

palité serait ouvert un registre où s'inscriraient les citoyens pour se rendre à Paris auprès de la Convention nationale à la première réquisition qui leur en serait faite.

Le 14 juin, le même Conseil prenait un autre arrêté non moins significatif. En présence des abus commis par les députés de la Convention près de l'armée des côtes de Cherbourg, Prieur de la Marne et Lecointre, de leurs arrestations arbitraires, de leur opposition à l'expédition par le Département de secours aux frères menacés de Rennes et de Nantes, il n'hésitait pas à se dresser contre eux. Désormais leur mandat ne serait plus reconnu. Défense serait faite à toutes les autorités constituées, civiles et militaires, de leur obéir. La Convention nationale, le pouvoir exécutif, tous les agents administratifs et tous les chefs de l'armée seraient avisés de cette hardie mais nécessaire mesure. « Considérant que la place des législateurs est dans le sanctuaire des lois, ces deux citoyens étaient invités à se rendre dans le plus bref délai au sein de la Convention.

Cet arrêté avait été lu le 16 en conseil du District de Saint-Lo. Les autorités assistaient à la lecture.

Le 17 juin, sur la proposition des commissaires d'Avranches et de Villedieu, le Conseil du district et le Conseil général de la commune de Saint-Lo, décidèrent de nommer eux aussi des commissaires qui se réuniraient à Coutances à jour fixe et feraient connaître le vœu des Districts sur les mesures à prendre dans les circonstances actuelles. Le choix du Conseil du district se porta à vue sur le citoyen Bourdon, celui du Conseil de la commune de Saint-Lo sur le citoyen Vieillard fils, notable. On demanderait au District de Carentan son adhésion et on le chargerait d'intervenir de son côté auprès des Districts de Valognes et de Cherbourg ¹. C'était une sorte de levée en masse.

1. Arch. Manche, L II 1006, Reg. Conseil district, fos 11, 12, 13.

Ce projet n'eut pas de suites en raison de l'arrêté du Département du 18 juin qui convoquait à Coutances, pour le 24 juin, une assemblée des autorités constituées du département. Les trois membres nommés par le Conseil du district pour y être envoyés furent : Cauchard, Bourdon et Lescot ¹.

Cette assemblée à laquelle étaient admis des députés du Calvados et de la Mayenne décréta le retour à la Convention de Prieur et Lecointre. Le 27, elle déclara reconnaître la Convention Nationale, se dit prête à exécuter ses décrets provisoirement, mais elle lui demandait énergiquement de rapporter la mise en arrestation de 32 de ses membres, de rappeler les représentants délégués dans les départements, enfin, de tenir ses séances ailleurs qu'à Paris ².

D'ailleurs les commissaires de l'administration du district de Saint-Lo se retirèrent de l'assemblée ³.

Quant à la Société populaire de Saint-Lo, disait le compte décadaire de la 3^e décade de pluviôse an II, elle avait « vigoureusement lutté contre le fédéralisme ⁴.

Cependant, le 6 juillet 1793, le Conseil général du département revenait sur ses paroles et sur ses actes, déclarait avoir rejeté la convocation prématurée et illégale des assemblées primaires, la levée et l'envoi à Paris d'une force départementale ⁵.

Le 3 septembre, le représentant du peuple Le Carpentier prenait des sanctions contre l'administration du département ⁶. C'était la revanche de Paris sur la province.

1. Arch. Manche, L II 1006, Reg. Conseil district, f^o 13.

2. Ibid., f^o 16, 17.

3. Arch. Manche, L 49, Reg. Conseil général département, f^o 152, 158, 167.

4. E. Sevestre, notes et documents sur le fédéralisme en Normandie (Extrait du bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques, année 1912), p. 13.

5. Arch. Manche, L. II 1045, Reg. comptes décadaires du 21 nivôse au 1^{er} ventôse an IV.

6. Ibid., f^o 175.

« Le 9 thermidor n'a été ni une révolution, ni un coup d'Etat, mais un déplacement de majorité parlementaire ¹ ». Une scission s'étant produite dans le personnel du gouvernement, certains Montagnards détournèrent à leur profit les voix du Centre et brisèrent sans peine une tentative d'insurrection communaliste. Leur victoire est celle de la légalité. Le sentiment commun était que la loi du 22 prairial en supprimant toute garantie parlementaire, asservissait l'Assemblée au gouvernement, et l'un des premiers soins des députés, fut d'enlever aux Comités le droit qu'ils tenaient de cette loi de les mettre en accusation sans en référer à la Convention (31 juillet), puis de rapporter la loi elle-même 1^{er} août). Il en résultait que le tribunal révolutionnaire devait être réorganisé et qu'il fallait relaxer les prisonniers incarcérés pour motifs autres que ceux qu'énumérait la loi du 17 septembre 1793. Ceci se passait le 5 août.

La guillotine perdit son aveugle activité. Les prisons s'entrouvrirent et devinrent moins sévères à l'égard de ceux qu'elles retenaient encore ». Dès le 9 juin il avait été d'ailleurs décrété de mettre en liberté les agriculteurs et artisans suspects des villages pour les rendre aux travaux des champs. La Terreur finissait ». Le décret du 31 mai 1795, mit fin aux juridictions révolutionnaires; celui du 12 juin interdit jusqu'à l'emploi officiel du mot révolutionnaire.

La contre-révolution venue de Paris suivit en province la même marche qu'à Paris, mais cette marche fut moins accidentée. Nulle part la chute de Robespierre ne provoqua la moindre protestation. En dehors de la Chouannerie de l'an III qui

1. Ernest Lavisse : Hist. de France contemporaine depuis la Révolution jusqu'à la paix de 1919, t. 2, p. 244.

mérite une étude spéciale il n'y eut pas de réaction violente dans le district de Saint-Lo, mais il s'y produisit cependant une réaction. Les autorités constituées n'avaient jamais été violentes. Ayant appliqué les lois révolutionnaires avec sagesse, elles prirent de sages précautions pour canaliser le mouvement en sens opposé.

Le 13 thermidor an II, l'agent national de Saint-Lo requérait le Conseil de la commune de continuer sa permanence « pour être toujours prêt la nuit comme le jour, à arrêter les entreprises de ceux qui voudraient nuire à l'ordre public ». La permanence qui d'ailleurs n'avait pas été interrompue, fut soigneusement observée dans les circonstances présentes ¹. Le 17 fructidor, à la foire Saint-Gilles on s'assura le concours d'un détachement de la garde nationale pour maintenir l'ordre à Saint-Lo ². Respectueuse des célébrations officielles, la municipalité Saint-Loise remit au lundi suivant la foire St-Mathieu qui tombait le 5^e jour des sans culottides ³. Les autorités gardaient du civisme. Les membres du Conseil de la commune de Cerisy-la-Forêt furent même traités de « Robespierre » par un marchand mercier domicilié à Rouen auquel ils avaient refusé un certificat de civisme. Les motifs exposés par le Conseil sont judicieux et il est intéressant de les noter. Ce citoyen avait violé la loi du maximum. Il avait cherché, lors de la levée des Volontaires de Cerisy à obtenir un faux certificat pour ne pas servir. Il avait été des derniers à marcher contre les rebelles de la Vendée. Sous-lieutenant de la garde nationale il ne paraissait ni dans les fêtes publiques, ni dans les fêtes décadaires ⁴. Enfin des ouvriers réquisitionnés afin de travailler au pont de

1. E. Lavissee, opus cit. t. 2, p. 256.

2. Arch. Municipales Saint-Lo, reg. délibérations, Conseil général Saint-Lo, D 31, f^o 173.

3. Ibid. Reg. police municipale Saint-Lo, n^o 47, 4^o 128.

4. Arch. Municipales Saint-Lo, police municipale Saint-Lo, n^o 47, f^o 130.

Gourfaleur furent punis de prison pour s'être absentés sans autorisation ¹. L'administration du district sur l'invitation des députés de la Manche transmise par le Département s'occupait de recueillir des renseignements en vue de la libération des suspects ².

En brumaire l'état d'esprit semble assez satisfaisant. Dans les réponses faites aux questions posées par l'arrêté des représentants du peuple Bollet et Boursault du 3 vendémiaire, l'agent national du district le dépeignait tel. Les officiers municipaux étaient en général patriotes ; cependant le plus grand nombre ne remplissaient aujourd'hui leurs fonctions qu'avec une répugnance marquée, notamment en ce qui concerne les subsistances. Dans les différentes communes, quelques nobles et plusieurs prêtres résidaient. Ceux-ci avaient remis leurs lettres de prêtrise. Plusieurs autres prêtres étaient détenus à la maison d'arrêt de Torigni pour n'avoir pas remis leurs lettres de prêtrise, avant que l'arrêté du représentant du peuple Le Carpentier, qui l'ordonnait, fût publié ³.

Le 8 ventôse an III, l'Administration du district renonçait au nom révolutionnaire de son chef-lieu ⁴. Le Rocher de la liberté redevenait Saint-Lo et l'agent national faisait part de ce retour à l'ancienne dénomination aux officiers municipaux de la commune ⁵.

La loi du 5 ventôse an III, mettait en surveillance les agents destitués ou suspendus depuis le 10 thermidor. La municipalité de Torigni seule envoya la liste des membres de son ancien

1. Arch. Municipales Cerisy-la-Forêt, 2^e reg. Conseil général Cerisy-la-Forêt, fo 110. Cette municipalité refusa également un certificat à un ex-novice des Bénédictins de l'Abbaye. Ibid. fo 117. Après des réclamations, elle le fournit le 18 frimaire an III, Ibid. fo 120.

2. Arch. Municipales Saint-Lo, reg. police municip. Saint-Lo, n^o 47, fo 141.

3. Arch. Manche, L II 1009, reg. Conseil général district, fo 143.

4. Arch. Manche, L 271.

5. Arch. Municipales, Saint-Lo, non classé.

Comité révolutionnaire supprimé par la loi du 7 fructidor ¹. Les membres du comité révolutionnaire de Saint-Lo ayant cessé leurs fonctions le 1^{er} germinal, n'étaient pas compris dans les dispositions de la loi du 5 ventôse ². Le maire de Saint-Lo avait promis de faire part chaque jour de l'état de la commune au représentant du peuple Bouret ³ et il tenait sa promesse.

Le décret du 22 germinal an III, rapportait les décrets du 27 mars 1793 et du 23 ventôse an II ⁴. Celui du 21 germinal ordonnait le désarmement des terroristes. La réaction s'accroissait. Les arrêtés du représentant du peuple Bouret prescrivaient la recherche et le désarmement des personnes qui avaient commis des actes tyranniques. Il y eut lieu de les appliquer à Torigni. Charles Chaillot, ex-moine, avait été chassé de la Société populaire de Torigni. Il avait tenu, pendant le règne de la Terreur « des propos scandaleux et incendiaires en disant publiquement que l'homme après sa mort n'était qu'une charogne, qu'il fallait toujours être révolutionnaire, que le comité de Torigni n'était composé que d'un tas d'imbéciles et la municipalité d'aristocrates qui n'avaient ni énergie, ni l'âme révolutionnaire, qu'ils méritaient rester au marais ». Il avait poussé l'audace jusqu'à se prétendre investi d'une commission du Comité du Salut Public. Lorsqu'il était membre du Comité révolutionnaire, il avait procédé à des interrogatoires absolument arbitraires. Il s'était même permis d'arrêter un saumon que la fille du concierge portait à des détenus, de le faire apporter au comité et vendre malgré les réclamations. « Ces gueux et ces bougres d'aristocrates, disait-il, n'étaient pas faits pour manger de bon poisson ».

1. Arch. Nationales, D III 146.

2. Ibid. d'après un décret du 3 germinal, explique l'agent national au comité de législation.

3. Arch. Manche, L II 1070, Reg. corr. agent national et procureur-syndic district, f^o 34.

4. L. Cahen et R. Guyot : l'œuvre législative de la révolution, p. 109.

Au cours d'un procès, il avait essayé d'ameuter le peuple contre un officier municipal et contre le commandant de la garde nationale en invoquant la Montagne : « Sainte Montagne, trois fois sainte, frappe. Il en est temps, la hache est levée. Tarder davantage, il n'en serait plus temps. Dépêche toi, peuple souverain, de réduire à néant tes ennemis ». Lors de l'invasion des rebelles de la Vendée dans le département, on l'avait vu essayer de se constituer le Marat de Torigni. Il s'était efforcé de soulever contre les détenus les citoyens rassemblés sur la place pour voler au secours de la Patrie. « Nous partons, s'était-il écrié, mais nous laissons nos femmes et nos enfants à la merci d'un tas de bougres qui les égorgeront quand nous serons partis. Il faut les prévenir et aller les égorger. Si c'était mon affaire, je les enchaînerais deux à deux et je m'en déferais en braquant sur eux les canons »- Non content d'exciter au massacre les habitants, il y avait provoqué les soldats de l'armée de Sepher. Leur désignant les détenus, il ajoutait : « Voilà des pigeons qui sont bien gras. Ils sont bons à prendre » ; et les soldats de répondre : « Il n'y a qu'à nous dire un mot, cela va bientôt être fait ». Le désarmement de ce terroriste fut décidé par le Conseil de la commune le 21 prairial an III ¹. Un petit détachement de la garde nationale fut envoyé chez Chaillot qui répondit n'avoir pour toute arme que son couteau et sa canne ². Le 14 messidor, il fut rayé de la garde nationale ³.

A Percy, non seulement on arracha le bonnet rouge du sommet de l'Arbre de la Liberté, mais l'arbre mort fut arraché lui-même « dans le plus bref délai » ⁴.

Quelques troubles se produisaient.

1. Arch. Municipales, Torigni, Reg. des arr. et délibérations municipalité Torigni, D I n° 5, fo 31.

2. Ibid, fo 32.

3. Ibid. fo 41.

4 Arch. municipales Percy, Reg. délibérations conseil général, Percy, non folioté.

Le 5 prairial le directoire du district, informé que le 1^{er} prairial la Convention avait été violée, prit des mesures pour arrêter les efforts contre la République qui pourraient être tentés dans son arrondissement. La demi-brigade, la gendarmerie et la garde nationale de Saint-Lo devaient se tenir prêtes à toute éventualité ¹.

Le 10 messidor, un rassemblement se forma à Torigni. Le corps municipal dut se rendre en écharpe sur les lieux. Le procureur de la commune prit la parole. La municipalité invita les citoyens à respecter les décrets de l'Assemblée Nationale et les arrêtés du représentant du peuple en mission, Legot. Les attroupements étaient défendus et les perturbateurs de la paix publique seraient recherchés et poursuivis ². A Saint-Lo au même moment, des femmes ivres s'étaient portées à la maison commune et s'étaient répandues en propos contre-révolutionnaires.

Des poursuites furent dirigés contre elles ³. Les gardes territoriales, en prairial an III, avaient abandonné leur poste, alors que les chouans étaient menaçants. Le Directoire dut sévir ⁴. Effrayé, le maire de Saint-Lo Jean-Pierre Daniel Le Tellier Duhutrel manqua de courage et demanda à cesser ses fonctions.

Tandis que les représailles sanglantes s'organisaient dans différentes parties de la France et qu'avec les « Compagnons de Jésus » sévissait la Terreur blanche, le mouvement contre-révolutionnaire sans se porter à de pareils excès, devenait cependant plus violent dans le district de Saint-Lo. De sourdes machinations se tramaient, des pamphlets étaient lancés, inci-

1. Arch. Manche, L II 1021, Reg. directoire district. f° 82-83.

2. Arch. Torigni, Reg. arr. et délibérations municipales Torigni. D I, n° 5, f° 39.

3. Arch. Manche, L 135, Reg. corr. département, reg. non folioté.

4. Ibidem, f° 101.

tant les citoyens aux voies de fait. Saint-Lo connut la Société du Timbre sec, analogue aux sociétés secrètes anti-révolutionnaires de Lyon, de Tours, de Caen ¹. « Sous des dénominations différentes, écrivait le 21 messidor an III le procureur-syndic du district au représentant du peuple Bouret, les ennemis de la Révolution cherchent à la détruire... On cherche à fomenter des troubles et par ce moyen exciter entre les citoyens des rixes qui conduiraient nécessairement à une guerre civile ² ».

Dans la soirée du 19 messidor, certains quidams avaient répandu et jeté dans différentes maisons un pamphlet ayant pour titre : « Adresse aux membres composant la société du Timbre sec ! » et se terminant par ces mots : « L'huile de bras ne doit pas être rare dans un temps de révolution, et il en faut amplement pour toutes les Robes (*sic*)... Béni soit à jamais votre établissement, il va dérouter les malveillants, déconcerter les intrigants et terroriser les buveurs de sang, fit l'ami du peuple (*sic*) ». Tous les réglements de police défendaient aux citoyens de s'armer de massues ou de bâtons ferrés. L'administration du district dut sévir. Elle arrêta sur le champ que tout citoyen armé de lourds bâtons, connu pour avoir proféré la menace du Timbre sec serait amené devant la municipalité, interrogé et poursuivi selon l'exigence du cas ³. « Les membres composant la société du Timbre sec, déclarait le District, dirigée en apparence contre les terroristes, n'est autre qu'une coalition ténébreuse de lâches aristocrates, ennemis de la Révolution et véritables partisans du royalisme, et d'hommes voués aux ennemis intérieurs de la République, et qui pour mieux les servir, cherchent à répandre le trouble et le désordre, inventent la plus affreuse combinaison pour armer de massues

1. Archives nationales, D III 146.

2. Arch. Manche, L II 1077, administ. et police générale.

3. Arch. Manche, L II 1077, Administration et police générale.

les citoyens les uns contre les autres, en préparant la route de la contre-révolution sur les cadavres terrassés de leurs concitoyens. Ils sont à l'avance dénoncés à l'opinion publique. Tous les amis de la loi, du bon ordre, de la tranquillité, de la sûreté commune, sont invités à surveiller et faire connaître les membres de cette société¹ ». Les habitants étaient engagés à garder le plus grand calme « en attendant la Constitution et le gouvernement définitif qui doivent remplacer les orages de la Révolution par un ordre stable² ».

Le procureur de la commune envoya le pamphlet au Département³. Sur l'ordre du représentant du peuple Bouret, le Bureau municipal de police de Saint-Lo procéda à une enquête au sujet de la Société. On cita des témoins. Une femme ayant vu le citoyen Diguët ex-curé, passer avec un gros bâton l'avait entendu interpellé par un autre citoyen qui lui dit : « Prends garde de perdre ton terroriste. Il te servira à donner du Timbre sec ! » Un autre témoin ayant rencontré un jeune homme de sa connaissance avec un gros bâton avait fait dire au père de recommander à son fils de ne plus porter de bâtons de ce genre.

Une scène grave s'était passée à l'église Saint-Thomas à l'occasion de la réorganisation de la garde nationale. Bernard et Dubuisson ayant été nommés l'un président de la réunion, et l'autre capitaine des chasseurs de la garde nationale, Vieillard-Boismartin s'écria : « Je n'entends pas que mes enfants soient commandés par un terroriste ni par un scélérat qui a voulu me conduire à l'échafaud. » Dubuisson lui répondit : « Mon intention n'a jamais été de te faire de la peine mais plutôt de te ménager ». Alors Bernard invita Vieillard à se

1. Arch. Manche, L II 1077, Administration et police générale.

2. Arch. Municipales Saint-Lo, Reg. police municipale Saint-Lo, n° 47, f° 198.

3. Arch. Manche, L 56, Reg. Directoire département, n° 75.

retirer dans sa compagnie, mais ce dernier riposta qu'il n'avait point tremblé devant Carrier et ne tremblerait pas devant lui. Son fils, son gendre et un autre citoyen s'étaient rassemblés avec plusieurs personnes. « Tous les membres du Comité de surveillance sont autant de scélérats qui ont voulu nous faire périr », s'écria l'un d'eux, et il fit un geste de menace.

Des querelles avaient lieu dans les cafés au sujet du Timbre Sec. Le 19 messidor, un citoyen avait reproché à un de ses amis de faire partie de cette Société : « Comment, lui dit-il, toi qui es un défenseur de la Patrie, tu te mets du Timbre Sec ! Oui, répondit-il, nous leur en foutrons ». Des protestations s'élevèrent. Le citoyen Diguët passait pour chef de la Société composée de 60 personnes. On le signalait. Un témoin rapportait également sa conversation avec un sergent d'une compagnie de la garnison de Saint-Lo que l'on accusait d'être du Timbre Sec. « Nous aimions tant le Timbre Sec ici, avait dit le témoin au militaire, que si nous apercevons que vous en soyez nous vous rompons la barre du col. Cessez donc de fréquenter Vieillard-Boismartin ». Enfin, un cabaretier affirmait qu'il avait été fait une distribution d'imprimés du Timbre Sec à la porte de la maison commune ¹.

A Torigni, un placard incitant à la guerre civile avait été affiché pendant la nuit à la porte d'un gendarme. Celui-ci reçut un blâme pour avoir tardé à l'apporter à la municipalité ².

Un citoyen du district se plaignait même de voir l'esprit public gâté par les « odieux moyens des prêtres réfractaires et des émigrés » ³.

Les Chouans continuaient leurs incursions dans le pays, et

1. Arch. Municipales Saint-Lo Reg. Police Municipale Saint-Lo n° 47, de fo 199 à fo 203.

2. Arch. Municipales Torigni-sur-Vire, D I n° 5, reg. cit. fo 46, 8 thermidor, an III.

3. Arch. Manche, L 56, reg. Directoire départemental, fo 146.

l'inertie des officiers municipaux était inquiétante. Ceux de Percy étaient beaucoup plus préoccupés de la vente de l'arbre de la liberté mort, que de la défense de la République ¹.

La réaction accomplissait de tels progrès que l'on s'adoucissait à l'égard des terroristes. Par un arrêté du 14 vendémiaire an IV le représentant du peuple Dentzel ordonna « que les citoyens désarmés du district soient réarmés sur le champ, à l'exception de ceux qui se seraient rendus coupables de crimes ou de délits envers le code pénal ». Chaillot de Torigni, le seul citoyen qui eût été désarmé, rentra en possession de ses armes et fut remis en jouissance de tous ses droits de citoyen actif. L'esprit qui anime le citoyen Dentzel, déclarait le 16 vendémiaire an IV la municipalité de Torigni, sert également de guide au Conseil. Le vrai moyen de signaler la réunion de tous les Français est d'oublier des erreurs passagères pour vivre ensuite fraternellement ².

La vague réactionnaire, qui déferlait sur le département de la Manche, ne devait pas cependant s'arrêter de sitôt. L'Administration centrale, en nivôse an VI, était suspectée par le ministre de la police générale de manque de dévouement à la Révolution ³.

— VII —

Pendant la seconde partie de l'an III et jusqu'en l'an IV, la Chouannerie régna dans le district de Saint-Lo. Bien qu'elle y ait pris moins d'importance que dans les districts d'Avranches et de Mortain situés dans le sud du département et par suite proches voisins de la Bretagne, elle ne laissa pas de

1. Arch. Municipales Percy, non folioté.

2. Arch. Municipales Torigni, D I n° 5, reg. cit. f° 62.

3. Arch. nationales, F I b II. Manche I.

préoccuper les administrateurs en éprouvant durement le territoire de leur ressort.

La Chouannerie de l'an III ne fut pas une guerre civile. Elle se signala par une série d'incursions, d'agressions, d'actes hostiles commis par des individus isolés ou par petits groupes. Elle prit un essor nouveau pendant la réaction Thermidorienne. Les Chouans semblent avoir été féroces. Leur haine ne s'exerçait pas seulement sur les arbres de la liberté, les archives des municipalités républicaines, mais encore sur les personnes, et l'administration s'avouait elle-même désarmée vis à vis de cet ennemi insaisissable.

En prairial, les Chouans avaient coupé les arbres de la liberté d'un grand nombre de communes des environs de Torigni. L'administrateur Martin était parti pour se concerter avec les autorités de cette ville, afin d'établir des postes destinés à l'examen des passeports des voyageurs ¹. En floréal, à Beslon, à Sainte-Marie-des-Monts, Marigny, La Colombe, Fraguaire, Margueray, des « brigands connus sous le nom de Chouans » avaient pillé, maltraité, coupé les oreilles. Les principaux objets de leur haine, écrivait l'agent national au représentant du peuple Bouret, sont les prêtres assermentés, les corps constitués, les acquéreurs de biens nationaux. Des placards menaçants sont affichés ². En messidor, le pillage et l'assassinat s'exerçaient à Percy ³. Le 2 thermidor, nouvelle incursion dans cette commune. Il fallut faire marcher la force armée ⁴. A peine les colonnes mobiles lancées contre les Chouans rentraient-elles dans leurs foyers que l'on déplorait de nouveaux pillages. Dans une lettre désolée du 4 thermidor, le Directoire du district écrivait

1. Arch. Manche, L I 271.

2. Arch. Manche, L II 1070, reg. cor. agent national, et Pr. syndic district, fo 20.

3. Arch. Manche, L II 1021, reg. Directoire district, fo 139.

4. Ibid. L 56, reg. Directoire département, fo 84.

au Département : « Les habitants des communes, soit par peur, soit par goût sont leurs partisans et deviennent eux-mêmes les espions de ces bandes. Il est impossible de concevoir que deux hommes puissent en imposer à des communes entières, se fassent apporter les papiers des municipalités et les brûlent en présence des officiers municipaux, s'il n'y avait pas d'intelligence entre eux. S'il s'agissait d'un loup qui menacerait leurs troupeaux, on les verrait sur pied pour lui faire la chasse ; fût-il même enragé, il n'y en aurait aucun qui ne s'exposât au péril d'être dévoré pour sauver ses bestiaux, et on n'en voit aucun faire le moindre effort pour sauver les papiers d'une commune qui est sous leur sauvegarde... Ils sont les premiers à les bien traiter, à leur verser le meilleur cidre qu'ils ont et enfin à leur faire fête. Dira-t-on que c'est la peur ? Nous ne le pouvons croire ¹ ».

Le 14 thermidor, Torigni se mettait en état de défense ². Le 16, cinquante Chouans s'étaient répandus dans La Colombe où ils avaient enlevé douze fusils, un sabre, brûlé les archives, obligé le maire à scier l'arbre de la liberté. Et ces méfaits s'étaient commis presque sous les yeux des troupes en garnison à Villedieu ³. La nuit du 7 au 8, deux cents Chouans avaient envahi Notre-Dame-de-Beslon, où ils avaient brûlé les archives, enjoint « au ci-devant curé » de se rétracter et coupé une oreille aux deux capitaines de la garde nationale. Tels étaient les faits rapportés par le maire qui suppliait de ne citer son nom nulle part « tant est grande la terreur que les Chouans répandaient dans ces cantons ⁴ ».

Les municipalités semblaient accablées sous le poids de leurs malheurs et de leur impéritie malgré les rappels de

1. Arch. Manche L I 271.

2. Ibid.

3. Arch. Manche L II 1049, reg. cor. avec Département f^o 19.

4. Arch. Manche, L II 1049, reg. cor. avec département f^o 21.

l'Administration ¹. Le 25 fructidor, an III, le District écrivait au représentant du peuple Dentzel : « Les officiers municipaux qu'ils savaient être à leur poste, les acquéreurs de biens nationaux, les parents des défenseurs de la Patrie ont été les objets particuliers de leur fureur, ils ont battu les uns, coupé les cheveux aux autres, à ceux-ci ils ont coupé les oreilles, à ceux là ils ont enlevé des assignats ² ».

Le 14 vendémiaire an IV on avait osé abattre l'arbre de la Liberté à Saint-Lo sur le Champ de Mars ³.

Le 29 vendémiaire les officiers municipaux de Cerisy-la-Forêt réclamaient au District de la poudre et des balles pour protéger leurs archives et leurs propriétés. Le 30, en renouvelant leur demande, ils annonçaient que « cinq scélérats » avaient commencé à piller la maison d'un citoyen de Cerisy et promis de revenir plus nombreux ⁴. Le 13 brumaire, au cours d'une incursion, les Chouans brûlaient les archives de Couvains ⁵.

Un mois après la fin du District, le 30 nivôse, le Commissaire du pouvoir exécutif près le tribunal de police correctionnelle à Saint-Lo mandait : « Les ennemis irréconciliables de la République ont avili le Gouvernement, ont ranimé le fanatisme et le royalisme. Des émigrés, des prêtres déportés et reclus se sont répandus dans les campagnes et ont avec les déserteurs organisé le pillage et le meurtre » ⁶.

L'Administration du district n'avait pourtant point ménagé ses efforts pour réprimer la Chouannerie. Elle voulait fermement « purger » le pays des rassemblements de Chouans en évitant autant que possible l'effusion du sang. Sa correspon-

1. Arch. Manche L II 1070, Reg. corr. agent national et procureur syndic district, f° 77.

2. Arch. Manche L II 1046 Reg. corr. avec représentants du peuple, f° 31.

3. Arch. Manche L II 1065 Reg. corr. du bureau d'administration, f° 94.

4. Arch. Manche L I 271.

5. Ibid.

6. Arch. Nationales, F 19, 4012 Manche.

dance en fournit les preuves. Le 9 messidor an III, le général Carteaux, commandant à Saint-Lo, priait les administrateurs de nommer deux de leurs membres pour accompagner une colonne mobile qui devait effectuer une tournée de cinq à six jours¹.

Le 29 messidor, le Directoire du district prenait les mesures suivantes : Il serait établi une correspondance journalière entre l'administration et les municipalités de Torigni et de Tessy. Les officiers municipaux de Torigni prendraient les mesures nécessaires pour qu'elle ait continuellement à sa disposition un courrier propre à informer l'administration sans délai. Le reste de la garde territoriale qui était à Saint-Lo se rendrait à Tessy avec ses frères d'armes pour de là se porter où les circonstances l'exigeraient. Le commandant de la troupe de ligne à Saint-Lo serait requis de faire partir un détachement de 50 hommes de troupe dont 20 cavaliers également à Tessy, poste fixé jusqu'à nouvel ordre, pour de là se rendre dans les lieux où les besoins les appelleraient. Le citoyen Leprêtre administrateur, serait invité à faire une tournée vers la Croix-à-la-Main, Villebaudon et partout où il croirait convenable pour avoir des renseignements, établir de ce côté un lieu de correspondance. Il se rendrait à Tessy afin d'organiser la correspondance et prendre les mesures nécessaires. Le citoyen Gonfrey serait également invité à partir pour Torigni, à se concerter avec les municipalités pour l'établissement de la correspondance, à aller à Tessy pour y préparer les logements de la troupe. Les officiers municipaux de Saint-Lo s'entendraient avec le commandant de la garde nationale et des canonniers pour prendre les mesures propres à se mettre en état de défense au premier signal.

1 Arch. Manche L I 271.

Le 30 messidor, il était expédié 200 cartouches à Torigni. Le général Aubert-Dubayet de concert avec le Directoire ordonna l'envoi de toutes les troupes soldées de Saint-Lo à Tessy pour poursuivre les Chouans sans relâche¹. Le 7 thermidor pour les combattre, le Département mettait en réquisition les gardes nationales des districts d'Avranches, de Mortain, Coutances et Saint-Lo. Il créait dans chaque district une compagnie provisoire contre ces brigands². Il prenait en même temps un arrêté pour l'exécution des lois sur les passe-ports et sur le port de la cocarde nationale dans le but de « préserver le département infesté de Chouans »³. Il venait, le 6, de féliciter le District d'avoir envoyé ses deux compagnies de chasseurs et de grenadiers au secours de Marigny attaqué⁴. Le 23 une compagnie de la garde territoriale se dirigeait sur Pont-Hébert et Saint-Clair⁵. Le 27 les administrateurs du district de Vire assuraient ceux du district de Saint-Lo de leur désir d'un appui mutuel contre les Chouans⁶. Le 30 sur l'ordre du général Le Bley, commandant la 6^e division, une colonne de 100 hommes partait pour Cerisy-la-Forêt⁷.

Toutes ces mesures demeurèrent sans effet. Les envois de forces militaires ne pouvaient rien contre les attaques isolées, et les Chouans restaient des ennemis d'autant plus redoutables qu'ils frappaient dans l'ombre. Rarement ils formaient un groupe nombreux. Par exception ceux qui avaient jeté l'épouvante à Pontfarcy et à Tessy appartenaient aux troupes de Frotté qui tenait son quartier général dans la forêt de Saint-

1. Cette mesure reçut contre ordre par suite de la méprise de Pontfarcy.

2. Arch. Manche L I 271.

3. Arch. Manche L 56 Reg. départ. Manche f^{os} 92, 93, 94, 95.

4. Arch. Manche L I 271.

5. Ibid. I. II 1022 Reg. directoire district f^o 64.

6. Arch. Manche L I 271.

7. Ibid.

Jean-des-Bois ¹. C'étaient, semble-t-il, des individus venus des foyers permanents de la chouannerie du bocage normand, favorisés par la complicité ou du moins l'indifférence des populations.

Il est à remarquer que la chouannerie du district de Saint-Lo attendit l'an III pour éclater tandis qu'elle avait ravagé les environs d'Avranches et de Mortain dès l'an II. L'administration du district déplorait l'état d'esprit de ses administrés et le redoutait à la fois puisqu'elle hésitait souvent à leur délivrer des munitions ². Depuis dix mois, écrivait « le 30 nivôse an IV le commissaire du pouvoir exécutif près le tribunal de police correctionnelle de Saint-Lo, l'esprit public a totalement changé ³ ». A quoi tenait ce changement ? Dans une lettre du 29 thermidor an III un citoyen qui réclamait l'anonymat en accusait les émigrés et les prêtres réfractaires ⁴. Les documents ne permettent pas de vérifier cette assertion. Tout ce que l'on peut dire c'est que les administrations de district et de département n'y font pas allusion et que le District montra une réelle tolérance dans l'application de la loi du 11 prairial sur la liberté des cultes. Tout ce que l'on peut affirmer aussi, c'est la participation des populations du district de Saint-Lo au mouvement de réaction du reste de la France.

VIII

La monarchie avait eu ses *Te Deum* d'actions de grâces après la naissance des Dauphins et les victoires des armées royales. La Révolution eut aussi ses fêtes. Tant qu'elle recon-

1. de la Sicotière ; Louis de Frotté et les insurrections normandes (1793-1832), T I pp 277, 274.

2. Arch. Manche L I 271.

3. Arch. Nationales F 19 1012 (Manche).

4. Arch. Manche L 56 Reg. directoire départ. 1^o 116.

nut le catholicisme, elle lui emprunta l'éclat de son culte ; lorsqu'elle cessa de le reconnaître, elle eut encore des fêtes, puisque même elle en créa, telle celle des « Animaux amis de l'homme ». Si sur cette dernière on ne trouve pas de documents dans le district de Saint-Lo, on a, par contre, nombre de compte-rendus des cérémonies qui accompagnèrent la plantation des Arbres de la Liberté, la commémoration des grandes journées, la célébration des victoires.

Le 7 mai 1792, le Conseil de la commune de Saint-Lo, cédant aux instances de la société des Amis de la Constitution, avait autorisé la plantation d'un arbre de la Liberté sur le Champ de Mars ¹. Cette plantation eut lieu le 20 mai. Toutes les autorités civiles et militaires y assistaient : le maire et les officiers municipaux, les membres du Directoire, les membres du tribunal du district, du tribunal de paix et de conciliation, les Amis de la Constitution. Les compagnies de la garde nationale et les compagnies de grenadiers du bataillon de l'Eure avec leur musique, entourant les autorités, les accompagnèrent sur le Champ de Mars. Plusieurs salves de coups de canons furent tirées à leur arrivée. On forma le carré autour de l'Arbre et les autorités prirent place au milieu. Il y avait une quantité prodigieuse de spectateurs. Les membres des différents corps civils et militaires « s'empressèrent à l'envi les uns des autres, d'aider de toutes leurs forces à l'élévation de l'Arbre de la Liberté orné des trois couleurs nationales, et portant pour devises : d'un côté : Mort aux Tyrans ; de l'autre : « Soumission à la Loi, Union fraternelle ». On prit des pelles et des pioches pour accélérer la plantation « au milieu des cris de joie et de l'air si joyeux : Ça ira, ça ira ! ». « On n'a entendu que des cris de joie qui était peinte sur le visage de tous les

1. Arch. municipales Saint-Lo. D 29, Reg. 42, Reg. délibér. Conseil général Saint-Lo du 4 nov 1791 au 3 nov. 1792, fo 52.

spectateurs et assistants, témoignage de leur satisfaction et soumission aux lois ». Le maire et le président de la Société des Amis de la Constitution, prononcèrent des discours, après lesquels le cortège retourna à la maison commune ¹.

Le 7 octobre suivant, un Arbre de la Liberté fut planté à Cerisy avec le concours du clergé. Accompagné de la garde nationale, le Conseil de la commune se rendit sur la place au son du tambour. L'aumônier de la garde célébra une messe basse sur l'autel de la Patrie. Le maire harangua le peuple et les serments furent à nouveau prêtés par le clergé et la garde nationale. On planta l'arbre. Après les versets et répons liturgiques, le cortège se rendit processionnellement dans la cour de la ci-devant Abbaye où le maire alluma un feu de joie. Le Te Deum fut chanté. Il y eut des décharges de la garde nationale. Enfin plus de 200 citoyens réunis à la halle aux grains prirent part à un repas qui clôtura la fête ².

À Condé-sur-Vire, la plantation de l'Arbre de la Liberté eut lieu le 30 pluviôse an II. Pour se le procurer, on s'adressa à un vieillard de 72 ans qui répondit qu'à son âge « il était heureux de participer à une si belle fête et qu'il se félicitait d'avoir assez vécu pour voir renaître le genre humain dans ses droits ». La municipalité fit la proclamation suivante : « Cet arbre est la représentation de la Liberté, de l'Egalité, qui anéantit tous les despotes, la féodalité, la gabelle et les aides. Rallions-nous donc en frères autour de cet arbre et ne faisons plus qu'une même famille. Que toute discussion cesse dès cet instant. Unissons-nous pour vaincre les rois coalisés et étouffer toute guerre intestine qui cherche à anéantir et à ébranler notre Constitution pour nous faire rentrer dans l'esclavage

1. Arch. municipales Saint-Lo, D 29, Reg. 42, (cit.) f° 55-56.

2. Arch. municipales Cerisy-la-Forêt, 2^e Reg. Conseil général Cerisy, f° 134.

dont nous sommes sortis. Que cet arbre et le bonnet de la Liberté soient respectés. Si contre toute attente il existe quelques malveillants qui eussent la témérité de l'insulter soit par mépris ou en le mutilant, nous promettons que cette atteinte ne restera pas impunie ». Il serait pris des mesures non seulement contre les coupables, mais contre ceux qui, les connaissant, ne les auraient pas dénoncés ¹.

A Saint-André-de-l'Epine, le 20 ventôse an II, on planta un « arbre chêne dédié en qualité d'arbre de la Liberté dans le haut duquel arbre a été attaché le bonnet de la Liberté et ruban tricolore ». « Cela a été fait avec tout le civisme de bons patriotes et avec toute précaution possible » ².

Des cérémonies analogues eurent lieu dans les autres communes. A Cerisy, en raison de la lutte des sociétés populaires, l'arbre planté par la « ci-devant Société Populaire » fut abattu pour être remplacé par un nouveau. La fête se termina par une ronde (20 ventôse, an II) ³.

La nouvelle de l'arrestation du roi à Varennes fut célébrée à Saint-Lo par des sonneries de cloches et des salves d'artillerie, le 26 juin 1791 ⁴.

La proclamation du décret de la Convention abolissant la royauté fut célébrée le 1^{er} et le 2 octobre 1792 à Saint-Lo par des illuminations, des coups de canon et des sonneries de l'horloge ⁵. A Torigni, on lut le 27 septembre, au pied de l'Arbre de la Liberté, la lettre annonçant cette nouvelle ⁶.

En exécution du décret de l'Assemblée du 28 septembre

1. Arch. Municipales Condé-sur-Vire reg. municipal paroisse Condé sur-Vire (1792 an IV) f^o 85.

2. Arch. Municipales Saint André-de-l'Epine, reg. municipal Saint-André-de-l'Epine, f^o 56.

3. Arch. Municipales Cerisy-la-Forêt, 2^e reg. Conseil général Cerisy f^o 83.

4. Ibid. Saint-Lo, reg. délibérations Conseil général Saint-Lo, D 28, f^o 104.

5. Arch. Municipales Saint-Lo, D 29, reg. 42, f^o 130.

6. Ibid. Torigni-sur-Vire, reg. Conseil général Torigni, f^o 95.

1792 et de l'arrêté du Département du 16 octobre relatif à la célébration d'une fête civique à l'occasion de la victoire des Français en Savoie, le Conseil de la commune d'Agneaux fut accompagné de la garde nationale et d'un grand nombre de « jeunes citoyennes vêtues en blanc avec ceinture et cocarde aux trois couleurs, lesquelles ont chanté l'hymne des marseillais, depuis la place du Bourg-Buisson jusqu'à l'arbre de la Liberté ». On fit le tour de l'arbre. On forma le cercle devant. On chanta « tout son content ». Enfin on se retira tambour battant, toujours en chantant »¹.

A Saint-Lo, la fête du 28 octobre fut fort brillante. Les autorités judiciaires, civiles et militaires y prirent part ainsi que les membres de la Société des Amis de la Constitution, de la liberté et de l'égalité. Cette société « arborait une bannière ronde. Sur l'une des faces à quatre couleurs, on lisait : « Nous ne différons qu'en couleur ; sur l'autre aux trois couleurs avec un point central figurait cette autre devise : « La Nation et la Loi nous rendent égaux ». Dans l'assistance on remarquait un grand nombre de citoyennes de la ville habillées en blanc avec des ceintures ou cocardes tricolores. Quelques-unes étaient coiffées du bonnet de la liberté richement décoré. A leur tête était portée une pique aux trois couleurs, ornée d'une belle cocarde, de rubans flottants, et surmontée du bonnet de la liberté avec les mots Liberté, Egalité ». Cette pique confiée au citoyen Pouchin, professeur de philosophie, avait été donnée par la citoyenne Dubuisson et plusieurs autres femmes « vraies patriotes assistant régulièrement aux séances des Amis de la Constitution, pour faire l'ornement de la Société ». Les airs du Ça ira, ça ira ! étaient répétés par les citoyennes et ensuite par tout le monde. Les sonneries de l'horloge alternaient avec les coups de canon.

1. Arch. Municipales Agneaux, reg. municipal Agneaux, f° 23.

Sur le Champ-de-Mars, une foule de spectateurs attendaient le cortège autour de l'arbre de la Liberté. Des cris de « Vive la République ! Vivent les représentants de la Nation ! » éclatèrent. « Une joie des plus parfaites était peinte sur les visages. Tout annonçait la plus profonde satisfaction. Mais au moment où l'on se préparait à faire l'ouverture de cette auguste fête civique, le ciel qui était alors serein, est devenu sombre ; un nuage épais a couvert l'horizon et une pluie abondante est tombée. Elle a duré environ une demi-heure. Le temps étant devenu plus calme, des cris d'allégresse ont commencé à retentir dans les airs. A l'instant, les citoyennes ont fait l'ouverture de cette fête civique en chantant l'air des braves Marseillais. Leurs voix mêlées à l'accord des instruments les plus doux, faisaient un effet des plus charmants, ce que tous les citoyens répétaient à chaque strophe. Ensuite les citoyens Courtin, président du directoire du district, Pouchin, membre de la Société des Amis de la Constitution et Oury, maire, ont prononcé chacun un discours plein de civisme et dans lesquels ils ont peint les sentiments que doivent avoir des gens rendus à la liberté ne formant plus qu'une république composée de frères et d'amis. A la fin de chaque discours, la musique jouait d'accord avec les citoyennes une chanson patriotique. Ces discours prononcés, le citoyen Le Monnier, curé de Montmartin, district de Carentan, dont les sentiments sont au-dessus de tout éloge, a chanté une chanson de sa composition qui a été fort applaudie et n'a rien laissé à désirer pour mériter la confiance et l'estime de l'assemblée. Le cortège s'est ensuite mis en marche et en passant devant l'artillerie, trois des citoyennes portant une mèche allumée d'une main ferme et hardie, vinrent remercier le Tout-Puissant de nous délivrer de la tyrannie et de ce que nous n'habitions plus qu'une terre libre. » Toutes les principales rues de la ville furent traversées

par le cortège qui passa ensuite par le siège de la Société des Amis de la Constitution. La cité entière fut illuminée « avec des emblèmes conformes à la circonstance ». A 10 heures du soir eut lieu le feu d'artifice. ¹

La fête de l'Unité et de l'Indivisibilité fut célébrée le 10 août 1793 à Saint-Lo avec éclat. La municipalité eut voulu réunir ce jour-là « au chef-lieu » tous les citoyens du district pour se jurer fraternité, mais le défaut de subsistances empêcha l'exécution de ce projet. Le Conseil du district, celui de la commune, les membres des tribunaux du district et de paix, du bureau de conciliation, les officiers supérieurs de la légion du Nord, les membres de la Société populaire se réunirent dans la salle des séances de l'Administration du district puis dans celle plus vaste et plus commode de la société populaire. Ils y trouvèrent un grand nombre de citoyens et de citoyennes de tout âge tenant en main des branches de chêne. Ces citoyens et citoyennes se distribuèrent dans l'ordre suivant qu'ils conservèrent pendant toute la marche : *1^{er} Groupe*. — Vétérans armés d'une pique et décorés d'une ceinture tricolore, marchant en tête. Le plus âgé tenait une pique surmontée du bonnet de la liberté avec une inscription ²; deux vieillards, avec un enfant entre eux, suivaient. *2^e Groupe*. — Jeunes garçons en uniforme armés d'un sabre. L'un d'eux avait une pique surmontée du bonnet de la liberté avec une inscription ³. Deux autres accompagnaient et guidaient un vieillard. *3^e Groupe*. — Jeunes garçons au-dessous de 12 ans. L'aîné, avait entre les mains une pique légère surmontée du bonnet de la liberté avec une inscription ⁴. Deux vieillards précédaient les adolescents. *4^e Groupe*. — Nombreux musiciens. Ils exécutèrent, durant la

1. Arch. Manche, D 29, Reg. 42, f^o 144 et 145.

2. L'inscription est restée en blanc dans le registre.

3. Ibid.

4. Ibid.

marche, des airs patriotiques. 5^e *Groupe*. — Jeunes citoyennes couronnées et portant des branches de chêne, vêtues de blanc et ceintes d'une ceinture tricolore. L'une d'elles portait une bannière avec cette inscription :

« L'amour en ce moment, nous conduit et nous lie,

« Mais c'est, nous le jurons, l'amour de la Patrie ».

6^e *Groupe*. — Mères de famille tenant d'une main une petite fille, de l'autre un bouquet d'épis. Vêtements blancs, ceintures tricolores.

Le président de l'administration s'avancait à la suite des musiciens. C'était à lui qu'avait été remise la table sur laquelle étaient gravés les Droits de l'Homme et du Citoyen et l'Acte Constitutionnel. Les autorités constituées, les membres de la société populaire, formaient avec la garde nationale et l'escadron de dragons, une double haie des deux côtés de ces différents groupes.

Le cortège arrivant sur le Champ de Mars, passa sous le niveau de l'Egalité placé à l'entrée. Il fut bientôt annoncé par les cris mille fois répétés : de Vive la République ! Vive la Constitution ! Vive la Convention Nationale !.... Les trois bataillons de la garde nationale du canton, l'escadron de dragons et la gendarmerie formaient un carré sur la place. Au milieu, l'autel de la Patrie supportait l'arche destinée à renfermer le livre sacré de la Constitution. Les différents groupes étaient rangés chacun sous un arc de triomphe. Sur les degrés de l'autel, le président prononça un discours enflammé. Il célébra la Souveraineté du Peuple et les lois terrassant l'anarchie. De toutes parts s'élevèrent les acclamations du peuple jurant de vivre libre ou de mourir et de maintenir l'unité de la République.

Ce fut ensuite toute une succession de haltes accompagnées de discours :

Au haut de la rue du Neufbourg, halte et discours du

maire. Halte rue Saint-Thomas et discours du président du bureau de conciliation. Halte et discours du président du tribunal, au haut de Torteron. Halte et discours du juge de paix à l'hospice national. Halte et discours du président du comité de surveillance au haut de Saint-Georges. Halte et discours du président de la société populaire au centre de la ville et avant la rentrée dans les bâtiments du district pour y déposer l'arche qui doit y être conservée. A chaque station, il y avait des arcs de triomphe avec des emblèmes et inscriptions.

Au cours de ce défilé qui dura environ 4 heures, les citoyens chantaient des hymnes, les cloches sonnaient, le canon tonnait. Les titres de la féodalité, entassés sur un chariot, furent jetés sur un bûcher dressé sur le Champ de Mars. Autour de cet autodafé, on exécuta danses et farandoles. La Société populaire termina la journée par une séance d'hymnes ¹.

La fête du 10 août 1793 fut supprimée à Agneaux en raison de la situation économique. Le Conseil de la commune « se voyant entouré d'un grand nombre de peuple que la disette et le malheur inquiète et afflige » avait cru préférable de ne pas détourner les citoyens de leurs travaux essentiels à la récolte et de distribuer aux nombreux indigents de la commune l'argent des frais de la fête ².

A Tessy, par contre, non seulement on célébra la fête du 10 août où une cinquantaine de citoyens mangèrent ensemble « le morceau de l'unité et de la fraternité », mais quelque temps après, à la suite d'une pétition, on la renouvela ³.

La reprise de Toulon fut célébrée avec enthousiasme à Remilly. On profita de cette fête pour planter l'Arbre de la Liberté. On chanta « l'hymne des Enfants de Marseille »,

1. Arch. Manche, L II 1006, Reg. Conseil district, f^{os} 39, 42, 43, 44.

2. Arch. Municipales Agneaux, reg. municipal Agneaux, f^o 34.

3. Arch. Municipales Tessy Reg. municipal bourg et paroisse Tessy (1790-an II), f^o 335.

d'autres chants civiques. Des discours furent prononcés. Les salves d'artillerie éclatèrent de toutes parts ¹.

A Percy, après lecture des détails relatifs à cette victoire « on s'est rendu, le cœur plein d'allégresse, au pied de l'Arbre de la Liberté où on a dressé un bûcher auquel le feu a été mis avec des titres féodaux. Tant qu'il a duré, divers citoyens ont chanté des hymnes à la Liberté dont le refrain a été répété par tous les assistants » ².

A Condé-sur-Vire la fête fut moins brillante. « L'heure pressant pour se retirer, on n'a pu chanter » ³.

A Agneaux, les chants patriotiques se succédèrent ⁴.

La fête de l'anniversaire de la mort de Louis XVI fut célébrée conformément à l'arrêté du représentant du peuple Bouret. Le 20 pluviôse, les autorités se réunirent dans la salle de la société populaire. On se rendit à 10 heures sur le Champ de Mars où la troupe soldée et non soldée était rangée en bataille, puis on alla au temple de la Raison et le maire y prononça un discours. La fille cadette du citoyen Burnel, membre de la société populaire, fit une quête ⁵. A Percy, il y eut à cette occasion un nouvel autodafé de parchemins féodaux. On dansa « la carmagnole à tour de rôle au pied de l'Arbre de la Liberté. La fête s'est terminée, dit le compte-rendu, par boire quelques verres à l'ombre de l'arbre vainqueur. Il a été porté différents toasts, les premiers à la déesse de la Liberté, à la Nation, à la Convention Nationale, ce qui a duré jusqu'à la nuit ⁶. A Agneaux, des chansons patriotiques furent chantées

1. Arch. Municipales Remilly Reg. délibér. municip. Remilly (1791-an IV), f° 69.

2. Arch. Municipales Percy Reg. délibér. conseil général Percy, non folioté.

3. Arch. Municipales Condé-sur-Vire Reg. Municip. paroisse Condé-sur-Vire (1792-an IV), f° 81.

4. Arch. Municipales Agneaux Reg. Municip. Agneaux, f° 47.

5. Arch. Municip. Saint-Lo Reg. délibér. cons^l général Saint-Lo D 31, f° 77.

6. Arch. Municipales Percy Reg. délibér. conseil général Percy, non folioté.

par « d'aimables citoyennes ¹. A Remilly, l'instituteur, dont les harangues ne se comptaient plus, prononça un discours sur la haine des rois et la manière de célébrer les jours de repos par des fêtes ².

L'anniversaire de la journée du 10 août, commémoré le 23 thermidor an II, surpassa encore en éclat la fête du 10 août 1793 à Saint-Lo.

Dès 6 heures du matin, la générale était battue par tous les corps militaires. La gendarmerie à pied et à cheval était sous les armes. Le commandant de la force armée avait rassemblé toutes les troupes sur le Champ-de-Mars pour 8 heures. Les étendards tricolores flottaient sur toutes les maisons des citoyens. Le rassemblement général se fit à la Société Populaire pour les corps constitués, les citoyennes qui marchaient parmi eux et pour les membres de la Société. Les autres citoyens et citoyennes se rassemblèrent sous leurs bannières respectives, en face la Société dans la rue. Là, les commissaires nommés par la municipalité et la Société Populaire, organisèrent le cortège. L'ordre de la cérémonie était le suivant : La gendarmerie à cheval ouvrait la marche. Suivaient les détachements de la garde nationale et des troupes soldées en ordre de bataille précédés de leurs tambours. Venait ensuite la Société Populaire avec une bannière décorée de ces deux inscriptions, d'un côté « Société Populaire », de l'autre « Les rois et les grands passeront, le peuple seul ne passera jamais ! ». La Société marchait sur quatre personnes de front. Au milieu de ses membres auprès du président, était portée une bannière couronnée de cyprès et de fleurs sur

1. Arch. Municipales Agneaux Reg. municip. Agneaux, f° 53.

2. Arch. Municipales Remilly-sur-Lozon Reg. délibér. municip. Remilly-sur-Lozon (1791-an IV), f° 112.

laquelle étaient gravés ces mots : « Le Pelletier, Marat, Chalier, Barat, Viala, revivez dans nos chants quand vous mourez pour nous ». Les défenseurs de la Patrie blessés à son service étaient au milieu de la Société. S'avançaient à leur tour les pères, mères, femmes et enfants des défenseurs de la Patrie. Sur leur bannière on lisait d'un côté : « Parents des défenseurs de la Patrie », de l'autre, ce quatrain :

S'il survit à la victoire,
Le laurier attend son front.
S'il meurt au champ de la gloire,
Il revit au Panthéon.

Derrière, une citoyenne, vêtue de blanc, couronnée de cyprès, l'écharpe tricolore en sautoir, portait une urne renfermant les cendres des citoyens morts le 10 août et dans les armées pour la défense de la Patrie. L'urne était surmontée d'une couronne de cyprès mêlée de fleurs. Cette citoyenne marchait entre quatre citoyens ayant à la main une branche et une couronne de cyprès. Devant elle, un citoyen portait une grande tablette sur laquelle était gravé en gros caractères :

« Mourir pour la Patrie,
C'est le sort le plus beau, le plus digne d'envie ! »

Les pères, mères, femmes et enfants des citoyens morts pour la Patrie complétaient le groupe.

Les canonniers défilaient trainant ensuite leurs canons ; au milieu d'eux, portée par un sans-culotte flottait une bannière. D'un côté, il était écrit « Dix août », de l'autre ces vers.

Quand du dernier Capet la criminelle rage
Tombait d'un trône impur écroulé sous nos coups,
Le bras de l'Eternel guidait notre courage,
Ses foudres marchaient devant nous !

C'était enfin dans un ordre parfait différents groupes chacun avec ses figurants, ses emblèmes.

Dix sans-culottes armés de piques au bout desquelles étaient des morceaux de drap écarlate et des poignards (marque de la victoire remportée sur les Suisses et sur les Chevaliers du Poignard), formaient un premier peloton. Quelques-uns avaient un bras en écharpe et tous avaient mis leurs chapeaux de travers ; à la craie blanche, ils avaient tracé sur leurs coiffures ces mots : « la liberté ou la mort » ; les canonniers en avaient fait autant. Quatre citoyens portaient l'arche des Droits. Quatre citoyennes en blanc avec l'écharpe tricolore tenaient les cordons suivant l'usage. Autour de ce précieux dépôt, marchaient quatre citoyens entourés d'une petite guirlande de feuillage tenue par des enfants. Ces citoyens portaient chacun un petit guidon sur lequel était inscrit le nom du département qu'ils représentaient. Au milieu des départements était une bannière plus grande que les autres sur laquelle étaient inscrits ces mots : « L'union fait notre force ». Elle était portée par un jeune homme.

Des enfants de l'un et l'autre sexe marchaient deux à deux, les garçons à droite et les filles à gauche, tous des fleurs à la main. Sur leur bannière on lisait : « Espoir de la Patrie ». Chaque fille donnait la main à un vieillard qui était placé au milieu de cette double haie enfantine. Ces vieillards pris alternativement dans les deux sexes, tenaient de la main droite les garçons et de la main gauche les filles et les enfants leur servaient ainsi d'appui. Le premier des vieillards portait une bannière où étaient écrits ces mots : « L'homme libre respecte la vieillesse ».

Les adolescents de l'un et l'autre sexe, deux à deux, les filles à droite et les garçons à gauche, suivaient, des épis et une branche chargée de fruits entre les mains. Leur bannière portait cette inscription : « Richesse de la Patrie ». Le Comité de surveillance mêlé à l'état-major avait aussi sa bannière. Elle

se faisait remarquer par un œil avec ces mots au-dessous : « Surveillance et force ». Les commissaires de la cérémonie portant un ruban tricolore, étaient placés parmi ce groupe lorsque leur devoir ne les appelait pas ailleurs. Une charrue attelée de deux bœufs se mêlait au cortège. Une gerbe de blé symbole de l'abondance la décorait et la gerbe était surmontée d'une petite bannière portant ces mots : « Elle veut être tenue par des mains libres ». C'était au président du district qu'elle avait été confiée. Tous les membres des corps constitués suivaient le président, précédés par une bannière portant d'un côté : corps constitués :

Nous ne reconnaissons en détestant les rois,
Que l'amour des vertus et l'empire des lois.

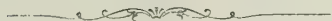
Ils marchaient deux à deux. Au milieu d'eux, on apercevait, rangées également deux à deux, les citoyennes qui voulaient « nationaliser la fête par leur présence ». C'était la fête du Peuple. Elles ne pouvaient se dispenser d'y assister. Les unes et les autres portaient un bouquet en leurs mains.

Enfin, en masse compacte, clôturant cette sorte de procession, un groupe du peuple de l'un et l'autre sexe. Il avait, lui aussi, sa bannière, et sur cette bannière, cette formule : « La Souveraineté réside essentiellement dans le peuple ». Citoyens et citoyennes chantaient des hymnes et chansons patriotiques. Le cortège était fermé par un détachement de la garde nationale et la gendarmerie à pied.

Ce fut en cette pompe savante que l'on se rendit au Champ de Mars où tout le monde se rangea autour de l'autel de la Patrie. Le président de la Société populaire, monté sur l'estrade où étaient déposées l'arche des Droits ainsi que l'urne renfermant les cendres des citoyens morts pour la Patrie, prononça un discours et donna le baiser fraternel aux citoyens qui, chacun avec un drapeau figuraient les départements. Le cortège

partit enfin pour le temple de l'Etre Suprême où le président du District fit « un discours véhément et court ». On chanta des chansons connues. Sur la pyramide du temple étaient gravés des vers de circonstance. On ne se sépara qu'au siège de la Société populaire. Ce ne fut d'ailleurs que pour se retrouver après avoir repris des forces. Le soir on dansa au son de la musique jusqu'à 9 heures et demie. Le temple de l'Eternel servit de salle de bal ¹.

1. Arch. municipales Saint-Lo, reg. délibérations, Conseil général Saint-Lo, D. 31, f^o 176, 177, 178.



CHAPITRE III

Histoire religieuse du district

I. La Constitution civile du clergé. — II. La question du serment. — III. La fermeture des églises. — Le culte de la Raison et le culte de l'Être suprême. — IV. La liberté des cultes et la reprise du culte catholique.

I

« L'Ancien Régime reposait sur le privilège... L'Eglise, modelée sur la société civile et faisant corps avec elle, en reproduisait l'image ¹ ». Au début du District, l'Eglise de France n'était plus une privilégiée. Le 28 octobre 1789, un décret avait suspendu à titre provisoire l'émission des vœux solennels dans les monastères. Le 2 novembre, les biens ecclésiastiques étaient décrétés à la disposition de la Nation. Le 13 février 1790, un autre décret en même temps qu'il proclamait pour tout religieux le droit de renoncer à ses vœux, interdisait les vœux solennels à l'avenir. Les religieux des monastères et couvents qui opteraient pour la vie commune seraient transportés dans quelques maisons conservées. Les religieuses resteraient là où elles avaient vécu. Rien ne serait innové jusqu'à nouvel ordre dans les maisons d'éducation ou de charité. Le 14 avril 1790, l'administration des biens ecclé-

1. P. de la Gorce : Histoire Religieuse de la Révolution Française, tome 1, p. 2.

siastiques, sauf certaines exceptions, était confiée aux directoires de département ou de district. Le salaire en argent était seul admis désormais ¹.

En septembre 1790, le District s'occupa des inventaires des communautés. Le 1^{er} de ce mois, il commettait à cette besogne la municipalité de Torigni pour la communauté des Dames Bernardines ². Le 15 novembre, il nommait des commissaires en vue de la réception des comptes et du recensement des meubles dans l'abbaye de Cerisy ³. Les religieux étaient demeurés à l'abbaye de Saint-Lo, et le 29 décembre, les officiers municipaux remirent à chacun des religieux du couvent des Pénitents, divers objets affectés à leur usage personnel. Ils leur accordèrent l'autorisation « de continuer leur office conventuel dans leur église jusqu'à ce qu'il plaise à la nation de faire procéder à la saisie et à la vente de tous les objets du culte ⁴ ». En janvier 1791, le directoire du district ordonna la vente des meubles, effets, etc. de l'abbaye de Cerisy ⁵. Les scellés furent apposés sur les objets de celle de Saint-Lo le 10 janvier ⁶. Le 15, les officiers municipaux procédèrent à l'enlèvement de tous les objets du culte au couvent des Pénitents. Les religieux évacuèrent leur maison à la suite de cette visite ⁷. Le 24, le directoire du département, sur avis favorable du District, autorisa la célébration de messes basses dans l'église des Pénitents aux frais des gens du quartier Saint-Georges ⁸.

1. P, de la Gorce : Histoire Religieuse de la Révolution Française, tome I, de p. 140 à 164 inclus.

2. Arch. Manche, L II 1014, Reg. délibérations directoire district, f° 4-5.

3. Ibidem, f° 23.

4. Arch. municipales Saint-Lo, Reg. délibérat. Conseil général Saint-Lo, D 28, de f° 28 à 32.

5. Arch. Manche, L II 1014, Reg. cit. f° 39.

6. Arch. municipales Saint Lo, D 28, Reg. cit. de f° 35 à 37.

7. Ibidem, f° 39-40.

8. Arch. Manche, L 52, Reg. directoire département, f° 76.

Dans la suite, on constate que les traitements des ci-devant religieux furent payés exactement par le District ¹.

Depuis novembre 1789, l'Assemblée nationale songeait à une refonte de l'Eglise de France, mais ce projet fut réalisé seulement le 12 juillet 1790 par le décret sur la Constitution civile ² promulgué le 24 août suivant.

Dès le 13 juillet, le député Vieillard lisait à l'Assemblée une adresse signée de seize membres du clergé de Saint-Lo, dont deux vicaires de Notre-Dame et un vicaire de Sainte-Croix ³, désireux d'apporter aux représentants de la Nation l'éloge de l'œuvre religieuse de l'Assemblée. L'Assemblée ordonna l'impression de cette adresse avec mention honorable dans le procès-verbal ⁴.

Quelle fut l'attitude des populations à l'égard du nouvel état de choses ? Les documents font défaut à ce sujet. Le serment fut surtout prêté au début de 1791 et on ne rencontre guère d'incidents ou manifestations à la fin de 1790.

Le 5 octobre 1790, à l'église d'Agneaux, le Conseil de la commune assistait à une cérémonie en l'honneur des Français morts sous les murs de Nancy. Le curé Guillebert Duperron y prononça « une oraison funèbre où il a manifesté les sentiments dont il est animé ». Dans l'assistance on remarquait un grand nombre d'habitants et d'anciens militaires ⁵.

Le même jour, le Conseil de la commune de Tessy-sur-Vire interdisait aux aubergistes et cabaretiers de vendre des boissons pendant l'office divin ⁶.

A Condé-sur-Vire, averti par le Corps Municipal de la

1 Arch. Manche, L II 1014, Reg. directoire district, f° 121.

2. Cahen et Guyot p. 324.

3. Nb. Appendice, la signature de Moriet n'y figure pas.

4. Arch. Manche L II 1100.

5. Arch. Municipales Agneaux Reg. municipalité Agneaux, f° 8.

6. Arch. Municipales Tessy-sur-Vire Reg. municipalité 1790-an 2, f° 184.

défense de lire un mandement de l'évêque de Bayeux, faite par le directoire du district, le clergé promettait de ne se livrer à aucune lecture séditieuse ¹. Le 8 septembre 1790, une pétition dite des citoyens de tous les districts du département, et en réalité suivie seulement des signatures de quelques personnes de chaque district, parmi lesquelles on notait pour le district de Saint-Lo, les noms de Le Menuet, Courtin, Hubert Dumanoir, du maire d'Airel, fut envoyée au Département et, le 15 septembre, transmise par lui au Pouvoir exécutif. Les pétitionnaires demandaient que tous les prêtres non conformistes fussent tenus de se retirer dans une même maison pour y vivre sous l'inspection des corps administratifs. Ils réclamaient en outre à leur égard, des mesures semblables à celles qu'avait prises par arrêté le département du Bas-Rhin. « L'ordre social, disaient-il, est à la veille de se dissoudre; les mariages se divisent; les églises des curés constitutionnels sont en partie désertes; ces derniers, fatigués, seront obligés d'abandonner leurs places. Les fidèles meurent sans sacrements par l'alarme que les prêtres non conformistes répandent de toutes parts et il n'est pas jusqu'au plus petit ordinand, qui ne colporte les brefs et les écrits incendiaires pour troubler les consciences » ².

Le décret du 27 novembre 1790 avait astreint les prêtres fonctionnaires publics au serment sous peine de destitution. Comme partout, dans le district de Saint-Lo, il y eût des assermentés et des insermentés.

A la date du 3 février, sur trente-quatre ecclésiastiques, à Saint-Lo, il n'y en avait que onze à n'avoir pas prêté serment, et sur ces onze, deux devaient le prêter le dimanche suivant. L'un des neuf autres, professeur au collège et chapelain de

1. Arch. municipales Condé-sur-Vire, reg. municipal (1790-1792) f^o 82.

2. Arch. Municipales Condé-sur-Vire, Reg. Municip. 1790-1792 f^o 82.

l'hôpital, l'ayant formellement refusé, fut remplacé. Les huit autres soutenaient qu'ils n'avaient pas à faire de serment, n'étant pas fonctionnaires publics. Ces dissentiments ne causèrent dans la ville aucune agitation ¹. Les serments du clergé Saint-Lois furent prêtés le 30 janvier, en grande cérémonie « purement et simplement, sans préambule, restriction ou modification » dans l'église Saint-Thomas et dans l'église Notre-Dame, en présence des fidèles et du Corps Municipal précédé des archers de ville ². Le curé de Notre-Dame, Moriet, par ce serment, ne donnait pas sa première preuve de dévouement à l'Eglise officielle. Dès le 1^{er} de l'an, il avait prononcé un discours que le Département fit imprimer à ses frais, et envoyer aux municipalités et curés du département ³.

Beaucoup de serments furent la reproduction de la formule légale. Les procès-verbaux des municipalités en font foi à Saint-Samson-de-Bonfossé ⁴, à Agneaux ⁵, (serment du curé et du vicaire), à Tessy-sur-Vire ⁶, (serment du curé et du vicaire), à Saint-Georges-de-Montcoq ⁷, (serment du curé et du vicaire), à Beuvrigny ⁸, à La Chapelle-Enjuger ⁹, (serment du curé et du vicaire), à Cerisy ¹⁰, (serment de l'aumônier de la garde nationale de Cerisy), à Saint-Gilles ¹¹, (serment de trois prêtres de Saint-Gilles).

Certains prêtres apportèrent des réserves à leur serment. Selon le mot de M. de la Gorce, « le principal travail était de

1. Arch. Nationales, F 19 446.

2. Arch. Municipales Saint-Lo, D. 28, reg. cit. f° 45-46.

3. Arch. Manche, L 52, reg. cit. f° 74.

4. Arch. Municipales Saint-Samson-de-Bonfossé, reg. délibérations municipales, f° 7.

5. Ibid. Agneaux, reg. municipal, f° 11.

6. Ibid. Tessy-sur-Vire, reg. municipales, 1790 an II f° 159.

7. Ibid. Saint-Georges-de-Montcoq, reg. municipal, f° 74.

8. Ibid. Beuvrigny, reg. municipal.

9. Ibid. La Chapelle-Enjuger, reg. municipal, f° 3.

10. Ibid. Cerisy-la-Forêt, reg. Conseil général, f° 65.

11. Ibid. Saint-Gilles, reg. municipal, f° 23.

trouver une formule conciliatoire que l'autorité civile accepte et que l'orthodoxie ne réproouve pas » ¹. Delahaye, curé de Saint-Ebremond-de-Bonfossé, déclarait qu'il prêtait serment parce qu'il n'avait rien remarqué dans cette constitution civile du clergé, de contraire au dogme et à l'obéissance au pape ². Charles Dannoville, son vicaire, parlait de même. Ces serments contenaient une ombre de réticence. Sept jours plus tard, le 7 février, leurs auteurs le renouvelèrent sous sa forme légale ³,

Le 6 février, le vicaire de Saint-Amand, Delangle, prêta ainsi serment : « Je jure d'être fidèle à la nation, à la constitution et au roi, en tout ce qui pourra se concilier avec la religion catholique, apostolique et romaine dans laquelle je veux vivre et mourir moyennant la grâce de Dieu ». La municipalité envoya ce serment au Directoire du district comme non conforme à la loi. Le vicaire fournit alors des explications au greffe de la municipalité, déclarant : « Je promets d'être fidèle au roi, à la nation, dans l'hypothèse qu'ils ne commanderont rien qui contrarie la religion catholique, apostolique et romaine. Pour ce qui concerne la Constitution, je ne promets rien parce qu'elle répugne décidément à ma conscience » ⁴.

A Condé-sur-Vire, sur quatre prêtres qui avaient prêté serment en février, un le rétracta le 25 mai 1791, tout en promettant soumission à la loi et au roi » ⁵.

A la suite de ces incidents le directoire du département, le 18 février, décida l'envoi à l'Assemblée nationale, des procès-verbaux contenant des « réflexions incendiaires et inconstitutionnelles » ⁶.

1. P. de la Gorce, opus cit. t. I, p. 384.

2. Arch. Municipales Saint-Ebremond-de-Bonfossé Reg. assemblée municipale Saint-Ebremond (31 août 1788 à septembre 1791), f° 17-18.

3. Ibid.

4. Arch. Municipales Saint-Amand Reg. actes et délibérations de Saint-Amand (1790-1792) f° 48.

5. Arch. Municipales Condé-sur-Vire, Reg. municipal, 1790, an II, f° 88.

6. Arch. Manche, L 52, Reg. direct. départ. f° 92.

Le curé de Giéville refusa le serment, celui de Rampan et son vicaire le refusèrent également, tout en déclarant « qu'ils promettent d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi, pour tout ce qui regarde le temporel et qu'ils exhortent tous ceux de la commune à respecter les lois et à payer exactement les impôts »¹.

Le 31 janvier 1791, le directoire du district menaçait de destitution le prêtre Principal du collège de Bérigny, s'il n'avait pas prêté serment le dimanche suivant².

Pendant ce temps, le directoire du département faisait répandre : la réfutation des principes contenus dans les dernières protestations de plusieurs membres du clergé, par J.-V. Dumolard, membre de la Société des Amis de la Constitution de Grenoble ; la réponse d'un curé de village à un de ses confrères, au sujet du serment exigé des ministres des saints autels ; l'instruction de l'Assemblée nationale sur l'organisation civile du clergé³.

Le 5 mars, le directoire du district décida en exécution de la lettre du procureur général syndic du département, d'envoyer aux municipalités le discours prononcé le 21 février 1791 en présence des électeurs du département par le « ci-devant chapelain de l'église cathédrale de Coutances » en même temps président de la Société des Amis de la Constitution de Coutances⁴.

On continuait à jurer ou à ne pas jurer. Régnier, curé du Mesnil-Véron, refusait « à son grand regret le serment tel qu'il est ordonné, quant à ce qui regarde le maintien de la Constitution et ce qui regarde seulement la religion ».

1. Arch. Municipales Rampan, Reg. municipal, Rampan.

2. Arch. Manche, L II 1014, Reg. directoire district, f^{os} 62-63.

3. Ibid. L II 1014, Reg. cit. f^{os} 71, 72.

4. Ibid., L II 1014, Reg. cit., f^o 77.

Le 20 février, le curé et le vicaire du Désert jurèrent¹. Le même jour, le vicaire de Maupertuis prêtait serment ; son curé en faisait autant mais avec ce commentaire : « Disposé à rendre à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu, je jure de veiller avec soin sur les fidèles de la paroisse qui m'est confiée, d'être fidèle à la nation, à la loi et au roi et de maintenir de tout mon pouvoir la Constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le roi, en tout ce qui concerne la puissance temporelle. Je jure aussi d'être fidèle à la loi de Dieu, de maintenir de tout mon pouvoir la religion catholique, apostolique et romaine et d'être soumis à l'Eglise en ce qui concerne la puissance spirituelle² ». Le curé de Hébécrevon, après avoir refusé le serment, avait apposé une protestation à la porte de la sacristie. Le directoire du département arrêta que ce curé serait dénoncé par le procureur syndic du district de Saint-Lo à l'Accusateur public du tribunal du district³. Le 20 mars, J.-B. Malherbe, curé de Cerisy, prêtait serment d'abord en termes vagues, puis en termes précis sur l'invitation de la municipalité⁴. Le 23 mars, le directoire du département destituait le prieur-régisseur de l'hôpital de Torigni qui avait rétracté son serment⁵. A La Haye-Bellefonds, le curé Cosnard, en raison de son grand âge et de ses infirmités se fit apporter dans son fauteuil pour prêter serment, le 27 mars 1791 ; le desservant et le maître d'école du lieu jurèrent de même⁶. Les trois curés des trois paroisses de Percy avec leurs trois vicaires jurèrent aussi. A Torigni, le curé-doyen Deschamps prêta le serment tandis que son vicaire le refusait.

1. Arch. Municipales du Désert, Reg. Municipales du Désert.

2. Ibid. Maupertuis, 1^{er} Reg. délibérations de Maupertuis, du 18 septembre 1788 au 15 mai 1791 f^o 43.

3. Arch. Manche, L 52, Reg. directoire départ. f^o 110.

4. Arch. Municipales Cerisy, Reg. Conseil général f^o 69.

5. Arch. Manche, L 52, Reg. cit. f^{os} 119-120.

6. Arch. Municipales La Haye-Bellefonds, Reg. municipal, f^o 42.

A Saint-Laurent, le curé de Marguerit, en même temps curé de Saint-Amand, le prêta.

Il y eut 92¹ prêtres insermentés dans le district ainsi répartis :

3 dans le canton de Saint-Lo ; 11 dans le canton d'Esglandes ; 17 dans le canton de Canisy ; 6 dans le canton de Marigny ; 9 dans le canton de Saint-Clair ; 12 dans le canton de Percy ; 14 dans le canton de Torigni ; 18 dans le canton de Saint-Jean-des-Baisants ; 2 dans le canton de Tessy-sur-Vire.

Le plus marquant des insermentés fut le curé de Carantilly : François-Germain Lerouvillois, député à l'Assemblée Constituante.

Il se produisit 24 rétractations ¹.

Dans le district de Saint-Lo le nombre des prêtres qui prêtèrent le serment s'éleva à 125. On en compta : 18 dans le canton de Saint-Lo ; 16 dans le canton d'Esglandes ; 9 dans le canton de Canisy ; 16 dans le canton de Percy ; 14 dans le canton de Torigni ; 5 dans le canton de Saint-Jean-des-Baisants ; 24 dans le canton de Tessy-sur-Vire ².

Les rétractations ³ s'élevèrent à 24.

M. l'abbé Sevestre a dressé pour le département de la Manche un tableau de répartition par district des prêtres assermentés et des prêtres insermentés en janvier-mai 1791. On relève pour le canton de Saint-Lo une proportion d'assermentés de 50 à 59 % comme pour ceux de Coutances, de Carentan, de Cherbourg ; pour celui de Valognes, elle était de 40 à 49 % ainsi que pour celui de Mortain ; pour le district d'Avranches, cette proportion était de 20 à 30 % ⁴.

1. Communication de M. l'abbé Sevestre.

Nota.— M. l'abbé Sevestre ne fait pas entrer en ligne de compte les prêtres qui n'étant pas fonctionnaires n'étaient pas astreints à la formalité du serment.

2. Ibidem.

3. Communication de M. l'abbé Sevestre.

4. Il s'agit dans cette statistique des ecclésiastiques fonctionnaires publics

Au siège épiscopal de Coutances avec le titre d'évêque de la Manche, Bécherel avait succédé à Talaru de Chalmazel. Revêtu de la dignité épiscopale par les électeurs du département, le pasteur constitutionnel n'allait rallier les suffrages ni de tous les fidèles, ni de tout le clergé. Plus d'un curé même assermenté hésita à reconnaître le nouveau prélat de l'Eglise officielle. Mais à côté des hostiles et des hésitants quelle chaleur de dévouement ne montrèrent pas ceux dont l'amour de la Constitution avait enflammé la dévotion d'une ardeur extraordinaire ! C'est ainsi que les gardes nationaux de Torigni firent le voyage de Coutances pour solliciter du Directoire du département l'autorisation d'envoyer un détachement assister à l'installation de M. Bécherel ¹.

Le 2 avril paraissait la lettre pastorale du nouvel évêque. Le 15, le District en prescrivit l'envoi aux municipalités avec recommandation expresse de la remettre à leurs curés ².

Au même moment se répandait dans Torigni et aux environs un imprimé intitulé « Adhésion des curés, vicaires et autres ecclésiastiques du doyenné de Torigni à la déclaration de M. l'évêque de Bayeux à MM. du Directoire du district de cette ville en date du 22 janvier 1791 ». La Société des Amis de l'Union et de la Constitution de Torigni jeta le cri d'alarme et déposa le libelle au bureau du Conseil de la commune, le 25 mars. La Société en requérait l'interdiction auprès de la municipalité « considérant que ce libelle tendait à alarmer les consciences, inquiéter les fidèles et entraîner le peuple dans une opinion que la religion condamne autant que la nouvelle constitution, que la bonne foi dément et que l'égoïsme a fait

seuls astreints au serment. Em. Sevestre : L'enquête gouvernementale et l'enquête ecclésiastique sur le clergé de Normandie et du Maine de l'an IX à l'an XIII, tome I, les enquêtes de Normandie.

1. Arch. Manche, L 52, Reg. cit. f° 119.

2. Ibid. L II 1014, Reg. cit. f°s 88, 89.

naître ; qu'il tend à opérer un soulèvement contre une constitution qui rétablit l'homme dans ses droits, qui l'a délivré du despotisme, qui a supprimé les abus et dont il éprouve chaque jour les salutaires effets ; qu'il tend à égarer ceux qui ont obéi ou qui seraient dans l'intention d'obéir à la loi du serment et former un parti pour s'armer contre les lois sages et bien-faisantes établies par les représentants de la nation, sanctionnées par le meilleur des rois, reçues avec enthousiasme, acclamation et reconnaissance et exécutées dans toutes les parties de l'Empire ; qu'il tend à détruire et à éloigner le peuple de la confiance qu'il n'a pas cessé de témoigner à ceux de nos ecclésiastiques qui, sincèrement attachés à notre sainte religion, ont manifesté leur fidélité et leur patriotisme ».

L'adhésion était ainsi formulée : « Les signataires se déclarent d'esprit et de cœur avec Sa Grandeur l'évêque de Bayeux dans sa déclaration aux Administrateurs du district de Bayeux. Ils n'attesteront pas par serment qu'ils sont prêts à soutenir de tout leur pouvoir une constitution qu'ils croient, avec la plus saine partie des Evêques et du Clergé, contraire à la foi et à l'autorité de l'Eglise, quoique ceux qui réclament ce serment protestent eux-mêmes qu'ils ne prétendent attaquer ni l'une ni l'autre. La Constitution ecclésiastique est nettement opposée à la croyance de nos pères dans laquelle nous voulons vivre et mourir ».

« S'il n'était question que d'être fidèle à la nation, à la loi et au roi, ils ne protesteraient pas. Personne n'est plus dévoué qu'eux au roi et à la France. Quoiqu'en dise la calomnie, ils ont fait sans murmurer le sacrifice d'une partie de leur fortune. Que les détracteurs du clergé français interrogent nos paroissiens ; ils leur répondront que nous les avons toujours exhortés à la paix, l'union, la concorde et à attendre avec confiance l'heureux effet des travaux de la nation assemblée.

« Ils respectent infiniment la loi sans laquelle il n'y a ni propriété, ni paix des familles, ni vie des citoyens, ni bonheur des Etats.

« Ils donneront toujours l'exemple de la soumission en tout ce qui n'est point dans cette Constitution de nature à inquiéter et à alarmer les consciences les plus éclairées. Ils ne peuvent accepter cette législation en tant qu'elle porte atteinte à la foi et à la discipline de l'Eglise dont le pape est le chef sur la terre.

« En rendant publique leur profession de foi, ils ne veulent nullement exciter le feu de la discorde. Ils réclament chaque jour au Ciel la paix dans leurs prières. Mais ils tiennent à prémunir le peuple contre la scandaleuse désertion de quelques-uns qui, subjugués par de frivoles erreurs et esclaves de l'intérêt du moment, ont rougi de Jésus-Christ. Ils désirent que les fidèles ne reconnaissent que lui seul comme évêque. Quiconque prétendrait s'asseoir sur son siège ne peut être l'envoyé de Jésus-Christ, ni posséder aucune juridiction spirituelle. Les actes du ministère que les intrus exerceraient ne seront qu'une suite de profanations et d'attentats dont tout l'effet, par rapport aux fidèles, serait de tromper leur imprudente confiance ». Suivent les signatures ¹.

Le 30 mars, le Directoire du département intervenait par un arrêté. Il enjoignait aux ecclésiastiques assermentés du département dont la signature se trouvait au bas du libelle de donner un désaveu formel de ces signatures ².

Le 19 avril, le District envoyait au Département une lettre du curé de Saint-Jean-des-Baisants relative à son refus de lire la lettre pastorale de M. Bécherel ³.

1, Au total 64 signatures. Arch. Municipales Torigni-sur-Vire, Reg. du Conseil général de Torigni, D I, n° 1, f° 168 à 172.

NOTA. — Il n'existe aucune trace d'une adhésion du doyenné de Couvains qui relevait également de l'évêché de Bayeux (Abbé Sevestre).

1. Arch. Manche, L 52, Reg. cit., f° 127.

2. Ibid. L II 1042, reg. administr. générale.

Le même jour, le Directoire du département prenait un arrêté relatif au remplacement des prêtres fonctionnaires publics qui n'avaient pas prêté le serment exigé par la loi¹.

Le 22 avril, eut lieu l'entrée en grande cérémonie de l'évêque Bécherel à Saint-Lo. Sous les ordres d'un de leurs capitaines, trois détachements, l'un de la garde nationale d'Avranches, le second de celle de Villedieu, le troisième de celle de Saint-Lo, se portèrent à la rencontre sur la route par laquelle devait arriver le prélat. Dès que la voiture de M. l'Evêque parut, la garde nationale, avertie par un courrier, se rangea en bataille et présenta les armes. L'évêque descendit aussitôt de voiture, et s'avança vers le commandant du détachement qui après l'avoir salué de l'épée lui présenta avec une allocution les gardes nationaux du département. Les cris de l'allégresse publique suivirent le discours de l'orateur. Le prélat, marchant à pied entre deux lignes formées par les détachements réunis de Villedieu, Saint-Lo et Avranches, parvint chez M. Letellier, capitaine de la garde nationale de Saint-Lo où il avait été prié de vouloir bien s'arrêter. Le signal du canon ayant annoncé l'entrée de l'évêque dans la ville, commença le défilé des autorités civiles et militaires. Le Conseil de la commune de Saint-Lo, les juges du district, les députés du Conseil général de la commune et de la Société des Amis de la Constitution d'Avranches, les officiers de la garde nationale de Saint-Lo « se succédèrent mais sans préséance, tous fraternellement unis et confondus, tels que des enfants qui vont au-devant d'un père chéri et depuis longtemps attendu ».

« M. l'évêque », complimenté par M. le maire, le tribunal du district, le commandant de la garde nationale de Saint-Lo,

1. Arch. Manche L 52, reg. cit. f^o 140.

le fut aussi par les envoyés d'Avranches. Il répondit à tous « avec une éloquence naturelle et sentimentale qui a prouvé qu'au moment où nous l'abordions avec une piété filiale, nous ne nous étions pas trompés sur ses sentiments paternels ». Les félicitations mutuelles duraient encore lorsqu'on annonça M. le curé de Notre-Dame de Saint-Lo. Il venait à la tête du clergé de la ville et en habit de chœur recevoir le nouveau prélat. Dans son discours l'abbé Moriet démontrait que la soumission au décret de l'Assemblée Nationale sur l'organisation civile du clergé est un devoir essentiel du chrétien et du citoyen. M. l'évêque lui répondit. Après ces préliminaires, le clergé se mit en marche suivi des autorités. Le cortège épiscopal marchant entre deux lignes de gardes nationaux de la ville, « suivi et environné d'une foule innombrable de citoyens des deux sexes, parvint au bruit des salves de canon auxquelles se mêlaient le son de toutes les cloches de la ville et les acclamations d'un peuple immense, à l'église Notre-Dame où M. l'évêque a donné la bénédiction du Saint-Sacrement ».

Conduit de l'église à la maison commune dont la façade était illuminée, le prélat avait à peine pris séance que M. le curé de Notre-Dame, président de la société des Amis de la Constitution, arriva à la tête des membres de cette société, l'inviter « à un repas frugal et fraternel en qualité de membre du club des Jacobins ». M. l'évêque ayant répondu qu'il était obligé de se rendre de très bonne heure, le lendemain à Coutances, M. le président lui a gracieusement observé qu'en qualité de président de la Société des Amis de la Constitution, il ne pouvait se dispenser de conserver les prérogatives de sa place, qu'avant de prendre la parole il fallait la lui demander et qu'il ne pouvait l'accorder à un frère du club des Jacobins pour exprimer un refus. Il a observé en même temps à M. Bécherel que la Société des Amis de la Constitution de Saint-

Lo était composée des membres du District, de la municipalité des juges du tribunal et de la garde nationale, qu'il pouvait compter sur le dévouement le plus respectueux de la part de tous les citoyens de Saint-Lo, que l'inviolabilité du représentant de la nation était à l'abri de toute violence, mais que l'honorable membre du club des Jacobins était sévèrement consigné et qu'il ne partirait qu'après avoir célébré fraternellement avec les amis de la Constitution de la ville de Saint-Lo la restauration de la Liberté française ». M. Bécherel répondit « en volant dans les bras du président, aux applaudissements des nombreux spectateurs. »

M. Bécherel se rendit ensuite au lieu des séances de la Société, puis chez M. Vieillard, père du député, où le directeur du district vint le complimenter le lendemain. Puis, après avoir rendu visite à tous les corps et à la Société des Amis de la Constitution, il assista au « repas fraternel », organisé en son honneur. On y porta les « santés les plus chères à la nation » accompagnées des vœux les plus ardents « pour la félicité générale des peuples, l'union, la paix, la concorde entre tous les hommes, la propagation des vertus publiques qui forment les bons citoyens, qui affermissent les amis de l'ordre dans leurs principes et peuvent ramener dans le sein de la patrie, mère toujours indulgente, ceux qui l'ont abandonnée ». On ne se sépara qu'avec des couplets patriotiques.

Enfin eut lieu le départ. Accompagné du même cortège que la veille, le successeur de M. Talaru de Chalmazel se mit en marche pour se rendre dans la ville chef-lieu de son diocèse et de son département. Le canon placé sur la route de Saint-Lo à Coutances annonça le départ du prélat que le peuple suivit en foule jusqu'à une demi-lieue de la ville. Là, « après les plus tendres adieux de part et d'autre, M. Gautier, au nom du corps municipal » adressant la parole à M. le maire lui dit : « Nous

remettons entre vos mains un dépôt bien précieux. Il est sacré. Vous en répondez ». Alors M. Daché, garde national parisien, ami de M. Bécherel qui l'avait accompagné de Paris à Saint-Lo, s'avançant, annonça à M. le maire qu'il remettait volontiers entre les mains du chef de la municipalité de Saint-Lo, le plus cher, le plus précieux de ses amis ». Il l'invita à prendre dans la voiture de l'évêque la place qu'il avait occupée depuis Paris et monta dans celle d'un garde national de Dieppe qui s'était réuni aux gardes nationaux de Saint-Lo, Avranches et Villedieu pour recevoir le prélat ¹.

Au lendemain même de cette grande manifestation, des incidents se produisirent. Le prêtre réfractaire Simonne n'avait pas cessé d'habiter son appartement à l'hospice de Saint-Lo. Malgré les arrêtés précédents de la municipalité lui interdisant de continuer son service, la supérieure et les religieuses lui ouvraient la sacristie de leur église et se confessaient à lui. En les blâmant, le Conseil de la commune fit mettre les scellés sur l'appartement et chargea le receveur de l'hospice de lui refuser les ornements nécessaires pour célébrer la messe. Le 25 avril, ce prêtre quittait l'hospice ².

Le 24 avril, le Conseil de la commune de Saint-Lo décida de transmettre au District le projet de suppression des paroisses d'Agneaux, Sainte-Croix, Saint-Thomas et Saint-Georges pour les réunir à celle de Notre-Dame. Leurs églises n'en seraient conservées que comme oratoires ³. Ce projet n'aboutit pas. Le conseil du district déclarera d'ailleurs ultérieurement (le 27 octobre 1791) : « Si vous étendez trop les communes vous rendrez les fonctions du culte difficiles aux personnes qui en

1. Arch. Municipales Saint-Lo, Reg. délibérations Conseil général de Saint-Lo, D 28, f^{os} 61, 62, 63.

2. Ibidem, f^{os} 58, 69, 70.

3. Arch. Municipales Saint-Lo, Reg. délibérations Conseil général de Saint-Lo, D 28, f^o 69.

sont chargées ; vous en rendrez les devoirs incommodes aux habitants des campagnes ; vous laisserez les instructions religieuses sans accueillement par les habitants éloignés ¹ ».

Le 19 avril, le District avait arrêté la liste des 47 paroisses dont les curés n'avaient pas prêté serment, ou l'avaient prêté avec restriction, ou dont le procès-verbal n'était pas parvenu au Directoire du département ².

Le 8 mai eut lieu l'élection des curés destinés à remplacer les insermentés. Pour rehausser l'éclat de cette élection « auguste et imposante », le Conseil de la commune de Saint-Lo décida que 100 hommes de la ligne se joindraient à 100 hommes de la garde nationale. Ils se rendraient auprès du District et l'accompagneraient à l'église Notre-Dame. Des sentinelles seraient laissées aux portes de l'église ³.

Le 10 mai, dans une adresse, la Société des Amis de la Constitution de Torigni, tout en remerciant les membres de l'assemblée électorale du district de Saint-Lo d'avoir donné des administrateurs remarquables, des juges intègres qui rappelaient l'Aréopage d'Athènes, un prélat dont les vertus évoquaient le souvenir des premiers siècles du christianisme, déplorait le nombre des réfractaires : « Nous voyons, Messieurs, comme vous avec douleur que notre district renferme autant

1. Arch. Municipales Saint-Lo, Reg. délibérations, f° 72, L II 1005, Reg. délibérations et arr. district, Saint-Lo.

2. Ces paroisses étaient : Canisy, Dangy, Mesnil-Herman, Quibou, Saint-Martin-de-Bonfossé, Saint-Sauveur-de-Bonfossé, Soulles, Bahais, Cavigny, Mesnil-Angot, Mesnil-Durand, Mesnil-Véron, Rampan, Saint-Fromond, Carantilly, Hébécrevon, Mesnil-Amey, Montreuil, Le Chefresne, La Haye-Bellefond, Le Guislain, Maupertuis, Saint-Fraguaire-de-Beslon, Saint-Jean-des-Baisants, La Chapelle-du-Fest, Le Perron, Notre Dame-d'Elle, Rouxville, Vidouville, Sainte-Marie-des-Monts, Giéville, La Chapelle-Heuzebroque, Pont-Brocard, Villebaudon, Airel, Clouay, Couvains, Moon, Biéville, Lamberville, Montrabot, Précorbin, Saint-Quentin-d'Elle, Montbray, Fourneaux, Montaigu, Placy.

Arch. Manche, L II 1100.

3. Arch. Municipales Saint-Lo, D 28, Reg. cit. f° 73. Ces élections durèrent les 8, 9, 10 et 11 mai.

de réfractaires à la loi ; l'ennemi du bien public soulève encore la tête et souffle la division ; il lui reste quelques victimes de l'erreur et de la séduction, mais bientôt le flambeau de la vérité ira pénétrer jusque dans le fond de leurs âmes et peut-être, Messieurs, en avez-vous déjà vu venir abjurer devant vous leurs erreurs et rendre à la Constitution un hommage » ¹.

Le bruit courait que quelques ecclésiastiques d'Agneaux avaient rétracté leur serment. La municipalité de cette commune défendit énergiquement son curé et son vicaire contre cette accusation : « Leur civisme et leur patriotisme, disait-elle, nous en font leur garant, puisque toutes les fois qu'ils font le prône, ils recommandent au peuple avec la plus grande attention, la connaissance, le respect et la soumission à la Constitution et à la Loi ² ».

L'ancien évêque Talaru de Chalmazel avait rédigé une instruction pastorale au clergé de son diocèse. Elle se répandait partout. Le Directoire du district envoya le 4 mai aux municipalités l'arrêté du Département du 16 avril contre ce « libelle ³ ».

Le 4 mai, il ordonnait la lecture au prône du discours du roi du 19 avril ⁴.

La commune de Torigni venait d'être troublée par un libelle de Monseigneur de Chaylus. Elle fut encore mise en émoi par un Bref ou Bulle du pape ⁵ qui « occasionnait un scandale et un soulèvement dans les esprits contre les ecclésiastiques fonctionnaires publics de cette ville que quelques personnes préoccupées et mal intentionnées disent excommuniés pour avoir juré ». La municipalité, le 23 mai, ordonna une enquête. Deux prêtres de Saint-Laurent et trois de Notre-Dame

1. Arch. Manche, L II 1100.

2. Arch. municipales Agneaux, Reg. municip. d'Agneaux, f^o 43.

3. Arch. Manche, L II 1014, reg. cit., f^{os} 91, 95.

4. Ibidem.

5. Le Bref du Pape du 13 avril 1791.

furent interrogés, mais les interrogatoires n'apportèrent aucune lumière¹. Le 26 mai, l'accusateur public adressait une réquisition contre les prêtres insermentés qui soulevaient les fidèles par des menaces d'excommunication en vertu d'un Bref du Pape. « Les prêtres insermentés, disait-il, n'épargnent rien pour répandre l'alarme dans le cœur des citoyens simples, aisés à séduire... Les intrigues les plus viles ont été mises en pratique par eux pour assouvir leurs passions. Ils vont jusqu'à désirer la guerre civile. Ils croient que ce fléau qui fait frémir et dont ils seraient eux-mêmes les premières victimes, les rétablirait dans la possession de leurs biens, car c'est leur religion unique.... De tout temps l'entrée des bulles pontificales n'avait pu avoir lieu sans autorisation préalable.... Il faut renoncer à toute indulgence contre ceux qui compromettent la tranquillité publique². »

Quand se présentèrent les nouveaux desservants nommés par le Corps électoral, les réfractaires quittèrent leur cure. La plupart des procès-verbaux se bornent à mentionner le fait. Celui du Mesnil-Véron expose la conduite du sieur Regnier, curé, qui prévint les ordres de la municipalité en enlevant ses meubles « dans l'intention de toujours donner des preuves non douteuses de sa soumission à la Loi en tout ce qui regarde l'ordre politique du gouvernement. Il remit également les clefs de l'église le 20 mai³.

Il y avait encore des rétractations. Le curé de Margueray rétracta le 17 mai le serment par lui prêté le 6 février⁴.

Le choriste et obitier de Notre-Dame de Saint-Lo et un

1. Arch. municipales Torgni, Reg. délibérat. municip. de Torgni (bureau de police), f° 130.

2. Arch. Manche, L 1489², Tribunal du district de Saint-Lo, Affaires criminelles, 1791-1792.

3. Arch. Municipales Mesnil-Véron, Reg. municipal Mesnil-Véron (1788-1792), f° 68.

4. Arch. Manche, L II 1100.

professeur du collège venaient de se rétracter et d'être destitués par la municipalité de Saint-Lo. Informé que ces deux ecclésiastiques se permettaient de répandre l'imprimé de leur rétractation « avec profusion et affectation jusque dans les villes voisines », le Directoire du district les considérant comme « des hommes dangereux poussés par une cabale », chargea la municipalité de les surveiller ¹. Deux vicaires de Tessy rétractèrent leur serment prêté le 30 janvier, les 28 et 30 mai ². Au 31 mai, les curés des paroisses de Margueray, Le Perron, Morigny, rétractèrent également le leur. Ceux de Montrabot et Lamberville, nommés par l'assemblée électorale, suivirent leur exemple.

Quant aux succursaires nommés par le corps des électeurs, à Soulles, Maupertuis, Rouxville, Sainte-Marie-des-Monts, Fourneaux, La Chapelle-Heuzebroc, ils avaient refusé d'accepter leur nomination ³.

Les 12, 13 et 14 juin se tint une assemblée électorale pour remplacer tous ces prêtres qui s'étaient rétractés ou n'avaient pas accepté leur nomination ⁴. Le Conseil de la commune de Saint-Lo, dès le 6 juin, avait décidé de lui rendre les mêmes honneurs que la fois précédente ⁵.

Dans les campagnes, la lutte commençait entre les assermentés et les insermentés, entre le clergé nouveau et les populations. Une effervescence latente, une hostilité sourde se manifestaient contre les constitutionnels. Les anciens desservants s'étaient souvent retirés dans la paroisse où ils avaient été curés. Attachés à leurs pasteurs par l'habitude quand ce n'était pas par l'affection, les habitants considéraient doublement

1. Arch. Nationales, F 19 446.

2. Arch. Municipales Tessy, Reg. municipal (1790 an II) f° 163.

3. Arch. Manche, L II 1100.

4. Arch. L. II. 1014, Reg. cit. f° 196.

5. Arch. Municip. Saint-Lo, D. 28, Reg. cit. f° 85.

comme des intrus les curés qu'on leur imposait. Traditionalistes et croyants, inquiétés dans leurs consciences, les gens de ce calme pays ne se soulevèrent point, mais les rancœurs s'amassèrent au fond de leurs âmes frustes, et plus d'une fois dans leurs villages, cette guerre silencieuse dût être un fléau quotidien. La loi du 7 mai permettait bien aux réfractaires de dire une messe basse dans l'église constitutionnelle, mais combien n'allait-il pas surgir de difficultés entre ces deux catégories de prêtres, l'une, puissance d'hier, l'autre, puissance du jour, se considérant toutes deux comme manquant de civisme ou manquant d'orthodoxie.

En juin, des différends éclatèrent de toutes parts.

Le sieur de la Baronnière, desservant de Rampan, avait lu de sa stalle une lettre du pape. Quelques fidèles avaient perçu le mot « Intrus ». Un autre déclara qu'il était question des curés qui prêtaient serment. Le curé avait fini par exhorter les fidèles à méditer les vérités de la lettre.

En même temps les incidents de Placy étaient déférés devant le tribunal du district. Le 1^{er} juin l'accusateur public exposait ainsi les faits : Un sieur Delahaye ayant montré de la fermeté pour la Constitution et l'exécution des lois avait été pris en haine par les habitants endoctrinés par les prêtres réfractaires et violemment maltraité à coups de crosse de fusil ; pendant une procession, plusieurs femmes de la commune avaient scandalisé le public en affectant du mépris non seulement pour le curé constitutionnel mais pour le Saint-Sacrement qu'il portait. Sur l'invitation qui leur fut faite de se prosterner au moment où il passait, elles s'étaient retournées et avaient craché « avec un ton marquant un souverain mépris ». Plusieurs personnes avaient conseillé à d'autres et même à leurs enfants de prendre des pierres et de les jeter sur les fidèles et surtout au curé lorsqu'il ferait la procession du Saint-

Sacrement. Ces conseils avaient eu pour effet de faire maltraiter un des notables de la commune qui avait montré de la fermeté pour l'exécution des lois constitutionnelles ¹.

Le curé de Placy, Duval, s'était plaint d'injures proférées contre lui. A la suite de cette plainte, le 28 juin, le maire et les officiers municipaux de la commune défendirent aux habitants toute insulte, interdirent les irrévérences devant le St Sacrement et dans les lieux saints sous peine de dix livres d'amende, Les gens coupables d'irrévérence au St Sacrement pendant la procession, devraient faire amende honorable au curé. En cas de refus, ils seraient envoyés au tribunal du district. ². Les troubles persistant, Duval renouvela ses doléances. Son prédécesseur, disait-il, « excite des fanatiques et des gens qui n'ont d'autre tâche que de troubler entièrement l'ordre, d'enlever la confiance au pasteur et de le représenter comme un intrus, un excommunié et un homme indigne de remplir les fonctions sacerdotales. » Il rappelait les scènes de la procession; des femmes sifflaient et criaient : « l'intrus » n'était pas digne de mettre le bon Dieu dans le St-Sacrement. Aller à la messe de cet excommunié, c'est comme si on allait à la messe du chien. Il fallait prendre des pierres et les jeter sur le dais et sur ces bougres et ces jean-foutre qui étaient autour. » Une femme avait méchamment ajouté : « Vas-tu à la messe du chien de cet excommunié ? Tu es damné sans rachat. » « Cruelles expressions dont s'était servi le prédécesseur non assermenté de Duval qui disait en parlant de l'assermenté et de ses gens : « Avec ce fouet, je vais tous

1. Arch. Manche, L 1489², Tribunal du district de Saint-Lo, affaires criminelles (1791-1792).

2. Arch. Manche, L 1489², Tribunal du district de Saint-Lo, affaires criminelles (1791-92).

les chasser. »¹ Au mois d'août, l'affaire du Placy durait encore. On interrogea le ci-devant curé Lecordier qui avait été arrêté sans obtenir de lui des indications précises. Avant son remplacement, il avait reçu un imprimé intitulé Bref du pape, et l'avait lu à ses paroissiens. Mais il avait ensuite fait imprimer une « Adresse à la Nation française désavouant cette lecture »². Dans une lettre au tribunal, il se plaignait de la persécution dont étaient l'objet les insermentés ³.

Le 11 juin, Louis Durand, accolyte de la paroisse de Coudeville, fut arrêté pour avoir dit « qu'il ne fallait pas aller à la messe des assermentés, que pour lui, il s'en passerait, qu'il y avait une bulle du pape excommuniant les assermentés ».

Deux jours plus tard, on s'occupait de l'affaire d'Hébécrevon. L'ex-curé, Rolland des Angles, dans une lettre à ses paroissiens écrivait : « Je ne cesserai pas d'être votre curé selon Dieu et selon la religion de vos pères. Je n'ai pas donné ma démission et je suis toujours votre curé. Je n'ai pas juré et je n'ai pas fait de crime... La nation m'arrache à mon église et à mon troupeau, et l'Église catholique du monde entier me conserve. Je ne serai pas corporellement au milieu de vous dans la célébration des choses saintes, mais je serai partout avec vous. Vous me haïrez si vous voulez et je vous aimerai. Je prierai de tout mon cœur pour vous. Je dirai la messe pour vous et, si j'ai une peine, c'est celle de votre salut qui m'occupe. Aimez-moi comme je vous aime »⁴.

Le sieur Rolland des Angles, déclarait l'accusateur public du district, a inscrit des propos contre la Constitution sur des feuilles du registre des baptêmes et inhumations, il a supprimé

1. Arch. Manche, 1489², Tribunal du district de Saint-Lo. Affaires criminelles (1791-92).

2. Ibid.

3. Ibid.

4. Ibid.

ces feuillets et altéré les autres. Il a déjà été poursuivi comme auteur de libelles contre la Constitution et adresse journellement aux habitants d'Hébécrevon des lettres pastorales incendiaires tendant à leur persuader que les prêtres assermentés ont abandonné la religion chrétienne. Il en a même adressé au corps municipal. Il a ouvert un oratoire dans la maison de ferme du Châtel; il y célèbre le service divin avec plusieurs prêtres réfractaires et s'efforce de détourner du prêtre assermenté ¹. Il était en outre accusé d'avoir élevé en chaire une protestation contre la Constitution civile du clergé, d'avoir affiché cette protestation contre la porte de la sacristie et d'avoir écrit cette protestation sur des feuillets du registre des baptêmes et sépultures, ce qui l'a amené à changer de foliotage. Interrogé, Rolland des Angles reconnaît le texte de son adresse à ses paroissiens, son exposé en chaire de ses opinions religieuses, l'affichage de sa protestation, mais il nie avoir jamais cherché à soulever la population. Il s'engagea à l'audience un véritable dialogue théologique. Il semble bien que la protestation s'adressait plutôt aux prêtres qu'aux fidèles ².

Le 14 juin, une plainte de quatre officiers municipaux de Saint-Martin-de-Bonfossé signalait les faits suivants : Le greffier de la commune avait été insulté par plusieurs personnes, en particulier par un habitant dans la maison duquel étaient retranchés les ci-devant desservants. Un étranger ayant fait observer à ces révoltés qu'il était surpris de ne pas voir la municipalité réprimer l'insurrection qui règne dans la commune et l'espèce de schisme qui déchire la paroisse, ils répondirent qu'ils ne craignaient rien ayant le maire avec eux. La maîtresse d'école était « entêtée du Bref du pape » n'assistant ni à la

1. Arch. Manche, 1489², Tribunal du district de Saint-Lo. Affaires criminelles (1791-92).

2. Ibid.

messe, ni à aucun office. Elle allait avec ses partisans dans des paroisses vassales où le clergé n'était pas assermenté. Ces prêtres ne cherchaient qu'à fomenter le désordre dans la paroisse en général et dans les familles en particulier, les uns, en plus grand nombre, s'étant prononcés pour eux, les autres pour le curé légitime. Ils n'avaient encore remis les clefs ni de la sacristie, ni du presbytère, ni de la bibliothèque. Enfin ils effrayaient les consciences timorées par des menaces d'excommunication.

Sous les murs du cimetière, des vendeurs de cidre et d'eau-de-vie rassemblaient auprès d'eux pendant l'office constitutionnel les mauvais citoyens. Ils insultaient les patriotes.

Les quatre officiers municipaux réclamaient la révocation des deux officiers qui ne s'étaient pas ralliés à eux, des poursuites contre plusieurs habitants, l'expulsion des réfractaires de la commune, la comparution de la maîtresse d'école devant le District, l'envoi de 25 hommes pour les processions de la Fête-Dieu. Le Directoire, avec approbation du Département, envoya la troupe demandée, poursuivit les citoyens coupables, obligea les ex-desservants à remettre les clefs et la maîtresse d'école à prêter serment ¹.

Les dépositions de deux témoins, le « custos » et une femme, peignent l'état de la commune de la manière la plus pittoresque. Les officiers municipaux qui étaient « dans les bons principes » avaient ordonné au « custos » de remonter les cordes des cloches pour empêcher les insermentés « d'appeler à leur messe leurs affiliés, ennemis de la Constitution ». Un de leurs émissaires demanda au « custos » les clefs de la tour. Il refusa et aurait été maltraité sans sa fermeté. « Tu es un bougre de bedeau, lui répondit l'ami des réfractaires, je t'éventrerai

1. Arch. Manche, 14892, Tribunal du district de Saint-Lo. Affaires criminelles (1791-02).

avec mon couteau ». Le « custos » déclara à l'un des ex-desservants qu'en s'élevant contre ceux qui allaient à la messe du constitutionnel, il provoquerait un massacre pareil à la Saint-Barthélemy. « Si mon bras n'était pas affaibli, ajoutait le témoin, je lui ferais sentir mon bâton ». D'après les ex-desservants, disait la femme Douchin, les prêtres jureurs étaient des excommuniés, des scélérats. Ils détournèrent les électeurs de participer à l'élection des curés. Un père de famille entendant les propos tenus par les ci-devant curés chez lui, à sa fille et à sa bru, s'éleva contre la conduite de ces prêtres et menaça ceux de ses enfants qui agiraient selon cette morale, de la colère paternelle. Alors sa bru qui avait un enfant de neuf mois « invoqua la mort de cet enfant afin qu'il mourût pendant qu'il était chrétien ». Il la fit sortir de chez lui. L'un de ces prêtres, dans une circonstance publique, déclara aux assistants qu'ils étaient tous une troupe de démocrates, qu'on allait crucifier les insermentés. On lui répondit qu'il avait tort de se comparer au Sauveur du monde, qu'on se contenterait de le fouetter par les carrefours et qu'on le chasserait à coups de pied dans le c...¹.

Le tribunal du district le 16 août, envoya un ordre de comparution aux deux prêtres non assermentés Martin et Osmond pour « avoir mis le trouble dans une famille en inspirant à la mère et à ses filles des scrupules contre la religion, de l'éloignement contre leur mari ou père parce qu'il était électeur et devait nommer des curés constitutionnels, d'avoir fait croire que les curés constitutionnels ne pouvaient administrer les sacrements, qu'ils étaient des intrus, que les électeurs qui nommaient des curés étaient excommuniés et enfin d'avoir colporté dans la paroisse la prétendue

1. Arch. Manche, 1489², Tribunal du district de Saint-Lo. Affaires criminelles (1791-92).

bulle du pape ». Leur émissaire Rouelle fut assigné pour avoir menacé le « custos » de la paroisse, secrétaire de la municipalité, de l'exécuter à coups de couteau s'il remplissait son devoir ou les ordres à lui donnés ¹.

Le curé et le vicaire de Rouzeville furent incarcérés, comparurent devant le tribunal du district ainsi que deux femmes qui étaient venues à leur aide pendant une altercation avec un officier municipal.

Chaque année, à l'occasion des Rogations, les paroissiens de Précorbin et de Saint-Jean-des-Baisants venaient à l'église de Rouzeville en procession. Or, les curés et vicaire de Rouzeville, réfractaires non encore remplacés, se trouvèrent en face de deux constitutionnels. Laville, curé de Rouzeville, refusa l'entrée de son église à la procession de Saint-Jean-des-Baisants. D'où altercation. Il fit ensuite un sermon en chaire. Un officier municipal lui interdit de continuer en vertu du décret sur les prédicateurs ². Le curé demanda à l'assemblée s'il devait continuer. Les deux femmes, ses complices, répondirent qu'on lui prêterait main-forte. L'officier municipal fut insulté, et des assistants voulurent lui jeter des pierres. Comme Laville critiquait la Constitution civile, le représentant de l'autorité lui dit : « Si vous n'avez pas autre chose à prêcher, descendez et finissez votre messe, ou bien prêchez-nous l'évangile et n'effrayez pas le monde par vos discours ». Puis il lut le décret au curé qui descendit, retourna à l'autel et acheva sa messe. On s'ameuta à la sortie contre l'officier municipal qui fut hué. Une autre déposition rapportait une altercation violente entre Laville et le curé de Saint-Jean-des-Baisants. Quant au curé de Précorbin, il trouva l'église ouverte

1. Arch. Manche, 1489², Le jugement prononcé dans cette affaire ne figure pas au dossier.

2 Le décret du 5 février 1791 les obligeait au serment.

mais la sacristie fermée. Faute d'ornements sacerdotaux, il dut s'en retourner ¹. Pour raison de santé, Laville fut mis en liberté ².

Deux prêtres de Saint-Lo, Montcuit et de la Bruyère, furent poursuivis en juillet pour propagande de la bulle chez diverses personnes qu'ils cherchaient à détourner des constitutionnels et chez des prêtres assermentés dont ils s'efforçaient d'obtenir une rétractation ³. Au cours des dépositions, furent dénoncés le curé des Moitiers qui avait empêché son frère malade, demeurant à Eslandes, de recevoir les sacrements des mains du curé assermenté, et une demoiselle qui exerçait la médecine dans le canton, et était « un vrai fléau contre la Constitution ». Le vicaire de Cavigny ⁴ ne se comportait pas autrement que son confrère des Moitiers.

Le curé de Quibou, Gilles Guillotte, avait été insulté en allant le soir administrer les sacrements. Le 9 août, il adressa au District un mémoire demandant un garde ⁵. Le District acquiesça à cette demande qui reçut l'approbation du Département ⁶. En conséquence, le 17 août, un détachement de la garde nationale de Saint-Lo de 40 hommes, fut mis en marche afin de maintenir l'ordre à Quibou et d'assurer la sûreté du curé ⁷. Le Directoire du district, le 19, entendit les officiers municipaux et les citoyens de la petite commune. De leurs déclarations, il résultait que les troubles provenaient des opinions diverses à l'égard du remplacement des curés. Les compagnons exprimèrent leur désir de maintenir l'ordre et le respect envers le « légitime curé de la paroisse ». En promettant de former

1. Le décret du 5 février 1791 les obligeait au serment.

2. Ibid.

3. Ibid.

4. Ibid.

5. Arch. Manche. L. II. 1042, reg. administration g¹e f^o. 25.

6. Ibid. L. 52. reg. directoire département, f^o 250.

7. Ibid. f^o 254.

une garde nationale, ils réclamaient le retrait du détachement de Saint-Lo. Le Directoire déféra à leur demande, mais il chargea la municipalité de veiller elle-même à ce que les prêtres non conformistes, ne se permettent, en aucun cas, de dire leur messe à l'église paroissiale, hors les heures fixées par le curé¹.

Le 3 septembre, l'accusateur public du district requérait contre le ci-devant curé de Villebaudon. « Le sieur Douville, déclarait-il, abuse de la confiance d'une partie des habitants pour leur faire croire que la Constitution est contraire à leurs propres intérêts et va détruire la religion chrétienne, que les prêtres qui ont prêté serment sont excommuniés et n'ont plus le pouvoir de faire les offices ni d'administrer les sacrements. Ceux qui assistent à leur messe sont damnés s'ils ne cessent d'y aller. Il affecte de ne pas rendre le salut au prêtre constitutionnel et de cracher sur lui. Sa mauvaise foi va jusqu'à menacer les femmes enceintes de sacrilège si elles font baptiser leur enfant par un prêtre assermenté. Il fait tous ses efforts auprès des gens simples pour faire un mauvais parti au Corps municipal qui est fidèle à exécuter et faire exécuter les lois. Demeurant sur la paroisse de Percy, il a ameuté quantité de personnes de Percy qui viennent de la messe de Villebaudon. Sa sœur et plusieurs personnes mettent le trouble à Villebaudon et exposent les habitants attachés à la Constitution à être victimes de leur patriotisme². Le curé constitutionnel, dans sa déposition, expose que Douville avait paru furieux de l'heure de sa messe fixée à 5 heures du matin³. Une affaire analogue fut soulevée à la fin d'août au sujet du ci-devant curé Allain qui fut poursuivi⁴. On allait jusqu'à menacer du pistolet ses adversaires⁵.

1. Arch. Manche. L II 1045, reg. Directoire District n° 22-23.

2. Arch. Manche, L 1489² (cit.)

3. Ibid.

4. Ibid.

5. Ibid.

A Saint-Louet, il y eut quelques incidents au sujet de l'heure des messes des non conformistes ¹. Au Perron, la municipalité fut blâmée à propos de son arrêté sur la remise des clefs de l'église à ces dissidents. Le directoire du département lui enjoignit de soutenir le curé constitutionnel ².

A Torigni, on était loin de la paix. Il y avait conflit entre le curé jureur de Saint-Amand et de Saint-Laurent, Marguerit et les réfractaires. Marguerit reçut, le 23 septembre, les éloges du Département qui « applaudit son civisme courageux et éclairé ». Conformément aux arrêtés des 8 juin et 29 juillet, il serait maintenu dans le droit de disposer du son des cloches, des ornements et vases sacrés, et de fixer l'heure des messes des insermentés. La municipalité était invitée à le soutenir contre les « atteintes du fanatisme » ³.

Le 16 octobre, sur une plainte du curé de Remilly, on admonestait le commandant, le capitaine de la garde nationale et un autre citoyen du lieu pour avoir participé à une scène de violence. Il s'agissait de l'obliger à dire à 5 heures du matin une messe pour Mirabeau ⁴. Le 24 novembre, surgissait dans la même commune une nouvelle affaire au sujet du Te Deum qui devait être chanté en actions de grâce de la Constitution ⁵.

Pendant ce temps, on enregistrait à la fois des prestations de serment et des rétractations. Le curé de La Meauffe s'était rétracté. Le 29 juin, un prêtre demeurant à Tessy prêtait serment ⁶. Le 17 juillet, la maîtresse d'école de Saint-Amand, Françoise Laigniel, prêtait serment avec restriction religieuse ⁷.

1. Arch. Manche, L 52, Reg. cit., f^{os} 280 et 281.

2. Arch. Manche, L 53, reg. directoire département, f^o 5.

3. Ibid, f^{os} 3, 4.

4. Arch. Manche, L 1459, Reg. du Bailliage et du Tribunal du district de Saint-Lo. (Jugements de la Chambre criminelle) f^o 38.

5. Ibid., f^o 42.

6. Arch. municipales Tessy-sur-Vire, Reg. municip. (1790 an II) f^o 164.

7. Arch. municipales Saint-Amand, Reg. actes et délibérations, f^o 70.

Le Conseil de la commune décida de la remplacer ¹. Le 17 juillet, le maître et la maîtresse d'école de Saint-Ebremond-de-Bonfossé prêtaient serment sans restriction ².

Le 19 juillet parvenait au District une lettre pastorale de l'évêque de la Manche. Il y adoptait la lettre pastorale de l'évêque métropolitain de Paris, suivie d'une lettre circulaire adressée aux curés et aux autres ecclésiastiques de son diocèse sur les brefs du pape ³.

Le 26 juillet, le maire de Saint-Lo se rendit au Bon-Sauveur afin de demander aux religieuses de l'établissement si elles consentaient ou non à prêter serment à la Constitution. Madame Dulongprey, supérieure, déclara que sa conscience ne lui permettait pas de faire ce serment, mais que jamais ni elle ni aucune de ces dames ne parlaient aux pensionnaires ou aux malades de la Constitution. On imposait même silence à ceux qui en parlaient. Les 20 religieuses de chœur et les converses répondirent d'une façon analogue ⁴.

Le 24 octobre 1791, une messe du Saint-Esprit chantée par le curé de Notre-Dame réunit tous les professeurs de la Maison d'Education Nationale, le Conseil de la commune, les citoyens. Le maire et M. Pouchin, professeur de philosophie, le futur professeur de l'Ecole Centrale de la Manche, prononcèrent des discours. Les professeurs prêtèrent serment ainsi que deux maîtres d'école ⁵.

Dès le 21 août, le prêtre chapelain de la ci-devant chapelle du Précy, vicaire à Cerisy, se décidait à jurer ⁶

1. Arch. municipales Saint-Amand, Reg. actes et délibérations, f° 19.

2. Arch. municipales Saint-Ebremond-de-Bonfossé, Reg. assemblée municipale du 31 août 1788 à septembre 1791, f°s 85, 86.

3. Arch. Manche, L II 1014, Reg. directoire district, f° 125.

4. Arch. municipales Saint-Lo, Reg. délibérations Conseil général Saint-Lo, D 28, f° 148.

5. Ibid.

6. Arch. municipales Cerisy-la-Forêt, Reg. Conseil Général Cerisy l'abbaye, f° 81.

Pendant l'année 1791, le clergé constitutionnel ne cessa de chanter des *Te Deum* et d'invoquer l'Esprit-Saint pour commémorer les événements politiques. L'anniversaire de la prise de la Bastille fut fêté avec pompe et dévotion. Ce patriotique et liturgique mélange revêtit une remarquable splendeur à Saint-Lo. L'autel de la Patrie était surmonté de deux inscriptions : l'une portait : « Citoyens, ici Brutus sacrifie ses enfants à la Liberté de Rome » ; l'autre « Guerriers, l'insubordination mène à l'esclavage ». La messe fut précédée d'un *Veni Creator* et d'un discours du maire. Le vicaire de Notre-Dame qui célébrait, prononça une allocution. Le maire proclama ensuite le nom des meilleurs élèves de la cité, des enfants de l'hôpital les plus dociles et des citoyens les plus laborieux. A la suite de cette proclamation le *Te Deum* fut chanté par le clergé de la ville qui récita après ce cantique une prière à l'Eternel et entonna les trois invocations « *Domine salvam fac gentem, Domine salvam fac legem, Domine salvum fac regem* »¹.

A Cerisy, l'autel de la Fédération fut placé au milieu du bourg. Après la messe on renouvela les serments et la cérémonie se termina par un *Te Deum* et une procession.

La petite commune de Saint-Pierre-de-Semilly fit célébrer une messe du Saint-Esprit. Les serments furent renouvelés, le *Domine salvum* fut chanté. Dans le procès-verbal, le Corps Municipal se loua même de la dévotion des fidèles².

En octobre, l'Eglise constitutionnelle entonna de nouveaux *Te Deum* à l'occasion de l'acceptation de la Constitution par le roi. Des illuminations suivirent les cérémonies religieuses. A Cerisy il y eut même un bûcher³. A Torigni, les

1. Arch. municipales Saint-Lo, D 28, Reg. cit., f° 116-117.

2. Arch. municipales Saint-Pierre-de-Semilly, Reg. délibérations municipales Saint-Pierre-de-Semilly.

3. Arch. municipales Cerisy-la-Forêt, Reg. cit., f° 86.

citoyens qui n'illumineraient pas seraient punis d'amende ¹.

Sur la fin de l'année 1791, très violente en maints endroits, on trouve trace de deux nouvelles prestations de serment, celles du curé et du vicaire de Vidouville ².

Un arrêté du Directoire du département du 9 novembre avait provisoirement réuni la paroisse Notre-Dame à celle de Saint-Laurent de Torigni ³. Le maître d'école de Saint-Amand refusa le serment et fut destitué ⁴.

Le 9 décembre, le curé de Notre-Dame de Saint-Lo Moriet envoya à l'Assemblée Nationale son adresse intitulée « Adresse d'un prêtre citoyen à l'Assemblée Nationale ». Il y joignit une affiche. « C'est, déclarait-il aux représentants de la nation, un tableau raccourci des principes dont vous avez, par un de vos derniers décrets, désiré la communication aux classes des citoyens qui ont le plus besoin d'être précautionnés contre les séductions du fanatisme ». En tête on lisait : « Avis de M. le Curé de Saint-Lo. Une démarche publique qu'on a mal interprétée, a besoin d'une justification publique ». Un discours précédent publié par Moriet, sous ce titre, avait été vivement attaqué. Bécherel indigné d'y être traité d'« Evêque extérieur » avait déposé cet écrit sur le bureau du Conseil de la commune de Saint-Lo. La municipalité avait engagé à se rétracter Moriet qui refusa. L'affaire fut portée devant le Département. Loin de condamner le curé de Notre-Dame, les administrateurs approuvèrent « les principes et la conduite dudit curé qui, par ses ménagements et sa modération, n'avait jamais eu d'autre but que de ramener les esprits et prévenir un schisme qui, à la fin, comme il le prédit dans ce même imprimé, devait produire et

1. Arch. municipales Torigni-sur-Vire, D 1, n° II, Reg. Conseil Général Torigni, f° 30.

2. Arch. municipales Vidouville, Reg. délibérations municipales.

3. Arch. Manche, L II 1100.

4. Arch. municipales Saint-Amand, Reg. actes et délibérations de Saint-Amand (1790-1792), f° 93.

a réellement produit le renversement de la religion et, par suite, celui des mœurs, qui ne pourraient jamais se soutenir, dans un grand Etat que par elle » ¹.

Cette longue justification parfois singulièrement subtile, peignait ainsi la situation : « L'église paroissiale est devenue déserte ; les offices paroissiaux ont été scandaleusement abandonnés et par les prêtres apostats, et par les personnes qu'ils sont venus à bout de séduire... Comme citoyen, fidèle à mes serments, je dois sans doute tolérer, protéger la liberté de conscience et l'exercice de tout culte quelconque... Comme pasteur, je dois précautionner mes brebis contre des pâturages empoisonnés, surtout ne pas les confier à des bergers infidèles... Mais en vous défendant du genre de séduction employé par les mécontents de la Révolution, tenez-vous également en garde contre celui bien plus dangereux pour la multitude, mis en usage par les amis exagérés de cette même Révolution qui sont les ennemis les plus perfides de la Constitution et du bonheur public ² ». Il apparaît que la conduite de Moriet était critiquée, comme il le dit dans son Adresse, par les deux partis extrêmes.

Le 12 décembre, le Directoire du district décida d'envoyer un fort détachement de la garde nationale pour protéger le curé constitutionnel de Montrabot et demanda au Directoire du département de statuer à ce sujet. La commune de Montrabot était invitée à ouvrir sans délai le registre destiné à l'inscription des citoyens qui devaient remplir les fonctions de garde national ³.

Le 31 décembre, le Directoire du district ordonnait à la municipalité de remplacer la maîtresse d'école de Cavigny qui

1. Arch. Municipales Saint-Lo, Reg. délibérations Conseil général Saint-Lo, du 4 novembre 1791 au 3 novembre 1792, f^{os} 22 et 23

2. Arch. Nationales, D XL 3.

3. Ibid. Manche, L II 1015, Reg. directoire district, f^o 76 à f^o 78, inclus.

avait refusé de prêter serment conformément à l'arrêté du Département du 20 juin précédent ¹.

Au début de 1792, les troubles religieux persistèrent. Le 3 février, deux officiers municipaux de Guilberville vinrent prévenir le Directoire du district de l'accroissement du désordre dans leur commune. Le ci-devant vicaire de Condé-sur-Vire se permettait d'y tenir une école publique. Après la classe, les enfants qu'il instruisait, assaillaient les enfants fréquentant les leçons du maître d'école de la paroisse. Il est permis « sans doute, aux parents de confier l'éducation de leurs enfants à qui bon leur semble, conclut le Directoire, mais si un citoyen ouvre des écoles publiques, le bon ordre public exige qu'il les tienne sous l'autorité de la Loi, que les principes qu'il y professe soient connus, et surtout que la tranquillité publique n'en soit point altérée ». Il recommanda en conséquence à la municipalité de Guilberville « de veiller à une cessation immédiate de cet enseignement dont elle lui rendrait compte ² ».

Il fallut envoyer au Perron un officier de la gendarmerie nationale pour réprimer l'effervescence au moment du service divin ³.

Le curé constitutionnel de Montrabot avait toujours des difficultés avec les prêtres non conformistes. Le Directoire du district le 24 février, autorisa ces derniers, sauf avis ultérieur du Département, à continuer leurs dévotions en se conformant aux règlements non abrogés et à l'arrêté du Département de la Manche. Ils diraient leur messe aux heures fixées par le curé qui ne pourrait, jusqu'à Pâques prochain, les fixer avant la cinquième heure du matin. Le Directoire loua le zèle du capitaine de la garde nationale tout en le rappelant « dans le

1. Ibid. Reg. directoire district, f° 76 à f° 78, inclus.

2. Arch. Manche, L II 1023, Reg. pour la transcription des arrêtés 4 février 1792.

3. Arch. Manche, L II 1015, Reg. cit., f° 95.

cercle tracé par la loi et en l'invitant à ne faire emploi de la force publique que sur la seule réquisition de la municipalité et des autorités constituées ¹ ». Ces mesures du District furent approuvées par le Département le 29 février ².

Le 3 mars, le Directoire du département arrêta que l'excuré de Canisy serait poursuivi pour avoir porté sur les registres des baptêmes, mariages et inhumations, un acte séditieux ³.

Les maires, officiers municipaux, notables de Brectouville comparurent devant le Directoire du district. Ils vinrent déclarer que le curé n'avait point prêté serment, si ce n'était de manière inintelligible ⁴.

Dans une lettre datée du 21 mars, le ministre de l'Intérieur blâmait les arrêtés pris par l'Administration du département contre les prêtres réfractaires. Il lui en ordonnait la rétractation et l'invitait à respecter la liberté des cultes ⁵. Le 28, le Département écrivait au District pour lui transmettre cette lettre. « Vous verrez, disait le Département, que le roi a cru devoir rappeler aux Corps administratifs les principes sur la liberté des opinions religieuses, mais son intention n'est pas de laisser impunis les excès des ennemis de la Constitution. Veillez donc à ce que les chapelles domestiques ne deviennent pas, sous prétexte de religion, un lieu de rassemblement qui pourrait échapper à l'action de la police municipale » ⁶.

La politique d'hostilité envers les réfractaires s'accroissait en effet dans le département de la Manche et dans le district de Saint-Lo, suivant l'impulsion qui entraînait tout le

1. Arch. Manche, L II 1015, Reg. cit., f° 120.

2. Arch. Manche, L 53, Reg. Directoire département, f° 118.

3. Arch. Manche, L 53, Reg. cit., folio 120.

4. Ibid. L II 1015, Reg. cit., de f° 125 à 127 inclus.

5. Ibid. L I 130, reg. corr. du départ. de f° 42 ... (à partir de f° 42, le reg. numéroté ni par f° ni par n°).

6. Arch. Manche, L II 1160.

pays administratif et parlementaire. Jusqu'alors les insermentés pouvaient dire leur messe à l'église constitutionnelle. Cette faculté ne leur était plus laissée. Le 24 mars trois prêtres de Saint-Louet non assermentés réclamèrent par pétition l'autorisation de célébrer leur messe à l'église. Le Directoire du district estima que l'église devait leur être fermée, adoptant l'avis du curé de la paroisse : « Les opinions religieuses sont libres, mais la concorde doit habiter dans le temple de l'Eternel ; nos autels ne sont point offerts à des sectes différentes ¹.

Alors en présence de cette opposition, des particuliers installèrent des chapelles ou bien ouvrirent aux catholiques fidèles au clergé insermenté leurs chapelles privées déjà existantes ; c'est à ces chapelles que le Département faisait allusion dans une lettre du 28 mars.

Ce dernier refuge du culte proscrit rencontra à son tour des obstacles. Le « ci-devant seigneur » de Saint-Jean-des-Baisants, Le Provost, ouvrait sa chapelle aux fidèles et son chapelain y célébrait les offices. Le Directoire, le 22 août, lui défendit de la livrer « à ces assemblées dont le monde met la tranquillité publique en péril » ². Le 26 avril, le Directoire du département ajoutait que les délinquants seraient poursuivis ³.

Aux yeux de l'Administration, il y avait cependant à conjurer un plus redoutable danger que celui de la chapelle du sieur Le Provost. Au milieu des prairies du Désert s'élevait une chapelle d'un autre genre. Elle était le sanctuaire vénéré et populaire d'un saint, de Saint-Ortaire, auquel les mères apportaient leurs petits enfants malades, dont elles lui demandaient la guérison. Une maison située non loin était habitée par le chapelain et par un garde qui recevait les pèlerins. Le tout

1. Arch. Manche, L II 1023, Reg. pour la transcription des arrêtés 24 mars 1792.

2. Arch. Manche, L II 1023, Reg. cit. 22 avril 1792.

3. Ibid. L 53, Reg. cit., f^o 177.

appartenait au Prince de Monaco ¹. Une affluence considérable de pèlerins venaient chaque année de fort loin y faire leurs prières. De mai à l'automne les pèlerinages se multipliaient. Le chapelain titulaire était Guillebert Duperron, curé d'Agneaux, mais il n'en avait jamais rempli les fonctions, laissant ce soin au chapelain desservant. Plusieurs curés voisins avaient refusé le serment, et, le desservant et les prêtres qu'il prenait pour l'aider pendant l'été, également insermentés, avaient accueilli ces confrères. Une chapelle ouverte aux prêtres insermentés, au milieu d'une plaine déserte, éloignée des regards des officiers municipaux, est un lieu suspect aux citoyens de l'arrondissement, « écrivait le 28 avril le District au Département. Le moment du retour des pèlerinages, ajoutait-il, est celui du retour de l'inquiétude, et des habitants des communes voisines nous ont fait part de la disposition des esprits à supprimer par la force cette chapelle ». Le District priait le Département d'autoriser rapidement le curé du Désert à transporter dans son église les objets sacrés, et à faire clore la chapelle². Le Département donna l'autorisation demandée et le 4 mai, le Directoire du district désigna comme commissaire l'un de ses membres en le chargeant de se rendre au Désert. Là, il se concerterait avec le curé et les officiers municipaux pour fermer la chapelle et transporter les objets sacrés à l'église paroissiale « avec les plus sages précautions, l'ordre et la décence convenables » ³.

A Maupertuis, une femme nommée Anne de Breuil mettait le trouble dans la commune. Elle fut poursuivie conformément

1. La Chapelle de Saint-Ortaire existe encore. Le Saint est resté vénéré dans toute la région. Les pèlerins y affluent toujours et le sanctuaire contient les béquilles laissées par les infirmes guéris.

2. Arch. Manche, L II 1100.

3. Ibid. L II 1015, Reg. directoire district, f° 133, 134.

à la plainte des officiers municipaux qui réclamaient qu'elle fut chassée de la paroisse ¹.

Au Chefresne, certains habitants se portaient à des violences sur les dissidents. Le Directoire du département prescrivit à la municipalité de contenir ces perturbateurs et de les traduire devant le juge de paix en cas de trouble ².

Le 9 avril, le Corps municipal de Saint-Lo était informé que par suite de « l'effervescence qui depuis longtemps agite et trouble la cité, nombre de citoyens ont formé le projet de se porter ce matin aux églises des divers établissements religieux avec des intentions moins que fraternelles et paisibles ». Il ordonnait donc immédiatement la fermeture des églises des trois couvents de la ville. Le Département statuerait ensuite ³.

Loin de se calmer, l'agitation augmentait, et cependant, le district de Saint-Lo, en 1792 comme en 1791, restait beaucoup plus calme que le district d'Avranches situé aux confins de la Bretagne. Le 4 mai, le Directoire du département, dans une lettre au ministre de l'Intérieur, ne dissimulait pas son inquiétude au sujet des troubles religieux. Il ne s'agissait plus seulement d'empêcher les réfractaires de répandre l'hostilité contre la Constitution, il fallait réprimer les citoyens trop zélés, « égarés » qui poursuivent les prêtres réfractaires et leurs sectateurs qui sont l'objet de violences et de mauvais traitements ». « Ces troubles augmentent et se multiplient chaque jour, déclarait le Directoire du département. Nous épuisons tous les moyens de la persuasion pour contenir dans les bornes du devoir et dans le respect dû à la loi, une multitude égarée qui souvent croit servir la Constitution au moment même où elle

1. Arch, Manche. L II 1042, reg. administration g^{le} n° 304.

N. B. — Ce registre n'est numéroté par f° que jusqu'au f° 37.

2. Ibid. L 53, reg. cit f° 174-175.

3. Ibid. municipales, Saint-Lo, D 29, reg. 42, reg. délibérat^s cons^l génér^l Saint-Lo du 4 novembre 1791 au 3 novembre 1792, f° 44.

en viole les principes les plus sacrés. Nous ne négligerons point d'employer le secours de la force publique que nous aurons à notre disposition ¹ ».

Le procureur de la commune de Condé-sur-Vire, peignait la situation du pays de la manière la plus alarmante, le 27 mai. Le nombre des prêtres réfractaires augmentait chaque jour à Condé, et au lieu d'assister aux offices constitutionnels, les habitants allaient à la messe des insermentés. « On s'aperçoit déjà, déclarait le procureur, de l'effet que produit la présence de ces prêtres. Il est impossible de savoir par quels moyens ils agissent sur des âmes faibles ou timorées, mais il n'est pas difficile de le soupçonner... Les citoyens attachés à la loi voient ces rassemblements avec peine, leur patriotisme s'exalte et s'indigne, et déjà quelques scènes ont manqué d'en être la suite si la municipalité, par des moyens doux, n'avait pas cherché à calmer les esprits... » En conséquence, le Conseil décida de faire défendre aux prêtres insermentés de dire désormais la messe dans l'église de Condé ². Le Directoire du district prit aussitôt connaissance de cet arrêté et arrêta d'interdire cette église aux prêtres insermentés, sauf pour dire la messe solitairement ³.

Au Pont-Brocard, un prêtre non assermenté faisait fonction de curé, ce qui occasionnait des troubles dans la paroisse ⁴.

La loi du 27 mai 1792 à laquelle le roi, comme à celle du 29 novembre 1791, avait mis son veto, ne fut pas exécutée dans le district de Saint-Lo. On se borna à poursuivre les insermentés ainsi qu'on l'avait fait antérieurement. Le Directoire du district eut d'ailleurs à combattre en plus des réfractaires,

1. Arch. nationales, F 19, 446.

2. Arch. municipales, Condé-sur-Vire, reg. municip, (1792 an IV) f° 5.

3. Arch. Manche L II 1023, reg. pour la transcription des arrêtés 27 mai 1792.

4. Arch. Manche, L II 1042, Reg. administration générale, n° 313.

des prêtres assermentés qui ne reconnaissaient pas l'évêque Bécherel.

A Saint-Ebremond-de-Bonfossé, il éclatait de toutes parts des plaintes contre le curé constitutionnel « d'abord estimé » qui s'abandonnait « journellement à des propos indécents contre une Constitution qui pousse la générosité jusqu'à le salarier ». La paroisse comptant de 8 à 900 âmes, la présence d'un vicaire était d'autant plus nécessaire que le curé avait perdu la confiance de ses ouailles. Plus des deux tiers des paroissiens, au 18 Juin, n'avaient pas encore accompli leur devoir pascal. Le curé persistait à ne vouloir point choisir de collaborateur légal sous prétexte « qu'il ne reconnaissait point M. Bécherel pour son évêque et que les prêtres que leur évêque faisait, ne savaient pas lire et n'étaient que des aveugles ¹ ». Il avait même poussé l'audace jusqu'à faire venir pour le seconder un prêtre insermenté de Saint-Georges-de-Montcocq. « Cet étrange choix, disait le maire, avait scandalisé toute la paroisse ». Le maire avec le greffier et plusieurs habitants s'étaient rendus auprès du curé pour l'inviter à ne plus compromettre ainsi la tranquillité publique. Cette démarche n'eut pour effet que d'allumer la fureur du curé qui « s'emporta dans une effervescence colérique jusqu'à dire que si quelqu'un était assez hardi pour toucher à M. Le Coq (le prêtre réfractaire) il le f... bas d'un coup de fusil ». Depuis cette époque, ce pasteur « poussait la témérité jusqu'à toujours porter des pistolets dans ses poches, au milieu de ses ouailles ». Mais l'insermenté avait cessé ses fonctions. Le curé, ajoutait le procureur de la commune, avait refusé d'enterrer une jeune fille et un enfant. Un notable avait dû intervenir à plusieurs

1. « Dans la Manche, l'évêque Bécherel ordonne tant de prêtres et de si étranges, que le peuple désigne les nouveaux élus sous le nom de prêtres de la fournée ». P. de la Gorce, opus cit. t. 3, p. 16.

réprises pour l'obliger à porter les sacrements à une femme dangereusement malade. Prévenu par le curé de Quibou de la visite de l'évêque qui devait avoir lieu dans cette dernière commune pour la confirmation, il négligea de donner lecture de la lettre et déclara publiquement qu'il ne reconnaissait pas M. Bécherel comme son évêque. Le conseil de la commune de Saint-Ebremond considérant que de pareils faits constituaient une rétractation de serment, décida d'en référer aux administrateurs du Département afin d'obtenir la destitution du curé, « mesure nécessaire à la prospérité de la commune ¹ ». Le 30 juin, le Directoire déclara que, conformément aux dispositions de la loi du 27 novembre 1790, le procureur-syndic du district de Saint-Lo poursuivrait le curé de Saint-Ebremond pour faire la preuve des accusations formulées et le déclarer déchu des droits de citoyen actif, incapable d'aucune fonction publique ». Il serait ensuite pourvu à son remplacement ².

Sur le mois de juillet, sur les jours qui suivirent la proclamation de la Patrie en danger, l'absence de documents plonge la vie religieuse dans une obscurité complète. Les registres laissent entrevoir la bénédiction de drapeaux, rien de plus. Sur le mois d'août, on sait également fort peu de choses. L'excitation générale, surtout après la journée du 10 août, dut avoir une répercussion dans le département et le district au point de vue religieux, augmentant un malaise qui depuis des mois, s'accroissait.

Le 21 août, le Conseil du département de la Manche prenait l'arrêté suivant : Les Conseils des communes où résident des ecclésiastiques qui n'auraient pas prêté le serment prescrit par le décret du 27 novembre 1790, ou qui l'auraient rétracté,

1. Arch. Municipales Saint-Ebremond-de-Bonfossé. Reg. délibérations municipales Saint-Ebremond-de-Bonfossé (13 novembre 1791 au 25 brumaire an IV), f^o 4 et 5.

2. Arch. Manche, L 53, Reg. cit, f^o 221.

en donneront avis trois jours au plus tard après la réception du présent, aux Directoires de districts, qui en informeront le Directoire du département. Tout ecclésiastique insermenté ou réfractaire à son serment, sera tenu de se rendre dans le lieu de sa naissance ou dans celui de sa fortune, huit jours au plus tard après la publication du présent. Dans la huitaine de leur retour, ils seront tenus de passer à la municipalité une déclaration de résidence qui sera attestée par un certificat des officiers municipaux qui sera révisé tous les mois. En cas de trouble dans leur lieu de résidence, ils seront déportés au Mont Saint-Michel, par ordre et d'après l'avis du Directoire du district, donné sur la dénonciation du Conseil de la commune du lieu ou de deux communes voisines. Ceux qui ne se conformeraient pas aux formalités ou exerceraient leur culte, seront déportés au Mont Saint-Michel ¹.

Dès le 3 août, l'Assemblée avait ordonné l'évacuation et l'aliénation des maisons religieuses. Le 7 août, elle fixait les pensions des religieux et religieuses, n'exceptant que les membres des congrégations vouées au soulagement des malades ². Le 9 août, conformément aux instructions du Directoire du district, le Conseil de la commune de Saint-Lo, désigna des commissaires pour procéder à l'inventaire des titres et papiers et répertoire du mobilier des communautés du Bon Sauveur, de l'Union chrétienne et de la Providence ³.

Le décret du 28 août supprimait les congrégations religieuses sans exception ⁴. Il ouvrait, en même temps l'ère de la proscription. En vertu de ce décret, tous les prêtres assujettis au serment, qui ne l'avaient point prêté, ou qui, l'ayant prêté, l'avaient retracté, seraient tenus de sortir sous huit jours

1. Arch. Manche, L 48, reg. conseil général, département f^{os} 14 et 15.

2. Cahen et Guyot : L'Œuvre législative de la Révolution, p. 345.

3. Arch. municipales, Saint-Lo, D 29, reg. 42 (cit.) f^o 84.

4. Cahen et Guyot : L'Œuvre législative de la Révolution, p. 345.

des limites du département de leur résidence, et dans quinzaine, du royaume. Passé ce délai, ils seraient déportés à la Guyane. Tous autres ecclésiastiques non assermentés, quoique non assujettis au serment, seraient soumis aux précédentes dispositions dans le cas où ils occasionneraient des troubles, ou si leur éloignement était demandé par six citoyens domiciliés dans le même département ¹.

Le 18 août, l'Assemblée avait interdit tout costume, tout insigne ecclésiastique, hors de l'enceinte des temples ².

Le 25 août 1792, sept prêtres juraient « de maintenir la liberté et l'égalité ou de mourir en les défendant ». Parmi ceux-ci, étaient le curé de Saint-Thomas, les curé et vicaire de Sainte-Croix. Le 28, un huitième prêtre prêtait serment ³. Sur quatre de ces prêtres, trois étaient des prêtres libres ; le dernier était un ancien capucin. Ils n'avaient point prêté serment à la Constitution et d'ailleurs n'y étaient point assujettis.

La question religieuse qui trouvait une solution énergique et radicale dans les décrets, se compliquait cependant de plus en plus, car les affaires religieuses se mêlaient aux affaires d'incivisme en ce temps troublé où naissaient à la fois les mesures de sûreté générale et les mesures contre les suspects. L'affaire Thouronde en est un exemple : ce citoyen cité devant le tribunal municipal de Saint-Lo, se vit accusé d'être aristocrate « et favorable aux réfractaires ». Plus de vingt témoins défilèrent, les uns rapportant des paroles « aristocrates », les autres soutenant qu'il disait que « le pape était maître de ses prêtres » ⁴.

Le 31 août, le procureur de la commune de la Meauffe

1. Cahen et Guyot : L'Œuvre législative de la Révolution, p. 435.

2. Pierre de la Gorce, opus. cit. 3, p. 20.

3. Arch. municipales Saint-Lô, D. 29, reg. 42, f° 93 à 99.

4. Arch. municipales Saint-Lô, Reg. police municipale Saint-Lô, n° 32, f° 4 à 14.

venait prévenir le Directoire du district que six semaines auparavant, le ci-devant curé du lieu avait déclaré devant plusieurs témoins que sous peu de temps on laverait ses mains dans le sang des citoyens ¹.

Le canton de Marigny était agité par les discussions religieuses. Le scandale provenait de fonctionnaires publics assermentés ².

Peu à peu les déportations s'effectuaient. Jacques-Richard Lelong, prêtre insermenté demeurant à Saint-Georges-de-Montcocq, en exécution de la loi, déclara le 9 septembre que son intention était d'aller à Jersey ³.

Le 3 septembre, le Directoire du département avait émis un arrêté sur les mesures à prendre pour la déportation des ecclésiastiques conformément à la loi du 26 août ⁴. Les prêtres infirmes se retireraient dans une maison commune désignée dans le chef-lieu du département. Certains étaient trop infirmes pour quitter leur domicile. Le Département demanda au ministre de l'Intérieur des instructions à leur égard. Celui-ci répondit qu'ils pourraient rester dans leur domicile puisque leur transport était impossible ⁵.

L'ex-curé d'Hébécrevon, Rolland, avait adressé au District une pétition afin d'être autorisé à ne pas sortir de France en raison de son état de santé. Le Directoire, le 25 septembre, invita la municipalité à nommer sans retard un officier de santé pour constater l'infirmité du réclamant. « En tout événement, disait le Directoire, la loi et l'humanité ne permettent

1. Arch. Manche, L II 1016, Reg. directoire district, f° 32

2. Arch. Manche, L II 1023, Reg. pour la transcription des arrêtés, 1^{er} septembre 1792.

3. Arch. municipales Saint-Georges-de-Montcocq, Reg. Conseil général Saint-Georges de-Montcocq, f° 103.

4. Arch. Manche, L II 1016, Reg. directoire district, f° 32.

5. Arch. Manche, L I 130, Reg. corr. départ. (numéroté ni par folios, ni par n°, à partir de f° 42).

pas de laisser le sieur Rolland exposé à une agression quelconque ¹ ». Le Directoire du département ayant jugé insuffisants les motifs énoncés dans le certificat délivré par le chirurgien Le Venard, l'ex-curé d'Hébécrevon serait obligé de se soumettre à la peine de la déportation ².

Dès le 5 septembre, le curé de Saint-Sauveur-de-Bonfossé était déporté ³. A la date du 4 octobre, l'ex-curé de Saint-Martin-de-Bonfossé prévenait une mesure semblable en se réfugiant à Jersey ⁴. L'ex-curé de Soulles était également déporté ⁵.

Chez le ci-devant curé de Condé-sur-Vire, en vertu de la loi relative aux visites domiciliaires, on perquisitionna le 10 septembre. On ne trouva qu'un fusil et un sabre ⁶.

Le Conseil du département, le 18 septembre, avait fait un arrêté relatif aux fonctionnaires publics qui refusaient de reconnaître l'évêque de la Manche. C'est en vertu de cet arrêté que le 24 octobre le Directoire du département destitua le curé constitutionnel de Saint-Ebremond-de-Bonfossé ⁷. Le 8 octobre, une pétition d'un certain nombre de citoyens de Moyon demandait la destitution de leur curé pour le même motif ⁸.

Pendant cette année 1792, la vie religieuse avait été fort agitée à Torigni et l'existence du curé Marguerit fut sans nul doute un supplice quotidien. Des lettres, que le procureur de la commune qualifiait d'infâmes, circulaient partout pleines de

1. Arch. Manche, L II 1016, Reg. directoire district, f° 36.

2. Arch. Manche, L 53, Reg. cit., f° 279.

3. Arch. Manche L II 1026, Reg. arrêtés directoire district au sujet contributions, f° 2.

4. Arch. Manche, L II 1016, Reg. cit., f° 44.

5. Ibid., f° 50.

6. Ibid., f° 45.

7. Arch. Manche, L 54, Reg. directoire départ., fr 7.

8. Arch. Manche, L 104, arr. s/pétitions Directoire départ, f° 39

menaces ¹. Des paroles on passa bientôt aux actes. La veille d'une foire, des femmes pauvres, en passant près de lui le couvrirent de boue. Un pharmacien et un médecin les imitèrent. Un autre jour, des inconnus le menaçaient de leurs pistolets. Ce n'était que le commencement. On excita les chiens contre lui pour lui mordre les mollets. On tira des coups de fusil sur les fenêtres de sa chambre. Finalement, le 25 mars, on alla plus loin et l'on essaya de mettre le feu à sa maison de Saint-Amand. L'incendie fut rapidement éteint et les dégâts, par hasard, se réduisirent à peu de chose. L'instruction sur le champ ouverte par le juge de paix demeura infructueuse. On en vint presque, semble-t-il, à insinuer que Marguerit pouvait bien avoir mis lui-même le feu à sa propre maison ². Après avoir tenté de brûler vif l'infortuné pasteur dans sa demeure, on tenta de l'empoisonner. Marguerit fut même pris de vomissements convulsifs. Toutefois il en fut quitte pour la peur ³. Le 20 avril une lettre du curé parvint au District. Elle exposait ces faits. Le Directoire autorisa le receveur du district à lui payer le traitement du présent trimestre sans aucune retenue pour le dernier tiers de la contribution patriotique ⁴. On avait accusé Marguerit d'avoir enlevé des pierres d'autel consacrées, au moment de l'incendie. Il avoua les avoir retirées de crainte qu'elles ne fussent volées par des insermentés et utilisées par eux, se promettant de les rapporter quand le danger serait passé. Il manifesta d'ailleurs son étonnement d'être appelé à ce sujet devant l'officier de police du canton ⁵. Le 23 avril le Corps municipal de Torgny adressa à Marguerit une lettre lui

1. Arch. Manche, L II 1101.

2. Léon Deries : La vie religieuse à Torgny-sur-Vire sous la Révolution et le Consulat. Le curé de Saint-Amand et Saint-Laurent de Torgny : Aimé-Victor-François de Marguerit.

3. Ibid.

4. Arch. Manche, L II 1016, reg. direct. district, f° 132.

5. Ibid. L, II 1100.

exprimant son estime au sujet de cette persécution ¹. Le 21 septembre, le Directoire du district lui décernait ses éloges pour son civisme : « L'administration ne devait point dissimuler les plaintes fréquentes qu'elle avait reçues, verbalement, il est vrai, sur l'indifférence de la municipalité de Saint-Amand à l'égard des prêtres conformistes » ².

A Soullès, les divisions religieuses étaient à l'état aigu. Le Directoire du district, en décembre, invitait le Conseil de la commune à prêcher l'union et la concorde aux habitants, à faire respecter le pasteur de la paroisse et à empêcher tout trouble du service divin ³. Et enfin à Fervaches, le refus du curé et du ci-devant vicaire de lire une lettre pastorale de Bécherel, amenait les plus vifs incidents entre la municipalité et les deux ecclésiastiques. On en arriva au mot de coquin ⁴. A Brectouville il y avait eu des explications orageuses entre les officiers municipaux au sujet du serment que le curé devait renouveler ⁵.

III

Avec 1793 le mouvement antireligieux ne cessa de s'accroître. Les décrets n'atteignaient plus seulement les réfractaires. Le clergé constitutionnel à son tour, après avoir connu les honneurs civiques, allait tomber dans une demi disgrâce, puis dans une complète disgrâce. Les lois du 20 septembre 1792 avaient établi le divorce et interdit la tenue de registres de catholicité ainsi que la publication de bans. La proclamation du 22 janvier 1793 alla plus loin. Elle enjoignit aux évêques de

1. Arch. Manche, L II 1016, reg. direct. district, fo 132.

2. Ibid.

3. Ibid. L II 1017 (cit.), fos 12, 13.

4. Arch. municipales Fervaches, reg. délibérations Conseil général Fervaches, fos 3, 4.

5. Arch. Manche, L II 1100.

retirer sur le champ leurs mandements au sujet de l'état-civil et du divorce et défendit aux ecclésiastiques de tout ordre d'en tenir compte.

En cas de désobéissance, les uns et les autres seraient poursuivis comme rebelles aux décrets ¹.

Ainsi qu'en nombre d'endroits, les municipalités du district de Saint-Lo demeurèrent constitutionnellement pieuses. Certaines manifestèrent leur souci d'égalité dans l'église. Dès 1792 cette préoccupation égalitaire s'était révélée. La municipalité de Remilly, en février, avait fait détruire les bancs qui avaient un aspect de supériorité, les remplaçant par des bancs rigoureusement uniformes ². Celle de Tessy, le 1^{er} juin, avait agi de même ³. Celle d'Agneaux abolit jusqu'au paiement des chaises ⁴. Quant à la municipalité de Carantilly, « dans le but d'assurer l'égalité », elle décida que les bancs « clos et fermés » seraient expulsés et mis hors de l'église, qu'ils seraient remplacés par des bancs égaux à tous les autres, que les bancs où s'asseoient les femmes seraient égaux à ceux des hommes ». Les anciens bancs seraient vendus aux enchères ⁵.

Après s'être occupé des bancs, on songea aux soutanes. A la suite d'une lettre adressée par le directoire du district à la municipalité de Saint-Lo au sujet de la suppression du costume religieux, le maire tenta plusieurs démarches auprès du curé Moriet pour l'engager à ne plus célébrer l'office en soutane blanche de régulier, mais il ne put le rencontrer. Il promit le 8 février d'intervenir à nouveau ⁶.

1. F. de la Gorce : opus cit. t. III, p. 40

2. Arch. municipales Remilly, reg. délibérations Remilly (1794, an IV), f^o 16 et suivants.

3. Arch. municipales Tessy-snr-Vire, reg. municipalité bourg et paroisse Tessy, f^o 213.

4. Arch. municipales Agneaux, reg. municipal Agneaux, f^o 27.

5. P. de la Gorce : opus cit., t. III, p. 37.

6. Arch. municipales Saint-Lo, reg. cit., f^o 40.

Le 11 mai la municipalité de Carantilly enlevait les registres de baptêmes, décès et mariages au vicaire qui persistait à les tenir ¹. Au presbytère de Saint-Ebremond-de-Bonfossé, en l'absence du curé, on perquisitionna en juillet pour avoir les registres de l'église ².

On veillait toujours malgré tout au respect du culte. La zélée commune de Carantilly décida le 20 février de punir de 3 livres d'amende les citoyens qui pourraient donner le mauvais exemple et causer du scandale aux citoyens assistant à l'office. Une amende de 5 livres serait infligée à ceux qui seraient trouvés à boire sur les places publiques pendant le service divin ³.

Le 28 mai, la municipalité de Saint-Lo ordonnait de faire tendre les maisons avant la procession du Saint-Sacrement sous peine de 50 livres d'amende ⁴.

A Tessy, le 24 mai, le procureur de la commune reçut des plaintes de plusieurs citoyens déclarant « leur liberté individuelle mal à propos menacée car leur patriotisme n'était point suspect et ils n'avaient cessé de fréquenter le lieu commun de tous les chrétiens et d'y exercer tout acte de religion ni donné aucune preuve d'incivisme » ⁵.

A Agneaux, le Conseil de la commune accordait vingt-cinq livres par an pour l'achat du pain et du vin de l'église ⁶.

Le Directoire du district le 13 août ordonnait au Conseil de la commune de Carantilly de faire payer sur la caisse du Trésor comme par le passé les fondations acquittées par le curé ⁷.

1. Arch. municipales, Carantilly, reg. délibération municipalité Carantilly.

2. Ibid. Saint Ebremond-de-Bonfossé, reg. municip. Saint-Samson-de-Bonfossé.

3. Arch. municipales Carantilly, reg. cit.

4. Arch. municipales Saint-Lo, reg. cit. f° 45.

5. Arch. municipales Tessy, reg. municipal bourg et paroisse Tessy (1790 an II, f° 326).

6. Arch. municipales Agneaux, reg. municipal Agneaux, f° 36.

7. Arch. Manche, 1, 54 reg. Direct. district, f° 273.

Ailleurs on n'en continuait pas moins à prendre des mesures de répression contre les prêtres qui refusaient de lire les lettres pastorales de leur évêque Bécherel. A Fervaches, en particulier, il se produisit à ce sujet des incidents multiples ¹.

Le 28 mars 1793, la Convention faisait à tout Français une obligation de dénoncer, arrêter ou faire arrêter les prêtres dans le cas de déportation. Ils seraient jugés par des jurys militaires et punis de mort dans les vingt-quatre heures ². Le 13 avril un second décret ordonnait l'embarquement et le transfert sans délai à la Guyane française des ecclésiastiques non fonctionnaires qui n'auraient pas prêté le serment de « Liberté-Egalité ». Ceux qui l'auraient prêté seraient épargnés à moins d'être dénoncés pour incivisme par six citoyens du canton ³.

De la menace il fut passé aux actes et certaines municipalités se signalèrent par leur zèle. A 9 heures du soir, le 2 avril, tambour en tête et sabre au clair, un détachement de la garde nationale de Marigny amenait un prêtre réfractaire à l'Hôtel-de-ville à Saint-Lo.

Le 28 mai le Directoire du district décidait l'envoi au Mont Saint-Michel du prêtre Le Bedel, âgé de plus de 60 ans, qui n'avait pas prêté le serment nouveau exigé par la loi ⁴. Au 8 juin, le ci-devant vicaire du Désert était déporté pour le même motif ⁵.

Le 17 septembre, un chanoine et un prêtre en résidence à Beslon furent interrogés par le Directoire du district. Il décida de les faire conduire par les gendarmes au Département. Son

1. Arch. municipales Fervaches, reg. délib. Conseil général Fervaches, f^{os} 5, 7.

2. Cahen et Guyot : L'œuvre législative de la Révol. p. 347.

3. P. de la Gorce : opus cit. t. II, pp. 324, 325.

4. Arch. Manche, L II 1017, reg. Direct. District f^o 119.

5. Ibid. f^o 127.

avis était de les condamner à la détention pour propagande de fanatisme ¹. Le 29 septembre, dans la même commune, le président de la société populaire avait porté à la connaissance du Directoire du département des faits délictueux. Le Directoire du district saisi à son tour prescrivit une enquête. Le 5 octobre, l'officier de police du canton de Percy recevait l'ordre de se rendre à Beslon. Il s'agissait d'un colporteur de Beslon qui vendait, disait-on, des « images et médailles bénites par les saints prêtres et de prétendues bulles du pape ». L'homme devait être arrêté et amené devant le District ².

Une réglementation draconienne s'étendait à tout. Le Conseil de la commune de Cerisy-la-Forêt alla jusqu'à fixer lui-même l'horaire des messes, la durée des sonneries des cloches, les détails des inhumations, etc... ³.

Chose plus grave, plusieurs paroisses furent réunies à d'autres. Le curé de la paroisse supprimée était nommé vicaire dans la paroisse à laquelle elle était annexée ⁴. Par exemple Notre-Dame-d'Elle fut réunie à Saint-Jean-des-Baisants quant au spirituel. On demanda cependant l'avis de l'évêque du département ⁵.

Par son décret du 19 juillet 1793, l'Assemblée avait soumis à la destitution et à la déportation les évêques qui s'opposeraient au mariage de leurs subordonnés. Le 12 août par un autre décret complémentaire elle avait interdit de relever de leurs fonctions les prêtres qui se marieraient ⁶.

La loi du 30 vendémiaire an II rangea les assermentés parmi les suspects. « S'il se trouvait dans leur canton six

1. Arch. Manche, L. 2 1018, reg. Direct. District, f^{os} 97, 98, 99, 100.

2. Arch. Manche, L. 2 1019, reg. Direct. District. f^o 11.

3. Arch. municip. Cerisy-la-Forêt, 2^e reg. Cons. Génér. Cerisy-la-Forêt, f^o 38.

4. Arch. Manche, L II 1058, reg. Correspondance avec Municipalités.

5. Arch. Manche, L 54, reg. Direct. Départ. f^o 179.

6. Cahen et Guyot : opus. cit. pp. 347, 348.

citoyens pour les accuser d'incivisme, ils pourraient comme de simples réfractaires être transportés dans les colonies ¹ ». La loi du 18 frimaire défendit toute violence ou menace contraire à la liberté des cultes, mais les lois répressives soit contre les prêtres réfractaires ou turbulents, soit contre ceux qui sous prétexte de religion fomentaient des troubles, n'en étaient pas moins maintenues ². Le décret du 2 frimaire favorisa par une prime l'abdication. Il accordait aux abdicataires un secours de 800 à 1.200 livres ³.

La déchristianisation ne faisait que commencer. Elle allait s'aggraver chaque jour au souffle de la Terreur avec les mesures des représentants du peuple en mission.

En frimaire on assista à la déprêtrisation et à la proscription progressives du culte dans le district de Saint-Lo.

Le 5 le curé de la Chapelle-du-Fest remettait au Directoire ses lettres de prêtrise et annonçait son intention de se marier ⁴.

Les objets sacrés étaient enlevés en masse des églises et expédiés à la Monnaie. Le 2 nivôse, le Conseil de la commune d'Agneaux autorisa son procureur à faire démonter la chaire, deux petits autels, deux Christ et les confessionnaux ⁵. La châsse de Saint-Lo et les vases sacrés de l'église Notre-Dame, en vertu d'un arrêté du Conseil de la commune de Saint-Lo devraient prendre le chemin de la Monnaie à l'exception de deux calices et d'un ciboire d'argent. Les calvaires de la ville seraient supprimés, et leurs débris serviraient à étayer les poutres des salles du collège ⁶.

Le 9, le Conseil de la commune de Saint-Lo complétait son

1. P. de la Gorce : opus. cit. t. III, p. 270.

2. Cahen et Guyot : opus. cit. p. 349.

3. Ibid. p. 348.

4. Arch. Manche, L II 1019, reg. Direct. District, f° 44.

5. Arch. Municip. d'Agneaux, reg. municip. d'Agneaux, f° 33.

6. Arch. municip. Saint-Lo, reg. délib. Cons. génér. Saint-Lo, D 31, f° 33.

œuvre en invitant les desservants « à ne plus désormais porter le viatique avec pompe ni même d'une manière ostensible » et à renfermer dans l'enceinte de l'église l'exercice du culte religieux. On rappelait que les statues de cuivre attachées aux croix des rues seraient déposées à la fonderie ¹. Ces actes n'amènèrent pourtant pas une rupture entre les curés Saint-Lois et les autorités locales.

Le 24 nivôse ils faisaient remise de leur traitement de curé en se réservant seulement leur pension de religieux. Le 17 pluviôse, le deuxième vicaire de Notre-Dame les imitait ². Le Directoire du département leur décerna une mention civique ³.

Le Culte de la Raison s'établit dans le district. Le premier procès-verbal de la célébration du décadi est celui de Saint-Samson-de-Bonfossé en date du 20 nivôse. Il est d'ailleurs extrêmement laconique : « célébration du décadi et de la fête nationale en présence du Conseil général, du comité de surveillance, de la garde nationale et d'un grand nombre de citoyens ⁴. »

A la fin de pluviôse seulement, l'église d'Agneaux semble avoir été convertie en temple de la Raison ⁵.

Le 10 ventôse la fête décadaire fut célébrée au Rocher de la Liberté ⁶ avec « l'enthousiasme du patriotisme et de la raison ». La municipalité, les corps constitués, la troupe, la garde nationale et la Société Populaire se rendirent au temple où lecture des lois fut donnée. Le citoyen Burnel, membre du Comité de surveillance et de la Société des Amis de la Liberté et de l'Egalité prononça un discours que l'Administration du

1. Arch. municipales Saint-Lo, D 31 reg. cit. f° 52.

2. Arch. Manche, L II 1040, reg. trait. du clergé, f°s 3, 17.

3. Arch. Manche, L 55, reg. Direct. départemental, f° 16.

4. Arch. municipales Saint-Samson-de-Bonfossé, reg. municipal Saint-Samson-de-Bonfossé, f° 51.

5. Arch. municipales Agneaux, reg. municip. Agneaux, f° 55.

6. Nom nouveau de Saint-Lo.

district trouva beau au point d'en faire hommage à la Convention. Le 13, elle décida même de l'adresser aux municipalités du ressort qui le feraient lire pendant trois décadis consécutifs. On l'enverrait aussi au Comité de Salut public et à la Municipalité de Paris ¹.

Dans ce morceau d'éloquence révolutionnaire l'orateur qui avait obtenu un tel succès mêlait à la violence la philosophie. « *Discenda virtus est* » s'était-il écrié : « Si nous avons planté la Liberté dans nos cœurs, c'est pour qu'elle y pousse des racines profondes et qu'elle y fructifie. Il faut que nous l'arrosions avec les eaux fécondes que l'on puise à la source de la Raison ». C'est faute d'avoir cultivé la Raison que les hommes sont restés si longtemps dans l'ignorance et dans la servitude. L'ignorance est le « principe de tous les vices, de tous les crimes, de tous les malheurs de l'espèce humaine. C'est elle qui a produit la superstition, le fanatisme, la misère de l'esclavage. C'est l'abrutissement de l'esprit. Les prêtres pour enchaîner les hommes leur ont persuadé que leurs chaînes descendaient du ciel. Le fondateur du christianisme a félicité les ignorants et les imbéciles en déclarant bienheureux les pauvres d'esprit. » Après cet exorde, il passait à l'éloge de Voltaire, esquissait le mouvement scientifique : Descartes, Newton, Locke, Bacon. Il célébrait l'indépendance des Etats-Unis et déclarait que la première l'Angleterre avait secoué le joug.

« Le temps de la Raison est arrivé, continuait Burnel, mais le poids des superstitions de nos stupides aïeux pèse encore sur nous. Les progrès de la Raison sont lents mais infaillibles. En France, après avoir poussé la corruption des mœurs à son plus haut degré et dilapidé les finances, la cour eut l'imprudence de convoquer les Etats Généraux. Alors la nation

1. Arch. Manche, L II 1008, reg. Conseil District f° 95.

convaincue de ses droits, ne recula plus pour les rétablir. La Liberté et la Raison se tiennent; voilà pourquoi on dédie partout des temples à la Raison ».

Suivait une énumération de tous les crimes des prêtres de toutes les religions à tous les âges et dans tous les pays : « Ces fourbes se sont toujours donnés pour les interprètes du souverain Etre afin de retenir l'esprit humain dans une perpétuelle enfance ». Le catholicisme était pris à parti avec violence. « Pour le soutenir, il faut être prêtre; pour en conserver l'esprit il faut être fanatique ou imbécile ». « Il favorise le despotisme. Il prêche l'ignorance volontaire, le renoncement au plaisir, la recherche de la douleur, le mépris de la science, le détachement des créatures. Il a fait de Dieu le plus cruel des tyrans. » Et l'orateur peignait le rôle odieux de la papauté, les persécutions, l'inquisition, les autodafé. D'après lui, les dogmes, la confession étaient contraires au sens commun. « Un roi de Portugal ayant fait son sérail d'un couvent de religieuses, ne s'y rendait qu'avec son confesseur ». Il ne fallait conserver que la notion de l'Etre suprême. La clef de la science, des mœurs, est dans l'idée du bonheur. Burnel esquissa une morale fondée sur le bonheur. Le bonheur est attaché à la pratique de la vertu.

Le discours se terminait par un dernier éloge de la Raison : « A l'approche de cette éclatante Immortelle, les préjugés destructeurs doivent s'enfoncer et se perdre dans la nuit profonde de l'oubli, comme on voit à l'aspect d'une brillante aurore, disparaître et rentrer dans la fange des marécages, les feux follets dangereux dont la lueur trompeuse égarait le voyageur ». « Oh ! Raison ! Eternelle émanation de l'Ordonnateur souverain des êtres, c'est à la lumière vivifiante de tes rayons que nous dirigerons désormais tous nos pas vers l'utilité publique, que nous mesurerons toutes nos actions sur l'échelle fixe du devoir, et qu'ainsi nous atteindrons avec certitude le but que

se propose tout français véritablement régénéré de concourir à la félicité générale en se rendant heureux lui-même. Nous resterons libres et nous deviendrons vertueux, parce que nous serons toujours raisonnables. N'élevons jamais d'autel qu'à la Raison, de trône qu'à la Liberté, et notre République sera impérissable ; grâce à ces deux filles du ciel, elle se perpétuera heureuse et florissante dans l'éternité de l'avenir. Vive amis, vive à jamais la République ! ¹ ».

Le 30 ventôse, le décadi du chef lieu ne fut pas moins brillant. Le premier bataillon de la réquisition de la Manche assistait à la fête. Il se tint « dans l'ordre et le respect que la Raison inspire à de vrais républicains ». Beaucoup de citoyennes placées au centre du Temple, étaient venues elles-aussi, célébrer « la religion de la Raison et de la Nature ». Le président du tribunal du district prononça un discours philosophique. Il énuméra les avantages du culte de la Raison et s'éleva contre le fanatisme. Le juge militaire Courbe, d'une main hardie, acheva « de déchirer les tristes lambeaux du voile dont est encore enveloppée l'humanité. » Après un parallèle entre le sublime tableau des Droits de l'Homme et les superbes sottises du Vatican, il porta le dernier coup au fanatisme expirant. Il termina sa péroraison par une invocation aux « principes immortels du citoyen de Genève, qui plonge le monstre dans le néant dont les prêtres l'avaient tiré pour se sensualiser et s'enrichir en prêchant la continence et la pauvreté ». Le soir, citoyens et citoyennes se rassemblèrent à la Société populaire. Là, on déclama l'épître à Uranie avec plusieurs pièces de Vervet, et l'on chanta des chants civiques jusqu'à la lecture des nouvelles. « Tout annonçait l'union, la gaîté, la simplicité, la candeur et la fraternité qui remplissent l'âme des bons répu-

¹ Imprimé. Au Rocher de la Liberté. De l'imprimerie nationale, chez Goumont, an II de la République.

blicains Sans-Culotte, et chacun se retira dans sa famille » ¹.

Au cours des fêtes décadaires du Rocher de la Liberté, il y eut même des quêtes au profit des pauvres; faites par quelque citoyenne épouse d'une autorité locale ².

La foi révolutionnaire semblait se soutenir. Le 10 germinal, la fête de la Décade fut chômée avec « le respect et la gaieté franche qui forment la physionomie des fêtes civiques » ³.

A Condé-sur-Vire, d'après les procès-verbaux, « une infinité d'habitants « prouvaient » leur civisme par leur assiduité aux réunions décadaires ⁴. A Agneaux, après la sortie du temple de la Raison, on se promenait autour de l'Arbre de la Liberté dont la plantation avait eu lieu le 10 ventôse, conformément à l'arrêté des représentants du peuple Bouret et Frémanger ⁵. A Cerisy-la-Forêt, il y avait moins de ferveur, et le maire témoignait sa surprise de l'absence des gardes nationaux aux cérémonies de la décade. « Le cortège était plus nombreux en femmes et filles qu'en hommes » ⁶.

Le 5 germinal, le District écrivit au Comité de surveillance de Saint-Amand : « Grande joie ! La Raison triomphe dans votre commune comme dans la plupart des autres. La Raison en parlant à vos cœurs, vous a portés à faire la meilleure action de votre vie, en détruisant et foulant aux pieds les idoles des charlatans de prêtres. Nous applaudissons donc à votre représentation de la veille de la décade, et nous nous réjouissons avec vous de la carmagnole que vous avez fait danser à vos imposteurs de saints » ⁷.

1. Arch. Manche L II 1045, reg. des comptes décadaires, 3^e décade de ventôse.

2. Arch. municip. Saint-Lo, D 31, reg. cit. f^o 121.

3. Arch. Manche L II 1101.

4. Arch. municip. Condé-sur-Vire, reg. municip. 1792 an IV, f^o 87.

5. Ibid. Agneaux, reg. municip. Agneaux, f^o 139.

6. Ibid. Cerisy-la-Forêt, f^o 72.

7. Arch. Manche. Correspondance de l'administration du district avec les comités de surveillance, L 1064.

Le culte de la Raison provoqua-t-il chez les populations un enthousiasme comparable à celui des autorités ? On l'ignore. Les procès-verbaux des décadis ruraux sont presque tous aussi brefs que celui de Saint-Samson-de-Bonfossé ¹. Tout ce que l'on peut affirmer, c'est que le culte catholique s'exerçait encore publiquement à Saint-Lo et dans les campagnes au 18 ventôse. A cette date l'Agent national écrivait aux municipalités pour leur transmettre une lettre du représentant du peuple Bouret, du 14, déplorant l'exercice de ce culte et « un tolérantisme aussi impardonnable ». Il les invitait à mettre fin à cet état de choses ².

La municipalité de Saint-Lo se montra docile. Elle crut utile d'interdire aux citoyens de fermer leurs boutiques le dimanche sous peine d'être regardés comme suspects. Elle les exhorta « très sérieusement à célébrer les fêtes du decadi et à se rendre au temple de la Raison » ³.

En ventôse et germinal les églises se fermèrent. Le 19 ventôse la municipalité du Rocher de la Liberté faisait connaître que les mesures voulues avaient été prises pour la cessation du culte et que la paix régnait ⁴.

Les officiers municipaux de Percy écrivaient de leur côté à l'Agent national du district, le 23 : « Tous nos ci-devants prêtres qui suivent les séances de la Société populaire et qui se sont montrés dans toutes les occasions les amis de la Révolution, de la fidèle observation des lois, déclarèrent au milieu des plus vifs applaudissements que dès ce moment ils cesseraient l'exercice des fonctions du culte catholique ». Leurs

1. Simple mention du decadi : arch. municipales Saint-Samson-de-Bonfossé, registre municipal.

2. Arch. Manche, L II 1077, administration et police générale.

3. Arch. municipales Saint-Lo, Reg. délib. Conseil général Saint-Lo, D 31, f° 97.

4. Arch. Manche, L II 1101.

5. Arch. Manche, L II 1101.

collègues de Sainte-Croix certifiaient, le 23, que leur commune était la première du district où l'on eût cessé l'exercice public du culte ¹. A Marigny l'église était fermée le 25 ². Le 26 la fermeture eut lieu à Amigny ³ et à Saint-Pierre-de-Semilly ⁴. Avant le 10 germinal furent fermées les églises de Lamberville, Agneaux, La Chapelle du Fest, Mesnil-Opac, Saint-Fraguaire, Sainte-Suzanne-sur-Vire, Saint-Jean-des-Baisants, la chapelle de l'Hospice de Saint-Lo. Les églises de Saint-Thomas, de Gouvets, du Mesnil-Herman, de Cerisy, Tessy, Giéville, Maupertuis, Montreuil, Mesnil-Raoult, Villiers-Fossard, Saint-Samson-de-Bonfossé, Moyon, La Luzerne, Saint-Sauveur-de-Bonfossé, Domjean, Mesnil-Eury, Mesnil-Amey, La Barre, Saint-Georges-d'Elle, Hébécrevon, Mesnil-Durand, Baudre, Brectouville, Saint-Vigor-des-Monts, Rampan, Troisgots, Fourneaux, cessèrent au même moment d'être ouvertes aux fidèles.

On possède 43 des lettres adressées aux autorités pour les mettre au courant. Ces lettres expriment généralement le souci de l'obéissance pure et simple. Dans la plupart des communes, les populations restèrent muettes et calmes, craintives même. Le clergé constitutionnel fut extrêmement docile ⁵. Quelques municipalités seules ajoutèrent une note plus civique à leur missive, à l'exemple de celle de Chevy. « L'événement a étonné les femmes, mais cette petite commune s'est toujours distinguée par son civisme raisonné. » Dans son zèle elle s'excusait d'un solécisme, ce qui « ne se répéta pas ⁶ ».

La municipalité de Saint-Georges écrivait : « Le citoyen Guillaume Saint, le curé, dont le patriotisme s'est élevé à la hauteur des circonstances a su faire connaître par ses discours

1. Arch. Manche, L II 1101.

2. Ibid.

3. Arch. municipales Amigny, 2^{me} Reg. municip. Amigny, f^o 14.

4. Arch. municipales Saint-Pierre-de-Semilly, Reg. municipalité.

5. Arch. Manche, L II 1101.

6. Ibid.

et par son exemple que l'obéissance à la loi doit emporter sur tout et que sans elle on ne peut être heureux. Tous ont suivi sans murmurer ce conseil. La tranquillité est dans la commune, tous sont au pas, la raison les éclaire » ¹.

La municipalité de Montrabot se montrait moins satisfaite : « Les bons patriotes, déclare-t-elle, ont bougrement murmuré, après avoir soutenu depuis quatre ans la Révolution, que ce n'était pas la Religion que l'on voulait attaquer » ².

Torigni envoyait au District « les vases sacrés et ustensiles églisiens » en annonçant la fermeture de l'église. « Notre culte, ajoutait la municipalité, est la Constitution » ³.

A Cerisy-la-Forêt, on fermait l'église sans explications ⁴.

Les noms des communes se laïcisaient. Le chef-lieu du district remplaçait le nom de son saint patron l'évêque Lô par celui de Rocher de la Liberté. La petite commune suburbaine de Saint-Georges-de-Montcocq s'appelait civiquement Georges la Montagne; Saint-Romphaire devint Bel Air, Saint-Clair-sur-Elle se mua en Clair Bocage. Dans la plupart des cas on supprima le mot Saint ce qui donna des vocables comme Louet, Pierre de Semilly, Symphorien ⁵.

Au même moment on s'occupait des prêtres.

Le 18 ventôse le Département transmettait copie d'un arrêté du représentant du peuple Lecarpentier portant que le nom des prêtres suspects lui serait adressé avec les motifs de suspicion ⁶.

A Torigni la municipalité avait cessé d'estimer Marguerit. Elle donnait sur son compte les plus mauvais renseignements

1. Arch. Manche, L II 1101.

2. Ibid.

3. Ibid.

4. Arch. municipales Cerisy-la-Forêt, 2^e Reg. Conseil général, Cerisy-la-Forêt, f^o 83.

5. cf. appendice.

6. Archives Manche, L II 1008, Conseil district, f^o 110.

au District et réclamait contre lui des mesures de rigueur : Il avait été nommé à la cure de Saint-Symphorien par le ci-devant prince de Monaco. Il se faisait appeler abbé de Saint-Symphorien parce qu'il se donnait pour gentilhomme et regardait l'expression de curé comme au dessous de lui et ne convenant qu'à un pasteur roturier. Il avait été désigné ensuite pour la cure de Torigni jugée plus lucrative. Il ne se contentait pas de la dîme et de son bénéfice, il faisait payer pour l'administration des sacrements, et s'arrogeait des droits pour les baptêmes, mariages et sépultures. Dernièrement il avait été dénoncé à la Société Populaire pour cette exaction. Dans les temps des premiers comités qui se formèrent partout, il s'était comporté envers celui de Torigni de telle façon qu'il avait été condamné à fournir une guérite pour la garde nationale par une transaction qu'il signa. A son dire, son serment lui aurait attiré quantité de persécutions et sa persistance à ne le point rétracter les aurait multipliées. En réalité il avait toujours « exercé les actes de l'ex régime malgré les lois constitutionnelles » ; la municipalité avait été obligée de prendre un arrêté le 18 brumaire pour « lui rappeler que le costume des prêtres et l'accoutrement sacerdotal étaient prohibés, indépendamment de quoi il a toujours continué ». « Malgré l'établissement de l'officier public, il s'était encore permis de publier des bans de mariage, entretenant ainsi des préjugés religieux contre les décrets. Enfin le dernier décadi de pluviôse il n'avait pas craint de célébrer un mariage dans la ci-devant église de l'hôpital de la commune ¹.

Des lettres de prêtrise étaient déposées en grand nombre au District : Poisson et Le Chevalier, vicaires à Sainte-Croix avaient donné l'exemple. Deux autres prêtres l'avaient suivi

1. Arch. Manche L II 1101.

le 24 pluviôse ¹. Le 21 ventôse, l'ex-chapelain de l'hospice civil de Saint-Lo apportait ses lettres ². Le 17 germinal, le District recevait celles d'un ex-Bernardin de Torigni ³. On rapportait que l'ex-curé de Montreuil avait abdiqué à Cherbourg toutes fonctions ecclésiastiques ⁴. L'ex-curé de Vidouville en germinal en avait fait autant et avait envoyé ses lettres de prêtrise ⁵; le 9 floréal, le District était averti que l'ex-curé de Percy avait fait la remise des siennes ⁶. Dès le 28 et le 29 ventôse, le curé et le vicaire de la Chapelle-Enjuger les avaient déposées ⁷.

Quant au curé de Villiers-Fossard, on lit à cette date qu'il était déporté ⁸. Le Jégou ex-curé de Brectouville, Guillaume ex-curé de Baudre, Lesaulnier ex-curé ds Condé, Coucelles ex-curé de la Barre, Lepeltier ex-curé de Saint-Symphorien, Le Sénécals ex-curé de Guilberville, avaient été l'objet de mandats d'arrêt et ne s'y étaient soustraits que par la fuite. Le Directoire, le 12 germinal, arrêta qu'inventaire serait fait de leurs meubles, effets et papiers. Considérant comme suspects 29 prêtres, il décida qu'ils ne pourraient percevoir les sommes pour lesquelles ils étaient portés sur l'état ⁹.

Le 2 germinal le curé de Condé avait rétracté son serment ¹⁰. Le 30 germinal arrivait la rétractation de Julien Guillaume, curé de Baudre ¹¹. Par contre, à Cerisy, le 3 floréal,

1. Arch. Manche, L II 1008, Reg. Conseil district, f° 58.

2. Ibid., f° 114.

3. Ibid., L II 1009, Reg. Conseil district, f° 18.

4. Ibid.

5. Ibid., f° 43.

6. Ibid., f° 47.

7. Arch. municipales de La Chapelle-Enjuger, Reg. Conseil général La Chapelle-Enjuger, f° 62.

8. Arch. Manche, L II 1026, Reg. d'arrêtés directoire district au sujet contributions, f° 41.

9. Ibid., L II 1020, Reg. Directoire district, f°s 33, 34, Cf appendice.

10. Arch. municipales Condé-sur-Vire, Reg. délibérations Conseil général Condé-sur-Vire 1793 an VII, f° 24.

11. Arch. municipales Baudre, Reg. délibérations Conseil général Saint-Quen-de-Baudre

un ex-Bénédictin et un ex-vicaire remettaient leurs lettres de prêtrise. Le curé de Cerisy affirmait la veille ne pouvoir retrouver les siennes malgré ses recherches scrupuleuses, mais il prenait la décision de renoncer à tout culte ¹.

Le 3 floréal an II trois prêtres furent mis en état d'arrestation suivant l'arrêté du représentant du peuple Lecarpentier du 24 germinal, comme n'ayant pas remis leurs lettres de prêtrise. Le Conseil du district « vu les explications par eux données, leurs preuves d'attachement à la Révolution et leurs promesses réitérées de renoncer à toute fonction » rapporta provisoirement les mandats d'arrêt décernés contre eux. Ces prêtres seraient sous la surveillance des autorités constituées et se présenteraient une fois par jour au Comité révolutionnaire. Le représentant du peuple statuerait ultérieurement ².

A Saint-Lo, le curé Moriet, le 17 germinal déclarait donner sa démission, et il se donnait lui-même la qualité de « ci-devant curé » inscrite sur son certificat de civisme. Il promettait de ne remplir aucune des fonctions qu'il n'avait conservées, surtout depuis la Révolution, que « par humanité et civisme ». Il demandait à être laissé 10 ans dans le presbytère en dédommagement des dépenses qu'il y avait faites ³.

A Saint-Germain-d'Elle, la messe ayant été réclamée par plusieurs citoyens, un prêtre la célébrait; deux prêtres la disaient à Saint-Fraguaire. Le District les fit provisoirement conduire à la maison de sûreté ⁴.

Au 1^{er} floréal, 46 prêtres n'avaient pas remis leurs lettres de prêtrise et étaient conduits à la maison d'arrêt de Torigui. Pour la même raison, un prêtre encore maire de Marigny fut arrêté ;

1. Arch. municipales Cerisy-la-Forêt, deuxième Reg. Conseil général Cerisy-la-Forêt, fos 91, 92.

2. Arch. Manche, L II 1009, Reg. Conseil général district, fo 32.

3. Ibid., L II 1100.

4. Arch. Manche, L II 1013, Reg. Conseil district en comité secret, fo 16.

en messidor un prêtre de Troisgots le fut également ¹. Au 27 germinal on lit que l'ex-vicaire et l'ex-curé de Cavigny étaient déportés. Avant s'en aller ils avaient cependant satisfait comme nombre de leurs confrères à la contribution patriotique ².

Au cours de la deuxième décade de germinal, deux commissaires du Rocher de la Liberté abattaient toutes les images et statues du temple de la Raison de Saint-Pierre-de-Semilly qui « marquaient le fanatisme ». L'opération s'était faite aux applaudissements et cris de « Vive la République ³ ! » Le 3 floréal, « les emblèmes de la superstition étaient enlevés du temple de la Raison de Carantilly ⁴ ». Le 1^{er} messidor, le Conseil de district arrêta qu'il ferait briser publiquement la statue de Saint-Ortaire sise au Désert dont « les malveillants se servent pour rallumer les torches du fanatisme ». Le 5 fructidor, deux commissaires nommés par l'administration du district allèrent à la « ci-devant église de Saint-Lo » pour y enlever toutes les marques du fanatisme qui existaient encore. Ils accomplirent la même besogne à l'ex-église Saint-Thomas, à celle de l'Abbaye, des Nouvelles Catholiques, de l'Hospice national et dans le cimetière ⁵.

A Baudre, l'enlèvement des signes du culte catholique s'effectua assez difficilement le deuxième jour des Sans-Culottides de l'an II. « Les ouvriers, dit la municipalité, n'ont pas discontinué de chercher querelle en voulant que tout le monde de la commune fut également requis pour y travailler,

1. Arch. Manche L II 1013, fos 30, 37.

2. Ibid., L II 1026, Reg. arrêtés directoire district au sujet contributions, fo 54.

3. Arch. municipales Saint-Pierre-de-Semilly, Reg. délibérations municipalité de Saint-Pierre-de-Semilly.

4. Ibid. Carantilly, Reg. délibérations Conseil général Carantilly N. B. En exécution de l'arrêté du représentant du peuple en mission relatif à l'enlèvement de tous les emblèmes.

5. Arch. Manche, L II 1100,

sans quoi ils ne travailleraient point. Le maire, pour sa sûreté, dut prendre son écharpe, « ce qui n'avait pas empêché certains ouvriers de dire « qu'ils se foutent des lois et qu'il porterait malheur à la municipalité ». Quelques jours plus tard, ils firent des excuses au Conseil de la commune, et il fut entendu que tout serait oublié ¹.

Le Conseil du district, d'ailleurs, le 19 thermidor, informé qu'il existait encore dans certaines communes des « marques du fanatisme religieux » avait pris un arrêté pour leur proscription ².

Mais si le culte avait cessé dans le district, si les églises avaient abandonné leur argenterie, les choses se passaient autrement dans le Calvados. A Sainte-Marguerite, Cartigny, Lison, L'Epinay, La Haye-Picquenot³, on célébrait la messe. « Les habitants du district s'y rendaient en foule en traitant les abdicataires d'impies, d'apostats, etc..., murmurant hautement et sourdement contre les municipalités qui ont fait fermer les églises et offrir les dépouilles de la superstition ⁴ ».

« Le peuple des campagnes, écrivait le District, a vu tomber avec regret les idoles du culte, mais il n'y a point de secousses. Nous le mettons en garde contre le fanatisme et ses ministres, car beaucoup d'ecclésiastiques, même démissionnaires ont l'air d'abandonner leurs fonctions que par force et restent profondément attachés à leur caractère. Nous les épions et dès qu'il se présente quelques dénonciations graves, nous prenons les mesures révolutionnaires pour assurer le maintien de la paix publique ⁵. »

1. Arch. municip. Baudre Reg. Délib. Conseil général St-Ouen-de-Baudre.

2. Arch. Manche L II 1010 Reg. Conseil district f^{os} 56-57.

3. Communes limitrophes.

4. Arch. Manche L II 1046 Reg. correspondance avec Représentant du peuple, n^o 18, f^o 6.

5. Arch. Manche L II 1045 reg. compte décadaire du 21 nivôse an I^{er} ventôse an IV.

Le compte décadaire du 1^{er} germinal peignait ainsi la situation : « La circulaire du 18 ventôse avait eu son plein effet ». En général les anciens ecclésiastiques ont remis sans délai leurs lettres de prêtrise ; ceux qui avaient nouvellement embrassé cet état ont paru frappés du coup qui le leur enlève et cependant il serait injuste de leur imputer aucun signe de malveillance. En général même ils ont donné des preuves non équivoques de leurs sentiments républicains..... La cessation du culte a produit des effets différents dans les diverses communes du district. Il paraît que ceux attachés au clergé déporté ont tous vu avec plaisir cette cessation ; on ne dira point que ce sentiment soit celui de la bienveillance. Dans plusieurs communes, cette cessation a fait une impression profonde sur l'esprit des patriotes et ils en donnent la raison. Ils avaient toujours soutenu aux aristocrates que la religion n'était point attaquée ; aujourd'hui les aristocrates semblent triompher et disent : « Eh bien, n'avions-nous pas raison ? L'amour-propre des patriotes paraît humilié ; en général, les habitants de la campagne de ce district sont attachés au culte religieux. Néanmoins, après les premiers instants passés de la cessation du culte, tout est calme ; les autorités constituées veillent, la société populaire répand l'instruction et, sauf quelques faits particuliers qui ne sont point connus, il est possible de dire que le culte public expire sans aucune agitation. Signé : Denier¹ ».

Au représentant du peuple Bouret, le District écrivait : « Nous avons depuis reçu beaucoup d'abdications et de remises de paperasses ecclésiastiques, mais nous sommes convaincus que ces mesures dictées par la sagesse vont encore réveiller les serpents de l'aristocratie, compagne inséparable du fanatisme. Citoyen représentant, nous avons combattu le fédéralisme —

1. Arch. Manche I. II 1101.

notre District en fut le nec plus ultra. — Le fanatisme n'aura pas plus beau jeu ; mais nous avons besoin de tes lumières et de ta puissance pour étouffer les troubles et prévenir les malheurs qui pourraient naître ¹ ».

L'administration du district envoyait au comité révolutionnaire des communications pour qu'il suivît « les manœuvres tortueuses des agents du fanatisme dans ces moments où la peur plutôt que la raison amoncelle dans les bureaux des brevets de prêtrise. Il en est qui s'efforcent de faire entendre qu'ils ont bien remis le titre, mais qu'ils retiennent tout le caractère ² ». Le 7 germinal, allant plus loin, elle demandait à Bouret de prendre des mesures promptes et répressives afin que le culte ne s'exerçât plus dans les districts de Vire et Bayeux ³. Elle se plaignait aussi auprès de lui que l'on se servit des hommes de la réquisition pour exciter le fanatisme ⁴.

Le décret du 18 floréal an II établissait le culte de l'Etre suprême. Le 1^{er} prairial, l'agent national donna lecture au Conseil de District d'un arrêté du Comité de Salut Public du 23 floréal. Au frontispice des édifices ci-devant consacrés au culte on substituerait à l'inscription « Temple de la Raison », ces mots : « Le peuple français reconnaît l'Etre suprême et l'immortalité de l'âme ». Le rapport et le décret du 18 floréal seraient lus publiquement les jours de décade pendant un mois dans cet édifice ⁵.

Comme pour le culte de la Raison, on ne trouve que de secs procès-verbaux de la nouvelle célébration du décadi. Par exception, la relation de Remilly, datée du 22 prairial est

1. Arch. Manche L II 1046 Reg. Correspondance avec représentant du peuple, N° 17, f° 6.

2. Arch. Manche L II 1045 reg. compte décadaire, compte de la 1^{re} décade de germinal.

3. Ibid. Compte du 7 germinal.

4. Arch. Manche L II 1046. Reg. cité n° 22 ; f° 11.

5. Arch. Manche L II 1009 Reg. conseil district f° 67.

intéressante. Un citoyen prononça un discours énergique ayant pour objet la fête de l'Etre suprême célébrée ce jour-là. Ce discours et le cantique qui l'avait précédé furent unanimement applaudis. Le maître d'école fit « un discours analogue à la fête ». Ensuite des « stances contre l'athéisme et sur la reconnaissance de l'Etre suprême furent entonnées ». « Des cris de Vive la nation française, des roulements de tambour, des vœux offerts à l'Etre suprême pour la conservation de la République, offraient un spectacle religieux et digne d'un peuple libre. En marche pour se rendre sur la place nationale, des chansons guerrières ont été répétées ainsi que des cris de Vive la République ¹ ! » La petite commune d'Agneaux, pour célébrer la fête de l'Etre suprême se joignit aux habitants du Rocher de la Liberté ².

Le décadi consacré à l'Etre suprême était, semble-t-il, assez peu respecté, puisque le Conseil de la commune de Saint-Lo dut, le 1^{er} messidor, prendre un arrêté ordonnant aux marchands de fermer leurs boutiques les jours de décadi et de solenniser cette fête avec toute la dignité convenable, à tous les citoyens de porter des vêtements ordinaires « le ci-devant dimanche » et de se rendre au temple de l'Eternel les jours de décadi.

Le même arrêté interdisait les croix d'or ou d'argent aux femmes et aux filles. Le port de la cocarde nationale était prescrit. Tout auteur d'infraction à ces règlements serait traité comme suspect. « La municipalité, ajoutait-on, ne peut voir sans étonnement que la plupart d'entre vous et surtout les marchands, ouvriers et ouvrières suivent encore leurs anciens usages et ferment leurs boutiques tous les jours

1. Arch. municipales Remilly-sur-Lozon, Reg. délibérations municipalité Remilly (1791 an IV), f^o 98.

2. Reg. municipalité Agneaux, f^o 82.

des anciens dimanches, que les ouvriers ne veulent pas travailler ces jours-là, que la plupart mettent beaucoup plus de luxe dans leur toilette que les jours de décadi, que les ci-devant dimanches et fêtes sont les jours préférés pour la promenade ¹.

A Saint-Lo, le citoyen Courbe continuait à déployer ses talents ds prédicateur. Remilly entourait toujours le culte de pompe et le 23 thermidor, son maître d'école faisait l'éloge des martyrs de la Liberté ². La commune de La Chapelle-Enjuger, « tenait la décade avec toute la joie républicaine et le plus pur patriotisme républicain ³ ».

Cependant dans les communes rurales, le décadi n'était guère célébré que par les municipalités. Le Conseil du district considérant qu'un grand nombre de citoyens n'assistent pas à la célébration de la décade, en ignorant l'heure ou feignant de l'ignorer, en fixa l'heure et en prescrivit l'annonce par la cloche ⁴.

L'arrestation des prêtres se poursuivait. Le 19 messidor, le Conseil de district décida de conduire à la maison d'arrêt de Torigni les « ci-devant prêtres » qui n'avaient pas déposé leurs lettres de prêtrise ⁵. Le 24, la même décision était prise à l'égard d'un prêtre qui avait favorisé un projet d'émigration ⁶. Le 9 thermidor, une ex-maitresse d'école de Saint-Ebremond-de-Bonfossé reconnue comme l'auteur d'un écrit « dicté par le fanatisme », était également emprisonnée. Le procès-verbal serait expédié au Comité de Sûreté générale de la Convention ⁷. Le 16 thermidor, le « ci-devant curé » de Canisy était détenu

1. Arch. municipales Saint-Lo, D 31, Reg. cité, f° 149.

2. Arch. municipales Remilly-sur-Lozon, Reg. délibérations municipalité Remilly (1791 — an IV), f° 105.

3. Ibid. La Chapelle-Enjuger, Reg. municipalité, f°s 69, 71, 72.

4. Arch. Manche, L II 1011, Reg. Conseil district, f°s 37, 38.

5. Arch. Manche L II 1013, Reg. Conseil district en comité secret, f° 19.

6. Ibid.

7. Ibid., f° 44.

lui aussi pour avoir écrit dans une lettre qu'il regrettait d'avoir remis ses lettres de prêtrise au point qu'il n'osait pas sortir¹. Les pièces relatives à cette affaire seraient adressées au Comité de Sûreté générale².

En revanche, tandis que ces prêtres étaient incarcérés, les ex-curés de La Haye-Bellefonds et de Margueray étaient libérés en fructidor, ayant déposé leur lettre de prêtrise et manifesté leur intention de se marier³.

Comme la prison de Saint-Lo était pleine, trois religieuses du « ci-devant Bon-Sauveur » amenées de Torigni à Saint-Lo pour être jugées durent être placées dans une maison particulière⁴.

En 1793-1794, on trouve un total de 48 prêtres détenus⁵.

En même temps étaient incarcérées vingt-cinq religieuses du Bon-Sauveur de Saint-Lo, cinq religieuses des Nouvelles-Catholiques, neuf Bernardines de Torigni et une religieuse Ursuline de Bayeux⁶.

Les prêtres mariés étaient au nombre de sept, les abdica-taires et sécularisés étaient au nombre de trente-cinq, y compris les sept prêtres mariés⁷.

On connaît les états de biens ayant appartenu à des prêtres déportés pour les cantons de Canisy, de Saint-Jean-des-Baisants, Marigny, Eslandes, Cerisy-la-Forêt. Ces états font mention de 43 prêtres⁸ condamnés à la déportation.

1. Arch. Manche L II 1013, Reg. Conseil district en comité secret, f° 45.

2. Ibid., f° 48.

3. Ibid., f°s 48 et 49.

4. Arch. municip. Saint-Lo police municip. Saint-Lo n° 47, f° 129.

5. Communiqué par M. l'abbé Sevestre. Cf. appendice.

6. Ibid.

7. Ibid.

8. Arch. Manche, L II 1101.

Le 15 brumaire, le représentant du peuple Bollet autorisait la mise en liberté d'un prêtre de Cerisy-la-Forêt, sur la demande de ses concitoyens, à condition qu'il remit ses lettres de prêtrise. Ce n'était qu'une demi-mesure de modération. La révolution thermidorienne allait amener une détente dans la situation religieuse comme dans l'état politique de la France. Le 1^{er} frimaire, Bollet rendait la liberté au curé d'Agneaux, Guillebert Duperron, et donnait main-levée de son séquestre ¹.

La réaction religieuse se faisait sentir dans le district. Le 3 frimaire on rapportait à l'Administration qu'un attroupement très nombreux de jeunes gens s'était porté au temple de la Raison de Tessy, avait chanté le Magnificat, le Te Deum et les Vêpres, et avait proféré des menaces contre l'un des « commis-saires pour faire ôter les insignes dedans les ci-devant églises du canton ² ». La municipalité du lieu envoyait des explications : elle exprimait les sentiments les plus hostiles au « fanatisme », mais elle déclarait ne pouvoir nullement compter sur les gardes nationaux qui refusent d'obéir parce que leurs femmes et leurs enfants faisaient partie de l'attroupement. Le juge de paix prétendait, au contraire, que la municipalité n'avait rien fait pour empêcher le rassemblement qui se préparait depuis quelque temps déjà, puisque les enfants remplaçaient des croix dans le cimetière. Le District arrêta qu'un des administrateurs, l'agent national et un membre du Comité de Surveillance se rendraient à Tessy. Il saisit de ces faits le Comité de Sûreté Générale ³.

En nivôse le représentant du peuple Le Got fit libérer un

1. Arch. Manche, L II 1020, Reg. direct. district, f^o 70.

2. Ibid. L I 271.

3. Arch. Manche, L I 271.

prêtre de Cerisy-la-Forêt qui avait remis ses lettres de prêtrise¹. Un ex-vicaire de Saint-Amand, le 7 pluviôse, déclarait les avoir remises².

La lettre du 12 pluviôse de Le Got représentant du peuple en mission dans le département de la Manche, autorisait l'Administration à faire mettre provisoirement en liberté les ex-religieuses et les ex-prêtres constitutionnels qui restaient détenus en la maison d'arrêt³. Le 14 la municipalité de Torigni informait l'administration du district qu'elle avait obéi à cet arrêté et qu'il ne restait plus personne à la maison d'arrêt⁴. Le Conseil du district décida aussi en pluviôse de faire lever les scellés chez plusieurs prêtres détenus et relâchés qui n'avaient pas remis leurs lettres de prêtrise⁵.

Le décret du 3 ventôse an III inaugurait l'ère de la liberté des cultes. Aucun culte ne pouvait être troublé. Tout rassemblement de citoyens pour l'exercice d'un culte quelconque était soumis à la surveillance des autorités constituées. Cette surveillance se réduisait à des mesures de police et de sûreté publique. Aucun signe particulier à un culte ne pourrait être placé dans un lieu public. Aucune inscription ne pouvait désigner le lieu qu'ils affecté⁶.

En conséquence, le 8 ventôse, l'agent national du district requit les officiers municipaux de Saint-Lo de faire enlever du frontispice de la salle du Décadi de la commune l'inscription qui y avait été mise en exécution du décret rendu sur le rapport de Robespierre⁷.

1. Arch. municipales Cerisy-la-Forêt, deuxième Reg. Conseil général Cerisy-la-Forêt, f° 12.

2. Arch. Manche, L II 1020, Reg. directoire district, f° 84.

3. Ibid., L II 1012, Reg. conseil district. f°s 6, 7.

4. Ibid., f° 9.

5. Ibid., f° 11.

6. Cahen et Guyot, opus cit, pp. 351-352.

7. Archives municipales Saint-Lo, non classé.

A Gouvets il y avait des rassemblements nocturnes sous prétexte de cérémonies religieuses dans lesquelles des soi-disants prêtres tendaient à exciter la révolte. Le Directoire du district arrêta que des patrouilles de gardes territoriales seraient envoyées dans cette commune. Si les auteurs de ces rassemblements étaient saisis, ils seraient traduits incontinent devant l'officier de police du canton ¹.

Le 2 germinal, l'Agent national faisait connaître que des ci-devant prêtres, dans des rassemblements nocturnes depuis quelques jours avaient engagé aux environs de La Colombe plusieurs officiers municipaux, notables et officiers de la garde nationale à démissionner. Si les démissions étaient acceptées, cet exemple serait suivi ².

Le culte renaissait. A Guilberville, des citoyens avaient réclamé les clefs de l'église pour y faire dire la messe et y avaient replacé des statues. Une croix avait été replantée. A Saint-Lo on avait également replanté des croix. Le Directoire du district, considérant que de pareils faits étaient des infractions à la loi du 3 ventôse sur la liberté des cultes, fit envoyer le 8 germinal des forces militaires à Guilberville et requit la municipalité de Saint-Lo de veiller à l'exécution de l'article 7 de la loi du 3 ventôse ³.

L'agent national écrivait au Comité militaire de la Convention : « Le fanatisme est un autre hidre à combattre. Il infecte quelques communes. La plupart demandent des messes ; les croix se relèvent ⁴ ».

Par un arrêté du 6 germinal, les représentants du peuple près les armées des côtes de Brest et de Cherbourg, Guerno

1. Arch. Manche, L II 1021, Reg. directoire district, f^o 4.

2. Ibid., L II 1070, Reg. conseil agent national et procureur-syndic, f^{os} 2, 3.

3. Ibid., L II 1021. Reg cit., f^{os} 27, 28.

4. Arch. Manche, L II 1070, Reg. correspondance agent national et procureur-syndic district, f^o 7.

et Guerneur ordonnèrent que tous les ministres du culte catholique incarcérés pour cause du refus ou de l'omission du serment prescrit par la ci-devant Constitution civile du clergé, seraient sur le champ mis en liberté à la diligence des agents nationaux des districts. Ceux qui s'étaient cachés par suite du refus dudit serment, se présenteraient aux agents nationaux des districts des communes dans le territoire desquelles ils se trouvaient et pourraient jouir de la liberté aux conditions prescrites par l'arrêté ¹.

Dès le 16 germinal la messe était célébrée dans « la ci-devant église de Saint-Lo ² ». Les prêtres réfractaires jouissaient d'une popularité de plus en plus grande et les rétractations se faisaient nombreuses. Le 20 germinal, le curé de Fervaches rétractait son serment, usant « de la liberté que la loi accorde de pouvoir manifester ses sentiments religieux ». Il confessait avoir prêté les serments demandés pour conserver sa place ³.

Le même jour, le vicaire et un prêtre de Fervaches l'imitaient ⁴.

Le 8 floréal, cependant, une lettre du Comité de sûreté générale autorisait l'administration du district à faire arrêter l'ex-curé et l'ex-vicaire de Brectouville ⁵.

Un prêtre de Montrabot, le vicaire de Guilberville, l'ex-curé de la Mancellière, l'ex-curé de Saint-Symphorien, un ex-Pénitent de Saint-Lo rétractaient leur serment ⁶.

Les églises se rouvraient. Le 7 floréal, à la suite d'une pétition présentée par plusieurs citoyens de Cerisy, conformément à l'arrêté des représentants du peuple près les armées de

1. Arch. Manche, L II 1021, Reg. directoire district, f° 34.

2. Ibid., f° 36.

3. Arch. municipales Fervaches, Reg. Conseil général Fervaches, f° 28.

4. Ibid., f° 29

5. Arch. Manche, L II 1021, Reg. cit, f°s, 57 58

6. Arch. Manche, L II 1041, Reg. détenus et sûreté publique, f°s 46, 47.

l'Ouest, des côtes de Brest et de Cherbourg, le Directoire du district autorisa les pétitionnaires à se servir provisoirement de l'église ¹. Semblable autorisation fut donnée le 9 floréal aux communes de La Luzerne, Villiers-Fossard et Guilberville ²; le 11, à celles de Mesnil-Rouxelin, Moon, Torigni. Mesnil-Opac. L'église Saint-Thomas fut refusée, Notre-Dame ayant été accordée à Saint-Lo ³. Par contre, l'autorisation fut donnée à Saint-Aubin-de-Losques, Saint-Amand, Mesnil-Durand, Remilly. Saint-Symphorien, Souilles, Mesnil-Vigot ⁴, Le Guislain, Hébécrevon, Saint-Samson, Saint-Jean-des-Baisants ⁵ eurent la même permission ainsi que Giéville, La Haye-Bellefonds, Sainte-Suzanne-sur-Vire, Saint-Clair ⁶. Le 1^{er} prairial on l'accordait à Mesnil-Amey, Louet-sur-Vire, Chapelle-Heuzebrock, Beuvrigni, Mesnil-Herman, Saint-Germain-d'Elle, Montaigu ⁷; le 2, à Saint-Georges-d'Elle ⁸; le 9 à Airel ⁹.

Non seulement les églises se rouvraient, les prêtres rétractaient leurs serments, mais certains individus, écrivait le 7 floréal, le procureur-syndic à Bouret, fanatisaient les cantons. L'un d'eux allait jusqu'à prétendre qu'il était légat du pape ¹⁰. Les prêtres, ajoutait-il le 16, séduisent le peuple par leur fausse doctrine. Il n'était pas éloigné de voir en eux l'un des facteurs de la Chouannerie qui sévissait ¹¹.

1. Arch. municipales Cerisy-la-Forêt, deuxième Reg. Conseil général Cerisy-la-Forêt, f^o 133.

2. Arch. Manche, L II 1021, Reg. cit., f^o 58.

3. Ibid., f^o 59.

4. Ibid., f^{os} 64, 65, 69, 70.

5. Ibid., f^{os} 71, 73.

6. Ibid., f^{os} 75, 77.

7. Ibid., f^o 80.

8. Ibid., f^o 81.

9. Ibid., f^o 84.

10. Arch. Manche, L II 1070, Reg. correspondance Agent national et procureur-syndic district, f^{os} 25, 26.

11. Ibid., f^o 29.

Le décret du 11 prairial marqua un mouvement plus rigoureux à l'égard du catholicisme.

Le 19 prairial, cinq prêtres de Cerisy se présentèrent au greffe de cette municipalité pour déclarer leur intention d'exercer leur ministère dans la commune ¹. Le 6 messidor, le Conseil de la commune de La Chapelle-Enjuger désignait d'une voix unanime un curé ². Le 5 thermidor, un prêtre faisait une déclaration en vue d'être vicaire ³. Le 10 messidor, les officiers municipaux de Torigni procédèrent à l'interrogatoire d'un prêtre qui s'était installé dans cette localité, y disait la messe et s'était fabriqué un passeport. Il n'avait point de domicile fixe ⁴.

Le 5 messidor, un citoyen de Mesnil-Raoult écrivit au Comité de Législation de la Convention Nationale pour réclamer la mise en vente des livres d'église déposés dans des magasins du district. Les citoyens pourraient les acheter pour le culte. « Votre arrêté, interprétatif du décret relatif au libre exercice des cultes dans les anciens temples, écrivait-il, atteint parfaitement le but que vous vous étiez proposé et va mettre fin à bien des divisions ; mais il manque à ce décret un article qui le rendrait de plus en plus agréable au peuple de nos campagnes, celui qui permettrait de lui vendre des livres ⁵ ».

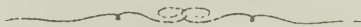
1. Arch. municipales Cerisy-la-Forêt, deuxième Reg. Conseil général Cerisy-la-Forêt, f^{os} 137 et 139.

2. Arch. municipales La Chapelle-Enjuger, Reg. Conseil général La Chapelle-Enjuger, f^o 88.

3. Ibid., f^o 90

4. Arch. municipales Torigni-sur-Vire, Reg. arrondissement et délibérations municipales Torigni, D I n^o 5, f^o 38.

5. Arch. nationales, D III 147.



CHAPITRE IV

La Vie Economique

I. Les Subsistances. — II. La Loi du Maximum III. La suppression du Maximum

Le ravitaillement fut avec la Défense Nationale l'un des principaux soucis, l'une des grandes préoccupations de l'Etat au cours de la Révolution. L'Ancien Régime avait connu la crise des grains. Les émeutes de la faim avaient ensanglanté son déclin. Le nouveau régime avait à recueillir ce lourd héritage. Il allait en outre voir régner la pénurie dans tout le domaine économique. Il lui faudrait en un mot affronter ce que nous appelons aujourd'hui la crise des subsistances.

Cette crise s'accroît avec les événements extérieurs. De 1793 à l'an IV, la France fut isolée des autres puissances par la Coalition. Après la paix avec ses ennemis du continent, elle restait en guerre avec l'Angleterre qui détenait la maîtrise des mers. Le pays fut réduit à ses propres ressources. A ce même moment il avait à nourrir et à équiper ses armées, et, de plus, à subvenir aux besoins de la population civile. Les départements rebelles de la Vendée étaient dévastés. La valeur des assignats baissait. Au cours de l'an III le papier-monnaie n'avait plus qu'une valeur illusoire. D'où la cherté croissante de la vie. L'esprit de sacrifice, l'enthousiasme n'avaient pas éteint l'appât du gain. Les circonstances, au contraire, l'avaient excité.

Le Gouvernement Révolutionnaire dut, pour faire face aux besoins, prendre des mesures draconiennes. La loi du 4 mai 1793 établit le système du maximum qui, étendu et renforcé par les décrets du 26 juillet 1793 sur les accaparements, du 11 septembre 1793, resta en vigueur jusqu'en nivôse an III.

Dans les départements, les recensements se succédèrent et donnèrent au gouvernement l'état des subsistances de tout le pays. Les réquisitions subvinrent aux besoins des armées et des parties du territoire les plus éprouvées par la disette ¹. Si ces mesures n'eurent pas tout le succès qu'on en attendait, elles permirent du moins à la France de vivre et de vaincre.

Les derniers jours de l'élection de Saint-Lo avaient été éprouvés par la famine. Le subdélégué avait eu à lutter contre les accapareurs. Le ravitaillement fut l'une des premières tâches des comités nationaux. A leur tour les municipalités en présence de la même situation et des mêmes devoirs, rencontrèrent les mêmes difficultés.

Dès le 15 mars 1790, le Conseil de la commune de Torigni décida le rétablissement des mesures prises par le Comité national pour la police de la halle aux grains, l'interruption de ces prescriptions ayant produit de fâcheux effets. Il y aurait toujours dans la halle un officier municipal. Les grains entreraient par une porte déterminée et seraient recensés. On fixerait le prix du pain d'après le prix du blé ².

Le 21 juillet, la municipalité de Tessy-sur-Vire détermina les endroits où désormais les marchandises seraient vendues à

1. Bulletin trimestriel de la Commission de recherche et de publication des documents relatifs à la vie économique de la Révolution, année 1906, nos 2, 3, p. 194, 195.

2. Arch. municipales Torigni-sur Vire, Reg. Conseil général Torigni, D 1, n° 1, f° 17.

des heures fixées invariables afin de prévenir les abus résultant de la vente à l'écart du bourg ¹.

Les marchés du district se tenaient à Saint-Lo, Canisy, Airel, Cerisy l'Abbaye, Marigny, Torigny et Tessy. Le directoire du district, le 22 novembre, décida d'envoyer aux municipalités de ces communes la lettre du contrôleur général du 14 octobre 1790. Il leur écrivit également pour les engager à protéger de toutes leurs forces la libre circulation des grains dans l'intérieur du royaume. On leur adresserait des modèles imprimés pour former les états du prix des grains et du pain dans leurs marchés conformément à la lettre du ministre ².

En 1791, une difficulté nouvelle surgit dans l'approvisionnement de Saint-Lo. La chute du Pont de Gourfaleur au cours de l'hiver, empêchait les communications avec Tessy, Percy, Moyon et Souilles qui en majeure partie ravitaillaient la ville ³. Cependant, les prix, on le constate dans les tableaux de mercures, étaient plus bas qu'en 1790. De juillet à novembre 1790, le quartier de froment avait subi une progression descendante de 31 livres 8 sols 8 deniers à 24 livres 9 sols 3 deniers. Le pain qui, le 3 juillet 1790, valait 3 sols 3 deniers la livre (1^{re} qualité), coûtait seulement 2 sols, 3 deniers le 20 novembre. Pour les 3 premiers mois de 1791, le quartier de froment ne dépassa pas 23 livres 15 sols 5 deniers, et le pain de première qualité ne coûta pas plus de 2 sols 6 deniers ⁴.

L'année 1792 vit s'accroître profondément les difficultés économiques. Le prix du blé croissait. Les esprits étaient agités

1. Arch. municipales Tessy-sur-Vire, Reg. de la municipalité du bourg et paroisse de Tessy (1790-an II), f^o 47.

2. Arch. Manche, L II 1014, Reg. délibérations Directoire district, f^o 26.

3. Arch. Manche L II 1005, Conseil Reg. délibération et arr. district Saint-Lo, f^o 64.

4. Arch. municipales Saint-Lo, Reg. police municip. du 19 Juin 1790 au 30 mars 1791. Les prix de 1790 étaient, on peut le noter, plus élevés peu de temps après la récolte que pendant le premier trimestre de 1791 dépendant de la même récolte.

et en mars, la ville de Saint-Lo, fut le théâtre d'émeutes. Le 17 mars, un boulanger de Cerisy-l'Abbaye nommé Guilbert qui marchandait un sac de blé à la halle de cette ville fut menacé par des femmes qui le traitèrent d'acapareur. « A la porte de la maison commune où se tient le marché de froment, quantité d'hommes et de femmes qui paraissaient ameutés menaçaient la vie dudit Guilbert. L'un brandissait une verge qu'il tordait en parlant de lui : « Si je lui tenais l'âme, je la lui torderais comme ça ». D'autres ajoutaient : « Il faut lui faire son affaire » et un dernier : « Va-t-il bientôt sortir ». Nombre de personnes applaudissaient et paraissaient seconder toute cette effervescence.

En présence du danger couru par Guilbert, le Conseil de la commune adressa sur le champ une réquisition au commandant de la garde nationale afin de dissiper l'émeute du marché.

Soixante hommes furent envoyés. Ceints de leur écharpe, les officiers municipaux se joignirent à eux. Mais au lieu de s'apaiser, l'insurrection « grossissait prodigieusement ». Ceux-ci disaient : C'est un fripon; et ceux-là : Il faut lui faire son affaire. Parvenue à la distance d'environ 150 pas, la plus grande partie de la troupe abandonna le service. Le danger devint sérieux. Sous la citadelle qui conduisait à la rue du Neufbourg, des cris retentirent : Voilà un réverbère! à la lanterne! Et déjà on déployait la corde. Il fallut affronter les menaces de la foule en forçant le passage sans que le corps de garde voisin consentit à fournir aucun homme de secours. « Arrivés dans la rue du Neufbourg, la rage semblait s'emparer des ameutés et la force à la loi diminuait singulièrement, des pierres se lançaient de toutes parts ». On dut se rendre au Directoire du district dont le local se prêtait à la garde de Guilbert. Le Directoire craignant d'accroître la révolte en faisant battre la générale, se contenta de faire appel aux compagnies de grenadiers, de chasseurs

et à la gendarmerie. On mit le malheureux au milieu du détachement, à la porte de l'église, l'officier municipal Culleron menaça la foule de recourir à la force. Finalement on donna un cheval à Guilbert et la gendarmerie fut chargée de l'escorter au dehors de la ville. « Aucune personne mal intentionnée ne se porta au delà » ¹.

A la suite de l'émeute du 17 mars 1792, l'esprit public loin de se calmer s'irrita davantage. « L'esprit de sédition et d'émeute, déclarait le 18, le Conseil de la commune, ne paraît qu'augmenter et il est à craindre qu'au marché prochain le soulèvement populaire ne soit plus considérable ». En conséquence le procureur de la commune poursuivrait devant le tribunal correctionnel « les principaux moteurs et acteurs de l'émeute ». Le Conseil décida en outre de rédiger une proclamation « pour rappeler les citoyens égarés à la soumission de la loi » ². En présence de la désertion de la garde nationale, la municipalité sollicita du Département de la Manche l'autorisation de demander au Directoire du Calvados l'envoi de 100 hommes du régiment en garnison à Bayeux. Le 20 mars le Directoire de la Manche acquiesça à cette demande ³.

A partir de juillet, la hausse du grain fut continue :

Le 14 juillet, le quartier de froment valait 23 livres 16 sols 1/2 denier ; le 21 : 24 livres 12 sols 1/3 de denier ; le 28 : 27 livres 5 sols 3/4 de denier ; le 4 août : 27 livres 8 sols 5 deniers ; le 25 : 29 livres 16 sols 7 deniers ; le 1^{er} septembre : 31 livres 4 sols 8 deniers ; le 11 : 33 livres 11 sols 3 deniers ; le 20 octobre : 38 livres 6 sols 5 deniers et enfin le 13 décembre 39 livres 3 deniers.

1. Arch. municipales Saint-Lo, Reg. délibér. Conseil de la commune du 4 novembre 1791 au 3 novembre 1792, D 29, Reg. 42, f^{os} 37, 38, 39.

2. Arch. municipales Saint-Lo, D 29, Reg. 42 (cit.) f^o 40.

3. Ibid., f^o 41.

En 1790, le prix le plus élevé du quartier de froment avait été 31 livres 1 sol 3 deniers ¹.

Le prix du pain suivait une progression analogue. Le 3 et le 15 juillet, le pain blanc de 1^{re} qualité coûtait 2 sols 6 deniers la livre, celui de 2^{me} qualité 2 sols 3 deniers, celui de 3^{me} 2 sols ; au 13 décembre, leurs prix respectifs atteignaient 3 sols 9 deniers, 3 sols 6 deniers, 3 sols 3 deniers ². En 1790 les prix les plus élevés du pain étaient : 3 sols 3 deniers, 3 sols et 2 sols 9 deniers ³. La cherté des grains était telle en 1792 qu'à l'hôpital de Saint-Lo, seuls les pauvres « absolument malades » mangeaient du pain blanc ⁴.

La municipalité de la ville fut obligée le 9 décembre 1792 de prendre un arrêté pour réglementer les espèces de pain. Les boulangers ne pourraient exposer et vendre que deux sortes de pain : du pain blanc en tourte ou en livre connu sous le nom de second pain blanc, et du pain de blé moulu (droit) ⁵.

La crise économique s'aggravait. La spéculation sévissait et l'avidité des cultivateurs allait croissant. Pourtant la surveillance s'exerçait. Le 2 mars 1793 le domestique d'un cultivateur de Candol fut arrêté au sujet du transport d'une voiture de blé. Interrogé par le procureur de la commune, il prouva que ce blé n'était pas destiné à l'exportation à l'étranger ⁶. La garde nationale fut donc chargée d'assurer son libre passage ⁷.

1. Arch. municipales Saint-Lo, Reg. police municipale du 19 juin 1790 au 30 mars 1791, non folioté.

2. Arch. municipales Saint-Lo, Reg. police municipale n° 32.

3. Arch. municipales Saint-Lo, Reg. police municipale du 19 juin 1790 au 30 Mars 1791, non folioté.

4. Arch. municipales Saint-Lo, D 29, Reg. 42 (cit.) f° 137.

5. Arch. municipales, D 30, Reg. 46, f° 16.

6. L'exportation des grains et farines était interdite depuis le 29 août 1789. Le décret du 18 septembre assimila la zone frontière sur une profondeur de 3 lieues à la frontière maritime.

7. Arch. municipales de Saint-Lo, D 30, Reg. 46, f° 69.

Le prix de la viande n'avait pas sensiblement augmenté au début de 1793 : le 16 mars, pour l'hôpital de Saint-Lo, la viande de veau et de mouton était adjudgée à raison de 5 sols 7 deniers pour un an ¹. Le 6 février 1790, le taux de cette adjudication était de 5 sols 6 deniers ². Le même 16 mars 1793, le bœuf était adjudgé à 6 sols 11 deniers pour un an ³.

Les poulets gras se payaient le couple de 3 livres à 5 livres durant le 1^{er} trimestre. Les chapons valaient 3 livres à 5 livres 10 sols le couple. Les œufs coûtaient 5 sols, 6, 7, 8 et 9 sols la douzaine ⁴.

Par contre les grains ne cessaient de monter. En janvier et février 1793, le quartier de froment de 1^{re} qualité, de 2^e et de 3^e valait respectivement de 38 à 40 livres, de 36 à 39 livres. En mars de 34 à 38, les mêmes qualités variant entre 40 à 44 livres, 39 à 42 livres, 37 à 40 livres ; en avril entre 47 et 49 livres, 45 à 48 livres, 42 et 47 livres sur les marchés de Saint-Lo ⁵.

Les trois qualités de sarrasin suivaient la même progression. Leurs quartiers valaient respectivement : en janvier 20 livres, 19 livres et 18 livres ; en février de 20 à 24 livres, de 19 à 22 livres, de 18 à 21 livres ; en mars de 24 à 28 livres, de 22 à 26 livres, de 21 à 24 livres ; en avril de 28 à 32 livres, de 26 à 30 livres, de 24 à 28 livres ⁶.

Les trois qualités d'orge montaient de même. En janvier et février leurs quartiers valaient respectivement de 20 à 28 livres, de 19 à 24 livres, de 18 à 22 livres ; en mars, les prix

1. Arch. municipales de Saint-Lo, Reg. Bureau d'administration de l'hospice de Saint-Lo, f^o 54.

2. Arch. municip. Saint-Lo reg. Bureau d'adm Hospice de Saint-Lo, f^o 4.

3. Ibidem, f^o 53.

4. Arch. municip. Saint-Lo reg. des mercuriales pour l'année 1793 non classé.

5. Ibid.

6. Ibid.

varient entre 24 et 28 livres, 23 et 27 livres, 20 et 26 livres ; en avril ils passaient de 28 à 26 livres, de 26 à 32 livres, de 25 à 30 livres ¹.

L'avoine se vendait à la « raizière », Ses trois qualités valaient respectivement en janvier de 5 à 7 livres, de 4 livres 10 sols à 6 livres, de 4 livres à 5 livres 15 sols ; en mars de 7 à 9 livres 10 sols, de 6 à 9 livres, de 6 à 7 livres 15 sols ; en avril de 8 à 9 livres, de 7 livres à 8 livres 10 sols, de 7 à 8 livres ².

Et, la meilleure preuve de la spéculation existante, c'était parfois une baisse d'un marché à l'autre suivie d'une hausse, avec des différences d'une livre ³.

La situation de la ville de Saint-Lo était fort critique, d'autant plus critique que la cherté de la vie était exploitée par des malveillants. Des bruits commençaient à naître. Le Maire et le Procureur de la Commune, prétendait-on, se livraient aux « spéculations infâmes des accaparements », En pareille circonstance, l'émeute était à craindre. Le Conseil de la Commune constatait ainsi les difficultés de l'heure :

« Il était impossible à la municipalité de taxer les subsistances ; les prix exorbitants auxquels elles étaient portées les rendaient inaccessibles à la classe des indigents. Les citoyens des campagnes exigeaient aujourd'hui 10 livres du boisseau d'orge tandis qu'au dernier marché, le blé du gouvernement était vendu 9 livres aux malheureux dont la plupart ont leur père, leurs enfants ou leurs frères à la défense de la République. L'augmentation du prix du blé exposait la ville à une insurrection violente.

« Le Conseil » considérant que les bruits artificieusement

1. Arch. municip. Saint-Lo reg. des mercuriales pour 1793, non classé.

2. Ibid.

3. C.f. tableaux (Appendice).

répandus au milieu d'un peuple assiégé par la misère n'ont, d'autre but que de plonger la ville dans une source intarissable de malheurs, suite de la plus violente anarchie, que dans une crise aussi terrible, la loi irrésistible de la nécessité, fait un devoir aux officiers municipaux de satisfaire momentanément aux besoins du peuple en livrant aux indigents au prix du dernier marché le blé de la République sur les listes qu'ils ont eu la prudence de faire » prit l'arrêté suivant :

« Les officiers municipaux étaient autorisés à vendre aux meilleures conditions possibles aux indigents portés sur les listes dressées, le blé de la République. Les communes des campagnes devaient être tenues d'approvisionner suffisamment le marché, sous l'engagement de la ville de protéger les approvisionnements, de prévenir tout pillage et de s'opposer à tout arbitraire. Deux commissaires du Conseil seraient envoyés dans les communes voisines pour constater les quantités de grains existant chez les cultivateurs, distraction faite de ce qui est nécessaire à l'alimentation de leur maison et à l'ensemencement ¹. »

Il fallut punir les auteurs de faux bruits. Le 18 avril le maire « par crainte qu'il ne fut tué cette nuit » arrêta et conduisit à la maison commune un homme qui cherchait à ameuter les gens contre un marchand le citoyen La Ferrière, en disant qu'il était indigne de garder à l'hôtel de ville un accapareur de blé ².

Le blé se cachait dans la campagne malgré ces mesures ; le paysan se souciait peu de nourrir le citadin et préférait garder son grain en ces temps troublés. Ainsi le 19 avril, la

1. Arch. Municipales de Saint-Lo D 30, Reg. 49, f^{os} 106, 107. Le décret du 9 septembre 1792 permettait aux corps administratifs de contraindre les cultivateurs à fréquenter les marchés. Celui du 8 décembre 1792 affirmait de nouveau sans restriction la libre circulation des grains.

2. Ibid. f^o 107.

municipalité de Saint-Lo dénonçait au Directoire du district l'existence d'un magasin à blé dans la prison ancienne du Hommet ¹.

Le Directoire du département le 20 avril, chargeait le Directoire du district de Saint-Lo de prendre dans toute l'étendue de son ressort les mesures les plus sûres pour approvisionner les marchés ². Il autorisait en même temps la municipalité de Saint-Lo à vendre le blé de la République « 10 sols de moins par boisseau que le prix du marché », parce que ce blé ne serait vendu qu'aux plus nécessiteux et par petites portions ³.

Le 23 avril, le maire de Saint-Lo signalait à nouveau au Conseil de la Commune la gravité de la situation. « La malveillance, disait-il, cherche à pousser les citoyens au désespoir ». Il se proposait de soumettre quelques idées propres à rétablir l'équilibre entre le produit du travail et le prix des subsistances de première nécessité. Il allait suggérer des mesures de nature à « ranimer la confiance populaire, à procurer à l'indigence une ressource présente, et à mettre en état de franchir sans trouble l'intervalle séparant le moment de la crise de l'époque encore malheureusement éloignée de la récolte prochaine ». Sur son initiative, le Conseil vota l'arrêté suivant :

Il serait établi un tableau contenant les noms de tous les pauvres infirmes ou valides, le nombre des membres de leur famille, l'indication de leurs besoins, la suffisance ou l'insuffisance du produit de leur travail pour subvenir à leur subsistance et à celle de leur famille. Après enquête de commissaires désignés à cet effet, serait dressé un état des citoyens sans

1. Arch. Manche, L II 1017. Reg. Directoire district f° 72.

2. Arch. Manche, L 54, reg. directoire département, f° 216.

3. Ibid, f° 215,

travail, avec mention du genre de travail auquel ils pourraient se livrer et des moyens de leur procurer de l'occupation.

Il serait ouvert à la municipalité un registre pour recevoir les souscriptions des citoyens qui seraient prévenus par une annonce faite au prône et sur la place publique. Les sommes souscrites par chaque citoyen seraient prélevées s'ils le désiraient sur la taxe de la subsistance. Un supplément de 15 sols serait accordé aux cultivateurs comme avance, par mesure de grain apportée, en attendant la création du bureau des céréales. Invitation serait faite au Directoire du district d'envoyer une adresse aux cultivateurs pour leur représenter que leur intérêt bien entendu exige qu'ils approvisionnent constamment le marché sous la protection de la loi ¹.

L'inquiétude régnait à la Convention. Les manifestations populaires parisiennes se succédaient. Dès le 18 avril l'adresse des communalistes déclarait : « Le droit de propriété ne peut être le droit d'affamer ses concitoyens ».

De mauvaises nouvelles parvenaient de Normandie. La Manche entière manquait d'approvisionnements. A Rouen, le défaut de pain provoquait une émeute vite réprimée ². En pleine crise la Convention, le 4 mai 1793, vota la *loi du maximum*.

Cette loi ordonnait la déclaration de ses grains et farines par tout cultivateur ou marchand. Les officiers municipaux seraient autorisés à opérer des visites domiciliaires. Des réquisitions pourraient être faites par les corps administratifs et municipaux pour l'approvisionnement des marchés. Le ministre de l'Intérieur pourrait de son côté adresser aux départements des réquisitions en vue du ravitaillement d'autres

1. Arch. municipales Saint Lo, D 30, Reg, 46, f^{os} 111, 112.

2. Ernest Lavisse, Histoire de France contemporaine depuis la Révolution jusqu'à la paix de 1919, tome II, p. 89, 90, 91.

départements. Les municipalités veilleraient avec soin au maintien de la tranquillité publique. Pour fixer le maximum du prix des grains dans chaque département, les Directoires des districts seraient tenus d'adresser à celui de leur département le tableau des mercuriales des marchés de l'arrondissement depuis le 1^{er} janvier dernier jusqu'au 1^{er} mai présent mois. Le prix moyen résultant de ce tableau serait le maximum au-dessus duquel le prix de ces grains ne pourrait s'élever. Les Directoires de département le déclareraient dans un arrêté. Ce maximum ainsi fixé décroîtrait dans les proportions suivantes : au 1^{er} juin prochain il serait réduit de 1/10, plus d'un autre 1/20 sur le prix restant au 1^{er} juillet, de 1/30 au 1^{er} août et enfin de 1/40 au 1^{er} septembre. La vente au-dessus du maximum serait punie par la confiscation des dits grains et farines et par une amende de 300 à 1.000 livres frappant en commun le vendeur et l'acheteur. Les citoyens convaincus d'avoir perdu ou enfoui des grains et farines seraient punis de mort ; 1.000 livres seraient accordées aux dénonciateurs ¹.

Le 17 mai, le Directoire du district de Saint-Lo fixait ainsi le maximum : 9 sols 1 denier le « pot » d'arc, le froment ; 7 sols 9 deniers le « pot » ² d'arc, l'orge. C'était le prix moyen dans les marchés de Saint-Lo, Canisy, Marigny, Cerisy, Torgny et Tessy ³.

Le 18 mai, le maximum du froment était de 39 livres 10 sols le quartier, celui de l'orge de 25 livres. Le pain de 1^{re} qualité valait 4 sols, celui de 2^e qualité 3 sols 9 deniers ⁴.

Le 14 mai le conseil de la commune de Saint-Lo décida de présenter à l'Administration de département une pétition pour que le maximum de chaque espèce de grain fût fixé et que des

1. Bulletin trimestriel cité, p. 150, 151, 152, 153.

2. Le « pot » encore usité aujourd'hui valait deux litres.

3. Arch. Manche, L II 1017, Reg. cit., f^o 111.

4. Arch. municipales Saint-Lo, Reg. de la police municipale, n^o 32.

citoyens désignés par les corps municipaux fussent autorisés à déterminer sur les marchés la 1^{re}, 2^e et 3^e espèces ¹.

Le 3 juin, le Conseil municipal de la commune de Cerisy, voulant prévenir tout trouble ou désordre et assurer aux habitants la vente régulière des grains, interdisait aux blatiers, boulangers et meuniers de s'introduire dans la halle avant les heures fixées par lui. Nul ne devait sous peine de confiscation et d'une amende de 100 livres porter au marché du blé non criblé et mesuré. On était tenu de donner « la bonne mesure ». Le prix des grains décroîtrait de 1/10 sur le maximum fixé par le Directoire de Saint-Lo. Quiconque vendrait au-dessus du prix ainsi fixé serait frappé d'une amende de 300 livres avec confiscation ².

A Saint-Lo, le 12 juin, les marchands de farine de sarrasin protestaient contre une taxation de cette farine par la municipalité de la ville. Le sarrasin de cette année, alléguaient-ils, ne donnait pas la quantité de farine indiquée par la municipalité. On croyait leur laisser 27 sols de bénéfice par boisseau alors qu'ils se contenteraient de 15 sols certains. Ils demandaient que l'on fit des expériences sur le rendement du sarrasin en farine. Une nouvelle taxe serait établie selon les résultats. A la suite de l'expertise, la taxe précédente fut annulée et le prix du pot porté à 8 sols ³.

Le 19 du même mois il y eut au sujet du ravitaillement une conférence qui réunit le Conseil du district et le Conseil de la commune de Saint-Lo. Le marché de la veille avait été, en effet, mal approvisionné de grains. Plusieurs municipalités du district avaient sans autorisation établi des marchés qui diminuaient d'autant la quantité de subsistance des marchés

1. Arch. municipales, Saint-Lo, D 30, Reg 4-6, cit. f° 126.

2. Arch. Cerisy-la-Forêt, 2^e Reg. Conseil général Cerisy-la-Forêt, f° 19.

3. Arch. municipales Saint-Lo, Reg. police municipale Saint-Lo n° 32, f°s 126 et 127.

antérieurement existants. Ces marchés dans de petites communes présentaient de plus l'inconvénient du manque de surveillance. Le Conseil du district, par un nouvel arrêté, interdit donc ces marchés conformément à la loi.

Le 20 juin, l'insuffisance des grains était telle que tous les boulangers n'avaient pu s'en procurer. Averti par deux commissaires de la municipalité, le Conseil du district fit adresser à 15 communes voisines réquisition d'apporter des grains pour le marché du samedi suivant¹. En même temps la municipalité de Saint-Lo interdisait aux boulangers d'exposer et de vendre « du pain amendé tel que pain aux œufs, brioches, fouaces, échaudés, gâteaux et autres » sous peine d'une amende de 50 livres et de confiscation. Il serait également interdit aux boulangers étrangers à la ville de vendre de ce pain aux foires et marchés sous peine des susdites sanctions².

A Cerisy, l'arrêté du 3 juin n'avait point réussi à empêcher les désordres et de nouveaux abus s'étaient produits. Les boulangers n'avaient pu se procurer du grain parce que tout avait été enlevé avant l'heure de la vente à leur usage. Par suite les pauvres qui se fournissaient de pain chez eux en avaient manqué : d'où des plaintes. Mais les boulangers « colportaient le pain en dehors de la paroisse ». Le Conseil de la commune arrêta donc que les boulangers auraient le droit de s'approvisionner de blé avant les autres citoyens, mais seulement d'une quantité déterminée. Ils ne devraient vendre leur pain qu'à l'intérieur de la commune sous peine de confiscation et d'une amende de 50 livres dont la moitié reviendrait au dénonciateur³.

Le 22 juin, nouvelle disette de grain au marché de Saint-Lo.

1. Arch. Manche, L II 1106, Reg. Conseil district, f^{os} 15, 16.

2. Arch. municipales Saint-Lo.

3. Arch. Cerisy-la-Forêt, 3^e Reg. Conseil général Cerisy-la-Forêt, f^o 20.

Les boulangers affirmaient qu'ils ne pourraient fournir du pain le lendemain. Le Conseil du district autorisa la municipalité à leur délivrer un certificat leur permettant d'acheter chez les cultivateurs qu'ils indiqueraient, la quantité de grains dont ils avaient besoin ¹.

Les grains n'étaient pas seuls à manquer. Les paysans n'apportaient guère de volailles, de beurre, de légumes, d'œufs, afin d'entretenir la cherté de ces denrées. Or, il y avait des gens qui s'en procuraient à n'importe quel prix, en particulier des revendeurs désireux de spéculer sur la disette. La municipalité de Saint-Lo dut interdire, sous peine d'être dénoncé et poursuivi comme accapareur, d'aller au devant des paysans chargés de ces produits, de conclure avec eux aucun pacte susceptible de nuire aux consommateurs et d'acheter avant l'heure fixée par l'ordonnance de police. Tous les marchands de denrées quelconques seraient tenus de les exposer en vente au marché sous peine de confiscation. Les contrevenants seraient traduits devant la garde nationale.²

Les étoffes avaient augmenté de près d'un tiers. A la suite de cette augmentation, on décida le 25 juin d'accorder pour leur vêture 90 livres au lieu de 72 par an aux religieuses de l'hôpital de Saint-Lo, à dater de ce jour.³

La voix publique annonçait que dans certains marchés le blé était vendu au dessus de la taxe. Le Conseil du district envoya des commissaires à Marigny pour comparer les mesures de Saint-Lo et de Marigny.

De nouveau le 27, les boulangers n'avaient pu se procurer de blé. Le Conseil de district arrêta que la municipalité de Couvains serait tenue de fournir huit sacs de blé, celles de

1. Arch. Manche L II 1006 Reg. cit. f° 48,

2. Arch. municipales Saint-Lo Reg. Police municipale Saint-Lo n° 32 f° 33.

3. Ibidem Reg. bureau d'administration de l'hospice de Saint-Lo, f° 58.

Saint-Ébremond et de Saint-Martin-de-Bonfossé quatre, etc. Les municipalités feraient accompagner d'un commissaire pris dans leur sein, le boulanger qui se ferait livrer le grain chez le cultivateur.

Le 28, le pain manquait encore. Le chef d'escadron des dragons de la Manche réclamait la nourriture de ses deux cents hommes en garnison à Saint-Lo. Force fut au Conseil de district d'enjoindre au garde-magasin de fournir les rations de pain aux dragons malgré l'ordre contraire que celui-ci avait reçu. Le procureur syndic préviendrait le commissaire ordonnateur de cette mesure et l'inviterait à autoriser le garde-magasin à continuer cette fourniture.

La disette était à son comble. Au marché du 28 on n'avait apporté que 339 métans de toutes espèces de blé. Le Conseil du district ordonna à la municipalité de Marigny de veiller à l'observation du maximum. Des commissaires seraient nommés par lui pour vérifier l'état des grains dans les communes qui approvisionnaient Saint-Lo. Il se déclarait jaloux d'assurer la subsistance de la ville mais dans l'impossibilité de dépasser les limites de son autorité sans se révolter contre la loi et il invitait le corps municipal particulièrement chargé de la police de son marché à pourvoir par une sage économie à assurer les subsistances à chaque habitant jusqu'à la prochaine récolte ¹.

Directement sous l'œil de l'Administration du district, la petite commune suburbaine d'Agneaux mettait son zèle au service des subsistances. Elle désignait le 30 juin des commissaires pour visiter toutes les parties de son ressort et dresser « avec la plus scrupuleuse attention » un état de tous les grains et farines possédés par chaque citoyen en spécifiant

1. Arch. Manche L II 4006, Reg. cit. f° 19, 20, 21.

l'espèce, ainsi que des grains qui se trouvent à battre et à vanner, et un autre état du nombre de personnes que chaque chef de famille a journellement à nourrir ¹.

Les grains furent ainsi taxés pour Saint-Lo en conséquence de l'arrêté du District du 23 juin :

Froment 9 livres 6 sols 3 deniers, le boisseau.

Orge, 4 livres 17 sols 7 deniers, le boisseau.

Seigle, 8 livres 5 sols, le boisseau.

Sarrasin, 4 livres 18 sols 6 deniers, le boisseau.

Avoine, 7 livres 4 sols 6 deniers, le boisseau ².

Le 7 juillet, un arrêté municipal à saint-Lo taxait le pain composé d'un tiers de seigle et de deux tiers de froment à 3 sols 6 deniers la livre, sauf l'indemnité à accorder aux boulangers qui en vendraient ³.

Par suite de la disette, l'hôpital de Saint-Lo était dans le dénuement. Il ne possédait plus au 3 juillet que pour 15 jours de subsistance en blé, orge et sarrasin, soit en farine, soit au moulin. Ses greniers étaient vides ⁴.

La rareté et la cherté des vivres agitaient les esprits et les tournaient à la fois contre l'Administration qui s'efforçait de diminuer le mal et contre les paysans dont la rapacité contribuait à l'accroître, phénomène fréquent dans les classes ignorantes.

Une femme avait dit en face du maire de Saint-Lo, à propos des mesures prises par le district pour l'approvisionnement des marchés : « Il faudrait faire une bonne guerre civile ». Arrêtée et interrogée la malheureuse qui n'avait pas de pain depuis trois jours et manifestait son repentir fut congédiée avec une simple admonestation ⁵.

1. Arch. Municipales d'Agneaux, Reg. municipalité d'Agneaux f^o 31.

2. Arch. Saint-Lo, Reg. de la police municipale, Saint-Lo, n^o 32, f^o 134.

3. Ibid. f^o 135.

4. Arch. municipales Saint-Lo, Reg. du bureau de l'hospice de Saint-Lo. f^o 60.

5. Ibid, Reg. de la police municipale, Saint-Lo, n^o 32, f^o 135.

Au marché on insultait les cultivateurs qui apportaient du grain. La municipalité dut prendre un arrêté portant que tout insulteur serait puni de 50 livres d'amende et de 8 jours de prison. La garde nationale chargée de maintenir l'ordre au marché le conduirait sur le champ à la Municipalité ¹.

Pour remédier à la famine, le Département avait envoyé au District 7 barils de riz.

Il n'y avait pas que Saint-Lo à souffrir de la faim. Torigni était dans une affreuse détresse. On lui envoya deux barils de riz afin de remplacer le pain ². Le 16, il fallut vendre du riz à la municipalité de Saint-Lo et approuver la promesse d'une prime de 20 sols par boisseau de froment apporté au chef-lieu par les cultivateurs et blatiers. Cette prime serait prise sur les fonds de secours ³. Par suite de la pauvreté du marché, on délivra du froment par seizièmes, de l'orge par métan et demi métan. Nombre de citoyens et même de boulangers n'avaient pu en avoir ⁴.

Le Département avait fait un envoi de farine. Le Directoire du district en accorda 63 barils à Saint-Lo et 20 à Torigni. Par un avis il invita les gens qui viendraient le 22 à la foire Madeleine à Saint-Lo, à apporter leur subsistance, car les boulangers n'en auraient pas assez ⁵.

Et pourtant, on avait pris toutes les mesures autorisées par le décret du 4 mai. Le Conseil du district se disait avoir été parfaitement secondé par les officiers municipaux de Saint-Lo, et le marché était plus pauvre que jamais ⁷. Malgré

1. Arch. Municipales de Saint-Lo, Reg. de la police municipale, Saint-Lo, n° 32, f° 135.

2. Arch. Manche, L II 1006, Reg. cité f° 26.

3. Ibid. f° 31.

4. Arch. Municipales Saint-Lo, Reg. police municipale, Saint-Lo, n° 32, f° 144.

5. Arch. Manche L II 1018 Reg. directoire district f° 23.

6. Ibid. 1077 Administration et police générale.

7. Ibid 1006, f° 31.

les réquisitions, le blé se cachait dans la campagne. Si les municipalités des villes et l'administration du district remplissaient leur devoir, il n'en était pas de même des municipalités rurales. Pour une qui obéissait à la loi comme celle de Saint-Samson-de-Bonfossé ¹, combien d'autres restaient sourdes à tous les ordres ou n'y obéissaient qu'à la dernière extrémité ! Formées de cultivateurs, elles soutenaient volontiers les intérêts des cultivateurs contre l'intérêt général.

En face de la mauvaise volonté, le District dut agir. A la réquisition de grains pour le marché de Saint-Lo, le maire de Quibou avait répondu qu'il n'y en avait pas. C'était faux. Le District maintint sa réquisition : la commune fournirait froment, orge et sarrasin. Si elle s'y refusait, les dragons de la Manche et la garde nationale de Saint-Lo séjourneraient à Quibou aux frais du Conseil général ou des cultivateurs récalcitrants ².

Les commerçants des villes ne se montraient d'ailleurs pas plus consciencieux que les gens des campagnes. Deux dragons déposèrent une plainte contre le citoyen Lesaulnier, boulanger à Saint-Lo, qui leur avait vendu des pains pesant 3 livres et demie au lieu de quatre livres. Il y avait eu discussion dans la boulangerie entre lui et les dragons. Il fut condamné à la confiscation de ces pains et à 15 livres d'amende ³. Un autre boulanger, nommé Bouchard, avait reçu un baril de farine avec recommandation expresse d'en fabriquer du pain pour les malades, infirmes, vieillards et enfants. Il l'avait employé à l'usage du public. Il fut condamné à 10 livres d'amende et à la

1. Le 3 juillet 1793, le citoyen Divrande à la suite d'un mesurage du grain qu'il possède ayant été convaincu de fausse déclaration, confiscation de la différence entre les grains déclarés et les grains existants est faite au profit des pauvres de la commune : Arch. Saint-Samson-de-Bonfossé, Reg. de la municipalité f^o 44.

2. Arch. Manche L II 1006 Reg. cité, f^{os} 22, 26.

3. Arch. Municipales Saint-Lo, Reg. police municipale de Saint-Lo f^o 141.

fermeture de sa boulangerie pendant 8 jours. Le jugement serait imprimé, publié et affiché ¹.

Le 26 juillet 1793, fut promulgué un nouveau décret contre les accapareurs : l'accaparement devenait crime capital. Les administrations coupables seraient punies d'amende ².

Dans le district de Saint-Lo, on n'alla pas jusqu'à la peine de mort, mais de nouvelles mesures furent prises contre les accapareurs.

A Saint-Lo, les coquetiers achetaient avant l'ouverture du marché le beurre, la volaille, les poissons et autres comestibles. Le Conseil de la commune arrêta que les coquetiers et « regratiers » ne pourraient acheter avant neuf heures du matin de Pâques à la Saint-Michel et avant dix heures de la Saint-Michel à Pâques sous peine d'une amende de cinquante livres. Les habitants ainsi ne seraient pas privés de la faculté d'acheter ³.

Deux marchands furent envoyés à la maison d'arrêt de Saint-Lo pour avoir vendu des marchandises de 6 à 9 livres quand elles étaient payées en numéraire et de 15 à 18 livres quand elles étaient payées en assignats ⁴.

La police municipale du chef-lieu condamna un cultivateur de Saint-Lo à 100 livres d'amende pour avoir désobéi à une réquisition ⁵. Les officiers municipaux de Canisy, prévenus d'avoir, au mépris de la réquisition adressée à leur municipalité au mois d'août, empêché le libre transport des blés destinés au ravitaillement de Saint-Lo, furent appelés à comparaître devant le Directoire du district ⁶.

Le 20 août, un arrêté de l'Aministration du département

1. Arch. municipales Saint-Lo, Reg. municip. Saint-Lo, f° 144.

2. Cahen et Guillot : L'œuvre législative de la Révolution, pp. 574, 575.

3. Arch. municipales Saint-Lo, Reg. police. municip. n° 32, f° 146.

4. Ibid., f° 151.

5. Ibid., f° 155.

6. Arch. Manche L II 1018, reg. direct. district, f° 68,

ordonnait le recensement général des grains ¹ et chargeait les districts de faire les réquisitions nécessaires pour l'approvisionnement des marchés. Les citoyens qui auraient vendu des grains en contravention à la loi, etc , seraient traités en suspects et arrêtés. Les corps constitués seraient responsables de l'exécution ². Le Directoire du district ordonna l'envoi de cet arrêté aux municipalités du ressort, aux chefs de légion, aux juges de paix et aux sociétés populaires, en les invitant à concourir par tous les moyens à leur disposition à son exécution ³.

La nouvelle récolte, pourtant favorisée par les mesures des autorités ⁴ pour la faciliter, n'apporta point d'amélioration à la situation du district. Le 2 septembre, la municipalité de Saint-Lo dut, dans son dénuement, adresser un avis aux boulangers étrangers : ils seraient admis à exposer et à vendre sur le champ de foire du pain de toute espèce. Ils pourraient compter sur la protection des autorités locales et sur la reconnaissance des citoyens ⁵.

La disette commençait même à se faire sentir dans des communes rurales. Par suite du manque d'approvisionnement, des habitants de Carantilly qui n'avaient rien récolté, manquaient de subsistance. Le Conseil de la commune arrêta de faire battre d'office le blé chez les propriétaires et fermiers qui en avaient récolté au delà de leurs besoins et d'opérer la distribution de ce blé entre ceux qui en manquaient. Le surplus serait porté par ces propriétaires sur les marchés ⁶.

Les denrées avaient doublé de prix. En présence de la

1. Ordonné par le décret du 17 août.

2. Arch. Manche, L 50, reg. Conseil général département, f^{os} 28, 29, 30, 31.

3. Ibid. L II 1018, reg. Directoire district, f^o 64.

4. Le Conseil du département avait arrêté que les hommes de la dernière levée, sauf ceux des villes, resteraient provisoirement dans leurs communes pour les travaux de la récolte : Arch. Manche L 49, reg. Conseil département. f^o 184.

5. Arch. municipales Saint-Lo, reg. Police municipale, n^o 32, f^o 159.

6. Arch. municipales Carantilly, Reg. délib. conseil général Carantilly.

cherté de vie, il fallut accroître les salaires. L'Administration du département augmenta celui des ouvriers voyers du district de Saint-Lo sur leur requête ¹.

Les sanctions, cependant, se multipliaient. Le 10 septembre, le Directoire du district approuva l'arrêté du corps municipal de Saint-Louet confisquant des grains à des citoyens comme excédant la déclaration par eux passée en exécution de la loi du 4 mai 1793 ². Il décerna au même moment un mandat d'arrêt contre le secrétaire greffier et l'officier municipal de Moyon, cette commune n'ayant pas fourni à Saint-Lo le grain requis ³. Cette dernière affaire prit d'ailleurs de l'importance. Le 14 septembre, le Directoire du district décida la suspension et le remplacement du maire et du procureur de la commune de Moyon. Il demanda des poursuites devant le tribunal criminel contre le greffier ⁴. Le 30 septembre, le Département maintenait la suspension du procureur de la commune et décidait l'arrestation comme suspects du greffier, du maire et d'un officier municipal ⁵.

A la suite de ces divers événements, le Directoire du district adressait le 13 septembre aux populations une proclamation énergique conçue en ces termes.

« Le Directoire ne peut plus attribuer qu'à la malveillance et à l'égoïsme des cultivateurs et propriétaires de grains le défaut d'approvisionnement des marchés. En vain il adresse des réquisitions aux municipalités ; en vain il a employé la voix de la persuasion et de la représentation ; en vain il a rappelé les sévères dispositions de la loi ; rien n'a pu émouvoir l'âme de l'égoïste, qui préfère se prêter aux manœuvres des

1. Arch. Manche L 90, Reg. d'enregistrement des requêtes des Districts, pp. 241, 242.

2. Arch. Manche L II 1018, Reg. cit. f° 79

3. Ibid. f° 76.

4. Ibid. f° 92

5. Arch. Manche L 50, Reg. cit. f° 58.

malveillants qui par l'offre d'un prix supérieur à la taxe, cherchent à enlever au peuple sa subsistance, dans le dessin d'exciter des mouvements de révolte, fomenter la guerre civile, armer les citoyens contre les citoyens. Ces manœuvres ne peuvent être déjouées que par des exemples frappants et en apprenant aux municipalités toute la responsabilité qui pèse sur leur tête. Elles ont reçu le décret de la Convention nationale du 17 août dernier, l'arrêté du Conseil général du département de la Manche du 20. Elles ont reçu des modèles imprimés pour le recensement général de tous les grains de la dernière récolte. Elles ont reçu la proclamation des représentants du peuple du 23 août, et rien n'est encore exécuté. Il est des communes où, loin d'avoir pris les mesures commandées, rien n'a encore été publié, soit malveillance, soit négligence. Les municipalités qui n'ont pas rempli exactement ces mesures, seront regardées complices des contre-révolutionnaires, et seront traitées de la même manière. La vente des subsistances au-dessus de la taxe qui se fait même dans certains marchés, le défaut de préparation des grains lorsqu'on les expose en vente, le mélange que les cultivateurs font par affectation de grains de différente espèce, lors même qu'ils n'ont récolté aucun blé méteil ou mouture, ne sont-ils pas les effets de la malveillance et de l'égoïsme de certains cultivateurs pour entraver l'exécution de la loi relative à la taxe ? D'autres poussent la malveillance jusqu'à faire manger le froment à leurs bestiaux ? Les transports nocturnes de grains, qui se font sur la rivière de Vire, ne peuvent être déterminés que par des motifs criminels. Le défaut de surveillance des municipalités, plus encore la tolérance qu'elles montrent sur les contraventions que commettent quelques officiers municipaux eux-mêmes, l'opposition qu'ils forment à ce que les cultivateurs de leurs communes approvisionnent les marchés, tous ces abus, tous ces crimes,

ne peuvent rester impunis plus longtemps, et c'est en déployant toute la sévérité de la loi, c'est en traitant comme contre-révolutionnaires les coupables de pareils crimes que l'on parviendra à les arrêter. C'est à vous, bons citoyens, de redoubler de surveillance. Il s'agit de votre subsistance dont on veut vous priver dans une année d'abondance. Dénoncez à vos administrateurs tous les abus dont vous pourrez leur procurer la preuve. Mais gardez-vous bien de vous porter à aucun excès contre les cultivateurs. Qu'ils jouissent dans les marchés de la plus grande liberté, de la plus grande facilité. Ne leur donnez pas prétexte de dire qu'ils appréhendent pour leur sûreté. Vos administrateurs maintiendront l'exécution des lois, soit pour protéger le bon citoyen, soit pour faire punir le coupable. Pour vous, cultivateurs honnêtes, qui aimez votre patrie, qui chérissez vos frères, soyez toujours en garde contre les insinuations qui vous entourent. Que l'appât du gain n'étouffe jamais chez vous ce sentiment d'union et de fraternité qui vous anime, ni l'amour d'une constitution républicaine qui vous comble de si grands bienfaits. Restez toujours fidèles à vos principes ; secondez même vos administrateurs pour déjouer les manœuvres des malveillants ; dénoncez-leur les contraventions de tout genre qui se commettent dans vos campagnes ; votre salut en dépend. Que les officiers municipaux attachés à leurs devoirs, qui les remplissent avec zèle et activité, veillent sans cesse pour arrêter les contraventions aux lois relatives aux subsistances ; qu'ils leur donnent la plus grande et la plus prompte exécution. » ¹

A la suite de sa proclamation, le Directoire prit un arrêté prescrivant l'exécution du recensement, l'ensemencement et l'obéissance aux réquisitions ².

1. Arch. Manche, L II, 1088, Reg. cité, f° 87.

2. Cf. appendice.

Cette proclamation n'eut pas l'effet désiré, pas plus que l'envoi aux municipalités de l'arrêté du 11 septembre pris par la Commission administrative du département au sujet des subsistances, pas plus que la réimpression par ordre du Département de la loi du 11 septembre tirée à 2.000 exemplaires ¹.

La municipalité de Saint-Lo ne savait où donner de la tête comme l'administration du district. Les autorités faisaient vivre leurs concitoyens au jour le jour ; mais il ne s'agissait pas seulement de nourrir les civils. Un matin, le directeur des étapes à Caen annonçait pour le soir même l'arrivée à Saint-Lo de 400 hommes, pour le lendemain l'arrivée de 1100. Le Directoire avait ordonné aux préposés des subsistances militaires de fournir la farine nécessaire, car il leur était impossible d'en procurer. L'étaquier de Saint-Lo finit par se plaindre du District et de la municipalité au sujet des grains nécessaires aux étapes. Le procureur général intervenait. Les réquisitions prescrites par arrêté du représentant du peuple et par deux arrêtés du Département touchant l'approvisionnement des marchés du magasin militaire, devaient être opérées ².

Prises entre les conseils stimulants du Département et l'opposition tacite des municipalités rurales et des particuliers, les autorités usèrent de nouvelles mesures. Persuadés de l'avidité des paysans, les gens de la ville témoignaient à ceux qui apportaient du grain leur hostilité. Ils ne se privaient pas de leur occasionner quelques désagréments. Le public saisissait « avec avidité les sacs, les conduisait à la halle et ne laissait pas même au propriétaire des blés la liberté de les poser avec précaution aux lieux qui leur sont destinés ». Cette attitude éloignait

1. Arch. Manche, L 50, Reg. cité, fo 58.

2. Arch. Manche, L 50, Reg. cité, fo 47.

encore les cultivateurs et le Conseil de la commune de Saint-Lo, interdit tous ces agissements sous peine de 100 livres d'amende et de huit jours de prison ¹.

En dépit de tant d'efforts la disette régnait au chef-lieu. Le Conseil dut envoyer deux boulangers à Coutances pour y acheter du blé : « Nos frères de Coutances, déclarait-il, pour lesquels nous avons toujours été prêts à nous dévouer, ne balanceront certainement pas à nous donner dans la circonstance pénible où nous nous trouvons une preuve authentique de l'esprit de fraternité qui les anime ».²

Certains habitants se constituaient de petites réserves. Le Conseil de Saint-Lo désigna deux commissaires pour chacun des six quartiers de la ville, avec mission de vérifier à domicile les déclarations portées sur des feuilles numérotées et livrées aux citoyens. Ils y indiqueraient le total des grains et subsistances trouvés dans chaque maison et dresseraient procès-verbal en cas de fraude évidente. Un commissaire spécial fut en outre nommé pour vérifier les déclarations des marchands et négociants ³.

On fit une expérience de pain d'orge qui réussit. Ce pain fut taxé à 2 sols 1/3 la livre ⁴.

Un citoyen de Vidouville avait refusé de déclarer ses grains. Il fut appelé devant le Directoire du district. Perquisition et séquestre des grains furent autorisés chez lui par le Conseil du district ⁵.

Les pains mêlés ne convenaient qu'à la population valide. La commune de Carantilly suivit l'exemple antérieurement donné par Saint-Lo et fit fabriquer du pain blanc pour les

1. Arch. municipales Saint-Lo, Reg. police municipale, n° 32, f° 59.

2. Arch. municip. Saint-Lo, D 31, reg. délib. Conseil général Saint-Lo, f° 3.

3. Arch. municipales Saint-Lo, Reg. conseil général Saint-Lo, f° 4.

4. Ibid., D 31, Reg. cité, Conseil général Saint-Lo, f° 4.

5. Arch. Manche L II 1006, Reg. conseil district f°s 52, 53.

malades, infirmes, vieillards et « enfants en bas âge très tendre » ¹.

Tandis que les malades avaient à peine du pain blanc, les bestiaux mangeaient parfois du blé. C'est ainsi que le 8 octobre, le Conseil de la commune de Remilly-sur-Lozon se décidait à punir sévèrement plusieurs citoyens soupçonnés de pareils faits ². A Saint-Romphaire, on agissait de même et, qui plus est, on s'en vantait ! Dans une boucherie de Saint-Lo, un paysan de Saint-Romphaire avait répondu à quelqu'un qui lui disait : « Vous devriez bien apporter du blé au marché ? » : « Je n'en ai que pour moi et mes cochons ». Au dire des témoins, il avait ajouté ironiquement : « Je ne veux plus user les fers à mon cheval pour apporter du blé. Je n'en ai que pour moi et mes cochons » ³.

Et pourtant les registres des municipalités, comme par exemple celui de La Haye-Bellefonds, reproduisaient bien les déclarations de grains de toute espèce. Elles les certifiaient véritables ⁴.

Par ce temps de disette, remarquait le Conseil de la commune de Saint-Lo, il faudrait pour l'approvisionnement de la ville au moins 1.200 boisseaux dont moitié en froment et moitié en seigle. Or, à la date du 4 octobre, les réquisitions du Directoire se montaient seulement à 1.059 boisseaux de grain. On pourrait, ajoutait le Conseil, être tranquille si les municipalités faisaient le nécessaire pour amener les citoyens des campagnes à obéir à ces réquisitions, mais il est à craindre qu'une partie ne fasse défaut ». Et en effet, à l'un des deux

1. Arch. Municipales Carantilly, Reg. délibérations conseil général Carantilly.

2. Arch. Municipales Remilly-sur-Lozon, Reg. des délibérations, conseil municipal Remilly-sur-Lozon, 1791-an IV, f° 66.

3. Arch. Manche L II 1019 Reg. directoire district f°s 17, 18.

4. Arch. Municipales La Haye-Bellefonds, reg. municipalité La Haye-Bellefonds f° 69.

marchés hebdomadaires, il y avait eu 222 boisseaux 1/2 propres à la subsistance. En demandant 1.200 boisseaux, la municipalité attribuait une livre et demie à chacun de ses 6.021 habitants sans compter le nécessaire pour les étrangers, les gens des campagnes, les semences ¹.

En exécution de la loi du 11 septembre sur le Maximum ², les prix des différentes qualités de grains suivant leur poids furent ainsi fixés pour Saint-Lo.

Froment à 15 livres le quintal

Boisseau de 22 pots	{	1 ^{re} qualité.....	9 livres .
		2 ^e qualité.....	8 livres 10 sols
		3 ^e qualité.....	8 livres.

Seigle à 10 livres le quintal

Boisseau de 22 pots	{	1 ^{re} qualité.....	5 livres 16 sols
		2 ^e qualité.....	5 livres 4 sols

Orge à 9 livres le quintal

Boisseau de 22 pots	{	1 ^{re} qualité.....	4 livres 16 sols
		2 ^e qualité.....	4 livres 10 sols

Sarrasin à 7 livres le quintal

Boisseau de 26 pots	{	1 ^{re} qualité.....	4 livres 16 sols
		2 ^e qualité.....	4 livres 6 sols

Avoine à 14 livres le quintal

Razière de 39 pots	{	1 ^{re} qualité.....	10 livres 10 sols
		2 ^e qualité.....	9 livres 15 sols
		3 ^e qualité.....	8 livres 10 sols ³

1. Arch. municipales Saint-Lo D 31 Reg. cité f° 7.

2 La loi du 11 septembre fixait un maximum uniforme pour les grains et fourrages dans toute la République, mais les municipalités des lieux où il existait un marché public, seraient tenues de faire dresser un tableau comparatif du poids de chaque espèce avec les mesures d'usage dans l'étendue de son ressort. Bull. cité P. 169, 170.

3. Arch. municip. Saint-Lo D 31. Reg. cit f° 10.

Les décrets des 27, 29 et 30 septembre complétèrent celui du 11 septembre en fixant le maximum pour le bois à brûler, le sel, les denrées alimentaires. Le 4 octobre, le prix des bois spéciaux et des chiffons fut également réglementé ¹. « On enverra, était-il ordonné, un tableau et l'on se rendra compte de l'augmentation au 10 octobre 1793 sur les prix de 1790 ? ».

Si les viandes et certaines denrées n'avaient pas sensiblement augmenté, par contre l'huile douce passait de 8 sols à 1 livre 12 sols ; le tonneau de cidre de 650 pots de 90 livres à 135 livres ; la corde d'orme de 15 livres 13 sols à 30 livres. ³

A Fervaches, le Conseil de la commune avait fixé les prix suivants pour la mouture des grains :

8 sols par quintal de froment.

5 sols par quintal d'orge, froment et seigle.

5 sols par quintal de sarrazin.

4 sols par quintal d'avoine. ⁴

Après avoir pris connaissance de l'arrêté du Directoire du district fixant le maximum des boissons, le Conseil de la commune de Carantilly arrêta que les cabaretiers et débitants ne pourraient vendre : le cidre plus de 5 sols le pot ; l'eau-de-vie de vin, plus de 5 sols le petit pot ; l'eau-de-vie de cidre, plus de 3 sols le petit pot ⁵. Il fixait à 5 sols le paiement alloué à un meunier de la commune par 100 livres de blé ⁶.

Cette commune très éprouvée par la pénurie des subsistances était l'une des plus zélées du ressort. Son procureur requit le Conseil de la commune de contraindre le citoyen de Mons, « ci-devant noble » à faire défricher sans retard toutes les terres plantées de bois et charmilles pour « être ensemencées ».

1. Cahen et Guillot, L'œuvre législative de la Révolution, p. 477.

2. Cf. Appendice.

3. Arch. Manche L II 1006 Reg. cit. f^{os} 56, 56, 58.

4. Arch. municipales Fervaches Reg. délib. Conseil général Fervaches f^o 14.

5. Arch. municipales Carantilly Reg. délibération Conseil général Carantilly.

6. Ibid.

Ces divers objets, disait-il, ne font qu'enlever aux laboureurs les bras de plusieurs citoyens qui pourraient travailler à l'agriculture et à l'ensemencement des terres. Les hommes qui sont employés à ces travaux ne peuvent se procurer les subsistances qui leur sont nécessaires sans les cultivateurs. C'est pourquoi ils puisent toutes les subsistances de première qualité dans l'agriculture sans y être utiles. Les hommes et chevaux ci-dessus désignés ne sont que hommes et chevaux de parade et inutiles à la société générale, mais au contraire très nuisibles. Dans le moment surtout, il ne faut que des laboureurs, des défenseurs de la Patrie et tous autres citoyens de tout genre, uniquement utiles à la société générale. Les déficits pour le blé ne seront pas si fréquents dans notre commune... D'un autre côté, les hommes occupés à ces travaux de luxe se rangeront dans la classe des cultivateurs ou dans celle des défenseurs de la Patrie, *chose* très agréable ¹ ». Ce réquisitoire est d'autant plus intéressant qu'il constitue l'une des rares pièces où une autorité rurale sorte du laconisme habituel.

Le 10 octobre, le Conseil de la vigilante commune d'Agneaux certifiait que la loi relative au maximum des prix des grains, farines et fourrages, avait été lue au prône par le curé Guillebert du Perron « qui en a donné l'intelligence au peuple »²

Le District conçut bientôt des inquiétudes au sujet de nouvelles manœuvres d'accaparement. Les citoyens de toutes les classes, même des mendiants, achetaient toutes sortes de marchandises chez les marchands de Saint-Lo. Le Conseil du district, le 14 octobre, prescrivit à la municipalité de Saint-Lo de publier une défense d'acheter au delà du plus pressant

¹ Arch. municipales Carantilly Reg délibération Conseil Général Carantilly.

² Arch. municipales Agneaux Reg municipal d'Agneaux f° 38.

besoin et d'enjoindre aux marchands de tenir un registre avec les noms des acheteurs et la qualité des achats. La municipalité vérifierait ce registre. Les citoyens qui achèteraient au delà du nécessaire seraient traités comme suspects. De plus aucun marchand ne pourrait vendre sans présentation par l'acheteur d'un bon de la municipalité¹.

Une telle foule se pressait chez les marchands d'étoffes qu'une pénurie était à craindre pour l'habillement des troupes. L'administration du district envoya un de ses membres comme commissaire avec un officier municipal de la ville pour arrêter et marquer les étoffes susceptibles de servir à l'équipement des Volontaires².

Tout en luttant contre cette nouvelle sorte d'accapareurs, le District déléguait des commissaires avec ordre d'exiger sous les vingt quatre heures les états des greniers des communes en retard pour fournir ces états. Les municipalités rembourseraient la vacation donnée au commissaire³.

Il prenait en même temps de nouvelles mesures en vue du ravitaillement de Saint-Lo. La ville fournirait sous les 24 heures un état exact de sa population. Le lendemain de chaque marché, elle enverrait le tableau des grains apportés volontairement ou par réquisition. D'ici au moment du dépouillement des états des grains des communes, le bureau des subsistances était autorisé à adresser aux communes des réquisitions pour qu'il fût apporté du grain aux marchés de Saint-Lo.

Vu l'article II de la 2^e section de la loi du 17 septembre dernier, ce Conseil requerrait les communes où des Enfants de la Patrie étaient en nourrice de procurer des grains pour leur subsistance⁴.

1. Arch. Manche L II Conseil district f^o 62.

2. Arch. Manche, L II, 1006, Reg. cité, f^o 92.

3. Ibid., f^s 62, 63.

4. Arch. Manche, L II 1006, Reg. conseil district, f^o 65.

De son côté, le Conseil de la commune de Saint-Lo, édictait de nouvelles taxations, interdictions et amendes. C'était le renouvellement des mesures contre les « regratiers » et traiteurs pour les marchés. Ces taxations étaient les suivantes :

Il serait payé aux meuniers 1/19^e de la valeur des grains qu'ils moudraient. Les œufs se vendraient 5 sols la douzaine de Pâques à la Saint-Michel ; 7 sols de la Saint-Michel à Pâques ; une once de tabac en poudre, 2 sols 6 deniers ; l'eau-de-vie de poiré et de cidre (le petit pot) 4 sols, l'eau-de-vie de vin (le petit pot), 6 sols, le pot de lait doux et gras de Pâques à la Saint-Michel, 4 sols, de la Saint-Michel à Pâques, 6 sols. D'autre part, la livre de charbon en détail se vendrait 1 sol 6 deniers, la livre de chanvre (1^{re} qualité), 10 sols, la livre de lin (1^{re} qualité), 12 sols ¹.

Les ouvriers batteurs de grains par décision du Conseil de la commune de Saint-Lo percevaient selon l'usage de 1790 le treizième métan de tous les grains. Ils apportaient alors leur nourriture, et lorsqu'ils s'occupaient d'un autre travail, ils étaient payés cinq sols par jour. En 1791, 1792, 1793 et 1794 ils reçurent le même salaire, sauf qu'ils gagnaient dix sols quand ils étaient employés à d'autres travaux ².

Le beurre manquait : Au dernier marché, disait le 6 vendémiaire an II la municipalité de Saint-Lo, la distribution du beurre avait été très difficile parce qu'il y en avait peu pour beaucoup de citoyens. Le Conseil fit tirer au sort par des gardes nationaux l'ordre dans lequel les sections se succéderaient au prochain marché pour l'achat du beurre ³.

On fut obligé aussi de distribuer l'huile selon certaines règles. Les familles de quatre enfants auraient un pot d'huile,

1. Arch. municipales Saint-Lo, D 31, Reg. cité, f^o 16.

2. Arch. municipales Saint-Lo, D 31, Reg. cité f^o 182.

3. Arch. municipales Saint-Lo, D 31, f^o 191.

celles au-dessous : une chopine. Les deux classes les plus indigentes participeraient seules à cette distribution qui s'effectuerait en commençant par la classe la plus pauvre ¹.

L'an II ne s'annonçait pas mieux au point de vue des subsistances. Le sixième jour du deuxième mois, la ville de Saint-Lo était à la veille de manquer de pain. Le Conseil du district fit appel aux municipalités en retard pour cette fourniture. Elles devraient apporter l'arriéré en plus de la quantité requise pour le marché du mardi suivant ².

Le 22 brumaire on craignit des désordres en présence de la disette : Saint-Lo n'avait reçu que 166 boisseaux au lieu de 854. La municipalité demanda au District d'extraire comme emprunt 200 boisseaux de grain moitié froment, moitié orge du magasin des subsistances ³.

Les accaparements continuaient. Déjà le 30 vendémiaire an II, deux « sommes » de beurre ayant été transportées sans passeports, avaient été saisies. Le Conseil de la commune de Saint-Lo décida de les faire vendre aux citoyens de la ville qui en manquaient ⁴.

Un accaparement de suif avait été dénoncé au District le 6 frimaire. Celui-ci ordonna au Conseil de la commune de Saint-Lo de réquisitionner tous les suifs et de les mettre à la disposition des « chandeliers ». Les noms des acheteurs seraient mentionnés sur un registre avec la quantité de chandelles livrées à chacun ⁵. Les perquisitions opérées le 26 frimaire chez les bouchers de la ville dévoilèrent l'existence de quantités de suif chez tous ⁶.

1. Arch. municipales Saint-Lo, D 31, f° 190.

2. Arch. Manche, L II 1006, Reg. cité, f° 78.

3. Arch. municipales Saint-Lo, D 31, Reg. cité, f° 26.

4. Ibid., f° 197.

5. Ibid., f° 32.

6. Ibid., f° 44.

Les bouchers de Saint-Lo n'étaient pas seuls à spéculer sur le suif. Leurs confrères de Percy agissaient de la manière la plus illicite. « Des bouchers, déclarait la municipalité de Percy, qui disent ne pas avoir de suif à vendre, tuent cinq ou six moutons par jour ». Ils vendent clandestinement le suif à prix défendu, le plus souvent à des étrangers, alors qu'en l'absence de résine le suif est indispensable. Ils furent requis d'entretenir de suif un citoyen désigné à charge pour celui-ci de fabriquer de « bonnes chandelles ».

Non contents de cette spéculation, les bouchers Percyais nourrissaient leurs concitoyens de viandes provenant de bêtes mortes ou malades. Indigné, le Conseil de la commune s'éleva contre ces honteuses pratiques : « Ceux qui se rendront coupables désormais des délits ci-dessus sont des monstres dans la société qui préfèrent les spéculations d'un vil intérêt au devoir sacré de soulager les besoins de leurs frères et qui veulent élever leur fortune sur les calamités publiques. La majeure partie d'entre eux osent encore se qualifier de patriotes. Qu'ils sachent qu'avant d'avoir droit à ce beau nom, ils doivent en remplir les devoirs, c'est-à-dire se conformer scrupuleusement aux lois et faire le sacrifice de tout ce qui est individuel à l'intérêt général. C'est un préalable indispensable qui caractérise les véritables amis de la chose publique et qu'ils doivent avoir toujours devant les yeux comme le but de la société et la règle de quiconque veut exister au milieu d'elle ». Le corps municipal décida de punir les délinquants avec toute la sévérité des lois : « Les dénonciations qui sous le règne du despotisme étaient toujours faites par les suppôts, imprimaient dans certaines occasions quelque chose d'avilissant, mais aujourd'hui qu'elles sont l'effet de la vertu, elles sont infiniment honorables ¹ ».

Le 24 frimaire, le Conseil de la commune de Saint-Lo taxa

1. Arch. municipales Percy, Reg. délib. Conseil général Percy, non folioté.

les journées de travail jusqu'au 1^{er} mars (vieux style) comme il suit : Charpentiers, couvreurs, maçons, menuisiers et autres, 1 livre 10 sols ; serveurs de maçons (1^{re} force), 1 livre 5 sols ; journaliers, piocheurs et autres, 1 livre ; femmes de 1^{re} force, 17 sols ; les autres femmes, 15 sols ¹.

La cherté de vie était extraordinaire : Les sabots étaient si chers que l'administration de l'hôpital dut faire abattre des arbres d'une de ses terres pour fournir le bois destiné à en fabriquer ².

La disette continuait de sévir. La commune de Carantilly fut obligée de recourir au système des bons. Il serait donné, décidait la municipalité le 20 frimaire, à chaque individu du blé pour faire 30 livres de pain et du sarrazin pour faire un repas par jour, pendant un mois. Ces 30 livres de pain seraient composées de froment, d'orge et d'avoine. Les commissaires réquisitionneraient d'abord du blé et du sarrazin chez les citoyens en ayant au-delà de leur semence et de leur consommation personnelle.

L'Administration du district veillait à tout avec le soin le plus minutieux dont voici un curieux exemple : L'ex-curé de La Meauffe avait été déporté. Le Conseil ordonna de s'occuper de nourrir les trois porcs qui étaient chez lui et de les vendre au marché de Saint-Lo ³.

Dans le but de conjurer la famine, l'Administration envoya de nouveau ses commissaires dans les communes en retard pour l'apport des grains au marché de Saint-Lo ⁴.

En réponse aux réquisitions du District, le Conseil de la commune de Carantilly exposa « le fâcheux tableau de la

1. Arch. municipales Saint-Lo, Reg. délibérations Conseil général Saint-Lo, f^o 42.

2. Ibid., Reg. du bureau de l'hôpital de Saint-Lo, f^o 49.

3. Arch. Manche, L II 1007, Reg. Conseil district, f^o 27.

4. Ibid.

misère des habitants ». Il n'existait, disait-il, que la valeur d'un quintal de tous grains par individu ». Le District pouvait envoyer des commissaires afin de s'assurer de l'exactitude des faits ¹. Là, il ne s'agissait pas d'un parti pris car la Municipalité du lieu faisait appel aux Conseils des communes de Coutances et de Périers pour leur « demander des secours fraternels ² ».

Cette commune de Carantilly, sous l'impulsion de son ardent procureur, tint d'ailleurs une conduite extrêmement intéressante et ses mesures furent empreintes d'un esprit de fraternité dont ne se souciaient guère les autres municipalités du district. « Considérant que tous les individus de la commune ne composent qu'une même famille, et qu'ils doivent partager leurs subsistances entre eux comme des frères » son Conseil mit les grains de toute espèce existant dans la commune en réquisition pour la nourriture de tous les habitants. Il enjoignit aux cultivateurs « au nom de l'humanité » de ne faire consommer aucun grain à leurs bestiaux. Les auteurs de fausses déclarations seraient regardés comme suspects. Ceux qui, sur réquisition de la municipalité, refuseraient de livrer du blé à ceux qui n'en auraient pas et d'en porter aux magasins militaires seraient déclarés suspects et rebelles et punis comme tels. L'arrêté prescrivant ces mesures était accompagné d'un tableau dressé à la suite d'un sérieux recensement des grains. On y relevait : 2.278 métans de froment ; 676 métans d'orge ; 1.600 métans d'avoine ; 2.700 métans de sarrazin, soit au total 7.234 métans, ce qui donnait à chacun des 1.538 habitants deux boisseaux trois quarts de métan. « Chose affligeante ! » Il n'y avait pas assez de blé pour la subsistance des citoyens. Il ne fallait point pour cela se décourager. « Mais, citoyens, ne nous déconcertons pas... espérons que

1. Arch. municipales Carantilly, Reg. délibérations Conseil général Carantilly.

2, Ibid,

la Providence veille toujours sur nous. Soyons toujours unis, liés ensemble comme des frères et de vrais républicains. Serrons nous ensemble. Soyons toujours fermes dans notre patriotisme. Repoussons avec courage et fermeté tous les tyrans de notre liberté... Citoyens, quoique nous n'ayons pas suffisamment de blé pour notre nourriture, tout le monde vivra¹ ».

Agneaux obéissait avec zèle aux ordres du District, nommait des commissaires pour procéder au recensement de toutes les espèces de grain que chaque sol peut produire, de la population de la commune, du nombre des voitures, des chevaux de trait et de selle, du nombre de quintaux de fourrage produit par la commune l'année précédente².

Le 3 nivôse, le Conseil de district constatait que sur quatorze municipalités, la plupart n'avaient fait apporter aucune espèce de grain. Les autres n'avaient expédié qu'une très faible partie de ce qu'elles avaient été requises de fournir. En présence de l'inutilité de tous ses appels et de la disette de Saint-Lo, le Conseil jugeant criminelle cette attitude arrêta que les maires et procureurs des communes rebelles comparaitraient le 8 nivôse pour rendre compte des mesures par eux prises pour les réquisitions. En cas de refus, ils seraient dès à présent déclarés suspects et comme tels mis en état d'arrestation. Cette décision leur serait notifiée par un gendarme³. Le 5, il prenait les mêmes dispositions à l'égard des officiers municipaux de Saint-Jean-des-Baisants et vis-à-vis de ceux d'Hébécrevon en retard pour apporter le bois destiné au service de la troupe.

La négligence extrême des municipalités dans l'application

1. Arch. municipales Carantilly, Reg. délib. Conseil général Carantilly.

2. Ibid. Agneaux, Reg. Conseil municipal Agneaux, f° 33.

3. Ces quatorze municipalités étaient : Saint-Martin-de-Bonfossé, Quibou, Esglandes, Bahais, La Meauffe, Cavigny, Clouay, Savigny, Saint-Jean-de-Daye, Mesnil-Angot, Le Désert, Mesnil-Durand, Rampan, Saint-Aubin-de Losques. Arch. Manche L II 1007 reg. Conseil district, f°s 29, 30.

du maximum et de la loi sur les accaparements était générale. Le District dut leur adresser des injonctions nouvelles. Elles rendraient compte des mesures prises par elles à ces sujets ; elles feraient surveiller les marchands de denrées de première nécessité ; elles veilleraient à l'approvisionnement des bouchers et des chandeliers ; elles empêcheraient les aubergistes de quartier d'acheter au-dessus du maximum, ce qui prive les autres citoyens de certaines denrées ; les comités de surveillance informeraient les municipalités des infractions portées à leur connaissance et dénonceraient à l'administration du district la négligence des municipalités ¹.

Le District ne cachait pas son opinion et dans une lettre au ministre de la guerre, il parlait de « l'inaction qu'ont mise les citoyens au moment de la promulgation du maximum ; elle a épuisé les fabriques et les boutiques de notre district ² ».

Les actes de coercition se renforçaient de plus en plus. Le 7 nivose, la commune de Carantilly déclarait qu'elle était dans la misère et que si elle ne recevait pas de secours des communes étrangères, elle se verrait « dans le cas de périr par la faim ». Toutefois, elle allait ordonner des réquisitions afin de réunir les 110 boisseaux de grain demandés par le District. « Si les individus refusent, ajoutait cette municipalité, nous leur déclarons qu'ils se rendent suspects à la loi et nous décernerons tous mandats d'arrêt contre eux ³ ».

Un citoyen de son ressort ayant refusé d'obéir à une réquisition destinée au magasin des substances de Saint-Lo, le Conseil de la commune de Remilly nomma le 12 nivôse un

1. Ces quatorze municipalités étaient : Saint-Martin de-Bonfossé, Quibou, Esglandes, Bahais, La Meauffe, Cavigny, Clouay, Savigny, Saint-Jean-de-Daye, Mesnil-Angot, Le Désert, Mesnil-Durand, Rampan, Saint-Aubin-de-Losques, Arch. Manche L II 1007 reg. Conseil district, f° 32.

2. Arch. Manche L II 1068 Reg. correspondance des administrateurs du district.

3. Arch. municipales Carantilly, Reg. délibérations Conseil Général Carantilly.

commissaire qui se transporterait chez ce cultivateur avec le nombre de personnes nécessaires pour battre, vanner le froment requis et l'envoyer à Saint-Lo ¹.

Saint-Lo était sans lumière. Le 13 nivôse au cours d'une perquisition on découvrit chez un commerçant une grande quantité de « rabette ». Comme il ne s'en trouvait pas dans la ville pour fabriquer de l'huile, on mit les graines en réquisition et on apposa les scellés sur le magasin. On opéra de même pour la graine de lin, le vinaigre, les liqueurs ².

Le 15 nivôse, le Conseil du district invitait la municipalité de Saint-Lo à perquisitionner chez les marchands passant pour avoir du chanvre et se refusant à le vendre, puisque le conducteur des travaux publics en manquait ³. Le 27, perquisition chez un boucher de Saint-Lo et réquisition de ses peaux pour les vendre aux tanneurs au prix du maximum ⁴. Le 24, nouvelle perquisition chez un commerçant et réquisition de morue pour aider à la subsistance des habitants de Saint-Lo ⁵.

La Commission des subsistances et approvisionnements de la République préconisait la culture de la pomme de terre, aliment particulièrement précieux en ces temps difficiles. Elle joignait une instruction sur cette culture. Le Conseil du district prit un arrêté le 23 nivôse prescrivant l'envoi de cette instruction aux municipalités, sociétés populaires et comités de surveillance. Il fut recommandé spécialement à la municipalité de Torigni de faire disposer le parc du château des Monaco pour y cultiver la pomme de terre ⁶.

1. Arch. municipales Remilly-sur-Lozon, Reg. délibérations, municip. Remilly 1791 an IV f° 75.

2. Arch. municipales Saint-Lo, Reg. délibérations Conseil Général Saint-Lo D 31 f° 53.

3. Arch. Manche L II 1007, Reg. cité f° 44.

4. Arch. municipales Saint-Lo, D 31, Reg. cité f° 67.

5. Ibid.

6. Arch. Manche L II 1008 Reg. conseil district f° 9.

A la suite de l'intervention de la Société populaire du lieu, la municipalité de Percy prévenait qu'un citoyen négligeait ses terres l'obligea à mettre en labour deux vergées $1/2$ de terre sur trois $1/2$ ¹.

Le 2 pluviôse, le Conseil du district décida d'envoyer aux municipalités, sociétés populaires et comités de surveillance une adresse du Département aux cultivateurs les engageant à fournir les grains nécessaires à l'approvisionnement des marchés et à celui des armées. La veille, le maire de Guilberville avait été dénoncé au District pour s'être opposé à un transport de grain destiné au magasin militaire de Saint-Lo.

Le Conseil du district fixait le prix de la cassonnade à 40 sols la livre et chargeait la municipalité de Saint-Lo de délivrer des bons et d'empêcher ainsi qu'il en fût vendu plus de 5 livres à aucun citoyen.

Le 6 pluviôse, il décida de prendre des mesures contre certaines municipalités qui, contrairement à la loi, avaient fait fournir des grains aux fermiers des émigrés. Elles devraient rétablir au magasin des subsistances militaires une égale quantité de grain ². Le 12, il demanda à la commune de Torigni l'état de situation de ses marchés et des réquisitions adressées à celle de Placy avec les quantités fournies. Il rappelait à la dignité la municipalité de Placy qui avait écrit au sujet des subsistances une lettre déplacée à celle de Torigni ³.

Les bestiaux se vendaient de gré à gré. Les espèces semblaient s'épuiser. Il en résultait une cherté excessive. Le Conseil de la commune de Saint-Lo fut amené à solliciter du District une augmentation de la viande et des suifs ⁴. Le marché

1. Arch. municipales Percy, Reg. délibérations Conseil Général Percy non folioté.

2. Arch. Manche L II 1008, Reg. Conseil district f^{os} 23, 24.

3. Arch. Manche L II 1008 Reg. conseil district f^o 31.

4. Arch. municipales Saint-Lo, Reg. délibérations Conseil Général, Saint-Lo D 31 f^o 73.

de la cité devenait si mal approvisionné de bétail que le 11 pluviôse, le même Conseil dut par voie de réquisition imposer à un cultivateur du Mesnil-Amey de conduire à Saint-Lo le lendemain 2 bœufs et 1 vache. Le Directoire du district statuerait après avis d'expert sur le prix de ces bêtes. Il fixerait en même temps le prix de vente de la viande aux citoyens de Saint-Lo ¹. Le Conseil du district avait approuvé cette réquisition ². Le 17, le District autorisa de nouveau le chef-lieu à requérir deux bœufs d'un citoyen du Désert pour l'hôpital et les malades de Saint-Lo ³. Il avait le 14, modifié le maximum du bœuf (1^{re} place), en le tarifant à 14 sols ⁴.

Le représentant du peuple Bouret, s'était occupé de la question des accaparements et son autorité avait encore stimulé l'activité de l'administration du district. En vertu de l'un de ses arrêtés, le Conseil nomma le 21 pluviose des commissaires chargés de prendre les mesures propres à découvrir les marchands vendant au dessus de la taxe ⁵. Le 24, il put écrire à Bouret : « Nous nous sommes empressés de mettre à exécution ton arrêté salulaire pour découvrir les accaparements et faire punir ceux qui vendront au delà du maximum. Nous avons à cet effet nommé des commissaires robustes en patriotisme et que nous croyons en même temps probes et dégagés de passions. Nous te rendrons compte de l'effet. Les perquisitions de comestibles se font activement et nous parviendrons peut-être à frapper l'égoïsme et l'avarice meurtrière qui voudraient ensanglanter une patrie dont ils sont indignes et qui frappera de son glaive tous les conspirateurs ; nous vous seconderons

1. Arch. municipales Saint-Lo D 31, Reg. cité f° 74.

2. Arch. Manche L II 1008 Reg. cité f° 31.

3. Ibid. f°s 40, 41.

4. Ibid. f°s 35, 36, 37.

5. Arch. Manche L II 1013 Reg. conseil district en comité secret f° 6.

de tout notre pouvoir et tu t'en convaincras par nos actions ¹ ».

L'administration du district n'exagérait pas au représentant du peuple l'activité déployée par elle contre les accapareurs.

Le 21 pluviöse, le Conseil de la commune de Saint-Lo avait désigné des commissaires chargés de faire dans les divers quartiers de la ville des perquisitions domiciliaires relatives aux objets de première nécessité ².

La pénurie cependant s'aggravait chaque jour. Le 22 pluviöse, en face de l'insuffisance du blé, le Conseil de la commune de Percy arrêta que, désormais, les permis délivrés pour en avoir comporteraient la moitié d'avoine ³.

Partout la chandelle manquait. Le 2 pluviöse, la municipalité de Saint-Lo dut demander au District l'autorisation d'en fabriquer ⁴. La veille, un commissaire de la municipalité avait assisté à l'abat de deux bœufs, afin de faire porter tout le suif à la maison commune ⁵. Le 30, le Conseil de la commune désignait un commissaire pour faire l'expérience de la conversion de 30 livres de suif en chandelle dont le prix serait fixé par le directoire du district ⁶.

Le défaut d'éclairage retardait l'expédition des affaires par la municipalité de Percy qui pour ce motif ne pouvait travailler la nuit. Les bouchers retenaient le suif et le vendaient au dessus de la taxe. Le Conseil de la commune les obligea, le 28 pluviöse, à fournir d'ici le 1^{er} germinal au moins une livre de suif, chacun, par décadi, pour le service des bureaux, des malades sous peine d'une amende de 20 livres ⁷.

1. Arch. Manche L II 1046, Reg. correspondance avec représentants du peuple n° 3 f° 1.

2. Arch. municipales, Saint-Lo D 31, Reg. cité f° 78.

3. Arch. municipales, Percy, Reg. délibérations, Conseil Général Percy non folioté.

4. Arch. Manche L II 1008, Reg. cité, f° 63.

5. Arch. Municipales Saint-Lo, D 31, Reg. cité f° 81,

6. Arch. municipales Saint-Lo D 31, Reg. cité f° 83.

7. Arch. Municipales Percy, Reg. délib. Conseil Général Percy, non folioté.

A la fin de pluviose, voici quel était l'état du district d'après le compte décadaire de la 3^e décade : « Ce district n'est point approvisionné de subsistances ; il y règne une telle pénurie de grains qu'une grande quantité de cultivateurs craignent de ne pouvoir conserver les semences d'orges et moutures qui se font ordinairement dans les mois de germinal et floréal ». D'après les renseignements pris, disait-on, le district peut subvenir aux approvisionnements en foin, paille et avoine nécessaires aux postes, relais et messageries de l'arrondissement, indépendamment des versements faits dans le magasin des fourrages militaires supposé qu'il n'en soit pas effectué d'autres. Ce district vient d'être requis le 19 pluviose par la commission des subsistances de fournir pour le port de Granville 910 quintaux de grains dont 700 en froment, 100 en seigle, et 110 en orge, outre les 750 quintaux précédents destinés au même endroit et réquisitionnés le 27 frimaire. Une réclamation a été adressée au Département mais sans fruit. On s'adresse donc à la commission pour obtenir justice. Si le district est obligé de fournir cette réquisition, ce ne pourra être qu'aux dépens de la modique subsistance des citoyens. Le tableau ci-joint ¹ du recensement à la dernière récolte prouve que, les semences prélevées, il ne reste aux habitants de subsistances que pour aller jusqu'au 1^{er} juillet soit 101.084 quintaux de grains à pain. Or la récolte des années les plus précoces ne commence qu'au 15 août. On attribue ainsi à chaque individu une livre par jour, ce qui ne peut suffire aux gens des campagnes. Les terres en froment, seigle et méteil ont été très bien ensemencées dans les saisons convenables et même il y a 1/20 de froment ensemencé de plus que l'an dernier. On a pris des précautions pour faire cultiver les terres

1. Cf Appendice.

des défenseurs de la patrie et pour dessécher les étangs ¹ ».

Le 2 ventôse, le Conseil du district obligeait les municipalités en retard à satisfaire aux réquisitions sous peine d'être déclarées suspectes ². Le 6, à l'instigation de l'agent national de la commune de Saint-Lo, on réquisitionna du beurre après perquisition chez le citoyen Guérin auquel on avait déjà réquisitionné de la rabette et de la morue. L'hôpital de Saint-Lo, en effet, manquait totalement de beurre.

Le Comité de surveillance de Tessy s'occupait sérieusement des accaparements, et en particulier des laines. Son président, le juge de paix Chapon, dénonçait à la municipalité les gens soupçonnés d'en détenir en cachette au delà des quantités déclarées et obligeait la municipalité à faire opérer chez eux des perquisitions. Il provoquait de même des perquisitions à propos des blés, imposait des mesures de rigueur à la municipalité au sujet des suifs que les bouchers vendaient clandestinement, empêchant ainsi la fabrication de la chandelle. La municipalité infligeait également des amendes aux bouchers qui vendaient la viande au-dessus du maximum ³.

A Torigni, les mégissiers manquaient d'alun pour préparer leurs peaux parce que des « marchands avides » le tenaient à un prix excessif ⁴.

Le 11 ventôse, le Conseil du district prit des mesures au sujet des cuirs. Par un arrêté, il ordonnait aux propriétaires de chênes d'en livrer l'écorce afin d'avoir le tan. Ainsi les tanneurs n'auraient plus aucun prétexte pour retarder la préparation des cuirs et les cordonniers ne pourraient retarder les

1. Arch. Manche L II 1045 Reg. compte décadaire du 21 nivose au 1^{er} ventôse an IV, non folioté ni divisé par numéros.

2. Arch. Manche L. II 1008, Reg. cité f^o 77.

3. Arch. municipales, Tessy-sur-Vire. Reg. municipal du bourg et paroisse de Tessy (1790 an II).

4. Arch. Manche, L II 1065, Reg. correspond. du bureau d'administration, f^o 16.

livraisons qui leur étaient demandées pour le service des armées. Les sociétés populaires seraient invitées à surveiller l'exécution de cet arrêté. Il serait adressé au représentant du peuple Bouret pour obtenir l'autorisation d'exécution ¹.

A Saint-Lo, les perquisitions continuaient chez le citoyen Guérin qui après avoir entassé du beurre, de la rabette, de la morue dans ses caves accaparait du merlu dont il avait 33.100 livres. Le Conseil de la commune, le 17 ventôse, lui permit d'en vendre 175 livres dans sa boutique, et en requit 200 livres qui seraient distribuées au public, avec des bons, au prix du maximum. Le 20, Guérin fut contraint d'en délivrer chaque semaine 500 livres en vertu de bons, à raison de 2 livres par personne ².

La viande était de plus en plus rare. Le District invitait les citoyens à s'en priver de manière à faciliter la fourniture qu'exigeaient les armées. On ferait entrer le poisson pour une grande part dans l'alimentation. Le Conseil du district se décida en conséquence à faire pêcher les étangs des émigrés. Cette pêche aurait lieu en présence de commissaires. On observerait à la vente « que les vrais sans-culotte » fussent les premiers à y participer. Il n'en serait délivré à personne au delà de la consommation. On en réserverait une certaine quantité à la commune du Rocher de la Liberté (Saint-Lo). Le poisson serait ainsi taxé :

Brochet, la livre, 10 sols; truite, la livre, 8 sols; tanche, la livre, 8 sols; anguille, la livre, 8 sols; carpe, la livre, 6 sols.

Comme la disette était générale, le district de Saint-Lo ne pouvait se contenter de pourvoir à son propre ravitaillement et il lui fallait venir en aide à d'autres districts déshérités. Un arrêté de la Commission des subsistances de la République

1. Arch, Manche, L II 1008, Reg. conseil district, f^{os} 92, 93.

2. Arch. municipales, Saint-Lo, D 31, Reg. cité, f^o 96.

lui ordonnait de fournir à celui d'Alençon 18.000 quintaux de grains dans l'espace d'un mois, à raison d'un tiers par décade. Le 22 ventôse, le Conseil du district pria cette Commission de le décharger, car lui-même était épuisé et demandait du secours. Cependant au milieu de sa détresse, désirant prouver sa bonne volonté « aux frères d'Alençon », il allait leur requérir 100 quintaux de sarrasin et 200 d'avoine qui seraient portés le 22 ventôse au Rocher de la Liberté où le district d'Alençon pourrait les faire prendre en payant comptant au taux fixé par la loi ¹. Le Conseil estimait que, tout calcul fait, le district de Saint-Lo avait du pain pour 40 jours au plus s'il était possible de réduire ses habitants à une seule livre par jour ².

Le 9 germinal, le citoyen Fromentin chargé de mission par le district d'Alençon près du district de Saint-Lo fit son entrée au Conseil. Lecture fut donnée de l'arrêté du district d'Alençon du 7 germinal, qui le délégua, et d'une lettre écrite aux administrateurs du district d'Alençon par la Commission des subsistances le 28 ventôse. Puis Fromentin prononça un discours où il décrivait la misère de sa malheureuse circonscription. Le président assura le district d'Alençon de sa compassion, mais il constatait que celui du Rocher de la Liberté était à la veille de subir le même sort. Après quoi, les membres du bureau des subsistances présentèrent le double d'un état adressé à la Commission le 1^{er} ventôse. En supposant qu'une population de 75.000 individus eût pu vivre avec 75.000 livres de pain par jour, c'est-à-dire avec une livre de pain par jour et par personne, il aurait dû rester au district du Rocher la quantité de 138.628 quintaux de grain signalée par la Commission des subsistances. Mais, un nouveau tableau formé sur la consommation de une livre et demie de pain par jour et par

1. Arch. Manche L II 1008. Reg. cit. f^{os} 114, 115, 116.

2. Ibid. f^o 116.

habitant, depuis la dernière récolte jusqu'au 1^{er} germinal, démontrait qu'il ne pouvait rester alors plus de 30.070 quintaux de tous grains. Le district ne pouvait pas même compter sur la totalité des 30.070 quintaux pour plusieurs raisons : Le rédacteur de l'état n'avait point déduit de la masse générale des récoltes qu'il contient les différentes quantités de grains versés sur ordre de la commission des subsistances par certaines communes à l'usage des districts de Vire et d'Avranches. Par suite de ses travaux pénibles le paysan consommait plus de deux livres de pain.

Le passage et le séjour très fréquent des troupes dans le district devenu frontière avait souvent doublé les consommations indépendamment de la solde en nature. Les deux levées en masse de 30.000 citoyens qui avaient sauvé le pays des Rebelles avaient encore occasionné une déprédation incalculable de subsistances. Enfin la pénurie des grains se faisait tellement sentir maintenant que les réclamations des communes arrivaient de toutes parts. Plusieurs d'entre elles avaient même dénoncé l'administration du district aux représentants du peuple pour défaut d'approvisionnement.

Devant ces arguments, dit le procès-verbal, les délégués d'Alençon ont paru convaincus. Le Conseil du district arrêta qu'il leur serait délivré 580 quintaux de tous grains ¹. Le 13 germinal, un commissaire du Conseil de la commune de Séez vint prier de hâter l'envoi du contingent assigné à Séez dans les grains requis pour le district d'Alençon. A quoi le Conseil du district de Saint-Lo répondit : « que même l'extraction de 580 quintaux expédiés à Alençon cause un déficit alarmant au marché du Rocher de la Liberté et à celui de Torigni, l'un des plus importants du district ». Le 19 germinal après avoir été

1. Arch. Manche L II 1909 Reg. Conseil district, fos 4, 5, 6.

rappelé à l'ordre par le pouvoir central, le Conseil du district déclara que « par respect pour la loi » les 18.000 quintaux seraient fournis au fur et à mesure au district d'Alençon. Cet arrêté serait adressé à la Commission des subsistances pour accélérer ses secours au Rocher de la Liberté ¹.

Prise entre la Commission des subsistances, le représentant du peuple et ses municipalités, l'Administration du district n'avait certes pas une situation aisée, d'autant qu'une défaillance suffisait à rendre suspect en ce temps de terrorisme. Elle stimula avec ardeur les municipalités dont, disait-elle le 25 floréal, la lenteur la surprenait ². Le 2 prairial, les communes étaient encore en retard et pour venir à bout de leur inertie le Conseil décida de leur envoyer à chacune deux gardes nationaux, qui y resteraient auprès des maires, officiers municipaux et agents nationaux jusqu'au complètement de la réquisition ³. En vérité, l'application de la loi de frimaire n'avait point augmenté le civisme des autorités rurales. Déjà l'arrêté du 14 ventôse des deux représentants du peuple dont Bouret, portaient réquisition de 1.500 quintaux de paille et 800 de foin à fournir par le district au magasin militaire ⁴.

Le 18 ventôse, le représentant du peuple Jean Bon Saint-André s'enquit de l'exécution des instructions du ministre de la Marine en date du 19 nivôse, sur le recensement et la livraison des chanvres. Le district en avait fort peu. Cependant le Conseil du district décida que tout ce que l'on pourrait en rassembler serait envoyé à Brest ⁵.

Le 29 ventôse le Conseil du district avait pris de nouvelles mesures pour la culture des pommes de terre. Son arrêté

1. Arch. Manche L II 1009. Reg. Conseil district, f° 23.

2. Arch. Manche L II 1008. Reg. cit. f° 69.

3. Ibid. L II 1009. Reg. cit. f° 77.

4. Ibid. L II 1008. Reg. cit. f° 77.

5. Ibidem. f° 24.

prescrivait que les municipalités, dès réception, assigneraient à chaque citoyen la quantité de terrain qu'il devrait préparer pour recevoir la semence. Ce terrain devrait être ensemencé en germinal prochain. En même temps, le Conseil priait le Comité de Salut Public d'accélérer l'envoi de la semence pour le terrain préparé. Les comités révolutionnaires étaient chargés de surveiller l'exécution de l'arrêté¹.

Les spéculations des bouchers qui cachaient le suif pour le vendre au-dessus du maximum privaient les citoyens de Saint-Lo de lumière puisqu'elles empêchaient de fabriquer de la chandelle. Les corps constitués, les ateliers de la République voyaient ainsi leurs travaux entravés. Le suif, en outre, entraît dans la préparation des aliments. Le Conseil de la commune de Saint-Lo fit un arrêté et une proclamation défendant de tuer des animaux sans avoir préalablement averti la Municipalité. Le suif serait porté au Poids National où il serait vendu au taux du maximum sous peine de 300 livres d'amende à tout contrevenant, et de 8 jours de prison avec confiscation des animaux².

La Municipalité de Saint-Lo délivra au maire de Souilles de la graine de « rabette » pour fabriquer de l'huile qu'il rapporterait à Saint-Lo³.

Par un arrêté du 28 germinal, le représentant du peuple Lecarpentier avait ordonné un recensement général des grains dans les quatre départements de sa division : Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord, Morbihan, Manche. La pénurie des subsistances annoncée par une multitude de communes tant du département de la Manche que des départements voisins et la nécessité des reversements puisés dans les communes qui auraient

1. Arch. Manche L II 1008. Reg. cit. f^{os} 124, 125.

2. Arch. municipales Saint-Lo D 31 Reg cité f^o 101.

3. Ibid. f^o 102.

encore le plus de grains amenaient cette mesure. Les municipalités de ces districts procéderaient à l'opération dans le plus bref délai possible. L'Administration aimait à croire qu'elle n'aurait jamais aucun coupable « à présenter sous le glaive vengeur des lois éludées ou enfreintes ».

Le représentant du peuple avait ordonné en outre que le battage des grains encore en gerbes fût terminé dans le cours de la décade. En cas d'insuffisance d'ouvriers, arrêtait le District, les municipalités en fourniraient aux cultivateurs et la précipitation du battage ne devrait pas empêcher d'extraire des gerbes la totalité des grains. Il faudrait vérifier les déclarations que tous les citoyens étaient tenus de passer aux greffes de leur municipalité sous huitaine, de la quantité de leur approvisionnement, tant en grains qu'en farine ¹.

La municipalité d'Agneaux donna des instructions aux cultivateurs le 15 germinal en vue de l'exécution des ordres du citoyen Lecarpentier. En même temps elle indiqua à chaque cultivateur la quantité de terrain à ensemer en pommes de terre ². La municipalité d'Amigny dressa un tableau imposant à chacun ce qu'il devrait mettre en culture de pommes de terre. Le total était de deux vergées une perche ³.

Le 9 germinal, sur la requête du Directoire du district, le Conseil de la commune de Saint-Lo avait désigné des commissaires chargés de dresser les états de recensement des bestiaux et animaux ruraux actuellement existant dans la commune avec désignation de ceux qui sont nécessaires pour l'agriculture et la nourriture des habitants et propres à en propager l'augmentation ⁴.

¹ Arch. Manche L II 1009, Reg. conseil district f^{os} 2, 3.

² Arch. Municipales Agneaux, Reg. municip. d'Agneaux f^{os} 68, 69.

³ Arch. Municipalité d'Amigny, 2^e Reg. municip. Amigny f^o 16.

⁴ Arch. Municipales Saint-Lo, Reg. délibérations Conseil Général Saint-Lo D 31, f^o 103,

La crise était telle que les comptes décadaires pour la première décade de germinal la dépeignaient ainsi « Les habitants de ce district sont dans une extrême pénurie de grains de toute espèce. D'après les renseignements que le bureau des subsistances s'est procurés, les terres ne peuvent être totalement ensemencées en orge et en sarrasin s'il ne vient des secours extérieurs. Les communes les plus fertiles sont épuisées et n'ont pas pour 35 jours de subsistance, semences prélevées. Plus de 50 d'entre elles sur 109 que ce district contient n'ont pas pour dix jours de vivres ». Les réquisitions qui auraient dû fournir 910 quintaux de grains n'étaient point totalement exécutées par le défaut de grain ¹. L'agent national écrivait le 11 germinal au Comité militaire de la Convention : « J'aurais lieu de me flatter que notre district continuerait de jouir de la tranquillité sans l'extrême disette des subsistances qui se fait éclater de plus en plus ² ».

Le 24 germinal le Conseil du district adopta un projet de lettre à la municipalité et au Comité révolutionnaire du Rocher de la Liberté. Cette lettre était motivée par une dénonciation du Comité révolutionnaire de Torigni. Il reprochait au chef-lieu de violer la loi du maximum ³. Ce comité de Torigni était singulièrement ardent, puisque l'administration dut calmer « les esprits de ses membres » à propos de la disette de beurre, de viande, lait et bois qui régnait dans la petite ville ⁴.

On continuait à se préoccuper de l'ensemencement. D'accord avec le Comité révolutionnaire de la commune, le Conseil de Mesnil-Véneron prit un arrêté fixant à chacun la quantité de

1. Arch. Manche L II 1045 Reg. compte décadaire du 21 nivose an I au 1^{er} ventose an IV, ni numéroté ni folioté.

2. Arch. Manche L II 1070 Reg. correspondance agent national et procureur syndic district f^o 7.

3. Arch. Manche L II 1009 Reg. cité f^{os} 29, 30.

4. Ibid. L II 1064 Reg. correspondance avec Comité surv. N^o 72,

vergées de terre qu'il devait « disposer et labourer en sarrasin ¹ ».

Le compte décadaire de la 3^e décade de germinal représentait ainsi la situation : De plus en plus le district est menacé d'une affreuse disette. Les marchés de la commune du Rocher la Liberté, Torigni, Tessy, Canisy et Marigny qui sont les seuls du district ne sont plus approvisionnés malgré les réquisitions réitérées. La distribution du grain à celui de Torigni s'est faite pour cette décade à raison de douze onces par individu par jour ; les détenus à la maison d'arrêt au nombre de 220 qui est située dans cette commune réclament et demandent la mort la plus prompte plutôt que de les laisser mourir de faim. L'approvisionnement de ces marchés a manqué rapport aux réquisitions de 1.800 quintaux faites sur ce district en faveur de celui d'Alençon par la Commission des subsistances. Elle s'exécute maintenant par les mesures rigoureuses qu'on a prises à ce sujet et ce n'est qu'aux dépens de la propre subsistance et des semences en orge que l'on a suspendues dans plusieurs communes ² ».

Le 1^{er} floréal an II, le Conseil du district arrêta qu'il serait écrit aux agents nationaux des communes pour les charger de faire exécuter l'arrêté du Comité de Salut public sur la réquisition du huitième des cochons de la République. ³ A la fin de la première décade de floréal, ce recensement était presque terminé : le district n'en fournirait pas plus de 40 gras de plus d'un an. ⁴

La réquisition pour le district d'Alençon fut suivie d'une autre de 2.800 quintaux d'avoine et 2.000 quintaux de paille dépendant de la réquisition sur le département de la Manche

1. Arch. Mesnil-Véron, Reg. municipalité Mesnil-Véron 1792-1815, fo 72.

2. Arch. Manche L II 1049, Reg. cité.

3. Ibid. L II 1009, Reg. cité fo 37.

4. Ibid. L II 1045, Reg. cité.

prescrite par l'arrêté de la Commission des subsistances du 25 germinal ¹.

Le représentant du peuple Bouret avait pris un arrêté relatif au recensement des grains dans le département. Ce recensement devait être vérifié dans chaque district par des commissaires appartenant à un autre district. Ce furent 18 commissaires du district de Coutances qui vérifièrent dans celui de Saint-Lo, ² tandis que les commissaires du district de Saint-Lo vérifiaient dans celui de Carentan ³.

L'agiotage persistait sur les marchés, et le 6 floréal, les citoyens adressèrent au Département une pétition à ce sujet. Celui-ci décida de la transmettre au représentant du peuple Bouret en le priant de prendre des mesures de répression ⁴.

Les cultivateurs coupables étaient cependant punis. A la date du 17 floréal, on lit que deux cultivateurs étaient internés depuis sept mois pour n'avoir pas fait exécuter les réquisitions dans leur commune où l'un était maire, l'autre greffier ⁵.

Le 11, un cultivateur de Saint-Jean-de-Savigny qui avait refusé de déférer aux réquisitions pour le battage de ses grains et avait insulté les officiers municipaux fut conduit à la maison d'arrêt. Il fut relâché le lendemain, mais afin de continuer le battage sous la surveillance de la municipalité ⁶.

Le blé devenait si rare que dans la commune de Percy presque tous les cultivateurs se refusaient à en livrer sous prétexte qu'il ne leur restait que leur provision personnelle pour attendre la récolte. Le Conseil de la commune arrêta que tous les citoyens seraient tenus d'obéir aux réquisitions quand ils auraient encore plus d'un demi-métan de blé pour chaque

1. Arch. Manche L. II 1009, Reg. cité f° 42.

2. Arch. municipales Saint-Lo, Reg. Conseil Général Saint-Lo D 31 f° 13.

3. Arch. Manche L II 1008, Reg. cité f° 50.

4. Ibid. L 55 Reg. directoire département f° 87

5. Ibid. L II 1009 Reg. cité f° 42.

6. Ibid. f° 49.

personne de leur maison, déduction faite de la quantité nécessaire à l'ensemencement. La confiscation serait prononcée contre les contrevenants sans jugement, sur simple constatation d'un membre du Conseil. Le Conseil désignait en outre des commissaires chargés de procéder à des réquisitions. Le blé des délinquants serait confisqué et ils auraient à payer une amende égale au prix du blé dissimulé par eux ¹.

A Saint-Lo, il y avait encore des infractions à la loi du maximum commises par des bouchers et autres marchands ². Dans le but d'enrayer la pénurie des denrées, comme l'avait décidé le District, on avait pêché des étangs d'émigrés : celui des Grimaldi de Torigni, celui de la Gonivière à Saint-Louet, ceux de Semilly, celui de la Roque à Sainte-Croix ³.

Quant aux mesures prises pour la culture des pommes de terre, elles n'eurent pas l'approbation de la Commission d'Agriculture et des Arts. Cette commission écrivit même à l'Administration du district le 23 floréal en la blâmant d'avoir ordonné aux cultivateurs sur 100 vergées d'en réserver une à la culture des pommes de terre. La Convention nationale, seule, ajoutait la lettre, a le droit d'ordonner de tels changements. La prospérité de la République doit être fondée sur l'agriculture et les progrès de l'agriculture ne peuvent reposer que sur la liberté et la sûreté des propriétés ⁴.

L'agent national de Saint-Lo, le 10 prairial, requit le Conseil de faire surveiller les bouchers et de leur réclamer chaque décade un état exact et vérifié des cuirs provenant de l'abat du bétail en distinguant ceux qui étaient vendus et ceux qu'ils avaient encore. Il fallait arrêter « les spéculations sor-

1. Arch. municipales, Percy, Reg. délibérations conseil général Percy, non folioté.

2. Arch. municipales, Saint-Lo D 31 Reg. cité f° 107.

3. Arch. Manche L 2 1020, Reg. directoire district f° 31.

4. Ibid. L 1 335.

dides ou les vues plus criminelles encore des bouchers qui refusent de vendre leurs cuirs et les gardent dans leur séchoir plutôt que de les livrer à la fabrication ». Le Conseil décida de publier cette requête de l'agent national. Les contrevenants seraient cités et jugés ¹.

Le 11 prairial, le Conseil du district arrêta que les municipalités du ressort seraient invitées à apporter au marché du Rocher de la Liberté du beurre et des œufs qui manquaient totalement ².

La disette s'aggravait de plus en plus et l'on donne ces lignes significatives dans le compte décadaire de la 2^e décade de prairial : « Nous avons invité les officiers municipaux de plusieurs communes à partager le peu de subsistances qui leur restent avec les malheureux qui venaient dans nos bureaux nous demander du pain ³.

Le 20 prairial, à Moon, au cours de la fête célébrée au Temple de l'Eternel, des manifestations séditieuses avaient eu lieu. Des citoyens et citoyennes s'y étaient précipités avec des menaces à l'égard des autorités locales : « Bougre de municipalité, tu nous laisses mourir de faim après nous avoir fait porter nos blés à Saint-Lo. Si tu n'avais pas déjeûné, tu ne chanterais pas ». Le 26, informé de ces faits par un procès-verbal du Comité révolutionnaire de la commune, le Conseil du district ordonna l'arrestation des coupables et leur incarcération à la maison d'arrêt du Rocher la Liberté. On les renvoya chez eux ensuite sous la surveillance des autorités de Moon car leur excitation était causée par la faim. Depuis quelques jours ils n'avaient mangé que des choux mêlés avec de la farine de sarrasin ⁴.

1. Arch. municipales, Saint-Lo D 31, Reg. cité f^o 138.

2. Arch. Manche L II 1009, Reg. cité f^o 87.

3. Arch. Manche L II 1045 Reg. cité.

4. Arch. Manche L II 1013 Conseil district en comité secret f^{os} 36, 37.

La commune de Carantilly qui avait déjà exposé sa misère au District en lui démontrant la difficulté de faire transporter 350 quintaux de grain à Saint-Gilles était en retard le 16 prairial de 248 quintaux sur ses réquisitions. L'agent national du district y avait donc envoyé comme garnisaires deux gardes nationaux, jusqu'à complète exécution des réquisitions. Le Conseil de la commune désigna les cultivateurs en retard aux gardes nationaux. Ces cultivateurs, décida-t-il, en plus de la nourriture et du logement, paieront à chacun cinq livres par jour ¹.

La plus rigoureuse économie avait cependant été observée par l'Administration. Les cultivateurs avaient adressé de multiples demandes de grains pour l'ensemencement. Tout en y satisfaisant, on avait prescrit aux municipalités d'en surveiller l'emploi. ²

Devant la pénurie de toutes les matières de première nécessité, le Gouvernement envoyait des secours. C'est ainsi que le 14 floréal, le Département avait attribué au district 2.031 livres de savon sur les 13.758 livres qui lui étaient parvenues. ³

Cerisy-la-Forêt se trouvait dans la plus grande détresse. Les communes désignées pour lui fournir des subsistances ne lui apportaient rien. L'administration du district refusait de lui permettre d'envoyer une garnison dans les localités récalcitrantes. Le 1^{er} messidor, le Conseil de la commune décida d'adresser au représentant du peuple Lecarpentier à Port-Ma'lo une lettre pour obtenir l'autorisation de réquisitionner 600 quintaux de blé dans le district de Carentan. ⁴

1. Arch. municipales Carantilly Reg. délibérations Conseil Général Carantilly.

2. Arch. Manche L 2 1031 Reg des subsistances.

3. Arch. Manche L 2 1055 Reg. direct département fo 91.

4. Arch. municipales Cerisy-la-Forêt 2^e registre conseil général Cerisy-la-Forêt fo 99 x.

A Saint-Lo, il passait beaucoup de troupes. En raison de la rareté des subsistances, le 18 messidor, le Conseil du district recommanda la plus stricte économie pour ces troupes. ¹

Le 3 messidor, le District avait écrit à la Commission du commerce et des approvisionnements pour lui demander des secours en subsistances. La Commission répondit, le 16, par un refus. D'après l'état de situation dressé d'après le dernier recensement des grains, elle avait reconnu que les ressources mettaient dans le cas d'attendre la récolte prochaine. Dès qu'elle aurait reçu l'état des grains provenant du paiement en nature des contributions qui avaient été versées au magasin national et de celles qui restaient à y verser, elle pourrait autoriser l'administration à disposer d'une partie ².

L'arrêté du Comité du Salut public du 11 prairial an II renfermait des dispositions au sujet de la fixation du prix des journées de travail pour la récolte. Conformément aux ordres reçus, les communes du district avaient fixé le prix de la journée et envoyé le tableau ainsi dressé à l'Administration ³. D'après ces tableaux, le 24 messidor, le Conseil du district prit à son tour l'arrêté suivant : Tous les manouvriers et journaliers des deux sexes seraient obligés de s'employer au travail de la récolte, sous peine d'être traités comme suspects. Les cultivateurs seraient chargés de nourrir les gens qu'ils emploieraient à leur récolte pendant la durée du travail.

Le maximum de salaire des ouvriers par jour et pour tout

1. Arch. Manche L 2 1010 Reg Conseil district f° 12.

2. Ibid., f° 14.

3. Quelques exemples : le Conseil de la commune de Percy fixait ainsi la journée : hommes 20 sols ; femmes 12 sols. Le salaire ne comprenait pas la nourriture. Le transport des récoltes ayant toujours lieu rapidement à la suite d'une entr'aide, il n'était rien taxé à cet égard (arch. Mnnicipales Percy, Reg. délibérations du Conseil général Percy, non folioté).

Le tableau de Saint-Lo était plus détaillé : en outre de la nourriture les faucheurs et botteleurs de foin recevaient 30 sols par jour, les scieurs et gerbeurs de grain 21 sols, les faucheurs de petit grain 30 sols, etc... Arch. Municipales Saint-Lo, Reg. délibérations Conseil général Saint-Lo, D 31, f° 151.

genre de travail était ainsi fixé dans tout le district du Rocher de la Liberté : faucheurs : 2 livres 15 sols ; faneurs : 18 sols ; botteleurs de foin : 1 livre 15 sols ; scieurs et lieurs de blé : 1 livre 10 sols ; une charrette attelée de quatre chevaux avec son conducteur : 10 livres ¹.

Le 6 messidor, les municipalités de Torigni et de Giéville étaient invitées à se concerter pour faire les récoltes dans les parcs et fonds de Grimaldi

Les autorités mirent toute leur activité au service de la moisson. Le 11 thermidor, sur la requête des Directoires des districts de Bayeux et de Saint-Lo, la municipalité d'Agneaux engageait les ouvriers disponibles à se rendre à Bayeux et à Saint-Lo pour travailler aux récoltes ².

« La moisson des seigles est commencée, écrivait le 14 thermidor le District au directeur des subsistances militaires, peu importante dans notre district puisqu'on n'en cultive que pour faire des liens. Celle des autres grains ne pourra être achevée qu'à la fin de fructidoren cas que le temps le permette et plusieurs communes ont avancé la coupe de leurs grains par le besoin de nourriture ³ ».

Le décret du 8 messidor ordonnait un recensement général de tous les grains et fourrages qui pourraient se trouver dans les communes. Une lettre de la Commission du commerce et des approvisionnements datée du 26 messidor, à ce sujet, était également parvenue à l'Administration ⁴. Les municipalités commencèrent le recensement en thermidor et nommèrent des commissaires pour y procéder ⁵.

1. Arch. Manche, L II 1008, Reg. Conseil district, f° 19.

2. Arch. Municipales Agneaux, Reg. municipalité Agneaux, f° 101.

3. Arch. Manche, L II 1056, Reg. Bureau des subsistances, non folioté.

4. Arch. Manche, L II 1010, Reg. Conseil district, f° 39.

5. Celle de Carantilly nomma même six commissaires « pour se transporter dans les champs et prendre le compte des gerbes et ensuite en rapporter le compte exact à la municipalité ». Arch. Municipales Carantilly, Reg. délibérations Conseil général Carantilly.

Les réquisitions continuaient à pleuvoir sur le district de Saint-Lo. Le 2 messidor, le Directoire du département fixait le contingent du district pour l'armée des côtes de Cherbourg à 30.000 boisseaux d'avoine, mesure de Paris, 3.000 quintaux de paille et 1.000 quintaux de foin ¹. Le 12 thermidor, la Commission du commerce et des approvisionnements lui adressait une réquisition de 1.000 quintaux de sarrasin au profit du district de Caen pour servir de semence. Le Conseil de district arrêta qu'ils seraient fournis sans délai ². Le 11, 12.000 quintaux de froment et 4.600 quintaux de seigle étaient requis pour la marine de Port-Malo ³. Le 12 thermidor, cette même commission du commerce et des approvisionnements imposait la Manche pour 25.000 quintaux de paille, 25.000 quintaux de foin et 15.000 quintaux d'avoine. Le Directoire du département en répartit 3.500 quintaux de foin, 4.250 quintaux de paille et 2.700 quintaux d'avoine sur le district de Saint-Lo ⁴.

Et la disette continuait à sévir.... Le 28 thermidor, les officiers municipaux du Rocher de la Liberté furent obligés de demander au Directoire du district de leur accorder 150 quintaux de sarrasin sur le magasin des subsistances ⁵.

Quoique l'énergie des sanctions eût animé le zèle des municipalités et amené les paysans à plus de docilité, on dissimulait parfois encore de la farine. A la suite d'une perquisition, les officiers municipaux de Fervaches et leur agent national avaient apposé les scellés sur les poches de grains d'un de leurs administrés. Dans une deuxième visite, ils constatèrent qu'en découssant une poche par en bas on avait enlevé plus d'un boisseau de blé. Indignés de ce qu'on avait essayé de leur

1. Arch. Manche, L II 1009, Reg. cité, f° 113.

2. Arch. Manche, L II 1010, Reg. cité, f° 53.

3. Ibid., f° 58.

4. Arch. municipales L 55 Reg. directoire département f° 159.

5. Arch. Manche L II 1031 Reg. des subsistances f° 1070.

« jouer un pareil tour », ils décidèrent de fournir ce grain à la réquisition du Rocher la Liberté. Les deniers provenant de la vente seraient employés selon les termes de la loi sur les accaparements et recèlements de grains ¹.

La municipalité d'Agneaux désignait des herbages vacants, le 29 messidor, pour recevoir des bœufs maigres destinés à l'approvisionnement du Rocher la Liberté ².

Le Conseil de la commune de Saint-Lo, le 11 thermidor, donnait de nouveau des ordres pour la stricte exécution de la loi du maximum ³.

La disette d'huile, de chandelle persistait à Saint-Lo. Le Conseil de la commune, considérant que l'on pouvait extraire des noix une huile propre non seulement à éclairer mais encore à peindre les voitures destinées au transport des canons invitait, le 29 thermidor, les citoyens à s'abstenir de l'usage des noix au moment où elles seraient assez mûres pour faire de l'huile. Les marchands fruitiers ne pourraient vendre de noix en cerneaux sous peine de 10 livres d'amende la première fois, confiscation de tous les fruits de leur boutique, et 50 livres d'amende en cas de récidive ⁴.

Dès le 9 thermidor, la municipalité de Saint-Lo avait adressé une pétition à l'Administration du district, en vue de la réquisition dans toute l'étendue du ressort des graines de lin pour la fabrication de l'huile ⁵.

En même temps avait lieu le recensement des laines.

Le Département avait reçu le 11 thermidor 7.432 livres de savon. Il en attribua 982 livres au district de Saint-Lo ⁶. Le 2

1. Arch. municipales Fervaches Reg. délibérations Conseil Général Fervaches f° 25.

2. Arch. municipales Agneaux Reg. municipalité Agneaux f° 89.

3. Arch. municipales Saint-Lo, Reg. délibérations Conseil Général Saint-Lo D 31 f° 172.

4. Arch. municipalité Saint-Lo D 31 Reg. cité f° 172.

5. Ibid. f° 170.

6. Arch. Manche L 55 Reg. directoire département f°s 154, 155.

thermidor, en vue de la distribution du savon accordé à la ville, le Conseil de la commune du Rocher de la Liberté décida de commencer le 5 thermidor le recensement de ses habitants ¹.

Un certain nombre de cultivateurs apportaient au marché de Saint-Lo des grains mal vannés et les vendaient au prix du maximum malgré leur impureté. Le Conseil de la commune, le 2 fructidor, chargea deux boulangers de la ville de procéder à la visite des grains ².

Le Conseil du district constata que le défaut d'approvisionnement des grandes communes en denrées de première nécessité ne venait « que de la mauvaise volonté et de l'égoïsme des cultivateurs qui les gardent jusqu'à ce qu'un prix prescrit par la loi les arrache à leur cupidité ». Il prit en conséquence deux arrêtés : l'un ordonnant à toutes les municipalités un recensement des cidres possédés par les particuliers dans leur ressort ; l'autre, prescrivant la vérification des graines oléagineuses dans les communes, pour remédier par l'emploi de l'huile à la pénurie de chandelle ³.

Le compte décadaire du 9 fructidor constatait que la réquisition de 16.800 quintaux de froment et de seigle en faveur de la marine de Port-Malo était en voie d'exécution ⁴.

Les distributions de grain, par contre, s'effectuaient difficilement dans la ville de Saint-Lo. Le Conseil de la commune décida de faire présenter au président de la société populaire un mémoire à ce sujet ⁵.

Plusieurs municipalités se plaignaient du défaut d'approvisionnement de leurs marchés, en beurre, œufs, cidre, bois, etc... Le Conseil du district prit à nouveau des mesures pour

1. Arch. municipalité Saint-Lo D 31, Reg. cité, f° 167.

2. Ibid. Saint-Lo Reg. police municipale Saint-Lo, f° 121.

3. Arch. Manche L II 1010 Reg. cité, f°s 73, 74.

4. Ibid. L. II 1045 Reg. cité.

5. Arch. municipales Saint-Lo D 31 Reg. cité, f° 182.

la répartition des denrées et la tranquillité des marchés ¹. Le 19 fructidor, des femmes avaient été condamnées pour avoir vendu du cidre au dessus du maximum à la foire Saint-Gilles ². Il ordonna des perquisitions chez des négociants pour voir les quantités de cidre existant chez eux ³.

Le Conseil de la commune de Percy luttait contre le transport illicite du blé. Comme le bureau municipal ne pouvait suffire à la délivrance des permis de transport et qu'au milieu de l'affluence certains citoyens réclamaient de nouveaux permis le soir après en avoir obtenu le matin, le Conseil désigna trois commissaires pour chaque section de la commune. Ils seraient chargés sur leur section de la délivrance des permis ⁴.

L'arrêté du Comité du salut public du 12 germinal an II ordonnait un rassemblement de chiffons dans toute la République pour la fabrication du papier et invitait le District à dresser l'état de ceux qui auraient été recueillis par les municipalités de l'arrondissement. Les sommes en provenant seraient attribuées aux indigents de chaque commune ⁵. Le 1^{er} messidor, le Conseil de la commune de Saint-Lo requérait tous les citoyens de porter au District dans un délai de trois jours au plus tard les parchemins inutiles en leur possession. Les citoyens ayant des lettres de maîtrise ès-arts, bachelier, licencié, docteur, étaient également requis de les adresser au secrétariat du District. ⁶ Le 11 fructidor, la Commission du Commerce et des approvisionnements écrivit à l'Administration du district disant qu'il existait dans la circonscription du Rocher La Liberté plusieurs fabricants de papier qui réclamaient des chiffons. Elle avait compris leurs pape-

1. Arch. Manche L II 1010 Reg. cité, f° 102.

2. Arch. municipales Saint-Lo Reg. police municipale Saint-Lo, n° 47, f° 129.

3. Ibid. D 31 Reg. cité, f° 184.

4. Arch. municipales Percy. Reg. délib. Conseil Général Percy non folioté.

5. Arch. Manche L I 342.

6. Arch. municipales Saint-Lo D 31 Reg cité f° 155.

teries dans la répartition générale des chiffons qui venait d'avoir lieu. Ces papeteries étaient celle de Saint-Quentin et celle de Marigny ¹.

La pénurie de cuir se faisait sentir à tel point que les cordonniers ne pouvaient s'en procurer ². Dès le 1^{er} prairial, les tanneurs écrivaient au District au sujet de leur manque d'approvisionnement ³. Le 18 floréal, l'Administration prit un arrêté pour vérifier la situation de chaque tannerie ⁴.

Le troisième jour des Sans-Culottides, le Conseil de la commune du Rocher La Liberté prenait des dispositions en vue de la vente du beurre et des œufs obtenus pour le prochain marché par des réquisitions du Directoire du district dans les communes du voisinage. Chaque citoyen ne s'approvisionnerait que pour très peu de temps au prix du maximum selon le nombre des membres de sa famille. Une carte serait remise à la maison commune aux gens qui auraient apporté des œufs et du beurre pour leur en donner décharge auprès de leur commune ⁵.

L'an III commença mal pour les subsistances dans le district. La chute de Robespierre avait marqué la fin du régime de la Terreur. Si ce régime avait fait de nombreuses victimes, il avait obligé tous les citoyens à concourir au salut public sinon par amour du bien général, du moins par crainte des sanctions révolutionnaires. Vendémiaire amena une recrudescence d'accaparements, de fraudes contre le maximum. La dépréciation de l'assignat était de 54 livres pour 100 livres de numéraire dans la Manche. Le Conseil du district semblait redouter plus de troubles dans les marchés qu'auparavant.

1. Arch. Manche L 1 342.

2. Arch. Manche L II 1010 Reg cité f^o 105.

3. Arch. Manche L II 1009 Reg cité f^o 95.

4. Arch. Manche L II 1068 Reg correspondance des administrateurs n^o 221.

5. Arch. municipales Saint-Lo D 31 Reg cité f^o 189.

Une lettre de la Commission du Commerce et des Approvisionnements se plaignait que la loi du maximum ne fût même pas exécutée dans les manufactures du district ¹. A Airel, on la violait ouvertement, et le 2 vendémiaire, le Conseil du district arrêta que des commissaires seraient envoyés au marché de cette localité pour empêcher les infractions. En cas de contravention, ils confisqueraient les denrées. De la gendarmerie les accompagnerait afin de maintenir la tranquillité².

Plusieurs marchés du Calvados, voisins du district, ne faisaient pas observer le maximum. Attirés par l'appât du gain, les paysans y portaient leurs denrées et le district était dépouillé particulièrement de beurre et d'œufs. L'Administration écrivit à ce sujet à la Commission du Commerce et des Approvisionnements.

Le 5, l'agent national de Carantilly engageait ainsi la municipalité à sévir : « Citoyens officiers, il se manifeste chez plusieurs citoyens une récalcitration à l'obéissance aux réquisitions que la municipalité délivre soit pour fournir des approvisionnements pour les marchés du Rocher de la Liberté, par les réquisitions de l'administration du Rocher de la Liberté, ou pour faire livrer la subsistance à des citoyens qui ne récoltent pas pour une année entière. C'est ne pas vouloir reconnaître les corps constitués et ne pas vouloir obéir à la loi. Il est essentiel que la municipalité prenne des mesures pour faire respecter la Révolution ». Le Conseil de la commune, à l'unanimité, décida l'envoi de deux gardes nationaux payés à raison de 2 livres 10 sols chacun, plus la nourriture et le logement, chez les citoyens qui refuseraient de se conformer aux réquisitions de la municipalité. La municipalité ne requérait

1. Arch Manche L II 1010 Reg cité f° 107.

2. Ibid., f° 110.

que les cultivateurs connus pour avoir des grains à livrer, soit pour les besoins urgents de la République, soit pour la subsistance des habitants de la commune qui ne récoltaient point ¹.

Le Conseil de Percy déclarait le 1^{er} vendémiaire que la commune ne pouvait approvisionner les marchés de Villedieu et de Hambye comme elle en était requise. Deux cents maisons de Percy achetaient du blé ².

Pour avoir du beurre, le 13 vendémiaire, la municipalité de Saint-Lo fut obligée de menacer d'emprisonnement les cultivateurs de son ressort ³.

A cette époque de la fin de la récolte, les communes agricoles eussent pu facilement, semblait-il, approvisionner les marchés qui « par une coalition criminelle malgré les réquisitions » étaient dans la pénurie. L'Administration du district prit d'énergiques mesures. Le 18 vendémiaire, elle arrêtait que le maire de Placy serait amené à la séance du lendemain par la gendarmerie pour répondre aux faits articulés contre lui par les commissaires et notamment à l'accusation d'avoir déclaré « qu'il se f...ait de l'arrêté du District ⁴ ». Le 21, elle décidait que deux gardes nationaux seraient envoyés dans les 24 communes en retard pour les réquisitions. Le 23, elle s'occupait d'une affaire d'accaparement de beurre ⁵. L'envoi des deux gardes nationaux produisit un effet immédiat à Saint-Pierre-de-Semilly ; le déficit fut comblé le soir même, 23 vendémiaire, et les gardes nationaux quittèrent la commune aussitôt ⁶.

1. Arch. Municipales Carantilly, Reg. délibérations Conseil général Carantilly.

2. Arch. Municipales Percy, Reg. délibérations Conseil général Percy, non folioté.

3. Arch. Municipales Saint-Lo, Reg. police municipale Saint-Lo n° 47, f° 136.

4. Arch. Manche L II 1010, Reg. cité, f° 127.

5. Ibidem f° 131.

6. Ibid. f° 133.

Le bois ¹ et l'huile ² manquaient. Le pouvoir central avait envoyé le citoyen Debesse avec mission de s'occuper de la confection de l'huile avec la fêne, fruit du hêtre. Le Conseil du district lui donna tous les renseignements à ce sujet. Il existait dans le district peu de bosquets de hêtres. Le plus considérable était dans le parc « du ci-devant château de Torigni ³ ».

Au milieu de la disette, le prix de la vie avait subi une augmentation si considérable que le Conseil du district, de sa propre initiative, augmenta les salaires des employés de remonte ⁴.

La lutte pour le ravitaillement se poursuivait cependant. Un arrêté du Comité du salut public du 4 vendémiaire assujettissait à des mesures de surveillance les individus qui dans les foires achetaient bœufs, vaches, etc... Le District rédigea une circulaire dans ce sens le 26 ⁵.

Deux municipalités : Saint-Symphorien, et Placy, dont le maire s'était montré si peu déferent envers le District, s'étaient plaintes au représentant du peuple Bollet de la conduite de l'Administration du district à leur égard au point de vue des réquisitions. Le Conseil répondit à ces accusations en exposant sa modération ⁶.

Le 21 vendémiaire, l'arrêté du Comité de salut public du 12 était envoyé au District. Il contenait les mesures propres à prendre pour contraindre les cultivateurs à effectuer le battage

1. Arch. municipales Saint-Pierre-de-Semilly, Reg. délibérations de St-Pierre de Semilly,

2. Le directeur de l'hospice national de Saint-Lo se plaignait du manque de bois le 13 vendémiaire : Arch. Manche L II 1032 Reg. des subsistances f° 39.

3. Arch. Manche L II 1066 Reg. correspondance bureau des subsistances.

4. Arch. Manche L II 1010 Reg. cité f° 135.

5. Arch. Manche L II 1016 Reg. correspondance du bureau des subsistances.

6. Ibid., L II 1010, Reg. Conseil district f° 1,

des grains qu'ils étaient requis de fournir pour l'approvisionnement des marchés ¹.

La surveillance des distributions de blé s'opérait sans relâche à Saint-Lo : les citoyens du Comité de la distribution des grains étaient malades de surmenage. Des officiers municipaux décidèrent de former un nouveau comité de délivrance des grains composé d'un officier municipal et de trois notables désignés pour chaque décade ².

Les sanctions de la municipalité continuaient au sujet du beurre, et, le 27 vendémiaire, le fermier de la Vaucelle était cité devant le bureau de police municipale ³.

L'arrêté du 29 vendémiaire de la Commission du commerce et des approvisionnements requérait 10.000 quintaux de légumes pour la marine sous l'espace de deux mois. Sur les 1.200 quintaux que devait fournir le département de la Manche, le district de Saint-Lo en fournirait 200.

Un arrêté du Comité de salut public du 25 vendémiaire recommandait spécialement à toutes les autorités constituées l'exécution des dispositions des lois des 11 septembre 1793, 18 vendémiaire et 8 messidor an II, relatives à l'approvisionnement des marchés. Cet arrêté fixait la quantité de grain dont chaque citoyen pourrait s'y pourvoir et ordonnait la suppression des marchés quelconques qui n'existaient pas avant 1789 ⁴. Après avoir examiné les tableaux rédigés par le Rocher de la Liberté et par Torigni, présentant, celui de la première commune, un déficit de 1.920 quintaux, celui de la seconde, un déficit de 300 quintaux sur les réquisitions faites depuis le 1^{er} vendémiaire, le Conseil rappela les lois des 11 septembre 1793, 18 vendémiaire et surtout l'article 9 de celle du 8 messidor

1. Arch. Manche L II 1010, Reg. Conseil district f° 1.

2. Arch. municipales Saint-Lo D 31 Reg. cité f° 194.

3. Ibid. Reg. Police municipale Saint-Lo n° 47 f° 147.

4. Arch. Manche L II 1011 Reg. conseil distrit f° 12.

an II obligeant les cultivateurs à faire battre eux-mêmes pendant la récolte une partie de leur grain. Le maire et l'agent national des soixante communes coupables de désobéissance comparaitraient devant le District le 16 brumaire ¹.

La correspondance lue ce jour-là contenait deux lettres importantes : dans l'une, le Directeur des subsistances de la 14^e division engageait l'administration à presser la rentrée des réquisitions en foin faites sur le district que son préposé au Rocher La Liberté lui annonçait être très en retard ; dans la seconde l'agent principal des subsistances militaires demandait sous le plus bref délai, quelle quantité de bœufs et vaches de la Vendée pourraient être reçus dans les herbages du district ².

Les recensements étaient exécutés. Le 18 brumaire le Département annonçait qu'il avait transmis au représentant du peuple Bollet, l'état du recensement des grains du district auquel il manquait seulement trois communes ³. Le recensement prescrit par l'arrêté du Comité de salut public du 22 germinal an II, donnait, le 16 brumaire, un résultat de 1949 porcs âgés de plus d'un an ⁴. Le recensement de tous les animaux ruraux s'effectuait ⁵.

La disette ne cessait pas de sévir.

Malgré son zèle et les excitations de son agent national, la municipalité de Carantilly déclarait n'avoir pour elle-même du blé que pour six à sept mois alors qu'elle devait des réquisitions ⁶.

1. Arch. Manche L II 1012 Reg. conseil district f° 12.

2. Ibidem f° 22. 200 bêtes à corne furent placées dans les communes du district Ibidem f° 36.

3. Arch. Manche L II 1011 Reg. cité f° 28. Il s'agit du recensement prescrit par la loi du 8 messidor.

4. Arch. Manche, L II 1066, Reg. correspondance du bureau des subsistances.

5. Toujours rempli de zèle l'agent national de Carantilly recommandait la nomination « sans aucun délai » de commissaires très vigilants : Arch. Municipales Carantilly, Reg. délibérations Conseil général Carantilly.

6. Ibid.

Le total des légumes secs récoltés dans le District était à peine de 1.000 quintaux, et encore pas tout en pois, et il fallait obéir à la réquisition pour la marine ¹. Il ne restait à Saint-Lo le 22 brumaire que dix livres de chandelle pour éclairer les citoyens ². Les approvisionnements du Rocher de la Liberté et de Torigui étaient nuls malgré les réquisitions et les représentations adressées en plein Conseil de district aux maires et agents nationaux des communes négligentes, convoqués par suite de l'arrêté du 12 brumaire. Le 6 frimaire le Conseil du district décidait l'envoi de commissaires à dix communes avec menace de dénonciation à l'accusateur public près le tribunal du département des municipalités qui n'auraient pas tout fait en vue de la réquisition ³.

Conformément à l'arrêté du Comité du salut public du 2 brumaire an II, le District dut fournir une réquisition de foin, paille, avoine, afin d'approvisionner pour six mois les gendarmes du Rocher de la Liberté et de Torigui. On comptait pour ceux du Rocher 70 quintaux de paille, 50 quintaux de foin, 44 quintaux d'avoine, et pour ceux de Torigui 100 quintaux de paille, 110 quintaux de foin et 60 quintaux d'avoine ⁴.

En exécution du décret du 19 brumaire an III, les prix des grains et fourrages furent ainsi fixés : ⁵ le quintal de froment 17 livres ; seigle 14 livres 15 sols ; orge 12 livres 14 sols ; sarrasin 10 livres 10 sols ; foin 4 livres 3 sols 4 deniers ; paille d'orge 1 livre 15 sols 6 deniers. Les prix de 1790 étaient

1. Ci-dessus mentionnée

2. Ibid.

3. Les communes étaient : Quibou, le Désert, Clair-Bocage, Cavigny, Moyon, Soules, Bérigny, Précorbin, Jean-des-Baisants, Montabot ; Arch. Manche L II 1011, Reg. cité, f^{os} 50, 51.

4. Arch. Manche L II 1097, Reg. réquisitions ni numéroté ni folioté, 23 brumaire an III.

5. Dans chaque district, le prix du quintal devait être fixé sur le prix commun de 1790 augmenté de 2/3 en sus, décret du 19 brumaire an III. Bulletin trimestriel cité page 224.

respectivement de 10 livres 4 sols ; 8 livres 17 sols ; 7 livres 12 sols 4 deniers ; 6 livres 6 sols ; 2 livres 10 sols ; 1 livre 1 sol 4 deniers ¹.

La récolte n'avait pas donné toute satisfaction au pouvoir central et dans une lettre du 14 frimaire, l'Agence des subsistances générales marquait sa surprise du déficit de 160.000 quintaux du recensement sur celui de l'année précédente ².

Le 6 frimaire, la Commission du Commerce et des approvisionnements recommandait au District l'exécution de l'arrêté du Comité de salut public du 22 germinal an II pour la levée d'un huitième des cochons gras ³.

Les communes se montraient toujours fort récalcitrantes aux réquisitions. Le 25 frimaire, le District les rappelait à l'ordre pour le ravitaillement du Rocher⁴. Elles apportaient la même négligence à l'approvisionnement en foin du magasin de fourrage ⁵. Certains cultivateurs fournissaient des grains avariés et se voyaient frappés de confiscation et d'amende ⁶. Quant aux commerçants ils violaient chaque fois qu'ils le pouvaient la loi du maximum ; un marchand de filasse avait vendu 5 livres 1/2 de filasse à raison de 11 livres au lieu de 20 sols la livre. Sa filasse fut confisquée le 22 frimaire au profit des pauvres de l'hospice ⁷.

Dès frimaire, le Conseil du district prit des mesures pour l'ensemencement ⁸. Dans une lettre à l'agent national, le 14 frimaire, la Commission de l'agriculture et des arts ne s'en plaignit

1. Arch. Manche L II 1011 reg. cité f° 55, 56.

2. Ibidem f° 64, 65

3. Ibidem f° 62.

4. Ibidem f° 77.

5. Ibidem f° 91.

6. Arch. municipales Saint-Lo Reg. police municipale Saint-Lo n° 47 f° 164,

7. Arch. municip. Saint-Lo, Reg. police municipale Saint-Lo, n° 47, f° 161.

8. Arch. Manche L II 1011, Reg. cité, f° 73,

pas moins « d'un déficit énorme dans les semailles d'automne ¹ ».

Le District ne négligeait pas non plus les cuirs. Dès le 24 vendémiaire, il avait arrêté que deux commissaires envoyés par lui recueilleraient une fois par mois la situation des cuirs propres aux chaussures ².

Le décret du 4 nivôse an III supprimait le maximum dès sa publication. Dans le cas où les marchés ne seraient pas approvisionnés, les districts seraient autorisés pendant un mois à requérir dans leur ressort tous marchands, cultivateurs, d'en apporter au marché la quantité nécessaire pour leur approvisionnement. Toutes procédures commencées pour violations des lois sur le maximum étaient anéanties ³.

Le 19 nivôse, le Conseil du district déclara donc annulées les réquisitions précédemment faites pour l'approvisionnement en grain des marchés du district, sauf les réquisitions en grain, légumes et fourrages pour la marine et le magasin des fourrages militaires du Rocher la Liberté ⁴. Le 24 nivôse, sur 327 quintaux de grain requis pour le marché du Rocher la Liberté, deux seulement avaient été apportés ⁵.

Les résultats de la suppression des mesures légales ne se firent pas attendre. L'abolition du maximum ne marqua pas une phase nouvelle, cependant, dans l'histoire du ravitaillement. Le décret du 3 pluviôse an III, corrigeait les effets de celui du 4 nivôse, en déclarant que tout cultivateur soumis à une réquisition en grain et qui n'y satisferait pas dans le délai de huit jours serait arrêté et détenu ⁶.

Pour assurer le pain de chaque jour à ses administrés le District dut agir d'une manière extrêmement énergique et

1. Arch. Manche L II 1011, Reg. cité, f° 73.

2. Arch. Manche L II 1010, Reg. Conseil district, f° 134.

3. Bulletin cité, pages 234, 235.

4. Arch. Manche L II 1011, Reg. cité, f°s 125, 126, 127.

5. Arch. Manche L II 1011, Reg. cité, f° 132.

6. Bulletin trimestriel cité, pp. 241, 117.

pendant l'an III les sanctions succédèrent aux sanctions. Cette conduite indispensable reçut même l'approbation du Comité de législation de la Convention ¹.

Au début de pluviôse, le Conseil du district lançait de nouvelles réquisitions afin d'approvisionner les marchés : selon la propre expression du District dans une lettre aux municipalités au sujet des réquisitions et du huitième des cochons, « on ne peut les faire livrer, il faut les arracher » ².

La maison d'arrêt du district ne pouvait plus contenir les cultivateurs récalcitrants. Le Conseil du district, le 2 ventôse, dut créer dans la maison du citoyen Lemonnier, celle-là même qui avait reçu l'état-major de Sepher, une prison destinée aux cultivateurs qui n'avaient pas satisfait aux réquisitions en grains et fourrages sur le mandat d'arrêt du représentant du peuple dans le département ³. Dès le 7 ventôse, invitation de préparer cette maison était adressée par le District à la municipalité de Saint-Lo ⁴. Le représentant du peuple Le Got soutint l'Administration du district et approuva ses efforts énergiques.

Les cultivateurs refusaient toute subsistance aux indigents des communes rurales. Ces malheureux venaient « en nombre infini » dans les marchés et notamment dans ceux du Rocher de la Liberté pour s'approvisionner, et cet afflux extraordinaire privait les 7.000 habitants de subsistances. Le District redoutait des troubles. Il prit donc, le 4 ventôse, avec l'autorisation de Le Got pour son exécution, un arrêté ordonnant aux cultivateurs d'approvisionner les habitants des communes agricoles n'ayant pas de grain, sur certificats des municipalités pour un approvisionnement de 15 jours chaque fois ⁵.

1. Arch. Manche L II 1012, Reg. consultation district, f° 18.

2. Ibid., 1066, Reg. correspondance du bureau des subsistances.

3. Ibid. L II 1012, Reg. cité f° 31.

4. Arch. municipalité Saint-Lo pièces non classées.

5. Arch. Manche L II 1.012, Reg. conseil district, f°s 33, 37.

Comme les citoyens des campagnes mis en réquisition par le District pour fourniture de blé à l'hôpital refusaient l'intégrité de la réquisition, l'hôpital, le 26 ventôse, était sur le point de manquer de grain ¹.

Le 22 ventôse, le Directoire du district prenait des mesures dans le but d'obliger Mesnil-Durand à fournir des grains d'ensemencement à l'un de ses cultivateurs ². Le 28, il prescrivait des réquisitions de grain pour l'approvisionnement du marché de Saint-Lo en germinal prochain ³. Depuis le 16 ventôse, le District réprimait de plus en plus la non exécution des réquisitions. Tous les cultivateurs récalcitrants étaient incarcérés ⁴.

Le 4 nivôse, le Conseil du district avait déclaré en séance que d'après l'arrêté de la Commission du commerce et des approvisionnements du 12 thermidor an II, la réquisition avait été faite pour le district de 3.700 quintaux de foin, de 4.250 quintaux de paille et de 2.700 quintaux d'avoine ⁵.

Quant au tableau des animaux ruraux du District, il avait été envoyé le 9 nivôse an III à la Commission d'agriculture et des arts ⁶.

A la fin de nivôse, d'après les chiffres de l'adjudication pour trois mois de la fourniture de viande, à l'hôpital de Saint-Lo, le bœuf, le mouton et le veau valaient 25 sols la livre ⁷.

A la fin de ventôse, le savon manquait toujours. Le

1. Arch. Municipales Saint-Lo, Reg. du bureau d'administration de l'hôpital de Saint-Lo, fo 99.

2. Arch. Manche, L II 1021, Reg. directoire district, fo 9.

3. Ibid.. fo 16.

4. Ibid. — Les cultivateurs cherchaient tous les prétextes : à cause de la mort de leur mère, des citoyennes refusèrent de satisfaire à la réquisition de grain dont elles avaient été l'objet. Le 7 ventôse la municipalité décida que l'agent national ferait procéder à l'ouverture des greniers de la défunte. Arch. Municipales Saint-André-de-l'Epine, Reg. municipalité, fo 72.

5. Arch. Manche L II 1011 Reg. cité fo 92.

6. Arch. Manche L I 335.

7. Arch. municipalité de Saint-Lo, Reg. bureau d'administration de l'hospice de Saint-Lo fo 21.

Directoire du département en accorda 506 livres au district de Saint-Lo sur les 3. 508 livres destinées à tout le département ¹.

Le 15 nivôse, le Conseil du district avait pris des mesures pour empêcher la lenteur avec laquelle étaient livrés les outils requis pour les travaux publics ².

Germinal ne fut pas plus favorisé que ventôse au point de vue du ravitaillement. Le 5 de ce mois, le Directoire du district exposait la situation économique. La disette ne provenait que de l'inexécution de ses réquisitions pour l'approvisionnement des marchés de Saint-Lo. Il résultait des états de recensement que les communes qui avaient montré le plus d'inexactitude étaient celles dont les ressources étaient les plus abondantes. En conséquence, il envoya une garnison de chasseurs du 16^e régiment et de la gendarmerie à Montabot, Jean de Savigny, Jean des Baisants, Vidouville, Rouxville, Couvains. Les cultivateurs coupables seraient conduits à la maison d'arrêt ³. Le 11 germinal, nouvelles mesures au sujet du ravitaillement en face du déficit énorme offert par le marché de Tessy ⁴. Le 13, on sévit à nouveau contre les cultivateurs ⁵.

Tout en répartissant les garnisaires et en menaçant les délinquants ⁶, la municipalité de Jean-de-Savigny, le 16 germinal, adressa au District une lettre lui exposant la détresse de la commune : jusqu'à la récolte, il ne restait à chaque individu que 6 à 7 onces de pain par jour. Si elle fournissait les 92 quintaux requis pour le 12 germinal, il ne resterait que 4 onces de pain par jour par individu. Le District pouvait faire procéder à une vérification ⁷.

1. Arch. Manche L 55 Reg. directoire du département f^o 287.

2. Ibid. L II 1011 Reg. conseil district f^o 120.

3. Ibid. L II 1021 Reg. directoire district f^{os} 24, 25.

4. Arch. Manche, L II 1021, Reg. Directoire district, f^o 30.

5. Ibid., f^o 32.

6. Arch. municipales Saint-Jean-de-Savigny, Reg. municipalité, f^o 8.

7. Ibid., f^o 10.

A la Chapelle-Enjuger, 13 cultivateurs n'avaient pas fourni le grain requis. Des garnisaires se saisirent de 103 quintaux le 14 germinal ¹. Le même jour, Saint-Ebremond-de-Bonfossé recevait quatre garnisaires venus pour obtenir livraison de 96 quintaux de grain destinés à la halle de Saint-Lo ².

L'agent national écrivit à la Commission d'agriculture et des arts le 22 germinal au sujet des ressources de pêche du district. « La mer, disait la lettre, monte jusqu'auprès des Clefs de Vire. On y prend du saumon qui fait l'objet essentiel de cette pêcherie ; il y a aussi d'autres espèces de poissons. En avant des Clefs, la Vire est également très poissonneuse, mais il y a beaucoup de braconniers. ³.

La levée des porcs s'opérait difficilement. Il fut même impossible à Saint-Samson-de-Bonfossé de découvrir deux animaux pour la réquisition. La municipalité dut en faire acheter au dehors deux d'un prix total de 1.658 livres. Cette somme fut avancée par les plus hauts imposés de la commune ⁴.

Quant au prix des denrées toujours très élevé, il présentait souvent, au dire même de l'agent national dans une lettre au Comité de salut public, d'étranges variations : « Je vous observerai que vous ne devez rien statuer de positif..... il varie d'un jour à l'autre de manière à ce que ce qui se vend aujourd'hui 20 sols, triple le lendemain. Il en est de même des ouvriers, des gens à gages ⁵ ».

En ventôse an III, le couple de chapons gras valait de 20 à

1. Arch. municipales de La Chapelle-Enjuger, Reg. Conseil de La Chapelle-Enjuger, f° 84.

2. Arch. municipales Saint-Ebremond-de-Bonfossé, Reg. délibérations municipales Saint-Ebremond-de-Bonfossé, 13 novembre 1791 au 25 brumaire an IV, f° 48.

3. Arch. Manche, L II 1070, Reg. correspondance de l'agent national et procureur syndic, f°s 15, 16.

4. Arch. municipales Saint-Samson-de-Bonfossé, Reg. municipal, f° 65.

5. Arch. Manche, L II 1070, Reg. cité, f°s 12. 13.

27 livres ; en germinal, il valait (maigre) de 12 à 15 livres ¹. En 1789, le couple de chapons gras valait 1 livre 16 sols 2 deniers $\frac{3}{4}$; en 1791 2 livres 3 deniers $\frac{1}{2}$; en 1793 6 livres 10 sols ². On voit l'augmentation. Entre ventôse et germinal, il n'y eut pas une grande différence entre le prix des œufs.

Le 18 germinal, un arrêté du représentant du peuple Le Got lançait une nouvelle réquisition sur le district : Il devrait fournir sous deux décades 300.000 quintaux de grains, les trois quarts en froment et un quart en seigle ou en orge. Cet arrêté ordonnait en même temps de compléter dans l'espace d'une décade les réquisitions faites le 12 thermidor par la Commission du Commerce et des approvisionnements pour le ravitaillement de l'armée des côtes de Cherbourg. Le Directoire du district délibéra à ce sujet. En raison de l'insuffisance de la récolte de l'année précédente, le district n'avait pu fournir qu'un peu plus de la moitié de la réquisition du 12 thermidor fixée à 16.800 quintaux. On avait placé de la garnison dans plusieurs communes, mais les marchés étaient toujours peu approvisionnés. La commune de Saint-Lo recevait par décade à peine 400 quintaux pour la nourriture de 7.500 habitants, ce qui ne donnait pas par jour à chaque individu une demi livre de grains dans laquelle le froment entrait pour la plus faible partie et le sarrasin pour une moitié.

Le Directoire décida que deux administrateurs nommés commissaires à cet effet, se rendraient sur le champ auprès du représentant du peuple afin de détruire l'erreur dans laquelle il avait été induit en requérant sur le district 3.000 quintaux de grain ³.

En floréal, la crise du ravitaillement s'aggrava encore.

1. Arch. municipales Saint-Lo, Reg. des mercuriales des marchés de Saint-Lo depuis la suppression du maximum.

2. Arch. Manche, L II 1020, Reg. directoire district, f^{os} 90, 91.

3. Arch. Manche, L II 1021, Reg. directoire district, f^{os} 35, 36.

Cette crise rendait le peuple plus nerveux et inquiétait l'Administration au point de vue de la tranquillité publique elle-même. L'agent national ne dissimulait pas les périls de la situation au Comité de sûreté générale. Le 1^{er} floréal il écrivait : « Nous jouirions dans notre commune, de la tranquillité sans la disette des subsistances, surtout en blé. Notre embarras ne fait qu'augmenter. Nos marchés ne s'approvisionnent encore très mal, qu'à force de réquisitions appuyées de garnisons et suivies d'arrestations. La disette rend le peuple remuant et il demande impérieusement du blé et ne tient compte nullement des observations de fournir ce qu'on n'a pas. La cupidité des cultivateurs qui dans leur commune ne rougissent pas de vendre leurs blés jusqu'à 100 livres, même 150 livres le métan, fait que nos marchés, où ils n'osent pas le vendre ce prix, sont mal fournis. La somme exorbitante qu'ils en trouvent chez eux est un appât bien séduisant pour le cultivateur qui abusant de la faculté qu'il a de vendre son blé à prix défendu profite de notre malheureuse situation. Il se procure le moyen de payer le loyer d'une ferme de 1.600 livres avec quatre « sommes » de blé qui font à peu près six quintaux, de manière qu'il fait tout son profit du surplus des revenus de sa location ² ».

Les mercuriales des marchés de Saint-Lo indiquent quels prix élevés atteignirent grains et denrées en floréal. L'ascension des prix devait d'ailleurs se poursuivre bien au-delà. Le quintal de froment qui en germinal an III avait valu de 31 à 36 livres monta en floréal de 34 à 41 livres ¹.

Le quintal d'orge valait en floréal de 24 à 28 livres ² ;

1. Arch. Manche L II 1070, Reg. correspondance agent national et procureur syndic, fo 21.

2. Arch. municipales Saint-Lo, Reg. des mercuriales des marchés de Saint-Lo.

3. Ibid.

d'avoine, de 150 à 166¹ ; de sarrasin, de 16 à 21² ; de seigle, de 18 à 30³ ; de mouture ou méteil, de 27 à 34⁴. La douzaine d'œufs variait entre 1 livre 4 sols et 1 livre 8 sols⁵ ; le couple de chapons maigres entre 14 et 15 livres⁶.

Le 4 floréal, on manquait de pain à Torigni⁷ ; le 5, la disette régnait aux marchés de Torigni et de Tessy. Le Directoire prit des mesures à ce sujet⁸. Avec l'autorisation du District, le Conseil de la commune de Torigni envoya des commissaires (4 à 8) dans les communes de Montaigu, Guilberville, Saint-Amand, Saint-Symphorien, Placy, pour obliger les municipalités de ces communes à exécuter les réquisitions de blé dont elles avaient été l'objet. Ces commissaires resteraient trois jours dans chaque commune. Accompagnés d'un officier municipal ils perquisitionneraient chez les cultivateurs et au besoin feraient battre d'office les grains. Ils seraient payés 5 livres par jour plus la nourriture et le logement⁹. En raison de la situation misérable où se trouvaient les habitants de Tessy dont le marché n'était pas approvisionné, il fut en outre décidé l'envoi à Fervaches de trois commissaires de Tessy qui resteraient trois jours dans la commune. Alors seulement le Conseil de Fervaches adressa au District les listes des cultivateurs qui n'avaient pas satisfait aux réquisitions afin qu'ils fussent poursuivis et que leurs grains fussent confisqués conformément à la loi du 6 pluviôse. Les commissaires seraient

1. Arch. municipales Saint-Lo. Reg. des mercuriales des marchés de Saint-Lo.

2. Ibid.

3. Ibid.

4. Ibid.

5. Ibid.

6. Ibid.

7. Arch. Municipales Torigni-sur-Vire, Reg. arrêtés et délibérations municipalité Torigni D I n° 5, f° 19.

8. Arch. Manche, L II 1021, Reg. directoire district, f° 52.

9. Arch. municipales Torigni-sur-Vire. Fragment du registre du conseil général de Torigni, f° 1.

payés à raison de 5 livres par jour, plus la nourriture et le logement ¹.

Les craintes exprimées par l'Agent national n'étaient point chimériques. Dès le 18 floréal, elles trouvaient leur réalisation dans une émeute : Ce jour-là, « sur les trois heures et demie de relevée », le maire de Saint-Lo, Du Hutrel et le citoyen Durand, officier municipal, se présentèrent au procureur syndic du district plongé dans son travail. Plus de 800 femmes les suivaient et une partie de cette troupe s'introduisit de force malgré les réclamations du maire qui leur rappelait la promesse par elles faite de n'entrer dans le bureau qu'au nombre de 12 au plus. Étonné de se voir ainsi assailli, le procureur syndic se transporta dans les bureaux de ses collègues du Directoire et les invita à se rendre dans le lieu des séances où se trouvait ce prodigieux rassemblement. Dès l'arrivée de ces administrateurs, le maire prit la parole. Il venait au nom de l'humanité souffrante, au nom des malheureuses femmes souffrantes, et de beaucoup d'autres qui étaient dans les cours, réclamer du pain. Il s'étendit sur la triste situation créée par la disette des subsistances. Son discours fut maintes fois interrompu par les cris et les menaces de ces femmes réclamant l'ouverture des magasins.

En vain, les administrateurs employèrent-ils tous les moyens possibles pour convaincre ces mégères de l'insanité de leur demande. Avec d'énergiques serments, elles jurèrent de ne pas quitter le siège du District avant d'avoir obtenu l'accès des magasins militaires et la délivrance de six charretées d'avoine qu'elles avaient arrêtées sur la place du Champ-de-Mars au moment de leur départ pour Granville, lieu de leur destination.

1. Arch. municip. Fervaches, Reg. délibérations Conseil général Fervaches, f° 30.

Pendant quatre heures, on tenta de persuader ces furies. On leur lut et relut le texte des lois. Peine inutile. Elles criaient qu'il leur fallait du pain et juraient de nouveau d'enfoncer les portes du magasin. Elles s'emparèrent de la porte du bureau afin qu'aucun administrateur ne disparût. Elles en retinrent même un par le bras, environnèrent le citoyen Boniface préposé aux subsistances, qui s'était rendu au bureau du procureur syndic, au point de l'incommoder. Ces femmes lui demandaient à grands cris de leur ouvrir les portes du magasin dont il avait certainement les clefs. Déposant les clefs sur le bureau du procureur syndic, Boniface déclara qu'il ne consentirait jamais à pareille chose, dût-on lui ôter la vie.

De minute en minute, le tumulte augmentait. Dans un but d'apaisement, l'Administration promit d'envoyer des commissaires dans les communes avec ordre de faire parvenir sur le champ une quantité de grain susceptible d'approvisionner le marché du surlendemain. En attendant, un boulanger fabriquerait du pain dont on leur distribuerait une légère portion. Après quoi les administrateurs, accompagnés du corps municipal, se rendirent dans la salle des séances. Ils croyaient avoir calmé le trouble. Quelle ne fut pas leur surprise en apercevant dans cette salle les femmes jusque-là restées dans la cour, qui étaient entrées par les fenêtres ouvertes ! Avec des menaces elles recommencèrent leurs réclamations, prêtes à s'emparer par la force de ce que les autorités leur refusaient.

L'Administration leur offrit alors de leur faire délivrer par tête trois livres de farine qu'elle allait autoriser la municipalité à prendre à titre d'emprunt dans le magasin du citoyen Boniface. Cet arrangement que l'Administration « dans la cruelle situation où elle se trouvait réduite n'avait proposé que dans l'espoir d'empêcher le pillage et de sauver les grains et farines du magasin parut acceptée ». Le District chargea la

municipalité de l'exécution de cette concession, et le corps municipal sortit, suivi de la populace. Quelques instants après, les autorités apprenaient que le peuple s'était porté aux pires excès, qu'il avait frappé le citoyen Boniface et déchiré sa redingote, que le malheureux préposé n'avait sauvé sa vie qu'en se réfugiant à la maison d'arrêt, et que la foule était en train de piller le magasin.

A cette nouvelle, les administrateurs, revêtus de leurs insignes, se transportèrent au lieu de l'émeute. Sur leur ordre, la municipalité fit battre la générale et réunit ainsi 50 gardes nationaux, quelques gardes territoriaux et de la gendarmerie. Le président du District proclama la loi du 1^{er} germinal et réitéra les trois sommations réglementaires. Cette proclamation apaisa un peu le tumulte. On réussit à faire rentrer plusieurs sacs de farine et à fermer les portes du magasin. A 10 heures du soir, l'ordre était rétabli. La municipalité et les administrateurs se rendirent au siège du District et rédigèrent une lettre mettant le représentant du peuple Bouret alors à Coutances au courant des événements. Le Directoire prit ensuite les mesures propres à assurer le ravitaillement de la ville ¹.

L'ordre rétabli à si grand'peine fut troublé de nouveau le lendemain. Une multitude de femmes, dont une partie d'une commune étrangère, revinrent demander à grands cris la délivrance des farines, blés, suif, bois et fagots déposés dans les magasins des citoyens Boniface et Chodron. Le refus formel qui leur fut opposé les rendit furieuses. Elles se précipitèrent vers les magasins et tentèrent d'empêcher de partir les voitures arrêtées la veille. On parvint à frayer un passage aux charrettes. Le Directoire transmit à la municipalité plusieurs exemplaires de l'arrêté reçu le jour même du repré-

1. Arch. Manche L II 1021, Reg. directoire district, f^{os} 65, 66, 67.

sentant du peuple près les armées des côtes de Brest et Cherbourg sur la police et sûreté générale dans les départements de son arrondissement. Le Conseil de la commune, en écharpe, se rendit au bureau du procureur syndic et demanda des instructions au Directoire. Les administrateurs laissèrent les mesures à la sagesse de la municipalité. Malgré le peu de succès que l'on en attendait, la générale fut battue.

La gendarmerie déploya le plus grand zèle et la plus louable fermeté pour repousser l'attroupement, mais les rares gardes nationaux qui s'étaient rassemblés, abandonnèrent leur poste. On craignit un moment que la gendarmerie et les quelques bons citoyens qui s'étaient joints à elle ne fussent pas maîtres d'empêcher le pillage. Dans cette extrémité, le Directoire délégua auprès de Bouret, le secrétaire du District en le chargeant de réclamer du secours. L'après-midi fut des plus orageuses. Finalement la fermeté de la gendarmerie et l'énergie de la municipalité vinrent à bout de la foule. Les magasins ne furent point violés. Le peuple se retira en jurant de reprendre son projet de pillage si la halle n'était pas assez approvisionnée le lendemain.

A sept heures du soir un courrier remettait au Directoire une lettre et un arrêté de Bouret. Le représentant du peuple prescrivait, conformément à la loi du 1^{er} germinal, des poursuites contre les auteurs et instigateurs des excès commis ¹.

Les affaires de Saint-Lo furent suivies d'une amnistie. L'arrêté du représentant du peuple Bouret du 13 prairial mit fin aux poursuites et rendit la liberté aux coupables incarcérés ².

Tandis que le chef-lieu du district était le théâtre d'émeutes, Torigni était en proie à une effervescence qui menaçait de dégénérer en insurrection. « Faute de subsistances, déclarait

1. Arch. Manche, L II 1021, Reg. directoire district, f^o 68, 69.

2. Arch. Manche, L II 1021, Reg. directoire district, f^o 94.

le Conseil de la commune le 20 floréal, les citoyens souffrent. Si l'on ne procède pas à de nouvelles réquisitions, il n'y aura pas une chopine de blé par personne au prochain marché. Le peuple montre chaque jour de la mauvaise humeur et paraît disposé à se soulever ». Le Conseil désigna des commissaires pour perquisitionner chez divers cultivateurs du ressort de la municipalité. Le 23, il résolut de s'adresser au District et de prier de parer à cette pénurie si effrayante « en envoyant des commissaires dans les communes les plus en retard pour réquisitionner et perquisitionner ». « Le dénuement, disait-il, peut avoir des suites malheureuses. Les distributions ne peuvent se faire que par portions si médiocres que les indigents ne peuvent pourvoir à leur subsistance jusqu'à la distribution suivante, ce qui expose la municipalité aux plus grands dangers ».

Le 8 prairial, le peuple ne voulait plus recevoir aucune remontrance du corps municipal et déclarait que si on ne lui procurait pas d'ici peu de jours un peu plus de subsistances pour l'empêcher de tomber d'inanition, il allait sans tenir compte d'aucune observation envahir les communes voisines de Torigni et prendre du blé de force. Le seul moyen d'empêcher cette insurrection, écrivait la municipalité éplorée, c'est que le District permette au Conseil de la commune d'envoyer des commissaires dans les communes pour procéder aux réquisitions « Cette pénurie, ajoutait-elle, n'est que l'ouvrage de l'égoïsme et de la méchanceté des communes et non d'une véritable pénurie ». Le 26, le Conseil nommait des commissaires dont l'action fut sans effet. Désespéré, il envoya au District un de ses membres pour montrer aux administrateurs l'étendue du danger dans le cas où les communes ne se soumettraient pas ¹.

1. Arch. municipales Torigni, fragment reg. conseil général Torigni, f^o 1 et suivants.

Le 24 floréal, le Directoire prescrivit des perquisitions de grains à Marigny et environs ¹. Les communes chargées du ravitaillement de l'hôpital de Saint-Lo étaient en déficit dans leur apport ².

Torigni continuait à être insuffisamment approvisionné. Non contents de ne pas apporter des quantités suffisantes de grains, les gens des campagnes les fournissaient de mauvaise qualité. Le 25 prairial, le maire et le capitaine de la garde nationale de Saint-Amand apportèrent des grains « incapables d'entrer dans le corps humain ». La municipalité de Torigni vérifia la fourniture. On représenta aux délinquants, qu'en leur qualité de maire et de capitaine ils auraient dû donner l'exemple de l'humanité et ne pas apporter des mélanges de grains « dont voudraient à peine leurs bestiaux ». Ils répliquèrent qu'ils n'en avaient point d'autres. La municipalité décida de faire sceller les coffres où seraient enfermés les grains et de les envoyer à l'Administration du district ³. Le 4 messidor, les 9 communes qui devaient fournir un total de 870 quintaux de grains n'en avaient fourni que 115. Saint-Amand en avait apporté 53 au lieu de 162 et c'était du blé mêlé d'avoine et de résidus impropres à faire du pain. Un commissaire fut de nouveau envoyé au District avec un échantillon de grain. Le District débordé par cette terrible crise n'écoula-t-il point les doléances de Torigni ? On ne sait. Les registres sont muets au sujet des mesures prises en faveur de la petite ville. Tout ce que l'on peut affirmer, c'est que les communes voisines persistèrent à refuser des secours. Le 22 messidor, le Conseil de la commune engageait les citoyens ayant plus que le néces-

1. Arch. Manche L II 1021 Reg. cité f° 74.

2. Ibid. f° 102.

3. Arch. municipales Torigni-sur-Vire, Reg. arrêtés et délibérations de la municipalité de Torigni D I n° 5 f° 34.

saire à envoyer l'excédent de leurs grains aux halles où il leur serait payé un juste prix ¹.

Le blé se cachait toujours. Le recensement ordonné par la loi du 2 prairial n'était pas encore terminé malgré les efforts de l'Administration qui alla jusqu'à envoyer à Saint-Ebremond-de-Bonfossé « trois commissaires avec six hommes de la force armée » pour opérer le mesurage des grains et farines, le 9 messidor ². Le 23, le procureur syndic écrivait au procureur général syndic du département en lui avouant l'impuissance du zèle du District ³.

En thermidor, le district était plus pauvre que jamais. Le Directoire du département, le 9 thermidor, lui envoya 25 quintaux de blé. C'était plutôt là une marque de bienveillance qu'une aide efficace ⁴. Le 14, le District recevait la nouvelle de la très prochaine arrivée de 6.000 livres de riz ⁵. Le 16, un courrier de blé destiné à l'hôpital de Saint-Lo fut arrêté au bas de la rue Torteron par un attroupement de femmes. Elles voulaient se partager le grain. Le District prévenu de ces faits ordonna à la municipalité de prendre les mesures nécessaires ⁶.

La disette des grains était telle que l'on en manquait pour l'ensemencement ⁷. Là encore, d'ailleurs, se manifestait l'absence d'esprit de solidarité entre les cultivateurs pour s'en fournir ⁸.

Le 18 thermidor, l'Administration invitait les habitants du district à se conformer à l'arrêté du Comité de salut public du 10 messidor par lequel les grains et fourrages provenant des

1. Arch. municipales Torigni.

2. Arch. municipales Saint-Ebremond-de-Bonfossé, Reg. délibérations municipales 13 novembre 1791 au 25 brumaire an IV f° 52.

3. Arch. Manche L II 1070 Reg. correspondance agent national et procureur syndic district f° 68.

4. Arch. Manche L 56 Reg. directoire département f° 96.

5. Arch. Manche L II 1066 Reg. correspondance du bureau des subsistances.

6. Ibid.

7. Arch. Manche L II 1066 Reg. cité.

8. Arch. Manche L II 1021 Reg. cité.

biens nationaux et des émigrés continueraient d'être spécialement affectés à la subsistance des troupes de passage et des prisonniers de guerre ¹.

Le dernier mois de l'an III et les premiers mois de l'an IV furent cruels pour le district. L'aggravation croissante des malheurs publics depuis floréal continuait de s'accroître prodigieusement. Dans la France entière la masse énorme du papier monnaie en circulation engendrait une dépréciation écrasante ². De là une cherté de vie sans cesse plus grande.

En floréal, au marché de Saint-Lo, le quintal de froment n'avait pas dépassé 41 livres ; en prairial, il montait à 46 livres 13 sols 4 deniers. En messidor il était descendu à 45 livres ³, mais en fructidor, il passait de 50 à 60 et enfin à 67 livres, pour atteindre en vendémiaire an IV 91 livres, et passer de 97 livres à 170 livres en brumaire, et en frimaire de 264 à 451 livres ; enfin il atteignait en nivose an IV le chiffre de 691 livres ⁴.

En floréal an III le quintal de seigle n'avait pas dépassé 50 livres ; en prairial, il atteignait 39 livres, en messidor 46 livres ; en vendémiaire an IV 84 livres ; en brumaire 110 livres ; en frimaire 386 livres ⁵.

Le quintal de sarrasin qui en floréal an III valait 21 livres, valait 23 livres en prairial, 34 livres en messidor. Il montait de 35 à 53 livres en vendémiaire an IV, atteignait 78 livres en brumaire et variait de 79 livres à 157 livres en frimaire ; il s'élevait enfin à 187 livres en nivose ⁶.

Le quintal d'avoine avait atteint 166 livres en floréal an III ;

1. Arch. Manche L II 1021, Reg. cité.

2. Commission de recherches et de publication des documents relatifs à la vie économique de la Révolution. La Monnaie et le papier monnaie, page 24.

3. Pas de chiffres pour thermidor.

4. La progression devait amener le prix du quintal de froment à 1402 livres en germinal an IV.

5. Ibid. Reg. des mercuriales des marchés de Saint-Lo.

6. Arch. municipales Saint Lo. Reg. des mercuriales des marchés de Saint-Lo.

en prairial, il passait de 183 à 383 livres. En messidor, il diminuait variant de 268 livres à 316 livres, pour remonter en thermidor de 396 livres à 651 livres; il atteignit jusqu'à 829 livres en fructidor, monta à 858 livres en vendémiaire an IV, à 1.030 livres en brumaire, à 1.876 livres en frimaire, à 2.005 livres en nivôse ¹.

Le quintal d'orge qui valait 24 livres en floréal an III, monta à 30 livres en prairial, à 46 livres en messidor, 72 livres en vendémiaire an IV, à 115 livres en brumaire, à 320 livres en frimaire, à 447 livres en nivôse ².

Le quintal de méteil valait 34 livres en floréal an III. Il atteignait 39 livres en prairial, s'abaissait à 35 livres en messidor, remontait à 51 livres en thermidor, à 83 livres en vendémiaire an IV, à 110 livres en brumaire, à 328 livres en frimaire, à 492 livres en nivôse ³.

Les prix du beurre manquent pour l'an III. En revanche on les connaît pour l'an IV. En vendémiaire la livre passa de 17 livres à 28 livres, en brumaire elle monte à 40 livres, en frimaire à 60 livres et en nivôse à 90 livres ⁴.

La douzaine d'œufs valait en floréal an III : une livre 8 sols; en prairial, 2 livres 10 sols; en messidor, 3 livres 10 sols; en thermidor, 4 livres; en fructidor, 5 livres; en vendémiaire an IV, de 5 à 8 livres; en brumaire, 10 livres; en frimaire, 18 livres; en nivôse, jusqu'à 25 livres ⁵.

Le couple de chapons se payait de 14 à 15 livres en floréal an III; de 15 à 20 livres en prairial; de 20 à 30 livres en vendémiaire et brumaire an IV; de 30 à 35 livres en frimaire; de 40 à 170 en nivôse ⁶.

1. Arch. municipales Saint-Lo. Reg. des mercuriales des marchés de Saint-Lo.

2. Ibid.

3. Ibid.

4. Ibid..... depuis la suppression du maximum.

5. Ibid.

6. Ibid.

La livre de suif de bœuf qui valait 25 livres en messidor an III, montait à 30 livres en thermidor, à 35 livres en fructidor, à 54 livres en vendémiaire an IV, à 80 livres en frimaire, à 190 livres en nivôse. La livre de suif de mouton coûtait 16 livres en messidor an III, 20 livres en thermidor, 32 livres en fructidor, 45 livres en vendémiaire an IV, 50 livres en brumaire, 90 livres en frimaire, 140 livres en nivôse ¹.

La livre de mouton qui valait en messidor an III 4 livres 10 sols atteignait en fructidor 8 livres, en vendémiaire an IV 10 livres, en frimaire 12 livres et même 15 livres ; en nivôse jusqu'à 30 livres ².

La livre de vœau valait 4 livres 10 sols en messidor an III ³. La livre de bœuf valait en messidor an III 5 livres 4 sols 10 deniers, en thermidor 5 livres 10 sols, en fructidor 10 livres 8 sols, en vendémiaire an IV 12 livres 9 sols 15 deniers, en brumaire 13 livres 12 sols, en frimaire 20 livres 19 sols 15 deniers, en nivôse 30 livres 28 sols ⁴.

Et non seulement la vie était chère ⁵, mais la disette régnait. L'arrêté du Comité de salut public du 1^{er} fructidor avait pourtant enjoint aux cultivateurs de porter sur les foires et marchés les quantités de grains déterminées par les autorités constituées ⁶. Le Directoire du département de la Manche mit le 5 fructidor à la disposition du district un millier de kilos de riz en raison de la misère des indigents ⁷.

La situation de Torigni était singulièrement alarmante. La

1. Arch. municipales Saint-Lo, Reg. des mercuriales des marchés de Saint-Lo depuis la suppression du maximum.

2. Ibid.

3. Ibid. — Aucune autre indication pour le veau.

4. Ibid.

5. Elle devait augmenter encore prodigieusement dans les mois qui suivirent la fin du district.

6. Bulletin trimestriel de la Commission de recherche et de publication des documents relatifs à la vie économique de la Révolution, année 1906, nos 2, 3, page 259

7. Arch. Manche. L 56, Reg. directoire département, fo 127,

municipalité peignait la détresse des habitants d'une manière poignante et se plaignait en termes violents des communes qui se refusaient à l'approvisionnement. Cette ardente municipalité ne cessait d'ailleurs d'envoyer commissaires sur commissaires au District, On ignore quelle fut la conduite de l'Administration vis-à-vis de l'ancienne cité des Matignon. Elle était déjà fort occupée à ravitailler le chef-lieu et à maintenir le calme chez les citoyens affamés de Saint-Lo. On l'a vu précédemment, elle avait invité à la tranquillité les esprits surexcités de Torigni. Peut-être ne s'apitoyait-elle pas plus sur les tableaux dramatiques de Torigni que sur la misère générale alors.

Torigni ne semble pas, en effet, avoir obtenu grand chose. Les pauvres gens ont tellement souffert, déclarait le 14 fructidor le Conseil de la commune, qu'il leur a fallu mendier journellement un morceau de pain dans la campagne. Ceux qui, faute de hardiesse, n'ont pas voulu le faire ont été réduits à manger avec leur famille un peu de légumes et de laitage. « Les laboureurs sont sans pitié et n'apportent aucun secours. L'impatience du peuple est extrême contre eux. La dernière réquisition a été en déficit de 664 quintaux 17 livres en toutes espèces de grains sur 870 quintaux requis. Le directeur de l'hospice fut nommé commissaire pour aller exposer au District la triste situation de Torigni qui « depuis si longtemps lutte contre la famine, ouvrage de l'égoïsme des cultivateurs circonvoisins. La tranquillité et la vie des citoyens sont en cause » ¹. Le 15 fructidor, le juge de paix du canton de Torigni dans une lettre au Comité de législation de la Convention nationale écrivait : « L'infraction aux lois et la rapacité de tous les meuniers ont pesé horriblement sur tous les citoyens qui achètent du blé pour leur subsistance. Les meuniers outre leurs fraudes

1. Arch. municipales Torigni-sur-Vire. Fragment du registre du Conseil général de Torigni, f^o 1 et suivants.

ordinaires, ont émouturé en nature et revendu des grains et des farines à un prix excessif ¹ ».

Le 28 fructidor, à la suite des réclamations d'un grand nombre de citoyens au sujet de la pénurie des grains, le Conseil de la commune se réunit extraordinairement. La halle était vide ce jour là. « 1.600 à 1.800 personnes qui ne récoltent pas, déclarait la municipalité, sont dépourvues de blé au milieu d'une récolte qui leur promettait un sort plus doux ». Le déficit était de 449 quintaux 12 livres. Il n'y avait même pas « de quoi faire un repas ». La patience du peuple est à bout, ajoutait-elle ; le Conseil va demander au Directoire du district d'être armé de pouvoirs lui permettant d'avoir raison par la force des résistances des cultivateurs vu que leurs oreilles sont fermées au cri de la nature et aux plaintes de leurs frères mourant de faim. Il n'y a plus de temps à perdre. Les citoyens sont sur le point de se transporter dans les communes pour prendre des grains ». Un commissaire fut donc envoyé au Directoire du district pour obtenir l'autorisation de faire marcher les détachements de la garde nationale pour exiger des communes l'exécution des réquisitions.

Le troisième jour complémentaire de l'an III, pour que le peu de blé apporté aux halles ne fût pas enlevé par les plus forts et les plus habiles au détriment des faibles et des timides qui seraient exposés à mourir de faim, « conformément aux principes d'égalité et d'humanité que tout républicain doit avoir pour son frère », le Conseil de la commune décida que les grains seraient répartis entre les sections de la ville, qu'ils seraient transportés en un lieu commode de chaque section et que là ils seraient distribués selon le nombre des membres de chaque famille ².

1. Archives nationales D 3, 147.

2. Arch. municipales Torgni, Fragment du reg. du Conseil général de Torgni. f° 1 32.

Le 27 thermidor an III, le Directoire du district constatait l'extrême pénurie des habitants de Saint-Lo et notamment des prisonniers détenus dans les prisons de cette place qui manquaient totalement de subsistances ¹. Le 29 il était informé que dans plusieurs communes, les nourrices chargées des orphelins de la Patrie, ne pouvant se procurer le blé nécessaire à leur nourriture, seraient obligées de rapporter ces enfants à l'hospice national de Saint-Lo ². Elles mirent leur projet à exécution le 16 frimaire au IV. De 30 à 40 enfants furent rapportés à l'hospice ³.

Le 22 fructidor, le District invitait la municipalité de Saint-Lo à prendre des mesures pour y protéger l'arrivage et la vente des subsistances et « empêcher par le maintien de l'ordre le plus sévère que les citoyens ne se privent eux-mêmes par leur tumulte » ⁴.

Peut-être les paysans profitaient-ils de la libre circulation des grains pour emporter ainsi que des légumes, des œufs, du beurre et des bœufs dans la partie du Calvados voisine du district. Le Procureur-syndic du district écrivait en effet au Procureur général syndic pour dénoncer les abus qui se commettaient journellement dans ce coin du Calvados et en particulier dans le bourg d'Isigny qui faisait passer toutes les denrées de première nécessité aux mains des Anglais puisque ces derniers campaient encore sur les îles Saint-Marcouf ⁵.

1. Arch. Manche L II 1022, Reg. directoire district, f° 22.

2. Arch. Manche L II 1077, Administration et police générale.

3. Arch. municipales Saint-Lo, Reg. des séances bureau d'administration de l'hospice de Saint-Lo 1790 an VII, f° 120.

4. Arch. Manche L II 1065, Reg. correspondance du bureau d'administration, f° 91.

5. Arch. Manche L II 1070, Reg. correspondance agent national et procureur-syndic du district, f° 95.

CHAPITRE V

I. — Les Contributions. — II. La crise de la Monnaie. Les assignats. Les billets de confiance.

L'Assemblée constituante avait supprimé par les décrets dits du 4 août 1789 tous les privilèges en matière de subsides et proclamé l'égalité des charges financières. Elle maintint cependant provisoirement, dès le 17 juin 1789, les impositions anciennes et, par décret du 26 septembre, en ordonna la perception provisoire avec établissement pour les ci-devant privilégiés, d'un rôle supplémentaire spécial afférent aux six derniers mois de 1789. Les impositions nouvelles ne furent établies qu'en 1791 ¹.

Les populations s'étaient à jamais crues délivrées des impositions détestées de l'ex-régime. Le maintien provisoire de ces impôts se heurta à une véritable opposition et les autorités du district de Saint-Lo durent sévir pour en obtenir le paiement.

Dès le 28 février, le Conseil de la commune de Torigni avait pris un arrêté pour la publication du décret de l'Assemblée Nationale relatif au maintien de tous les droits d'aides et d'octroi sans nulle exemption ².

Le 24 mars, plusieurs tanneurs, mégissiers et bouchers de

1. Cahen et Guyot : L'Œuvre législative de la Révolution, p. 238.

2. Arch. municipales, Torigni-sur-Vire, reg. Conseil général, Torigni, D I, n° 1, f° 16.

Torigni déclarèrent qu'ils ne souffriraient plus de commis des aides dans la ville, qu'on ne les souffrait nulle part. Ils voulaient bien payer les droits mais seulement entre les mains de la municipalité. Ils étaient accompagnés de gens en armes. On essaya de les calmer. Devant les menaces de poursuites, les révoltés s'apaisèrent ¹.

Entraînés, selon le mot du procureur de la commune, par « l'exemple donné en beaucoup d'endroits », les habitants de Cerisy refusaient de payer les aides, les taxes de la viande, du tabac et les entrées. Le Conseil de la commune, le 30 juillet, arrêta que le procureur pourrait requérir la milice nationale pour faire exécuter la loi ².

Le 21 août, le Directoire du département chargeait le procureur général syndic d'informer le contrôleur général du refus de paiement des droits sur les toiles fabriquées à Cerisy et lieux circonvoisins ³.

Le 29 août, les bouchers de Cerisy refusèrent nettement la perception des taxes sur la viande en menaçant les commis. Il fallut protéger ces derniers.

Le 28 août le Directoire du département en présence de ces conflits prit un arrêté prescrivant l'exact acquittement des impôts et droits ⁴.

Les Cerisyais ne cédèrent pas. Le 10 novembre, les cabaretiers s'unirent aux bouchers, et les commis durent réclamer l'intervention de la force armée. Les rebelles ne se soumirent que devant 12 hommes de la garde nationale ⁵.

Afin d'assurer le paiement des droits à la foire Saint-

1. Arch. municipales Torigni, Reg. Conseil général Torigni, D I, n° 1, f°s 47, 48, 49.

2. Arch. municipales Cerisy-la-Forêt, Reg. Conseil général Cerisy, f° 47.

3. Arch. Manche, L 52, Reg. Directoire département, f° 18.

4. Ibidem.

5. Arch. municipales Cerisy, Reg. cit. f°s 51, 55.

Martin à Torigni, le Conseil du département autorisa le District à envoyer un détachement de troupes de ligne pour venir, en cas de besoin, à l'aide de la garde nationale de Torigni¹.

L'état des impositions dans le district de Saint-Lo pour l'année 1790 était le suivant :

Total de l'imposition principale. .	231.141 Livres 18 Sols
Total de l'imposition accessoire du district.	142.171 Livres 7 Sols
Total de la capitation du district. .	159.352 Livres
Total des Vingtièmes et Sols pour Livre affectée sur les biens-fonds du District (sans compter les fonds qui ne se trouvent pas sur le cahier ancien parce que les propriétaires avaient obtenu un abonnement).	173.582 Livres

La prestation en argent représentative de la Corvée fixée en 1788 pour l'Election s'élevait à 68.492 Livres 13 Sols. Mais la Commission intermédiaire de Basse-Normandie avait arrêté le 8 octobre 1788 que les deux tiers de cette somme se montant à 45.661 Livres 15 Sols 4 deniers seraient seulement perçus pour 1788. Les 22.830 Livres 17 Sols 8 deniers restant diminueraient d'autant l'imposition de 1789.

Tous les privilèges étaient abolis au 1^{er} avril 1789. Les ci-devant taillables étaient seuls soumis à cette imposition et ils l'avaient acquittée jusqu'au 1^{er} avril 1789, par le paiement des 22.830 livres 17 sols 8 deniers distraites de l'imposition de 1788 pour celle de 1799. Il n'y eut donc point de rôle de prestation représentative de la Corvée en 1789. Mais on avait

1. Arch. Manche, L 48, Conseil général département Manche, fo 16.

imposé en 1790 pour les 6 derniers mois de 1789, et pour tout 1790, l'ex-arrondissement de Saint-Lo de 70.373 livres 16 sols 11 deniers. Le district paya 75.450 livres 12 sols 10 deniers.

Tous les biens fonds même nobles ou ecclésiastiques furent assujettis à l'impôt territorial.

Le montant pour le district y compris le 10^e pour livre de taxation s'élevait à 14.589 livres 3 sols.

Le montant de l'impôt pour les bâtiments de justice était pour le district de 4.866 livres 9 deniers.

L'imposition principale, l'imposition accessoire la capitation et la prestation représentative de la corvée étaient réparties dans les Communautés par les municipalités. Il en était de même de l'impôt territorial et de l'impôt pour les bâtiments de justice; les rôles des vingtièmes étaient établis dans les bureaux des Intendances d'après d'anciennes déclarations ou à la suite de vérifications. Les intendants les faisaient parvenir aux Communautés.

Torigni percevait des droits sur les denrées et marchandises qui entraient dans ses murs ou étaient vendues sur ses foires et marchés.

Le district de Saint-Lo payait beaucoup plus d'impôts que les districts circonvoisins et ses représentants s'élevaient contre cette disproportion injustifiée : « Les fonds, disait-on, y sont cependant en majeure partie de la plus mauvaise qualité; ils ne produisent qu'à force d'engrais que le laboureur est obligé de tirer des districts voisins. Il ne se fait aucun commerce dans le pays. Il y a en outre des inégalités frappantes entre les paroisses.

La ville de Saint-Lo produisait un mémoire. Ses officiers municipaux y démontraient l'impossibilité pour la petite cité d'acquitter ses impositions arriérées et en sollicitaient la remise. Elle soumettait en même temps au Département une

autre requête. Une indemnité avait été allouée aux députés des gardes nationales du district envoyés à la Fête de la Fédération de Paris le 14 juillet. Il leur était dû 1.220 livres et ils en attendaient avec impatience le paiement.

Au sujet des impôts et de leur perception le Bureau de l'Impôt formulait de nombreux vœux. Il demandait en particulier :

1) Que les tarifs et abonnements de villes soient supprimés et que leurs habitants contribuent en raison de leurs facultés.

2) Que le Département soit prié de considérer l'état du district et de lui accorder lors du prochain répartition une diminution sur les impositions.

3) Que le Département trouve un mode propre à faire régner l'équilibre entre les districts et les communautés.

4) Qu'il soit établi pour la perception de l'impôt un Bureau de recette dans chaque municipalité et que les impôts y soient portables.

5) Que la collecte soit chaque année passée par adjudication au rabais dans chaque communauté, à charge pour l'adjudicataire de fournir caution solvable et de tenir le bureau ouvert aux jours fixés par la municipalité du lieu.

6) Qu'il soit enjoint aux adjudicataires de faire faire toutes diligences pour obtenir le recouvrement des impositions ainsi que toutes saisies et ventes, par le greffier de la municipalité auquel il serait alloué des vacations modérées.

7) Que les receveurs particuliers des finances des districts voisins dans l'arrondissement desquels se trouvent les paroisses entrées dans la nouvelle formation du district de Saint-Lo reversent les deniers payés dans lesdites paroisses pour la prestation de la corvée, l'impôt territorial et l'impôt des bâtiments de justice.

8) Que les 1.220 livres pour les députés de la garde nationale soient réparties sur chaque communauté au marc la livre de son imposition principale et que les quatre des plus hauts cotisés avancent cette cotisation sous quinzaine de la date de l'ordonnance du Département, aux mains du receveur particulier du district.

9) Que le Département autorise la municipalité de Saint-Lo à compter de clerc à maître pour 1790 et années antérieures du produit effectif de la recette du tarif, et qu'il lui accorde la remise du restant dû, de manière, toutefois, à ne pas augmenter la contribution des autres communautés du district.

Le Conseil adopta toutes ces propositions.

Il arrêta que les Assemblées du district procéderaient à la nomination d'un receveur de district. Le 30 septembre, dernier jour de la session, ce receveur serait obligé de donner caution jusqu'à concurrence de 150.000 livres en immeubles situés dans le département de la Manche ¹.

Ces impositions ne rencontraient pas un meilleur accueil que les droits détestés d'antan.

Le 19 janvier 1791 un collecteur d'Esglandes se plaignait au District des difficultés que rencontrait la perception pour 1790 ².

Le 13 mars, l'adjudicataire du tarif de la ville de Torigni demandait et obtenait la résiliation de l'adjudication en raison des difficultés quotidiennes de la perception ³.

En 1791, les impositions nouvelles succédèrent aux anciennes.

Le 23 avril en plein enthousiasme, le maire et les officiers

1. Arch. Manche, L II 1005 Conseil Reg. délibérations et arrêtés District Saint-Lo, f^{os} 20 à 29 inclus.

2. Arch. Manche L II 1014, Reg. Conseil district f^o 48.

3. Arch. municipales Torigni-sur-Vire, D I, n^o 4, f^o 163.

municipaux de la cité des Matignon adressaient à la population de Saint-Lo cette proclamation qui révèle l'état d'esprit de l'époque :

« Le peuple doit témoigner toute sa reconnaissance à l'Assemblée qui a supprimé les impôts désastreux qui pesaient sur la classe la plus indigente du peuple et les a remplacés par des impôts équitables dont le produit sera tout entier appliqué aux besoins de l'Etat et servira à élever le commerce et l'agriculture, deux sources fécondes et intarissables de richesses.

Plus de dîmes, d'aides, de vingtième, de gabelle, d'impôt du tabac, plus de tarif ni de droit de détail qui absorbaient la majeure partie de la subsistance du pauvre. Le droit de patente remplace le droit de maîtrise, tous les droits d'entrée et de consommation.

Il faut se réjouir de tout cela. Mais il convient d'éviter dans l'allégresse universelle tout ce que pourrait être une cause de désordre. Ceux que l'Etat a sacrifiés au bien général ne cessent pas d'être ses frères. Plus le sacrifice exigé d'eux *pour la Patrie* est grand, plus ils ont droit à la sensibilité de leurs frères et à la protection du dépositaire de l'autorité ». A cette occasion il sera fait un feu de joie sur le Champ de Mars en reconnaissance de l'abolition des anciens droits. La Maison commune sera illuminée et tous les citoyens sont invités à illuminer ¹.

Le 28 avril le Directoire du département dut menacer les maire et officiers municipaux de La Haye-Bellefonds en raison de leur conduite inconstitutionnelle au sujet des impositions ².

A partir de 1791 le Tarif de Saint-Lo était bien supprimé,

1. Arch. de Saint-Lo. Reg. des délibérations du Conseil général de Saint-Lo D 28, f° 74.

2. Arch. Manche, L 52, Reg. Directoire département, f° 147,

mais la ville ne pouvait faire face à son arriéré. Dès le 23 septembre 1790, elle avait adressé au Département une demande de remise de la dette municipale et la demande était restée sans réponse. « Ce silence, déclarait le Conseil de la commune le 7 mai 1791, est d'autant plus étonnant que sous l'Ancien Régime, sous l'empire du despotisme ministériel, la ville de Saint-Lo quoique privée de tout appui auprès des dépositaires de l'autorité était reconnue pour une des plus malheureuses de la ci-devant province de Normandie, que tous les ans on lui expédiait une ordonnance de remise d'une somme de 5.000 livres sur la taille représentée pour son Tarif. Elle avait d'autant plus lieu de compter sur une pareille remise de la part du Département que l'heureuse Révolution qui régénère la France a porté un coup mortel à ses fabriques. Ses seules ressources actuelles consistent dans son patriotisme qui ne le cède en énergie à aucune ville de l'empire ».

Si le Département ne lui a pas donné satisfaction, c'est sans doute par suite de l'opposition de certains citoyens « indisposés par des concessions faites par la municipalité de Saint-Lo pour acheter des biens nationaux à l'époque où il fallait pour ainsi dire « créer la confiance publique dans cette grande et salutaire opération ». La suppression du *Tarif* ne permet pas de payer l'arriéré ¹.

Le 16 juillet, le Directoire du département arrêta qu'un secours de 5.000 livres serait accordé aux Saint-Lois sur les fonds libres et variables de l'ex-généralité de Caen, que la somme de 13.641 livres 135 sols 4 deniers à laquelle la dette se trouverait ainsi réduite serait réimposée sur les contributions de la ville au marc la livre de chaque livre par sous et

1. Arch. de Saint-Lo, Reg. des délibérations du Conseil Général de Saint-Lo D 28 f° 74.

deniers additionnels aux contributions foncière et mobilière ¹.

A Saint-Lo un certain nombre de cabaretiers et aubergistes, en octobre 1791, menacèrent de leurs armes ceux qui voudraient leur faire payer l'arriéré du Tarif. Certains même mirent le feu à la maison de l'homme chargé de ce recouvrement ².

A sa session du 15 octobre au 30 octobre 1791, le Conseil du district s'occupa des impositions pour 1791. Ces impositions se divisaient en 3 catégories : la contribution foncière qui s'élevait à 686.436 livres, la contribution mobilière se montant à 163.955 livres, les dépenses à la charge du Département. Ces dernières se payaient à raison de 1 sol 9 deniers pour livre du principal de la contribution foncière et de 1 sol 9 deniers pour livre de la contribution mobilière, soit 60.063 livres 3 sols et 14.346 livres 1 sol 3 deniers.

Pour les fonds de décharge et non valeurs il s'ajoutait 34.321 livres 16 sols à la contribution foncière et 14.346 livres 1 sol 3 deniers à la contribution mobilière ³.

Le 25 octobre le Conseil du district prit la décision suivante :

« Un registre sera formé pour inscrire les renseignements que le Directoire pourra se procurer sur la vraie valeur des fonds de chaque municipalité par les moyens indiqués dans le susdit rapport et que le Directoire a autorisé de mettre en usage.

« Chacun des membres s'engage à recueillir de son côté les connaissances sur la valeur des objets. Il est convenu qu'avant le prochain répartition de la Contribution foncière de 1792, et à cette époque qui sera indiquée par le Directoire

1. Arch. Manche, L 52 Reg. directoire département f° 211.

2. Arch. municipales Saint-Lo, Reg. délibérations Conseil Général Saint-Lo D 28, f° 152.

3. Arch. Manche L II 1005, Reg. délib. et arrêtés district Saint-Lo, f° 42.

tous les dits membres se rassembleront pour déposer les connaissances qu'ils auront acquises afin de rectifier autant que possible les inégalités subsistantes.

« Pour parvenir à répartir aussi également que faire se pourra la Contribution mobilière, un projet de lettre à adresser aux différentes municipalités a été adopté ainsi que l'état y joint. Le tout sera imprimé et envoyé le plus tôt possible.

Le Conseil général en reconnaissant la justesse des observations ci-dessus à l'égard de la Contribution patriotique charge le Directoire de soumettre à celui du Département les réclamations du District en le priant de les faire valoir et de les appuyer auprès de la législation actuelle ¹.

Pour les contributions de l'année 1791, la collecte n'existait plus ; la recette la remplaçait. Le Receveur ne se rendait pas à domicile. Il établissait un bureau et les contribuables y allaient opérer leurs versements ².

Des mesures de détail furent prises par le Directoire du district, par exemple la réduction conforme à la loi des impositions de quelques citoyens ³.

Le 13 février 1792, en exécution de la loi du 2 octobre 1791, il arrêtait qu'il y aurait dans ce district 10 porteurs de contraintes qui résideraient dans les différents cantons ⁴. Au mois de février 1792, il employa plusieurs séances à l'examen des procédés de répartition entre les communes du district des sommes fixées pour le contingent du district. Il s'agissait de 1.093.300 livres constituant la part contributive du département dans la contribution mobilière, les fonds de décharge, les dépenses du département et du district.

1. Arch. Manche L II 1005, Reg. cit., f^{os} 62, 63.

2. Arch. Manche L 52, Reg. directoire départ., f^{os} 248, 249.

3. Arch. Manche L II 1017, Reg. directoire district, f^o 20.

4. Arch. Manche L II 1015, Reg. directoire district, f^o 117.

Le total fut divisé entre les municipalités. Pour ne citer que les localités importantes, la ville de Saint-Lo eut à payer 21.312 livres; Torigni 7.030 livres; Canisy 22.422 livres; Esglandes 1.344 livres 6 sols 8 deniers; Saint-Jean-de-Daye, 740 livres; Marigny 3.700 livres; Percy 8.016 livres 13 sols 4 deniers; Saint-Clair 1.665 livres; Saint-Jean-des-Baisants 3.206 livres, 13 sols 4 deniers; Tessy 3.391 livres 13 sols 4 deniers; Agneaux 2.220 livres; Saint-Georges-de-Montcocq, 1.541 livres 13 sols 4 deniers; Sainte-Croix 1.603 livres 6 sols 8 deniers; Saint-Thomas 962 livres.

Pour le répartition entre toutes les municipalités du district, le Directoire prit en considération : 1° la population active des communes; 2° le traitement des fonctionnaires publics qui résident dans chacune d'elles; 3° le nombre et le traitement d'ecclésiastiques salariés et de tous pensionnés de l'Etat. (Ces renseignements avaient été fournis par les municipalités d'après l'arrêté du Conseil du district d'octobre 1791); 4° enfin les richesses mobilières et autres valeurs assujetties à la contribution mobilière que présente chaque commune.

Certaines communes adressèrent des réclamations au sujet de leur imposition pour 1791.

Le Directoire, le 7 mars, arrêta que l'arpentage du territoire de ces communes serait fait suivant la loi du 23 septembre 1791¹. De ce nombre étaient Torigni, Villiers-Fossard, La Barre-de-Semilly, Le Chefresne².

Le 30 juillet, le procureur de la commune de Cerisy se plaignit au Conseil de la commune que les citoyens se présentaient en trop petit nombre pour faire une offrande aussi juste que la contribution patriotique. On ne comptait pas les gens

1. Arch. Manche, L 75, Reg. département Manche, contributions, f^{os} 15, 16.

2. Ibidem.

qui n'avaient pas encore satisfait au décret. La municipalité fut obligée d'imposer de son chef les personnes sujettes à la contribution qui n'avaient pas fait leur déclaration ¹.

Dès le 31 mars 1790, le rôle des habitants de Rampan inscrits pour le don patriotique comprenait 17 noms. En tête figurait le curé La Bazonnaire pour 300 livres. Immédiatement après le sien, on descendait à 9 livres et finalement jusqu'à 20 sols ².

A Saint-Georges de Montcocq, connaissance prise des déclarations de revenus, on les considéra comme conformes à la vérité : il n'y avait lieu à aucune taxe ³.

A Condé-sur-Vire, le Conseil de la commune déclara « qu'aucun citoyen demeurant sur la paroisse n'était dans le cas d'être taxé d'office ». Aucune déclaration ne devait, ajoutait-il, être rectifiée ⁴.

Dans l'histoire du district, on trouve nombre de demandes de réduction de la contribution patriotique. Le Directoire du département admettait les unes, rejetait les autres, après avis du District ⁵.

Le montant des rôles de la contribution patriotique pour le district était de 129.436 livres 12 sols 1 denier, sauf les réductions obtenues par plusieurs citoyens en considération de la diminution survenue dans leur fortune au 15 octobre 1791.

A cette date quatorze municipalités n'avaient point encore présenté leurs registres et déclarations malgré les réquisitions réitérées reçues à cet égard ⁶.

1. Arch. municipales Cerisy-la-Forêt, Reg. Conseil général, f° 47.

2. Arch. municipales Rampan, Reg. municipalité.

3. Arch. municipales Saint-Georges de Montcocq. Reg. Conseil de Saint-Georges de Montcocq, f° 18.

4. Arch. municipales Condé-sur-Vire, Reg. municipalité Condé-sur-Vire (1790-1792), f° 57.

5. Arch. Manche, L 79, Reg. département Manche, impositions.

Ibidem L 75, Reg. département Manche, Contributions.

6. Arch. Manche, L II 1005, Conseil Reg. délibérations et arr. district Saint-Lo, f°s 42, 43.

Le rapport du Bureau de l'impôt le 25 octobre 1791, jugeait ainsi la situation : « Dans un moment d'enthousiasme, la contribution patriotique fut proposée par Necker et adoptée par l'Assemblée nationale constituante. On avait demandé pour tenir lieu de serment une déclaration de vérité. On s'était malheureusement trompé, et, alors, il fut enjoint aux municipalités de taxer ceux qui n'avaient fait aucune déclaration et de rectifier celles qui paraissaient évidemment fausses. Tout cela avait été insuffisant grâce aux « ennemis de la réforme des abus » dont le nombre est grand, et à l'intérêt personnel qui l'a emporté chez quelques-uns. Les municipalités de leur côté n'ont pas accompli les obligations que leur imposait la loi. La réunion de ces circonstances fait qu'en général la contribution patriotique ne pèse que sur la classe la moins aisée et sur un petit nombre d'hommes riches. C'est donc un genre d'impôt qui renferme le vice le plus essentiel et que l'on doit se hâter de corriger. Le moyen en est simple. Il ne s'agit que de calculer son produit total et de répartir entre tous les départements dans la proportion des autres impositions et d'en ordonner le recouvrement en forme de sous additionnels non au profit du Trésor public mais au profit de ceux mêmes qui ont contribué, tellement que celui qui aura été imposé à une somme égale à celle qu'il a offerte n'ait rien à payer, et que celui dont l'offre excédera son imposition ait au contraire à recevoir. A ce moyen les seules personnes qui auraient à payer seraient celles qui n'ont rien offert ou dont l'offre est insuffisante ¹ ».

La Fête de Fédération du 14 juillet 1790 avait provoqué une imposition supplémentaire, au marc la livre des impositions ordinaires de 1790. La ville de Saint-Lo, d'après l'arrêté

1. Arch. Manche, L II 1006, Conseil Reg. délibérations et arr. district, Saint-Lo, f^o 59.

du Directoire du district du 24 juillet 1791 paya 41 livres 9 sols 5 deniers, celle de Torigni 17 livres 5 sols, Canisy 13 livres 3 deniers ¹. Il s'agissait des indemnités allouées aux députés envoyés à Paris.

Le principal de la contribution foncière pour 1792 se montait à 73.634 livres. Le Directoire du district avait pris tous les renseignements qu'il avait pu se procurer sur la valeur locative des fonds de chaque commune. A cet effet il avait en particulier relevé les chiffres des baux authentiques consignés sur les registres des droits de contrôle et d'enregistrement. Il s'agissait de faire supporter à chaque commune sa part proportionnelle dans la contribution foncière du district et elle ne pouvait être déterminée autrement ².

Le procès-verbal de la dernière session du Conseil du département renfermait une décision aggravante pour le district de Saint-Lo. Sur la question de savoir si le district de Coutances serait diminué, le département s'était prononcé pour l'affirmative. Le district de Coutances serait dégrévé de 50.000 livres et celui de Saint-Lo serait grévé de cette même somme.

Le Directoire du district fit des recherches pour établir que cette surcharge dépassait les forces des contribuables. La contribution foncière de 1791 dans la circonscription de Saint-Lo était d'ailleurs elle-même supérieure au niveau fixé par la loi. Quant à la contribution mobilière de 1792 elle avait été maintenue la même que pour l'année précédente.

En 1791, le principal de la contribution foncière atteignait 686.436 livres; en 1792 il s'élevait à 736.436 livres. En 1791, le département de la Manche était imposé pour 5.054.800 livres. Pour la répartition de cette somme on avait adopté deux bases :

1. Arch. Manche, L II 1015, Reg. Directoire district, f^{os} 6, 7, 9.

2. Arch. Manche, L II 1816, Reg. directoire district f^{os} 64, 65.

La première base consistait à supposer à chaque district du département une certaine quantité de lieues de surface et à chaque lieue de surface une certaine quantité de vergées de terre. En vertu de cette méthode, on attribua au district de Saint-Lo 60 lieues de surface, et ses vergées furent calculées en conséquence. La deuxième base consistait à déterminer la valeur des vergées de terre. Cette valeur pour le district de Saint-Lo fut fixée à 6 livres 10 sols. C'était exagéré. Le fardeau était beaucoup trop lourd.

La contribution mobilière était plus accablante encore. Les communes payaient 19 sols 1 denier 9/10^e par livre tandis que la loi ne prescrivait que 6 livres ¹.

Le 5 novembre 1792, le département avait autorisé le District à fixer lui-même les impositions destinées à couvrir les dépenses de la circonscription pour l'année 1792. Il avait été ainsi prévu : 1^o Pour l'entretien ou réparation des prisons et des bâtiments à la charge du district : 300 livres ; 2^o pour dépenses du tribunal et des juges de paix : 20.950 livres ; 3^o pour les frais d'administration 11.710 livres ; 4^o pour les taxations du receveur 5.851 livres 6 sols 9 deniers ; 5^o pour les dépenses imprévues 564 livres 18 sols 4 deniers. Le total s'élevait à 38.976 livres 5 sols 1 denier.

L'arrêté du Département du 3 août avait autorisé le District à percevoir pour ouvrages neufs la somme de 10.000 livres. L'extrême besoin de communications dans le pays et les réclamations des cantons à ce sujet avaient déterminé l'Administration du district à ajouter cette imposition pour 1792 ².

Le compte décadaire de la 3^e décade de pluviôse an II donnait l'état du recouvrement des contributions pour les

1. Arch. Manche, L II, 1005 Reg. délibérations, Conseil district, de f^o 81 à 100 inclus.

2. Arch. Manche L II 1047, Reg. corr. avec départ., 8 novembre 1792.

années 1791 et 1792 : sur le montant de la contribution foncière de 812.272 livres 12 sols et de la contribution mobilière de 202.211 livres 3 sols 4 deniers, formant un total de 1.014,493 livres 15 sols 4 deniers pour 1791, il y avait 5.733 livres 4 sols 3 deniers à faire rentrer au 1^{er} ventôse.

Sur le montant de la contribution foncière de 861.215 livres 19 sols 11 deniers et de la contribution mobilière de 109.932 livres 12 sols 1 denier, c'est-à-dire sur un total de 1.061.148 livres 12 sols pour 1792, il restait dû 186.013 livres 14 sols au 1^{er} ventôse.

Le montant des rôles de la contribution patriotique était de 135.689 livres 10 sols 10 deniers. Il restait encore dû au 1^{er} ventôse : 2.181 livres 12 sols 8 deniers pour cette contribution.

Le produit du montant des patentes pour 1791 était de 39.443 livres 6 sols. Il restait à recouvrer au 1^{er} ventôse : 14.536 livres 7 sols.

La contribution foncière pour 1.793 était fixée à 867.204 livres 18 sols ¹.

La répartition de la contribution foncière du district pour 1793 fut opérée par le Conseil du district de la manière suivante en totalisant le principal et les sous-additionnels ² : Canton du Rocher la Liberté : 87.735 livres 6 sols 3 deniers

1. Le 1^{er} janvier 1793, le Conseil du département trouvant que la répartition des années précédentes portait sur des bases incertaines, avait fait un arrêté tendant à faire exécuter dans chaque district un plan de vérification combiné de manière à conduire à la connaissance du revenu net imposable de chaque district à la Contribution foncière. Ce travail n'étant point encore achevé, le Conseil prit un arrêté pour cette exécution. Arch. Manche L 50, Reg. Conseil général départ.. f^{os} 72, 73.

Le 29 décembre 1792, le Conseil du département avait arrêté qu'il demanderait aux districts des renseignements afin d'éviter l'arbitraire dans la détermination de la part de chaque district à cette contribution. Arch. Manche L 49, Reg. Conseil général départ., f^o 35.

2. Ces sous additionnels étaient : 17 fonds de décharges à raison de 2 sols pour L. 27 charges du département à raison de 1 sol 6 deniers pour L. 37 charges du district : 1 sol 9 deniers 2/10 pour L.

dont 38.129 livres 9 sols 7 deniers pour la commune du Rocher la Liberté ; 101.951 livres 4 sols pour le canton de Canisy ; 103.695 livres 4 sols 5 deniers pour le canton de Tessy ; 135.469 livres 17 sols 1 denier pour le canton de Torigni dont 11.937 livres 2 sols 9 deniers pour la commune de Torigni ; pour le canton d'Esglandes : 130.190 livres 11 sols 11 deniers ; pour le canton de Saint-Clair : 96.351 livres 13 sols 3 deniers ; pour le canton de Marigny : 96.790 livres 19 sols ; pour le canton de Percy : 90.131 livres 15 sols 1 denier ; pour celui de Saint-Jean-des-Baisants : 90.012 livres 16 sols 10 deniers. Le total général de la contribution foncière du district pour 1793, principal et sols additionnels additionnés, était de 932.329 livres 17 sols 9 deniers ¹.

La loi du 9 frimaire relative à la contribution mobilière de l'année 1793, avait rencontré, déclare le compte décadaire, la plus grande négligence de la part des municipalités. L'état mentionnant les changements à faire dans les matrices des rôles de cette contribution pour 1792 avait été d'inutile effet. Presque partout on n'avait tenu compte ni de la loi du 9 frimaire, ni des instructions du ministre du 20 frimaire. Le travail en vue de l'exécution de cette loi avait été préparé seulement dans le courant de pluviôse par la confection de l'état général qui devait être envoyé au Département. Le retard apporté à cet envoi n'avait eu d'autre cause que le retard apporté par les municipalités à la modification de leurs matrices de 1792.

Le total général de la contribution mobilière du district pour 1793, principal et sols additionnels compris ², était de 77.419 livres 19 sols 2 deniers.

La répartition fut la suivante : 13.457 livres 1 sol 2 de-

1. Arch. Manche L II 1008, Reg. Conseil district, de f° 128 à f° 134 inclus.

2. Les mêmes que ceux de la contribution foncière.

niers pour le canton du Rocher la Liberté (dont 10.787 livres 1 sol 1 denier pour la commune du Rocher la Liberté); 8.501 livres 198 sols 1 denier pour le canton de Canisy: 6.249 livres 16 sols 10 deniers pour le canton d'Esglandes; 6.325 livres, 16 sols 10 deniers pour le canton de Marigny; 7.081 livres 13 sols 2 deniers pour le canton de Saint-Jean-des-Baisants; pour celui de Percy 7.621 livres 14 sols; pour celui de Saint-Clair 7.107 livres 14 sols 5 deniers; pour celui de Tessy 8.778 livres 2 sols 11 deniers; pour celui de Torigni 12.295 livres 19 sols 5 deniers (dont 4.791 livres 15 sols 5 deniers pour la commune de Torigni) ¹.

Quant à la loi du 3 septembre sur l'Emprunt forcé, elle n'avait encore au 1^{er} ventôse été exécutée que très imparfaitement. Malgré des instances pressantes, sur 101 municipalités, 68 seulement avaient satisfait à l'exécution de la loi en fournissant les procès-verbaux de nomination de leurs commissaires chargés de vérifier dans chaque commune l'état des déclarations. Plusieurs des commissaires avaient adressé des états négatifs pour leurs communes, et il résultait d'un aperçu général que le district n'apporterait qu'une faible contribution à l'emprunt forcé levé sur les citoyens riches. On pouvait imputer ce déficit au grand nombre de séquestres apposés sur les biens des émigrés du district. « Les municipalités en général, déclarait le compte décadaire, manquent d'activité et ont besoin de fréquents stimulants pour les exciter à remplir leurs fonctions » ².

1. Arch. Manche, L II 1008, Reg. Conseil district, de f^o 128 à f^o 134 inclus.

2. Arch. Manche, L II 1008, Reg. Conseil district, de f^o 128 à f^o 134 inclus.

L'Emprunt forcé ordonné par décrets des 20 mai, 22 juin et 3 septembre 1793 était fixé à 1 milliard, réparti sur les citoyens dont le revenu était supérieur à 1.500 francs (1.000 francs pour les célibataires); une déclaration leur était imposée. Les traitements, salaires et revenus purement industriels étaient exemptés; les autres revenus étaient taxés suivant un tarif progressif. L'Emprunt était remboursable en biens nationaux deux ans après la paix. Cahên et Guyot: L'Œuvre législative de la Révolution, p. 254.

Nombreuses furent les réclamations au sujet de taxes vicieuses, injustes, trop lourdes. Le Directoire du district y mit ordre ¹. Pour couper court aux réclamations portant sur les objets fonciers imposés au rôle de la contribution foncière des communes, le Directoire envoya des commissaires (5 octobre 1793). C'est ainsi que Lamberville et Biéville en reçurent ². Les citoyens des communes avaient souvent des impositions d'un caractère en quelque sorte communal, à payer. On trouve des exemples où le Directoire du district, après avis favorable du Directoire du département, autorisait des communes à faire répartir des dépenses locales, des décharges, au marc la livre de la cote des impositions ³.

Les archives municipales fournissent peu de renseignements locaux sur les contributions et leur perception. A peine découvre-t-on ici ou là quelques allusions à l'emprunt forcé. On constate ainsi que le Conseil de la commune de Carantilly, le 27 frimaire an II, chargea des commissaires de vérifier les déclarations des citoyens relatives à cet emprunt, en leur ordonnant de « procéder à leur travail sans aucun retard » ⁴.

A Saint-Georges de Montcocq, le 7 nivôse an II, les commissaires chargés de contrôler les revenus en vue du même emprunt, déclaraient que personne n'y était soumis dans cette commune ⁵.

A Saint-Lo, le 24 nivôse, le Conseil de la commune dési-

1. Arch. Manche, L II 1029, Reg. d'avis sur requêtes au sujet d'impositions, f° 7, 8.

2. Arch. Manche, L II 1017.

3. Arch. Manche, L II 1026, Reg. arr. directoire du district au sujet contributions, f° 15.

4. Arch. municipales, Carantilly, Reg. délibérations Conseil général Carantilly.

5. Arch. municipales Saint-Georges de Montcocq, Reg. Conseil Saint-Georges de Montcocq, f° 149.

gnait un sixième commissaire pour opérer les vérifications nécessaires ¹.

Le compte décadaire de la 3^e décade de thermidor an II, déclarait que le relevé des rôles de l'emprunt forcé se montait à 2.500 livres 2 deniers. Le recouvrement de cette taxe était en activité et serait en majeure partie effectué pour la 1^{re} décade de fructidor ².

Il était temps, car la lettre du 22 thermidor de la Commission des revenus nationaux représentait à l'Administration du district, qu'il était de son devoir de faire cesser le retard de 36 municipalités du district qui n'avaient pas encore formé leurs rôles de l'emprunt forcé ³. Dès la 3^e décade de prairial, le District écrivait que la plupart des communes s'étaient enfin exécutées à force d'instances les plus pressantes de sa part ⁴.

Au 21 nivôse an III, toutes les contributions de 1790 n'étaient pas encore complètement rentrées. Le Département ne cessait de recommander au District de ne reculer devant aucun moyen pour accélérer le recouvrement ⁵.

— II —

La Révolution a connu la crise de la monnaie. Elle a connu le papier-monnaie. Sans témérité on peut dire qu'elle en a vécu en grande partie. De l'avis de M. Camille Bloch, l'existence même du papier-monnaie au point de vue de la vie financière et économique, caractérise la Révolution ⁶.

1. Arch. municipales Saint-Lo, Reg. délibérations Conseil général Saint-Lo, D 31, f^o 64.

2. Arch. Manche, L II 1.045, Reg. comptes décadaires du 21 nivôse au 1^{er} ventôse an IV (non folioté).

3. Arch. Manche, L II 1010, Reg. Conseil district, f^o 61.

4. Arch. Manche, L II 1045, Reg. cit.

5. Arch. Manche, L 135, Reg. corr. département (Reg. non folioté) — Arch. Manche, L II 1011, Reg. Conseil district, f^o 128.

6. Commission de recherche et de publication des documents relatifs à la vie économique de la Révolution : La Monnaie et le papier-monnaie, instruction, recueil de textes et notes, p. 2.

Les assignats étaient devenus une véritable monnaie par suite des décrets des 8 octobre et 18 novembre 1790. L'intérêt qui leur avait été d'abord attaché ayant été supprimé, ils étaient désormais au porteur et non à ordre. On avait émis des coupures inférieures à 100 livres, puis des coupures de cinq livres¹.

Cependant la monnaie manquait. La menue monnaie surtout faisait défaut pour les usages journaliers. Le numéraire avait disparu au point qu'il en coûtait un cinquième et même un quart pour l'échange des assignats de cinq livres, « ce qui surcharge la classe du peuple indigent d'une manière insupportable et anéantit les manufactures² ».

L'Assemblée chercha un remède à cet état de choses commun à toute la France. Par le décret du 19 mai 1791, elle mit sous la protection spéciale des corps administratifs et des municipalités, les établissements particuliers qui se chargeraient d'émettre des billets de confiance représentant des portions d'assignats, et de les échanger à volonté et au pair contre des assignats nationaux.

Il leur était seulement imposé expressément de se pourvoir aux Monnaies différentes du royaume de la quantité de sous nécessaires pour entretenir au pair l'échange à bureau ouvert de billets de confiance contre des sous et des sous contre ces mêmes billets³.

Dans le district de Saint-Lo, ce furent deux municipalités : Saint-Lo et Torigni qui créèrent des caisses dites patriotiques pour l'émission des billets de confiance.

Le 23 janvier 1792, le Conseil de la commune de Saint-Lo

1. Ces dernières créées par le Décret du 9 mai 1791.

2. Arch. municip. Saint-Lo, Reg. délibér. Conseil général Saint-Lo, du 4 novembre 1791 au 3 novembre 1792. D-29, Reg. 42, f° 28.

3. La Monnaie et le papier-monnaie, opus cit., p. 95. Le Décret du 3-6 août ordonnait la fabrication d'une menue monnaie avec le métal des cloches.

résolut de mettre en circulation des « billets de confiance » en échange des assignats de cinq livres. Il voulait ainsi, déclarait-il, satisfaire aux réclamations faites « à grands cris par le public et les ouvriers » en attendant l'émission de petits assignats de 10 et 20 sols ¹. Le 31 janvier, il décida l'émission de billets de 20, 15, 10 et 5 sols, au nombre de 96.000. Il y aurait : Pour 24.000 livres de billets de 20 sols ; pour 18.000 livres de billets de 15 sols ; pour 12.000 livres de billets de 10 sols ; pour 6.000 livres de billets de 5 sols. Le total de l'émission serait de 60.000 livres ².

Ce projet, après avis favorable du Directoire du district, reçut le 6 février 1792, l'approbation du Directoire du département qui ordonnait son exécution en la forme et teneur suivantes, sous la responsabilité de la ville de Saint-Lo :

« Pour faciliter l'échange et la division des petits assignats dans le district de Saint-Lo, en attendant l'émission des assignats inférieurs décrétés par l'Assemblée législative, il sera établi à la municipalité de Saint-Lo, sous l'autorisation et la surveillance des corps administratifs, des billets de confiance de 5, 10, 15 et 20 sols qui auront chacun une matrice particulière avec vignettes différentes les unes des autres et dont le cours n'aura lieu que jusqu'au 1^{er} janvier 1793.

2) Ces billets de 5, 10, 15 et 20 sols seront uniquement destinés à l'échange des assignats de 5 livres et au-dessous.

3) Tous ces billets seront tirés d'une matrice de 3 pouces 6 lignes de longueur, sur 2 pouces 6 lignes de hauteur, que des commissaires pour ce nommés, seront tenus de faire graver et surveiller.

4) Le billet de 5 sols portera cette somme en chiffre 5 sols

1. Arch. municip. Saint-Lo, D 29, Reg. 42 (cit.), fo 28. Ces assignats avaient été créés par le Décret du 4 janvier 1792.

2. Ibid.

dans l'en-bas de la vignette, à gauche de la matrice et son numéro sera placé à droite du même en-bas.

5) Le billet de 10 sols portera aussi ce mot 10 sols en chiffres à chacun des deux côtés et son numéro sera inscrit au milieu du haut de la vignette.

6) Le billet de 15 sols contiendra cette somme 15 sols en chiffres dans les vignettes du haut et de chaque côté et son numéro sera rempli en parallèle au bas de la matrice.

7) Le billet de 20 sols portera ce mot 20 sols en chiffres dans le milieu du haut de la vignette et son numéro sera rempli également en chiffres et en parallèle au bas de la matrice.

8) Le fonds de chaque matrice des quatre billets ci-dessus décrits, sera gravé ainsi qu'il suit :

Commune de Saint-Lo
Bon de 5, 10, 15 ou 20 sols
selon l'espèce, remboursable
à volonté, en assignats
jusqu'au 1^{er} janvier 1793.

9) La totalité des bons ou billets ci-dessus sera frappée au-dessous de la gravure, par un timbre sec ou à froid que les commissaires demeurent autorisés de faire fabriquer et surveiller avec les précautions à ce nécessaires, lequel timbre, outre ces dessins, contiendra cette inscription « Ville de Saint-Lo ».

10) Aux deux côtés du timbre sec seront placées les signatures de trois commissaires que la Municipalité désignera à cette fin, et tous les bons à émettre seront encore contre-marqués et signés au dos par le greffier-secrétaire.

11) A fur et à mesure que les exemplaires des billets dont il s'agit parviendront à la Maison Commune, soit lorsqu'ils s'y trouveront réunis en totalité, le Conseil municipal nommera des commissaires pour les faire compter, numéroter, timbrer

signer et contre-marquer ; après quoi les dits billets seront mis en paquets, réunis dans la même feuille au nombre de 400 de chaque espèce, ce qui formera à 50 sols par feuille, un total de 1.000 livres pour chaque paquet.

12) L'émission de ces billets pourra être faite aussitôt qu'il s'en trouvera une quantité reconnue suffisante, en état de sortir, et alors cette émission sera annoncée par une publication au son du tambour et affichée aux endroits ordinaires de la ville.

13) Pour la commodité du public et des habitants des campagnes, la distribution sera faite à la Maison Commune tous les mardi, jeudi et samedi de chaque semaine, depuis 9 heures du matin jusqu'à midi et de 2 heures à 5 heures du soir ¹.

Les matrices destinées à l'impression des billets de confiance furent fabriquées par le sieur Cousinet moyennant 104 livres pour le travail total « ce qui n'est point excessif eu égard à l'ouvrage que chaque pièce comporte ² ».

Le 27 février, le Directoire du district arrêta que la distribution des billets se bornerait à 500 livres chaque fois. Nul ne pourrait obtenir plus de 30 sols de billets à chaque distribution ³.

A son tour, le 27 février, le Conseil de la commune de Torigni, « en considérant les entraves que le commerce éprouve par la rareté du numéraire », décida d'émettre sous la surveillance et la garantie de la commune de Torigni, pour 30.000 livres de billets de confiance de 20, 15, 10 et 5 sols, remboursables en assignats de 5 livres ⁴. Le 4 mars, à la suite d'un avis du Directoire du district et d'un arrêté du Départe-

1. Arch. Manche, L 53, Reg. directoire département de f^o 97 à f^o 99 inclus.

2. Arch. municipales Saint-Lo, D 29, Reg. n^o 39 cité, f^o 35.

3. Arch. Manche, L II 1015, Reg. directoire district, f^{os} 120, 121.

4. Arch. municipales Torigni-sur Vire, Reg. délibérations Conseil général Torigni (fragment de), f^o 5.

ment, l'émission fut portée à 60.000 livres par le Conseil de la commune qui prit l'arrêté suivant :

1) Il sera émis sous l'autorité du Département de la Manche 60.000 livres de billets de confiance dont 30.000 livres de billets de 25 sols qui seront échangés en assignats de 50 livres et 30.000 livres en billets de 20 sols, de 15 sols, de 10 sols et de 5 sols qui seront échangés en assignats de 5 livres.

2) Les matrices et autres ouvrages nécessaires à cette fabrication seront faits par le sieur Gervais Dringot, sous la surveillance de deux membres du Conseil général.

3) La fabrication des matrices et des billets sera faite sous la surveillance de deux commissaires du Conseil.

4) Les matrices seront renfermées dans une armoire avec deux clefs dont seront saisis les deux commissaires.

5) Il sera dressé un procès-verbal de chaque séance consacrée à la fabrication des billets, que le tout sera disposé dans l'armoire

6) Dans le milieu de la gravure qui fournira la bordure, il sera écrit : « Bon de ... sols ... de la commune de Torigni remboursables à volonté en assignats ».

7) Les billets seront signés par trois membres du Conseil général et contresignés par le secrétaire.

8) Ils seront déposés entre les mains du sieur Bucaille, trésorier de la commune dont la solvabilité est notoire et reconnue suffisante, qui a bien voulu s'en charger gratuitement. Le sieur Bucaille fera sa soumission de répondre du montant des billets qui lui seront déposés.

9) Ces billets seront remboursés à leurs détenteurs en assignats de 50 livres pour les billets de 25 sols, et en assignats de 5 livres pour les billets inférieurs ¹.

1. Arch. municipales Torigni-sur-Vire, Reg. délibérations Conseil général Torigni (fragment) f° 6.

L'émission des billets de confiance de Saint-Lo fut vite épuisée, et la crise de la monnaie sévit plus que jamais. « Il serait dangereux, pour la tranquillité des citoyens, déclarait le 14 mars le Conseil de la commune de Saint-Lo, de ne pas en faire une seconde parce que d'un côté les manufactures seraient en souffrance, que de l'autre les blés ayant considérablement augmenté, la classe indigente étant obligée d'acheter en tout petit détail les besoins de première nécessité, cela pourrait occasionner des émeutes dont le fléau se fait sentir aujourd'hui ».

A l'unanimité une deuxième émission de billets de confiance fut donc décidée pour l'échange des assignats de 5 livres. Elle serait effectuée avec les matrices en usage et se monterait à 40. 000 livres ¹. Ce projet obtint, le 23 mars 1792, l'autorisation du Directoire du département ².

La petite monnaie était si rare que les adjudicataires des chaises des églises de Saint-Lo ne pouvaient rendre la monnaie sur les assignats et les bons. Le Conseil de la commune décida que les chaises seraient payées en numéraire. Les adjudicataires accepteraient les assignats et les bons seulement quand leur montant représenterait exactement le prix des chaises ³.

Le 24 mars, le Conseil de la commune de Saint-Lo, avait pris une délibération pour remettre en circulation des assignats de 5 livres en les échangeant contre des assignats de plus grande valeur. Ces gros assignats seraient échangés contre des assignats de 5 livres. Le Directoire du département, le 2 Avril, approuva cette mesure ⁴.

Le 16 mai, le Directoire du district fit un envoi de monnaie

1. Arch. municipales Saint-Lo D 29, Reg. 42 (cit) f° 36.

2. Arch. Manche L 53 Reg. direct. département f° 156.

3. Arch. municipales Saint-Lo D 29, Reg. 42 (cit) f° 42.

4. Arch. Manche, L 53, Reg. cit. f° 157.

aux municipalités chefs-lieux de canton en leur recommandant d'en réserver une juste part à toutes les municipalités de leur arrondissement¹.

Le 18 juillet, le Directoire du département autorisa la ville de Torigni à une nouvelle émission de billets de confiance².

Le 30 août 1792, le Conseil de la commune de Saint-Lo, projeta une nouvelle émission de billets de confiance. « La rentrée au 1^{er} janvier 1793 des billets antérieurement émis allait, disait-il, priver le public, le commerce et la manufacture. Ils ne pouvaient être suffisamment remplacés par l'émission d'assignats de 20 et 10 sols décrétée par l'Assemblée Nationale qui d'ailleurs, ne sont pas encore en circulation. Les citoyens du district, les chefs d'atelier et les ouvriers ne peuvent faire l'appoint pour se procurer les choses nécessaires à la vie. »

Il prit en conséquence cet arrêté : le corps municipal qui avait été autorisé à porter la première émission jusqu'à 100.000 livres n'outrepasserait pas la somme de 96.500 livres représentée par les billets actuellement en circulation qui allaient lui rentrer pour être anéantis au 1^{er} janvier 1793, mais il pourrait émettre ensuite jusqu'à concurrence de 50.000 livres des billets de confiance de 5, 3 sols et 1 sol sous la responsabilité de la commune³. Cette émission reçut l'approbation du Directoire du département le 4 septembre⁴.

En vertu du décret du 8 novembre 1792, tous les billets de confiance, patriotiques, de secours ou autres, devaient rentrer pour être échangés. Leurs planches seraient détruites. Les

1. Arch. Manche, L II 1015, Reg. directoire district, f° 136.

2. Ibid. L II 104, Reg. arrêtés sur pétitions Directoire département, f° 4.

3. Arch. municipales Saint-Lo, D 29, Reg. 42 (cit) f° 99.

4. Arch. Manche, L 53, Reg. directoire département, f° 254.

billets retirés de la circulation seraient brûlés, Ceux qui ne seraient pas rapportés avant le 1^{er} février 1793 ne seraient pas remboursés.

Dans le but de faciliter la rentrée des billets de confiance, en particulier de ceux qui circulaient dans les communes rurales, la Municipalité de Saint-Lo prit un certain nombre de mesures, le 12 décembre 1792 : le bureau de remboursement installé à la Maison Commune serait ouvert les mardi, jeudi et samedi en ce qui concerne les billets de la ville de Saint-Lo. Les billets émis par les villes de Coutances, Périers, Granville, Avranches, Mortain, Carentan, Valognes, Cherbourg, Vire, Villedieu, Bayeux et Caen seraient remboursés au même bureau les lundi, mercredi et vendredi jusqu'au dernier jour de janvier.

Pour les bons des municipalités étrangères, il serait remboursé les trois quarts du montant des bons de ces municipalités jusqu'à concurrence de 100 livres et les deux tiers au-dessus de 100 livres. Le reste serait payé quand serait rentrée la valeur des dits bons.

Ayant à faire face au remboursement de ses propres bons, la municipalité de Saint-Lo n'affecterait que 30.000 livres aux avances pour le remboursement de ceux des municipalités étrangères.

Le mardi de chaque semaine, à la Maison Commune, en présence du peuple et des officiers municipaux, les bons rentrés seraient brûlés et procès-verbal serait dressé de l'opération ¹.

Le Conseil de la commune, en même temps, fit publier un avis avertissant le public que les bons billets de confiance ou autres continueraient à circuler jusqu'au 1^{er} février 1793 ².

1. Arch. municipales Saint-Lo, D 30, Reg. 46, f^o 20.

2. Ibid., f^o 19.

Mais, le 13, le Directoire du département désapprouva cette mesure comme non conforme à la loi ¹.

Il y avait des contrefacteurs de billets de confiance comme il y avait des contrefacteurs d'assignats. Le 23 décembre, le Conseil de la commune de Saint-Lo publia un tableau des signes caractéristiques des faux bons de confiance mis en circulation. Dans ce tableau étaient mentionnés pour les billets de 20 et 15 sols, tous les signes permettant de reconnaître la contrefaçon ².

Le 26 janvier 1793 eut lieu l'incinération des billets de Saint-Lo rentrés. « Pour donner un plus grand caractère d'authenticité et de publicité à cette cérémonie », le District, la garde nationale et la gendarmerie y assistèrent sur convocation. Un piquet de la garde nationale escorta la municipalité et les corps invités depuis l'hôtel commun jusque sur la place Ferrier où s'élevait un bûcher. Là, en présence d'une foule innombrable, on appela et vérifia 33 paquets de bons de 10, 15 et 20 sols revenant ensemble à la somme de 30.000 livres. Ils furent placés au fur et à mesure sur le bûcher auquel on mit le feu. Pour se convaincre que tout était bien brûlé, on remua les cendres. On n'y put retrouver aucun vestige des billets. Le commissaire du District, Bourdon, le Conseil de la commune, la garde nationale et la gendarmerie se retirèrent « en cette maison » où le procès-verbal fut dressé et signé ³. Le 8 février, avec un cérémonial analogue, on brûla pour 20.000 livres de bons ⁴. Le 9 mars, on en incinéra encore pour 20.000 livres. On brisa et brûla ce même jour les quatre matrices qui avaient servi à leur fabrication ⁵. Le 7 mai, la flamme consumait pour 18.726 livres de billets ⁶.

1. Arch. Manche, L 54, Reg. directoire département, f° 63.

2. Arch. municipales Saint-Lo, D 30, Reg. 46 (cit), f° 42.

3. Ibid., f° 50.

4. Ibid., f° 79.

5. Ibid., f° 120.

6. Ibid., f°s 24, 25.

Quant aux billets de confiance de Torigni, leur émission avait été arrêtée par les décrets prohibitifs. La municipalité adressa au représentant du peuple Bouret, en nivôse an II, une pétition pour obtenir l'autorisation de la continuer sous la forme de billets de 4 sols et inférieurs à quatre sols ¹. Cette pétition, le Conseil du district la renvoya à ses bureaux ² et on ignore quelle suite fut donnée au projet.

Par suite des nombreuses émissions, l'assignat subit une dépréciation croissante. En exécution de la loi du 5 messidor an V, les Administrateurs de la Manche dressèrent le 18 thermidor an V, le tableau des valeurs successives du papier-monnaie dans le département, du 1^{er} janvier 1791 au 9 thermidor an IV.

En janvier 1791, 400 livres d'assignats donnaient en numéraire 98 livres 10 sols ; en décembre, ils ne donnaient plus que 96 livres. De janvier 1792 à décembre 1792, leur valeur passait de 93 livres 10 sols à 85 livres 10 sols ; ils ne valaient plus que 80 livres en janvier 1793 ; 58 livres 10 sols en vendémiaire an II ; 54 livres en vendémiaire an III ; en vendémiaire an IV 7 livres et 1 livre 5 sols en nivôse ³.

Cette dépréciation eut une influence énorme sur la vie économique. Elle fut la principale cause de la cherté de vie. Les chiffres des mercuriales en donnent la preuve :

La livre de beurre, au marché de Saint-Lo, valait en assignats 120 livres en germinal an IV. Un mois après on la payait en numéraire de 6 à 8 sols ⁴. Le quintal de mouture ou méteil atteignait 594 livres en assignats pendant germinal

1. Arch. Manche, L II 1008, Reg. Conseil district, fo 4.

2. Ibid, fo 120.

3. Pierre Caron : Tableaux de dépréciation du papier-monnaie, réédités avec une introduction, pp. 263, 264, 265. Après avoir passé en germinal an III par 20 livres 15 sols ; en thermidor par 10 livres 15 sols.

4. Arch. municipales Saint-Lo, Reg. des mercuriales des marchés de de Saint-Lo depuis la suppression du maximum.

an IV ; en numéraire il tombait à 9 livres 6 sols 5 deniers en floréal ¹. L'orge passa de même de 844 livres à 5 livres 11 sols 9 deniers ².

Une des causes de la crise du papier-monnaie pendant la période révolutionnaire, fut la contrefaçon effrénée. Malgré les décrets tendant à la réprimer, elle se donnait libre cours. Le représentant du peuple près les Armées des côtes de Brest et de Cherbourg prit un arrêté, en nivôse an III, portant l'établissement d'un bureau spécial pour la vérification des assignats dans chacun des chefs-lieux de district des départements de son ressort ³.

Le bureau du district de Saint-Lo, le 24 pluviôse an III, se trouva formé des six membres suivants : Le Page, membre de l'Administration du district, désigné par elle ; Surget et Gardin, membres désignés par le Conseil de la commune du Rocher La Liberté ; Gardye, membre nommé par le Comité révolutionnaire du Rocher La Liberté ; Aumond et Culleron, délégués par la Société Populaire ⁴.

Quelle action exerça ce Comité ? Les documents ne nous permettent pas de la connaître.

Il y eut en ventôse an III une émission considérable de faux louis, particulièrement nombreux dans les cantons d'Esglandes, de Percy et de Tessy. Le Directoire du district, le 4 ventôse, chargea les municipalités des chefs-lieux de canton et les juges de paix, des plus scrupuleuses observations. Il envoya même une circulaire à ce sujet aux municipalités ⁵.

Telle fut la crise de la monnaie dans le district de Saint-Lo.

1. Arch. municipales Saint-Lo. registre des mercuriales des marchés de Saint-Lo.

2. Ibid.

3. Arch. Manche, L 55, Reg. directoire départem., f° 261.

4. Ibid., L II 1012, Reg. Conseil district, f° 21.

5. Ibid., L II 1021, Reg. Directoire district, f° 9.

CHAPITRE VI

Les Travaux Publics

Au point de vue des travaux publics, l'Administration du district suivit la même ligne de conduite que l'Assemblée d'élection. Elle poursuivit l'achèvement et la construction des grandes routes projetées.

Le bureau des travaux et établissements publics, à la session du Conseil du district du 15 au 29 septembre 1790, se plaignait dans son rapport de l'insuffisance des routes. Délibérant à ce sujet, le Conseil sollicita du Département la continuation de la route de Saint-Lo à Torigni au moyen des deniers de la prestation actuellement en caisse ; l'ouverture d'une grande route de Saint-Lo à Villedieu avec embranchement sur Tessy ; l'affectation totale et exclusive au district, de la contribution à lui imposée ¹.

Une réfection immédiate s'imposait, celle du pont de Gourfaleur. Un si grand éboulement s'y était produit dans les premiers jours de novembre, que le 5 novembre 1790, le Directoire du district dut y faire placer des arbres, « en raison du péril que cet état de choses faisait courir au public² ».

Le 3 novembre, le Conseil du département approuvait la demande du District de Saint-Lo d'une voie de communication entre Saint-Lo et Villedieu et d'une autre entre Torigni et

1. Arch. Manche, L II 1005, Conseil Reg. délibér. et arr. du district de Saint-Lo, f^{os} 29, 30, 31, 32, 33.

2. Ibid., L II, 1014, Reg. délibér. Directoire district, f^{os} 20, 21.

Caen ¹. Le 14 décembre il décidait l'emploi dans le même district d'un tiers des impositions à la continuation de la route de Cherbourg en Touraine entre Saint-Lo et Torigni, d'un tiers à l'ouverture de la route de Saint-Lo à Villedieu et d'un tiers à la route de Caen à Saint-Malo entre Pontfarcy et Villedieu ².

Le 21 février 1791, fut envoyé au Département un mémoire de la ville de Torigni. Elle sollicitait une part dans le crédit réservé aux ateliers de secours ³.

Le 24 du même mois, la municipalité de Saint-Lo recevait du Directoire du district un mandat de 3.291 francs 95 expédié par le Directoire du département. Cette somme devait être affectée à un atelier de secours destiné à déblayer le Champ de Mars, redresser le quartier de la Porte-au-Four, réparer le Grouais, la rue Saint-Thomas, le petit pont de la Neuve-Rue et élargir la descente du Mesnilcroq ⁴.

On constate d'ailleurs dans le rapport du Directoire du district en date du 15 octobre 1791 lors de la session du Conseil du district du 15 au 30 octobre, l'activité des ateliers de charité ⁵. Le rapport du bureau des travaux publics mentionnait que l'on « s'était porté à faire jouir tous les cantons du district des fonds destinés aux ateliers de charité et à appeler les travaux sur les anciennes grandes routes et sur les chemins les plus fréquentés ». Les fonds accordés l'année précédente par le Directoire du département pour des ouvrages avaient eu pour objet : la demi-chaussée de Canisy, l'ouverture d'une demi-chaussée à Marigny ».

La surveillance des ateliers de charité était confiée aux

1. Arch. Manche, L 48, Reg. Conseil général départ. Manche, fo 78.

2. Ibid., fos 44, 45.

3. Ibid., L II 1034, Reg. Travaux publics, fo 1.

4. Ibid., L II 1014, Reg. délibérat., Directoire district, fo 74.

5. Ibid., L II 1005, Conseil Reg. délibér. et arr. district Saint-Lo, fos 45, 46, 47, 48, 49.

municipalités des lieux ou à des directeurs qu'elles avaient choisis. La chose n'allait pas sans inconvénients. Le Bureau proposait pour y remédier de faire exécuter ces ouvrages par adjudication à charge par l'adjudicataire de prendre de préférence des ouvriers dans le canton. Le Conseil arrêta que le Directoire serait invité à faire auprès des Administrateurs du département des instances pour faire adopter cette clause ¹.

D'après le rapport du Bureau des travaux publics, les voies de communications se divisaient en grandes routes et en chemins publics et vicinaux. Elles n'étaient du ressort de l'Administration qu'autant qu'elles étaient actuellement mises en chaussées ou sur le point d'y être mises ou qu'elles étaient l'objet d'un projet. Les routes de la première importance et celles du deuxième ordre, étaient ordinairement réservées aux ouvriers des Ateliers de Charité.

Le District ne possédait encore actuellement que deux routes achevées : celle de Paris à Cherbourg et celle de Saint-Lo à Coutances. Le Conseil, en conséquence, réclama du Département la plus prompte exécution de ses arrêtés de la session précédente et l'emploi exclusif dans le district de tous les fonds qui y seraient levés ².

En 1792, l'état des routes ne s'était pas amélioré. Les officiers municipaux de Torigni, le 5 mai, réclamaient à grands cris l'exécution du tracé de la route de Saint-Lo à Torigni ³.

Le Directoire du département autorisa le Directoire du district à lever en 1792 pour ouvrages neufs, une imposition de 10.000 livres au lieu de 9.056 livres 1 denier ⁴.

Les requêtes des cultivateurs et propriétaires de Moyon,

1. Arch. Manche, L II 1005, Conseil Reg. délibérat. et arr. district, Saint-Lo, f^{os} 65, 66, 67, 68, 70.

2. Ibid., de 63 à 69 inclus.

3. Ibid., L 89, Reg. enregistrement des requêtes des sept districts, Saint-Lo, f^o 13.

4. Arch. Manche, L 53, Reg. directoire département, f^o 241.

Villebaudon, La Haye-Bellefonds, Soulles, Saint-Martin-de-Bonfossé, aux fins de faire réparer l'ancienne grande route de Villedieu et du Guislain à Saint-Lo, parvenaient en octobre au Département, et le Directoire départemental acquiesça à leurs demandes ¹.

Le compte-rendu du Directoire du District au Conseil du district en date du 8 octobre présentait ainsi la situation : « A cause des routes, la partie sud du district est en quelque sorte inaccessible et le mauvais état des voies publiques a privé le sol de ces cantons d'une grande partie de l'engrais des années antérieures. Quant aux chemins de paroisse à paroisse, ils sont plus négligés que jamais. Le bienfait de la loi du 6 octobre 1791 qui dispose que les chemins de paroisse à paroisse seront rendus praticables et entretenus aux dépens des Communautés sur le territoire desquelles ils sont établis, n'est point assez reconnu ² ». Le rapport du Bureau des travaux publics était encore plus pessimiste : « Au point de vue des routes, déclarait-il, ce district est l'un des plus déshérités de France ». Les habitants, « vêtus de lambeaux par l'indigence » ne peuvent transporter les engrais ».

Depuis 1777, il n'avait été fait dans cette circonscription aucun ouvrage neuf. L'Administration supérieure avait d'ailleurs reconnu l'utilité de l'achèvement de la route de Torigni à Saint-Lo et de l'ouverture de celle de Saint-Lo à Villedieu. « Il faudrait aussi achever celle de Caen à Granville par le Pont Farcy et celle de Caen à Granville par Torigni et Villedieu. Les ouvrages moindres, comme la demie chaussée de Canisy, ont été exécutés en grande partie, sans avoir cependant amené les travaux au but désiré. Depuis 1790, aucun

1. Arch. Manche, L 89, Reg. d'enregistrement des requêtes des districts, Saint-Lo, f^o 15.

2. Arch. Manche, L II 1005, Conseil, Reg. délibérations et arr. district Saint-Lo, f^{os} 83, 85.

fonds n'avait été alloué, et les fonds donnés à cette époque n'avaient eu pour objet que ces ouvrages ».

Le Conseil délibérant sur ce rapport arrêta que l'Administration serait sollicitée d'assurer l'exécution des arrêtés pris par le Conseil du district en 1791.

Il devait être procédé : à la confection de la route de Saint-Lo à Villedieu avec un pont intermédiaire à ceux de Candol et de Gourfaleur, et un embranchement pour Tessy et à la continuation de celle de Saint-Lo à Vire jusqu'à Torigni ; à l'achèvement de la partie de la route de Caen à Granville par Torigni, ainsi qu'à la confection de celle de Caen, depuis Torigni, vers Villedieu ¹.

Le 13 novembre, le Directoire du département décida que sur les 26.000 livres accordées par le Gouvernement pour les travaux publics dans le département, 4.297 livres seraient attribuées au district de Saint-Lo. Cette somme serait ainsi répartie : 1.000 livres pour la route de Torigni à Tessy ; 432 livres 6 sols 8 deniers pour le maintien de l'atelier travaillant entre Tribehou et Marigny sur la route de Saint-Lo à Coutances ; 432 livres 6 sols 8 deniers pour la route du bourg de Cerisy à l'Abbaye tendant vers la Malbrèche et se raccordant à la grande route de Saint-Lo ; une somme de 2.000 livres serait laissée à la disposition du District de Saint-Lo pour être appliquée dans les abords de la ville de Saint-Lo, soit à la continuation des ouvrages déjà commencés, soit à tout autre ouvrage jugé plus utile. Le reliquat reviendrait à la route de Tessy à Villedieu ².

La répartition de la masse générale du fonds de secours du département était fixée de la manière suivante : il serait fait

1. Arch. Manche, L II 1005, Conseil Reg. délibérations et arr. district Saint-Lo, de f° 28 à 94 inclus.

2. Arch. Manche, L 54, Reg. directoire département, f°s 26, 27.

un double prélèvement, l'un sur la partie des fonds produits par la contribution personnelle des districts conformément aux arrêtés du Conseil général de 1790 et de 1791, l'autre sur les fonds accordés par le Gouvernement proportionnellement à la population de chaque district ¹.

Le Département avait décidé le 25 décembre que les routes de première classe seraient maintenues à la largeur de 36 pieds et celles de la deuxième à la largeur de 30 pieds seulement ².

En février 1793, le Directoire du district s'occupa des chemins communaux. Il s'agissait des autorisations à accorder aux communes. C'est ainsi qu'entre autres la commune de Saint-Fromond fut autorisée à délibérer sur la quotité de la somme nécessaire à l'amélioration d'un chemin. Cette somme serait imposée au marc la livre de la contribution foncière de 1792. Cette décision du District fut approuvée par le Département ³.

En mai, les officiers municipaux de plusieurs communes des cantons de Canisy et Tessy demandèrent que l'on s'occupât incessamment de la confection de la route de Saint-Lo à Villedieu qui « était maintenant et avait, disaient-ils, toujours été impraticable pour le passage des convois militaires ⁴. Par son arrêté du 10 nivôse sur l'entretien des routes, le Directoire du département prit les mesures nécessaires pour que cette route fût « dans le meilleur état possible sous le délai du 1^{er} pluviôse prochain à cause des convois militaires » ⁵.

L'analyse des opérations du Bureau des travaux publics du 21 nivôse au 30 ventôse an II, révèle qu'il avait été passé

1. Arch. Manche L 49, Reg. Conseil général département, f° 34.

2. Ibid., f° 48.

3. Ibid., L II 1035, Reg. travaux publics, f° 5.

4. Arch. Manche, L 90, Reg. d'enregistrement des requêtes des districts, p. 233.

5. Arch. Manche, L 55, Reg. direct. département, f° 11.

différents marchés pour la plus considérable partie des routes du district. Les ouvriers-voyers avaient été chargés du surplus. Tous les travailleurs étaient en pleine activité et l'entretien serait rendu parfait le 1^{er} germinal ¹.

Le 6 floréal an II, le Directoire du département arrêta que la route du Rocher la Liberté à Isigny serait dirigée par la Luzerne et Saint-Clair et qu'il serait incessamment pourvu à son exécution ². Le 14 germinal, il avait décidé qu'il était concédé au district de Saint-Lo 11.721 livres 14 sols 10 deniers sur les 80.000 livres faisant partie des sous additionnels disponibles ³.

Les comptes de 1793 et de la deuxième année républicaine donnent les résultats suivants : ouvrages faits au 1^{er} fructidor : 51.142 livres 8 sols 4 deniers : ouvrages restant à faire à la même date : 42.327 livres 5 sols 7 deniers ⁴. Quant à la part du district du Rocher la Liberté, sur les 54.000 livres annoncées le 4 fructidor par lettre de la Commission des travaux publics pour l'entretien des routes, elle devait être de 14.000 livres ⁵.

En fructidor an II, les officiers municipaux du Rocher la Liberté rédigèrent une pétition pour demander « le repavement de leurs places et rues aboutissant à la Maison Commune, aux Bureaux du district et autres endroits de la cité où le pavé est défoncé ou manque, et cela aux frais de la République, la Commune n'ayant pas de fonds disponibles ⁶ ». Ils réclamaient également la construction de quatre écluses pour rendre la Vire navigable depuis la mer jusqu'à Saint-Lo. Le Conseil du

1. Arch. Manche, L II 1045, Reg. comptes décadaires du 21 nivôse au 1^{er} ventôse an IV (Reg. numéroté ni par fo ni par no).

2. Arch. Manche, L 55, Reg. directoire département, f^os 86, 87.

3. Ibid., L 55, Reg. directoire département, f^o 76.

4. Ibid., L II 1045, Reg. comptes décadaires du 21 nivôse au 1^{er} ventôse an IV.

5. Arch. Manche, L 55, Reg. directoire département, f^o 181.

6. Arch. Manche, L 90, Reg. enregistrement des requêtes des districts p. 253.

district en approuvant ce projet s'empessa de le transmettre à l'Administration du département aux fins d'une décision rapide.

Le projet de rendre la rivière de Vire navigable existait depuis longtemps, déclarait le District, et avait été plusieurs fois renouvelé dans différentes sessions du Conseil de l'Administration de ce département. Il avait même été arrêté ou convenu que l'ingénieur en chef se transporterait avec un administrateur à l'embouchure de cette rivière qu'ils suivraient à contre-fil pour dresser procès-verbal des sinuosités et atterrissements qui s'y étaient formés par la crue des eaux afin de désobstruer le lit de cette rivière ¹.

Le Directoire du département, le 7 vendémiaire, approuva le projet et le renvoya au Comité des finances de la Convention pour obtenir des fonds et pourvoir aux moyens d'exécution ².

Le Conseil du district, le 1^{er} vendémiaire an III, prit des mesures pour que le pont de Gourfaleur fût réparé. Le nouveau pont créé entre les ponts de Gourfaleur et de Candol n'était pas encore construit ³. Le Directoire du département, le 15, arrêta que les réparations nécessaires à Gourfaleur devaient « être exécutées au plus vite » ⁴. Le 15 nivôse an III, il arrêta également que la réparation du pont de Canisy serait faite « le plus tôt possible » ⁵.

A la fin de vendémiaire an III, le Conseil du district traçait ce tableau pessimiste des travaux publics : « L'Agriculteur souffre prodigieusement du mauvais état des routes. Aucune route neuve ne traverse la majeure partie du district ».

L'Administration renouvela ses sollicitations pour l'achèvement de la route du Rocher La Liberté à Vire, connue

1. Arch. Manche L II 1034, Reg. Travaux Publics, f^{os} 37, 38, 39.

2. Ibid. L II 1010, Reg. Conseil district f^{os} 108, 109, 111.

3. Ibid. L 55, Reg. directoire département f^{os} 194, 195.

4. Ibid. L 55, Reg. directoire département f^o 201.

5. Ibid. L 55, Reg. directoire département f^o 257.

anciennement sous le nom de « Route de Cherbourg en Touraine », et l'ouverture d'une autre route de communication avec les départements de la province de Bretagne en passant par Villedieu. Elle chargea en même temps le citoyen Debesse pourvu d'une commission, de fixer l'attention des pouvoirs centraux sur le projet de rendre la Vire navigable depuis les Clefs de Vire ¹ jusqu'au Rocher la Liberté ².

Le 4 brumaire, le Département était invité à autoriser dans le plus bref délai la formation d'un atelier ambulant pour réparer la route du Rocher la Liberté à Torigni, ainsi que celles du Rocher la Liberté à Villedieu et à Tessy. Ces routes se trouvaient dans un si mauvais état que l'ingénieur du district avait proposé de créer un atelier ambulant pour combler les ornières et faciliter le passage aux endroits les plus dégradés ³. Cette demande fut approuvée le 24 par le Directoire du département qui résolut d'inviter la Commission des Travaux Publics à donner sans délai des ordres pour l'exécution ⁴.

« Si jamais la nécessité de la confection des routes a été sentie dans un pays commerçant et agricole, déclarait le 14 nivôse le Bureau des travaux publics du Conseil du district, si jamais les défenseurs de la Liberté ont eu besoin de communications courtes et faciles pour se porter plus promptement au secours de la Patrie crue pour un instant en danger, c'est sans doute l'époque à laquelle on aperçoit que toutes les anciennes routes, par le défaut d'entretien, négligées depuis longtemps, se sont dégradées à un tel point que ni les convois militaires, ni les importations des engrais, l'unique base des récoltes, ni l'exportation des denrées de toutes espèces au

1. La marée se fait sentir dans la Vire jusqu'à l'endroit nommé Les Clefs de Vire.

2. Arch. Manche L II 1010, Reg. conseil district f° 137.

3. Ibid. L II 1011, Reg. conseil district f° 9.

4. Ibid. L 55, Reg. directoire département f°s 231, 232.

milieu des plus grands besoins ne peuvent plus circuler dans nos arrondissements ; et cette époque est malheureusement celle où nous nous rencontrons ».

En réclamant à nouveau les routes déjà demandées, le Conseil du district estimait que la Commission des travaux publics rendrait un service très important au commerce et à l'agriculture, en proposant à la Convention Nationale de décréter une imposition de sous additionnels sur la contribution foncière. Cette imposition, équivalente à un sou ou 18 deniers pour livre au plus, serait employée tous les ans par les communautés sous la direction et surveillance des corps administratifs à la réparation des chemins les plus mauvais de chaque commune ¹.

Sur les 300.000 livres accordées au département de la Manche le 29 frimaire an III, 70.000 livres furent attribuées au district de Saint-Lo, dont 65.0000 livres pour l'entretien des routes et 5.000 livres pour les ouvrages neufs ².

Le 21 ventôse, le Directoire du district arrêta qu'une liste de 34 soumissionnaires carriers ou terrassiers de la première réquisition, pour le travail des routes, serait envoyée au Département ³.

S'occupant aussi des chemins, il prit un arrêté le 25 ventôse pour prescrire aux municipalités de faire dégager les chemins des branches, ronces, etc..., dans le cours de la décade ⁴.

La fausse porte de l'entrée de la cour de la ci-devant Abbaye de Saint-Lo était prête à tomber. Le Directoire du département, le 6 floréal, en autorisa sa démolition ⁵.

Le 30 vendémiaire an IV, en présence de la pénurie de

1. Arch. Manche L II 1011, Reg. conseil district de f° 107 à f° 109 inclus.

2. Ibid. L 55, Reg. directoire département f° 259.

3. Ibid. L II 1021, Reg. directoire district f°s 7, 8.

4. Ibid. f° 13.

5. Ibid. L 56, Reg. directoire département f° 25.

fonds des districts de Coutances et Saint-Lo pour les travaux publics et de la dette énorme dont ils étaient surchargés à la suite du défaut de versement des sommes demandées et promises par la Commission des travaux publics et la Trésorerie Nationale (les ouvriers n'avaient pu être payés depuis plus de deux mois), un arrêté du représentant du peuple Dentzel autorisa un emprunt de 400.000 livres. Un crédit de 1.280.000 livres serait demandé à la Trésorerie Nationale ¹.

Au cours de l'histoire du district de Saint-Lo, l'attention des Administrateurs du département fut attirée à diverses sur le « Bitume » des cantons d'Esglandes et de Saint-Lo et sur une mine de charbon de terre de Moon signalés dans des mémoires et en particulier dans celui d'un spécialiste, Guillot. Le 21 vendémiaire an III, le Directoire du département approuva les vues déjà consacrées par les arrêtés du Conseil du district du 15 thermidor an II. Il invita en même temps la Commission des armes, poudres et mines à prendre en sérieuse considération ces projets. On ignore s'il leur fut donné ou non une suite ².

1. Arch. Manche, L 56, Reg. directoire département, f^s 189-190.

2. Ibid. L 55, Reg. directoire département, f^o 207.



CHAPITRE VII

L'Assistance Publique

Les Hôpitaux. — La Mendicité. — Les Secours

A l'assemblée d'élection de Saint-Lo on s'était occupé de l'Assistance publique. Les fonds destinés aux travaux de secours procuraient un salaire aux indigents et on les avait votés à l'intention de la classe pauvre. Les deux hôpitaux de Saint-Lo et de Torigni avaient été reconnus insuffisants. La question de la création de nouveaux hôpitaux s'était posée.

L'avènement du District n'apporta aucune amélioration à l'état de choses ancien. Les travaux de secours furent continués ¹. Avant la Révolution, les seigneurs hauts-justiciers avaient l'obligation de nourrir les enfants abandonnés. Cette obligation disparut avec les Hautes justices. Il en résulta pour la Nation une nouvelle et très lourde charge ².

La nationalisation des biens ecclésiastiques et la suppression de la féodalité diminuaient singulièrement les ressources disponibles pour combattre la misère. Le procureur syndic du district écrivait le 19 août au procureur général syndic du département, en lui transmettant le tableau des enfants trouvés de l'hôpital de Saint-Lo : « Sur 79 enfants exposés depuis le 1^{er} janvier, 36 sont morts au 20 juin, mortalité effrayante.

1. Arch. Manche, L II 1035. Reg. travaux publics.

2. Ibid. L 452, Reg. directoire département, f^o 80.

L'hôpital demande le remboursement de leur dépense pendant les six premiers mois de l'année ». « En général, ajoutait-il, cet hôpital est bien administré, mais je pense qu'en portant un œil un peu sévère sur bien des parties, on peut réaliser, sinon des bonifications, au moins des réductions importantes ».

L'hôpital en était réduit aux emprunts. Le 4 septembre, la situation avait encore empiré : « Point d'argent, point de pain, point de crédit ». Les officiers municipaux comparaient la situation ancienne et la nouvelle : L'hôpital jouissait ci-devant du droit de havage qui lui donnait un revenu annuel de 8 à 9.000 livres. Tout nouveau titulaire d'office lui payait un droit spécial et il percevait le denier à Dieu sur les bestiaux exposés en vente. Ces ressources sont supprimées et les charges de cette maison augmentent ». Il y a 316 enfants chez les nourrices. L'établissement est créancier de 14.000 livres sur le Gouvernement pour la nourriture des enfants. Grand nombre de nourrices sont venues demander de l'argent. On n'a pu leur en donner ; plusieurs ont menacé de rapporter leurs pensionnaires. Le nombre des pauvres de la ville est plus que doublé. La suppression des Communautés religieuses a porté le dernier coup aux fabriques de serge. Il n'y a plus d'occupation pour le malheureux qui subsiste d'un travail journalier. La misère de la cité est à son comble. On compterait en vain sur des secours de la part des citoyens excessivement gênés par les sacrifices qu'ils ont déjà faits et qui prévoient ceux qu'exigera encore la restauration de la chose publique. L'hôpital n'a donc d'autre ressource à attendre que du paiement de ce qui lui est dû par le Gouvernement, et de l'indemnité qu'on ne peut lui refuser pour la suppression d'une grande partie de ses revenus. En ce moment il n'y a pas huit jours de grain dans l'établissement ¹ ».

1. Arch. Manche, L I 727,

La misère était telle que les élèves du collège se privèrent de leurs prix pour l'hospice.

Au 18 avril 1791, le nombre des pauvres de l'hospice de Saint-Lo était de 228 ; celui des enfants trouvés au compte du roi à 5 livres par mois s'élevait à 356. Il y avait 150 lits dont 24 servaient aux soldats et matelots ¹.

Quant à l'hôpital de Torigni, il n'avait eu à subir aucune perte, ses revenus provenant de fondations faites par les ancêtres du prince de Monaco. Leur produit se montait à 2.000 livres. Il était suffisant pour le petit nombre de personnes qu'il recevait ².

Le 12 décembre le Conseil du département arrêta provisoirement qu'à partir du 1^{er} janvier 1792, les enfants exposés seraient mis en nourrice chez les habitants des campagnes, et que l'administration de l'hôpital où les enfants auraient été exposés, traiterait sous l'autorité et l'inspection des Corps administratifs avec ceux qui recevraient ces enfants, jusqu'à ce que l'Assemblée nationale eût statué sur cette partie des secours publics ³.

La lettre du 19 août du Procureur-syndic du district se terminait par les conclusions suivantes : « Le meilleur parti à prendre serait de vendre tous les biens de l'hôpital de Saint-Lo. Il serait établi un bureau de charité chargé de distribuer le revenu à ceux qui seraient jugés en avoir besoin sous la direction et l'inspection de la municipalité. Cette dernière prendrait encore sur ce revenu, les sommes nécessaires pour faire élever dans les campagnes les enfants auxquels on paierait une pension modique jusqu'à ce qu'ils soient en état de gagner leur vie. Mes idées sur ce point se rapprochent de l'aperçu

1. Arch. Manche L I 727.

2. Ibid. L II 1047, Reg. corr. avec administration département, 30 décembre 1791.

3. Arch. Manche, L 48, Reg. Conseil général département Manche, f^o 114.

indiqué par l'Instruction du 30 juillet. Il y a longtemps que je suis rebuté par les abus de l'administration des hôpitaux, par l'obscurité impénétrable qui environne toujours quelque branche, par les dépenses énormes de l'intérieur, par le mauvais air dont les salles sont toujours infectées malgré la plus exacte vigilance, par le peu de succès de l'éducation que les enfants y reçoivent si bien qu'à peine sorties les filles se livrent à la débauche et les garçons deviennent de mauvais sujets, par le spectacle de tous ces malheureux enfants bouffis, œdemateux, tournés au rachitisme et annonçant la plus mauvaise constitution » ¹.

Le 7 mai 1791, le Directoire du district approuva la proposition de la municipalité de Saint-Lo d'aliéner les biens de son hôpital pour en augmenter les revenus, mais il ajouta qu'il fallait attendre les décrets ². « La loi du 10 avril 1791 portait que les rentes sur les biens nationaux dont jouissaient les maisons de Charité et les fondations pour les pauvres, en vertu de titres authentiques et constatés, continueraient à être payées aux divers établissements, dans les formes et aux conditions indiquées par cette loi. Il en serait de même à l'égard des Dixièmes dont jouissaient ces établissements, et dont la valeur doit leur être payée jusqu'au 1^{er} janvier 1792, d'après le prix des baux. Ils devaient recevoir provisoirement l'équivalent des pertes annuelles qu'ils éprouvent par la suppression des droits de havage, en le prélevant sur les boissons. Ce prélèvement serait réglé sur des états présentés par les municipalités aux districts, certifiés par les Directoires de district et visés par le Directoire du département ³.

Au 30 décembre 1791, la misère était ainsi dépeinte par le

1. Arch. Manche L I 727.

2. Arch. Manche L I 727.

3. Arch. Manche L I 727.

District : « L'humanité souffre des privations que ressent la pauvreté. L'attachement au numéraire inspire une froide indifférence pour le malheur à celui que la fortune n'enrichit pas que d'assignats. Le clergé qui se glorifiait d'être le père des pauvres parce qu'il avait entre ses mains les fruits d'une libéralité pieuse et ignorante, excuse ses épargnes sur les salaires qu'il reçoit aujourd'hui de la nation » ¹.

Par la loi du 4 avril, l'Assemblée Législative prit une série de mesures en faveur des familles des militaires. La Convention suivit son exemple. Le 26 novembre 1792, elle décréta de secourir les pères, mères et enfants de Volontaires dans le besoin. Elle inscrivit d'autre part au budget du ministère de l'Intérieur, le 9 janvier 1793, un million et demi de supplément pour l'entretien des enfants trouvés, et, le 3 février, 4 millions pour le fonctionnement des hôpitaux.

Dès le 17 août, le Directoire du département invita les administrateurs des hôpitaux à adresser dans le plus bref délai, au secrétariat du Directoire, l'état nominatif des enfants, de leurs nourrices et des communes où elles résident. Il interdit de remettre plus d'un enfant à la même nourrice et ordonna aux municipalités d'exercer une exacte surveillance sur les nourrices ayant des enfants remis par l'Administration de l'hôpital. En cas de mauvais soins, un procès-verbal serait dressé et envoyé sans délais aux directoires des districts ².

Le 13 septembre, le ministre de l'intérieur Rolland, écrivait que le remboursement à l'hôpital de Saint-Lo de ses avances pour les enfants trouvés pendant les deux premiers trimestres de 1792, venait d'être ordonné. Cette dépense se montait à 14.113 livres 4 sols 8 deniers ³.

1. Arch. Manche L II 1047 (2) Reg. corr. avec administration département, 30 décembre 1791, 2.

2. Arch. Manche L 53 Reg. directoire département, fo 247.

3. Arch. Manche L I, 130, Reg. corr. département, non folioté.

Sur les 80.000 livres à distribuer aux hôpitaux de son ressort, le Département accorda au district 696 livres 17 sols 1 denier et 59.882 livres 12 sols 9 deniers ¹.

Au 4 janvier 1793, les officiers municipaux Saint-Lois réclamèrent le prompt paiement des six derniers mois de 1792, car l'hôpital ne vivait toujours que d'emprunts ². Mais le 1^{er} mars 1793 ils durent adresser une nouvelle supplique.

Un secours de 6.000 livres ne serait même pas suffisant et il en faudrait un beaucoup plus élevé. « Souvent il nous arrive, écrivaient-ils, de rencontrer dans nos rues plus de soixante malheureux couverts de lambeaux ; ils assiègent les portes. Nous avons perdu plus de la moitié des revenus de notre hôpital. Nous avons une maison religieuse où les blessés et les infirmes allaient se faire panser. Ils y recevaient du bouillon, des médicaments ; les Religieuses se transportaient chez les malades alités, leur fournissaient du linge blanc, remportaient le sale et ne sortaient jamais sans avoir soulagé les besoins des malheureux. Cette maison n'existe plus et sa destruction prononcée par la loi a privé de secours une multitude d'indigents. Les quêtes de nos églises se versaient entre les mains de ces religieuses qui en faisaient un digne usage. Elles se versent aujourd'hui entre les mains de deux nouvelles hospitalières chargées de les remplacer auprès des pauvres. Mais les quêtes, autrefois abondantes, ne produisent plus rien. Dimanche dernier, on a recueilli six liards ! Du désespoir de la faim, pourrait naître le désordre. Les mères et femmes des défenseurs de la Patrie sont dans la plus affreuse misère ³. »

La vie était devenue si chère que le Département, le

1, Arch. Manche, L I, p 727.

2. Ibid. L I 727.

3. Ibid. L I 727.

31 mars 1793, accorda une augmentation aux nourrices des enfants trouvés ¹.

Au 4 mars sur le nouvel état de situation, conformément à la loi du 12 août 1792, figuraient des secours provisoires aux hôpitaux pour l'année 1792. Les dettes actives de l'hôpital de Saint-Lo au 1^{er} décembre 1792 étaient de 11.646 livres 8 sols 8 deniers. Ses dettes passives, à la même date, se chiffraient par 20.605 livres 10 sols 11 deniers. Depuis la perte de ses revenus, il n'avait reçu comme secours que 600 livres accordées par le Département pour l'année 1792. Le Directoire du district estimait que, pour rétablir l'équilibre entre l'actif et le passif, il fallait un secours de 9.000 livres.

Le nombre des pauvres était de 246 ². L'hôpital n'avait pas au 3 juillet pour quinze jours de subsistances. Le Conseil du district dut autoriser les administrateurs de l'établissement à requérir des municipalités du district la délivrance au prix de la taxe de 80 boisseaux de froment, et 50 boisseaux d'orge ³.

Dès le 30 avril, le procureur de la commune écrivait au District que bien des pères de famille ne pouvaient subvenir aux besoins de leurs enfants. L'hôpital les prenait, il est vrai, mais il vaudrait mieux, concluait-il, les laisser à leur mère et donner à cette mère la pension que l'on donnerait à une nourrice ⁴.

La présence des militaires à l'hôpital de Saint-Lo ne fut pas sans y jeter quelque trouble. Le District recommanda aux officiers municipaux d'organiser une surveillance active à l'égard de ces hôtes peu dociles ⁵.

Le 23 mars la municipalité Saint-Loise sollicita l'autorisa-

1. Arch. Manche, L I, p. 727.

2. Arch. Manche, L 727.

3. Ibid., L II 1006, Reg. Conseil district, f^{os} 24, 22.

4. Ibid., L II 727.

5. Ibid., L 104, Arrêtés sur pétitions. Directoire département.

tion de transférer les galeux et vénériens au couvent de la Providence et d'employer pour eux les lits déposés dans les greniers de la Maison Commune ¹. Le Directoire arrêta que la location de ce couvent serait passée par adjudication. Les administrateurs de l'hôpital étaient autorisés à mettre à prix ² puisque l'hôpital était trop petit ³.

Le 29 brumaire an II, le Directoire décida que les administrateurs de l'hôpital de Saint-Lo pourraient commettre une personne qui se ferait livrer par les officiers municipaux les lits et linges appartenant aux ci-devant curés déportés.

Le 1^{er} frimaire, le Conseil du département autorisa la municipalité de Saint-Lo à « user provisoirement de toutes les ressources qui étaient sous sa main pour mettre son hôpital en bon état pour les blessés et autres Français souffrants » ⁴.

Le 3 germinal an II, le nombre des pauvres sans compter les enfants trouvés était de 200.

Le Directoire donna son approbation à l'augmentation du prix des journées de militaires malades demandée par les officiers municipaux du chef-lieu en qualité d'administrateurs de l'hospice civil ⁵.

Un arrêté du représentant du peuple Bollet du 12 fructidor ordonna la translation de l'hôpital civil du Rocher la Liberté dans le ci-devant collège et la remise de la maison actuelle de l'hôpital civil en vue de l'établissement d'un hôpital militaire ⁶.

Le District recevait des fonds de secours. Le 11 pluviôse était dressé un état de répartition de la somme de 13.690 livres revenant aux communes du ressort sur les 300.000 livres concédées par le décret du 14 mai 1793.

1. Arch. Manche, L I 727.

2. Ibid., L 54, Reg. Directoire département, f^o 163.

3. Ibid., L I 104, Reg. arr. sur pétitions Directoire département, f^o 52.

4. Ibid., L 50, Reg. Conseil général département, f^o 139.

5. Ibid., L 104, Reg. arr. sur pétitions Directoire département, f^o 117.

6. Ibid., L II 1010, Reg. Conseil District, f^o 101.

La Convention avait accordé des allocations annuelles aux indigents ¹. 24.453 livres 16 sols furent attribuées par le décret du 3 pluviôse aux pauvres du district de Saint-Lo ². Le 21 germinal, le Conseil du district répartit cette somme entre les communes, canton par canton. On relève les chiffres suivants pour les chefs-lieux de canton :

Rocher la Liberté : 7.304 habitants, 406 familles des plus indigentes, 2.519 livres 4 sols ; Canisy : 926 habitants, 49 familles, 303 livres 16 sols ; Esglandes ; 489 habitants, 24 familles, 148 livres 16 sols ; Marigny, 1.270 habitants, 65 familles, 403 livres ; Percy : 2.950 habitants, 180 familles, 1.116 livres 12 sols ; Saint-Clair : 670 habitants, 34 familles, 210 livres 16 sols ; Saint-Jean-des-Baisants : 1.205 habitants, 60 familles, 372 livres ; Torigni, 2.290 habitants, 150 familles, 930 livres ; Tessy : 1.315 habitants, 68 familles, 4.421 livres 12 sols ³.

La loi du 10 juin 1794, sur le partage des biens communaux par tête d'habitant domicilié dans la municipalité ⁴ n'avait pas encore reçu son exécution dans la circonscription de Saint-Lo. En vain le Directoire du district avait-il multiplié les exhortations dans sa circulaire du 16 nivôse. Sur 109 municipalités, 23 seulement avaient fourni des états. Encore ces dernières ne donnaient-elles pas les renseignements nécessaires ⁵.

Il y avait aussi à effectuer la distribution des secours aux parents des défenseurs de la Patrie. Pour accélérer cette opération confiée aux municipalités, le Conseil du district, le 9 germinal an II, prit des mesures appropriées :

« Les commissaires des assemblées primaires du district

1. Juin-Juillet 1793 : Cahen et Guyot, opus cit, p. 440.

2. Arch. Manche, L II 1008, Reg. Conseil district, f^{os} 81, 84.

3. Ibid, L II 1009, Reg. Conseil district, f^{os} 24, 25, 26.

4. Cahen et Guyot, opus cit., p. 400. L'exécution de la loi souleva d'ailleurs d'innombrables difficultés, Ibid., p. 401.

5. Arch. Manche, L II 1076, Administration et police générale.

se transporterait dans les municipalités de leurs cantons respectifs et emploieraient auprès d'elles tous les moyens d'instruction et de réquisition pour que le travail qui leur est confié soit conduit à la perfection dans le plus bref délai possible » ¹.

Les municipalités ne faisaient rien pour exécuter la loi du 19 septembre destinée à faciliter aux chefs de famille non propriétaires l'achat des biens d'émigrés. Le 3 messidor, le Directoire dut leur adresser une circulaire comminatoire. Il enverrait au Comité de Salut public la liste de celles d'entre elles dont les états ne seraient pas parvenus le 10 thermidor ².

Le Directoire fut encore obligé d'expédier des commissaires aux communes pour la confection des états d'inscriptions de bienfaisance décrétés par la loi du 22 floréal ³. « La négligence, disait l'adresse du Conseil du 15 messidor, est encore moins pardonnable lorsqu'elle tend à retarder la jouissance d'un secours que le malheureux réclame depuis longtemps » ⁴.

Le 14 fructidor, le Conseil du district créa au Rocher de la Liberté, un chantier de bois de corde et de fagots particulièrement destiné à l'approvisionnement des citoyens de la classe indigente.

Avec la cherté de la vie la misère augmenta en l'an III. On retrouve nombre de pétitions de gens demandant des secours ⁵.

Il fallut augmenter les mois de nourrice des enfants de la Patrie. Le 17 nivôse, le District sollicitait le Directoire du département de l'appuyer auprès de la Commission des secours pour que la nourriture de ces enfants fût portée à 12 livres

1. Arch. Manche, L II 1009, Reg. Conseil district f° 2.

2. Ibid., L II 1020, Reg. Directoire district, f°s 44, 45.

3. Ibid., L II 1045, Reg. comptes décadaires du 21 nivôse au 1^{er} ventôse an IV. Reg. non folioté ni pag. nos. 1^{re} décade de messidor an II.

4. Arch. Manche, L II 1010, Reg. Conseil district, f° 67.

5. Ibid., L II 1037, Reg. hôpitaux et secours des parents des défenseurs de la Patrie.

par mois, la layette à 20 livres. « Sans cela les citoyens chargés de ces enfants les remettraient » ¹.

Pour faire face à ces besoins toujours renaissants, le district de Saint-Lo reçut le 8 floréal 12,495 livres sur les 10 millions votés le 21 pluviôse ².

L'hospice civil du Rocher la Liberté en nivôse an III comprenait quatre services distincts. Il y avait le service des vieillards avec 21 hospitalisés ; le service des femmes infirmes avec 47 ; le service des enfants avec 30 et le service dit « d'humanité » avec 26. Ces quatre services avaient dépensé respectivement pendant les quatre mois précédents : 2.040 livres ; 7.248 livres 5 sols 8 deniers ; 3.608 livres et 4.085 livres ³. On réclamait à grands cris des fonds ⁴.

En prairial, la pénurie de grains se faisait vivement sentir dans l'établissement en raison de la non-exécution des réquisitions ⁵. En messidor an III, la municipalité de Saint-Lo prit même prétexte de cette disette pour renvoyer des enfants ⁶.

Nombre de familles demandaient à garder leurs enfants tout en recevant les secours de l'hospice. L'administration du district faisait vérifier les faits par la municipalité du Rocher ⁷.

L'hospice de Torigni contenait 7 vieillards en vendémiaire, brumaire et frimaire an III. En brumaire an IV, on y rencontrait 8 vieillards et 11 enfants ⁸. En l'an III l'hospice civil reçut de nouveau des militaires après la suppression de l'hôpital militaire ⁹.

1. Arch. Manche, L II 1037, Reg. hôpitaux et secours des parents des défenseurs de la Patrie, n° 58.

2. Ibid., L II 1021, Reg. directoire district, f° 55,

3. Ibid., L II 1037 (cit), entre les n°s 121 et 122.

4. Ibid., L II 1049, Reg. correspondance département, f° 16.

5. Ibid., L II 1066, Reg. correspondance du bureau des subsistances.

6. Ibid., L II 1021, Reg. directoire district, f°s 115, 116.

7. Ibid., L II 1037 et L II 1039, Reg. secours publics.

8. Ibid., L II 1039, Reg. secours publics n° 261.

9. Ibid., L II 1049, Reg. correspondance avec département, f° 26.

CHAPITRE VIII

L'Instruction Publique dans le District de Saint-Lo

- I. L'enseignement secondaire et l'enseignement primaire. —
II. Les bibliothèques. — III. Les monuments des arts.

« L'Assemblée Constituante annonça de bonne heure son intention de doter la France d'un système nouveau d'Instruction publique et elle inscrivit le principe de la réforme de l'enseignement dans la Constitution. Mais le temps lui manqua pour aboutir. Ce fut à la fin de son existence qu'elle entendit sans pouvoir le discuter le rapport de Talleyrand. Son activité législative fut donc surtout conservatrice : elle tâcha d'assurer, provisoirement, l'existence de ce qui subsistait ». C'est ainsi qu'à cet effet le 13 octobre 1790 elle prenait un décret destiné à prévenir toute interruption dans les études. « ...Afin que le cours de l'instruction ne soit point arrêté un seul instant, le roi sera supplié d'ordonner que les rentrées dans les différentes écoles publiques se feront cette année encore comme à l'ordinaire ».

Les collèges furent surtout l'objet de ses préoccupations. Elle leur accorda de larges subventions et un régime de faveur. L'article 3, titre I, du décret du 28 octobre 1790 ajourna la vente des biens appartenant aux séminaires, collèges

et généralement à tous les établissements d'instruction publique¹.

En 1790, lors des débuts de l'Administration du district de Saint-Lo, la situation de l'Instruction Publique était la suivante dans sa circonscription :

Il existait deux collèges dans l'arrondissement, l'un à Saint-Lo, l'autre à Bérigny.

Telle était la médiocrité des revenus du collège de Saint-Lo qu'ils ne pouvaient suffire aux honoraires d'un seul maître². Il comptait six professeurs dont Pouchin, le futur professeur de mathématiques de l'Ecole Centrale de la Manche. Les classes allaient de la cinquième à la philosophie inclusivement³. Les élèves étaient peu nombreux. On en comptait 87 pendant l'année scolaire 1789-90. Il y en avait eu 100 au cours de l'année précédente, jusqu'à 116 en 1785-86⁴. La plupart de ces élèves étaient de la ville même. Les autres appartenaient aux campagnes du voisinage. Le recrutement était donc local et ne s'étendait pas très loin au-delà de la cité. Il ne dépassait pas Gourfaleur, Condé, Saint-Gilles, Soulles, Saint-Ebremond, Sainte-Suzanne, La Chapelle-Enjuger, Tessy, Saint-Jean-de-Daye⁵. On payait 12 ou 18 livres par an à raison de 6 livres ou de 9 livres par semestre⁶.

La municipalité de Bérigny possédait un collège. Cet établissement était assez richement doté et ses biens étaient entre les mains d'un Bénéficiaire qualifié du titre de principal du

1. Cahen et Guyot : l'Œuvre législative de la Révolution, p. 414.

2. W. Marie-Cardine : Hist. de l'Enseignement dans le département de la Manche, de 1789 à 1808 d'après des documents inédits. t. I, p. 23. Rapport du bureau des travaux et établissements publics du 21 septembre 1790.

3. Arch. municipales Saint-Lo, Collège de Saint-Lo, C C. 25.

4. Ibid., Recettes, C C. 25.

5. Arch. municipales Saint-Lo, Collège de Saint-Lo, Recettes, C C. 25.

6. Ibid. Les comptes étaient établis pour chaque classe au nom de chacun des professeurs.

collège de Bérigny¹. La maison avait été instituée en 1616 « pour la commodité du canton par rapport à ceux qui n'ont moyen d'aller faire leurs études en ville ». L'enseignement paraît y avoir été payant. La place de principal ne se donnait qu'au concours². On ignore le nombre des élèves, mais c'était un très médiocre pensionnat. Peut-être même était-il abandonné en 1789³.

En dehors de l'enseignement secondaire, existaient les « écoles ». Plusieurs communes qui en étaient privées en demandaient et offraient de payer les maîtres⁴. Quelques-unes plus favorisées en entretenaient grâce à des fondations. Villiers-Fossard avait une école dotée de trente-deux vergées de terre. En 1685 ces 32 vergées avaient été aumônées au curé à usage scolaire⁵. Guilberville en possédait une par suite d'un testament⁶. Mesnil-Durand et La Chapelle-Enjuger en avaient également.

On en rencontrait encore à Cavigny⁷, Gourfaleur⁸, La Meuffe⁹, Montreuil¹⁰, Saint-Ebremond-de-Bonfossé¹¹, Cerisy¹². Saint-Ouen-de-Baudre n'avait « aucune école ni revenus à cet effet », mais il s'y trouvait une « fille » qui enseignait à lire aux petites filles « moyennant la récompense que chacun des intéressés fixait selon sa générosité¹³ ».

Quant à Saint-Lo, ses établissements de l'Union chrétienne

1. Arch. Manche L II 1005, Conseil Reg. délibér. et arr. du district de Saint-Lo, fos 16, 17.

2. W. Marie-Cardine, opus cit., t. I, pp. 72, 73, 74, 75.

3. Ibid., t. I, pp. 154, 155.

4. Arch. Manche, L II 1005, Reg. cit., f^{es} 16, 17.

5. W. Marie-Cardine, opus cit. t. I, p. 70.

6. Ibid., t. I, p. 84.

7. Ibid., t. I, p. 128.

8. Ibid., t. I, pp. 135 à 138.

9. Ibid., t. I, p. 138.

10. Ibid., t. I, p. 195.

11. Ibid., t. I, p. 205.

12. Arch. municipales Cerisy-la-Forêt, Reg. Conseil général, f^o 73.

13. Ibid., Baudre, Reg. des délibér. Conseil général Saint-Ouen-de-Baudre.

et du Bon-Sauveur avaient un caractère enseignant. Ils ouvraient des écoles aux garçons et aux filles ¹.

Les rentes destinées à assurer l'existence des écoles étant constituées sur les biens du clergé, ce fut le receveur du District qui dut à l'avenir les payer ².

En novembre 1790, la municipalité de Saint-Lo adressa au Département, à l'Assemblée Nationale et au député de la ville Vieillard un mémoire imprimé relatif à la réorganisation du collège sur un plan nouveau. Cette réorganisation serait possible si on concédait à la ville la rente léguée par Jean Dubois aux Jésuites pour la fondation du collège de Saint-Lo et c'est cette concession que réclamait la municipalité. La ville de Saint-Lo appellerait des maîtres de langue anglaise et de langue latine. « Il est nécessaire de cultiver la première, disait le mémoire ; c'est celle d'un peuple notre rival en puissance, et qui nous a donné de grandes leçons en liberté. Il faut abréger beaucoup le temps que l'on donne à l'étude de l'autre, mais il ne faut pas la négliger tout à fait, car c'est celle de nos maîtres en législation ». On pourrait aussi attacher à l'établissement un maître de mathématiques et de dessin.

« Après avoir prélevé les honoraires des professeurs, on remettrait de trois ans en trois ans une somme fixe aux trois élèves qui se seraient le plus distingués durant les trois années précédentes dans l'étude des mathématiques, du latin et de l'anglais, pour voyager, à charge d'entretenir une correspondance suivie avec la municipalité et de déposer dans les archives à leur retour les observations utiles qu'ils auraient faites dans le cours de leur voyage » ³.

Les municipalités de Saint-Jean-des-Baisants et de Bérigny

1. W. Marie-Cardine, opus cit. t. I, pp. 157, 173.

2. Ibid., t. I, p. 113.

3. W. Marie-Cardine, t. I, pp. 101, 102.

pourraient reverser sur la maison d'éducation de Saint-Lo une partie des fondations Lecoq affectées au petit collège de Bérigny. Grâce à ce supplément de ressources, on créerait au collège de Saint-Lo « des prix d'encouragement qui exciteraient une louable émulation entre les jeunes athlètes ». Des exercices publics formeraient de bonne heure, les jeunes gens à parler en public : « C'est un talent malheureusement fort rare et, cependant, plus nécessaire que jamais, puisqu'il n'est pas de citoyen qui ne puisse être appelé à traiter un jour des plus grands intérêts de l'Etat ».

La Législative plus préoccupée d'aboutir que la Constituante, institua un Comité spécial d'instruction publique dont Condorcet fut l'âme. Ce Comité prépara et soumit à l'Assemblée « un projet de décret sur les divisions du système futur, mais la déclaration de guerre en empêcha la discussion et le vote. Dans l'impossibilité de créer une œuvre nouvelle la Législative dut donc suivre l'exemple de sa devancière. Elle maintint les écoles comme les hôpitaux dans la jouissance des rentes qui leur étaient dues et en ordonna le paiement immédiat (7 février 1792). Le 12 septembre 1792 elle étendit le bénéfice de cette clause à l'année courante ; le 29 mai, elle mit à la disposition du ministre de l'Intérieur 200.000 livres pour venir en aide aux collèges et aux écoles « dépourvus de ressources suffisantes ».

Le décret du 23 octobre a une importance particulière car il nous révèle clairement les intentions des législateurs. Il maintenait en effet en exercice dans les établissements occupés par des congrégations religieuses les maîtres qui auraient prêté le serment civique ¹.

Les professeurs du collège de Saint-Lo étaient des prêtres.

1. Cahen et Guyot, opus, cit, p. 415.

Ils étaient en même temps chapelains de l'hospice, et à ce titre touchaient sur les fondations de la maison, une rétribution. L'un d'entre eux refusa le serment et dut résigner par suite ses fonctions. D'autres furent appelés ailleurs comme curés. La municipalité de Saint-Lo n'ayant plus de fonds pour rétribuer les régents personnellement au lieu et place de l'hospice, et ne trouvant plus, d'ailleurs, de maîtres, réduisit les chaires à deux. Il n'y avait plus alors que 40 élèves dans le collège et on les répartit en deux classes. L'un des professeurs enseignait les mathématiques, l'autre le latin, la géographie selon l'organisation nouvelle du royaume, et les principes de la Constitution.

Emus de ces mutilations un certain nombre de notables de Saint-Lo, adressèrent à ce sujet, une protestation aux membres du Département à Coutances. Ils reprochaient à la municipalité Saint-Loise d'avoir détruit dans la ville l'enseignement secondaire. La municipalité de son côté répondit le 14 juillet 1791 par un mémoire justificatif.

Elle expliquait comment la privation des fondations de l'hospice ne lui avait pas permis de rétribuer un plus grand nombre de professeurs. L'organisation réduite actuelle était la seule possible. A cette occasion, elle rappelait d'une façon générale ce qu'elle avait fait pour l'éducation. Elle avait édité un catéchisme de la Constitution française et engagé l'Assemblée électorale à en recommander l'enseignement. Elle avait pris un arrêté honorable pour un instituteur de Saint-Lo qui s'était empressé de l'enseigner. Elle avait distingué les enfants qui avaient réalisé le plus de progrès dans cette étude. « Réflexion bien douloureuse pour des fonctionnaires publics ! La partie de leur administration dans laquelle ils ont fait les plus grands efforts pour servir utilement leurs concitoyens est souvent celle qui leur attire les reproches les plus amers et les plus injustes ».

Dans une réunion contradictoire le maire et les officiers municipaux firent un exposé public de la question. Ils convinquirent « leurs plaignants » d'avoir été induits en erreur ». Ainsi se termina l'affaire ¹.

La municipalité de Saint-Lo disait la vérité. Elle s'était en effet beaucoup occupée de l'éducation civique des jeunes Saint-Lois. Dès le 7 mai, en adressant des félicitations à un instituteur, elle l'avait remercié « des vues qu'il avait données au corps municipal » sur les moyens de concilier la soumission que les disciples doivent à leurs maîtres avec la supériorité que ceux-ci doivent toujours conserver sur leurs élèves sans compromettre dans le disciple la dignité du citoyen naissant et dans le maître l'autorité qui lui appartient. Elle avait exhorté tous les citoyens à lui faire part de leurs idées et à l'éclairer sur les moyens d'assurer dans l'enfance, le développement des vertus morales et civiques ². Elle avait défendu aux instituteurs d'infliger aux enfants « aucune punition inconciliable avec la dignité d'un homme libre ». Elle leur avait recommandé de toujours prendre pour base de l'éducation nationale ce double principe que l'honneur doit être désormais la seule récompense et la honte la seule punition. Elle leur avait enjoint, en cas de fautes graves ou d'une indocilité opiniâtre de la part de quelques-uns de leurs élèves, de les renvoyer à l'autorité paternelle, et, s'ils sont orphelins, au Corps municipal. Les noms des élèves les plus distingués devaient, d'après ses ordres, être inscrits sur les registres du Conseil de la commune ³.

La distribution des prix de l'école de garçons de Saint-Lo eut lieu le 10 juillet dans l'ancienne chapelle des Pénitents, aux

1. Arch. municipales Saint-Lo. Réponse de la municipalité de Saint-Lo à la requête présentée au Département à l'occasion du collège de Saint-Lo. — Saint-Lo, imprimerie Gomont.

2. Arch. municipales Saint-Lo, Reg. délibérations Conseil Général de Saint-Lo, D 28, f° 114.

3. Ibid.

frais de la ville et avec une pompe extraordinaire. Le Directoire du district, le tribunal, le Conseil de la commune, la Société des Amis de la Constitution y assistèrent. En tête de toutes les récompenses furent proclamés les prix et accessits pour le catéchisme de la Constitution. « La liste des lauréats figura sur le registre des délibérations du Conseil de la commune ¹ ».

Le 14 juillet à la fête sur le Champ de Mars, les élèves couronnés marchaient en tête et à leur suite les accessits. Tous portèrent à la boutonnière un ruban tricolore. Les enfants des deux sexes de l'hospice y furent également conduits. Un ruban aux couleurs nationales fut donné aux plus méritants d'entre eux ¹.

Le rôle des écoliers dans la vie de la cité avait considérablement grandi. Le 16 mai, les élèves de la classe de philosophie du collège s'étaient rendus à la Maison Commune et avaient représenté au Corps Municipal, que leur professeur ayant quitté l'établissement, ils ne pouvaient plus terminer leurs études. Le Conseil décida de le remplacer pour l'achèvement du cours commencé ².

Le 10 octobre 1791, le maire donna lecture au Conseil de la commune d'un plan d'instruction rédigé pour le collège de Saint-Lo, par l'un des professeurs. Cette lecture fut accueillie par les applaudissements de toute l'assemblée. Ce plan fut adopté, et il fut décidé qu'il serait suivi par tous les professeurs du collège.

Il y avait désormais cinq classes, les classes de troisième, de deuxième, de rhétorique, de philosophie, et une classe d'initiation aux éléments de l'éducation nationale.

Le traitement des professeurs fut fixé à 600 livres. Ceux-

1. Arch. Municipales Saint-Lo, Reg. délibérations Conseil Général Saint-Lo D 28, f^o 114.

2. Ibid.

3. Arch. municipales, Saint-Lo D 28, Reg. cité f^{os} 143, 145.

ci furent tous désignés à l'élection. Le citoyen Pouchin obtint l'unanimité des suffrages ³.

Le 25 novembre, le Conseil du département en attendant l'organisation de l'Instruction publique par le Corps législatif prit un arrêté provisoire. On y remarquait les dispositions suivantes : Il serait alloué à chacun des professeurs des collèges de Coutances, Mortain, Avranches, Saint-Lo et Valognes un secours de 30 livres par mois à compter de la dernière rentrée des classes. Ces professeurs seraient autorisés à prendre un logement provisoire dans les collèges où ils enseignent et même à jouir des jardins dépendant de ces établissements. Ceux d'entre eux qui ne pourraient être logés recevraient un supplément de cinq livres par mois. Les receveurs et comptables des collèges devaient rendre compte au Directoire de leur gestion et notamment des deniers versés par les élèves. La répartition des classes aurait lieu selon les anciens réglemens ⁴.

Le 12 novembre les cinq professeurs du collège de Saint-Lo réclamèrent au Conseil de la commune sur la somme de 3.000 livres promise pour leurs honoraires une avance de 500 livres. Ils ne pouvaient autrement faire face aux dépenses que « leurs nouvelles fonctions exigent et instruire leurs jeunes élèves conformément aux principes de la Constitution et des nouvelles lois qui régissent l'empire ». Sans rejeter cette demande, le Conseil l'ajourna ne voulant régler cette affaire qu'après son renouvellement. « Les conseillers restants voudraient bien représenter à leurs collègues qu'on pourrait affecter aux professeurs une partie des fonds provenant des biens nationaux. Il faut « soulager à l'avenir les professeurs. S'ils venaient à suspecter les engagements sacrés de la com-

1. Arch. municipales Saint-Lo. D 28, Reg. cit. f^o 143, 145.

2. Arch. municipales Saint-Lo. Pièces non classées.

mune, ils pourraient abandonner des fonctions précieuses et laisser les citoyens dans un embarras dont l'avenir ne pourrait que très difficilement réparer les inconvénients ¹ ».

Le 27 décembre, Condorcet, commissaire du Comité d'instruction publique, adressa aux Administrateurs des districts une circulaire importante. Il leur demandait directement et immédiatement sous forme de tableaux les renseignements dont le Comité pourrait avoir besoin pour ses travaux, catalogues ou états des bibliothèques, collections, bâtiments, biens territoriaux, revenus etc. relatifs à l'Instruction Publique ². A son tour le Département, le 10 janvier 1792, demanda aux districts des renseignements analogues sur les établissements scolaires. Il s'agissait de rédiger pour le ministre de l'Intérieur un mémoire sur l'éducation nationale ³. De ces tableaux et de ce mémoire il n'existe nulle trace.

Un décret du 22 mars 1791 avait exigé le serment des agrégés et en général de tous les citoyens en fonction dans les établissements d'instruction publique : « Nul agrégé, disait ce décret, en général nul individu, ne sera appelé à professer et nul professeur ne pourra continuer aucune fonction dans les établissements appartenant à l'Instruction publique, dans tout le royaume, qu'il n'ait auparavant prêté le serment civique et, s'il est ecclésiastique, le serment des fonctionnaires publics ecclésiastiques ». Le décret du 15-17 avril 1791 vint encore aggraver la situation en étendant l'obligation du serment civique à tous les fonctionnaires de l'enseignement public, laïques ou ecclésiastiques. Il était ainsi conçu : « Toutes personnes chargées d'une fonction publique dans le département de l'instruction, qui n'ont pas prêté le serment prescrit par le

1. Arch. municipales Saint-Lo du reg. des délibérations. Séance du 19 novembre 1791, f^{os} 7, 8, D 29, reg. 42.

2. W Marie Cardine, opus cit., t. I, p. 105 à 108.

3. Ibid, t. I, p. 108 à 110.

décret du 22 mars dernier, sont déclarées déchues de leur fonction, et il doit être provisoirement pourvu à leur remplacement par le Directoire des départements » ¹.

L'arrêté du 20 juin du Département confirma ces dispositions. Ce fut là une cause générale de désorganisation scolaire. Souvent les maîtres et maîtresses refusèrent le serment et on dut pourvoir à leur remplacement ².

Le décret rendu le 18 août 1792 par l'Assemblée législative sur la proposition du Comité d'Instruction publique, acheva la destruction de l'édifice scolaire en provoquant la ruine de bon nombre de petites écoles. En même temps qu'il déclarait « détruites et supprimées » les corporations religieuses, et défendait de confier à l'avenir, « aucune partie de l'Enseignement public aux membres des ci-devant corporations », il ordonnait que les biens des séminaires, collèges, etc. formant la dotation des corporations fussent vendus dans la même forme et aux mêmes conditions que les autres biens nationaux.

Au milieu de cette sorte d'anarchie scolaire quelques municipalités ne se laissèrent pas décourager et firent preuve d'une grande activité en faveur de l'Instruction publique.

Dès le 4 décembre 1791, la commune de La Meauffe avait pris un arrêté pour demander l'autorisation d'établir une école à même les deniers provenant du seizième des domaines nationaux. On construirait des bâtiments convenables.

Le Directoire du district, le 12 mars 1792, tout en louant ces intentions les jugea prématurées puisque le Corps législatif n'avait point encore fait de loi d'éducation uniforme et générale ³.

1. W. Marie-Cardine, opus cit., t. I, p. 173, 174.

2. Cf. W. Marie-Cardine, opus cit., t. I, p. 195, 199.

3. W. Marie Cardine, opus cit., t. I, p. 131. Le Directoire du département arrêta le 25 janvier 1793, que les immeubles réels attachés au collège de Bérigny seraient vendus.

Le 24 juillet 1792, le Conseil de la commune de La Chapelle-Enjuger, déclara que rien n'était plus urgent et nécessaire que de pourvoir à l'éducation des jeunes gens de cette commune qui, faute d'un bon maître d'école, demeurent ensevelis dans une ignorance et une oisiveté préjudiciables à chacun d'eux individuellement et à tous les habitants et citoyens en général ». « Pour prévenir les maux incalculables résultant du défaut d'instruction, il réclamait un instituteur public et gratuit pour les jeunes garçons qui puisse appliquer leurs jeunes ans à leur propre utilité et à celle de tous en général en leur apprenant à lire et écrire et les élevant dans les devoirs de la religion dont il les instruirait et au respect et soumission envers leur père et mère et supérieurs ».

Satisfaction leur fut donnée. Un maître d'école fut nommé, le 16 septembre 1792 ; son traitement serait fixé et perçu au marc la livre de la contribution foncière et mobilière de la municipalité. Il devait apprendre aux enfants les devoirs de la religion telle qu'elle est professée en France. Il devait aussi leur apprendre à « lire à écrire et même les quatre premières règles de l'arithmétique, toutefois autant que leurs dispositions le permettront », enfin à aimer et respecter la Constitution nouvelle de l'Empire français sur laquelle il leur donnera toutes les notions qui seront en son pouvoir et à aimer, obéir et respecter leur père et mère et supérieurs. Il devrait faire faire les prières ordinaires et enseigner le catéchisme ¹.

La petite ville de Torigni de son côté, ne se montra pas moins soucieuse de l'Enseignement civique que l'humble village de La Chapelle-Eujuger ².

« Comme la Législative, la Convention attacha un très

1. Arch. municipales La Chapelle-Enjuger, Reg. Conseil général La Chapelle-Enjuger, f^{os} 12, 13, 16.

2. Arch. municipales Torigni-sur-Vire, Reg. Conseil général Torigni, D I, n^o 2, f^o 108.

grand prix à la solution du problème de l'instruction publique et chargea un Comité distinct de la chercher et de la formuler. Mais il faut attendre au 29 frimaire an II pour rencontrer un texte qui compte au point de vue pratique et qui ait reçu au moins un commencement d'application. Toutes les lois votées le furent par des majorités de coalition sans durée, en raison parfois de circonstances fortuites, d'accès d'enthousiasme, et furent d'ailleurs rapportées presque aussitôt que votées ».

Sur la proposition du Comité de Salut public, la Convention rendit le 30 mai 1793 le décret suivant : il y aurait une école primaire dans tous les lieux ayant de 400 jusqu'à 1.500 habitants. L'instituteur enseignerait aux élèves les connaissances élémentaires nécessaires aux citoyens.

Le 14 février 1793, elle ajournait encore la vente des biens appartenant aux établissements d'instruction publique et autorisait les corps administratifs à assigner aux professeurs un traitement de 1.000 ou 1.500 livres selon que leur ville-résidence atteint ou non 30.000 âmes. En échange le personnel enseignant ne devait plus exiger aucune rétribution scolaire ; l'enseignement secondaire devenait ainsi légalement gratuit.

Un mois plus tard, pressée par les besoins financiers, le 8 mars 1793, l'Assemblée revenant sur sa décision première ordonnait la vente des biens jusque là réservés, « à l'exception de tous les bâtiments servant ou pouvant servir à l'usage des collèges et de tous autres établissements de l'instruction des deux sexes ». Elle spécifiait en outre que les traitements des professeurs et instituteurs seraient depuis le 1^{er} janvier 1793, à la charge de la nation.

En pleine crise girondine, elle décrétait que les distributions de prix auraient lieu avec leur éclat accoutumé. Et au moment où la réforme de l'instruction publique semblait près

d'aboutir, elle accordait aux instituteurs et institutrices des petites écoles le paiement de leurs arrérages et fixait leur traitement à 400 ou 600 livres, selon l'importance des localités. Le montant de ces sommes devait être fourni par « des sous additionnels au rôle des contributions foncières ». L'Instruction publique devenait une institution d'Etat (4 ventôse an II)¹.

A partir du 29 frimaire an II, se succèdent toute une série de lois ayant une valeur historique et pratique. Le décret du 29 frimaire an II proclamait le principe de la liberté de l'Enseignement. Les citoyens et citoyennes qui voudraient user de la liberté d'enseigner seraient seulement tenus de déclarer qu'ils ont l'intention d'ouvrir une école, de désigner l'espèce de science ou art qu'ils se proposent d'enseigner, de produire un certificat de civisme et de bonnes mœurs. Désignés sous le nom d'instituteurs et d'institutrices ils seraient placés sous la surveillance immédiate de la municipalité, des pères et mères, de tous les citoyens. Quiconque professerait dans son école des préceptes ou maximes contraires aux lois et à la morale républicaine serait puni selon la gravité du délit. Ces maîtres qui se borneraient à enseigner à lire, à écrire et à appliquer les premières règles de l'arithmétique seraient salariés par la République, à raison du nombre des élèves².

A la date du 1^{er} ventôse, mention soumise à l'enregistrement fut faite de la loi du 29 frimaire sur les registres de l'Administration du district. C'est tout ce que l'on sait au sujet de son exécution dans le district de Saint-Lo. Mais la question des écoles resta une des grosses préoccupations des communes du district.

Le 20 ventôse, la municipalité de Saint-André-de-l'Epine, déclara qu'il ne s'était présenté ni instituteur, ni institutrice. Il

1. Cahen et Guyot : L'œuvre législative de la Révolution, pp. 415, 416, 417.

2. Cahen et Guyot ; opus cit. pp. 417, 418.

n'y avait personne dans la commune pour remplir ces fonctions¹.

Qu'était devenu le maître d'école de La Chapelle-Enjuger ? On l'ignore. On sait seulement qu'en exécution du décret du 29 frimaire et de l'adresse du Directoire du district concernant les écoles primaires qui doivent être organisées, le Conseil de la commune avait ouvert un registre, mais il ne s'était présenté personne. Les pères et mères étaient néanmoins invités à faire inscrire leurs enfants. Le 4 germinal, un citoyen s'offrit enfin. Il était capable, vertueux et patriote. Après production de son certificat de civisme, et de son serment, il fut agréé². Le 30, l'institutrice fut nommée dans les mêmes conditions³.

Le 3 germinal, la municipalité d'Amigny acceptait pour instituteur un citoyen de la commune qui se proposait, conformément au décret, d'apprendre à lire les Droits de l'homme et du citoyen, le recueil des actions héroïques ou vertueuses⁴.

Cerisy affectait à usage d'école deux salles de la municipalité. Aucun citoyen ne devrait enseigner des principes autres que ceux portés dans le Décret⁵. Saint-Jean-de-Savigny procédait sans phrases à la nomination de son instituteur le 10 prairial an II⁶. Le 22 fructidor an II, tardivement, la municipalité de Saint-Pierre-de-Semilly nommait « un citoyen capable d'enseigner les vertus républicaines aux jeunes gens »⁷.

A Saint-Lo des écoles primaires furent ouvertes en frimaire an II. L'instituteur appelé à leur tête non seulement propagea les lumières républicaines mais marcha contre les Rebelles

1. Arch. municipales Saint-André-de-l'Epine, Reg. municipalité Saint-André-de-l'Epine, f° 56.

2. Arch. municipales La Chapelle-Enjuger, Reg. Conseil général, La Chapelle-Enjuger, f° 63.

3. Ibid., f° 64.

4. Arch. municipales Amigny, 2^e Reg. municipalité Amigny. f° 16.

5. Ibid., Cerisy-la-Forêt, 2^e Reg. Conseil général de Cerisy-la-Forêt, f° 5.

6. Ibid., Saint-Jean-de-Savigny, Reg. municipalité de Saint-Jean-de-Savigny, f° 5.

7. Arch. municipales Saint-Pierre-de-Semilly, Reg. délibérations municipales Saint-Pierre-de-Semilly.

lors du siège de Granville ¹. Il enseignait encore en l'an V ².

A la place de son ancien collègue le chef-lieu avait vu s'ouvrir un établissement d'enseignement secondaire. Cet établissement était très en faveur. Son directeur, nous dit-on, possédait le grand art de développer les dispositions de ses élèves. Ce directeur s'appelait Jacques Le Moigne. Né le 24 juin 1742, il était avant la Révolution curé de Dammarie, dans le diocèse de Sens ; il réunissait à ce titre plusieurs petits bénéfices ; il prêta les divers serments requis. Il fit sa promesse de soumission à la Constitution de l'an VIII. C'était un homme très instruit, très laborieux, littérateur distingué, de bonnes mœurs, conciliant et persuasif ³. Il associait les autorités locales aux travaux de ses disciples. Le 22 messidor an II, il invita le maire et les adjoints de la ville de Saint-Lo à assister le 29 messidor à la récitation d'une partie des sujets donnés pour prix de mémoire dans la 1^{re} classe de son école ⁴.

Le 27 brumaire an III, la Convention compléta son œuvre par un nouveau décret sur les Ecoles primaires. Ce décret était à peu près la reproduction de celui du 29 frimaire. Il y aurait une école primaire par 1.000 habitants. Chaque école serait divisée en deux sections, l'une pour les garçons, l'autre pour les filles. Les instituteurs et institutrices seraient nommés par le peuple. Néanmoins transitoirement pendant la durée du Gouvernement révolutionnaire, ils seraient examinés, élus et surveillés par un jury d'instruction composé de trois membres désignés par l'administration du district et pris hors de son sein parmi les pères de famille ⁵.

1. Arch. municipales Saint-Lo (pièce non classée).

2. Ibid.

3. Abbé E. Sevestre : Enquête gouvernementale et enquête ecclésiastique sur le clergé de Normandie et du Maine de l'an IX à l'an XIII, livre I, Enquête de Normandie, p. 134-138.

4. Arch. municipales Saint-Lo, pièce non classée.

5. W. Marie-Cardine, opus cit., t. I, p. 338.

Afin de donner au décret qu'elle préparait des bases certaines, la Commission exécutive de l'Instruction publique avait demandé dans sa circulaire du 6 brumaire an III, des renseignements aux Administrations de district ¹. Le 11 brumaire le Conseil du district renvoya la circulaire à son bureau d'Administration ². On ignore la réponse.

Le 28 brumaire, la même Commission exécutive envoyait un arrêté du Comité d'Instruction publique portant que les Administrations de district auraient à faire connaître dans un délai donné la situation des opérations relatives à l'Instruction publique ³. Le 21 frimaire an III, le Conseil décida que cette lettre serait réimprimée au nombre de 400 exemplaires, pour être distribuée aux municipalités et aux instituteurs et institutrices. L'Administration déclarait qu'elle allait continuer à s'occuper avec la plus grande activité de l'établissement des écoles primaires, afin que ses concitoyens jouissent le plus tôt possible de ce précieux bienfait de la Révolution.

Dans une séance extraordinaire tenue le soir du même jour, l'Assemblée donnait les plus vifs applaudissements à cette lettre « dans laquelle sont retracés avec l'éloquence la plus énergique les avantages de l'Instruction publique pour l'affermissement de la République et les devoirs importants qu'ont à remplir les Administrations de district et les Jurys d'Instruction appelés à concourir immédiatement à l'établissement des écoles primaires » ⁴. Le 22 frimaire, elle écrivait à la Commission exécutive de l'Instruction publique qu'elle ne désespérait pas de trouver des sujets capables pour la formation des écoles primaires ⁵.

1. Cahen et Guyot, opus cit., p. 419, 420 et 421.

2. W. Marie-Cardine, opus cit., p. 339.

3. W. Marie-Cardine, opus cit., t. I, p. 484.

4. W. Marie-Cardine, opus cit., t. I, p. 485.

5. Ibid.

Ce même jour elle avait nommé son jury. Ce jury se composait de Pierre-David Le Tellier, de la commune du Rocher la Liberté, Henry Burnel, membre du Comité révolutionnaire du district, et Jean-François Cauchard, maire de Torigni ¹.

L'Administration les informa de leur nomination en ces termes :

« Citoyens, vous aviez bien justifié le choix de l'Administration en la secondant puissamment par votre zèle et vos lumières dans l'exercice du Concours pour les élèves de l'Ecole normale. Nous vous en marquerions notre reconnaissance si l'on ne savait pas que vous avez travaillé pour la Patrie. Mais nous ne pouvons mieux faire, en continuant nos opérations relatives à l'organisation de l'Instruction publique, que de vous appeler encore pour la formation du jury en exécution de l'article I^{er} du chapitre 2 de la loi du 27 brumaire sur l'institution des écoles primaires. C'est là que vous serez à portée de développer les talents précieux dont la nature vous rendit dépositaires pour les reverser un jour dans la société. Vous dirigerez ces établissements heureux et sublimes que la Convention a décrétés, en achevant de tuer le règne de l'ignorance, du brigandage et de la terreur. Juguler les sciences et les arts, c'était assassiner plus sûrement la Patrie ; aidez-nous, citoyens, à relever leur éclat ; que les triomphes de la République, assurés par le courage de nos braves frères d'armes, se consolident par l'instruction et la philosophie. Éclairés sur leurs droits, tous les citoyens rempliront leurs devoirs et le peuple français, dégagé de la maligne influence de toutes les passions, jouira d'un bonheur et d'une prospérité inaltérables en attendant que ses vertus et son exemple aient donné le signal aux hommes

1. W. Marie-Cardine, opns. cit., t. I, p. 486.

libres de l'Univers. Liberté, égalité, humanité, justice, fraternité, vertu » ¹.

Le 24 frimaire, le District ordonna aux municipalités de lui envoyer un Commissaire pour lui donner les prompts renseignements dont il avait besoin pour la formation importante et urgente des écoles primaires ².

Par une lettre en date du 5 frimaire, la Commission exécutive de l'Instruction publique avait recommandé aux districts « la prompte exécution des mesures prescrites par l'arrêté du Comité d'Instruction publique de la Convention du 28 brumaire et par la circulaire qu'elle avait écrite en transmettant cet arrêté relatif aux écoles primaires ». Le Conseil du district renvoya cette lettre le 2 nivôse à son bureau d'administration pour qu'il prît les mesures nécessaires ³. Le même jour il adoptait un projet d'adresse aux administrés. Il était suivi d'un arrêté relatif à la nomination des instituteurs et institutrices pour les écoles primaires.

L'adresse était ainsi conçue : « Citoyens, vous connaissez les dispositions sages de la loi du 27 brumaire dernier sur l'établissement des écoles primaires. La Convention, après avoir détruit le règne meurtrier de l'ignorance et de la terreur, affermit la République en répandant les bienfaits de l'instruction, qui est le besoin et le bonheur de tous ; nous serions donc bien coupables de différer un instant à prendre les mesures qui doivent accélérer la grande régénération, que nos législateurs philosophes n'auront pas entreprise en vain. Les vices, les malheurs et la décadence viennent de l'oubli des droits et des devoirs de l'homme ; un peuple vieilli par la superstition et la mollesse retomberait bientôt dans l'esclavage, si le feu vivi-

1. W. Marie Cardine, opus cit, t. I, p. 486, 487.

2. Ibid., p. 487.

3. Ibid., p. 488.

fiant du génie encore animé par le saint amour de la Liberté, n'électrisait victorieusement les âmes républicaines. Rallions-nous donc, chers concitoyens, autour de la Convention, et travaillons, de front et d'accord, à faire triompher ces principes qui sont les fondements immuables de la gloire et de la prospérité nationale. Que les officiers municipaux, les fonctionnaires publics montrent le premier exemple de l'attachement à nos lois, en concourant de tout leur pouvoir à l'organisation de l'instruction ; qu'ils cherchent, qu'ils indiquent les citoyens les meilleurs et les plus dignes, pour élever la jeunesse. Que tous les citoyens s'associent à l'envi, par le tribut de leur zèle, de leurs connaissances et de leurs lumières, à cette salubre et sublime institution. Que ceux qui se sentent de bonnes qualités, des dispositions heureuses, s'empressent d'envoyer à notre secrétariat une déclaration de l'intention où ils sont de se livrer à l'exercice des écoles primaires. Leurs droits à la confiance seront examinés avec discernement et impartialité par le jury d'instruction que l'Administration vient de nommer. Venez, citoyens et citoyennes, à cet appel civique ; apportez pour premier titre une âme forte, un cœur pur et vertueux, unissant la probité, la justice, et qui frémisses de sentiments aux doux noms de l'humanité, de la patrie, un jugement sain qui aperçoive ou découvre aisément la justesse ou la fausseté des vrais ornements, enfin un esprit solide et élevé, qui, bien guéri des préjugés, en préserve l'enfant en dévoilant aux yeux de la raison les rêveries et les crimes du fanatisme, dont les poignards ont depuis tant de siècles ensanglanté la terre au nom d'un Dieu pardonnant et paisible. Au reste, nous n'avons pas besoin de faire ces réflexions, pour exciter le courage et l'émulation des hommes libres ; chacun sentant fortement ces vérités malheureuses, s'occupera de ramener les hommes par la persuasion, au lieu de

les égorger après les avoir persécutés sans les convaincre ».

L'Administration prit ensuite un arrêté. Les citoyens et citoyennes des communes du ressort se destinant à l'instruction enverraient leurs noms et certificats de civisme au secrétariat du district. « Indépendamment des demandes ainsi adressées, les Administrateurs et le jury recevraient avec le plus vif intérêt les indications que l'on voudrait bien leur faire des citoyens méritants et modestes, qui auraient scrupule à se présenter, et ces notes précieuses seraient recueillies aux mêmes fins ».

D'après le calcul de la population des cantons, il devait être créé à raison de 1.000 habitants, 75 instituteurs et 75 institutrices. L'Administration était persuadée que les instituteurs et institutrices actuels donneraient l'exemple du dévouement en se présentant avec les titres qui leur ont déjà mérité la confiance ¹ ».

Cet arrêté du 2 nivôse fut notifié à l'Administration du département, à la Commission exécutive de l'instruction publique, au représentant du peuple Legot et aux membres du jury d'instruction ².

Le District fit disposer pour le Jury un appartement commode où il devait jouir « d'un calme profond et de l'air le plus pur ³ ».

« Nous avons mis au rang de nos devoirs les plus doux, écrivait le District le 8 nivôse à la Commission exécutive de l'instruction publique, le travail précieux de l'organisation des écoles primaires et nous saisissons tous les moyens pour que le succès réponde à notre attente. Nous fixons maintenant le placement des établissements en combinant la masse de la

1. W. Marie-Cardine, opus cit. t. I. pp. 488, 489, 490.

2. Ibid. opus cit. t. I. p. 491.

3. Ibid. p. 491.

population avec l'intérêt général. Ce calcul n'est point facile, mais nous espérons, au moyen des renseignements locaux que nous obtenons des municipalités, parvenir au but que la loi se propose... Le jury travaille de son côté. Ainsi nous prévoyons que, dans la prochaine décade, l'organisation sera déjà avancée ¹ ».

Dans une lettre du 8 nivôse au représentant du peuple Legot, le District manifesta en ces termes son enthousiasme officiel : « Lorsque la Convention a donné ses sages lois sur l'instruction publique, elle a tué le règne de l'ignorance et des factions ; les hommes vont désormais s'éclairer pour devenir meilleurs, et la République des lettres reflleurira bientôt avec la République française ; tout nous présage enfin le retour des jours heureux d'Athènes et de Rome libres, mais il ne nous a pas suffi de conquérir cette auguste liberté par l'éclat de nos armes, nous la conserverons par l'austérité des mœurs et l'exercice de la vertu ² ».

Le 11 nivôse, la répartition des instituteurs du canton du Rocher la Liberté était communiquée à la municipalité. Le nombre des instituteurs et institutrices était fixé à douze. Agneaux avait un instituteur et une institutrice Cerisy-la-Forêt en avait quatre. Le jury était invité à presser son travail ³.

Les premières mesures n'étaient que provisoires car la municipalité de Saint-Lo n'avait pas encore donné les renseignements sur la population de ses sections en germinal ⁴.

Enfin la proclamation et l'arrêté du représentant du peuple Bailleul du 8 prairial furent lus dans la séance du 28 prairial du Directoire du district. Invitation était faite de donner à la

1. W. Marie-Cardine, opus cit. t. I. pp. 491, 492.

2. Ibid, t. I. p. 492.

3. Arch. municipales, Cerisy-la-Forêt, 2^e Reg. Conseil général Cerisy-la-Forêt, fo 122.

4. W. Marie-Cardine, opus cit. t. I. pp. 491, 495, 496, 497.

proclamation « autant de publicité qu'il serait possible, surtout dans les campagnes pour lesquelles elle était plus particulièrement destinée ¹ ».

Ce 24 brumaire an III, le Conseil du District avait accueilli chaleureusement les six jeunes citoyens admis à l'Ecole de Mars. Le président leur avait adressé un discours et leur avait donné l'accolade fraternelle. Ils avaient été invités à assister à la séance ².

Le 1^{er} frimaire suivant, le Conseil du district rédigea une adresse à ses administrés au sujet de l'envoi d'élèves à l'Ecole normale : « La Révolution du 9 thermidor a rouvert les yeux du peuple qui s'endormait sur la foi des vertus lorsque le crime veillait pour l'égorger... » « Ainsi défions-nous du heurt de toutes les passions ; qu'aucune ne nous maîtrise ; point de ligue, point de partis, ni terreur, ni fanatisme, ni royauté ; ne nous attachons qu'à faire triompher les droits de l'homme par l'affermissement de la République... » « Aidons les législateurs à faire reflourir les sciences et les arts ».

Le Conseil prit des mesures en vue de la fréquentation de l'Ecole normale de Paris par des citoyens du district ³. Le 19, il fixa le programme de l'examen des candidats. On commencerait par leur faire lire quelques morceaux d'ouvrages de philosophie ou de littérature. Il leur serait ensuite remis une série de questions auxquelles ils répondraient par écrit, dans un des bureaux de l'administration.

Il y eut 5 candidats ⁴. Pendant leur travail un Commissaire de l'Administration resta auprès d'eux. Leurs réponses aux questions posées réunies en paquet cacheté furent remises aux

1. L'un des Commissaires envoyés pour assurer l'exécution des lois relatives à l'Instruction Publique.

2. Arch. Manche, L II 1011, Reg. Conseil district, f^o 35.

3. Ibid., L II 1011, Reg. Conseil district, f^{os} 43, 44.

4. Ibid., L II 1011, Reg. Conseil district, f^{os} 65, 67.

citoyen Burnel et Le Tellier, examinateurs. Ils rédigèrent leur rapport en séance extraordinaire.

Les citoyens Antoine Vieillard et Pouchin, furent admis. Les trois autres, quoique capables, furent réservés pour être instituteurs du 1^{er} degré ¹.

Dès le 15 brumaire, deux citoyens avaient été choisis pour être envoyés aux Ecoles vétérinaires ².

Le 12 nivôse an III, le receveur du district Vieillard fut désigné pour choisir avec deux officiers municipaux un élève de l'école de dessin.

Le 25 brumaire an III, le Conseil du district s'occupa de la bibliothèque du ressort. Elle serait établie dans la ci-devant Communauté de l'Union chrétienne. Des aménagements y seraient faits pour faciliter la mise en ordre des livres. Il serait dressé d'urgence un catalogue de tous les ouvrages provenant des établissements supprimés et des citoyens condamnés ³.

Cette bibliothèque formée conformément à la loi de pluviôse an II contenait en brumaire an IV 15.000 volumes. Il en restait à cette date environ 500 à cataloguer. Le commissaire nommé par arrêté du 2 vendémiaire an III, pour rédiger le catalogue, s'y était occupé sans relâche « avec tout le zèle et tout le talent d'un républicain éclairé » ⁴. Il n'était payé que 5 livres par jour d'après la loi de pluviôse. On l'assimila à un commis du district pour lui donner 1.800 livres par an de traitement ⁵.

Le 15 brumaire an III, lecture fut faite au Conseil du district du rapport de Grégoire à la Convention sur les mutilations de monuments des arts. Le Conseil envoya à Torigni

1. W. Marie-Cardine, opus cit, t. 1, pp. 334, 335.

2. Arch. Manche, L II 1011, Reg. Conseil district, f^{os} 20, 21.

3. Ibid., f^o 38.

4. W. Marie-Cardine, opus cit, t. 1, p. 511.

5. Arch. Manche, L II 1022, Reg. direction district, f^o 83.

un Administrateur, l'Agent du lieu et un artiste pour procéder à l'inspection des objets d'art et de science du citoyen Grimaldi, de l'orangerie et des arbres du parc. Les imputations de Grégoire, d'après le procès-verbal de l'enquête, étaient dénuées de fondement ¹.

Les enquêteurs semblent cependant avoir manqué de clairvoyance ou de sincérité et leurs regards au cours de leur inspection du château des Grimaldi avaient négligé de se porter vers toutes les toiles de la galerie des tableaux. Un témoin oculaire, le citoyen Michaux écrivait en effet de Coutances le 18 vendémiaire an III à un de ses amis le peintre Redouté : « J'ai lu avec beaucoup de plaisir le rapport de Grégoire sur le vandalisme. Dans les différents voyages que j'ai fait dans ce département (la Manche), j'ai trouvé de quoi ajouter à la série des déprédations énumérées dans ce rapport. C'est particulièrement dans le château de Torigni où il existe une galerie qui contient plus de 300 tableaux de toutes grandeurs. La plupart de ces tableaux ont été défigurés avec de la peinture grise dont on a barbouillé les couronnes, les fleurs de lys, etc. Crois-tu que l'agent national de la commune m'a soutenu que la loi l'ordonnait, comme signe de féodalité. Je ne te dirai rien de plus. Je craindrais de trop affliger un ami des arts ² ». L'inventaire des meubles du château dressé le 17 thermidor an II par un huissier du Rocher la Liberté existe encore et il confirme pleinement les affirmations du citoyen Michaux. A l'article tableaux on lit la mention suivante : « Onze grands tableaux restés à leur place et sur lesquels il a été mis une espèce de peinture grise à quantité de places pour brouiller des marques distinctives (*sic*), ce qu'il est aisé de voir à la maladresse du brouillon ; néanmoins estimés 1.000 livres » ³.

1. Arch. Manche, L II 1011, Reg. Conseil district, f° 21.

2. Arch. Nationales F ⁴⁷ 1044. Louis Tuetey. Procès-verbaux de la Commission temporaire des arts, p. 482.

3. Arch. Manche, Q VII.

CHAPITRE IX

La Défense Nationale

I. Le Recrutement. — II. L'armement. La Manufacture d'armes de Saint-Lo. Les poudres et salpêtres. — III. La lutte contre les Rebelles.

Au sujet des questions militaires au début de l'année 1792, l'histoire du district est presque muette.

Le 8 février, le Directoire du département prescrivit l'envoi aux districts de la proclamation du Roi du 30 janvier précédent. Elle devait être partout affichée et lue au prône de toutes les églises. Tous les citoyens étaient invités à voler au secours des frontières menacées ¹. Les actes suivirent immédiatement.

Des commissaires de recrutement furent nommés. Ils se mirent de suite en campagne. Sur leur ordre furent convoquées partout des assemblées pour la levée et l'engagement des troupes de ligne. C'est ainsi que le 4 mars le maire de Beuvrigny donna lecture d'une lettre de convocation. Les citoyens de la commune étaient invités à se transporter à 2 heures de l'après-midi à Torigni, paroisse de Saint-Laurent pour « être présents aux remontrances et avis » des commissaires ².

1. Arch. Manche L 53, Reg. Directoire département, f° 101.

2. Arch. municipales Beuvrigny, Reg. municipalité Beuvrigny.

Le 8 mars, à Saint-Lo, eut lieu la bénédiction du drapeau du 2^e bataillon des gardes nationales volontaires du Calvados en garnison dans la ville. La cérémonie fut imposante. Elle se déroula à l'intérieur de l'église Notre-Dame. Le bataillon s'y était rendu en armes et la garde nationale Saint-Loise s'était jointe à lui. Au moment de la prestation du serment, les Volontaires manifestèrent un grand enthousiasme. Le Directoire du district n'eut qu'à se louer de leur discipline et de leur bonne harmonie avec la garde nationale de Saint-Lo. Quelques jours après, le bataillon partit pour Granville ¹.

Les gardes nationales étaient encore incomplètement organisées. Un arrêté du Département du 30 mai 1792 hâta l'achèvement de leur organisation ².

L'harmonie ne régnait pas toujours entre les gardes nationaux. Le Directoire du district, tout en reconnaissant que la différence d'opinions entre les officiers du canton de Torigni était inspirée par un zèle louable, dut inviter ces guerriers à la concorde, à la veille de la Fédération ³.

Le 3 juin 1792, le Conseil de la commune de Torigni adressa une proclamation aux citoyens et en particulier aux jeunes citoyens. Tout le monde devait se faire un devoir de se ranger sous le drapeau de la Liberté. Un registre était ouvert pour l'inscription des Volontaires ⁴.

Le décret du 12 juillet 1792 déclarait la Patrie en danger. Le décret du 4 juillet qui l'avait précédé fixait les mesures à prendre en pareil cas. Tous les citoyens en état de porter les armes; et ayant déjà fait le service de la garde nationale seraient en état d'activité permanente. Les Directoires de départ-

1. Arch. Manche L II 1015, Reg. Directoire district, f^{os} 122 et 123.

2. Arch. Manche L 53, Reg. Directoire département, f^{os} 202, 203.

3. Arch. Manche, L II 1016, Reg. directoire district, f^o 15.

4. Arch. municipales Torigni-sur-Vire, Reg. Conseil général Torigni, D I, n^o 11, f^o 68.

tement devaient faire la répartition entre les districts, et les districts la répartition entre les cantons, du contingent que le Corps législatif fixerait.

Le 20 juillet, une levée de 50.000 hommes était ordonnée pour le complément de l'armée de ligne. En même temps deux divisions de gendarmerie et les compagnies de vétérans étaient incorporées dans le service actif. En vertu de l'article 5 du titre I^{er} du décret, les Volontaires nationaux devaient servir à porter l'armée à l'effectif de 440 à 450.000 hommes. L'article 4 du titre III créait les réserves. « Indépendamment de la levée des 215 bataillons de gardes nationaux précédemment décrétée, et des nouveaux corps qui seront formés des citoyens qui se sont rendus à Paris pour la Fédération du 14 de ce mois, les 83 départements fourniront 33.600 hommes destinés à former 42 bataillons pour les corps de réserve »... Les compagnies ne devaient plus être qu'au nombre de huit par bataillon¹.

Le 28 juillet, le Conseil du département intervint par un arrêté. Le dimanche qui suivrait sa réception, les chefs de légion etc. inviteraient les citoyens à signer une inscription volontaire. Les inscrits, dès qu'ils seraient assez nombreux pour former une compagnie, se rendraient au chef-lieu du district pour procéder à la formation de cette unité, conformément à la loi du 8 juillet. A compter du jour de l'inscription, chaque Volontaire serait payé à raison de 15 sous par jour, et au moment de son départ pour sa destination, il recevrait 3 sous par lieue pour frais de conduite².

Le 5 août, le maire, les officiers municipaux et notables de Saint-Lo, le matin et l'après-midi, escortés par des détachements en armes, parcoururent toute la ville. Devant les églises,

1. Cahen et Guyot, L'Œuvre législative de la Révolution, p. 270, 271.

2. Arch. Manche, L 48, Reg. Conseil général département Manche, f^{os} 126, 127.

aux carrefours, sur les places publiques, ils donnèrent lecture des arrêté et adresse du Département au sujet de la proclamation de la Patrie en danger. Sur le Champ de Mars cette lecture faite au milieu d'un grand concours de peuple, donna lieu à une imposante manifestation. Le maire Oury prononça un discours civique dont un registre municipal a ainsi présenté le résumé.

Dans ce discours le magistrat municipal représenta « à tous les citoyens capables de porter les armes combien il importait au salut de la Patrie de montrer à l'Europe entière que la France n'était nullement dépourvue de force, qu'elle pouvait se procurer d'un assaut à l'autre de nouvelles troupes dont le courage et le patriotisme pouvaient le disputer en zèle et courage aux troupes les plus expérimentées dans l'art de la guerre. Il a peint les malheurs qui résulteraient d'une insouciance, que si elle avait lieu, de là renaîtrait le siècle des tyrans qui a fait couler jusqu'à ce moment *tant de sang*, privé l'Etat de tant de bons citoyens, que depuis la chute du despotisme nous habitons comme une nouvelle terre dont l'air commençait à être plus pur par l'abolition de toute espèce de dissimulation, qu'il fallait se tenir serrés et ne pas écouter des propos incendiaires et dénués de tout succès ». « Il a terminé par la lecture des noms des braves Volontaires qui se sont déjà fait inscrire en exhortant tous les bons citoyens de suivre leur exemple : et mériter le titre glorieux de libérateurs de la Patrie ».

Sur le champ plusieurs citoyens tant en armes que sans armes se présentèrent. D'autres déclarèrent qu'ils seraient « flattés » de se faire inscrire ailleurs que sur la place. Il leur fut répondu qu'un registre serait ouvert, à toute heure, à la Maison commune pour y recevoir les inscriptions ¹.

1. Arch. Municip. Saint-Lo, D 29, reg. 42, f^{os} 81 et 82.

Dans les campagnes l'ardeur fut beaucoup moins grande. Elle fut même en nombre d'endroits tout à fait nulle.

A Agneaux, après lecture de la loi sur les mesures à prendre pour la Patrie en danger, la municipalité « par un discours civique engagea les auditeurs à se faire enregistrer pour entrer dans le 8^e bataillon de Volontaires du département de la Manche, qui va voler à la frontière pour la défense de la Patrie ». Cette lecture fut renouvelée sur plusieurs places avec la même incitation. Il ne s'offrit personne pour être inscrit sur le moment. Quand la municipalité fut rentrée, un seul citoyen se présenta ¹.

A Cerisy une cérémonie analogue eut lieu. « Aucun des citoyens, ni gardes nationaux n'ont voulu se faire inscrire volontairement, ni répondre à l'invitation qui leur était faite » ².

A Condé-sur-Vire, le maire prononça le discours civique suivant : « Le moment est arrivé où nous devons redoubler de courage et d'ardeur pour défendre la plus juste des causes pour lesquelles on ait jamais pris les armes. Des hordes de barbares avides de sang et de carnage, animés par l'espoir du pillage, vont venir ravager nos moissons, dévaster nos campagnes et piller nos maisons. Déjà nos femmes et nos enfants tremblent et redoutent leur approche. Il est urgent, braves citoyens, de prévenir les projets horribles de nos ennemis. De tels hommes sont peu à craindre pour des citoyens généreux qui ont conquis leur liberté et qui ne prennent les armes que pour la défendre. Volons donc au secours de nos frères qui ont donné un si bel exemple de courage et bientôt nous jouirons en paix du bonheur que la Constitution nous assure. N'oublions pas que nous avons secoué le joug féodal, que nous ne sommes plus serfs mais que nous sommes des

1. Arch. Municip. Agneaux, reg. Municip. Agneaux, fo 20.

2. Arch. Municip. Cerisy-la-Forêt, Conseil G^l Cerisy l'Abbaye, fo 12.

hommes libres et vraiment dignes de ce nom. Citoyens armés, volez au secours de la Patrie. Ne souffrez pas que les autres communes montrent plus de courage que celle-ci et montrez leur en les devançant que vous méritez les honneurs et la gloire qui vous attendent ».

A la suite de ce discours, le procureur de la commune annonça qu'un registre serait ouvert tous les jours pour recevoir les noms des Volontaires ¹. On ignore quel fut à Condé-sur-Vire l'empressement. A Beuvrigny malgré les exhortations du maire, il ne s'offrit pas un seul Volontaire ².

Le 10 Août, le Conseil du district, en exécution de la loi relative au complément de l'armée de ligne, désigna des commissaires pour l'accélération des levées. Il porta son choix sur Lescot et Savary, adjudant général de la 1^{re} légion du district ³.

Le Directoire du district prescrivit le 13 août le dépôt aux Archives d'une lettre du 5 août du général Lafayette ordonnant de rassembler la moitié des compagnies de grenadiers et de chasseurs des bataillons des gardes nationales du département, conformément au décret de juillet et à l'arrêté du Département pris en conséquence le 11 août ⁴. Il fit afficher cet impérieux appel du général. Le département avait à fournir un contingent de 467 hommes pour le complément de l'armée de ligne. Il avait également à fournir six compagnies pour la formation de 42 bataillons de gardes nationaux Volontaires.

Le Directoire du département décida que le district de

1. Arch. Municip. Condé-sur-Vire, reg. municipalité Condé-sur-Vire (1792, an IV), fo 16.

2. Arch. Municip. Beuvrigny, reg. Municip. Beuvrigny.

3. Arch. Manche L II 1005 reg. délibération et arr. district Saint-Lo, fo 76.

4. Arch. Manche, L II 1016, Reg. directoire district, fo 26.

Saint-Lo fournirait 62 hommes pour les troupes de ligne et 82 Volontaires gardes nationaux, au total 142 hommes ¹.

Le Conseil du département décida en même temps que les Directoires des districts sous la surveillance de l'administration supérieure seraient chargés de pourvoir à la fourniture de l'habillement des Volontaires de leur ressort ².

Le 16 août, le Directoire du district confia à M. Le Menuet la mission d'annoncer le jour même aux Volontaires du district qu'ils allaient avoir à s'assembler pour l'élection de leurs officiers. Le Directoire désirait entrer lui-même en rapport avec les élus et s'entendre avec eux « sur les mesures d'utilité et d'économie à prendre relativement à leur habillement ³ ».

Un arrêté du Conseil du département du 16 août déterminait le point de rassemblement. Les Volontaires inscrits dans les districts de Saint-Lo, Coutances et Avranches après s'être formés en compagnie au chef-lieu de leur district se réuniraient incessamment dans la ville de Saint-Lo. Ils formeraient le 4^e bataillon.

Le 18 août 1792, la municipalité de Torigni, avec de multiples exhortations, ouvrait un registre pour recevoir d'une part les inscriptions des Volontaires, d'autre part les dons et offrandes patriotiques des citoyens et citoyennes qui voudraient subvenir aux besoins des braves soldats enrôlés et de leurs enfants » ⁴.

Le 1^{er} septembre, le Conseil du district prit connaissance d'une pétition de plusieurs citoyens de Saint-Lo adressée à l'Assemblée Nationale. Ces citoyens sollicitaient l'autorisation

1. Arch. Manche L 53, Reg directoire département f^o 242.

2. Ibid. L 48 Reg. Conseil Général département f^o 133.

3. Ibid. L II 1095, Reg. au sujet habillement des volontaires (numéroté ni par f^{os} ni par n^{os}),

4. Ibid. L 48 Reg. Conseil général département f^o 152.

5. Arch. Manche L II 1005 Conseil Reg. délibérations et arr. district Saint-Lo f^o 76.

de s'organiser en une compagnie de chasseurs, destinée à marcher aux frontières. Elle porterait le nom de compagnie de Briovère. Le Conseil transmet la pétition au Corps Législatif avec l'avis le plus favorable ¹. Elle se résumait ainsi : « D'après la loi organisant définitivement la garde nationale du royaume, la compagnie de chasseurs qui existe alors dans la ville de Saint-Lo croit devoir se dissoudre et abdiquer une distinction qui n'était pas autorisée par la loi. La lettre du général La Fayette adressée aux départements de son ressort en suppose l'existence, puisqu'elle requiert la moitié des compagnies de grenadiers et de chasseurs ». Il n'existe plus de compagnie de chasseurs à Saint-Lo, mais les individus qui la composaient^t existent. Ils se croient appelés au secours de leur patrie en danger et ils se vouent à sa défense non par moitié mais tous ensemble, et veulent ou vivre ou périr avec la Liberté. Ils sont pour la plupart armés, équipés et déjà exercés aux manœuvres militaires ; ils seraient bientôt en état de se présenter à l'ennemi. « Permettez leur de marcher aux frontières sous le titre des chasseurs de Briovère, nom que portait la ville qu'ils habitent au temps où elle fut le théâtre des exploits de leurs pères, qui leur ont transmis de générations en générations la passion des armes et l'amour de la gloire ». Suivaient 29 signatures ².

Le 9 septembre, le Directoire du département autorisait le receveur du district à délivrer les sommes nécessaires pour mettre les gendarmes en état de partir ³.

Saint-Lo comptait toute une garnison de Volontaires nationaux. Ces Volontaires loin de constituer un élément d'ordre, jetaient par leur turbulence le trouble dans la ville.

1. Arch. municipales Torigni-sur-Vire, Reg. Conseil Général Torigni, D I N° II f° 72.

2. Arch. Manche, L II 1005, Reg. cit. f°s 76, 77.

3. Ibid. L 53, Reg. directoire département, f° 260.

L'Administration du département informée que la tranquillité était menacée, désigna pour l'assurer un commissaire civil. Son choix se porta sur son vice-président, député à la Convention nationale. Il devait se concerter avec la municipalité, le District et les commissaires précédemment nommés. Il était revêtu d'un plein pouvoir pour lever toutes les difficultés relatives au départ et à l'armement des Volontaires nationaux et gendarmes réunis à Saint-Lo ¹.

Le 13 septembre, le Département décida que le bataillon de Volontaires actuellement à Saint-Lo, partirait dans deux jours au plus tard avec la gendarmerie pour une destination fixée par le ministre de la guerre ². Ce départ précipité était surtout destiné à ramener le calme en éloignant les perturbateurs. Il fut retardé cependant, puisque le 25 septembre le Conseil du département chargeait le Directoire du district de prévenir les chefs du bataillon de Volontaires de se tenir prêts à se mettre en route pour le lundi suivant ³.

L'ardeur belliqueuse s'était sans doute allumée avec le temps. Le 3 octobre 1792, le District se montrait satisfait de l'état du recrutement. Il écrivait au Département : « Les bataillons dont vous aviez concerté la formation marchent à l'ennemi. Cependant l'ardeur des enrôlements ne paraît point se ralentir. Nous avons des campagnes qui, jusqu'à ce jour, n'avaient point fourni d'hommes pour la défense de la Patrie ; elles se réveillent de leur engourdissement et nous avons lieu d'attendre que la Patrie ne sera point privée du concours de leurs efforts ⁴ ».

Le 8 octobre le Conseil du département arrêta que les deux compagnies de grenadiers et de chasseurs qui venaient

1. Arch. Manche, L 48, Reg. Conseil général département, f° 164.

2. Ibid., L 48 f° 155.

3. Ibid., L 48, f° 178.

4. Ibid., L II 1047. Reg. correspondance avec département, f° 3, octobre 1792.

de se former à Valognes se rendraient à Saint-Lo et y resteraient jusqu'à ce que le ministre de la guerre eût déterminé l'endroit définitif où elles devraient aller ¹.

Le 10 octobre le Conseil du district rédigeait et envoyait aux municipalités une proclamation. On y relève d'importantes dispositions. « Plusieurs citoyens depuis le départ des bataillons désirent servir comme Volontaires. Les municipalités n'accepteront que des hommes robustes. Ceux qui seront ainsi enrôlés se rendront au chef-lieu du district ; le Directoire veillera à leur habillement, équipement et armement. Quand les Volontaires seront au nombre de 100, ils formeront leur compagnie et nommeront leurs officiers. Puis, une fois équipés et armés, l'état de route leur sera donné d'après les ordres du ministre de la guerre. Les Volontaires recevront la paye que les lois publiées leur accordent, sauf la retenue ordonnée par les lois pour l'habillement ².

Le Directoire du district n'avait pas seulement à s'occuper de ceux qui partaient Il devait veiller aussi au paiement des invalides pensionnés, des militaires vétérans retirés avec solde ou demi-solde. Ce paiement se faisait tous les deux mois à la caisse du District sur un bon individuel délivré par le Directoire. Des habillements étaient délivrés conformément à la loi à ceux qui avaient obtenu une récompense militaire. Il devait également ravitailler et chausser les soldats qui voyageaient ou rejoignaient leur corps. Il s'occupait encore du recrutement de l'armée de ligne, de l'enrôlement des Volontaires, de leur équipement, de leur habillement et souvent du paiement des bataillons ou des compagnies de gardes nationaux qui avaient séjourné à Saint-Lo. Le 4^e bataillon du département de la

1. Arch. Manche, L 48, Reg. Conseil général département, f^{os} 182, 183.

2. Arch. Manche, L II 1005, Reg. cit. f^o 88.

Manche était surtout celui dont l'habillement l'avait assujéti aux plus grands détails.

Les circonstances imposèrent aux administrateurs de district l'exécution d'opérations jusqu'alors exclusivement dévolues aux agents immédiats de l'Administration départementale de la Manche¹.

Les 5 janvier 1793, le District écrivait aux communes :

« Nous vous proposons une liste de souscription dans votre commune pour tous ceux qui se proposeront de fournir volontairement aux Volontaires nationaux de ce district des souliers, capotes, ou autres objets d'habillement et équipement, car les braves qui nous défendent, manquent de chaussures et de vêtements² ».

La liste des souscriptions dans la commune de Mesnil-Vénérón a été conservée. Elle se montait à 15 livres 26 sols. Ses offrandes variaient entre 2 et 16 sols. Beaucoup étaient de 5 sols³.

Le même jour, le Directoire du département arrêta que la nouvelle compagnie de Volontaires qui se formait à Saint-Lo ne pourrait s'organiser définitivement que lorsque les Volontaires se trouveraient au moins au nombre de 80. Les autres districts étaient invités à envoyer à Saint-Lo les nouveaux enrôlés de leur ressort⁴. Il homologua le règlement adopté par le Conseil de discipline du 2^e bataillon de Marigny et applaudit au zèle et au civisme qui l'avaient dicté⁵. Le 18 janvier, il décida qu'il serait accordé le plus d'effets possible au 4^e bataillon conformément à la demande du Conseil d'administration de ce

1. Arch. Manche, L II 1005, reg. cit. f^o 87.

2. Arch. Manche, L II 1053, reg. circulaires aux municipalités, 5 janvier 1793 non folioté.

3. Arch. Municip. Mesnil-Vénérón, reg. municipalité Mesnil-Vénérón 1792-1815, f^o 30.

4. Arch. Manche, L 54, reg. directoire département, f^o 87.

5. Ibid. L 54 f^o 81.

bataillon, effets que son départ précipité n'avait pas permis de fournir. Les Directoires des districts de Coutances, Saint-Lo et Avranches où les Volontaires formant ce 4^e bataillon s'étaient enrôlés étaient chargés de faire faire cette fourniture par tierce partie ¹.

Le 22 janvier, un sergent-major du 34^e d'infanterie fut autorisé à se livrer au recrutement dans la ville de Saint-Lo ².

Le Directoire du district continuait à s'occuper de l'habillement. Le 18 février il arrêta qu'il serait procédé à la fourniture au rabais de 280 paires de bas pour le 4^e bataillon de la Manche. La livraison serait faite au plus tard le dimanche suivant ³.

Le 8 février, le Directoire du département ayant chargé les districts de compléter l'effectif du 1^{er} bataillon de la Manche qui se trouvait entre Liège et Maestricht ³, il dut s'occuper de cette opération. Nombre de Volontaires nationaux devaient désertir car le 26 février 1793, le Directoire du département prit un arrêté pour leur arrestation ⁴.

Le 24 février, la Convention pour faire face à la coalition votait la loi sur la levée de 300.000 hommes. Tous les citoyens français, depuis l'âge de 18 ans jusqu'à 40 ans accomplis, non mariés ou veufs sans enfants, devaient être en état de réquisition permanent jusqu'à l'époque de l'achèvement du recrutement effectif des 300.000 hommes de la nouvelle levée décrétée. Dans les 24 heures après la réception de la loi, les Directoires de département opéreraient la répartition des hommes à fournir par les districts de leur ressort, de même que les Directoires de district opéreraient à leur tour la répartition entre les communes de leur arrondissement dans le même délai. Aussitôt que les officiers municipaux auraient reçu l'état

1. Arch. Manche, L 54, reg. cit. f^o 100.

2. Arch. Manche, L II 1017. reg. directoire district, f^o 28.

3. Arch. Manche, L II, reg. directoire départ. f^o 136.

4. Arch. Manche L II Ibid. f^o 158.

des hommes que leur commune serait appelée à fournir, ils en donneraient connaissance aux citoyens, qui seraient convoqués à cet effet. Il serait ouvert, pendant les 31 jours suivant cette première notification, un registre sur lequel se feraient inscrire volontairement ceux qui voudraient se consacrer à la défense de la Patrie. Dans le cas où l'inscription volontaire ne produirait pas le nombre d'hommes fixé pour chaque commune, les citoyens seraient tenus de la compléter sans désespérer, et, pour cet effet, ils adopteraient le mode qu'ils trouveraient le plus convenable à la pluralité des voix ¹.

Le 3 mars, le Directoire du département de la Manche désigna le citoyen Vieillard, comme commissaire pour surveiller les opérations de la levée dans le district de Saint-Lo ². Le contingent de la Manche était fixé par le décret à 3.671 hommes et le contingent du district de Saint-Lo à 964. Le Directoire du district s'était convaincu que le district de Saint-Lo avait actuellement au service de la République plus de 400 hommes dans les bataillons de Volontaires, plus de 300 dans les troupes de ligne et plus de 200 dans la marine, mais il n'en affirmait pas moins son intention de faire tout le possible pour fournir le nombre d'hommes demandé.

Le District le 8 mars détermina le contingent de chaque commune et nomma des commissaires dans les cantons ³.

Le contingent de Saint-Samson-de-Bonfossé avait été fixé à six hommes. On décida le 15 mars d'ouvrir un registre d'inscription. Il se présenta un seul Volontaire qui protesta ensuite contre la validité de son engagement. En tout état de cause, on renvoya l'affaire au District ⁴.

1. Cahen et Guyot, opus cit. pp. 271 272.

2. Il était receveur du district de Saint-Lo. Arch. Manche L 54, Reg. directoire département, fo 166.

3. Arch. Manche, L II 1017. Reg. cit, f^{os} 48, 49, 51.

4. Arch. municipales Saint-Samson-de-Bonfossé, Reg. municipalité Saint-Samson-de-Bonfossé, f^{os} 36, 42.

Le contingent de Saint-Ouen de Baudre avait été fixé à quatre hommes par le District. Les « garçons » décidèrent de nommer trois commissaires pour procéder à l'enrôlement et à la constitution d'une bourse de recrutement (16 mars). Le 25 les commissaires désignés trouvèrent quatre engagés consentant à partir moyennant une part de la bourse ¹.

A Amigny les cinq citoyens représentant le contingent se présentèrent d'eux-mêmes ². Au Désert, les Volontaires requis se présentèrent également le 17 mars. Il n'y eut donc pas dans ces communes de tirage au sort ³.

Le 19 mars, à Saint-Georges-de-Montcoq, il s'offrit neuf Volontaires sur un contingent de onze. Le 23 mars le tirage au sort fut adopté à l'unanimité ⁴.

Le 20 mars, trois Volontaires se présentèrent pour fournir le contingent de la commune du Mesnil-Rouxelin ⁵.

Un contingent de six hommes avait été assigné à la commune de Saint-André-de-l'Epine. Il se présenta six Volontaires ⁶.

A Carantilly le 16 mars, le Conseil de la commune décida de prélever sur chaque habitant la somme de 10 sols par vergée de terre pour pourvoir aux Volontaires ⁷.

A Maupertuis, les citoyens convoqués dans l'église décidèrent de tirer au sort les neuf hommes que devait fournir la commune ⁸.

A Beuvrigny, « vu la bonne volonté, l'intrépidité et le courage des citoyens dans le cas de fournir à défaut de Volon-

1. Arch. Baudre, Reg. Conseil Saint-Ouen-de-Baudre, f^{os} 40, 41.

2. Arch. Amigny, 1^{er} Reg. municipalité Amigny, f^{os} 83 à 86.

3. Arch. Désert, Reg. municipalité Désert.

4. Arch. Saint-Georges-de-Montcoq, Reg. Conseil Saint-Georges-de-Montcoq, f^o 121.

5. Arch. Mesnil-Rouxelin, Reg. municipal de Mesnil-Rouxelin, f^o 33.

6. Arch. Saint-André-de-l'Epine, f^o 45.

7. Arch. municipales Carantilly, Reg. délibérations Conseil général Carantilly.

8. Arch. Maupertuis 2^e Reg. délibérations municipalité Maupertuis du 22 mai 1791 au 15 septembre 1793 f^o 82.

taires de l'argent, les propriétaires habitants consentent qu'il soit mis au marc la livre sur toutes les propriétés une somme de 500 livres pour être mise aux mains de ceux qui partiront pour la défense de la Patrie. La somme ci-dessus est aussi bien à l'avantage des Volontaires déjà partis que des autres ¹ ».

Quant aux « garçons » de Saint-Pierre-de-Semilly, ils réclamèrent une bourse commune perçue sur les « possédants de fonds ² ». Sur sept hommes, trois Volontaires se présentèrent en échange de 300 livres chacun. On procéda à un tirage au sort pour les quatre autres. Les citoyens voulurent faire partir leur curé qui avait 40 ans passés. Les certificats produits par plusieurs citoyens qui invoquaient des infirmités furent annulés ³.

Il se produisit de nombreuses difficultés à Marigny ⁴. A Cerisy, le procureur de la commune avait demandé d'interdire aux cabaretiers de donner à boire sous peine d'une amende de 10 livres le jour de l'assemblée destinée à désigner les Volontaires du contingent, mais par prudence le Conseil de la commune ne crut pas devoir formuler cette interdiction. Il serait envoyé un piquet d'hommes de la garde nationale pour maintenir l'ordre et s'opposer à la présence des citoyens et citoyennes qui ne prennent pas part à l'opération. Deux médecins furent désignés pour examiner les citoyens ayant quelque défaut de conformation ⁵.

Le 22 mars, le Directoire du département dans une lettre au président de la Convention nationale portait le jugement suivant : « Le recrutement de l'armée s'effectue dans notre

1. Arch. Beuvrigny Reg. municipalité Beuvrigny.

2. Arch. Saint-Pierre-de-Semilly, Reg. délibérations municipalité Saint-Pierre-de-Semilly.

3. Arch. Manche, L 54, Reg. directoire département fo 209.

4. Arch. Municip. Saint-Pierre-de-Semilly, reg. délibérations municipalité Saint-Pierre-de-Semilly.

5. Arch. Municip. Cerisy-la-Forêt, 2^e reg. Conseil G^l, Cerisy-la-Forêt, fo 3.

département avec le plus grand succès » et « dans la plupart des communes les enrôlements volontaires aidés par des souscriptions patriotiques ont dispensé les habitants d'avoir recours à la voie du sort, ou à celle du scrutin ¹ ».

Dès le 19 mars les citoyens Le Carpentier et Bourdon nommés commissaires pour visiter et hâter le recrutement dans les départements de la Manche et de l'Orne, conformément aux dispositions du décret du 9 mars 1793, avaient présenté leurs pouvoirs ².

Le 16 mars, le District rappela aux officiers municipaux de Saint-Lo, l'article 5 du titre II du décret du 24 février 1793 prescrivant aux municipalités et corps administratifs « de requérir pour l'intérêt public les citoyens connus pour avoir un uniforme et préférablement choisis dans la classe aisée, de livrer de suite leurs habits, veste et culotte uniforme à peine de 200 livres d'amende en cas de refus ». Il leur demanda quelles ressources la ville pouvait offrir en effets d'habillement et d'équipement ³.

Le soulèvement Vendéen qui dévastait jusqu'à la Bretagne commençait à jeter l'alarme dans la Manche. Le 21 mars, la municipalité de Saint-Lo prescrivait un redoublement de surveillance et de zèle à la garde nationale. Elle ordonnait aux gardes nationaux d'accourir en armes sur la place à un signal convenu. « Ce signal subit est la preuve qu'il existe un grand danger ou que ce danger est prochain ». Ils devraient alors « voler à leur poste ⁴ ».

1. Arch. Nationales, D XL, 21.

2. Arch. Manche, L II 1061, reg. corr. avec municipalité Saint-Lo 16 mars 1793.

3. Arch. Manche, L II 1061, reg. corr. avec Municipalité Saint-Lo, 16 mars 1793.

4. Arch. Municip. Saint-Lo, D 30. reg. délibérations Conseil G^l, Saint-Lo D 30, reg. 46, f^o 91.

Le District ayant requis le chef de chacune des deux légions de procéder incontinent à la formation du détachement destiné à se rendre dans le département de l'Ille-et-Vilaine, les trois bataillons du canton de Saint-Lo s'assemblèrent sur le Champ de Mars. Les compagnies de grenadiers des deux premiers bataillons unanimes et une partie de la 3^e compagnie, plusieurs citoyens des autres compagnies, par acclamation, firent connaître qu'ils étaient disposés à marcher tous ensemble ; c'était un contingent de 100 hommes armés. 60 hommes à peu près arrivèrent le 24 de Torgny, avec une « précipitation et un enthousiasme indescriptible ». Le District se demanda s'il devait renvoyer dans leurs foyers ceux qui se présentaient en surnombre de l'effectif réclamé par le Département ; il redouta qu'une telle mesure ne refroidit cette « généreuse ardeur ». Plusieurs de ces citoyens étaient même pères de famille ¹.

Le 27 mars, le détachement de Saint-Lo devait partir pour Granville et de là se rendre à Avranches où il recevrait du commissaire civil du département un nouvel état de route. Ce détachement était composé de 2 capitaines, 2 lieutenants, 1 sous-lieutenant, 4 sergents, 146 fusiliers et 2 tambours ².

Le 8 avril, le Directoire du district écrivit aux officiers municipaux des communes : « Les circonstances actuelles peuvent obliger à faire effectuer tout à coup des convois militaires très considérables. Nous vous prions, d'après la réquisition qui nous a été faite par le Directoire de la Manche, de nous faire connaître le nombre de charrettes attelées de 6 bêtes de trait que votre commune peut fournir en indiquant la distance de la commune à une grande route et le nom de cette route ; le nom de chaque propriétaire d'attelage avec un

1. Arch. Manche, L II 1047, reg. corr. avec département 24 Mars 1793.

2. Arch. Manche, L 54, reg. directoire département, f^{os} 198, 199.

numéro en marge, à l'effet de régler l'ordre dans lequel les voitures devront être employées ¹.

Le 14 avril, le Directoire du district prit encore d'autres mesures : Il vota un secours de 2.000 livres aux femmes et enfants des gardes nationanx partis pour défendre le département d'Ille-et-Vilaine et les départements voisins ².

Le 11 avril, il envoya l'un de ses membres à la foire de Caen pour acheter des fournitures d'équipement et d'habillement pour les Volontaires recrutés dans ce district ³. Le 4, il avait payé à un cordonnier de Cerisy-l'Abbaye des souliers pour eux.

Le 12 mai le Comité de Surveillance arrêta que la municipalité de Saint-Lo et les commandants des trois bataillons du canton seraient prévenus de la formation d'une compagnie de canonniers et invités à la composer de citoyens d'un « civisme éprouvé » ⁴.

Le recrutement recommençait. Un sous-lieutenant du 22^e chasseurs venait compléter cette unité en prélevant des hommes dans les divers contingents de la Manche ⁵.

L'arrêté des représentants du peuple en mission du 29 mai, pour porter à 25.000 combattants, l'armée des côtes de Cherbourg, avait ordonné la levée de 16.000 hommes dans les départements du Calvados, de l'Eure, de l'Orne et de la Manche. La Manche devait fournir pour sa part 4.971 hommes. Le Département avait imposé à son tour 834 hommes au district.

Le 3 juin, le Conseil du district déclara qu'il réduirait la levée des communes qui avaient fourni au delà de leur

1. Arch. Manche, L II 1077, Administration et police G^{le}.

2. Arch. Manche, L II 1077, Reg directoire district, f^o 11 et 169.

3. Arch. Manche f^o 67.

4. Arch. Manche, L I 568 Reg. Comité des Armes, f^o 9.

5. Arch, Manche, L II 1017, Reg. cit., f^o 114.

contingent dans la levée de 300.000 hommes. La population de chaque commune servirait de base à la répartition qui serait la suivante par cantons :

Canton de Saint-Lo 89 hommes (dont 57 pour la ville) ;
canton de Cerisy, 100 hommes ; canton d'Esglandes,
69 hommes ; canton de Marigny, 89 hommes ; canton de
Percy, 100 hommes ; canton de Saint-Clair, 83 hommes ;
canton de Saint-Jean-des-Baisants, 82 hommes ; canton de
Torigni, 108 hommes (dont 15 pour Torigni) ; canton de
Tessy, 105 hommes.

En ajoutant à ces chiffres 9 hommes de la précédente levée, on arrivait au total requis de 834 hommes. Pour les différents cantons, le Conseil nomma des Commissaires chargés de procéder sur place aux opérations.

Ainsi seraient prévenus les efforts des ennemis de la Liberté. On ne devait entendre que la voix de la Patrie.

L'arrêté fut envoyé aux municipalités et Sociétés populaires du ressort et aux Commissaires désignés pour assurer l'exécution de ses dispositions ¹.

A Agneaux, le 9 juin, les « garçons » et citoyens susceptibles d'être levés pour le recrutement de l'armée des côtes de Cherbourg demandèrent une diminution du contingent imposé à leur commune parce qu'elle avait actuellement dans les armées de terre et de mer un contingent supérieur au contingent demandé ².

A Sainte-Suzanne, des personnes mal intentionnées avaient déjà suscité du bruit dans la commune à l'occasion de ce nouveau recrutement. Le District dut écrire à la municipalité ; le 11 juin, il invita à veiller avec soin à la répression de tout

1. Arch. Manche, L II 1006, Reg. Conseil district de f° 105 inclus.

2. Arch. Municip. Agneaux, Reg. Municipalité Agneaux, f° 30.

désordre dans l'assemblée qui allait se tenir pour fournir le contingent ¹.

A Saint-Lo il se produisit quelques réclamations individuelles. Des députés du Conseil de la commune apportèrent une pétition protestant contre le nombre d'hommes assignés à cette ville par l'arrêté du 3 juin. Le Conseil du district rejeta la pétition de Saint-Lo et maintint sa levée.

La vigilance et l'énergie du Département et du District ne réussirent pas à empêcher les ennemis de la République de poursuivre leurs manœuvres et d'essayer de s'opposer au recrutement pour la formation de l'armée des côtes de Cherbourg. Leur propagande provoqua l'arrêt du recrutement à Saint-Lo et sur divers points du district. Ce mouvement était dirigé par le professeur Pouchin, hôte du maire. Il alla à Coutances pour obtenir une réduction du contingent. Le maire et le procureur de la commune qui s'étaient alliés à ses entreprises furent suspendus. La Société Populaire, au contraire, qui s'était efforcée de détromper les citoyens sur les agissements des ennemis publics, reçut les éloges du District ².

Biéville, Saint-Fromond et Montreuil adressèrent aussi des pétitions ainsi que Cavigny et Saint-Georges-d'Elle ; elles ne furent pas accueillies. On maintint aussi la levée de Saint-Jean-des-Baisants, malgré ses réclamations, et les levées d'Agneaux, de Montreuil, de Saint-Fromond ³.

La Chapelle-Enjuger avait 11 Volontaires à fournir pour son contingent. Le 10 juin, il fut procédé au tirage au sort. Le notaire ayant réclamé l'exemption du tirage en faveur de son fils « malade et infirme depuis 8 mois, d'une maladie de

1. Arch. Manche, L II 1063, Minute de lettre jointe au Reg. corr. avec municipalités.

2. Arch. Manche, L II 1006, Reg. Conseil district, p. 23, 24, 25.

3. Arch. Manche, L II 1006, Reg. Conseil district, f^{os} 6, 7, 8, 9, 10, 14, 16.

langueur pour ainsi dire incurable ainsi qu'il est attesté par le citoyen Ernouf docteur-Médecin », le procureur de la commune, le maire et les officiers municipaux protestèrent contre le certificat de complaisance ¹.

A Cerisy, en présence des citoyens sujets à la levée, les officiers municipaux donnèrent lecture des arrêtés et instructions. Ils leur représentèrent que le patriotisme de leur commune ne se démentirait pas. « La ville de Coutances avait fait son devoir ainsi que plusieurs autres communes. Il s'agissait de la défense des propriétés et de la liberté ; un pareil moment on ne devait céder qu'au mouvement de son cœur ». Personne ne s'était encore fait inscrire pour le contingent de 23 hommes, et l'assemblée fût invitée à délibérer sur leur mode de désignation. Les citoyens sujets au recrutement firent alors remarquer d'un commun accord « qu'ils étaient fort étonnés de voir que la ville de Saint-Lo qui renfermait les magistrats du district n'avait pas encore manifesté son patriotisme en fournissant son contingent. Il est bien surprenant, ajoutèrent-ils, que, des départements sujets à la levée des 16.000 hommes, celui de la Manche soit le seul de qui on exige cette contribution tandis que les autres ne sont point inquiétés ». Les officiers municipaux n'ayant pu les faire revenir sur ces sentiments envoyèrent procès-verbal de la réunion au Directoire du district ².

Après quelques difficultés au sujet d'une bourse, les quatre hommes de Saint-Pierre-de-Semilly furent tirés au sort le 16 juillet ³.

A Percy le tirage au sort eut lieu le 16 juin ⁴.

1. Arch. Municip. La Chapelle-Enjuger, Reg. Conseil La Chapelle-Enjuger, f° 36.

2. Arch. Municip. Cerisy-la-Forêt, 2^e Reg. Conseil Général, Cerisy-la-Forêt, f° 27.

3. Arch. Municip. Saint-Pierre-de-Semilly, Reg. délibérations municip. Saint-Pierre-de-Semilly.

4. Arch. Municip. Percy, Reg. Municip.

A Saint-Georges-de-Montcoq, les 10 volontaires furent tirés au sort le 16 juin, au moyen de boutons servant à les désigner¹.

Le 18 juin, les citoyens assemblés du Mesnil-Rouxelin décidèrent « que la voix du sort était le plus juste des moyens forcés comme excluant toute espèce d'arbitraire et comme le plus juste et le plus conforme aux principes de l'égalité ». Le tirage eut lieu aussitôt².

Le 26 juin, à Saint-Ouen-de-Baudre le tirage au sort des trois hommes s'effectua normalement. Un des garçons sur lequel le sort était tombé présenta un remplaçant³.

La commune d'Agneaux dont, malgré ses réclamations, le contingent restait fixé à neuf hommes, subit le 15 juillet le tirage au sort⁴. Un citoyen invoqua vainement des accès de goutte⁵.

Par suite des prétextes de maladie et d'infirmité de plusieurs citoyens d'Amigny, le tirage au sort n'eut lieu que le 16 juillet pour fournir un contingent de trois hommes⁶.

A La Haye-Bellefonds on tira au sort quatre hommes, le 30 juin⁷.

Le 30 juin, le Conseil du district arrêta que vu l'arrêté du Département du 28 juin, le contingent de Saint-Lo demeurerait réduit à quarante hommes. Saint-Lo avait donné beaucoup de dragons de la Manche⁸.

A Condé il y eut un orage le 7 juillet, à l'assemblée du tirage. Un des assistants fit au maire une scène violente,

1. Arch. Municip. Saint-Georges-de-Montcoq. Reg. Conseil général Saint-Georges-de-Montcoq, f° 128.

2. Arch. Municip. Mesnil-Rouxelin, Reg. municip. Mesnil-Rouxelin f° 64.

3. Arch. Municip. Baudre, Reg. Conseil de Saint-Ouen-de-Baudre f° 42.

4. Arch. Municip. Agneaux, Reg. Municipalité Agneaux f° 32.

5. Ibidem.

6. Arch. Municip. Amigny, 1^{er} Reg. municipalité Amigny, f°s 108, 109, 110.

7. Arch. Municip. La Haye-Bellefonds, Reg. Municipalité La Haye-Bellefonds f° 68.

8. Arch. Manche, L II 1006, Reg. Conseil District f° 21,

déclarant qu'il ne tirerait pas au sort et empêcherait les autres de tirer au sort. Il répéta à plusieurs reprises ces menaces. Alors le maire le déclara « Chef d'émeute », et fit prendre par le Conseil municipal un arrêté pour le déférer au Directoire du district aux fins de poursuites ¹. Le Directoire désirant prévenir les suites de la malveillance qui s'était déjà manifestée à Condé-sur-Vire, arrêta le 24 juillet, que le citoyen Bourdon, membre de l'Administration du district, et les commissaires de ce district pour le recrutement se rendraient le dimanche suivant à Condé pour assister aux opérations du recrutement qui devait « s'opérer conformément à l'arrêté du Département du 29 précédent sur la convocation des officiers municipaux et prémunir par les moyens que leur sagesse leur inspirera les bons citoyens de Condé contre les suggestions des ennemis de la République et en prévenir les effets ». Il arrêta aussi qu'un détachement de 20 hommes de la garde nationale de Saint-Lo et un pareil détachement de l'escadron des dragons de la Manche se rendraient à Condé ².

A ces mesures, le Directoire du district dut ajouter le 29 juillet d'autres mesures complémentaires. La municipalité de Condé devrait convoquer tous les hommes sujets au recrutement pour le mercredi 7 heures précises du matin en l'église de la commune. Le citoyen Bourdon, administrateur, se transporterait en ladite commune comme commissaire de l'Administration avec 100 hommes de la garde nationale de Saint-Lo et 100 hommes de l'escadron des dragons de la Manche pour « empêcher les suites des désordres qui se sont manifestés et les effets des suggestions des malveillants ». Il serait, sans désenparer, procédé aux opérations relatives au recrutement à

1. Arch. Municip. Condé-sur-Vire, Reg. Municip. de Condé-sur-Vire 1792, an IV, f° 61.

2. Arch. Manche, L II 1018, Reg. directoire district, f° 32.

l'effet de désigner les 22 hommes que la commune doit fournir pour son contingent dans l'armée des côtes de Cherbourg. Le juge de paix du canton de Torigni serait requis de se transporter sur les lieux pour informer au sujet du délit antérieurement commis sur un dragon et enquêter sur tous les troubles occasionnés dans la journée précédente. Les brigades de la gendarmerie nationale à la résidence de Saint-Lo et de Torigni seraient requises de se trouver également sur les lieux pour saisir et arrêter toutes personnes prévenues de désordres. Le juge de paix de Saint-Lo serait requis de recevoir les déclarations du dragon blessé et des autres dragons et grenadiers. Les frais de cette expédition et ceux de celle de la veille seraient supportés par la commune de Condé sauf son recours contre les auteurs, instigateurs et complices des troubles qui se sont manifestés précédemment à Condé ¹.

Le 13 août, le Conseil du district, considérant que le désarmement d'un des agitateurs, un nommé Le Conte, était commandé par le Salut Public dans ces moments où il s'était élevé des troubles dans la commune de Condé à l'égard du recrutement et où la force armée était requise pour la sûreté des officiers municipaux et le rétablissement de l'ordre ² décida par un arrêté ce désarmement. Du 15 au 23 août, 24 hommes ayant été réclamés pour son contingent à la commune de Condé-sur-Vire, huit des hommes désignés par le sort pour partir trouvèrent des remplaçants et firent agréer ces remplaçants par le Conseil de la commune ³.

Ce fut la fin des conflits à Condé. Il s'en produisit ailleurs. Le 6 août, le Conseil du district se voyait dans la nécessité de « mettre un terme aux délais insidieusement pratiqués » pour

1. Arch. Manche L II 1006, Reg. Conseil district, f° 46.

2. Arch. Municip. Condé-sur-Vire, Reg. délibérations Conseil G^l de Condé-sur-Vire, 1793 an VIII, f°s 7, 8 et 9.

3. Arch. municip. Condé-sur-Vire. Ibidem.

arrêter le recrutement à Cerisy-l'Abbaye, qui avait envoyé des pétitions pour l'éviter. Il fit connaître : que la demande en diminution du contingent était inadmissible ; que les officiers municipaux de Cerisy convoqueraient leurs concitoyens pour le recrutement le 17 août au plus tard. Si l'incivisme y persistait pour éluder le recrutement, on enverrait une force armée. Elle protégerait le tirage, et des poursuites seraient dirigées contre ceux qui auraient entravé le recrutement ¹. Le 11 août, il se tint à Cerisy une nouvelle assemblée des citoyens sujets à la levée. On tira au sort ².

Il ne suffisait pas de trouver des hommes. Après les avoir trouvés, il fallait les doter de tout ce qu'exige une entrée en campagne. C'est ainsi que se posa le problème de la fourniture de tous les articles que composent l'équipement d'un soldat. La Convention Nationale avait approuvé un arrêté du Conseil général des Landes, du 13 Mai 1793 et avait autorisé l'exécution dans tous les départements de la République de cet arrêté destiné à faire face du jour au lendemain à tous les besoins de la situation.

Les Administrateurs du Directoire et le procureur syndic du district de Saint-Lo s'empressèrent de mettre en vigueur cette mesure. « En raison de la nécessité de faire partir dans le plus bref délai possible la totalité des recrues de ce district et, en conséquence, de leur faire leurs habillements et leur équipement, tous les tailleurs et couturières pour hommes domiciliés dans toutes les communes, étaient mis en état de réquisition et d'activité pour travailler à l'habillement des Volontaires et des recrues. A cet effet, il serait fourni de l'ouvrage et des matériaux aux dits tailleurs et couturières. Défense était faite en même temps à ces tailleurs et couturières après la notification et

1. Arch. Manche, L II 1006, Reg. cit., f^{os} 41, 42.

2. Arch. Municip., Cerisy-la-Forêt, 2^e Reg. Conseil G^l Cerisy-la-Forêt, f^o 34.

sommutation du procureur syndic du district ou du procureur de la commune par lui délégué, de travailler pour les particuliers ¹.

Du 5 au 8 août on paya aux cordonniers pour les souliers des levées de troupes du district : 440 livres ; 330 livres ; 550 livres ; 253 livres ; 539 livres ; 660 livres ; 220 livres ; 275 livres ; 550 livres ; 165 livres ².

Le 26 août, se présenta au Directoire du district, un capitaine du 1^{er} bataillon de chasseurs à pied de la Manche. Il déposa l'original d'un arrêté du 23 août des représentants du peuple Lindet et Bouret, députés dans l'Eure et le Calvados et près de l'Armée des côtes de Cherbourg. Il s'agissait de la fourniture à faire par le district « de 555 gibernes, 555 bonnets de police et du complément du nombre d'habits restant encore à fournir à 555 citoyens enrôlés dans le district en exécution du décret de la Convention du 24 février précédent, citoyens dans le dit bataillon ». Le Directoire décida qu'il serait procédé à une adjudication le 3 septembre ³. Le 28 août, un marchand tanneur fut convoqué au sujet des souliers pour les soldats. On le requit d'en apporter 400 paires au magasin de l'Administration ⁴.

Le 23 août 1793, la Convention Nationale rendit un grand décret : « Dès ce moment jusqu'à celui où les ennemis auraient été chassés du territoire de la République, tous les Français étaient en réquisition permanente pour le service des armées. Les jeunes gens iraient au combat, les hommes mariés forgeraient les armes et transporteraient les subsistances ; les femmes feraient les tentes, des habits et serviraient dans les

1. Arch. Manche, L II 1017, Reg. Directoire district, f^o 113.

2. Arch. Manche L II 1083, Reg. enregistrement des mandats concernant les levées de troupes,

3. Arch. Manche, L II 1018, Reg. Directoire district, f^{os} 63, 64.

4. Arch. Manche, L II 1019, Reg. directoire district, f^{os} 4, 5, 6.

hôpitaux ; les enfants mettraient le vieux linge en charpie ; les vieillards se feraient porter sur les places publiques pour exciter le courage des guerriers, prêcher la haine des rois et l'unité de la République. Les maisons nationales seraient converties en casernes ; les places publiques en ateliers d'armes ; le sol des caves serait lessivé pour en extraire le salpêtre. Les chevaux de selle seraient requis pour compléter les corps de cavalerie, les chevaux de trait autres que ceux employés à l'agriculture conduiraient l'artillerie et les vivres. La levée serait générale ; les citoyens non mariés ou veufs sans enfants, de 18 à 20 ans, marcheraient les premiers. Ils se réuniraient, sans délai, au chef-lieu de leur district où ils s'exerceraient tous les jours au maniement des armes, en attendant l'heure du départ. Nul ne pourrait se faire remplacer dans le service pour lequel il serait requis. Les fonctionnaires publics resteraient à leur poste » ¹.

L'application du décret ne fut pas sans donner lieu à plus d'un incident. Il y eut des dénonciateurs et des dénoncés. La Société populaire de Saint-Lo, pour montrer sa vigilance déposa une dénonciation contre le citoyen Le Carpentier, agent militaire et contre l'officier de santé du District Le Vénard, pour fautes graves dans leur service. Le premier était accusé de prévarication pour avoir reçu comme remplaçants des jeunes gens non robustes. Le Conseil du district tout en rendant hommage au zèle de la Société populaire se porta garant de l'attachement de Le Carpentier pour le bien public. On se livrerait d'ailleurs à une enquête ².

En octobre, à la suite de nouvelles dénonciations, Le Carpentier fut invité à fournir un mémoire justificatif en réponse à

1. Cahen et Guyot, opus cit. p. 273, 274, 275.

2. Arch. Manche L II 1006, Reg. Conseil district f^{os} 43, 44.

un autre mémoire produit par ses accusateurs ¹. Il le présenta ² Le Conseil reconnut son innocence, prit un arrêté en sa faveur et l'autorisa à donner à cet arrêté toute la publicité possible. Son co-accusé Le Venard fut également déclaré innocent ³.

On ne cessait pas de s'occuper de l'équipement. Une marchande de Saint-Lo, la citoyenne Grenier, dans la fourniture des étoffes à l'usage des nouvelles recrues fit preuve d'un grand désintéressement. Le Conseil du district applaudit à son civisme. Il fut décidé que ses actes patriotiques seraient mentionnés honorablement au procès-verbal ⁴.

Le 15 octobre 1793, Guernier représentant du peuple en mission près l'armée des Côtes de Cherbourg avait pris un arrêté au sujet du ravitaillement des différentes sections de cette armée. Tous les directoires de district du département auraient à se concerter avec les administrateurs. Ils se mettraient en quête des existences soit de vivres, soit de fourrages, les feraient connaître. C'était pour eux un devoir d'allier leurs efforts aux siens.

Le Conseil du district de Saint-Lo, tout en applaudissant à l'initiative du représentant, ne put lui prêter le concours attendu. La loi du 11 septembre lui imposait une conduite dont il ne lui était pas permis de s'écarter ⁵.

Le 13 octobre, le District eut à s'occuper de la levée extraordinaire des chevaux. Chaque canton et chaque arrondissement de juge de paix étaient tenus de fournir six chevaux qui devraient être rendus à destination le 1^{er} novembre. Le minimum d'âge était de trois ans. Le paiement des animaux

1. Arch. Manche, L II 1006, Reg. Conseil district, f^o 66.

2. Ibid. f^o 67.

3. Ibid. f^{os} 69, 70.

4. Arch. Manche, L II 1006, Reg. cité f^o 54.

5. Ibid. f^{os} 64, 65.

livrés serait effectué immédiatement par le receveur municipal. A la fourniture du cheval s'ajouterait celle d'un sabre ayant une lame de 30 pouces, de 2 pistolets et d'une paire de bottes. Aux municipalités des communes incombait l'équipement de chaque bête. Elles devaient en outre faire transporter au chef-lieu du district la quantité d'avoine nécessaire à la nourriture pendant un an des chevaux requis. Les municipalités des chefs-lieux de canton étaient particulièrement chargées de toutes les opérations de la levée. Elles pouvaient s'entendre avec les autres municipalités du même canton et à cet effet les appelleraient auprès d'elles ¹.

Les hommes ne furent pas plus négligés que les chevaux. Le District acheta des effets d'habillement pour les troupes non seulement aux marchands et gens de sa circonscription, mais même à ceux des circonscriptions voisines. Quant aux hommes enrôlés qui s'équiperaient eux-mêmes, le prix de leur équipement leur serait remboursé ².

Le Conseil du district prit par un arrêté des mesures pour assurer l'approvisionnement des magasins militaires de Saint-Lo. On était à la veille du rassemblement des citoyens de la 1^{re} réquisition. Les magasins devaient être pleins ³.

Les contingents levés en 1793 avaient été considérables. Ils se composaient : 1^o du contingent levé en exécution de la loi du 24 février 1793 ; 2^o du contingent levé en exécution de l'arrêté du 29 mai 1793 ; 3^o de la 1^{re} réquisition du 23 août 1793 ; 4^o de la cavalerie levée en vertu du décret du 23 juillet 1793.

Les dépenses de tout ordre s'étaient élevées à 241.035 livres 6 deniers pour les deux premières opérations, à 205.567 livres

1. Arch. municip. Saint-Lo, Reg. délibérations Conseil G^l Saint-Lo, D 21, f^o 45.

2. Arch. Manche L II 1083, Reg. enregistrement des mandats concernant les levées de troupes non folioté, pas de nos d'objets.

3. Arch. Manche L II 1006, Reg. Conseil District f^o 67.

19 sols 6 deniers pour la troisième et à 162.275 livres 1 sol 6 deniers pour la dernière ¹.

Ces réquisitions successives d'hommes n'avaient pas été sans lasser les populations du district. Un grand nombre de citoyens, chacun devant satisfaire au tirage dans la commune même de sa résidence, avaient cherché à ne pas servir en se dérochant au recrutement de leur commune ².

— II —

En avril 1793, le Département avait arrêté qu'il serait établi dans chaque chef-lieu de district un Comité de surveillance composé de six membres. Sur ces entrefaites le général Wimpfen fut appelé au commandement de l'armée des Côtes de la Manche. Dès son arrivée, ayant constaté que la place de Saint-Lo était dépourvue de canons, il invita le Comité à rechercher les moyens d'en faire fondre. C'est ainsi que naquit la fonderie de canons de Saint-Lo.

Les circonstances empêchant les membres du Comité de remplir à la fois deux fonctions exactement, et la fabrication des armes demandant un plus grand nombre de surveillants, la Société populaire reçut mission de leur adjoindre sept citoyens. Parmi ceux sur lesquels se porta son choix, on remarque le minéralogiste Duhamel et Culleron. Le conducteur des ponts et chaussées Rousseau fut prié d'apporter son concours pour tout ce qui concernait sa partie.

Le Comité de surveillance de la commune ayant été par la loi investi d'immenses pouvoirs, le Comité de surveillance du district n'eut plus à remplir les fonctions pour lesquelles il avait

1. Arch. Manche L II 1083 Reg. cit.

2. Arch. Manche L II 1006, Reg. cit., f° 70.

été originellement constitué et il fut amené au contraire à s'occuper exclusivement de la fabrication des armes. Son nom ne lui convenait plus et on le changea en celui de Comité des Armes ¹.

Dès le 24 avril 1793, le Comité de surveillance du district annonçait au Comité central du département sa décision de se concerter avec des fondeurs de Villedieu et des maitres de forge pour établir une fonderie à Saint-Lo. Le 28, il décidait que le Directoire du district allait être invité à envoyer des commissaires à Villedieu dans ce but ². Le 15 mai il adressait au Conseil d'Administration militaire de la Manche siégeant à Bayeux, la copie du marché définitif conclu avec le fondeur Juliot en vertu de l'autorisation donnée par ce Conseil le 2 mai. Le Comité allait se transporter à la ci-devant communauté des Nouvelles Catholiques où toutes les autorités constituées devaient être réunies ³.

Le 25 mai, le Conseil d'administration militaire du Corps d'armée de Cherbourg requérait le receveur du district d'acquitter les mandats qui seraient tirés sur lui par le Directoire et auraient pour objet des dépenses relatives à l'établissement de la fonderie de canons de Saint-Lo ⁴.

Le 29 juillet, le Comité se préparait à refaire une adjudication d'ouvriers. La première n'avait pas été acceptée parce qu'ils demandaient trop cher.

Il s'agissait de fabriquer 24 à 25 pièces de campagne avec les 12.000 livres de matière provenant des vieux canons de Torgny et de Saint-Lo et du métal des cloches ⁵. L'emploi du

1. Archives Manche L I 562, mémoire adressé au citoyen Lecarpentier le 18 frimaire sur l'origine et la composition du Comité des armes du district de Saint-Lo.

2. Ibid., L I 560.

3. Ibid., L I 562.

4. Ibid., L I 560.

5. Ibid.

métal des cloches n'alla pas sans discussions. Le procureur de la commune de Saint-Lo le déclarait dangereux pour les canons. Le Directoire du district trancha le différend le 22 août en blâmant les opinions du procureur comme contraires à la loi du 23 juillet ¹. Le transport des cloches de la ville à la fonderie fut ordonné ².

Le 26 septembre le Conseil du département décidait l'envoi le plus prompt de tous les cuivres des églises au Comité de surveillance du district de Saint-Lo pour la fonderie ³, dont les essais avaient été des plus heureux ⁴.

La fabrication des sabres allait bientôt se joindre à Saint-Lo à celle des canons. L'escadron des dragons de la Manche caserné dans la ville était sans armes. Le Directoire du district, le 2 septembre, rassembla les sept couteliers de Saint-Lo, ouvriers distingués qui promettaient des lames parfaites. Ils en fabriqueraient mille. Le District, en demandant au Département son approbation pour les prix, déclarait que le local pourrait leur être fourni dans une maison nationale ⁵.

La fabrication des armes jointe à celle des canons dotait désormais Saint-Lo d'une manufacture d'armes puisque dès le 7 octobre le représentant du peuple Lecarpentier écrivait de Valognes au Comité de Salut Public... Je vais hâter la même opération dans ce district. De là je me rendrai à Saint-Lo, où des objets de la première importance m'appellent. J'ai donné à la fonderie de canons et à la manufacture de lames de sabres établie dans cette ville tous les encouragements nécessaires ; j'irai en recueillir les fruits pour la République et, en faisant tomber devant la loi nos ennemis intérieurs, je ferai le rassem-

1. Portant qu'il ne serait laissé qu'une cloche dans chaque commune.

2. Archives Manche L I 560.

3. Id., L 50. Reg. Conseil général département, f° 47.

4. Id., L I 560.

5. Arch. Manche, L I 560, 2 septembre 1793.

blement des armes qui doivent porter le coup mortel aux tyrans et à leurs satellites ¹ ».

Le huitième jour du deuxième mois de l'an II, le Conseil du département décidait d'envoyer un commissaire près de la fonderie de canons et manufacture de sabres qui paraissait obtenir le succès attendu². Le cinquième jour de son inspection le représentant du peuple Alquier se montra très satisfait des sabres et remit au Conseil du district une réquisition le pressant d'augmenter cette fabrication ; il excitait également l'ardeur du Comité des armes de Saint-Lo.

Dès le 14 octobre 1792, en exécution de la loi du 3 août précédent et de l'attribution de 13.141 livres 11 sols au District, le Conseil avait chargé le Directoire de faire procéder à l'adjudication de la fourniture de 1.000 piques³. Le 29, le District écrivait aux Districts du département pour les prier d'afficher l'adjudication au rabais de la fabrication de piques⁴. L'arrêté du Comité de Salut Public du 5 août 1793 chargeait le ministre de la guerre de faire fabriquer 500.000 piques pour armer les citoyens des campagnes contre les hussards ennemis⁵.

Le neuvième jour du deuxième mois de l'an II, arrivèrent des commissaires du ministre de la guerre pour faire fabriquer la quantité de piques déterminée par leurs instructions particulières. L'arrêté du 5 août devait être exécuté sans délai. Le Conseil de district arrêta qu'une réunion des serruriers, menuisiers, etc... aurait lieu le 20 du mois pour l'adjudication

1. Aulard : Recueil des actes du Comité de Salut Public. Représentants en mission ; tome 7, p. 281. Jean Bon Saint-André, lui, fit envoyer à la fonderie les cloches de Coutances : Lévy Schneider : Le conventionnel Jean Bon Saint-André, p. 601.

2. Arch. Manche, L 50, Reg. Conseil général département, f^{os} 108, 109.

3. Arch. Manche, L II 1005 Conseil reg. délibérations et arrêtés district Saint-Lo, f^o 100.

4. Ibid. L II 1050, Reg. correspondance avec département, reg. non numéroté par folios.

5. Ibid., L 59, Reg. Conseil général département, f^o 73.

de ces piques ¹, la fabrication en ayant été imposée par ordre du Comité de Salut Public. Il en fut fabriqué 491 avec 7.209 hampes ².

Le huitième jour de ce même mois, le Conseil du département invitait tous les citoyens à se défaire des objets de cuivre et plomb qui ne leur seraient pas absolument nécessaires. Ces matières seraient envoyées aux chefs-lieux des districts ³. Le District ordonnait le rassemblement de toutes les mitrailles des communes de son arrondissement ⁴. Le 15 brumaire an II, 70.000 livres étaient provisoirement délivrées à la manufacture d'armes de Saint-Lo ⁵.

On allait bientôt fabriquer des baïonnettes à Saint-Lo. Le 22 brumaire la Commission administrative de la Manche écrivait au Directoire du district pour le charger d'en faire fabriquer le plus vite possible et de livrer aux ouvriers le fer des grilles des maisons d'émigrés ou des églises ⁶.

Les ouvriers chargés de la monture des sabres résidaient à Villedieu où était leur atelier. Réfugiés à Saint-Lo lors de l'invasion des Rebelles, ils consentirent à y continuer leurs travaux. En brumaire an II, on fit les préparatifs nécessaires en logements, matières et outils ⁷. Finalement, en frimaire an II, la manufacture d'armes prenait de l'extension et une cohésion qui lui manquaient.

Le 5, le Comité des armes, avec l'autorisation des autorités constituées, décidait d'effectuer la translation de la fonderie au couvent du Bon-Sauveur ⁸.

1. Arch. Manche L II 1006, Reg. Conseil district, f° 82.

2. Arch. Manche, L I 560.

3. Arch. Manche, L 50, Reg. Conseil général département, f° 109.

4. Cette mitraille était destinée à combattre les rebelles (arch. Manche L I 560).

5. Arch. Manche, L 50, Reg. Conseil G¹ Départ, f° 118.

6. Arch. Manche, L I, 560.

7. Arch. Manche, L I 560.

8. Arch. Manche, L I 568, Reg. comité armes, f° 86.

Par deux arrêtés du 22, le représentant du peuple Le Carpentier en raison de l'utilité et des heureux résultats de la manufacture et de la fonderie donna à ces établissements l'organisation qu'ils gardèrent jusqu'à leur suppression. Le Comité des Armes du district de Saint-Lo serait transformé en « Direction de la manufacture des armes » de Saint-Lo. La direction serait composée d'un directeur, d'un sous-directeur, de deux adjoints, etc.

Le Comité était autorisé à disposer du couvent ci-devant Bon-Sauveur pour y transporter, réunir et fixer tous les établissements de la manufacture d'armes ; à requérir à la mine de Littry le charbon de terre nécessaire ; à prélever dans la vente de bois nationaux la quantité de combustible voulue ; à employer le moulin national de Candol ¹

La manufacture s'occupait aussi de la réparation des fusils des bataillons de passage ou en garnison. Elle effectuait encore la réparation des fusils destinés au département ².

Le 29 nivôse, le Comité des armes pria le Département de faire réserver pour la manufacture de Saint-Lo, l'acier dont étaient chargés plusieurs bateaux anglais pris par la République, Cette demande fut transmise favorablement au représentant du peuple Bouret ³.

Mais l'argent manquait cruellement. Le 30 nivôse, le Comité des armes rappelait au Département une demande de 230.000 livres du 15 nivôse. Le silence administratif l'avait amené à envoyer un délégué au représentant du peuple Le Carpentier à Saint-Malo, mais il était alors à Brest. Restant avec 1.000 livres en caisse alors qu'il était dû 15 à 25.000 livres à plus de 160 ouvriers, il députa un citoyen près du Département pour obtenir une réponse. Son dernier recours,

1. Arch. Manche, L I 569, Reg. Comité des armes, f^{os} 2, 3, 4.

2. Arch. Manche, L I 560.

3. Arch. Manche L I 560.

déclarait le Comité, serait d'envoyer un courrier extraordinaire au Comité du Salut Public.

Enfin le quartidi pluviose, le Directoire du département arrêta que 100.000 livres seraient expédiées au district de Saint-Lo pour les dépenses de la manufacture d'armes. Ces fonds seraient pris sur ceux mis par le ministre à la disposition du département pour fabrication d'armes ¹.

Les difficultés financières se calmaient à peine que le Conseil du district dut prendre des mesures pour obtenir l'assiduité aux ateliers de la manufacture d'armes ². Le comité de surveillance fut chargé d'informer au sujet du chef de l'atelier de la fabrication des montures de sabre qui cherchait à entraver par tous les moyens la fabrication et s'absentait ainsi que ses associés, au dire des dénonciateurs ³.

On trouvait difficilement à se procurer de gré à gré des bois pour la construction des affûts de canons et caissons. Le Conseil de district, par un arrêté du 18 pluviose, autorisa le Comité des armes à faire marquer les arbres nécessaires soit sur les biens nationaux venant des émigrés et déportés, soit sur les biens des particuliers ⁴. Le Directoire du département approuva ces dispositions le 22 ⁵.

Dans une lettre du 26 pluviose, le Comité de Salut Public conseillait au Comité des armes de Saint-Lo de mettre la fonderie à l'entreprise et d'engager quelques bons patriotes à s'en charger ⁶. On ne constate aucune suite donnée à cette idée.

Le Comité des armes présenta un compte de sa recette et de sa dépense qui fut approuvé le 7 ventôse par l'administration

1. Arch. Manche L 52, Reg. directoire départ f° 22.

2. Arch. Manche, L II 1008, Reg. cons. dist. f° 33.

3. Ibid. 1013, Reg. cons. district en comité secret, f° 3.

4. Ibid. 1008, Reg. cons. district, f°s 43, 44.

5. Ibid. L 55, Reg. direct. départ, f° 39.

6. Ibid. L I 556.

du département. La recette était de 64.000 livres, la dépense de 51.791 livres 19 sols, et le montant des adjudications passées au 1^{er} nivôse s'élevait à la somme de 180.740 livres. Le Département adressa ce compte à la Commission des armes et poudres de la République pour la mettre à même de subvenir aux besoins de cette manufacture ¹.

Le 13 ventôse, le Comité de Salut Public prescrivit à l'Agent national de requérir tous les ouvriers de son district qui en seraient capables pour la fabrication des baïonnettes ².

Le Directoire du district avait autorisé la réquisition des bois pour 200 manches de piques ³. Le 9 ventôse, il permettait au Comité de se servir des soufflets d'orgue de la ci-devant abbaye pour les fourneaux destinés à la fonte des canons ⁴.

Le transfert du Comité des armes au Petit Couvent, fut décidé le même jour ⁵. Il eut son garde-magasin ⁶.

En même temps, par un arrêté du Comité de Salut Public du 15 germinal, Saint-Lo devenait chef-lieu du rassemblement des matières métalliques ⁷.

L'état décadaire du 10 germinal et du 9 floréal donne les résultats suivants : Il avait été confectionné, en ce qui concerne les sabres, 783 lames sans garniture, 90 lames avec garniture, 300 garnitures, 200 ceintures, 81 fourreaux ⁸. Il avait été, d'autre part, réparé 38 fusils. Enfin il avait été fourni, sans parler des 200 baïonnettes destinées à compléter un premier marché, deux livraisons de baïonnettes, l'une de 1.725, l'autre de 2.816 ⁹. De ventôse à floréal 27 pièces de canons

1. Arch. Manche L 55.

2. Arch. Manche, L I 562.

3. Arch. Manche L II 1019, Reg. Directoire district fo 47.

4. Arch. Manche L II 1008, Cons. District f^{os} 90, 91.

5. Arch. Manche L I 569, Reg comité des armes, fo 36.

6. Ibid. L I 562.

7. Ibid. L I 561.

8. Ibid. L I 560,

9. Ibid. L I 560.

de 4 avaient été fondues, 10 trains avaient été fabriqués ¹.

La manufacture comptait 180 ouvriers au 13 germinal et le District espérait dans un délai de 8 à 10 jours porter ce nombre à 200 ².

Le Comité des armes avait dans ses magasins 54.517 livres de cuivre et canons, 10.032 livres de fer et métal, 564.583 livres de cloches, 179 livres de plomb et étain, 1.214 livres 1/2 de métal, 16.009 livres 1/2 de fer ³.

La manufacture d'armes cependant ne semblait plus jouir de la faveur des pouvoirs centraux. Son avenir était incertain. Dès le 15 germinal an II, une pétition de la Société populaire du Rocher la Liberté fut renvoyée au Bureau militaire qu'elle chargeait de présenter ses vues pour le maintien de la manufacture ⁴. Le 17 floréal, la Commission des armes et poudres de la République se plaignait de n'avoir jamais eu sur cette manufacture des renseignements positifs et satisfaisants, malgré l'avance de sommes considérables ⁵. Le Comité des armes, dans sa défense attribuait l'état actuel d'inertie constaté à la volonté du gouvernement de faire fonctionner la manufacture par entreprise générale : « Elle n'était d'ailleurs qu'au berceau et, avec les approvisionnements nécessaires, deviendrait très importante » ⁶.

Il y avait un malaise évident. Le Comité des armes se plaignait à la Commission des armes et poudres des « discussions toujours renaissantes » entre les entrepreneurs de la fonte des canons et le Comité ⁷.

Le Conseil du district eut à sévir contre les ouvriers qui

1. Arch. Manche L I 563.

2. Arch. Manche, L I 560.

3. Ibid. L I 560.

4. Ibid. L II 1009, Reg. cons. district, f° 16.

5. Ibid. L I 560.

6. Ibid. L I 562.

7. Ibid. L I 563.

s'absentaient en dehors des jours décadaires. La première fois on leur retenait une somme égale à la valeur de trois journées de leur travail. En cas de récidive, ils étaient traités comme suspects ¹.

Le Conseil s'occupa également du maintien de la manufacture ². En fructidor il prit des mesures pour assurer l'obéissance et le respect des entrepreneurs, chefs d'ateliers et ouvriers envers le Comité des Armes, « à la suite d'abus et d'indécences scandaleuses ³ ».

Il y eut des difficultés au sujet de l'emploi du cuivre jaune dans la fabrication des canons. L'Agence de la grosse artillerie avait prévenu trop tard le Comité des armes de ne plus en employer et la Commission des armes et poudres craignait qu'il n'en résultât des dangers pour les canonniers ⁴.

La fabrication des lames de sabres ne semblait pas non plus très satisfaisante.

En thermidor, sur 595 sabres, 91 lames seulement étaient admises au compte de la République à Paris, les autres n'ayant pas résisté à l'épreuve ⁵. Sur 473 sabres, en fructidor, 41 lames seulement étaient acceptées. Les montures étaient toutes en mauvais état. En vendémiaire an III, 4 lames sur 54 sabres étaient acceptées ⁶. Cependant l'Agence des armes portatives de la République, le 5 thermidor an II, priait le Comité des armes de Saint-Lo de lui procurer le plus grand nombre de lames possibles ⁷.

En un an, c'est-à-dire depuis la fondation jusqu'en prairial an II, la fonderie avait produit 60 canons de quatre, 22 trains

1. Arch. Manche L II 1009 Reg. cons. district f° 35.

2. Ibid., f° 93.

3. Ibid., L II 1010, Reg. conseil district, f°s 70, 71.

4. Ibid., L I 563.

5. Ibid.

6. Ibid.

7. Ibid.

d'artillerie formant 44 affûts et 22 caissons ¹. Au 14 messidor an II il lui avait été envoyé : 998.176 livres de cloches, 45.326 livres de cuivre, 16.831 livres de fer, 14.788 livres de métal, 1.034 livres de fer et métal, 531 livres de plomb et d'étain ². L'état des bouches à feu qu'il était possible de fabriquer pendant un mois à la fonderie était estimé de 7 pièces de 8, 6 pièces de 12, 5 de 16, 4 de 24 ³. L'Agence de la grosse artillerie approuva le Comité des armes pour sa proposition de continuer à fondre des canons de 4 et des obusiers de 6 en attendant de fabriquer des pièces de 8 ⁴. A la fin de thermidor, malgré l'incertitude de l'avenir, cette Agence projetait de transporter la fonderie, de Candol (à 3/4 de lieue du Rocher) au moulin de Vire situé près de la fonderie dans l'intérieur de la commune ⁵.

A la fin de l'an II, la manufacture d'armes se composait : 1° d'une fonderie ; 2° d'une manufacture de trains d'artillerie ; 3° d'ateliers de réparation de fusils et d'une fabrique de baïonnettes ; 4° d'une fabrique de sabres ⁶. On construisait aussi des fours de campagne ⁷.

En exécution d'un arrêté du Conseil de district, le Conseil de la commune, le 12 messidor, chargeait l'Agent national de faire opérer la saisie et la vente aux prix du maximum des ustensiles en cuivre se trouvant chez des pères et mères d'émigrés pour être portés à la fonderie. On en trouva 22 livres ⁸.

Les voitures, chevaux et conducteurs de Cerisy ne cessaient de s'occuper du transport du charbon de la mine de Littry pour la fonderie ⁹.

1. Arch. Manche L I 560.

2. Arch. Manche, L I 570, pp. 34 et 35.

3. Ibid., L I 564.

4. Ibid.

5. Ibid.

6. Ibid., L I 560.

7. Ibid., L II 1010. Reg. cons. district n° 85.

8. Arch. Municipales Saint-Lo, D. 31, Reg. délib. Conseil général, n° 153.

9. Arch. Manche, L 90, Reg. d'enregistrem., requêtes des districts, p. 253.

Quant au ravitaillement des ouvriers de la manufacture il était assuré de préférence même à celui des citoyens de la commune ¹.

Le Comité des armes touchait à sa fin. Cependant le 12 vendémiaire, Quimpret, inspecteur pour le départ des cloches lui envoyait des instructions, au sujet de cette opération à la suite des expériences faites en floréal an II ².

On possède les derniers états de la fonderie datés du 25 vendémiaire et du 10 brumaire an III. Il y avait déjà fabriqués ou en cours de fabrication : 28 trains, 2 affûts et 1 caisson, 20 trains, 1 affût et 1 caisson ³.

Enfin un arrêté du Comité de Salut Public du 11 brumaire an III décida la suppression du Comité des armes qui devait cesser toutes fonctions relatives aux travaux de fonderie aussitôt la réception de l'arrêté. Il serait envoyé sans délai un commissaire pour examiner et apurer les comptes et régir la fonderie au nom de la République. Les ordres du Comité de Salut Public furent exécutés et le 29 brumaire le Comité des Armes déclarait cesser toutes fonctions ⁴. Le 22 frimaire ses registres furent remis à Guillaume commissaire du Comité de Salut Public ⁵. La fonderie disparut également le 24 brumaire ; le Comité de Salut Public la supprimait ainsi que celle de Villedieu ⁶. La manufacture d'armes proprement dite n'allait par survivre longtemps au reste de l'organisation. Le garde magasin des matières métalliques exprimait le 10 nivôse sa crainte d'une suppression totale ⁷. En nivôse et ventôse, des ouvriers travaillaient encore. On trouve des reçus de subsis-

1. Arch. Manche L I 560.

2. Ibid. L I 564.

3. Ibid. L I 564.

4. Ibid. L I 564, Reg. comité des armes f^{os} 176, 177.

5. Ibid. L I 569, Reg. comité des armes f^{os} 199, 200.

6. Ibid. L I 563.

7. Ibid. L I 561.

tances pour eux signés du commissaire Guillaume ¹. On ignore la date exacte de sa disparition : le Comité de Salut Public n'avait au 15 floréal an III nullement l'intention de conserver ou rétablir l'atelier d'armes de Saint-Lo ². Dans tous les cas, le garde magasin, le 6 germinal, faisait connaître que toutes les matières métalliques données aux entrepreneurs et ouvriers de la manufacture avaient été employées ³.

La liquidation des comptes du Comité des armes ne s'opéra point sans difficultés. Le commissaire du Comité de Salut Public ne paraît avoir donné satisfaction ni au pouvoir central ni aux autorités locales. Le 8 germinal, le Comité de Salut Public rappelant Guillaume, le « prévenait de rendre compte de la caisse à lui remise par le ci-devant Comité des armes ». Il chargeait de la vérification l'Agent national du district ⁴. Le 30 floréal, la Commission des armes et poudres écrivait au procureur syndic du district : « La commission n'est pas plus satisfaite que toi du compte moral de la manufacture d'armes de Saint-Lo dont il est question dans ta lettre du 16 floréal au Comité de Salut Public et où tu dis n'avoir rien compris. Elle t'invite à rassembler les éléments d'un compte nouveau que tu rédigeras dans la forme ordinaire et que tu lui feras parvenir directement ⁵ ».

Le 26 thermidor an II, le procureur syndic envoyait le compte à la Commission des armes, poudres et exploitation des mines de la République. Sa première opération avait été la vérification de la somme entrée dans la caisse du Comité des armes montant à 428.423 livres 16 sols. Ensuite il avait comparé

1. Arch. Manche, L I 565.

2. Ibid. L I 561.

3. Ibid. L I 561. A la date du 29 germinal on lit que 2 citoyens avaient passé avec la commission des armes un marché pour opérer à Saint-Lo le départ du métal de cloche. On ignore ce que devint cette entreprise privée.

4. Ibid. L I 561.

5. Ibid. L I 561.

chaque article de dépenses avec les quittances formant les pièces justificatives de la dépense qu'il avait trouvé concorder avec les dites quittances et pièces justificatives. Après quoi il avait vérifié les calculs partiels et généraux qu'il avait trouvés justes. La valeur du pain de munition fourni aux ouvriers était de 2.715 livres 2 sols, 4 deniers. Le citoyen Culleron avait donné ses conclusions au procureur syndic. Il résultait de l'examen de la comptabilité que les administrateurs et comptables s'étaient comportés avec le plus grand désintéressement. La somme sortie de la Trésorerie nationale avait été entièrement employée aux travaux auxquels elle était destinée ¹.

— III —

Au point de vue de la Défense Nationale, la question des poudres et salpêtres fut l'un des principaux objets sur lesquels se portèrent l'attention et l'activité du Gouvernement révolutionnaire. A cette époque, toute matière et toute force étaient utilisées. Le pouvoir central mit à son service, là comme ailleurs, les ressources locales, et, jusque dans les plus petites communes de France, les vieux murs des caves contribuèrent à la lutte contre l'envahisseur.

Le décret de la Convention Nationale du 21 septembre 1793, mettait à la disposition du Conseil exécutif provisoire, sauf indemnité, les cendres, salins et potasses servant à la confection des salpêtres, les soufres, bois et charbons propres à la fabrication de la poudre ².

L'arrêté du Département du 8^e jour du 2^e mois de l'an II, prescrivait aux Administrations de district de se renseigner

1. Arch. Manche, L II 1070, Reg. correspondance agent national et procureur syndic district f^{os} 79, 80.

2. Arch. Manche L II 1077, Administration et police générale.

sur les moyens de se procurer des salpêtres en faisant fouiller et lessiver les caves ¹.

Le décret du 13 pluviôse an II créa la Commission des armes et poudres de la République. Elle était chargée de pourvoir aux approvisionnements des matières de toute espèce nécessaires à la fabrication des armes et poudres, et autorisée à exercer le droit de réquisition et de préhension sur tous les objets nécessaires à cette fabrication et existant dans l'intérieur de la République ².

Le 14 frimaire, un autre décret de la Convention Nationale pour intensifier la fabrication du salpêtre, requit la création d'ateliers dans les communes et d'agents de district chargés du contrôle ³.

Le Comité de Salut Public, le 11 pluviôse an II, avait adressé à l'Agent national près le district de Saint-Lo, une lettre exposant la nécessité pour le salut de la République de fouiller tous les souterrains : « Il faut sous quelques décades, que le sol salpêtré de tous les souterrains de la République, fouillé et lessivé par les citoyens, fournisse dix fois plus de salpêtre que les trois millions de livres qu'on retirait annuellement jusqu'ici de toute la France ». « Tu es l'homme de la Nation. Songe bien comme tel, à n'écouter aucun intérêt de localité ; rends-nous sous six jours après la réception de cette lettre un compte exact du nombre et de l'envoi des exemplaires de la loi du 14 frimaire, de l'état du travail des citoyens pour l'exécution de cette loi et des nouvelles mesures que tu auras prises ainsi qu'un précis exact du salpêtre extrait dans chaque décade, et porté dans les dépôts, ou dans les ateliers les plus voisins de la Régie Nationale des poudres et salpêtres ⁴.

1. Arch. Manche L 50, Reg. Conseil général département, f° 109.

2. Arch. Manche L II 1077, Administration et police générale.

3. Ibid., L II 1077, Administration et police générale.

4. Ibid., L II 1008, Reg. Conseil district, f° 27, 29.

Déjà l'arrêté du Département du 8^e jour du 2^e mois de l'an II prescrivait aux Administrations de district de se renseigner sur les moyens de se procurer des salpêtres en faisant fouiller et lessiver les caves ¹.

La Société Populaire de Saint-Lo s'occupait activement des salpêtres. Le 22 pluviôse elle présenta un sujet pour concourir à sa confection. Le 23, celle de Cerisy-la-Forêt l'imita ².

Les ouvriers des salpêtres à Saint-Lo ayant cessé le 21 pluviôse leur travail, le Conseil du district les menaça s'ils ne s'y remettaient, d'être traités comme suspects ³..

Le 3 ventôse l'Agent du district écrivait au District que l'atelier de la salpêtrière allait être en plein exercice dans la moitié de la semaine.

Le 18 ventôse, la Société Populaire de Saint-Lo accueillit avec enthousiasme l'instruction adressée par le Comité de Salut Public à tous les citoyens pour les inviter à exploiter eux-mêmes cet atelier. « Chacun de nous s'empressera, ajouta-t-on, après cette lecture, non seulement à réserver l'eau des lessives à l'Agent des Salpêtres, mais encore à procurer à la République la livre de salpêtre qu'elle attend de chaque citoyen pour son contingent dans la masse de 25 millions pour écraser l'ennemi » ⁴.

Le 8 germinal an II, l'Agent national du district écrivait aux communes en vue de l'exécution de l'arrêté en date du 27 ventôse de la Commission des armes et poudres de la République, relatif « à la confection la plus prompte et la plus considérable du charbon propre à la fabrication de la poudre ». Le 11, il écrivait encore aux Agents nationaux des communes du district dans les termes les plus propres à stimuler leur

1. Arch. Manche L II 1008, Reg. Conseil district, f^o 27, 29.

2. Arch. Manche L I 533.

3. Ibid, L 50, Reg. Conseil G¹ département, f^o 109.

4. Ibid, L I 533.

zèle : « Une loi révolutionnaire telle que celle du 14 frimaire, relative à la fabrication du salpêtre, doit être exécutée révolutionnairement. Les autorités constituées chargées de son exécution ne doivent écouter aucune excuse frivole. C'est du salpêtre qu'il faut à la République. Agents nationaux, faites donc au plus tôt les dispositions convenables pour que dans votre commune il s'établisse un atelier commun pour la fabrication du salpêtre. Songez à la peine dont vous menace le code révolutionnaire, dans le cas où vous n'aurez pas requis sévèrement l'exécution d'une loi révolutionnaire ¹.

Le même jour, la municipalité de Torigni annonçait au District qu'elle avait remis des cendres et mis les lessives en réquisition. Cette lettre fut envoyée aux Commissaires chargés de surveiller la fabrication du salpêtre ².

Le 29 ventôse, la municipalité de Saint-Lo adressait « aux bons citoyens de la commune » l'appel suivant : « Une manufacture de salpêtre se commence mais qui demande beaucoup de travail et à laquelle il n'y a personne qui ne puisse concourir sans faire aucun frais. Conséquemment les riches comme les indigents peuvent aider à l'accélération de cette fabrique. Quel est donc ce sacrifice ? Ce sont des lessives que chaque particulier fait chez lui au lieu de les jeter comme quantité font. Le directeur des salpêtres les réclame pour lessiver les matières propres au salpêtre. Les uns comme les autres concourront au salut de la Patrie. Votre devoir vous y engage et, si cette espèce d'offrande faite à la République ne se manifestait aussi efficacement, des soupçons de malveillance ne tarderaient pas à s'élever contre vous et nous serions obligés de prendre des mesures de précaution » ³.

Le 14 germinal, appel de l'Agent national. Les salpêtres

1. Arch. Manche L II 1077, Administration et police générale.

2. Ibid. 1009, Reg, Conseil district, f^o 7.

3. Arch. Saint-Lo. Reg. délibérations Conseil G^l Saint-Lo, D 31, f^o 98.

récoltés dans les communes devaient être rassemblés au chef-lieu du district ¹. Quant au charbon qui serait fait dans le district, il devrait être envoyé près de Rouen ou à Caen comme il n'existait aucune fabrique nationale de poudre dans le district de Saint-Lo.

Si le chef-lieu déployait de l'activité, il n'en était point de même des autres communes. Elles montraient une inertie qui désolait l'Agent national. Avertissements, réquisitions n'avaient nul effet. Trois communes seulement, au 12 floréal, en dehors de Saint-Lo, commençaient à prendre des mesures pour former un atelier sur leur territoire ².

Percy, chef-lieu de canton, désignait seulement le 10 thermidor an II, deux citoyens pour s'instruire au Rocher la Liberté, de « l'art de la fabrication du salpêtre » ³.

Le 3 messidor, le Conseil du district déclarait : « qu'au mépris de ses invitations et de celles de l'Agent national faites et réitérées aux communes pour engager à s'occuper sur le champ de la fabrication révolutionnaire et extraordinaire du salpêtre sans lequel le peuple français, au milieu de ses brillantes victoires ne pourrait conserver longtemps l'exercice de ses droits naturels et le maintien de sa liberté, la très grande majorité des communes est restée dans une insouciance autant reprehensible qu'elle est criminelle envers la Patrie ».

Considérant que l'arrêté du Comité de salut public du 4 prairial, qui imposait à chaque district l'obligation absolue de fournir un millier de salpêtre par décade, à compter du 20 du dit mois de prairial, n'avait encore produit aucun effet sensible dans le district du Rocher la Liberté et que chaque jour l'Agent national faisait part à l'Administration des nou-

1. Arch. Manche, L I 533.

2. Ibid., L. I 533.

3. Arch. Municipales Percy, Reg. délibération Conseil général Percy, non folioté.

veaux ordres qui lui étaient adressés par la Commission des armes et poudres de la République, le Conseil du district intervint personnellement par un arrêté. Cet arrêté renfermait les prescriptions suivantes :

Les membres des Conseils généraux des communes seraient tenus sur le champ de désigner un directeur d'atelier aux honoraires proportionnés au travail qu'il aurait exécuté.

La réquisition et la préhension seraient mises dans les communes sur les vases, poêles, chaudières, cuves, etc., nécessaires à tous les établissements. Les bois propres aux fourneaux seraient également requis. Dans les communes où il y aurait peu de terres salpêtrées, il ne serait établi que des ateliers de lessivage. Indépendamment de la responsabilité incombant de par la loi aux agents des communes qui ne feraient pas leur devoir ou montreraient de la négligence, les membres des Conseils généraux des communes demeureraient également et solidairement responsables de tous retards. Enfin, dans les cas d'incurie, deux commissaires seraient envoyés pour faire procéder aux opérations ¹.

L'indolence des municipalités était sans égale ². L'arrêté du représentant du peuple Le Carpentier du 18 messidor indiquait les moyens de remédier aux lenteurs des communes rurales dans l'extraction du salpêtre. En conséquence, le 13 thermidor, le Conseil du district arrêta que les municipalités chefs-lieux de canton nommeraient, si la chose n'était déjà faite, chacune deux citoyens pour prendre des leçons au sujet du salpêtre. Ils se répartiraient ensuite entre les communes ³.

En thermidor an II, l'Agent du salpêtre du canton de Torigni se plaignait de manquer de cendres pour fabriquer du

1. Arch. Manche, L II 1009, Reg. Conseil district, f^{os} 111, 112, 113.

2. Ibid. L II 1077, Administration et police générale,

3. Ibid. L II 1010, Reg. Conseil district, f^{os} 46 à 49 inclus.

salpêtre. Il avait sa chaudière en activité ¹. Néanmoins, le 16 fructidor, le Conseil de district estimait que l'atelier de Torigni ne fournissait pas assez de salpêtre ².

Pendant la 2^e décade de germinal an II, l'atelier du Rocher-la-Liberté avait fourni 13 livres de salpêtre. pendant la 3^e décade, 8 livres seulement ³. Durant la 2^e décade de thermidor, le district avait produit seulement 100 livres de salpêtre ⁴. Dans la 2^e décade de fructidor les ateliers du Rocher-la-Liberté, de Torigni, de Canisy avaient fourni respectivement 120 livres et 21 livres de salpêtre ⁵. De prairial au 2^e jour complémentaire de l'an II la Commission des armes, poudres de la République n'avait cessé de se plaindre de la faible production du salpêtre dans le district ⁶.

L'an III ne fut pas plus favorisé que l'an II sous ce rapport. Au cours de la 3^e décade de vendémiaire, sur 18 communes 16 n'avaient fourni aucunes cendres ⁷. Le 25 vendémiaire la municipalité de Cerisy-la-Forêt n'avait pas encore d'atelier. On travaillait à en former un, « certifiait-elle » ⁸. Le 24 brumaire, le chef d'atelier de Torigni se plaignait de manquer d'eaux de lessive ⁹. La quantité de salpêtre fournie par cette commune tombait de 338 livres (3^e décade de vendémiaire) à 45 livres (1^{re} décade de brumaire) ¹⁰.

Quant à l'atelier du Rocher la Liberté, il avait fourni 140 livres pendant la 3^e décade de vendémiaire ; 130 livres pendant la 2^e décade de brumaire ; 140 livres pendant la

1. Arch. Manche L I 533.

2. Ibid. L II 1010, Reg. cit. f^o 90.

3. Ibid. L I 533.

4. Ibid.

5. Arch. Manche, L I 533.

6. Ibid.

7. Ibid.

8. Ibid.

9. Ibid.

10. Ibid.

3^e décade du même mois ; 160 livres pendant la 1^{re} décade de frimaire ; 220 livres pendant les 2^e et 3^e décades du même mois ¹.

L'état de la fabrication du salpêtre dans le district de Saint-Lo mentionne 693 livres pendant la 1^{re} décade de frimaire, 693 livres pendant la 2^e et 693 livres pendant la 3^e ².

De l'avis même de l'Administration du district, le 22 frimaire, les dépenses auxquelles avait donné lieu la fabrication du salpêtre dans la circonscription excédaient de beaucoup les produits de cette fabrication. La plupart des communes de l'arrondissement abandonnaient et suspendaient l'exploitation sur des bruits répandus que la Convention voulait la suspendre, « bruits répandus par des malveillants ».

Le rapport de l'ex-administrateur chargé de la partie des salpêtres donne un aperçu assez peu satisfaisant des résultats obtenus. L'Administration du district avait déployé tous ses moyens pour activer la fabrication révolutionnaire du salpêtre. Mais l'ingratitude du sol qui ne contenait qu'une très faible partie de ce sel, et le défaut de cendres alcalines propres à remplacer la potasse avaient retardé ou suspendu pendant longtemps les produits de cette entreprise. Divers arrêtés envoyés avec les instructions dans les communes n'avaient pas obtenu un plus grand succès jusqu'à l'époque du 13 thermidor. A cette date, le Conseil du district pour se conformer au vœu du représentant du peuple Le Carpentier consigné dans un arrêté du 18 messidor, avait nommé deux commissaires par canton et deux commissaires de surveillance pour rechercher et constater les terres salpêtrées, y faire faire des cendres d'herbes vertes et y établir les ateliers que chaque localité pourrait entretenir. « Grâce à eux la modique, mais précieuse

1. Arch. Manche, L I 533.

2. Ibid.

quantité de 2.000 livres de salpêtre a été obtenue »¹.

Pour encourager les communes à se livrer à ce travail si important, l'Administration du district avait fait faire des avances en faveur des établissements qui en avaient réclamé, notamment des grands ateliers. Mais le District n'avait pu ni dû prendre à son compte de faire solder par la caisse publique la totalité des dépenses de fabrication puisque la loi du 14 frimaire en chargeait les communes qui devaient en être remboursées sur le produit du salpêtre et, en cas d'insuffisance, par une imposition additionnelle sur les habitants.

En établissant des commissaires par cantons pour activer les travaux du salpêtre dans toutes les communes, conformément à l'arrêté du représentant du peuple, l'Administration ne s'était pas dissimulé que ces commissaires allaient remplir des fonctions particulièrement dévolues à l'Agent du district par l'article 9 de la loi précitée. Mais l'insouciance des communes, leur négligence à procurer les cendres d'herbes vertes demandées par un décret du 29 germinal, enfin la nécessité de connaître et d'assurer à la fois les quantités et espèces de terre salines du district, ne permettaient pas de laisser tant d'obligations sur la tête d'un seul individu.

Ces mêmes commissaires de surveillance s'étaient encore occupés de la direction de plusieurs ateliers d'évaporation que quelques communes comme Tessy, Percy, Canisy etc., avaient formés ; s'ils n'avaient point obtenu de produits bien avantageux de ces ateliers, il les avaient laissés du moins dans un état tel qu'à l'aide de quelques secours ils pourraient offrir le salpêtre que leurs localités contenaient.

Mais il était encore d'autres ateliers, ceux de Torigni et de Cerisy-la-Forêt qui avaient besoin d'un conducteur et d'un

1. Arch. Manche, L I 533.

guide éclairé. L'Administration en rencontra un dont les talents en matière d'extraction du salpêtre étaient notoirement connus, et elle l'adjoignit à l'Agent du district depuis le 19 thermidor an II.

La loi du 14 frimaire an II sur le salpêtre ne mettant à la charge de la République que le seul traitement de l'Agent du district, le District en avait référé le 22 frimaire à la Convention. Il résultait de la réponse de la Commission des armes et poudres, le 8 nivôse, que les avances absolument nécessaires aux communes pour subvenir aux frais de fabrication devaient être faites par le receveur du district sur les mandats de l'Administration admis en dépense par la Trésorerie Nationale. Les commissaires chargés de parcourir les cantons pour activer les travaux du salpêtré devaient être payés de la même manière. Mais la Commission trouvait les commissaires désormais inutiles, leur travail faisant partie des fonctions de l'Agent salpêtrier du district. Cette décision devint la règle de l'Administration. Les fonctions des commissaires furent supprimées. Le Bureau s'occupa de leur décompte et des moyens de leur payer leur dû. Dans le renvoi des commissaires de canton, devait-on comprendre les deux commissaires de surveillance¹ et l'adjoint donné à l'Agent du district en raison de la grande étendue du territoire ? Le rapport priait l'Administration de solliciter leur maintien.

Par son décret du 17 germinal an III la Convention supprimait les fonctions des préposés et des agents salpêtriers des districts employés à la récolte du salpêtre. Le 6 messidor, le commissaire adjoint des Salpêtres et Poudres de la République près les commissariats de Rouen et Caen écrivait au procureur

1. Arch. Manche, L I 533.

2. Le 2 pluviôse an II, le Conseil du district adjoignit à l'Agent du district pour l'exploitation du salpêtre 2 commissaires pris dans son sein : Arch. Manche, L II 1008, Reg. conseil district, f^{os} 27, 29.

syndic du district au sujet de cette suppression : « Par ce régime tous les ateliers seraient désormais exploités par des salpêtriers commissionnés et leurs travaux assujettis à une direction administrative qui aurait pour objet de multiplier les produits et de perpétuer les sources d'une reproduction précieuse. Les communes qui voudraient continuer à exploiter leurs ateliers pour leur compte seraient tenues de se conformer aux dispositions de la loi du 17 germinal ». Le procureur syndic était prié d'inviter les municipalités à rendre à leurs propriétaires les ustensiles qu'ils réclameraient. Après estimation des effets qui existaient dans les ateliers des communes et qui avaient été payés sur les fonds avancés par le Trésor Public, l'Administration vendrait ces effets aux citoyens qui se présenteraient pour entreprendre à leurs frais la fabrication du salpêtre. Ces citoyens seraient tenus d'obtenir des commissions de salpêtriers ¹.

Les agents et employés de la manufacture de salpêtre de Saint-Lo demandèrent à être autorisés à continuer, à leur compte, la fabrication du salpêtre si on voulait leur accorder l'usage des ustensiles qui se trouvaient dans l'atelier, sauf indemnité ².

Telle fut dans le district de Saint-Lo, l'histoire de la fabrication du salpêtre qui souleva peu d'enthousiasme, alluma peu de zèle en dépit des lettres des municipalités s'efforçant de prouver leur bonne volonté et l'ardeur de leur civisme ³.

— V —

Le district de Saint-Lo, s'il ne connut pas l'invasion des Rebelles, en reçut la menace. Tout entier il se dressa contre

1. Arch. Manche, L I, 533.

2. Arch. Manche L II 1070, Reg. corr. Agent National et procureur syndic district f^{os} 75, 76.

3. Arch. Manche L I 533.

l'envahisseur, et sa période « Vendéenne » fut celle où l'unanimité et l'enthousiasme atteignirent le plus haut degré. La lutte contre les Rebelles prend vraiment place dans la Défense nationale.

Dès le 20 octobre 1793, par une dépêche, la Commission administrative du département de la Manche venait d'annoncer que les Rebelles de la Vendée approchaient de Rennes où elle était obligée d'envoyer des forces. Le District était requis de rassembler de suite les hommes enrôlés et ceux de la première réquisition, de pourvoir à leur subsistance et de faire moudre et transporter partout où besoin serait les grains nécessaires. Le Conseil du district prit de suite les mesures nécessaires. Il arrêta qu'il serait écrit aux municipalités de Saint-Lo, de Torigni pour que la garde nationale se tint prête à partir en prenant les armes de ceux qui restaient pour ceux qui partiraient. Il décida que les municipalités du district fourniraient en plus de ce qui avait été déjà requis 800 boisseaux de grain pour le magasin militaire. De simples citoyens comme Le Carpentier et Le Venard offrirent deux selles, des brides et des pistolets « en cas de troupes à cheval » ¹. Le neuvième jour de la 3^e décade du 1^{er} mois de l'an II, en séance extraordinaire, à minuit, lecture fut donnée d'une proclamation du représentant du peuple appelant les patriotes au secours de la ville de Rennes menacée d'un déluge de Rebelles ².

Les mesures allaient succéder aux mesures pour arrêter le flot ennemi. Menacée d'un danger tout proche la population se levait donc avec une énergie toute nouvelle.

Le dernier jour de la 3^e décade du 1^{er} mois de l'an II, il y eut séance du Conseil du département de la Manche, en présence du représentant du peuple Garnier. Heudeline s'y

1. Arch. Manche, L II 1006, registre cité f^o 68.

2. Arch. Manche, L 50, reg. conseil départemental, f^o 91.

présenta, encore sous le coup de l'enthousiasme « J'arrive de Torigni, s'écriait-il. A ma voix tout Torigni s'est levé ; partout on a crié : marchons aux Rebelles » ¹. « Nous avons, ajouta le procureur général syndic, un amas de cloches inutiles ; je demande qu'on les convertisse en canons, qu'on nomme des artistes chargés de surveiller et d'activer la fonderie de Saint-Lo et qu'on requière tous les districts de mettre en réquisition tous les armuriers » ².

Le premier jour du 2^o mois de l'an II, le représentant du peuple Le Carpentier réquisitionnait 1.200 quintaux de blé dans chaque district. Chaque district, sous trois jours, par arrêté du Département devait fournir de la farine pour l'étape de 4.000 hommes ³.

Le troisième jour du même mois, le représentant du peuple Garnier de Saintes donnait pouvoir au citoyen Houllès de se rendre sur le champ à Caen pour « requérir tous les secours en canons, armes et munitions mentionnés dans la lettre dont il était porteur, de requérir des chevaux de poste en poste, de trois lieues en trois lieues de temps, auprès des municipalités, pour le transport des approvisionnements qu'il accompagnerait et de déclarer aux dites municipalités qu'en cas de négligence ou de refus elles seraient responsables des suites » ⁴.

Deux compagnies du bataillon organisé à Coutances devaient marcher contre les Rebelles ⁵.

Le District ordonnait à tous les citoyens capables de porter les armes de partir, à l'exception des membres de la municipalité et du Comité de surveillance. Cette dernière

1. Arch. Manche, L 50, Reg. Conseil départemental, f^o 93.

2. Ibid., L 50, f^o 94.

3. Ibid., L 50, f^o 96.

4. Arch. municipales Saint-Lo délib. Conseil général Saint-Lo, D 31, f^o 16.

5. Arch. Manche, L 50, f^o 96.

clause indisposa les citoyens d'Amigny qui déclarèrent qu'ils ne partiraient pas si les officiers municipaux et les membres du Comité de surveillance ne partaient également. L'auteur du trouble se jeta sur l'une des autorités avec brutalité. Les officiers municipaux, criait-il, étaient des bougres et il se f...tait des ordres du District. Il fut d'ailleurs le 18 frimaire déclaré rebelle à la loi et suspect.

Le 14^e jour du 2^e mois, les Vendéens pénétraient dans Fougères ¹. Le 24 brumaire, ils allaient se trouver sous les murs de Granville ². Dès le 7^e jour, le représentant du peuple réclamait 600 hommes ; il s'en présenta 200 de la garde nationale de Saint-Lo. Torigni en fournit 400. Ils se dirigèrent sur Vire et sur Condé-sur-Noireau.

Le 11^e jour, conformément aux ordres de la Commission administrative, toute la mitraille possible était requise sous les trois jours ³.

Le 13^e jour, dans la crainte de voir les Vendéens se porter sur Granville le commandant temporaire du lieu réclamait des armes et des vivres et invitait à sonner le tocsin.

Le Conseil du district le 14^e jour prit alors un arrêté impératif. Copie de la lettre du commandant temporaire de Granville serait adressée de suite par des courriers extraordinaires aux administrateurs des districts de Carentan, Valognes et Cherbourg. Les détachements destinés à Vire et Mortain se dirigeraient vers Granville. Le Préposé aux subsistances militaires réunirait de la farine et du pain prêts à être expédiés au premier ordre. Le garde de l'arsenal fournirait 50.000 cartouches à balle. Les municipalités allaient être requises de réquisitionner chevaux et voitures pour le trans-

1. P. de la Gorce: Hist. religieuse de la Révolution française, t. III, p. 206.

2. Ibid., p. 212.

3. Arch. Manche, L II 1006, Reg. Conseil district, f^{os} 85, 86.

port des armes et munitions. Les chefs de légion de la garde nationale feraient marcher à l'ennemi les hommes robustes qui à défaut de fusils seraient armés de faux, piques, fourches « et de tous autres instruments les plus terribles ».

Ces mesures furent exécutées. Le commandant de Granville fut informé de ces dispositions. L'administration du district de Vire fut instruite du changement de direction des troupes qui lui étaient destinées. On l'invita à faire remettre à Condé les souliers et les 4.000 cartouches envoyés au détachement de la garde nationale du district de Saint-Lo. Elle expédierait à Mortain les 10.000 autres cartouches.

Le Payeur général s'était retiré vers le nord du département pour soustraire sa caisse à la voracité des Rebelles. Cette caisse, décida le Département, serait déposée à Coutances ¹.

Ce même 14^e jour, le Conseil du district avait décidé d'envoyer à Mortain une pièce de canon servant de modèle, la plus grande quantité de munitions possible et un détachement de canonniers. Il serait donné à la municipalité de chaque commune les ordres nécessaires pour réunir fusils de chasse, sabres, pistolets, faux, fourches, dans le cas d'avance des Brigands. La 4^e compagnie du contingent équipée, allait être armée pour se rendre à Mortain avec la 1^{re} compagnie de la réquisition organisée et armée ².

Pris de panique, un grand nombre de citoyens du canton d'Esglandes allaient arriver à Saint-Lo. Le District fut informé de leur venue imminente ³. A cette nouvelle de nature à répandre la terreur, le Conseil du district envoya aux municipalités l'adresse suivante : « Allons, citoyens, il faut marcher tous à la fois ; il faut exterminer les restes des Brigands, qui, chassés de

1. Arch. Manche, L 50, Reg. Conseil général département, f^o 117.

2. Ibid., L II 1006, Reg. cité f^{rs} 87, 88.

3. Ibid.

leur repaire cherchent en fuyant à pénétrer dans nos foyers. Il est temps que la République soit enfin purgée de ces monstres qui pillent, ravagent, massacrent tout dans leur passage lorsque on ne leur oppose pas une vigoureuse résistance. Arrêtons-les promptement dans leur marche ; accourez tous armés de faux, couteaux, sabres, fusils de chasse, pistolets, etc... »

L'adresse recommandait aux citoyens d'emporter avec eux des vivres pour huit jours. Ils devaient se rendre au chef-lieu du district pour aller de là à Coutances. « Bientôt, ajoutait l'Administration, vous reviendrez avec la gloire d'avoir délivré entièrement de ces brigands la terre de la Liberté. C'en est fait. Nous ne voulons plus de rois, de seigneurs et de dîmes, de gabelle, de commis aux aides, de treizièmes, rentes seigneuriales, corvées et enfin de tous les fléaux de l'Ancien Régime. Force, courage et vive la République ! » ¹.

Dès le 12^e jour le Conseil de la commune de Saint-Lo avait adressé de son côté une proclamation à la population ².

Le magasin militaire manquait de sacs pour le transport de la farine. Le Conseil du district arrêta que la municipalité de Saint-Lo mettrait de suite en réquisition tous les sacs disponibles dans la ville ³.

Les appels avaient été entendus. Les citoyens de tout âge se rendirent au chef-lieu armés de fusils de chasse, de faux, fourches, etc... Ils avaient abandonné la culture et le battage des grains. Les cordonniers, les tanneurs, les maréchaux quittaient leurs ateliers « pour voler où le danger est le plus pressant ».

Considérant « que la précipitation fausse les mesures et

1. Arch. Manche L II 1006, Reg. Conseil district, f^{os} 90, 91, 89.

2. Arch. municipales Saint-Lo, Reg. délibérations Conseil général, Saint-Lo D 31, f^o 21.

3. Arch. Manche L II 1006, Reg. cité, f^o 91.

que le grand mouvement nécessaire pour exterminer les Brigands doit être exécuté avec ordre, le Conseil du district prit le 16^e jour du deuxième mois un arrêté avec des ordres précis. Les chefs de légion seraient à l'instant prévenus d'extraire tous les citoyens de 18 à 25 ans. Ils seraient sur le champ organisés en compagnie et de suite envoyés à Coutances où ils recevraient leur état de route. Avec les citoyens de 25 à 35 ans, ceux de 35 à 45 ans seraient avertis de se tenir prêts à marcher au premier signal. En attendant, ils devaient s'occuper sans relâche de l'ensemencement des terres et du battage des grains. Les ouvriers pour étoffes, cuirs, les maréchaux travaillant pour la République seraient requis de reprendre avec la plus grande activité leur ouvrage.

Le Conseil décida en outre de publier une proclamation. On y peut lire : « Le rassemblement au chef-lieu du district des citoyens de 18 à 25 ans exige beaucoup d'étoffe. La mode ancienne et usée a entassé dans les armoires des jupes de serge blanches ou bleues. Les citoyennes qui en sont propriétaires sont invitées à tricoter de bons bas de laine qu'elles vendront au District pour les Volontaires ».

Tous les citoyens de la réquisition qui pourront se fournir eux-mêmes trois chemises de bonne toile seront remboursés du prix de ces chemises ainsi que de toutes les autres parties d'habillement qu'ils pourraient se fournir eux-mêmes.

Les fusils de calibre du district avaient presque tous été remis aux citoyens qui marchaient à l'ennemi. Il n'en restait plus pour le défendre. Le Conseil décida d'en demander au Département.

Informé que les Rebelles devaient en ce moment être maîtres de Mortain, on allait écrire à la municipalité de Torigni pour se renseigner vite sur la vérité et prévenir le Département de ce bruit qui se répandait.

Le Conseil pria la municipalité de Saint-Lo de loger les citoyens de Percy accourus pour défendre la Patrie ailleurs que dans l'église Notre-Dame. Plusieurs personnes étaient encore susceptibles d'en loger. Comme les habitants des campagnes apportaient leur pain, l'Administration du district requit le préposé aux subsistances militaires de recevoir ce pain en dépôt ¹.

Le 18^e jour du 2^e mois, à l'occasion de l'arrêté du représentant du peuple Le Carpentier et de la lettre de la Commission administrative du département du même jour, le Conseil du district prit d'importantes dispositions préventives que voici : Il serait établi des relais à Torigni, Villebaudon, La Fosse, Saint-Jean-de-Daye pour correspondre avec Villedieu, Avranches, Coutances, Carentan, Valognes, Cherbourg, Vire, Condé-sur-Noireau et Domfront. Quatre éclaireurs seraient choisis afin d'observer les mouvements des Rebelles et prendre des renseignements.

Le 19^e jour, à la suite de la communication des instructions apportées au nom de Le Carpentier par le citoyen Hervieu, le Conseil du district arrêta que les communes du canton de Percy et de Tessy devraient rassembler pioches et haches nécessaires à former des tranchées et à abattre des bois en cas d'irruption des Rebelles ; la municipalité de Saint-Lo et celle de Torigni inviteraient les ouvriers et les gens ayant brides, bottes, éperons, sabres, pistolets à les fournir pour équiper la cavalerie qui allait s' mettre en marche contre les Rebelles. Cerisy fournirait des culottes de peau. Quelques habitants de Saint-Lo firent don d'une selle.

Le 22 brumaire, pour coucher les Volontaires, le Conseil autorisa la municipalité de Saint-Lo à lever les scellés sur les

1. Arch. Manche L II 1006, Reg. cons. district, f^{os} 91, 92, 93.

effets des suspects et à saisir la literie et autres objets nécessaires. Procès-verbal serait dressé de leur état et de leur valeur.

La municipalité de Torigni ne fournissant aucun renseignement officiel, le Conseil envoya auprès d'elle un des administrateurs du district. L'Administration prit des dispositions pour que le forage des pièces de canon se poursuivît avec la plus grande activité. La première pièce forée et une pièce en fer seraient placées sur la hauteur de Candol. Il y aurait des postes au Pont de Vire, du côté de l'hôpital et de la commune d'Agneaux.

Les citoyens des cantons de Percy, Tessy, Marigny et Canisy seraient mis en réquisition pour les travaux à faire. Le citoyen Bourdon nommé commissaire était chargé de faire exécuter des tranchées dans la direction de Villedieu. Il avait l'autorisation de réquérir les gardes nationales si besoin en était et d'employer toutes mesures pour repousser les Brigands. Il ferait le nécessaire afin que les ponts pussent être rompus sur le champ et dans ce cas il ferait refluer sur Saint-Lo bestiaux et subsistances. Le conducteur principal des ouvrages publics du District l'accompagnerait.

Le Citoyen Lescot envoyé à Torigni rapporta au District que 7.000 hommes avec artillerie et cavalerie sous le commandement du général Sepher venaient d'arriver à Torigni avec le représentant du peuple Laplanche. Ils repartiraient le lendemain pour Saint-Lo. Le 25, l'armée du général Sepher arriva en effet à Saint-Lo. La garde nationale de Bayeux s'était jointe à elle. Le 11^e bataillon de la 1^{re} réquisition était de passage et s'apprêtait à se rendre à Cherbourg ; il fut invité à changer de route. Aussitôt Laplanche réquisitionna tous les fusils de munition en état de service et 50.000 cartouches à balle.

Quelques bonnes nouvelles parvenaient au District. 4.500

hommes marchaient de Lisieux sur Saint-Lo. Le Département fut immédiatement prévenu, mais personne n'était rassuré¹. Au milieu de la panique, les bruits les plus divers circulaient. Au moment de la prise d'Avranches par les Vendéens en marche sur Granville, rien ne parut impossible. Un Volontaire, par exemple, avait colporté que le général républicain avait trahi. Le représentant du peuple Garnier avait lui aussi passé aux Rebelles. Les Rebelles, répétaient d'autres Volontaires, offraient 40 sous par jour à ceux qui viendraient à eux².

Le 23 brumaire, au lendemain de la prise d'Avranches, la Municipalité de Saint-Lo par une proclamation avait prescrit aux gardes nationaux de redoubler de vigilance dans tous les postes de la ville, de surveiller de près les entrées et les sorties, de lire attentivement les passeports. Le commandant de chaque poste serait responsable de l'ivresse de ses soldats. Les citoyens qui sortiraient dans les rues après l'heure de la retraite seraient arrêtés comme suspects³.

Dès le 20, la Société Populaire de Saint-Lo avait ouvert une souscription pour venir en aide aux femmes et aux enfants des citoyens partis contre les Rebelles. La Municipalité remit aussitôt ses offrandes. Elle engageait « à apporter sur l'autel de la Patrie des offrandes toujours moins précieuses que la Liberté à laquelle nos défenseurs se sont voués⁴ ».

Le 23, le Conseil du département délibérait sur les mesures à prendre pour élever un rempart inexpugnable entre les Rebelles maîtres d'Avranches et toutes les autres parties du département de la Manche. Considérant que le plus sûr moyen d'y parvenir était de former dans le sein de l'Administration un foyer de lumière, de patriotisme et d'activité mili-

1. Arch. Manche L II 1006, Reg. conseil district de f° 95 à f° 101 inclus.

2. Ibid. Saint-Lo, Reg. délibération Conseil G^l Saint-Lo, D 31, f° 24, 25.

3. Ibid. f° 27.

4. Arch. municip. Saint-Lo, ibid., f° 25.

taire, il décida sur le champ l'établissement d'un Comité défensif composé de membres de toutes les autorités constituées, de la Société Populaire de Coutances et de diverses autres personnes instruites dans l'art de la guerre ¹.

D'après son arrêté du 24 brumaire les municipalités des chefs-lieux de district seraient tenues de fournir l'étape, le logement, le fourrage et autres choses de leur ressort, à toutes les troupes, Volontaires, canonniers qui passeraient ou séjourneraient d'après les ordres des représentants, des généraux ou Corps administratifs ².

Le 25 brumaire, le Conseil du district reçut du directeur de l'ambulance de l'armée des côtes de Cherbourg réquisition de placer dans l'église et les salles de l'hôpital de Saint-Lo le matériel nécessaire pour un service de 260 malades. Le Conseil arrêta qu'il prendrait des mesures à cet effet ³.

Alors survint une proclamation du représentant du peuple Laplanche. Elle fut immédiatement affichée : « Les dangers de la patrie et notamment ceux du département de la Manche étaient, lisait-on, à leur comble. Les autorités constituées de Saint-Lo devaient faire sonner le tocsin dans la ville et aux environs, faire tonner le canon d'alarme plusieurs fois dans le jour et à des intervalles égaux. Cette mesure faisait partie d'un plan général et ne devait pas être retardée d'un seul instant ».

Le Conseil, considérant que les circonstances exigeaient des mesures promptes, institua séance tenante un comité de défense comprenant deux membres de l'Administration du district, deux membres du Conseil général de la commune de Saint-Lo, deux membres du Comité de surveillance. Leur

1. Arch. Manche L 50. Reg. Conseil général département f^o 124.

2. Arch. Manche L 50, reg. Conseil général département f^o 124.

3. Arch. Manche L II 1007, reg. Conseil district f^o 3.

mission serait de prendre d'urgence toutes les mesures convenables. Le Conseil du district y appela Cauchard et Lescot ¹.

Le 25 brumaire, le chef de la légion du Nord recevait l'ordre de faire partir de suite un détachement de la garde nationale pour Percy. Comme le salut public exigeait une grande célérité de transports, il y eut des réquisitions de voitures. Un dépôt de 23 voitures, attelées et chargées de de fourrages fut formé à l'ex-abbaye de Saint-Lo. Le 6 frimaire, le Conseil décida que le service de ce parc de voitures commencerait le 10 frimaire. Le commissaire des guerres fut invité à autoriser l'exécution de cette décision ².

L'armée du général Sepher avec le représentant du peuple Laplanche était arrivée à Saint-Lo le 25 brumaire entre dix et onze heures. On n'avait pas été avisé de cette arrivée et il fallut prendre d'urgence les dispositions nécessaires. Les troupes furent logées en partie chez les habitants, en partie dans l'église Notre-Dame. Tout ce qu'il y avait à faire fut fait et il ne se produisit aucune plainte.

L'ordre de couper le pont de Gourfaleur, d'ouvrir des tranchées et de faire des abattis fut donné et exécuté ³.

Le bruit ayant couru que 10.000 Rebelles étaient aux environs de La Colombe, les notables de Saint-Lo firent prévenir le District et ordonner de battre la générale, ce qui fut fait sur le champ ⁴. On lut une lettre de Costin, commissaire du Département. Il annonçait un envoi considérable de forces vers Saint-Lo et Coutances ⁵.

Au milieu du civisme général, le Conseil du district déplora la conduite scandaleuse des citoyens de Villiers-

1. Arch. Manche L II 1007, reg. Conseil district f° 1.

2. Arch. Manche L II 1007. Reg. Conseil district, f°s 3, 6, 7.

3. Arch. municipales Saint-Lo, D 31, Reg. cit., f° 28, 29.

4. Ibid., D 31, Reg. cit., f° 30.

5. Arch. Manche L 50, Reg. cité, f° 132.

Fossard à l'occasion de la levée en masse. Dans la salle même des séances du District ils étaient venus soulever des contestations pour faire partir avec eux des gens trop âgés ou infirmes ¹.

Le même jour, le Conseil du département recevait une lettre des officiers municipaux de plusieurs communes du district de Saint-Lo. On signalait qu'une troupe considérable de défenseurs s'avancait vers Coutances et Granville et l'on demandait si cette troupe avait continué sa route. Le Conseil désigna un de ses membres pour aller à leur rencontre et les acheminer vers Saint-Lo. Il leverait les difficultés qui pourraient surgir et pourvoierait à l'armement de ces renforts de concert avec un membre du District et le commandement temporaire ².

Enfin le 27 brumaire, le Conseil reçut copie d'une lettre du représentant du peuple Le Carpentier en date du 26 brumaire. Après 28 heures de siège et trois assauts, Granville venait de repousser et de battre les Rebelles. « Cette nouvelle réjouit l'âme des administrateurs et des citoyens ». La plus grande publicité lui fut sur le champ donnée. Une surveillance générale s'exercerait partout. Au cas où quelques Rebelles auraient échappé à la défaite et se présenteraient sur un point ou un autre du district, ils seraient arrêtés ³.

Le même jour les « frères d'armes » d'Isigny étaient venus à Saint-Lo pour voler au secours contre les Rebelles ⁴, mais ils arrivaient trop tard et l'on ne put que les remercier et les féliciter.

Le 4 frimaire, fut célébrée au chef-lieu du district à une

1. Arch. Manche L II 1007, Reg. Conseil district, f° 4.

2. Arch. Manche L 50, Reg. cité, f° 132.

3. Ibid. L II 1007, Reg. cité f°s 4, 5.

4. Arch. municipales Saint-Lo, Reg. délibérations conseil général Saint-Lo D 31, f° 35.

heure d'après midi une fête civique en réjouissance de la victoire de Granville. Les communes s'y firent représenter par des députés. Malgré tout on ne suspendait pas les préparatifs de défense ¹.

Le 6 frimaire, le général Beaufort exposa la nécessité d'établir 800 lits pour loger des troupes à Saint-Lo afin de prévenir toute invasion des Rebelles. Mais il y avait déjà tant de troupes à loger dans la ville que le Conseil répartit entre les municipalités du district la fourniture de ces lits. Ils devaient être apportés à Saint-Lo pour le 15 du mois ². Cette fourniture incombait aux gens les plus aisés suivant les instructions du représentant du peuple Jean Bon Saint-André ³.

Le 12, les autorités constituées de la ville de Saint-Lo réunies arrêterent que pour empêcher tout retour offensif des Rebelles contre le chef-lieu du district qui s'appelle maintenant « Rocher de la Liberté » des mesures seraient prises afin de bien installer la cavalerie dans l'ex-abbaye : Les églises de l'ex-abbaye de Sainte-Croix, Saint-Thomas, d'Agneaux, et de Saint-Georges-de-Montcocq, l'église Notre-Dame-de-Saint-Lo seraient aménagées pour abriter une armée. Des redoutes seraient construites pour recevoir des canons. Le représentant du peuple et la Commission administrative du département étaient invités à autoriser la confection de ces ouvrages ⁴.

Le 11 frimaire, en présence de la pénurie de linge pour les pansements des « défenseurs blessés qui arrivaient chaque jour », le Conseil de la commune invita les « citoyens sensibles et vertueux » à en envoyer sans retard à l'hôpital.

Le 12 frimaire, le directeur de l'ambulance installée dans l'ancien collège ayant demandé de faire une communication

1 Arch. Manche, L II 1077 Administration et police générale.

2 Ibid. L II 1007 Reg. cité f^o 7.

3 Ibid. L II 1007 f^{os} 11, 12.

4 Ibid. L II, Reg. cit. f^{os} 12, 13, 14, 15.

entre cet établissement et l'église de l'hôpital servant d'infirmerie militaire, les administrateurs de l'hôpital prirent une décision dans ce sens. Le 14 frimaire, le général Beaufort nommait commandant temporaire de la ville de Saint-Lo le citoyen Gabriel Piez et adjudant de place le citoyen Gilles Le Menuet. Ce furent les dernières dispositions ¹.

Si la ville de Saint-Lo ne connut pas les Rebelles, elle n'eut par contre aucunement à se louer de l'armée de Sepher. Ces troupes arrivèrent trop tard à Granville après avoir amolli leur civisme dans les délices d'un joyeux séjour au Rocher de la Liberté. Le général Sepher et le représentant du peuple Laplanche avaient logé dans la maison du citoyen Philippe Nicolas Le Monnier. Elle fut littéralement pillée. Le Directoire du district, le 29 floréal an III, dut reconnaître la validité des plaintes du propriétaire ². Le 25 brumaire, plusieurs soldats de l'armée de Sepher menacèrent une femme de service chez le citoyen Le Monnier, de leurs sabres et de la guillotine si elle ne voulait pas leur obéir. Ils pillèrent le caveau et se promenèrent dans la rue Torteron, la principale artère de la ville, avec des bouteilles vides. Le linge et l'argenterie furent mis à sac ; un chariot fut chargé de vin et emporté. Les officiers étaient du pillage ³.

1. Arch. Manche L II 1007, Reg. Conseil district, f° 17.

2. Arch. nationales D III 146.

3. Arch. Manche I. II 1007, Conseil district, f° 17.



CONCLUSION

Le déclin de la Monarchie dans l'arrondissement du district de Saint-Lo avait été illuminé par les idées de Liberté et d'Egalité. Dès l'assemblée d'élection les aspirations vers un nouvel ordre politique s'étaient manifestées. Elles éclatèrent plus violemment dans les cahiers de doléances. Elles dominent la période de monarchie constitutionnelle.

A partir de la proclamation de la Patrie en danger, tout change. Le régime d'exception a commencé. Les idées s'effacent devant l'action. On arrête les suspects. Les autorités se laissent absorber par le ravitaillement qui est réellement la question primordiale. L'Administration se consacre à la Défense nationale, qu'il s'agisse du recrutement, de la manufacture d'armes ou des poudres et salpêtres pour lesquels les communes montrent tant de négligence.

Tenant la frontière du côté anglais, le district n'a pas eu seulement à travailler à son propre ravitaillement, il a eu aussi à participer à celui du reste de la France et de ses armées, et cela, en dépit de la cupidité des paysans et des commerçants. Il lui a fallu fournir son effort dans la lutte militaire. Il a, en effet, été menacé par l'invasion, non par l'invasion étrangère, mais par celle des Rebelles de la Vendée, des « Brigands », comme on les appelait, invasion véritable qui prend place dans le chapitre de la Défense nationale.

Malgré ces deux grands problèmes, l'Administration du district n'a négligé ni l'Assistance publique, ni l'Instruction

publique, ni les Contributions, ni les Travaux publics. Elle essaya de lutter contre la misère, d'améliorer les hôpitaux. Elle distribua des secours aux indigents et veilla à l'exécution de mesures philanthropiques qui se heurtèrent souvent à l'indifférence des communes.

En l'absence d'un plan général élaboré par le Gouvernement, elle ne put organiser l'instruction publique. L'éducation ne cessa cependant de rencontrer la sollicitude des autorités.

Le District apporta ses efforts à faire rentrer les contributions. Il s'appliqua à l'entretien des routes et à la construction de nouvelles voies sans résultat appréciable.

L'histoire politique garde encore des obscurités. Il y eut la lutte entre les partis avancés et les partis modérés, lutte qui dissimula sans doute en d'autres endroits qu'à Souilles des querelles personnelles. La Terreur fut moins violente qu'ailleurs. On garda de l'humanité envers les détenus, et les enquêtes sont généralement consciencieuses. Les autorités semblent exemptes de corruption comme de violence. Le Fédéralisme avorta. La réaction thermidorienne ne fut point une Terreur blanche. Le Timbre-Sec a des bâtons ferrés, mais il n'y a pas de sang répandu, si ce n'est par les Chouans, qui dans leur férocité mutilent les officiers municipaux au milieu de l'inertie complice des habitants.

Quel fut l'état religieux du district ? Il est difficile de le dire. La lutte fut très âpre dans les campagnes entre le nouveau clergé et les paysans. Au milieu d'escarmouches quotidiennes se déroulait le drame moral. On ferma les églises. La population, avec sa nature calme, se tut, mais l'esprit chrétien ne mourut pas, puisqu'en tant de lieux, lors de l'apaisement, les églises se rouvrirent, puisque pendant la fermeture même, on revêtait le dimanche des habits de fête, et qu'on oubliait de célébrer le décadi.

Pays de sentiments modérés, parlant peu par lui-même et par la voix de ses administrateurs, le district de Saint-Lo malgré ses instincts pacifiques a servi la Patrie avec la levée de ses jeunes gens. Il s'est dressé en un seul bloc devant le Vendéen. Et enfin, il a maintenu l'ordre. L'ordre ! Tous dans ce coin de Basse-Normandie en ont eu le culte, bourgeois et paysans. Ce sont les Comités dits nationaux qui répriment l'anarchie à l'heure de la Grande Peur. C'est la municipalité de Saint-Lo qui rappelle la nécessité de la discipline au sujet de la journée de Nancy. Ce sont les habitants du petit village de La Haye-Bellefonds qui en termes saisissants proclament le devoir d'obéissance à la loi. Si le Fédéralisme n'a pas triomphé, les excès parisiens n'en ont pas moins été blâmés. Terre du respect de l'autorité et terre de l'honnêteté des administrateurs, cette terre Normande si Française a bien mérité de la Patrie.

Vu le 4 juillet 1922

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris*

F. BRUNOT

Vu et permis d'imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris
P. APPELL

APPENDICE

Tableau de concordance entre les anciennes mesures du district
de Saint-Lo et les mesures du système métrique.

I. — Monnaies.

Livre 20 sols ou 0 fr 9877.

Sol 12 deniers ou 0 fr. 0494.

Denier 0 fr. 0041.

II. — Mesures linéaires.

Toise 6 pieds ou 1^m 94.

Pied 12 pouces ou 0^m 325.

Pouce 12 lignes ou 0^m 027.

Ligne 12 points ou 0^m 002.

Aune 1^m 188.

III. — Mesures itinéraires.

Lieue-poste 3 kilomètres 898.

IV. — Mesures agraires.

Acre 160 perches, 4 vergées ou 80 ares.

Arpent 100 perches 2 vergées et demi ou 50 ares.

Vergée 40 perches ou 20 ares.

Perche 22 pieds ou 51 centiares.

V. — Mesures de Capacité.

Grains.

Somme ou 200 litres.

Corbeille ou 100 litres.

Rasière 3 métans ou 75 litres.

Barattée 2 métans ou 50 litres.

Métan 25 litres.

Pot 2 litres.

Liquides.

Pot ou 2 litres.

Chopine 1 litre.

Pinte 1/2 litre.

Petit-Pot 1 décilitre.

Demoiselle 1/2 décilitre.

VI. — Mesure pour le bois de chauffage.

Corde 3 stères et demi.

VII. — Poids.

Livre de marc 0 kilog 489.

Marc ou demi-livre 0 kilog 2447.

Once 1/16 de livre ou 30 grammes 59.

Gros 1/8 d'once ou 3 grammes 823.

Denier 1/3 de gros ou 0 gramme 275.

N. B. — La « Rabette » est le nom vulgaire du colza dans la Basse-Normandie et en particulier dans la région de Saint-Lo.



INDEX ALPHABÉTIQUE

Noms de Personnes

- Achard de Bonvouloir, 104.
Allain, 212.
Alquier, 462.
Amline, 30.
André (Sébastien), 30.
Aubert Dubayet, 168.
Aubril, 72, 73, 80, 82.
Aumond, 382.
Auxais de Montfarville, 9, 12.
Badin, 64.
Barbe, 10.
Bauquet, 72, 73.
Bazonnière (de la), 10, 204, 363.
Beaudrap (de), 28.
Beaufils, 66, 67, 68, 71, 72, 73, 80, 82, 83, 85.
Beaufort, 495, 496.
Beaussire (Charles), 30.
Bécherel, 107, 193, 195, 196, 197, 198, 199, 224, 225, 234.
Becquet, 72.
Bernard, 24, 25, 52, 62, 63, 66, 161.
Beuvron (duc de), 34.
Bloch (Camille), 301.
Bollet, 156, 255, 326, 328.
Bonaventure de Saint-Gilles, 12.
Boniface, 340, 341.
Bonvouloir (Achard de), 28.
Bosquet, 10.
Bouchard, 279.
Bourdon, 66, 67, 70, 73, 74, 80, 81, 82, 83, 85, 113, 114, 152, 153, 380, 445, 452, 490.
Bouret, 83, 86, 87, 137, 139, 141, 143, 149, 156, 157, 160, 161, 178, 250, 251, 259, 301, 313, 341, 342, 381, 455, 464.
Boyvin La Caserie, 10.
Brandis (de), 29.
Bréard, 140, 144.
Bretiez (de), 41.
Breuil (Anne de), 221.
Bruyère (de la), 211.
Bucaille, 47.
Burnel, 150, 178, 237, 238, 422.
Capelle, 80, 82.
Carrier, 162.
Carteaux, 167.
Cauchard, 80, 81, 82, 83, 85, 100, 102, 147, 153, 493.
Cauchard de Chambert, 41.
Cauchard de la Moissonnière, 41.
Caumont, 42.
Chabanon (de), 51.
Chaillot, 41, 157, 163, 180.
Chalet, 207.

- Cheylus (de), 201.
Chapon, 304.
Chirée, 47, 64, 89, 90, 91.
Chodron, 341.
Coigny (duc de), 21, 58.
Colleville, 25.
Condorcet, 414.
Cordier de Launay, 38, 39.
Cosnard, 191.
Costin, 95, 493.
Coucelles, 246.
Coudreville, 64.
Coulleray, 71, 73.
Coulleray-Desmarets, 66.
Courbe, 240, 253.
Courtin, 70, 72, 73, 74, 187.
Courtin de la Briaudière, 66, 67.
Courtin de la Gervaisière, 10, 12, 101.
Couthon, 88.
Couvains (de), 10.
Culleron, 102, 265, 382, 459, 472.
Daché, 199.
Dannoville, 189.
Debesse, 326, 391.
De la Gorce, 188.
Delahaye, 189, 204.
Delalande-Dumaine, 52.
De la Tour, 12.
De Launay, 52.
Delauney, 114.
Denier, 70, 72, 83, 147, 250.
Denis de Silly, 52.
Denise, 30.
Dentzel, 163, 166, 393.
Deschamps, 191.
Desperelles, 25.
Diguet, 161, 162.
Dingot, 138.
Dorée la Pérelle, 10, 25.
Douchin, 209.
Dringot, 376.
Dubail, 25.
Dubois (Jean), 408.
Dubuisson, 52, 161, 173.
Duchaufour, 47.
Duchemin de la Tour, 10, 52.
Dufour, 25.
Dufour-Précanville, 25, 89.
Dufresne, 29.
Duhamel, 459.
Duhutrel, 64, 65, 339.
Dulonprey, 214.
Dumanoir (Hubert), 187.
Dumolard, 198.
Dumoulin, 1.
Dumouriez, 36, 37, 51.
Duplein, 41.
Durand, 206, 339.
Duranthon, 114.
Durier, 83, 84, 85, 139.
Du Rufé, 134.
Duval, 205.
Duval de Précourt, 41.
Esnouf, 450.
Etienne, 89.
Eudeline, 10.
Fay (de), 89, 91.
Feuillet, 138.
Fleury, 35.
Fleury de Saint-Ouen, 29, 30.
Fontaine, 35.
Fossard, 89.
Foucher, 52, 102.
Frémin de Beaumont, 61, 62, 63.
Fromentin, 306.
Frotté, 168.
Gardin, 382.
Gardye, 382.

- Garnier (de Saintes), 483, 484, 491.
Gautier, 198.
Giffard, 102.
Godard, 10.
Godey, 74, 80, 82.
Godey du Breuil, 30, 66, 70.
Godinor de Ferrière, 5.
Gohier, 52.
Gonfrey, 25, 67, 80, 83, 90, 102, 139, 167.
Gonnivière (de la), 10, 314.
Grégoire, 428, 429.
Grenier, 457.
Grimaldi, 314, 429.
Groualle, 25, 80, 81, 82, 83, 85.
Guérard, 10, 72, 73, 74.
Guérard d'Arganchy, 30.
Guérin, 304, 305.
Guerneur, 258.
Guernier, 457.
Guerno, 257.
Guilbert, 264.
Guillaume, 246, 471.
Guillebert-Duperron, 132, 186, 231, 255.
Guillot, 62.
Guillotte, 211.
Harcourt (duc d'), 21.
Havin, 66, 68, 70, 72, 73, 74.
Henriot, 88.
Hervieu, 130, 489.
Heudeline, 30, 64, 83, 84, 85, 483.
Houel, 110.
Houlès, 484.
Houssin-Dumanoir, 10.
Hubert-Dumanoir, 65, 187.
Jean-Bon-Saint-André, 308, 495.
Juigné (de), 104.
Juliot, 460.
Kadot, 132.
Laboureur, 10.
La Croix-Béquet, 66, 67, 70.
La Fayette, 435.
La Ferrière, 269.
Laforge-Desjardins, 89.
Laigniel (Françoise), 213.
Lair, 102.
Laisné d'Avril, 10.
Lambert, 8.
Lanos, 52.
Laplanche, 490, 492.
Laval, 52.
Laville, 210, 211.
Le Bas, 88.
Le Blanc, 89, 91.
Le Bley, 168.
Lecardonnel, 90.
Lecarpentier, 153, 241, 247, 309, 310, 316, 445, 456, 461, 464, 477, 479, 483, 484, 489, 494.
Lechartier de la Varinière, 45, 51.
Le Chevallier, 245.
Lecointre, 152, 153.
Leconte, 453.
Le Coq, 224.
Lecordier, 206.
Lecuyer, 25, 65, 71, 73, 80, 82, 83, 85, 89.
Lécuyer-Montamy, 25.
Leduc, 30.
Lefebvre, 80, 82.
Le Gorju, 65, 80, 82, 83.
Le Got, 89, 90, 159, 255, 256, 332, 336.
Le Guinel de Lignerolles, 30.
Le Jégou, 246.
Le Jolis de Villiers, 89.
Lelong, 228.
Le Maréchal, 105.

- Le Menuet de la Jugannière ou
Le Menuet, 5, 10, 12, 13, 24,
25, 52, 53, 72, 73, 74, 76, 187,
436, 496.
- Lemercier, 52, 100.
- Lemoigne, 420.
- Lemonnier, 12, 24, 64, 74, 332,
496.
- Lemonnier de Gouville, 25, 52.
- Le Page, 83, 85, 89, 382.
- Le Page de Vavancé, 52.
- Le Peltier, 246.
- Le Pelletier, 180.
- Lepetit de la Pommeraye, 30.
- Le Planois, 10.
- Le Prêtre, 80, 82, 83, 85, 89, 90, 167
- Leprovost, 220.
- Leprovost de Saint-Jean 47.
- Le Rouillois, 104, 192.
- Le Rouxel, 129.
- Lesaulnier, 246.
- Lescot, 70, 72, 74, 80, 82, 83, 85,
153, 435, 490, 493.
- Lescot de Cretteville, 30.
- Lescot de la Bigne, 66, 68.
- Le Sénécal, 246.
- Letellier, 102, 196, 422.
- Letellier de Montaure, 105.
- Letellier de Pierrefitte, 52.
- Letellier Duhutrel, 52, 159.
- Le Tullier, 61.
- Le Venard, 229, 456, 457, 483.
- Le Verrier, 20.
- Lindet, 455.
- Loisel, 85.
- Malherbe, 191.
- Marat, 158, 180.
- Marcambie, 10.
- Marguerie, 10.
- Marguerit (de), 192, 213, 229,
230, 244.
- Marin, 52.
- Martin, 86, 89, 91, 93, 164, 209.
- Matignon-Grimaldi, 5, 349, 358.
- Menil, 52.
- Michaux, 429.
- Mirabeau, 213.
- Monaco (prince de), 5, 6, 7, 221,
245, 299, 396 (v. Matignon-
Grimaldi).
- Mons (de), 135, 289.
- Moriet, 52, 55, 102, 188, 197,
216, 232, 247.
- Necker, 364.
- Osmond, 25, 52, 209.
- Oury, 110, 139, 140, 174, 433.
- Pain, 29.
- Pannier, 30.
- Parizet, 147.
- Pézeril, 25, 130.
- Picquenard, 52.
- Plouain du Breuil, 51.
- Poisson, 245.
- Poisson de Coudreville, 25, 65.
- Poisson de la Capelle, 52.
- Potier de Glatigny, 41.
- Pouchin, 173, 174, 214, 406, 428,
449.
- Prieur de la Marne, 152, 153.
- Régnier, 190.
- Robespierre, 88, 89, 154, 155,
256, 323.
- Robillard, 24, 25, 34, 35, 36, 37,
39, 140.
- Rocher (Mlle), 69.
- Rolland, 398.
- Rolland des Angles, 202, 206,
207, 228, 229.
- Roulland, 30, 41, 47.
- Rousseau, 459.
- Saint (Docteur), 25.
- Saint (Guillaume), 243.

Saint-Gilles, 62.	Valentinois (Comte de), 29 (v. Monaco).
Saint-Just, 88.	Vaulaville (de), 29.
Saint Martin, 100.	Vaultier, 52.
Saint Mathieu, 155.	Vennier, 52.
Saint Ortaire, 220, 248.	Vervet, 240.
Samson, 83, 85.	Viala, 180.
Savary, 435.	Villarmois (de la), 104.
Savary de Devanne, 52.	Villers, 41.
Sepher, 158, 332, 382, 490, 496.	Vieillard (fils), 12, 24, 25, 28, 71, 110, 152, 428, 442.
Sevaux de la Valette, 66, 67, 71, 72.	Vieillard (père), 24, 52, 59, 60, 90, 103, 110, 125, 139, 144, 186, 198.
Sevestre (Abbé), 192.	Vieillard-Boismartin, 24, 161, 162.
Talaru de Chalmazel, 193, 198, 201.	Wimpfen, 459.
Talleyrand, 405.	
Thomasse, 30.	
Thouroude, 227.	
Tricard, 30, 66, 67, 70, 72.	

Noms de Lieux

Agneaux, 16, 27, 28, 115, 129, 131, 132, 177, 178, 186, 188, 199, 201, 232, 233, 237, 241, 243, 252, 276, 310, 318, 426, 434, 448, 449, 451, 490.	Bayeux, 1, 31, 34, 51, 60, 61, 73, 126, 187, 193, 251, 254, 265, 318, 379, 490.
Airel, 60, 187, 259, 263, 324.	Beaulieu, 34.
Alençon, 306, 307, 308, 312.	Bel-Air, 244.
Amigny, 10, 124, 132, 243, 310, 419, 443, 451, 485.	Bérigny, 4, 190, 406, 407, 408, 409.
Angoulême, 55, 101.	Beslon, 164, 234, 235.
Arganchy, 10.	Beuvrigny, 132, 188, 259, 435, 443.
Avranches, 58, 59, 60, 152, 163, 168, 169, 192, 196, 197, 199, 222, 307, 379, 413, 436, 441, 446, 489, 491.	Biéville, 370, 449.
Bahais, 10, 128.	Bourg-Buisson, 173.
Baudre, 243, 246, 248.	Bourguais, 100.
	Brectouville, 219, 231, 243, 246, 258.
	Brest, 464.

- Briovère, 437.
- Caen, 1, 8, 23, 30, 34, 36, 37, 40, 59, 73, 131, 160, 263, 272, 319, 379, 384, 386, 387, 447, 476, 481, 484.
- Candol, 17, 266, 387, 390, 464, 469, 490.
- Canisy, 9, 10, 16, 61, 97, 145, 192, 219, 253, 254, 312, 362, 365, 368, 369, 384, 386, 388, 390, 402, 478, 480, 490.
- Carantilly, 60, 129, 133, 135, 140, 144, 192, 232, 233, 248, 281, 286, 289, 295, 296, 298, 316, 328, 370, 443.
- Carentan, 1, 21, 34, 58, 59, 60, 128, 152, 174, 192, 313, 316, 379, 485, 489.
- Carteret, 128.
- Cartigny, 249.
- Cavigny, 211, 217, 248, 407, 449.
- Cerisy, 3, 9, 10, 16, 35, 61, 89, 100, 111, 125, 134, 136, 137, 140, 143, 155, 166, 168, 171, 172, 185, 188, 191, 214, 215, 235, 241, 243, 244, 246, 247, 254, 255, 256, 258, 260, 263, 264, 272, 273, 274, 316, 353, 362, 385, 387, 407, 426, 434, 444, 447, 448, 450, 454, 469, 474, 480, 485, 489, 490.
- Cerisy-l'Abbaye (voir Cerisy).
- Cerisy-la-Forêt (voir Cerisy).
- Cherbourg, 36, 59, 100, 107, 142, 152, 192, 319, 336, 379, 384, 391, 490.
- Chevry, 105, 243, 246.
- Clair-Bocage (voir Saint-Clair).
- Clefs de Vire, 335.
- Clouai, 31.
- Condé-sur-Noireau, 485, 489.
- Condé-sur-Vire, 10, 89, 117, 171, 178, 186, 189, 218, 223, 241, 246, 363, 406, 431, 435, 451, 452, 453.
- Coutances, 1, 23, 35, 37, 58, 59, 60, 61, 71, 94, 95, 107, 152, 153, 168, 190, 192, 193, 198, 286, 296, 341, 365, 379, 385, 387, 393, 410, 413, 436, 441, 449, 450, 484, 486, 487, 488, 489, 492, 493, 494.
- Couvains, 166, 275, 334.
- Creully, 34.
- Dammarie, 420.
- Dangy, 60.
- Dieppe, 199.
- Domfront, 489.
- Domjean, 243.
- Donville, 129.
- Esglandes, 61, 98, 128, 192, 254, 362, 368, 369, 382, 393, 402, 448.
- Fervaches, 132, 231, 258, 289, 319, 338.
- Fleurus, 88.
- Fougères, 485.
- Fourneaux, 203, 243.
- Fraguaire (voir St Fraguaire).
- Georges-la-Montagne (voir St-Georges-de-Montcocq).
- Giéville, 190, 243, 259, 318.
- Gourfaleur, 128, 263, 383, 387, 390, 406, 407, 493.
- Gouvets, 243, 257.
- Gaignes, 12, 16.
- Granville, 84, 142, 303, 339, 379, 386, 387, 446, 485, 486, 491, 494, 495, 496.
- Grenoble, 190.
- Guilberville, 218, 246, 257, 258, 259, 300, 338, 407.
- Hébécrevon, 28, 128, 191, 206, 207, 228, 243, 259, 277.
- Hommet (Le), 270.
- Isigny, 351, 389, 494.
- Jersey, 228, 229.
- La Barre-de-Semilly, 31, 35, 243, 246, 362.

- La Besace, 47.
La Chapelle-du-Fest, 236, 243.
La Chapelle-Enjager, 51, 60, 135, 188, 246, 253, 260, 406, 407, 416, 419, 449.
La Chapelle-Heuzebrocq, 10, 203, 259.
La Colombe, 60, 132, 164, 165, 257, 493,
La Croix à la Main, 167.
La Fosse, 489.
La Haye-Bellefonds, 105, 106, 148, 191, 254, 259, 287, 358, 386, 451.
La Haye-Picquenot, 249.
La Luzerne, 30, 243, 259, 389.
Lamberville, 203, 243, 370.
La Mancellière-s/-Vire, 89, 258.
La Meauffe, 10, 31, 128, 213, 227, 295, 407, 415.
La Perrine, 3.
Le Chefresne, 60, 222, 362.
Le Désert, 3, 28, 191, 221, 234, 248, 443.
L'Epinay, 249.
Le Guislain, 60, 259, 386.
Le Perron, 203, 213, 218.
L'Hommet, 60.
Liège, 441.
Lisieux, 491.
Lison, 249.
Littry, 464, 469.
Lunéville, 101.
Lyon, 160.
Maëstricht, 441.
Malbrèche (La), 387.
Margueray, 60, 164, 202, 203, 254.
Marigny, 60, 61, 97, 164, 168, 192, 228, 234, 243, 247, 254, 263, 272, 275, 276, 312, 323, 344, 362, 368, 369, 384, 387, 402, 440, 444, 448, 490.
Mauvertuis, 60, 191, 203, 221, 243, 443.
Mesnil-Amey, 60, 243, 259, 301.
Mesnil-Angot, 60, 104.
Mesnil-Durand, 128, 243, 259, 333, 407.
Mesnil-Eury, 60, 243.
Mesnil-Herman, 10, 17, 243, 259.
Mesnil-Opac, 10, 243, 259.
Mesnil-Raoult, 89, 243, 260.
Mesnil-Rouxelin, 259, 443, 451.
Mesnil-Véneron, 9, 60, 190, 202, 311, 440.
Mesnil-Vigot, 60, 259.
Montabot, 334.
Montaigu, 259, 338.
Montbray, 129.
Montcuit, 211.
Montrabot, 203, 217, 218, 244.
Montreuil, 243, 246, 407, 449.
Mont-Saint-Michel, 226, 234.
Moon, 30, 259, 315, 393.
Morigny, 203.
Mortain, 34, 59, 60, 163, 168, 169, 192, 379, 413, 485, 486.
Moyon, 229, 243, 263, 282, 385.
Nancy, 100, 101, 186.
Nantes, 152.
Nimègue, 89.
Notre-Dame-de-Beslon, 60, 185.
Notre-Dame-d'Elle, 235.
Paris, 40, 153, 154.
Percy, 60, 61, 97, 98, 113, 114, 140, 145, 158, 163, 164, 178, 192, 212, 235, 242, 263, 294, 300, 302, 322, 325, 362, 368, 369, 382, 402, 448, 476, 480, 489, 490.
Périers, 295, 379.
Placy, 204, 205, 206, 325, 338.
Pont-Audemer, 21.
Pont-Brocard, 60, 223.

- Pont-Farcy, 168, 384, 386.
 Pont-Hébert, 168.
 Port-Malo (voir Saint-Malo).
 Précorbin, 210.
 Précy, 214.
 Quibou, 211, 225, 279.
 Rampan, 10, 204, 243, 363.
 Remilly, 60, 177, 179, 232, 251, 253, 259, 287, 298.
 Rennes, 152, 483.
 Roque (La), 314.
 Rouen, 36, 37, 155, 271, 476, 481.
 Rouxville, 149, 203, 210, 334.
 Saint-Amand, 6, 110, 119, 192, 213, 216, 230, 241, 259, 338, 344.
 Saint-André-de-l'Epine, 172, 418, 443.
 Saint-Aubin-de-Losques, 60, 259.
 Saint-Clair, 61, 168, 192, 244, 259, 362, 368, 369, 389, 402, 448.
 Saint-Fraguaire, 60, 164, 243, 247.
 Saint-Fromond, 3, 51, 128, 387, 449.
 Saint-Ebremond-de-la-Barre, 10.
 Saint-Ebremond-de-Bonfossé, 128, 189, 214, 224, 225, 229, 233, 237, 253, 276, 345, 406, 407.
 Saint-Georges-d'Elle, 243, 259, 449.
 Saint-Georges-de-Montcoq, 96, 129, 131, 140, 188, 199, 224, 228, 243, 244, 362, 363, 443, 451.
 Saint-Germain-d'Elle, 247, 249.
 Saint-Gilles, 155, 188, 406.
 Saint-Jean-des-Baisants, 30, 61, 80, 145, 192, 195, 210, 220', 235, 243, 254, 259, 297, 334, 362, 368, 369, 402, 408, 448, 449.
 Saint-Jean-de-Daye, 60, 362, 406, 489.
 Saint-Jean-de-Savigny, 140, 313, 334, 419.
 Saint-Jean-des-Bois, 169.
 Saint-Laurent, 192, 201, 213, 216.
 Saint-Louet, 213, 220, 244, 259, 282, 314.
 Saint-Malo, 142, 316, 319, 321, 384, 464.
 Saint-Marcouf, 351.
 Saint-Martin-de-Bonfossé, 10, 164, 203, 207, 276, 336.
 Saint-Ouen-de-Baudre, 132, 407, 443, 451.
 Saint-Pierre-d'Arthenay, 60.
 Saint-Pierre-de-Semilly, 135, 215, 243, 244, 248, 325, 419, 444, 451.
 Saint-Quentin, 323.
 Saint-Romphaire, 10, 244, 287.
 Saint-Samson-de-Bonfossé, 89, 135, 188, 242, 243, 259, 279, 335, 442.
 Saint-Sauveur-de-Bonfossé, 243.
 Saint-Symphorien, 244, 246, 258, 259, 326, 338.
 Saint-Thomas, 199, 227, 243, 362.
 Saint-Vigor-des-Monts, 243.
 Sainte-Croix, 131, 186, 199, 227, 314, 362.
 Sainte-Marguerite, 249.
 Sainte-Suzanne, 243, 259, 406, 448.
 Séez, 21.
 Semilly, 314.
 Soulles, 144, 203, 229, 231, 259, 263, 309, 386, 406.

- Tessy, 9, 10, 15, 51, 61, 63, 113,
126, 130, 138, 145, 148, 167,
168, 177, 186, 188, 192, 203,
213, 232, 233, 243, 255, 262,
263, 272, 304, 312, 334, 338,
362, 368, 369, 382, 383, 387,
388, 402, 406, 448, 480, 489,
490.
- Torigni, 2, 6, 9, 10, 13, 15, 17,
23, 29, 31, 35, 36, 41, 45, 46,
49, 50, 52, 53, 58, 61, 75, 88,
91, 99, 107, 110, 114, 117, 124,
125, 133, 134, 138, 140, 143,
144, 145, 147, 149, 156, 157,
158, 159, 162, 163, 164, 165,
167, 168, 191, 193, 200, 201,
215, 216, 229, 230, 244, 245,
247, 253, 254, 256, 259, 260,
262, 278, 299, 300, 304, 307,
311, 312, 314, 318, 326, 327,
329, 338, 342, 343, 348, 349,
352, 354, 355, 357, 362, 365,
368, 369, 372, 375, 383, 384,
385, 386, 387, 391, 396, 402,
404, 428, 429, 436, 446, 448,
453, 460, 475, 477, 478, 480,
483, 484, 485, 489, 490.
- Toulon, 177.
- Tours, 160.
- Tribehou, 387.
- Troisgots, 243, 248.
- Valognes 28, 34, 59, 100, 152,
192, 379, 413, 439, 461, 485,
489.
- Varennes, 107, 172.
- Vaucelle (Ia), 327.
- Vidouville, 31, 216, 246, 286,
334.
- Villebaudon, 113, 167, 212, 386,
489.
- Villedieu, 17, 34, 152, 196, 199,
379, 383, 384, 386, 387, 388,
391, 460, 463, 470, 489, 490.
- Villiers-Fossard, 243, 246, 259,
362, 407, 493.
- Vire, 1, 45, 46, 60, 61, 168, 251,
307, 379, 387, 390, 486, 489.

N. B. — Le nom de Saint-Lo (*alias Rocher-la-Liberté*) se rencontrant presque à toutes les pages, il n'en a pas été fait mention dans l'Index.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.	VII
BIBLIOGRAPHIE	XI

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I

I. — Tableau d'ensemble de l'Election de Saint-Lo à la veille de la Révolution.	1
II. — L'Assemblée d'élection ou de département de Saint-Lo.	7
III. — La convocation des Etats-Généraux. Les cahiers.	21

CHAPITRE II

I. — La disette des subsistances. Troubles à Saint-Lo et aux environs	33
II. — Le maintien de l'ordre. Les comités nationaux et les milices nationales.	40
III. — La formation des municipalités	53

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I

APERÇU DE L'HISTOIRE ADMINISTRATIVE DU DISTRICT

I. — La formation du district et la lutte pour le chef-lieu du département	57
---	----

II. — L'Administration du district, Sa composition.	
Les transformations. La fin du district . .	61

CHAPITRE II

LES GRANDES CRISES POLITIQUES DANS LE DISTRICT

I. — 1790-1792	99
II. — La Patrie en danger	115
III. — La Terreur.	123
IV. — Les Comités de surveillance.	146
V. — Le Fédéralisme.	151
VI. — La réaction thermidorienne	154
VII. — La Chouannerie	163
VIII. — Les fêtes de la Révolution.	169

CHAPITRE III

HISTOIRE RELIGIEUSE DU DISTRICT

I. — La Constitution civile du clergé	184
II. — La question du serment.	186
III. — La fermeture des églises. Le culte de la Raison et le culte de l'Être suprême . . .	231
IV. — La liberté des cultes et la reprise du culte catholique	255

CHAPITRE IV

LA VIE ÉCONOMIQUE

Les subsistances. La loi du maximum. La suppression du maximum	260
---	-----

CHAPITRE V

LES FINANCES

I. — Les contributions. 352

II. — La crise de la monnaie. Les assignats. Les
billets de confiance. 371

CHAPITRE VI

Les travaux publics. 383

CHAPITRE VII

L'ASSISTANCE PUBLIQUE

Les hôpitaux. La mendicité. Les secours 394

CHAPITRE VIII

L'INSTRUCTION PUBLIQUE

L'Enseignement secondaire et l'enseignement pri-
maire. Les bibliothèques. Les monuments
des arts 405

CHAPITRE IX

LA DÉFENSE NATIONALE

I. — Le recrutement. 430

II. — L'armement. La manufacture d'armes de
Saint-Lo. Les poudres et salpêtres. . . . 459

III. — La lutte contre les Rebelles 472

Conclusion. 497

Appendice 501

Index Alphabétique. 503

